

L'Association Culturelle Joseph Jacquemotte

présente

Marx, à mesure

***Une anthologie commentée des écrits
de Marx et d'Engels***

par

Le Cercle d'Etude des Marxismes

Fascicule 19

Présentation générale

Le CEDM a entrepris de constituer une anthologie commentée des écrits de Marx et d'Engels.

Le projet s'inscrit dans le cadre des activités de formation de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte : il s'adresse à quelque public désireux de se mettre à l'étude des textes qui constituent l'apport de Marx et d'Engels et d'autres qui, au nom du marxisme, s'en réclament.

Une anthologie

Le principe d'un recueil ne réclame aucun commentaire spécial. Les ouvrages de ce genre sont légion dans l'univers des apprentissages. Leur avantage est d'offrir un éventail d'extraits significatifs d'une œuvre.

Les écrits de Marx et d'Engels se prêtent particulièrement à ce traitement, en raison de leur ampleur et de leur chronologie propre. Du reste, les recueils n'ont pas manqué. Ainsi dans le domaine de l'édition francophone, les *Morceaux choisis* édités en 1934, aux éditions Gallimard par H. Lefebvre et N. Gutermann ou les deux tomes des *Pages de Karl Marx pour une éthique socialiste*, par Maximilien Rubel en 1970, chez Payot. Toutefois, les ouvrages de ce genre sont devenus plutôt rares aujourd'hui. Excepté les publications en français des Editions du Progrès, de Moscou, d'accès difficile, on ne compte pratiquement plus en édition courante que le recueil de Kostas Papaioannou intitulé *Marx et les marxistes*, dans la collection *Tel* de Gallimard.

Cette situation de pénurie, aggravée par la crise, puis la disparition des Editions sociales, suffit à justifier l'utilité de la présente publication.

Une anthologie commentée

Ces ouvrages ont en commun de proposer un assemblage de courts extraits regroupés par thèmes.

Nous avons choisi une autre méthode.

D'abord l'ampleur plutôt que la brièveté : en effet, il importe à nos yeux de respecter au plus juste le rythme des argumentations. Les coupures, supposons-les pertinentes, seront accomplies de sorte à préserver les articulations du raisonnement dans l'écrit complet.

Ensuite le commentaire plutôt que la citation brute : c'est évidemment le plus délicat. Nous aurons de ce point de vue un double souci.

Un souci de forme : celui de permettre à la fois une lecture cursive des extraits et une consultation des commentaires.

Un souci de rigueur : nous veillerons à accompagner au plus près ces analyses par une bibliographie des ouvrages où sont construites et débattues les questions qu'elles soulèvent et par des annexes qui donnent

accès à des documents périphériques indispensables à la compréhension.

Enfin nous avons opté pour une présentation chronologique en échelonnant les écrits dans l'ordre de leur élaboration par leur(s) auteur(s). Ce choix garantit à nos yeux que l'on respecte, dans chaque contexte particulier, le processus même de la recherche, ses tâtonnements, ses rectifications, ses avancées.

Une anthologie commentée pour une étude collective des écrits de Marx et d'Engels

Insistons sur la dimension pédagogique de l'entreprise, laquelle ne souhaite qu'offrir un outil de travail pour la formation au marxisme et aux théories qui s'en réclament ou qui s'y réfèrent. Le segment « à mesure » dans le titre général indique que les textes se succéderont dans l'ordre chronologique de leur écriture par Marx et Engels. Mais c'est aussi une manière de dire notre souhait d'« y aller à mesure » dans un rapport d'apprentissage en groupe, en évaluant les savoirs et les apports de chacun(e) en ces matières.

Pour servir cet objectif, la publication se fera sous la forme de fascicules d'ampleur variable. Ce dispositif souple et évolutif nous semble le mieux approprié à l'usage auquel ces pages sont destinées. Il présente l'avantage d'enregistrer à la commande tous les ajustements, toutes les modifications qui s'imposeront dans le cours du travail collectif. L'électronique permet de modifier sans peine chacune des versions qui seront ainsi référencées et datées selon leur dernière mise au point. Chaque tirage sera reproduit sur le site Internet de l'ACJJ.

Introduction

Le présent fascicule s'intéresse **aux écrits** et à **l'activité politique** de Marx et d'Engels au cours des deux premières années de l'exil anglais.

La période prise en compte débute avec l'arrivée en Angleterre, en août/septembre 49 pour Marx et sa famille, en novembre 49 pour Engels, et le moment où Marx, s'écartant autant qu'il le peut des conflits avec l'immigration, recommence en **mai 1851** à fréquenter la bibliothèque du British Museum. Le **19 mai 1851**, c'est aussi la date des premières arrestations à Cologne et l'ouverture d'une nouvelle séquence politique à laquelle il nous faudra réserver un fascicule spécial.

On s'autorisera un dépassement dans les dates retenues pour suivre de près les activités de la fraction Willich/Schapper et pour lire une littérature qui se rapporte aux querelles au sein de l'émigration londonienne, en particulier le pamphlet de Marx et d'Engels connu sous le titre des *Grands Hommes de l'Exil*.

*

L'activité de Marx et d'Engels en cette période présente **trois aspects majeurs**.

1. Elle relève d'une dimension **théorique**. On s'intéressera, sous cet angle, aux travaux publiés dans la *Neue Rheinische Zeitung-Revue*.
2. Elle relève d'une dimension **politique**. Au regard de l'activité militante, ce sont principalement les conflits au sein de la *Ligue des Communistes* qui feront l'objet de notre attention.
3. Elle relève d'une dimension **polémique**. Elle se manifeste dans les controverses au sein de l'immigration londonienne.

*

Les premières années de l'exil anglais seront **éprouvantes**.

Elles le seront dans la **douleur** lorsque Marx et son épouse Jenny perdront trois enfants : Guido en premier, le 5 novembre 1850, à peine âgé d'un an et 14 jours, Franziska ensuite, le 14 avril 1852, un an et quelques jours après sa naissance, enfin leur premier fils, Edgar, qui s'éteindra le 16 avril 1855 à l'âge de 9 ans.

Elles le seront en raison du réel **dénuement** que va subir une famille contrainte de survivre dans des conditions matérielles déplorables, proches de l'extrême pauvreté.

Elles le seront en raison de l'**isolement** politique et social de Marx et d'Engels au début de l'année 1851. Témoin, cet échange dans leur correspondance. Marx à Engels, le 11 février 1851 : « (...) cet isolement authentique, public, dans lequel nous vivons, toi et moi, me plaît beaucoup. Il répond tout à fait à notre position et à nos principes. Tout ce système de concessions réciproques et de demi-mesures qu'on tolère au nom des convenances, le devoir d'assumer aux yeux du public sa part de ridicule dans le parti en compagnie de tous ces ânes, tout cela a maintenant pris fin. (...) Je ne rencontre guère que Pieper ici et je vis dans une retraite complète ». Engels à Marx, le 13 février 1851, avec superbe : « Nous avons à nouveau l'occasion - pour la première fois depuis longtemps - de montrer que nous n'avons besoin ni de popularité, ni du soutien d'un parti quelconque dans un pays quelconque et que notre position est totalement indépendante de ces petits et mesquins calculs. Dorénavant, nous n'avons de responsabilité que vis-à-vis de nous-mêmes, et quand viendra le moment où ces messieurs auront besoin de nous, nous serons alors en mesure de dicter nos conditions ».

Sommaire

Le présent fascicule est consacré **aux écrits et aux activités politiques** de Marx et d'Engels au cours des **premières années de l'exil anglais**.

Il contient les **sept cahiers** suivants :

1. La Neue Rheinische Zeitung Politisch-ökonomische Revue, paginé NZR-R, de 1 à 13.

2. Fr. Engels, La Guerre des Paysans en Allemagne, paginé GPA, de 1 à 18.

3. Débats et rupture au sein de la Ligue des Communistes

- 3.1. Fr. Engels, *Contribution à l'histoire de la Ligue des Communistes (3)*, paginé CHL de 1 à 5.
- 3.2. Adresse de mars 1850 du Comité Central à la *Ligue des Communistes*, paginé AdM de 1 à 13.
- 3.3. Note sur la Société universelle des Communistes révolutionnaires, paginé SUCR de 1 à 6.
- 3.4. L'Adresse de juin 1850, paginé Adj de 1 à 3.
- 3.5. La rupture de septembre 1850, paginé RS de 1 à 8.
- 3.6. La fraction Willich/Schapper, paginé W/S de 1 à 17.

4. Les Grands Hommes de l'Exil

- 4.1. Histoire d'un manuscrit, paginé GHE(1) de 1 à 9.
- 4.2. Portraits à charge et noms d'oiseaux, paginé GHE(2) de 1 à 10.

5. Notes et documents

- 5.1. Note sur l'immigration politique à Londres vers 1850, paginé IPL de 1 à 15.
- 5.2. Organisations de l'immigration à Londres, paginé OIL de 1 à 7.
- 5.3. Crise et révolution, paginé CeR de 1 à 5.
- 5.4. Le toast de Blanqui, paginé TdB de 1 à 7.
- 5.5. Note sur l'emprunt révolutionnaire allemand, paginé ERA de 1 à 3.
- 5.6. Fr. Engels, *La loi anglaise des 10 heures*, paginé 10h de 1 à 11.
- 5.7. Fr. Engels, *Lettres d'Allemagne*, paginé LdA de 1 à 13.
- 5.8. Joseph Weydemeyer, *La dictature du prolétariat*, paginé JW de 1 à 13.

6. Annexes

- 6.1. Les résidences de Marx et de sa famille à Londres, paginé RML de 1 à 3.
- 6.2. Mazzini contre le socialisme et les socialistes français, paginé McS, de 1 à 17.

7. Tanches de vie (septembre 1849 - mai 1851), paginé TdV de 1 à 24.

Table générale

1. La *Neue Rheinische Zeitung Politisch-ökonomische Revue*

Sources :

- Martin Hundt, « Zur Geschichte der *Neuen Rheinischen Zeitung. Politisch-ökonomische Revue* », paru dans le *Marx-Engels-Jahrbuch 1*, Dietz Verlag, Berlin 1978, pp. 259-288¹.
- La notice consacrée aux « Luttes de classes en France » par Maximilien Rubel (K. Marx, *Œuvres*, vol. IV, Gallimard, Coll. de la Pléiade), en particulier les pages 1269-1276.

Sources documentaires :

- Karl Obermann et Kurt Koszyk, *Zeitgenossen von Marx und Engels, Ausgewählte Briefe 1844-1852*, Internationaal Instituut voor sociale Geschiedenis - Amsterdam, Van Gorcum & Comp. B.V., 1975.
- Marx Engels, *Correspondance*, volumes 2 et 3 aux Éditions sociales, Paris 1971 et 1972².
- *Der Bund der Kommunisten, Dokumente und Materialien* Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED/KPdSU, vol. 1 (1836-1849), vol. 2 (1849-1851), vol. 3 (1851-1852), Dietz Verlag Berlin, 1982³.

Editions :

- Sachant que les pages des *Luttes de classes en France* et du *18 brumaire de Louis Bonaparte* ont fait l'objet d'une publication spéciale, on trouvera une sélection des articles parus dans la *Revue* aux pages 347-430 du quatrième volume des *Œuvres* de Marx par Maximilien Rubel, sous le titre général « Chroniques littéraires et politiques dans la *Neue Rheinische Zeitung. Politisch-ökonomische Revue (1850)* ».
- Le texte anglais des numéros de la *Revue* se trouve au sommaire du volume 10 des *Marx Engels Collected Works*.
- Le texte allemand des numéros de la *Revue* se trouve au sommaire du volume 7 des *Karl Marx Friedrich Engels Werke*, Dietz Verlag Berlin 1960.

*

Dès son arrivée à Paris **en juin 1849**, Marx se voit contraint par la nécessité, car il est sans le sou, d'élaborer de nouveaux projets de publication. Il ne conçoit d'autre perspective que de vivre de sa plume.

Dans l'immédiat, il s'adresse, le **13 juillet 49**, à Joseph Weydemeyer qui édite à Francfort la *Neue Deutsche Zeitung*, et lui demande son aide pour racheter à Bruxelles et à Paris les exemplaires encore disponibles de son anti-Proudhon dont il espère pouvoir faire un succès de librairie : « Ma brochure contre Proudhon (...) commence en effet à avoir du succès et il dépend de moi de faire passer en douce des comptes rendus dans les principaux journaux de façon à rendre nécessaire une seconde édition⁴. ».

Le **1^{er} août 49**, il interroge le même Joseph Weydemeyer sur la possibilité, cette fois, de faire paraître sans trop tarder une série de brochures, avec pour début le texte de *Travail salarié et Capital*⁵.

Le même jour, il se tourne vers Engels qui réside à Vevey, en Suisse, et lui annonce sans trop de détails les démarches qu'il a entreprises en vue de faire paraître « une revue politique et économique » :

¹ L'intérêt de ce recueil est de contenir nombre de correspondances relatives à l'édition de la revue, notamment entre Konrad Schramm et l'imprimeur Julius Schuberth.

² Désignés par l'initiale C suivie du numéro de volume.

³ Désignés par les initiales BDK suivies du numéro de volume.

⁴ C2, p. 17.

⁵ Une première partie du manuscrit avait paru dans les éditions de la *Nouvelle Gazette Rhénane* du 5 au 11 avril 1849 (NGR, Éditions sociales, vol. 3, Paris 1971, pp. 225-254). Marx envisage de demander à Karl Leske, le libraire éditeur de Darmstadt, « de se charger de l'affaire », ajoutant : « il faudrait, dès qu'il aura le manuscrit en main, qu'il paie aussitôt et qu'il paie bien, car je sais que cette brochure va avoir du succès et trouver une masse de souscripteurs tout prêts ». Un détail piquant quand on sait que Leske a consenti en 1845 une généreuse avance à Marx pour un ouvrage d'économie que ce dernier n'a jamais livré. Marx ajoute du reste : « l'état actuel de mes finances ne me permet pas de régler le vieux compte que j'ai avec Leske. ».

« J'ai entamé, écrit-il, des négociations pour mettre sur pied à Berlin une revue politique et économique mensuelle qui devrait être rédigée essentiellement par nous deux¹. ».

Il revient sur le projet dans ses lettres à Engels du **17 août 1849** (« Maintenant, mon cher, que faire de notre part ? Il faut nous lancer dans une entreprise littéraire et mercantile, j'attends tes propositions² ») et du **23 août 1849** (« J'ai des perspectives positives de fonder à Londres un journal allemand. Une partie de l'argent m'est assurée³. Il faut donc que tu viennes immédiatement à Londres (...) Je compte positivement sur ta venue : tu ne peux pas rester en Suisse. A Londres, nous ferons des affaires⁴. »).

Le **28 août 1849**, Joseph Weydemeyer informe Marx qu'il croit avoir trouvé un imprimeur pour la revue, mais, dit-il, cet imprimeur souhaite recevoir d'abord le manuscrit du premier numéro pour évaluer le risque à prendre⁵.

Le **5 septembre 1849**, Marx confie à Ferdinand Freiligrath, après avoir évoqué son état de santé et sollicité de l'aide pour aider Jenny et les enfants à quitter la France : « (...) j'ai toutes les chances de pouvoir mettre sur pied ici une revue mensuelle, mais le temps presse et ce sont les premières semaines qui sont les plus difficiles⁶. ».

En fin de compte, un contrat sera établi **au début de novembre 1849** par l'intermédiaire d'un membre de la Ligue à Hambourg, Theodor Hagen⁷, avec le libraire éditeur Georg Ferdinand Julius Schubert.

Et le **15 décembre 1849**, paraît à Londres, sous la signature, au titre de gérant, de Konrad Schramm⁸, l'annonce de la prochaine parution, « en janvier 1850 », de la **Neue Rheinische Zeitung Politisch-ökonomische Revue**, rédigée par Karl Marx.

Le texte précise :

La revue périodique porte le titre du journal dont elle est censée être la *continuation*. Une des tâches consistera à revenir, dans les rétrospectives, sur la période qui s'est écoulée depuis la suppression de la *Neue Rheinische Zeitung*.

Le plus grand intérêt du journal, son intervention quotidienne dans le mouvement et son langage direct au cœur du mouvement, le miroir de l'histoire du jour dans toute sa plénitude, l'interaction continue et passionnée entre le peuple et la presse quotidienne du peuple, - cet intérêt se perd nécessairement dans une revue. En revanche, la revue offre l'avantage d'appréhender les événements dans leurs grandes lignes et de ne pouvoir en retenir que les faits importants. Elle permet l'analyse approfondie et scientifique des conditions *économiques* qui constituent la base de tout le mouvement politique.

Au vrai, il s'agit d'utiliser ce temps de stagnation apparente pour faire la lumière sur la période de révolution que nous avons traversée, sur le caractère des partis en lutte, sur les conditions sociales qui déterminent l'existence et le combat de ces partis.

La Revue paraît sous la forme de cahiers mensuels d'au moins *cinq* feuilles⁹, au prix d'abonnement de 25 Sgr¹⁰ par trimestre, payable à la livraison du premier cahier. Prix du numéro : 10 Sgr. La diffusion en librairie est assurée par MM Schubert et Cie à Hambourg.

¹ C2, p. 25.

² C2, p. 29.

³ Observons que Marx ne précise pas l'origine de cet apport.

⁴ C2, p. 30. Le terme « positives » est surligné de la main de Marx.

⁵ Le texte de cette correspondance est rapporté aux pages 267-238 de *Zeitgenossen von Marx und Engels*.

⁶ C2, p. 34.

⁷ Musicien de formation, Theodor Hagen est l'auteur en 1846 d'un ouvrage intitulé *Civilisation et musique*. Il participera en 1848-1849 aux activités de la Ligue à Hambourg. Après avoir travaillé comme correcteur pour la Revue (et ce n'était pas une mince affaire compte tenu des relations parfois difficiles avec l'imprimeur), il rejoindra Londres en novembre 1850 vivant de leçons de musique avant d'émigrer aux Etats-Unis en 1854.

⁸ Lequel Konrad Schramm avait pris sur lui dès son arrivée à Londres en septembre 1849 une grande part de la préparation de la Revue, notamment en assurant l'essentiel de la correspondance avec les imprimeurs de Hambourg.

⁹ Autrement dit d'un volume de quelque 80 pages.

¹⁰ 25 Silbergroschen.

Les amis de la *Neue Rheinische Zeitung* sont priés de faire circuler des listes d'abonnement dans leurs localités respectives et de les faire parvenir le plus tôt possible au soussigné pour expédition. Des contributions littéraires ainsi que des nouveautés pour compte rendu ne sont acceptées qu'affranchies.

Londres, le 15.12.49¹

Le **19 décembre 1849**, Marx annonce à Joseph Weydemeyer la mise sur pied de la revue. « J'ai un imprimeur et expéditeur à Hambourg », écrit-il, et « pour le reste, tout se fait à compte d'auteur². ». Il lui demande d'insérer l'annonce dans son propre journal en insistant sur la dimension politique de la publication : « Tu verras (...) à la lecture de l'annonce, qu'à côté de la diffusion en librairie, nous voulons inciter les camarades de notre parti à constituer des listes d'abonnés et à nous les expédier. ».

En vérité, même si Engels informe Schabelitz, le **22 décembre 1849**, d'une parution de la revue en janvier 1850³, **le premier numéro ne paraîtra que le 8 mars 1850** (à 2.500 exemplaires) avec une note expliquant le retard.

*

Les raisons du retard ?

Il tient d'abord au fait que Marx est tombé malade au cours du mois de janvier⁴. Les derniers manuscrits ne parviennent à Hambourg qu'au début du mois de février.

Il tient ensuite à la difficulté des typographes à déchiffrer l'écriture manuscrite de Marx⁵.

Il tient surtout aux craintes de l'imprimeur de subir des procès en raison de l'emploi par Marx de certaines expressions reçues comme séditieuses en Prusse. M. Rubel cite une lettre en ce sens du 26 février 1850 de Theodor Hagen à Karl Schramm : « Un point essentiel, écrit-il, c'est que Herr Marx veille à ce que le contenu soit rédigé de façon à ne pas nous attirer des procès de presse, ou même l'interdiction de la Revue. A quoi cela vous servirait-il ? Ce serait contraire à votre but. N'oubliez pas que nous avons une garnison prussienne, et qu'en aucun cas il ne faut imprimer « lâches Prussiens ». (...) On peut tout dire mais la façon de le dire, il faut la respecter⁶. ».

*

On notera que la parution de cette revue théorique est contemporaine de la reconstruction de l'Autorité centrale de la Ligue à Londres. Elle a manifestement été conçue par Marx et Engels comme devant être

¹ BDK2, p. 56. Nous citons dans la traduction de M. Rubel, *K. Marx Œuvres*, Coll. de la Pléiade, Gallimard, Paris 1994, vol. IV, pp. 1271-1272. L'annonce sera confirmée par la parution à Londres, le 1^{er} janvier 1850, toujours sous la signature de Karl Schramm, d'un appel à la souscription d'actions pour la revue (MEW, vol. 7, pp. 549-550).

² C2, p. 37. Une indication qui explique le souci de Marx de voir comptabiliser les premiers revenus. L'éditeur prenait, il est vrai, 50 % du prix au numéro, dont 25 % pour les risques d'envoi vers Leipzig. (Martin Hundt, op.cit., p. 265). Par ailleurs, ce contrat « à compte d'auteur » laissait à Marx et à Engels le soin d'assurer eux-mêmes la diffusion.

³ « Cette Revue est maintenant sur pied et le premier numéro paraîtra en janvier, en Allemagne – comme tu l'as sans doute appris à la lecture d'une annonce quelque peu prématurée de la *Berner Zeitung*. Nous aimerions beaucoup que toi ou ton père acceptiez de vous occuper de la diffusion en Suisse et d'entrer directement en rapport avec nous pour les questions financières. » (C2, p. 40).

⁴ Le 4 février 1850, il écrit à Weydemeyer : « J'ai tardé à répondre à ta lettre parce que pendant deux semaines j'ai été sérieusement malade. La *Revue* paraîtra la semaine prochaine. (...) Ma maladie a retardé la parution de la Revue. Nous avons en effet projeté de faire paraître un numéro double, mais, pour des considérations commerciales tout à fait justifiées, l'éditeur s'y est opposé. Il a fallu de nouveau changer nos projets, et c'est tombé au moment de ma maladie. » (C2, p. 49).

⁵ Rubel évoque une lettre de Theodor Hagen à Karl Schramm dans laquelle il se plaint que l'écriture manuscrite de Marx inflige aux typographes « une terrible torture » (op.cit., p. 1274). Dans l'avenir, Marx prendra soin de faire recopier ses manuscrits par son épouse Jenny (qui en témoigne dans son « Esquisse d'une vie mouvementée » : « Marx avait d'abord eu pour secrétaire W. Pieper ; par la suite je fus promue à cette dignité et le souvenir des journées que j'ai passées dans la petite pièce de Karl à recopier ses articles, d'une écriture illisible, reste parmi les plus heureux de ma vie » (*Souvenirs sur Marx et Engels*, Editions du Progrès, Moscou 1982, p. 243).

⁶ M. Rubel, op.cit., p.1274. La lettre se trouve aux pages 319-320 de *Zeitgenossen von Marx und Engels, Ausgewählte Briefe 1844-1852*.

son organe d'expression principal. Marx envisageait du reste de transformer bientôt cette revue en une publication bimensuelle puis hebdomadaire et même, comme il l'annonce à Freiligrath le 10 janvier 1850, « si les circonstances s'y prêtent, en un quotidien », ajoutant qu'il est envisagé d'envoyer K. Schramm en Amérique pour y collecter des fonds¹.

*

Les **sommaires** des six livraisons se présentent ainsi :

N° 1 de janvier 1850	<ul style="list-style-type: none"> - K. Marx : « 1848 à 1849 » I. « La défaite de juin 1848 » - F. Engels : « La Campagne pour la Constitution du Reich », I. « La Prusse rhénane », II. « Karlsruhe » - Karl Blind : « Partis autrichiens et prussiens en pays de Bade » - Correspondance. De l'Allemagne du Sud
-----------------------------	---

Marx avait proposé que cette première livraison parût sous un numéro double, ce que l'imprimeur Schuberth avait refusé pour des raisons commerciales, estimant que cela ne ferait qu'accroître le retard et que le coût du numéro constituerait un obstacle à la vente².

Le retard dans l'envoi des manuscrits³ ainsi que divers autres obstacles expliquent que l'envoi n'a pu être effectué de Hambourg que le **8 mars 1850**, au niveau de 2.500 exemplaires.

Ce premier fascicule devait contenir, selon la lettre du 22 décembre 1849 d'Engels à Schabelitz « la première série de conférences sur l'économie » que Marx avait prononcées dans le cadre de la Société d'éducation ouvrière de Londres⁴.

Ces textes n'ont finalement pas été publiés.

Il est enfin annoncé qu'en raison d'obstacles matériels, la rubrique « Revue » est reportée au deuxième numéro.

*

L'article intitulé « Correspondance. De l'Allemagne du Sud » constitue la seule contribution de Joseph Weydemeyer à la revue. Marx lui en avait fait la demande dans sa lettre du 19 décembre 49 : « Puisque tu habites au cœur de l'Allemagne et que tu connais les détails mieux que nous, tu trouveras peut-être le temps d'écrire, pour notre Revue de manière brève et concise, en notant l'essentiel, l'aspect de l'Allemagne du Sud avec tous les tenants et aboutissants ». Le 4 février 1850, il lui confirme la parution prochaine du premier numéro : « La Revue paraîtra la semaine prochaine. Elle contient ton article. Nous attendons la suite⁵. ».

*

N° 2 de février 1850	<ul style="list-style-type: none"> - K. Marx : « 1848 à 1849 » II. « Le 13 juin 1849 » - F. Engels : « La campagne pour la Constitution du Reich » III. « Le Palatinat » - Littérature : I. G. Fr. Daumer, <i>La Religion du Nouvel Age. Essai de fondation combinatoire et aphoristique</i> – II. Ludwig Simon (von Trier), <i>Un mot de droit à l'adresse des jurys allemands pour tous les combattants pour la Constitution du Reich</i> – III. Guizot, <i>Pourquoi la révolution d'Angleterre a-t-elle réussi ? Discours sur l'histoire de la révolution d'Angleterre</i> - Revue (de janvier à février 1850), par K. Marx et F. Engels
-----------------------------	---

¹ C2, p. 48. Freiligrath est invité au passage à participer au financement de ce voyage. Georg Jung à Cologne, Joseph Weydemeyer à Francfort, Ferdinand Lassalle à Düsseldorf seront sollicités à leur tour.

² Lettre du 18 janvier 1850 de Julius Schuberth à Konrad Schramm, *Zeitgenossen*, op.cit., p. 306.

³ Le dernier manuscrit est envoyé par Marx à Hambourg vers le 1^{er} ou le 2 février 1850.

⁴ C2, p. 41.

⁵ C2, p. 49.

Dès février 1850, la police prussienne se trouve au courant de la publication. Témoin, un rapport daté du 17 février 1850 du chef de la police berlinoise von Hinckeldey au ministre de l'intérieur von Manteuffel. La chose doit être prise au sérieux par la police, prévient-il, car « cette correspondance littéraire vers Hambourg n'est qu'un masque pour l'agitation politique ». Et de suggérer une discrète surveillance de la maison Schuberth pour mieux comprendre les plans que poursuivent les correspondants prussiens de Marx¹. Marx lui-même se doutera bien qu'une part non négligeable de l'échec de l'entreprise sera due à la surveillance policière. Le 16 mai 1851, il écrit à Engels : « L'intervention de mon digne beau-frère et ministre² a donné un nouveau coup d'arrêt à l'impression de mes travaux ainsi que de la Revue³. ».

Jenny Marx, pour sa part, n'hésitera pas à accuser le libraire. Dans la courte évocation biographique de 1865 intitulée « Brève esquisse d'une vie mouvementée », elle écrit, parlant de la *Revue* : « son succès fut très grand ; mais le libraire, soudoyé par le gouvernement allemand, s'occupait si mal et si négligemment de cette affaire que l'impossibilité de poursuivre l'entreprise devint bientôt évidente⁴. ».

Le deuxième manuscrit des *Luttes de classes en France* est terminé vers le 1^{er} mars et aussitôt adressé à Hambourg de même que la suite par Engels de la *Campagne pour la Constitution du Reich*, de sorte que le deuxième numéro de la revue pourra sortir vers le **25 mars 1850**, avec un tirage de 2.000 exemplaires.

*

Le compte rendu du livre de **G.F. Daumer** se trouve aux pages 90-97 de l'anthologie *Marx, Engels, Sur la religion* parue en 1972 aux Éditions sociales.

Georg Friedrich Daumer est l'auteur d'une œuvre (abondante) de philosophe idéaliste avec pour ambition de fonder une spiritualité nouvelle qui rende son éclat à la pensée allemande abâtardie, selon lui, par « l'avidité démocratique des classes inférieures de la société ». Marx et Engels lui réservent dans ces quelques pages une critique de leur meilleur style de polémistes, et d'une implacable sévérité : « Nous voyons là, *écrivent-ils*, la plate ignorance du penseur fondateur de religion se muer en lâcheté caractérisée. Le sieur Daumer, devant la tragédie historique qui le menace de trop près, se réfugie dans une prétendue nature, c'est-à-dire dans la naïve idylle paysanne ; il prêche le culte de la femme pour déguiser sa propre résignation de vieille femme⁵. ».

Le compte rendu de l'ouvrage de François Guizot, « Pourquoi la révolution d'Angleterre a-t-elle réussi ? » se trouve aux pages 347-351 du quatrième volume des *Œuvres* de Marx aux éditions Gallimard, Coll. de la Pléiade.

Intervenant sur la perception trop étroitement politique par Guizot de la stabilité de la monarchie constitutionnelle en Angleterre, Marx insiste sur la particularité anglaise d'une alliance entre la bourgeoisie et l'aristocratie foncière d'ancien Régime, une alliance qui n'a pu toutefois empêcher la montée en puissance d'une classe tout à fait nouvelle constituée par la bourgeoisie industrielle, avec, dans cet essor, la mise en place de conflits de classe d'une violence inédite. Il conclut : « Le respect que M. Guizot témoigne à l'Angleterre revient donc en fin de compte à ce que, sous la sauvegarde de la monarchie constitutionnelle, ont mûri des éléments d'une révolution sociale bien plus nombreux et bien plus radicaux que dans l'ensemble des autres pays du monde⁶. ».

*

La rubrique intitulée **Revue**, absente du premier numéro, accomplit un panorama de la situation politique et économique dans les principales puissances : la Prusse, l'Autriche, la Russie, les États-Unis et l'Angleterre.

Or s'agissant de cette dernière, il est frappant de constater le **double registre** de l'analyse que Marx lui réserve.

Sa première démarche, en effet, est de prendre acte de la pleine prospérité du pays qui a su reprendre son essor industriel pendant l'été de 1849 : « Cette reprise (...) est devenue telle dans les trois derniers mois que les manufacturiers affirment n'avoir jamais connu auparavant une saison aussi favorable. (...) »

¹ Martin Hundt, article cité, p. 262.

² Marx parle de Ferdinand von Westphalen, le demi-frère de Jenny.

³ C2, pp. 213-214. Dans sa lettre du 1^{er} mai 1851, Engels faisait observer à Marx : « (...) ton beau-frère confisque des livres avec un zèle louable. Ma seule crainte est qu'en *Brutus prusso-bureaucrate*, il ne s'attaque à tes propres œuvres, ce qui pourrait avoir la désagréable conséquence de stopper net le paiement des droits d'auteurs. » (C2, pp. 195-196).

⁴ *Souvenirs sur Marx et Engels*, Editions du Progrès, Moscou 1982, p. 241.

⁵ Op.cit., p. 95.

⁶ Op.cit., p. 352.

Les usines croulent sous les commandes et travaillent à un rythme accéléré ; tous les moyens sont bons pour esquisser le Bill de dix heures et gagner un surplus d'heures de travail ; de nouvelles fabriques se construisent en grand nombre dans toutes les parties des régions industrielles, les fabriques anciennes s'agrandissent. (...) Bref, la « prospérité » dans toute sa fleur comble de bonheur l'Angleterre, et l'on se demande combien de temps cette ivresse durera¹.».

Et ce constat date des premiers mois de l'année 1850.

Le second mouvement de la démonstration consiste bien sûr à prévoir une très prochaine crise de surproduction « peut-être dès la fin du printemps, en juillet ou en août au plus tard », avec pour conséquence, écrit-il, « le début de la moderne révolution anglaise », mais cette prévision, établie, on le voit, sur le constat d'une réelle phase de prospérité, relève d'un véritable **pari**². Marx devra bientôt convenir qu'il s'est trompé, ce qu'il reconnaîtra en toute lucidité³.

*

N° 3 de mars 1850	- K. Marx : « 1848 à 1849 », III. « Conséquences du 13 juin 1849 » - F. Engels : « La campagne pour la Constitution du Reich » IV. « Mourir pour la République »
--------------------------	---

Ce troisième volume a paru le **11 avril 1850** avec un tirage de 2.000 exemplaires.

Le 9 avril 1850, Marx écrit à Joseph Weydemeyer: « Le 3^e fascicule paraîtra le 10 de ce mois. Le type de Hambourg, nous ne savons pas encore pour quels motifs, a terriblement fait traîner les choses. On va maintenant y mettre un terme ». Il ajoute : « Tu m'obligeras beaucoup en me disant par retour du courrier où en est la diffusion de la N.Rh.Z. et si nous ne pouvons pas recevoir bientôt de l'argent. Vous autres habitants de la « Petite Allemagne » ne pouvez absolument pas vous faire une idée des conditions de vie ici⁴. ».

Cette préoccupation sera relayée par Engels auprès de Julius Schuberth. On tient de lui un projet de lettre daté des environs du 11 avril 1850 où il réclame avec une certaine fermeté « le plus tôt possible le décompte de ce qui a été vendu pour les 3 fascicules et le règlement du solde⁵ ». Il profite de cette correspondance pour exiger de Schuberth *qu'il ne change à aucun prix un seul mot du manuscrit* au risque, prévient-il, que Marx et lui rompent aussitôt le contrat qui les lie.

La rubrique « Revue » est absente. Elle sera reportée au prochain numéro 4.

Manquent également un article initialement prévu de Marx sur « Qu'est-ce que la propriété bourgeoise ? » ainsi qu'une contribution de l'historien Gustav Adolph Bergenroth sur « La situation financière en Prusse » (et cela en raison de l'expulsion de Berlin de ce collaborateur).

*

¹ K. Marx, *Œuvres*, vol. 4, p. 378

² Sinon d'une illusion idéologique au sens propre du terme, suscitée par la situation d'exil.

³ On retrouve le même double constat contradictoire ou pour le moins hésitant dans la quatrième livraison de mai 1850 de la revue. Le texte est daté du 18 avril 1850. Marx y confirme l'arrivée de la crise (« nous n'avons que peu de choses à ajouter à ces notes écrites il y a un mois à propos de l'imminente crise commerciale ») mais il corrige aussitôt en prenant acte « de la reprise éphémère du printemps en Angleterre et aux Indes », ajoutant : « Cette amélioration momentanée et locale des affaires fait partie des incidents qui apparaissent de temps en temps, surtout au commencement de chaque crise, et n'ont qu'une faible influence sur son évolution générale. ». L'entrée des Etats-Unis dans la crise, annonce-t-il, est imminente et elle sera décisive : « nous pouvons nous attendre à ce que le mois prochain la crise évolue désormais un peu plus rapidement. En outre, les événements politiques sur le continent appellent chaque jour davantage une issue décisive, et la coïncidence de la crise commerciale et de la révolution dont nous avons déjà parlé à plusieurs reprises dans cette « Revue » devient de plus en plus inévitable. *Que les destinées s'accomplissent* » (K. Marx, *Œuvres*, op.cit., vol. IV, pp. 388-389).

⁴ C2, p. 54.

⁵ C2, p. 55.

<p>N° 4 d'avril 1850</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Louis Ménard : « Jambes » - F. Engels, « Le Bill anglais des dix heures » - Littérature : I. Thomas Carlyle, <i>Pamphlets du temps présent</i> – II. A. Chenu, ex capitaine du citoyen Caussidière, <i>Les Conspirateurs, Les Sociétés secrètes ; la préfecture de police sous Caussidière ; les corps francs. La naissance de la république en février 1848</i>, par Lucien de la Hodde, Paris 1850- III. Emile de Girardin, <i>Le Socialisme et l'Impôt</i>, Paris 1850 - Revue (mars avril) par K. Marx et F. Engels - Mélanges : Louis Napoléon et Fould – Gottfried Kinkel – Wilhelm Wolff, <i>Dernières nouvelles du Reich</i>
---------------------------------	--

Le numéro a paru vers le **20 mai 1850**.

*

Le titre du poème de **Louis Menard** ne doit pas se lire « Jambes », ainsi qu'il est souvent cité, mais « **Jambes** », un terme de prosodie ancienne désignant un pied de deux syllabes composé d'une brève et d'une longue. Ce poème est connu dans une version différente et sous un autre titre : « Adrastée¹ ». En préface de l'édition de ces vers dans son recueil *Poèmes et rêveries d'un païen mystique*, Louis Menard écrit : « Ces jambes ont été écrits après l'insurrection de Juin 1848, dans la colère de la défaite et le fol espoir d'une revanche. S'ils étaient restés inédits, je les aurais détruits après l'amnistie, car ce mot implique l'oubli réciproque. Mais Karl Marx, à qui je les avais lus en exil, les a envoyés au poète allemand Freiligrath qui les a publiés ; ils doivent donc figurer dans une édition complète. C'est une page d'histoire, qui expliquera l'hostilité du peuple contre les classes dirigeantes et son inertie devant le coup d'État. De Flotte m'a dit qu'il avait inutilement essayé de soulever le faubourg Saint-Antoine : « On fait des barricades sur les grands boulevards, la troupe bombarde les hôtels ». Les ouvriers répondaient : « La bourgeoisie aura donc aussi ses journées de Juin². ».

Pour rappel³, le recensement des ouvrages d'**Adolphe Chenu** et de **Lucien de la Hodde** vise deux notoires indicateurs de police, le second en particulier qui a réussi à s'emparer de la direction elle-même des *Nouvelles Saisons*, la principale organisation secrète républicaine sous la monarchie de Juillet. Or il est important de mettre en relation cette critique des conduites conspiratives et la signature *au même moment*, par Marx et Engels, de l'accord avec les blanquistes dans le cadre de la *Société Universelle des Communistes Révolutionnaires*. Une relation indirecte, assurément, mais significative.

« **Louis Napoléon et Fould** » consiste en un bref commentaire⁴ que Marx consacre aux manœuvres spéculatives, en France, sur les emprunts d'Etat dans le cadre de la campagne électorale pour les élections du 13 mars 1850 à Paris. L'aristocratie financière de connivence avec Louis Bonaparte n'avait cessé à cette occasion d'intervenir en bourse pour soutenir les cours et conforter ainsi le parti de l'Ordre auprès de la petite bourgeoisie. Ces menées n'avaient pas empêché l'élection à Paris des trois candidats républicains, Lazare Carnot, Paul De Flotte et François Vidal.

Rédigé conjointement par Marx et Engels, l'article intitulé « **Gottfried Kinkel** » procède à une violente dénonciation du comportement de G. Kinkel dans sa plaidoirie devant la cour martiale de Rastatt en août 1849⁵. Nous sommes conscients, préviennent les deux auteurs, que notre critique va soulever de la colère parmi les hypocrites du camp démocratique⁶ mais il nous faut dénoncer devant notre parti une attitude qui insulte les victimes de la révolution. Marx et Engels visent ici les protestations de loyauté envers le pouvoir prussien que Kinkel avait jugé bon d'exprimer en guise de défense. Cet article annonce les commentaires réservés à Kinkel dans le prochain pamphlet contre les *Grands hommes de l'exil*.

L'article de **Wilhelm Wolff** avait été annoncé pour le numéro 3 sous le titre « Les derniers jours du parlement allemand ». Il paraît dans cette quatrième livraison sous le titre « Dernières nouvelles du Reich ».

¹ Le 10^e volume des MECW reproduit, page 289, le fac-similé des premières strophes de ces vers de Louis Menard.

² Le poème se trouve aux pages 249-252 du recueil « Poèmes et rêveries d'un païen mystique », Librairie de l'Art indépendant, Paris 1895 (disponible sur Wikisource.org).

³ Nous renvoyons sur cette question au chapitre 2.3 de notre fascicule 16.

⁴ Le texte se trouve aux pages 389-392 du 4^e volume des *Œuvres*, aux Éditions Gallimard, coll. de la Pléiade.

⁵ Le texte se trouve aux pages 345-347 du volume 10 des MECW. Marx et Engels dénoncent dans le même article les arguments de défense de Benedikt Waldeck et de Karl Grün, tous deux au nom de leur loyauté à l'égard de la monarchie constitutionnelle.

⁶ G. Kinkel était en effet comme protégé par l'immense popularité dont il jouissait.

*

Otto Lüning rendra compte dans son journal *Die Neue Deutsche Zeitung* de l'ensemble des quatre premières livraisons de la revue. Son compte rendu fera l'objet, le **25 juin 1850**, d'une mise au point critique de Marx¹ qui lui reprochera de s'être mépris sur la notion de dictature du prolétariat. O. Lüning dénonçait, en effet, comme une inconséquence de préconiser à la fois *l'abolition de toutes les classes* et la *dictature du prolétariat*. Oui, réplique Marx, **c'est la seconde qui est la condition de la première**. Et de rappeler les formulations du *Manifeste*, de *Misère de la Philosophie* et tout particulièrement cet extrait de la troisième livraison de la Revue : « Ce socialisme est la déclaration permanente de la révolution, la dictature de classe du prolétariat, comme point de transition nécessaire pour arriver à la suppression des différences de classes en général, à la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elles reposent, à la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées qui émanent de ces relations sociales². ».

*

N° 5/6 de mai à octobre 1850	<ul style="list-style-type: none">- F. Engels, « La guerre des paysans en Allemagne »- « Littérature socialiste et communiste » Extraits du <i>Manifeste du parti communiste</i>- J.G. Eccarius « Le Métier de tailleur à Londres ou le combat du grand capital contre le petit »- Revue, de mai à octobre 1850, par K. Marx et F. Engels
-------------------------------------	--

L'indication mai/octobre est, rappelons-le, trompeuse. Le manuscrit de ce dernier numéro n'est achevé que vers le 1^{er} novembre 1850 et ce n'est que le **29 novembre 1850** que le volume paraîtra³.

On peut certes pointer le rôle de difficultés financières dans cette rupture dans la périodicité de la revue. Mais le retard trouve surtout sa cause dans **la perplexité** de Marx devant une situation politique qui ne répond manifestement pas aux attentes de ce début d'année 1850. Le 19 décembre 1849, il annonçait en effet à Joseph Weydemeyer le déclenchement prochain « de l'incendie universel⁴ ». Or l'activité économique s'est stabilisée en Angleterre et les élections du 10 mars 1850 en France, même si elles ont donné lieu à une victoire de la gauche républicaine, n'ont pas conduit vers une situation révolutionnaire. Marx prend donc conscience de la nécessité d'une nouvelle stratégie et **les débats au sein de la Ligue** ne vont pas tarder à produire la rupture de septembre 1850.

La lettre que Marx adresse à Hermann Becker le 2 décembre 1850 lui annonçant la prochaine parution « des deux derniers numéros » laisse entendre qu'il envisage un autre rythme de parution « sous forme de publication trimestrielle », mais surtout qu'il projette d'autres publications: « J'ai conçu un plan qui permettrait de diffuser à bas prix, en livraisons successives de la littérature socialiste sous forme d'une série de petits pamphlets⁵. ». On perçoit bien que la publication est en passe de disparaître.

C'est sans véritable conviction que Marx sollicite Engels le 2 décembre 1850 : « Il te faut réfléchir sérieusement au sujet que tu vas traiter. L'Angleterre impossible, il y a déjà 2 articles sur le sujet, peut-être trois avec Eccarius. Ne pourrais-tu pas, en prenant pour point de départ les derniers écrits de Mazzini, t'attaquer à ces sacrés Italiens et à leur révolution⁶ ? ». Et c'est sans véritable conviction qu'Engels lui répond, le 17 décembre : « Je n'ai rien contre le fait d'écrire un article sur Monsieur Mazzini et l'affaire italienne. Seulement je n'ai aucun des textes de Mazzini si ce n'est l'article paru dans *The Red*

¹ Le texte de cette mise au point (« au rédacteur en chef de la *Neue Deutsche Zeitung* ») est reproduit aux pages 77-79 du deuxième tome de la correspondance Marx Engels, aux éditions sociales. Le 17 juin 1850, Marx écrit à Joseph Weydemeyer : « La critique de Lüning (...) prouve qu'il ne comprend pas ce qu'il veut critiquer. Peut-être lui donnerai-je quelques éclaircissements dans notre Revue » (C2, p. 79).

² p. 83 de l'édition des *Luttes de classes en France* disponible sur le site de J-M. Tremblay « Les classiques des sciences sociales ». Il est significatif que ce passage se trouve suivi dans le texte de Marx par l'indication « L'espace réservé à cet exposé ne permet pas de développer davantage le sujet », une manière de jalonner la mise en place du concept.

³ C'est le 19 décembre 1850 que Jenny fait parvenir à Engels six exemplaires du dernier numéro de la revue (C2, p. 102).

⁴ « Il ne fait guère de doute pour moi, *écrivait-il*, qu'après la parution de 3, peut-être de 2 cahiers mensuels, l'incendie universel éclatera et que je n'aurai plus l'occasion de donner une conclusion provisoire à mes travaux économiques. » (C2, p. 37).

⁵ C2, p. 98.

⁶ C2, p. 96.

Republican. Je ne pourrai rien faire d'ici Noël, car dans huit jours je serai à Londres. J'emporterai alors le nécessaire. Peut-être nous viendra-t-il d'autres idées d'ici là¹. ». Le 6 janvier 1851, Marx annonce à Engels : « Notre Revue va paraître, vraisemblablement en Suisse. Travaille donc *something* afin que j'aie le manuscrit *ready* en cas de besoin² ». Il n'en parlera bientôt plus.

*

La contribution principale de cette dernière livraison est assurément fournie par l'étude d'Engels sur la *Guerre des paysans en Allemagne* qu'il rédige au cours de l'été 1850.

Notons qu'avec les extraits du *Manifeste*, c'est la première fois que Marx et Engels apparaissent comme les auteurs de ce texte.

Enfin il convient de signaler l'importance de l'article d'**Eccarius** dans sa démonstration contre les illusions d'un retour vers l'artisanat corporatif. La prolétarianisation des tailleurs, insiste-t-il, est en vérité la condition de leur inscription dans le combat de la classe ouvrière. Marx et Engels ont eux-mêmes souhaité attirer l'attention des lecteurs sur cette contribution d'Eccarius en la faisant précéder d'un « commentaire éditorial » où l'on peut lire :

L'auteur de cet article est lui-même un travailleur dans l'un des ateliers de couture de Londres. Nous demandons à la bourgeoisie allemande combien d'auteurs elle compte parmi elle qui soient capables de saisir le mouvement réel d'une manière similaire ?

Avant que le prolétariat ne remporte ses victoires sur les barricades et dans les combats de ligne, il annonce sa domination imminente par une série de victoires intellectuelles.

Le lecteur remarquera comment ici, au lieu de la critique sentimentale, morale et psychologique des réalités existantes telle qu'elle est pratiquée par Weitling et par d'autres travailleurs qui prennent la plume, c'est une approche purement matérialiste plus libre, et exempte de sentimentalité qui se confronte à la société bourgeoise. Alors que les artisans résistent à l'effondrement de leur position semi-médiévale et voudraient s'unir en tant qu'artisans, notamment en Allemagne et dans une grande mesure aussi en France, l'assujettissement de l'artisanat à l'industrie à grande échelle est compris ici comme un pas en avant et célébré comme tel ; dans le même temps, l'analyse des effets et celle des productions de l'industrie à grande échelle mènent ici à ce que soient identifiées et mises en lumière les prémisses de la révolution prolétarienne, telles que générées par l'histoire elle-même et se régénérant elles-mêmes chaque jour³.

*

Mais le plus remarquable dans cette dernière livraison de novembre 1850 réside dans le contenu de copieuse livraison de la section « Revue » où, s'agissant de l'Angleterre, se trouve établi le constat cette fois sans équivoque de la reprise économique.

*

En fin de compte, l'entreprise n'aura pas été un succès, en raison de difficultés d'ordre matériel assurément, mais aussi d'un lectorat qui ne s'est pas mobilisé.

Marx n'aura cessé de presser ses amis pour obtenir leur soutien et pour se plaindre de ce qu'il estime leur inertie.

Dans sa lettre à Weydemeyer du **20 mai 1850**, Jenny Marx évoque **l'amertume de son mari devant l'insuccès de la revue** : « Je vous prie, *lui écrit-elle*, de nous envoyer dès que possible les rentrées de la Revue, déjà encaissées ou attendues⁴. Nous en avons besoin, grand besoin. Personne certainement ne peut nous reprocher d'avoir jamais fait grand état de ce que nous avons sacrifié et supporté des années durant, nous n'avons jamais ou presque importuné le public avec nos affaires personnelles, mon mari est très susceptible en la matière et il préfère sacrifier tout ce qui lui reste, plutôt que de se livrer à quel-

¹ C2, p. 102.

² C2, p. 107.

³ Nous traduisons à partir de MECW, vol. 10, p. 485.

⁴ Pour rappel, la publication était éditée à compte d'auteur.

que mendicité « démocratique », à l'instar de ces grands hommes, de ces personnages officiels. Mais ce qu'il est en droit d'attendre de ses amis, surtout à Cologne, c'était qu'ils s'intéressent activement et énergiquement à sa Revue. Cet intérêt, il pouvait l'attendre là surtout où les sacrifices qu'il avait faits pour la *Neue Rheinische Zeitung* étaient connus. Au lieu de cela, l'affaire a été complètement gâchée par une gestion négligente et mal conduite, et on ne sait pas ce qui a été le plus néfaste, les lenteurs du libraire ou celles des gérants et amis de Cologne, ou plus généralement tout le comportement des démocrates. Mon mari ici était presque écrasé par les soucis les plus mesquins de la vie de tous les jours, et d'une façon si révoltante qu'il a fallu toute son énergie et toute sa tranquille, sereine et calme confiance en lui pour qu'il garde le front haut au milieu de ces luttes de chaque jour, de chaque heure. ». Elle ajoute : « La seule chose que mon mari pouvait attendre de ceux à qui il avait maintes fois fourni des idées, de ceux dont il avait exalté le courage ou affermi les convictions, c'était qu'ils fissent preuve pour sa Revue d'une plus grande énergie en affaires, d'un plus grand intérêt. Je peux l'affirmer avec fierté et sans crainte: on lui devait au moins ça¹. ».

*

Lectures

Voici d'abord, **pour rappel**, les écrits qui ont déjà fait l'objet d'un **commentaire particulier** :

Ce sont :

1. Les pages de Marx qui composent *Les luttes de classes en France* : elles se trouvent intégrées dans la chronologie des événements de la révolution de 1848 au chapitre 2 de notre **fascicule 15**.
2. L'article consacré dans la quatrième livraison aux ouvrages d'Adolphe Chenu et de Lucien de la Hodde : son analyse occupe le chapitre 2.3 de notre **fascicule 16**.
3. Les contributions d'Engels dans les trois premières livraisons sur « La campagne pour la Constitution du Reich » : elles constituent la matière du premier cahier de notre **fascicule 17**.
4. L'étude d'Engels sur *le Bill des 10 heures* parue dans la quatrième livraison : il fait l'objet d'un commentaire au chapitre 5.6 du présent **fascicule 19**.

*

Nous ajouterons ici **deux passages significatifs** choisis dans la rubrique intitulée *Revue*.

*

1. Ce premier extrait donne la mesure de lucidité de Marx sur la rapidité avec laquelle les rapports de forces économiques et donc politiques sont susceptibles de basculer. Il montre toute **l'envergure historique** du raisonnement de Marx. Ce texte appartient à la deuxième livraison datée de mars 1850. Il décrit **la montée en puissance des Etats-Unis** et les bouleversements qui vont en résulter.

Venons-en maintenant à *l'Amérique*. L'évènement plus important qui y ait eu lieu, plus important même que la révolution de Février, c'est la découverte des mines d'or de Californie. Dès à présent, soit au bout de dix-huit mois à peine, on peut prévoir que les résultats de cette découverte seront plus extraordinaires même que la découverte de l'Amérique. Trois cent trente années durant, tout le commerce de l'Europe vers le Pacifique a été réalisé avec la plus touchante patience autour du cap de Bonne-Espérance ou du cap Horn. Tous les projets pour le percement de l'isthme de Panama se brisèrent sur la jalousie bornée des nations commerçantes. Dix-huit mois se sont écoulés depuis la découverte des mines d'or californiennes, et déjà les Yankees ont entrepris la construction d'un chemin de fer, d'une grand-route, d'un canal à partir du golf du Mexique; déjà des bateaux à vapeur naviguent régulière-

¹ C2, pp. 61-64.

ment de New York à Chagres, de Panama à San Francisco; déjà le commerce du Pacifique se concentre à Panama, et le contournement du cap Horn est périmé. Un littoral de trente degrés de latitude, un des plus beaux et des plus fertiles du monde, quasi inhabité jusque-là, se métamorphose à vue d'œil en un pays riche et civilisé, très peuplé d'hommes de toutes les races, du Yankee au Chinois, du Noir à l'Indien et au Malais, du créole et du métis à l'Européen. Les fleuves d'or californiens se déversent sur l'Amérique et la côte asiatique de l'océan Pacifique, et entraînent les nations barbares récalcitrantes dans le commerce mondial, dans la civilisation. Pour la seconde fois, le commerce mondial reçoit une nouvelle impulsion. Le rôle joué par Tyr, Carthage et Alexandrie dans l'Antiquité, par Gênes et Venise au Moyen Age, le rôle de Londres et de Liverpool jusqu'à présent - celui d'*emporía*¹ du commerce mondial -, le voilà maintenant assumé par New York et San Francisco, San Juan del Norte au Nicaragua et León, Chagres et Panama. Le centre de gravité du trafic mondial, l'Italie au Moyen Âge, l'Angleterre dans les Temps modernes, c'est à présent la moitié sud de la péninsule nord-américaine. L'industrie et le commerce de la vieille Europe doivent consentir d'immenses efforts s'ils ne veulent pas subir le même déclin que l'industrie et le commerce de l'Italie depuis le XVIIe siècle, si l'Angleterre et la France ne veulent pas devenir ce que sont aujourd'hui Venise, Gênes et la Hollande. Dans quelques années, nous aurons un service régulier de messagerie par vapeur d'Angleterre à Chagres, de Chagres et San Francisco à Sidney, Canton et Singapour. Grâce à l'or californien et à l'infatigable énergie des Yankees, les deux côtes de l'océan Pacifique seront bientôt aussi peuplées, aussi ouvertes au commerce, aussi industrielles que la côte de Boston à New Orleans l'est aujourd'hui. Le Pacifique jouera alors le rôle que joue à présent l'Atlantique, et que la Méditerranée a joué dans l'Antiquité et au Moyen Age - celui de grande voie fluviale du trafic mondial; et l'océan Atlantique sera ramené au rang de lac intérieur, tout comme la Méditerranée de nos jours. L'unique chance pour les pays civilisés d'Europe de ne pas tomber dans la même dépendance industrielle, commerciale et politique qui est maintenant celle de l'Italie, de l'Espagne et du Portugal, réside dans une révolution sociale; elle bouleversera quand il en est encore temps le mode de production et d'échange suivant les besoins de la production elle-même tels qu'ils résultent des forces productives modernes, et rendra donc possible la création de nouvelles forces productives qui confirment la supériorité de l'industrie européenne, compensant ainsi les désavantages de la situation géographique².

Le texte n'appelle pas de commentaire, sauf pour souligner toute l'importance de cette incise, à la fin, « **quand il est encore temps** », comme si Marx anticipait sur une certaine inégalité du combat.

*

Le second extrait appartient à la dernière livraison datée du **1er novembre 1850** et concerne la situation du **mouvement chartiste** en cette fin d'année.

Pour le détail sur le mouvement chartiste lui-même, le mieux est d'ouvrir les pages de notre **fascicule 11** et en particulier la chronologie commentée de son premier chapitre.

On se limitera ici à **quelques rappels**.

1. Sous l'angle politique, on peut affirmer que le mouvement chartiste comme tel cesse d'être un mouvement de masse significatif à partir de l'échec de la manifestation de Londres du **10 avril 1848**. La concentration destinée ce jour-là à soumettre au parlement anglais la troisième pétition pour le suffrage universel est dispersée par une exceptionnelle mobilisation de la police et de l'armée³.

¹ Le terme désigne les comptoirs commerciaux de la Grèce antique.

² Nous citons à partir de *K. Marx, Œuvres*, vol. IV, Gallimard, Coll. de la Pléiade, pp. 378-380.

³ On évalue à 150.000 hommes les troupes mobilisées par le gouvernement. Le journal chartiste *Northern Star* estime à 250.000 personnes le nombre des manifestants. C'est dire l'ampleur de l'évènement.

2. **Feargus O'Connor** va compter parmi les leaders en vue du chartisme à partir de **janvier 1837**, lorsqu'il fonde avec George Julian Harney l'*East London Democratic Association*, une structure destinée à combattre les thèses réformistes au sein de l'organisation centrale, la *London Working Men's Association*. En novembre 1837, il fonde le *Northern Star* qui ne tardera pas à devenir le moniteur du chartisme. C'est toutefois en juillet 1842, après l'échec de la deuxième pétition, que le leadership de Feargus O'Connor va se confirmer. Il est alors porteur d'un projet d'établissements agricoles, une entreprise d'achat de parcelles de terre en vue de créer une classe nouvelle de travailleurs agricoles, tous propriétaires et à ce titre munis du droit de vote. Son *land plan*, pour lequel il crée en janvier 1846 la société coopérative la **Land Company**, est présenté comme le remède à la fois au chômage et au paupérisme. Il y avait bien sûr de l'archaïsme dans ce projet d'autonomie de production centrée sur la cellule familiale et la petite propriété terrienne. La société ne suscitera pas moins à ses débuts un véritable engouement¹ avant de connaître un échec complet².

L'actuelle organisation du parti chartiste est également sur le point de se dissoudre. Les petits-bourgeois qui adhèrent encore au parti, associés à l'aristocratie des travailleurs, constituent une fraction purement démocratique dont le programme se réduit à la Charte du peuple et quelques autres réformes petites-bourgeoises. La masse des ouvriers dont les conditions de vie sont vraiment prolétariennes appartient à la fraction révolutionnaire des chartistes. A la tête de la première se trouve Feargus O'Connor, les chefs de la seconde sont Julian Harney et Ernest Jones. Le vieux O'Connor, squire irlandais et prétendu descendant des vieux rois de Munster, est un authentique représentant de la vieille Angleterre, malgré ses origines et ses tendances politiques. Il est conservateur jusqu'au bout des ongles et plein d'une haine profonde à la fois contre le progrès industriel et contre la révolution. Tous ses idéaux sont de bout en bout patriarcaux, petits bourgeois. Il concilie en sa personne un nombre incalculable de contradictions qui trouvent leur solution et leur harmonie dans un certain *common sense* banal et qui lui permettent, bon an mal an, d'écrire dans le *Northern Star* ses interminables lettres hebdomadaires, dont chacune est en conflit ouvert avec la précédente. C'est justement la raison pour laquelle O'Connor prétend être l'homme le plus conséquent dans les trois royaumes et avoir prédit tout ce qui est arrivé dans les vingt dernières années. Ses épaules, sa voix tonitruante, le remarquable talent de boxeur avec lequel il est censé avoir tenu tête à plus de vingt mille personnes au marché de Nottingham, tout cela fait de lui un représentant typique de la vieille Angleterre. Évidemment, un homme comme O'Connor ne peut être qu'un grand obstacle dans un mouvement révolutionnaire ; mais ce sont précisément grâce à de telles gens et contre eux que nombre de préjugés enracinés finissent par s'user et que le mouvement, en triomphant finalement de ces individus, se débarrasse une fois pour toutes des préjugés qu'ils représentent. O'Connor se perdra dans le mouvement, et c'est pourquoi il pourra prétendre au titre de « martyr de la bonne cause » avec le même droit que MM. Lamartine et Marrast.

Le principal objet de litige entre les deux fractions chartistes, c'est la question de la terre. O'Connor et son parti voudraient s'appuyer sur la Charte pour installer une partie des ouvriers sur de petites parcelles de terre et étendre finalement le morcellement des terres à toute l'Angleterre. On sait comment a échoué sa tentative pour organiser ce morcellement sur une petite échelle au moyen d'une société par actions. La tendance de toute révolution bourgeoise à démanteler la grande propriété foncière pouvait donner un certain temps l'impression aux ouvriers anglais que ce morcellement de la terre avait quelque chose de révolutionnaire, bien que son corollaire régulier soit la tendance inévitable de la petite propriété à se concentrer et à succomber devant la grande agriculture. La fraction révolutionnaire des chartistes oppose à cette revendication du morcellement la revendication de la confiscation de la totalité de la propriété terrienne, et elle exige que celle-ci, loin d'être partagée, reste propriété nationale.

¹ A la date d'août 1847, jour d'inauguration officielle d'« O'Connor ville » (ainsi qu'avait été baptisée la propriété acquise à Heronsgate en mars 1846), la société comptait 43.847 souscripteurs (en attente de se voir attribuer un lot par... tirage au sort).

² Les débats sur cette question vont lourdement diviser le mouvement chartiste, O'Connor se voyant accuser de manipulations financières douteuses.

Malgré cette scission et la présentation de revendications extrêmes, le souvenir des circonstances dans lesquelles les lois sur le grain furent abolies a renforcé chez les chartistes le sentiment que, lors de la prochaine crise, il leur faudra de nouveau s'allier à la bourgeoisie industrielle, aux partisans de la réforme financière, et les aider à écraser leurs ennemis, tout en les forçant à leur faire des concessions. Voilà qui sera, à coup sûr, la position des chartistes dans la crise imminente. Le mouvement révolutionnaire proprement dit ne pourra commencer en Angleterre que lorsque la Charte aura été adoptée, tout comme en France la bataille de Juin n'a été possible qu'après la conquête de la République¹.

Après 1849, O'Connor en rupture avec le mouvement chartiste, soutiendra une politique d'alliance avec la bourgeoisie libérale. Mais le plus important, sur le plan personnel, est d'enregistrer que le personnage sera victime, dès le mois d'août 1849, de **crises de démence**. Perdant le contrôle de lui-même, il adresse par exemple une lettre délirante à la reine Victoria, la nommant « Cousin bien aimé », lui-même signant au titre de « Cousin de votre Majesté, Feargus, Roi par la grâce du Peuple² »

Entre 1848 et 1852, George Julian Harney et Ernest Jones, tous deux proches de Marx, tenteront bien de relancer la dynamique sur une base prolétarienne mais le contexte a radicalement changé, le mouvement ouvrier se tournant vers le trade-unionisme et vers les associations coopératives de type owénien.

Le **4 février 1852**, Marx écrit à Engels : « Dans cette agitation chartiste, O'Connor est devenu fou (...), Harney stupide et Jones a fait faillite³. ».

¹ K. Marx, *Œuvres*, op.cit., pp. 408-410.

² Il sera interné en juin 1852 au retour d'un voyage aux Etats-Unis. Il meurt le 30 août 1855 sans être sorti de son état de folie.

³ C3, p. 42.

2. Fr. Engels, *La guerre des paysans en Allemagne*

Sources¹ :

- Abraham Friesen, *Reformation and Utopia. The marxist Interpretation of the Reformation and its Antecedents*, Franz Steiner Verlag GmbH, Wiesbaden 1974²
- Joseph Rovin, *Histoire de l'Allemagne des origines à nos jours*, Editions du Seuil, Coll. Points, Paris 2002 (en particulier le chapitre X « La Réforme 1517-1555 », pp. 251-326).

*

- Maurice Pianzola, *Thomas Münzer ou la guerre des paysans*. Éditions Héros-Limite, Genève, 2015³
- Ernst Bloch, *Thomas Münzer, Théologien de la révolution*, Ed. Les paillards ordinaires, Coll. Singulières modernités, Paris 2012⁴

*

- Rainer Wohlfeil (sous la direction de), *Reformation oder Frühbürgerliche Revolution ?*, Nymphenburger Verlagshandlung GmbH, München 1972⁵
- Adolf Laube, Marx Steinmetz, Günter Vogler, *Illustrierte Geschichte der deutschen frühbürgerliche Revolution*, Dietz Verlag, Berlin 1974⁶

*

L'écrit d'Engels qui a paru sous ce titre présente **trois aspects**.

Il offre d'abord la dimension d'une **étude historique**. Son objet est d'exposer et d'analyser les événements qui constituent l'une des plus importantes insurrections populaires de l'histoire moderne entre 1524 et 1526 dans le sud-ouest de l'Empire germanique, principalement dans le Bade-Wurtemberg et en Alsace, mais aussi en Franconie et en Thuringe et même jusque la Suisse et le Tyrol. Sous cet angle, Engels accomplit une œuvre d'historien même si, comme il le reconnaît en toute clarté⁷, il s'appuie sur les travaux de Wilhelm Zimmermann qui venait de publier, en 1841, un ouvrage de référence sur le sujet. C'est dire que les pages d'Engels sont à maints égards aujourd'hui **périmées** compte tenu des

¹ Pour rappel, ces références ne constituent pas une bibliographie académique. Elles signalent les ouvrages qui, outre les encyclopédies classiques, *Wikipédia* et *Universalis*, notamment, ont participé à l'élaboration de ces notes. Il faut du reste observer, s'agissant de bibliographie, que les travaux en français ne sont pas légion, la grande majorité de l'abondante littérature sur le sujet étant d'origine anglo-saxonne et très souvent signée par des chercheurs de confession religieuse réformée.

² L'un des intérêts de cet ouvrage d'un historien de confession mennonite est de présenter un large éventail des objections des chercheurs protestants aux analyses du matérialisme historique.

³ La date de cette récente réédition ne doit pas occulter le fait que l'ouvrage de Maurice Pianzola a paru en 1958. Par ailleurs, cette étude offre un récit événementiel (et très élogieux) de l'action de Thomas Münzer entre 1520 et 1525, avec cette particularité plutôt singulière de ne fournir aucune indication bibliographique sur les documents cités.

⁴ L'empathie pour le personnage de Thomas Münzer n'est pas moindre que chez Maurice Pianzola, mais l'étude est d'une autre consistance théorique. Sans contester la nécessité d'une prise en compte des paramètres socio-économiques dans l'étude de la révolution de 1525, Ernst Bloch souligne la dimension projective des paramètres religieux de l'action, cela conformément au « principe d'espérance » qui fera l'objet de son ouvrage de 1954/1959.

⁵ L'un des ouvrages de référence (hélas en allemand) sur la problématique de la « révolution pré-bourgeoise » au début du XVI^e siècle en rapport avec la Réforme. Edité sous la responsabilité d'un universitaire de Hambourg spécialiste de la guerre des paysans, le volume permet un échange, du moins un face-à-face, entre les chercheurs d'Allemagne de l'Est et de l'Ouest, avec notamment quelques-uns parmi les principaux écrits de l'historien marxiste Max Steinmetz.

⁶ Un superbe volume cartonné de 416 pages au format 24x30. Une preuve de l'importance du sujet dans le monde de la recherche historique en RDA.

⁷ Dans son introduction de 1874, il écrit : « Ce travail ne prétend pas fournir une documentation résultant d'une recherche personnelle ; au contraire, tous les matériaux relatifs aux soulèvements paysans et à Thomas Münzer ont été empruntés à Zimmermann », avec cette référence : Wilhelm Zimmermann, *Allgemeine Geschichte des grossen Bauernkrieges*, t. 1-3, Stuttgart (1841-1843).

avancées de la recherche. Lucien Febvre le faisait déjà remarquer lorsque dans un compte rendu paru en 1930 d'une réédition du volume dans la *Bibliothèque marxiste*, il écrivait un peu brutalement mais non sans justesse : « Qu'on réédite le travail d'Engels en nous disant : « Voilà un document sur la manière dont le collaborateur de Marx envisageait le matérialisme historique », - parfait. Mais qu'on le publie aujourd'hui parce que « la littérature marxiste française manque de travaux sur l'histoire du mouvement paysan », non¹. D'autant que, dans cette étude d'un des pères du matérialisme historique, on ne trouve rien, strictement rien, sur la condition matérielle des paysans allemands qui se soulevèrent en 1520, après bien des fois auparavant. - Pour connaître Engels, oui. Pour connaître la guerre des paysans, c'est une plaisanterie². ».

L'écrit d'Engels revêt ensuite toute l'importance d'une **étude théorique**. Son objet, comme le souligne le précédent commentaire de L. Febvre, est d'exposer la séquence historique envisagée à la lumière des catégories de ce qui prendra plus tard le nom de *matérialisme historique*³ et dont avec Marx, il venait d'établir les fondements dans leur ouvrage commun *l'Idéologie allemande* entrepris à l'été 1845⁴. Et sous cet angle, il s'agit d'un **écrit novateur**. La thèse qu'il soutient consiste dans le rapport organique entre, d'une part, les déterminants de la lutte des classes engagée dans son contexte historique et, d'autre part, l'expression idéologique, en l'occurrence de caractère religieux, par laquelle ont été formulées les exigences politiques et les idéaux des protagonistes. La découverte de cette relation appartient pleinement aux avancées théoriques dont Marx et Engels sont les auteurs et dont ils expérimentent la pertinence. Qu'il s'agisse, oui, d'une exploration incomplète et, sous certains aspects, risquée, elle n'en constitue pas moins un apport original adossé à une invention théorique, et c'est sous cet angle qu'il convient de lire ces pages.

Enfin, l'écrit d'Engels ne manque pas de pertinence **politique** dans le contexte où il a paru, après les défaites de 1848-1849 et dans une période où Marx et lui entretenaient encore des espoirs en une reprise du processus révolutionnaire. En l'occurrence, son objet est d'établir, même si **problématique**, un parallélisme entre les comportements de l'opposition bourgeoise aux deux époques, en 1525/1526 et en 1848, de manière à mettre en évidence le même schéma politique d'une alliance suivie de trahison à l'égard d'abord des forces paysannes et plébéiennes puis du mouvement prolétarien. Nous serons attentifs à ce rapprochement.

*

Mais auparavant quelques brèves indications sur l'histoire de ce texte qui a paru dans le dernier numéro double 5/6 de la *Neue Rheinische Zeitung. Politisch-ökonomische Revue* de **novembre 1850**.

On ne sait pratiquement rien sur les circonstances de sa rédaction sinon qu'il « a été écrit à Londres pendant l'été de 1850, sous l'impression directe de la contre-révolution qui venait à peine de s'achever⁵ ». La correspondance d'Engels entre son arrivée à Londres en novembre 48 et cette date de novembre 1850 n'en fait pas mention.

Engels est revenu à plusieurs reprises sur son analyse.

¹ Quoi qu'il en dise, la bibliographie contemporaine en français sur le sujet n'est pas des plus abondantes. La plupart des travaux ont été publiés en allemand et les plus nombreux en RDA.

² Lucien Febvre, *La Guerre des Paysans en Allemagne* d'Engels, préface de D. Riazanov, et notes de Z. Friedland. W. Zimmermann, *Allgemeine Geschichte des grossen Bauernkrieges nach handschriftlichen und gedruckten Quellen.*, in : *Annales d'histoire économique et sociale*, 2^e année, N° 7, 1930, pp 437-438 (en ligne sur le site de Persée à l'adresse www.persee.fr).

³ L'appellation de « matérialisme historique », absente de *l'Anti-Dühring*, n'apparaîtra sous la plume d'Engels que dans l'introduction d'avril 1892 à l'édition anglaise de *Socialisme utopique et Socialisme scientifique*. On y trouve deux occurrences aux pages 19 et 26 du volume publié par les Editions sociales en 1959 : p.19 : « Cette brochure défend ce que nous nommons « le matérialisme historique » », et p.26 : « J'espère (...) que la « respectabilité » britannique ne sera pas trop scandalisée si je me sers en anglais, ainsi que je le fais en plusieurs autres langues, du mot *matérialisme historique* pour désigner une conception de l'histoire qui recherche la cause première et le grand moteur de tous les événements historiques importants dans le développement économique de la société, dans la transformation des modes de production et d'échange, dans la division de la société en classes qui en résulte et dans les luttes de ces classes entre elles. ». Plekhanov faisant mention de cette introduction anglaise d'Engels signale que le texte sera publié en allemand sous le titre « Über den historischen Materialismus » dans les numéros 1 et 2 de *Neue Zeit* 1892-1893 (Cf. « Les questions fondamentales du marxisme », *Œuvres philosophiques*, tome III, Editions du progrès Moscou 1981, p. 121). Nous renvoyons sur ce point aux pages de notre fascicule 5.

⁴ Un manuscrit resté inédit, rappelons-le. Il ne paraîtra pour la première fois qu'en 1932.

⁵ Préface de 1870, p. 15 de l'édition électronique (à l'adresse <http://classiques.uqac.ca>) du texte paru en 1974 aux Editions sociales dans la collection « Classiques du marxisme ». Ce sera notre édition de référence.

Il y revient en **1870** et en **1875** dans l'introduction qu'il écrit pour la première¹ et la seconde² réédition de son ouvrage à l'initiative de Wilhelm Liebknecht³.

Il y revient brièvement dans sa correspondance de **1884**. Le 11.11.1884, à **Eduard Bernstein** : « Demain je m'occuperai de l'édition finale, très délicate, de la 3e partie du livre II du Capital. Dès que j'en aurai fini, j'espère trouver le temps de récrire la *Guerre des paysans* qui apparaîtra cette fois comme un tournant pour l'ensemble de l'histoire de l'Allemagne⁴ et réclame par conséquent d'importants ajouts historiques à la fois au début et à la fin⁵. Seul le récit de la guerre proprement dite demeurera plus ou moins sous sa forme actuelle. J'estime qu'il est plus important d'éditer d'abord la *Guerre des Paysans* plutôt que le *Dühring*⁶ que je modifierai peu, n'ajoutant simplement que diverses notes ou des annexes⁷. ». Le 31.12.84, à **Adolphe Sorge** : « Je suis en train de réviser complètement ma *Guerre des paysans* et d'en faire le pivot de mon histoire générale de l'Allemagne. Ce ne sera pas une tâche facile. Mais les études préliminaires sont pratiquement terminées⁸. ».

Enfin, l'on tient divers documents de sa main que l'on peut dater de la même année 1884 : une brève note et un manuscrit que les éditeurs ont intitulé « La décadence de la féodalité et l'essor de la bourgeoisie ». Ces textes figurent en annexes dans notre édition de référence.

Cette insistance dans le temps dénote l'importance qu'Engels attribuait à cette étude, sans toutefois qu'il ait jamais pu lui donner une suite⁹.

*

1. Idéologie religieuse et lutte des classes

Engels commence par établir une vue d'ensemble des classes sociales telles que les disposent les rapports de forces dominants dans l'empire germanique au début du 16^e siècle.

Le tableau permet de distinguer, sous l'autorité suprême de l'empereur, **la hiérarchie suivante** :

1. En premier, l'ordre de **la haute noblesse** séculière et religieuse : ce sont les **princes d'empire** et leurs correspondants ecclésiastiques, **archevêques et évêques**, tous membres de la Diète impériale et de son Conseil électif.

Le statut particulier du **haut clergé** en fait l'un des ordres dominants en raison non seulement de ses propriétés foncières et des droits féodaux, taxes et corvées, qui les accompagnent mais aussi de son hégémonie intellectuelle sur la société, même si l'invention de l'imprimerie tend à lui contester ce mono-

¹ Entre le 2 avril et le 15 octobre 1870 en feuilleton dans le journal du parti d'Eisenach *Der Volksstaat*, puis en octobre 1870 sous forme de brochure. Notons pour être complet que l'ouvrage avait d'abord paru dans le journal new-yorkais *Turn-Zeitung* entre janvier 1852 et février 1853.

² Engels en fait l'annonce à Laura Lafargue dans sa lettre du 15 octobre 1874 : « J'espère pouvoir t'adresser dans quelques semaines une nouvelle édition de *La Guerre des paysans* identique à la précédente hormis quelques ajouts dans l'introduction ; comme d'habitude le délai qui m'a été accordé était trop court. » (C12, p. 389). Le « complément à l'avertissement de 1870 » est daté de juillet 1874.

³ Marx à Engels le 25.09.1869 : « Liebknecht m'a de nouveau écrit au sujet de ta *Guerre des paysans*, qui doit être imprimée comme matériel de propagande. Comme le bouquin paraît cette fois sous les auspices de l'Autorité Centrale d'Eisenach, je te conseille de faire les corrections nécessaires et d'expédier le texte sans tarder. » (C10, p. 175). La troisième édition paraîtra à Leipzig en 1875 avec une nouvelle préface d'Engels datée du 1^{er} juillet 1874.

⁴ Une expression reprise quasiment telle quelle par Hermann Pinnow dans son *Histoire d'Allemagne* : « La guerre des paysans fut un tournant dans l'histoire du peuple allemand. », Payot, Paris 1931, p. 248 de l'édition numérisée par Gallica.

⁵ Le projet (inabouti) d'Engels d'écrire une histoire générale de l'Allemagne date de 1874. Le 27 janvier de cette année, il écrit à Wilhelm Liebknecht : « J'avais prévu d'écrire quelque chose au sujet de l'Allemagne pour le *Volksstaat*, mais vu l'ampleur prise par le matériel économique et statistique, cela menace de devenir un opuscule, sinon un volume ». (Marx Engels Collected Works, vol. 45, p. 7). Les archives ont gardé divers manuscrits de ce travail en cours. (Cf. *Varia über Deutschland*, aux pages 589-596 de Marx Engels Werke, vol. 18)

⁶ Autrement dit l'ouvrage intitulé *L'anti-Dühring. M.E. Dühring bouleverse la science* dont la première édition avait paru en juin 1878.

⁷ MECW, vol. 47, pp. 217-218.

⁸ MECW, vol. 47, pp. 244-245.

⁹ Le 21 mai 1895 encore, il annonce à Karl Kautsky son projet de récrire sa *Guerre des paysans* : «...si seulement je pouvais m'y mettre tout de suite. » (Marx Engels, *Correspondance*, Éditions du progrès, Moscou 1971, p. 531).

pole, même si le processus en cours de la réforme luthérienne l'a mis en crise dès les premières années du 16^e siècle¹.

2. En second dans l'ordre de la noblesse², mais en position subalterne et même en voie de déclin, la **chevalerie** composée de l'aristocratie guerrière. L'interdiction des guerres privées, les bouleversements intervenus dans l'art militaire, avec notamment l'intervention de l'artillerie, la levée par les princes d'armées de mercenaires, tous ces changements ainsi que les évolutions économiques ont singulièrement amoindri le pouvoir de cette fraction de la petite noblesse contrainte de jouer désormais un rôle auxiliaire.

3. Vient ensuite, dans le camp de la **haute bourgeoisie**, la classe des **patriciens**, des notables (*die Ehrbarkeit*) à la direction des villes marchandes.

4. Ce pouvoir municipal se trouve toutefois exposé à la contestation que lui opposent les forces issues de la **bourgeoisie des métiers, du commerce et de la finance**³, laquelle réclame de prendre sa part dans la gestion des affaires municipales et d'exercer du moins un droit de contrôle sur l'administration.

5. En concurrence, sinon en conflit avec cette opposition bourgeoise se développe une **opposition plébéienne** composée de bourgeois déclassés et de la masse des citoyens privés de droits civiques, compagnons et journaliers, auxquels s'ajoutent les éléments de ce qu'Engels nomme le *lumpenproletariat* :

« (...) cette racaille que l'on trouve même aux degrés les plus bas du développement des villes. Le lumpenproletariat constitue d'ailleurs un phénomène qu'on retrouve plus ou moins développé dans presque toutes les phases de la société passée. La masse des gens sans gagne-pain bien défini ou sans domicile fixe était, précisément à cette époque, considérablement augmentée par la décomposition du féodalisme dans une société où chaque profession, chaque sphère de la vie était retranchée derrière une multitude de privilèges. Dans tous les pays développés, jamais le nombre de vagabonds n'avait été aussi considérable que dans la première moitié du XVI^e siècle. De ces vagabonds, les uns s'engageaient, pendant les périodes de guerre, dans les armées ; d'autres parcouraient le pays en mendiant ; d'autres enfin s'efforçaient, dans les villes, de gagner misérablement leur vie par des travaux à la journée ou d'autres occupations non accaparées par des corporations. Ces trois éléments jouent un rôle dans la Guerre des paysans : le premier, dans les armées des princes, devant lesquelles succombèrent les paysans ; le deuxième, dans les conjurations et les bandes paysannes, où son influence démoralisante se manifeste à chaque instant ; le troisième, dans les luttes des partis citoyens. Il ne faut d'ailleurs pas oublier qu'une grande partie de cette classe, surtout l'élément des villes, possédait encore à l'époque un fonds considérable de saine nature paysanne et était encore loin d'avoir atteint le degré de vénalité et de dépravation du lumpenproletariat civilisé d'aujourd'hui⁴. » (p. 36).

6. Une autre fraction de l'opposition plébéienne se trouve dans le **bas clergé**, représenté par les curés des villages et des villes. Exclue de la hiérarchie féodale de l'Eglise, ce sont eux, souligne Engels, qui fourniront « les théoriciens et les idéologues du mouvement. » (p. 34).

7. Enfin au plus bas de l'édifice social, mais à sa base, se trouve la classe des **paysans** soumise à la plus intense des exploitations en tous genres.

« Qu'il appartint à un prince, à un baron d'Empire, à un évêque, à un monastère ou à une ville, le paysan était partout traité comme une chose, comme une bête de somme, et même souvent pis. Serf, son maître pouvait disposer de lui à sa guise. Corvéable, les prestations légales contractuelles suffisaient déjà à l'écraser, mais ces prestations elles-mêmes s'accroissaient de jour en jour. La plus grande partie de son temps, il devait l'employer à travailler sur les terres de son maître. Sur ce qu'il gagnait dans ses rares heures disponibles, il devait payer cens, dîmes, redevances, taille, viatique (impôt militaire), impôts d'État et taxes d'Empire. Il ne pouvait ni se marier ni même mourir sans payer un droit à son maître. Outre les corvées féodales ordinaires, il devait pour son maître récolter la paille, les fraises, les myrtilles, ramasser des escargots, rabattre le gibier à la chasse, fendre du bois, etc. Le droit de pêche et de chasse appartenait au maître, et le paysan devait regarder tranquillement le gibier détruire sa récolte

¹ La publication par Luther à Wittenberg des 95 thèses contre le trafic des indulgences date du 31 octobre 1517.

² Engels observe que « la noblesse moyenne avait presque complètement disparu de la hiérarchie féodale du moyen âge ». (p. 32)

³ « *Les devanciers de nos libéraux actuels* », écrit Engels.

⁴ Nous renvoyons ici à la note 2.1. « Sur le prolétariat » de notre fascicule 16.

te. Les pâturages et les bois communaux des paysans leur avaient été presque partout enlevés de force par les seigneurs. Et de même qu'il disposait de la propriété, le seigneur disposait à son gré de la personne du paysan, de celle de sa femme et de ses filles. Il avait le droit de cuissage. Il pouvait, quand il voulait, faire jeter le paysan en prison, où la torture l'attendait aussi sûrement qu'aujourd'hui le juge d'instruction. Il le faisait assommer ou décapiter, selon son bon plaisir. De ces édifiants chapitres de la Caroline¹, qui traitaient de la façon de « couper les oreilles », de « couper le nez », de « crever les yeux », de « trancher les doigts et les mains », de « décapiter », de « rouer », de « brûler », de « pincer avec des tenailles brûlantes », d'« écarteler », etc., il n'en est pas un seul que les nobles seigneurs et protecteurs n'aient employé à leur gré contre les paysans. Qui les aurait défendus ? Dans les tribunaux siégeaient des barons, des prêtres, des patriciens ou des juristes, qui savaient parfaitement pour quel travail ils étaient payés. Car tous les ordres officiels de l'Empire vivaient de l'exploitation des paysans. » (p. 38)

*

Engels ajoute **trois observations**.

La première concerne le caractère **disparate**, « très mélangé », dit-il, de **l'opposition plébéienne**, composée d'éléments déclassés de la vieille société féodale et d'éléments quasi prolétariens (« à peine embryonnaires ») issus de « la société bourgeoise moderne en train de naître » (p. 36). On y trouve des artisans appauvris et des compagnons proches du prolétariat mais encore liés à l'ordre bourgeois par le système des corporations ; on y trouve aussi bien des paysans sans terre et des gens de service licenciés qui n'avaient de prolétaires que les conditions de vie mais non le statut.

La deuxième concerne les **divisions** qui ont empêché longtemps **la classe paysanne** de réagir collectivement à l'exploitation qu'elle subissait. Ce ne sont certes pas les jacqueries locales qui ont manqué², violentes mais en vain, le plus souvent en raison même de la dispersion des émeutes : « On ne trouve pas avant la Guerre des paysans, écrit Engels, une seule insurrection générale nationale de la paysannerie. » (p. 38).

La troisième observation embrasse tout le champ du système des ordres au début du 16^e pour souligner **l'état de complexité et de confusion** qui caractérise les rapports sociaux de la période. On est loin dans cette « masse confuse » d'approcher la claire division en deux camps qui caractérisera la situation en France à la veille de la révolution française de 1789, ni même, et Engels se rapporte ici aux structures sociales de l'Allemagne de 1848/1849, de la division tranchée entre la noblesse, la grande et la petite bourgeoisie, la paysannerie et le prolétariat.

*

Ces rapports de force expliquent **la division en trois camps** qui se met en place lorsque vont se déclencher ensemble, d'une part, à partir de 1517, le mouvement de la Réforme luthérienne et, d'autre part, après le soulèvement en 1521 de la chevalerie d'empire³, l'insurrection paysanne de 1525/1526 :

¹ Note de notre édition de référence : « Code pénal du 16^e siècle publié par Charles Quint en 1532 ».

² Tout le chapitre 3 de l'étude d'Engels (« Prodromes de la guerre des paysans entre 1476 et 1517 ») est consacré à une évocation détaillée de ces jacqueries sur l'ensemble du territoire de l'Empire.

³ Engels consacre son chapitre IV (« La révolte des nobles ») au soulèvement entre 1522 et 1523 de la petite noblesse des chevaliers (*Die Reichsritterschaft*) contre le pouvoir des princes, contre les villes marchandes et contre le clergé, avec pour principaux protagonistes Ulrich von Hutten et Franz von Sickingen. Leur défaite militaire marquera l'effacement définitif de cette classe dont la décadence s'explique, rappelons-le, par les évolutions dans l'ordre économique et dans les stratégies militaires, avec notamment l'invention de l'artillerie et le recours par les princes aux armées de métier. Notons au passage que Ferdinand Lassalle consacrera en 1859 au personnage de Franz von Sickingen une « tragédie historique » en cinq actes qui fera l'objet d'un commentaire sans complaisance de Marx et d'Engels dans leur lettre respective du 19 avril 1859 (C5, pp. 302-305) et du 18 mai 1859 (C5, p. 320-326). Outre les observations de forme, Engels lui adresse en particulier ses critiques sur le traitement des rapports politiques entre cette révolte de la petite noblesse et le mouvement paysan : « il me semble, écrit-il, que cette sous-estimation du mouvement paysan vous a induit à exposer de manière inexacte en un sens, selon moi, le mouvement national de la noblesse lui aussi, en laissant en même temps échapper l'élément véritablement tragique dans la destinée de Sickingen ». Cette dimension tragique résultait précisément, ajoute Engels, de la contradiction entre la nécessité pour cette petite noblesse d'une alliance avec la paysannerie et son impossibilité en même temps du fait que ses revenus dépendaient de l'oppression des paysans. » (op.cit. p. 324).

1. **Le camp catholique**, réactionnaire : gardien du maintien de l'ordre, il comprend à côté des prélats, la partie de la haute noblesse et du patriciat des villes restée fidèle à Rome,

2. **Le camp luthérien**, bourgeois et conservateur : il comprend les possédants modérés de l'opposition réformatrice et les princes qui ont choisi de la soutenir, avec en vue, de leur part, la confiscation des propriétés de l'Eglise,

3. **Le camp révolutionnaire** des paysans et de leurs alliés plébéiens : le caractère disparate de sa composition empêche, nous l'avons vu, qu'il se constitue vraiment en une force politique unie par des intérêts et par des objectifs communs,

une division qu'Engels, par prudence¹, a le soin de nuancer en notant « le pêle-mêle apparent des ordres et des classes » que présentent « les conditions complexes du XVI^e siècle. » (page 40).

*

Ces mises au point accomplies, Engels procède alors à l'énoncé de **sa thèse principale**. « L'idéologie allemande² », écrit-il, continue à ne voir dans les luttes auxquelles a succombé le moyen âge que de violentes querelles théologiques ». (p. 40). Or, c'est le propre même d'une idéologie d'entretenir l'illusion que se fait une époque sur elle-même. En vérité, l'enjeu résidait **dans un affrontement de classes** :

Même dans ce que l'on appelle les guerres de religion du XVI^e siècle, il s'agissait avant tout de très positifs intérêts matériels de classes, et ces guerres étaient des luttes de classes, tout autant que les collisions intérieures qui se produisirent plus tard en Angleterre et en France. Si ces luttes de classes portaient, à cette époque, un signe de reconnaissance religieux, si les intérêts, les besoins, les revendications des différentes classes se dissimulaient sous le masque de la religion, cela ne change rien à l'affaire et s'explique facilement par les conditions de l'époque. (p. 41)

La position hégémonique de la culture religieuse au moyen âge explique que la revendication révolutionnaire ait nécessairement pris une **tournure théologique** :

Il est donc clair que toutes les attaques dirigées en général contre le féodalisme devaient être avant tout des attaques contre l'Eglise, toutes les doctrines révolutionnaires, sociales et politiques devaient être en même temps et principalement des hérésies théologiques. Pour pouvoir toucher aux conditions sociales existantes, il fallait leur enlever leur auréole sacrée. (p. 41)

Or **l'hérésie plébéienne** a nécessairement pris une forme plus radicale que l'opposition à la féodalité ecclésiastique de la bourgeoisie et de la petite noblesse en exigeant que « les conditions d'égalité du christianisme primitif soient rétablies entre les membres de la communauté et reconnues également comme norme de la société civile. » (p.43).

Les limitations politiques et idéologiques de l'époque expliquent ainsi que ces antagonismes de classes aient pris la forme **d'exaltations mystiques**, comme en particulier chez **Thomas Münzer**³ et ses partisans. C'est l'immaturité politique de la situation qui explique l'espèce de compensation qui prendra chez Münzer la forme d'un fanatisme révolutionnaire et d'un véritable délire religieux⁴ :

Non seulement le mouvement de l'époque, mais aussi son siècle n'étaient pas encore mûrs pour la réalisation des idées qu'il avait seulement commencé lui-même à ressentir confusément. La classe qu'il représentait, bien loin d'être complètement développée et capable de dominer et de transformer toute la société, ne faisait que de naître. La transformation sociale qui hantait son imagination était encore si peu fondée

¹ Et par honnêteté intellectuelle devant la complexité qu'il perçoit.

² Un énoncé très, très particulier (vérification faite dans le texte original allemand) quand on connaît le titre que Marx et lui ont donné à leur manuscrit de 1845/1846 resté inédit.

³ Münzer ou Müntzer : nous respectons l'orthographe de notre édition de référence.

⁴ Et on lira pour s'en convaincre le commentaire par Joël Lefebvre du texte de Münzer de 1521 connu comme « le manifeste de Prague » (« Thomas Müntzer et le *Manifeste de Prague*, in Bulletin de l'Association d'étude sur l'humanisme, la réforme et le renaissance, N° 9. 1979, pp. 1-13, en ligne sur le site de Persée). L'un des points du conflit théologique entre Luther et Müntzer résidait dans la prétention de ce dernier d'entretenir une relation directe avec le divin par la manifestation de visions et de songes. Aux yeux de Luther, ce n'était là que la preuve manifeste de l'illumination de son contradicteur.

dans les conditions matérielles de l'époque que ces dernières préparaient même un ordre social qui était précisément le contraire de celui qu'il rêvait d'instituer. Cependant, il restait lié à ses anciens prêches sur l'égalité chrétienne et la communauté évangélique des biens. Il devait donc tout au moins essayer de les mettre en application. C'est pourquoi il proclama la communauté des biens, l'obligation au travail égale pour tous et la suppression de toute autorité. Mais en réalité Mülhausen¹ resta une ville libre républicaine, avec une Constitution un peu démocratisée, avec un Sénat élu au suffrage universel, soumis au contrôle de l'assemblée des citoyens et un système de ravitaillement des pauvres improvisé à la hâte. La révolution sociale, qui épouvantait à tel point les contemporains bourgeois protestants, n'alla jamais en fait au-delà d'une faible et inconsciente tentative pour instaurer prématurément la future société bourgeoise. (p. 99)

*

Les historiens idéalistes et plus généralement les adversaires du matérialisme historique n'ont pas manqué de multiplier leurs critiques à l'égard de ces thèses et comme en toute polémique, leurs arguments s'adressent le plus souvent à une version accommodée de la pensée adverse.

Un exemple de ces critiques parmi (tant) d'autres se trouve sous la plume de Jean Delumeau dans les pages de son ouvrage intitulé *Naissance et affirmation de la Réforme*² expressément dédiées à la « critique de l'explication marxiste ». L'auteur se livre à un raisonnement en forme de syllogisme, affirmant, *prémisse majeure*, que le marxisme tient la Réforme pour un effet du capitalisme marchand, alors que, *prémisse mineure*, ce capitalisme marchand et financier s'est tout spécialement développé dès les 14^e et 15^e siècles dans les villes de l'Italie très catholique, et donc, *conclusion*, que la relation causale entre le mouvement réformateur et les paramètres économiques de l'époque n'est pas soutenable. « Il y a eu, *ajoute-t-il*, des Protestants dans toutes les classes sociales ».

Le lieu n'est pas ici d'entrer dans le détail de la polémique.

Engels n'a, en effet, jamais soutenu que le mouvement de la Réforme dans tous ses aspects résulte comme la conséquence directe des conditions socio-économiques de la féodalité tardive. La relation qu'il établit n'est pas celle d'une causalité mécanique mais d'une articulation entre des phénomènes qui ont par ailleurs leur logique propre, des conflits sociaux d'une part, des débats théologiques³ d'autre part, une articulation qui s'accomplit, comme toute construction *idéologique*, sur le mode de la conscience fausse.

Il suffit de relire de près les occurrences du texte d'Engels sur la question pour prendre la mesure de la prudence⁴ de ses analyses. D'abord, Engels ne prend pour objet qu'une situation de guerre dans le contexte d'une exploitation de classe ; ensuite la dimension religieuse des objectifs est clairement rapportée à un rapport d'expression, et cela quelles que soient les métaphores mobilisées, celle du *masque*, par exemple, ou plus généralement celle du *reflet*.

Le plus simple en la circonstance est de rappeler les cinq lettres d'Engels sur le matérialisme que nous avons commentées au chapitre 4 (« Lettres et autres écrits sur le matérialisme historique ») de notre fascicule 5, et tout particulièrement cette mise au point éclairante du 21.09.1890 à l'adresse de Joseph Bloch :

D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, en dernière instance⁵, la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx ni moi n'avons jamais affirmé davantage. Si, ensuite, quelqu'un torture cette proposition pour lui faire dire que le facteur économique est le seul déterminant, il la transforme en une phrase vide, abstraite, absurde. La situation économique est la base, mais les divers éléments de la superstructure – les formes politiques de la lutte de classes et ses résultats, – les Constitutions établies une fois la bataille gagnée par la classe victorieuse, etc., – les formes juridiques, et même les reflets de toutes ces luttes réelles

¹ C'est à Mülhausen, une ville de Thuringe, que Münzer et ses partisans avaient pris le pouvoir en février 1525.

² Jean Delumeau, *Naissance et affirmation de la Réforme*, Presses universitaires de France, Paris 1973, en particulier le chapitre I (§ A et C) du Livre 3 (« L'explication marxiste »).

³ Des débats d'autant moins purement théologiques que l'Eglise constituée à l'époque un pouvoir temporel partie prenante, et pleinement, des mécanismes d'exploitation.

⁴ Ainsi lorsqu'il se risque à affirmer que Münzer « frôle l'athéisme ». L'indication toute métaphorique de cette proximité n'engage manifestement pas l'affirmation d'un franc constat.

⁵ La mobilisation de cette catégorie juridique de « dernière instance » laisse ouverte la combinaison des diverses modalités causales dans les phénomènes historiques.

dans le cerveau des participants, théories politiques, juridiques, philosophiques, conceptions religieuses et leur développement ultérieur en systèmes dogmatiques, exercent également leur action sur le cours des luttes historiques et, dans beaucoup de cas, en déterminent de façon prépondérante la forme. Il y a action et réaction de tous ces facteurs au sein desquels le mouvement économique finit par se frayer son chemin comme une nécessité à travers la foule infinie de hasards (c'est-à-dire de choses et d'événements dont la liaison intime entre eux est si lointaine ou si difficile à démontrer que nous pouvons la considérer comme inexistante et la négliger). Sinon, l'application de la théorie à n'importe quelle période historique serait, ma foi, plus facile que la résolution d'une simple équation du premier degré.

(...)

C'est Marx, et moi-même, partiellement, qui devons porter la responsabilité du fait que parfois, les jeunes donnent plus de poids qu'il ne lui est dû au côté économique. Face à nos adversaires, il nous fallait souligner le principe essentiel nié par eux, et alors nous ne trouvions pas toujours le temps, le lieu, ni l'occasion de donner leur place aux autres facteurs qui participent de l'action réciproque¹.

2. Alliance, trahison et renoncement : la bourgeoisie allemande en procès.

Par ailleurs, **l'analyse d'Engels ne manque pas d'affirmations problématiques** chaque fois qu'il prend le risque d'une comparaison appuyée entre les conditions de la lutte de classe en 1525 et dans l'Allemagne des années 1848/1850. Un risque d'anachronisme ? Il n'est pas interdit de l'envisager.

*

Voici quelques-uns de ces rapprochements, avec pour précaution expresse de distinguer nettement les observations présentes dans le texte de 1850 et celles qui proviennent d'écrits ultérieurs et notamment de la préface de 1870/1874.

*

1. **Le texte de 1850** débute par cette affirmation qui place d'emblée l'analyse sous l'angle d'une relation avec l'actualité des révolutions de 1848/1849 :

Trois siècles se sont écoulés depuis, et bien des choses ont changé. Et cependant, la Guerre des paysans n'est pas si loin de nos luttes d'aujourd'hui, et les adversaires sont en grande partie restés les mêmes qu'autrefois. Les classes et fractions de classes qui ont trahi partout en 1848 et 1849², nous les retrouvons, dans le même rôle de traîtres, déjà en 1525, quoique à une étape inférieure de développement. (p. 28)

2. L'opposition bourgeoisie au patriciat des villes des premières années du 16^e siècle est associée à la bourgeoisie modérée de 1848 : elle est, écrit Engels, « la devancière de nos libéraux actuels » :

L'opposition bourgeoise, la devancière de nos libéraux actuels, groupait les bourgeois riches et moyens, ainsi qu'une partie plus ou moins importante selon les localités des petits bourgeois. Ses revendications se maintenaient exclusivement sur le terrain constitutionnel. Elle réclamait le droit de contrôle sur l'administration municipale et une

¹ Marx, Engels, *Sur la religion*, Editions sociales, Paris 1972, pp. 268-271. Signalons la non moins importante lettre du 27 octobre 1890 à Conrad Schmidt sur le même sujet, avec en conclusion cette référence à Hegel : « Ce qui manque à tous ces messieurs, c'est la dialectique. Ils ne voient toujours ici que la cause, là que l'effet. Que c'est une abstraction vide, que dans le monde réel pareils antagonismes polaires métaphysiques n'existent que dans les crises, mais que tout le grand cours des choses se produit sous la forme d'action et de réaction de forces, sans doute très inégales - dont le mouvement économique est de beaucoup la force la plus puissante, la plus initiale, la plus décisive, qu'il n'y a rien d'absolu et que tout est relatif, tout cela, que voulez-vous, ils ne le voient pas ; pour eux Hegel n'a pas existé. » (Op.cit., p. 279).

² On observera qu'Engels ne les nomme pas précisément d'emblée, comme si, à ses yeux, le contexte politique aidant, l'identification allait de soi.

participation au pouvoir législatif, soit par l'intermédiaire de l'assemblée communale elle-même, soit par l'intermédiaire d'une représentation communale (grand Conseil, municipalité) ; de plus, la limitation du népotisme patricien et de l'oligarchie d'un petit nombre de familles qui se manifestait de plus en plus nettement même à l'intérieur du patriciat. Tout au plus exigeait-elle, en outre, que quelques sièges au Conseil fussent occupés par des bourgeois pris dans son sein. Ce parti auquel se ralliait, çà et là, la fraction mécontente et déclassée du patriciat, constituait la grande majorité dans toutes les assemblées communales ordinaires et dans les corporations. Les partisans du Conseil et l'opposition radicale constituaient une infime minorité parmi les bourgeois proprement dits. Nous aurons l'occasion de voir comment, au cours du mouvement du XVI^e siècle, cette opposition « modérée », « légale », « aisée », « intelligente », joua exactement le même rôle, et exactement avec le même succès, que son héritier, le parti constitutionnel, dans le mouvement des années 1848 et 1849. (p. 35-36)

3. Les éléments prolétariens ? Engels les mentionne avec toute la prudence nécessaire au sein de l'opposition plébéienne, laquelle :

groupait les éléments déclassés de la vieille société féodale et corporative et les éléments prolétariens non développés encore, à peine embryonnaires, de la société bourgeoise moderne en train de naître. (p. 36)

Et parmi ces « éléments déclassés » un lumpenproletariat qu'Engels décrit avec la même sévérité de jugement que Marx et lui ont manifestée dans leurs évocations de 1848 en France et en Allemagne.

4. Ces plébéiens ne constituaient pas moins à l'époque « la seule classe placée tout fait en dehors de la société officielle », et à ce titre, comme quasiment les prolétaires, « les précurseurs de la société bourgeoise moderne » :

Ils étaient en dehors de l'association féodale comme de l'association bourgeoise. Ils n'avaient ni privilèges, ni propriété, et ne possédaient même pas, comme les paysans et les petits bourgeois, un bien, fût-il grevé de lourdes charges. Ils étaient sous tous les rapports sans bien et sans droits. Leurs conditions d'existence ne les mettaient même pas en contact direct avec les institutions existantes, qui les ignoraient complètement. Ils étaient le symptôme vivant de la décomposition de la société féodale et corporative bourgeoise, et en même temps les précurseurs de la société bourgeoise moderne.

C'est cette situation qui explique pourquoi, dès cette époque, la fraction plébéienne ne pouvait pas se limiter à la simple lutte contre le féodalisme et la bourgeoisie privilégiée: elle devait, du moins en imagination, dépasser la société bourgeoise moderne qui pointait à peine. Elle explique pourquoi cette fraction, exclue de toute propriété, devait déjà mettre en question des institutions, des conceptions et des idées qui sont communes à toutes les formes de société reposant sur les antagonismes de classe. Les exaltations chiliastiques¹ du christianisme primitif offraient pour cela un point de départ commode. Mais, en même temps, cette anticipation par-delà non seulement le présent, mais même l'avenir ne pouvait avoir qu'un caractère violent, fantastique, et devait, à la première tentative de réalisation pratique, retomber dans les limites restreintes imposées par les conditions de l'époque. Les attaques contre la propriété privée, la revendication de la communauté des biens devaient se résoudre en une organisation grossière de bienfaisance. La vague égalité chrétienne pouvait, tout au plus, aboutir à « l'égalité civile devant la loi » ; la suppression de toute autorité devient, en fin de compte, la constitution de gouvernements républicains élus par le peuple. L'anticipation en imagination du communisme était en réalité une anticipation des conditions bourgeoises modernes. (pp. 44-45)

Observons qu'Engels procède par comparaisons approximatives et se garde bien d'aucune identification entre les groupes sociaux et les classes.

5. L'opposition entre Luther et Münzer « anticipe » bien sous cet angle le comportement de la bourgeoisie prussienne en 1848, laquelle, débordée par les revendications prolétariennes, n'a trouvé d'autre issue que de chercher l'appui des forces de l'Ancien régime. Le passage qui suit est le plus éclairant dans la démonstration d'Engels d'une stratégie de conciliation de la bourgeoisie avec le pouvoir établi, en l'occurrence, au 15^e siècle, et conformément avec le choix politique de Luther lui-même, avec le pouvoir des princes :

¹ Le chiasmisme est une doctrine millénariste qui promet aux élus une période de félicité de mille ans sous le règne terrestre du Messie.

De 1517 à 1525, Luther a connu exactement la même évolution que les constitutionnalistes allemands modernes de 1846 à 1849 et que connaît chaque parti bourgeois qui, après avoir été un moment à la tête du mouvement, se voit dans ce mouvement lui-même débordé par le parti plébéien ou prolétarien qui le soutenait jusqu'alors.

Lorsque, en 1517, Luther attaqua tout d'abord les dogmes et la constitution de l'Église catholique, son opposition n'avait pas encore de caractère bien déterminé. Sans dépasser les revendications de l'ancienne hérésie bourgeoise, elle n'excluait aucune tendance plus radicale, et ne le pouvait d'ailleurs pas. Car il fallait unir tous les éléments d'opposition, déployer l'énergie la plus résolument révolutionnaire et représenter l'ensemble de l'hérésie antérieure en face de l'orthodoxie catholique. C'est précisément en ce sens que nos libéraux bourgeois étaient encore révolutionnaires en 1847, qu'ils se disaient socialistes et communistes et s'enthousiasmaient pour l'émancipation de la classe ouvrière. La forte nature paysanne de Luther se manifesta au cours de cette première période de son activité de la manière la plus impétueuse.

(...)

Mais cette première ardeur révolutionnaire ne dura pas longtemps. La foudre que Luther avait lancée porta. Le peuple allemand tout entier se mit en mouvement. D'une part, les paysans et les plébéiens virent dans ses appels à la lutte contre les prêtres, dans ses prédications sur la liberté chrétienne le signal de l'insurrection ; de l'autre, les bourgeois modérés et une grande partie de la petite noblesse se rallièrent à lui, entraînant même avec eux un certain nombre de princes. Les uns crurent le moment venu de régler leurs comptes avec tous leurs oppresseurs ; les autres désiraient seulement mettre un terme à la toute-puissance des prêtres, à la dépendance vis-à-vis de Rome et de la hiérarchie catholique et s'enrichir grâce à la confiscation des biens de l'Église. Les partis se séparèrent et trouvèrent leur porte-parole. Luther eut à choisir entre ces partis. (...) Il laissa tomber les éléments populaires du mouvement et rallia le parti de la noblesse, de la bourgeoisie et des princes. Les appels à la guerre d'extermination contre Rome s'éteignirent. Luther prêchait maintenant l'évolution pacifique et la résistance passive (voir par exemple *Appel à la noblesse allemande*, 1520, etc.).

C'est du jour où la tendance de Luther prit cette tournure, ou plutôt se fixa de cette façon plus précise, que datent ces tractations autour des institutions et des dogmes à conserver ou à réformer, ce manège répugnant de diplomatie, de concessions, d'intrigues et d'accords, qui aboutit à la Confession d'Augsbourg, la constitution, enfin acquise au prix de marchandages de l'Église bourgeoise réformée. C'est exactement le même trafic sordide qui s'est répété récemment, et jusqu'à l'écoeurement, sous la forme politique dans les assemblées nationales allemandes, les assemblées d'entente, les chambres de révision et autres Parlements d'Erfurt. C'est au cours de ces négociations que se manifesta le plus ouvertement le caractère petit-bourgeois de la Réforme officielle. (pp. 46-47).

Engels rappelle ici les **déclarations homicides de Luther** contre les paysans insurgés dans le pamphlet qu'il publie en mai 1525 en soutien aux princes (« Contre les hordes criminelles et pillardes des paysans¹ ») ; il s'agit d'un libelle d'une violence inouïe, dans lequel Luther, accusant les paysans « de ne

¹ Nous citons à partir du tome IV des *Œuvres* de Luther, paru chez Labor et Fides, Genève 1958. Il s'agit en vérité de deux pamphlets, l'un intitulé « Contre les hordes criminelles et pillardes des paysans » paru en mai 1525 (pp. 175-180 de l'édition citée), l'autre intitulé « Une missive touchant le dur livret contre les paysans » paru en juillet 1525 (pp. 185-204 de l'édition citée). Cette seconde publication consiste en une sorte de justification de Luther contre l'accusation que lui avait valu la diffusion de son premier pamphlet d'être le flagorneur des grands (et singulièrement après le terrible massacre des paysans insurgés à Frankenhäusen, le 15 mai 1525, un carnage que Luther interprète, dans un libelle de ce mois de mai 1525, comme un « jugement de Dieu »). Loin de se rétracter, Luther y soutient fermement le même point de vue écrivant par exemple : « un insurgé ne mérite pas qu'on lui réponde par la raison (...) c'est avec le poing qu'il faut répondre à ces individus, que le sang leur jaillisse par le nez. Les paysans aussi n'ont pas voulu entendre et ne se sont rien laissé dire ; il a fallu alors leur débrider les oreilles avec des pierres à arquebuse, afin que les têtes sautent en l'air. A de tels élèves, c'est un tel fouet qui convient. Celui qui ne veut pas entendre la parole de Dieu avec la douceur doit entendre le bourreau avec la rigueur (...) Cette réponse devrait suffire à tous ceux qui se scandalisent de mon livre et se rendent importuns. (...) ce que j'ai écrit alors, je l'écris encore maintenant. Que personne n'ait la moindre pitié pour les paysans entêtés, endurcis et aveuglés qui ne se laissent rien dire, mais que frappe, pourfende, étrangle et donne de coups parmi ces gens comme parmi des chiens enragés, qui le peut et comme il le peut ; et tout cela, afin qu'on ait pitié de ceux que ces paysans ruinent, pourchassent et égarent et qu'on maintienne la paix et la sécurité. ». (Op.cit., pp. 187-188 et p. 194).

pas faire autre chose que l'œuvre du diable¹ (...) ce qui leur vaut bien dix fois la mort pour le corps et pour l'esprit », écrivait : « celui qui le peut doit abattre, massacrer et tuer secrètement ou publiquement, et se rappeler qu'il ne peut y avoir rien de plus venimeux, de plus nuisible et de plus diabolique qu'un insurgé. Tout comme il faut assommer un chien atteint de la rage ; si tu ne l'abats pas, c'est lui qui te frappera et tout un pays avec toi (...). Car les paysans ne luttent plus maintenant pour l'Évangile, mais ils sont manifestement devenus des meurtriers sans foi, parjures, insoumis et séditeux, des bandits et des blasphémateurs que même l'autorité païenne a le pouvoir et le droit de châtier ; plus encore elle a le devoir de châtier ces coquins. C'est pour cela qu'elle porte le glaive et qu'elle est la servante de Dieu sur ceux qui font le mal ». Et s'adressant aux seigneurs : « Pourfende, frappe et étrangle qui peut. Si tu dois y perdre la vie, tu es heureux, tu ne pourras jamais connaître de mort plus bienheureuse. Car tu meurs dans l'obéissance à la parole et à l'ordre de Dieu ». Une guerre sainte, en somme.

C'est exactement ainsi, poursuit Engels, « que parlèrent nos ci-devant bourgeois socialistes et philanthropes lorsque le prolétariat, au lendemain des journées de mars, vint réclamer sa part des fruits de la victoire » :

(...) Ainsi se trouvaient reniées non seulement l'insurrection des paysans, mais toute la révolte de Luther contre les autorités spirituelles et temporelles. Ainsi étaient trahis, au profit des princes, non seulement le mouvement populaire, mais même le mouvement bourgeois.

Est-il nécessaire de nommer les bourgeois qui, eux aussi, nous ont récemment donné une fois de plus des exemples de ce reniement de leur propre passé ? (pp 45-49)

6. L'enchaînement sur le personnage de Thomas Münzer introduit **l'élément le plus problématique de l'analyse d'Engels**, non pas sur la forme de communauté des biens que revendique sa prédication (mise en commun des travaux et égalité complète dans une société sans classe), une doctrine dont Engels montre bien la dimension théologique, mais sur certaines visées politiques, comme la prétendue revendication par Münzer d'une « république une indivisible », qui paraissent étonnamment **anachroniques**².

Lisons ce passage où Engels, évoquant la révolte du Bundschuh de 1502 dans l'évêché de Spire, n'hésite pas à écrire :

Nous trouvons ici pour la première fois, chez les paysans, la revendication de la sécularisation des biens du clergé au profit du peuple et celle de la monarchie allemande une et indivisible, deux revendications qui dès lors réapparaissent régulièrement au sein de la fraction la plus avancée des paysans et des plébéiens, jusqu'à ce que Thomas Münzer substitue au partage des biens d'Église leur confiscation au profit de la communauté des biens et à l'Empire allemand uni, la République une et indivisible. (p. 61)

7. Plus consistante parmi d'autres, s'agissant de Münzer, cette observation sur l'immaturité historique du mouvement social au regard de ses revendications :

C'est le pire qui puisse arriver au chef d'un parti extrême que d'être obligé d'assumer le pouvoir à une époque où le mouvement n'est pas encore mûr pour la domination de la classe qu'il représente et pour l'application des mesures qu'exige la domination de cette classe. Ce qu'il peut faire ne dépend pas de sa volonté, mais du stade où en est arrivé l'antagonisme des différentes classes et du degré de développement des conditions d'existence matérielles et des rapports de production et d'échange, qui déterminent, à chaque moment donné, le degré de développement des oppositions de classes. Ce qu'il doit faire, ce que son propre parti exige de lui, ne dépend pas non plus de lui, pas plus que du degré de développement de la lutte de classe et de ses conditions. Il est lié aux doctrines qu'il a enseignées et aux revendications qu'il a posées jusque-là, doctrines et revendications qui ne sont pas issues de la position momentanée des classes sociales en présence et de l'état momentané, plus ou moins contingent, des rapports de production et d'échange, mais de sa compréhension plus ou moins grande des résultats généraux du mouvement social et politique. Il se trouve ainsi nécessairement placé devant un dilemme insoluble : ce qu'il peut faire contredit toute son action pas-

¹ Münzer (qui n'est pas nommément nommé) s'y trouve désigné comme « l'archidiabole de Mülhausen ». Dénonçant la revendication paysanne de communauté des biens, Luther écrit : « Je crois qu'il n'y a plus un seul diable en enfer, mais que tous sont entrés dans les paysans : c'est une folie furieuse qui dépasse toute mesure » (op.cit., p. 177). L'accusation de satanisme est l'un des thèmes récurrents dans ses critiques à l'adresse de Münzer. Après la terrible défaite de Frankenhausen, Luther publiera en mai 1525 un nouveau libelle dont le titre est significatif : « Une effrayante histoire et un jugement de Dieu contre Thomas Münzer ». Münzer s'y trouve à nouveau dénoncé comme l'instrument du diable.

² Dans l'ordre de l'anecdote, on notera cette insistance d'Engels sur le *drapeau rouge* arboré par les paysans révoltés de la ville de Ried, près d'Ulm, en février et mars 1525. (p. 78)

sée, ses principes et les intérêts immédiats de son parti, et ce qu'il doit faire est irréalisable. En un mot, il est obligé de ne pas représenter son parti, sa classe, mais la classe pour la domination de laquelle le mouvement est précisément mûr. Il est obligé, dans l'intérêt de tout le mouvement, de réaliser les intérêts d'une classe qui lui est étrangère et de payer sa propre classe de phrases, de promesses et de l'assurance que les intérêts de cette classe étrangère sont ses propres intérêts. Quiconque tombe dans cette situation fautive est irrémédiablement perdu. Nous en avons eu encore tout récemment des exemples.

un raisonnement qu'Engels ponctue par une comparaison avec le gouvernement provisoire français en février 1848 :

Rappelons seulement la position qu'adoptèrent les représentants du prolétariat dans le dernier gouvernement provisoire français, quoiqu'ils ne représentent eux-mêmes qu'un stade très inférieur du développement du prolétariat. Quiconque après l'expérience du gouvernement de février, — pour ne rien dire de nos nobles gouvernements provisoires allemands et de nos régences d'Empire — peut spéculer encore sur des positions officielles, doit ou bien être borné au-delà de toute mesure ou n'appartenir qu'en paroles seulement au parti révolutionnaire extrême. (p. 98)

8. Enfin, ce développement de conclusion entièrement tourné vers la révolution de 1848. Comparant les relations des diverses classes en lutte, Engels écrit :

Ici également, apparaît l'analogie avec le mouvement de 1848-50. En 1848 aussi, les intérêts des différentes classes de l'opposition entrèrent en conflit, chacune agissant pour soi. La bourgeoisie, trop développée pour pouvoir supporter plus longtemps le joug de l'absolutisme féodal et bureaucratique, n'était cependant pas suffisamment forte pour subordonner immédiatement à ses exigences propres celles des autres classes de la société. Le prolétariat, beaucoup trop faible pour pouvoir espérer sauter rapidement par-dessus la période bourgeoise et compter conquérir lui-même rapidement le pouvoir, avait déjà, sous l'absolutisme, trop bien appris à connaître les douceurs du régime bourgeois et était somme toute beaucoup trop développé pour pouvoir, même pour un temps très court, voir dans l'émancipation de la bourgeoisie sa propre émancipation. La masse de la nation, petits bourgeois, artisans et paysans, fut abandonnée par son allié naturel le plus proche, la bourgeoisie, comme déjà trop révolutionnaire, et aussi en partie par le prolétariat, comme pas encore suffisamment avancée. Divisée à son tour en plusieurs fractions, elle ne put rien réaliser et s'opposa à ses compagnons d'opposition de droite et de gauche. Quant à l'étroitesse locale enfin, elle ne peut pas avoir été plus grande en 1848, chez les paysans, qu'elle ne le fut dans toutes les classes qui participèrent au mouvement de 1848. Les cent révolutions locales, suivies d'autant de réactions locales qui ne rencontrèrent pas plus d'obstacle que les premières, le maintien des petits États, etc. parlent un langage suffisamment clair. Quiconque, après les deux révolutions allemandes de 1848 et les résultats qu'elles ont obtenus, peut encore radoter sur la république fédérative, est digne de l'asile d'aliénés.

Mais les deux révolutions, celle du XVI^e et celle de 1848-50, malgré toutes leurs ressemblances, sont cependant essentiellement différentes l'une de l'autre. La révolution de 1848 prouve, sinon le progrès de l'Allemagne, du moins le progrès de l'Europe.

Qui profita de la révolution de 1525 ? Les princes. Qui profita de la révolution de 1848 ? Les grands souverains : l'Autriche et la Prusse. Derrière les petits princes de 1525 il y avait, liés à eux par le paiement des impôts, les petits bourgeois. Derrière les grands princes de 1848, derrière l'Autriche et la Prusse, il y a les grands bourgeois modernes qui se les soumettent rapidement au moyen de la dette d'État. Et, derrière les grands bourgeois, il y a les prolétaires.

Avec cet ultime paragraphe aux accents hégéliens sur le mouvement de l'histoire :

La révolution de 1525 a été une affaire locale allemande. Les Anglais, les Français, les Tchèques, les Hongrois avaient déjà fait leur guerre des paysans lorsque les Allemands firent la leur. Si l'Allemagne était morcelée, l'Europe l'était encore bien davantage. La révolution de 1848 ne fut pas une affaire locale allemande, elle fut une partie isolée d'un grand événement européen. Ses causes motrices pendant tout son déroulement ne sont pas comprimées dans le cadre étroit de tel ou tel pays, pas même d'un seul continent. On peut même dire que les pays qui furent le véritable théâtre de cette ré-

volution sont ceux qui ont le moins de part à cette révolution. Ils sont des matières premières plus ou moins conscientes et passives, qui sont transformées au cours d'un mouvement qui certes, dans les conditions sociales actuelles, ne peut nous apparaître que comme une force étrangère, quoiqu'il ne soit, en fin de compte, que notre propre mouvement. C'est pourquoi la révolution de 1848-50 ne peut pas se terminer comme celle de 1525. (p. 110)

*

Les introductions de 1870 et 1874 apportent l'éclairage de **l'évolution politique en Allemagne** après les deux événements majeurs que sont la victoire prussienne de Sadowa contre l'Autriche en juillet 1866, puis la réalisation de l'unité nationale après la guerre franco-prussienne de 1870 sous la direction politique de Bismarck.

Engels revient expressément sur le « parallèle entre la révolution allemande de 1525 et celle de 1849 », trop proche à l'époque, écrit-il, pour pouvoir être écarté (p. 16). Mais le rapport à la guerre des paysans semble bien n'être plus ici qu'un prétexte pour l'analyse des rapports de classes en Allemagne en ce début des années 1870.

L'essentiel du propos vise, en effet, cette fois **la permanente lâcheté de la bourgeoisie allemande** incapable d'assumer son rôle historique pour la raison principale qu'elle redoute l'action révolutionnaire du prolétariat qu'elle-même engendre « comme son double » :

Ce qui distingue la bourgeoisie de toutes les classes qui régnèrent jadis, c'est cette particularité que, dans son développement, il y a un tournant à partir duquel tout accroissement de ses moyens de puissance, donc en premier lieu de ses capitaux, ne fait que contribuer à la rendre de plus en plus inapte à la domination politique. « Derrière les grands bourgeois il y a les prolétaires. » Dans la mesure même où elle développe son industrie, son commerce et ses moyens de communication, la bourgeoisie engendre le prolétariat. Et, à un certain moment — qui n'est pas nécessairement le même partout et ne se présente pas forcément au même degré de développement — elle commence à s'apercevoir que son double, le prolétariat, devient plus fort qu'elle. À partir de ce moment elle perd la force d'exercer exclusivement sa domination politique; elle cherche des alliés avec lesquels elle partage son pouvoir ou auxquels elle le cède complètement, selon les circonstances.

En Allemagne, ce tournant a été atteint par la bourgeoisie dès 1848. Et, à ce moment-là, la bourgeoisie allemande prit peur bien plus du prolétariat français que du prolétariat allemand. Les combats de juin 1848 à Paris lui montrèrent ce qui l'attendait. Le prolétariat allemand était juste assez agité pour lui prouver qu'ici aussi la semence était jetée pour la même récolte ; et à partir de ce jour, l'action politique de la bourgeoisie avait perdu son mordant. Elle chercha des alliés, se vendit à eux à n'importe quel prix...et, aujourd'hui encore, elle n'a pas avancé d'un pas.

Ces alliés sont tous de nature réactionnaire : la royauté avec son armée et sa bureaucratie, la grande aristocratie féodale, les petits hobereaux, et même la prêtraille. La bourgeoisie a pactisé et s'est unie avec tout ce monde rien que pour sauver sa précieuse peau, jusqu'à ce qu'il ne lui reste plus rien à vendre. Et plus le prolétariat se développait, plus il commençait à se sentir comme une classe, à agir en tant que classe, et plus les bourgeois devenaient pusillanimes. (pp. 19-20)

La conclusion : « Nos grands bourgeois agissent en 1870 exactement comme les bourgeois moyens en 1525. » ne ponctue pas vraiment une comparaison qui semble n'être fournie qu'au titre de rappel.

De même, le rapprochement entre les situations du prolétariat moderne et de l'opposition plébéienne de 1525 offre surtout à Engels l'occasion de mettre en perspective la difficile, la très délicate question des alliances, et tout particulièrement avec la paysannerie et le prolétariat agricole.

Mais le prolétariat n'échappe pas encore, lui non plus, au parallèle avec l'année 1525. La classe réduite exclusivement et pour toute sa vie au salaire est encore bien loin de constituer la majorité du peuple allemand. Elle est donc également réduite à chercher des alliés. Et ceux-ci ne peuvent être cherchés que parmi les petits bourgeois, parmi le lumpenproletariat des villes, parmi les petits paysans et les journaliers agricoles. (p. 20)

Passons sur le jugement toujours aussi sévère d'Engels sur le lumpenprolétariat¹.

La force du raisonnement d'Engels porte surtout sur les contradictions qui empêchent la petite paysannerie et la classe des journaliers agricoles de choisir clairement le camp du prolétariat.

Qu'il s'agisse, en effet, des petits paysans qui cultivent « leur propre lopin de terre » :

Ceux-ci sont, le plus souvent, tellement grevés d'hypothèques qu'ils dépendent de l'usurier tout autant que le métayer du propriétaire foncier. À eux aussi il ne reste qu'un misérable salaire, et de plus tout à fait incertain, car il dépend de la bonne ou de la mauvaise récolte. Ce sont eux qui peuvent encore le moins attendre de la bourgeoisie, car ils sont précisément pressurés par les bourgeois, les capitalistes usuriers. Cependant ils sont le plus souvent très attachés à leur propriété, quoique en réalité elle ne leur appartienne pas à eux, mais à l'usurier. On peut néanmoins les persuader qu'ils ne seront délivrés de l'usurier que lorsqu'un gouvernement dépendant du peuple transformera toutes les dettes hypothécaires en une dette unique due à l'État, et abaissera ainsi le taux de l'intérêt. Et cela, seule la classe ouvrière peut le réaliser. (p. 21)

ou qu'il s'agisse de la grande majorité des journaliers agricoles :

Partout où dominant la grande et la moyenne propriété, les journaliers agricoles constituent la classe la plus nombreuse dans les campagnes. C'est le cas dans toute l'Allemagne du Nord et de l'Est et c'est là que les ouvriers industriels de la ville trouvent leurs alliés naturels les plus nombreux. Tout comme le capitaliste s'oppose à l'ouvrier d'industrie, le propriétaire foncier ou le gros fermier s'oppose au journalier agricole. Les mêmes mesures qui aident l'un doivent aider l'autre aussi. Les ouvriers industriels ne peuvent s'affranchir qu'en transformant le capital des bourgeois, c'est-à-dire les matières premières, les machines et les outils, les vivres nécessaires à la production, en propriété de la société, c'est-à-dire en leur propriété utilisée par eux en commun. De même les ouvriers agricoles ne peuvent être délivrés de leur terrible misère que si, avant tout, le principal objet de leur travail, la terre, est arrachée à la propriété privée des gros paysans et des seigneurs féodaux plus gros encore, transformée en propriété sociale et cultivée pour leur compte collectif par des coopératives d'ouvriers agricoles. (p. 21).

la question principale dans l'Allemagne de 1870 réside dans la constitution d'une alliance de classe avec le prolétariat.

Le prolétariat des champs, les salariés agricoles constituent la classe où se recrutent, dans leur grande masse, les armées des souverains. C'est la classe qui, en vertu du suffrage universel, envoie maintenant au Parlement toute cette foule de féodaux et de hobereaux ; mais c'est aussi la classe qui est la plus proche des ouvriers industriels des villes, qui partage avec eux les mêmes conditions d'existence, qui est dans une misère plus profonde même que la leur. Cette classe est impuissante parce qu'elle est émietlée et dispersée ; mais le gouvernement et l'aristocratie en connaissent si bien la force cachée, qu'ils laissent à dessein dépérir les écoles afin qu'elle reste ignorante. La tâche la plus urgente et la première du mouvement ouvrier allemand est de rendre cette classe vivante et de l'entraîner dans le mouvement. Le jour où la masse des ouvriers agricoles aura compris ses propres intérêts, un gouvernement réactionnaire, féodal, bureaucratique ou bourgeois sera impossible en Allemagne. (p. 22)

Et sur ce point, la pertinence du raisonnement d'Engels ne doit rien aux comparaisons avec les structures et les antagonismes de classes de 1525.

¹ « Le lumpenproletariat, cette lie d'individus dévoyés de toutes les classes, qui établit son quartier général dans les grandes villes est, de tous les alliés possibles, le pire. Cette racaille est absolument vénale et importune. » (p. 20). Dans son évocation des forces en présence dans le conflit, Ernst Bloch manifeste la même sévérité : « Toute une populace de vagabonds et de pilleurs s'est insinuée dans la troupe : surgis des chemins de campagne et des louches tavernes, voici que trottinent vers l'armée paysanne, innombrables, Jean le Long et Pierre le Tordu, Jeannot le Joueur, Taille le Blé, les Frères du Plateau. Au lieu d'accueillir ce ramassis, l'occasion serait belle de s'assurer les services d'une autre classe de déracinés, celle des lansquenets. Mais, enhardis par leurs premiers succès locaux, les paysans supportent ce « lumpenproletariat » dont le sort est proche du leur et laissent les mercenaires étrangers courir se mettre à la disposition des princes. » (op.cit., p. 101).

* *
*

L'interprétation de la guerre des paysans de 1525 dans ses rapports avec le mouvement de la Réforme constitue l'un des thèmes centraux et l'un des plus disputés de **l'historiographie allemande**, avec pour singularité un intense débat entre les historiens « idéalistes¹ », disons, et ceux qui se réclament du matérialisme historique, ceux, en particulier, qui s'en sont réclamés parmi les chercheurs de l'ancienne RDA.

Tout indique qu'il s'agit d'une controverse *germano-allemande* si l'on compare l'abondance des travaux sur le sujet en langue allemande avec le peu de traductions et, semble-t-il, le peu d'intérêt qu'ils ont suscité en français.

On ne peut manquer de signaler le caractère central dans ces discussions du concept de **frühbürgerliche revolution** que l'on peut traduire en français par « première révolution bourgeoise » ou plus techniquement par « révolution proto-bourgeoise ». La notion a été principalement développée par les historiens de la RDA sous la conduite de Marx Steinmetz qui a joué un rôle de premier plan dans l'historiographie marxiste². La thèse consiste non seulement dans l'analyse de la Réforme religieuse et de la guerre des paysans en rapport avec les facteurs économiques et en termes de luttes des classes, mais surtout dans leur intégration au centre du processus d'émergence du capitalisme naissant et même d'un sentiment national unitaire contre l'émiettement des structures féodales.

Nous n'entrerons pas dans le détail des débats³.

La principale interrogation que réclame l'objet de la présente note ne concerne, en effet, que les éventuels éléments d'analyse d'Engels susceptibles d'avoir légitimé les études est-allemandes en ce sens.

Si l'on se reporte à la synthèse accomplie par **Günter Vogler** (« La genèse du concept, *écrit-il*, conduit en fin de compte vers Engels »⁴), **les points de questionnement sont au nombre de six**, ainsi classés par dates.

1. **1850**, soit le chapitre de conclusion de « La guerre des paysans, intitulé « Les conséquences de la Guerre des paysans ». G. Vogler choisit d'en extraire trois formulations : la Réforme comme « bürgerliche Bewegung » (« comme mouvement bourgeois ») et la guerre des paysans comme « Revolutionsversuch » (« tentative révolutionnaire ») ou comme « Revolution von 1525 » (« Révolution de 1525 »).

Voyons.

Dans ce chapitre Engels expose le bilan des événements et souligne la victoire unilatérale de la grande noblesse (les princes) confortée dans son pouvoir territorial (par l'annexion des propriétés de l'Eglise) et dans sa légitimité (par la théorie luthérienne de soumission à l'autorité civile⁵). La guerre des paysans est-elle associée à une révolution (« la plus grandiose *tentative révolutionnaire* du peuple allemand ») ? Oui. La Réforme est-elle associée à un « mouvement bourgeois ». C'est moins clair si l'on relit le seul passage où se trouve le syntagme allemand : « bürgerliche Bewegung ». Notant la triple défaite de la petite noblesse guerrière, des paysans et plébéiens et de la bourgeoise, Engels écrit, en effet, c'est nous qui soulignons :

¹ Associés pour nombre d'entre eux, s'agissant de la Réforme, à des institutions universitaires religieuses.

² L'historien soviétique M.M. Smirin ayant joué un rôle d'initiateur dans ce domaine après la traduction allemande, en 1956, de son ouvrage sur la « Réforme populaire (*Die Volksreformation*) de Thomas Müntzer et de la Grande Guerre des paysans ».

³ Cette interrogation sur la naissance du capitalisme et sur rôle de la religion dans ce processus a suscité d'intenses discussions, entre les historiens marxistes eux-mêmes, mais surtout entre les chercheurs des deux côtés, de la RDA et de la RFA, dans le contexte de la guerre froide. Une certaine insistance sur les traditions révolutionnaires allemandes (en écho avec la première phrase de l'ouvrage d'Engels : « *Le peuple allemand a lui aussi ses traditions révolutionnaires* ») n'est pas sans rapport avec la volonté d'affirmation nationale du jeune Etat de la RDA.

⁴ Günter Vogler, « Das Konzept *deutsche frühbürgerliche Revolution*. Genese-Aspekte-Kritische Bilanz », in *Signaturen einer Epoche*. Beiträge zur Geschichte der frühen Neuzeit, Weidler Buchverlag Berlin 2012, (en ligne sur Leibnizsozietat.de Band 49, Jahrgang 2001). Du même auteur, voir : « Marx, Engels und die Konzeption einer frühbürgerlichen Revolution in Deutschland » dans le recueil de Rainer Wohlfeil (op.cit., pp. 187-201).

⁵ Selon le principe luthérien qu'exprime la maxime latine « cuius regio, eius religio », autrement dit « tel prince, telle religion » ou si l'on préfère « que chacun ait la religion de son pays ». La règle sera établie par la paix Augsburg de 1555 qui met un terme aux conflits entre les Etats catholiques et protestants d'Allemagne. La pleine soumission à l'autorité civile (« donner à l'empereur ce qui est à l'empereur ») est l'un des arguments constamment évoqués par Luther dans son libelle assassin contre les paysans insurgés (« Contre les hordes criminelles et pillardes des paysans », op.cit., notamment pp. 176-177).

Ce fut le cas de la noblesse dans la révolte de Sickingen, de la paysannerie dans la Guerre des paysans, et de *la bourgeoisie dans tout le mouvement timide de la Réforme*. C'est ainsi que, dans la plupart des régions de l'Allemagne, les paysans et les plébéiens eux-mêmes ne purent arriver à une action commune et se firent obstacle réciproquement. Nous avons vu également quelles furent les causes qui déterminèrent cet émiettement de la lutte des classes, l'échec complet du mouvement révolutionnaire qu'il entraînait et le demi-échec *du mouvement bourgeois*.

L'association bourgeoise/Réforme survient, on le voit, au fil de la plume mais sans avoir la consistance d'une thèse fortement argumentée.

Le principal du raisonnement d'Engels réside, à cette date de 1850, dans la comparaison avec l'échec de la révolution de 1848 en raison des mêmes divisions, avec une bourgeoisie « trop développée pour pouvoir supporter plus longtemps le joug de l'absolutisme féodal et bureaucratique » mais qui « n'était cependant pas suffisamment forte pour subordonner immédiatement à ses exigences propres celles des autres classes de la société » et avec un prolétariat « beaucoup trop faible pour pouvoir espérer sauter rapidement par-dessus la période bourgeoise. ». Ainsi, ajoute-t-il : « La masse de la nation, petits bourgeois, artisans et paysans, fut abandonnée par son allié naturel le plus proche, la bourgeoisie, comme déjà trop révolutionnaire, et aussi en partie par le prolétariat, comme pas encore suffisamment avancé. ». (p. 109)

Par ailleurs, le véritable rapport constamment établi par Engels oppose, d'une part, la réforme luthérienne bourgeoise modérée et, d'autre part, le mouvement paysan et plébéien, autrement dit, si l'on compare au strict plan de la réforme religieuse, les personnalités, les doctrines et les politiques de Martin Luther d'un côté et de Thomas Münzer de l'autre.

Cette confrontation Luther/Münzer¹ marque à l'évidence la frontière entre les deux camps, de la Réforme bourgeoise et de la Réforme révolutionnaire. Le personnage de Münzer deviendra un acteur central de l'historiographie marxiste est-allemande sur cette période. Notons toutefois qu'Engels souligne sans ambiguïté la dimension proprement religieuse de l'engagement révolutionnaire de Münzer.

2. **1873/1874**, soit deux manuscrits restés inédits dont G. Vogler extrait plusieurs expressions par lesquelles Engels met l'accent sur « le caractère théologique/théorique de la révolution allemande du 16^e siècle » et parle de « la révolution religieuse bourgeoise ». Ce sont de brèves notes de travail, longues de 5 et 3 pages à peine dans l'édition des *Marx Engels Werke* qui les a reproduites sous le titre de « *Varia über Deutschland*² ».

La bourgeoisie allemande, note Engels, a fait une révolution qui, dans l'esprit de l'époque, n'a pu que prendre une forme religieuse, et de manière si nulle (« *Aber so lausig* » !) que cette « révolution religieuse bourgeoise » (*die bürgerlich-religiöse Revolution*) n'a pu que donner le pouvoir aux princes. Le « caractère théologico-théorique » si spécifique de la révolution allemande du 16^e siècle et cette forme de détachement des misérables réalités du monde vont en fin de compte, ajoute-t-il, constituer la base de l'hégémonie philosophique allemande de Leibnitz à Hegel³.

3. **1884**, soit encore une très brève note manuscrite (à peine rédigée) que notre édition de référence reproduit en annexe sous le titre « Notes pour la guerre des paysans⁴ ». G. Vogler cite le document parce qu'il débute par l'expression qui sera l'une des sources de la notion de « *frühbürgerliche Revolution* », Engels écrivant, en effet : « La Réforme – luthérienne et calviniste – N° 1 de la bourgeoisie, dans laquelle la Guerre des paysans constitue l'épisode critique ». Rien cependant dans ce bref écrit qui argumente davantage sur la question⁵.

¹ La bibliographie sur le conflit entre Luther et Münzer est foisonnante. On distinguera l'étude de Richard Stauffer « Luther, critique de Münzer » qui offre une vue claire et documentée sur l'évolution de leurs rapports, de la complicité à une franche hostilité (Ecole pratique des hautes études, section des sciences religieuses, Annuaire tome 91, 1982-1983, pp. 39-68, en ligne sur le site de Persée, www.persee.fr)

² *Marx Engels Werke*, volume 18, pp. 589-596.

³ Autrement dit de l'hégémonie de l'idéalisme en philosophie.

⁴ Op.cit., annexe 2, pp. 171-172

⁵ Le document est daté de la fin de 1884 si l'on se rapporte à sa lettre du 31 décembre 1884 à Adolph Sorge (MECW, vol. 47, pp. 224-245). Notons que G. Vogler ne répertorie pas dans sa liste un note d'Engels de cette même année 1884. Le document se trouve reproduit en annexe (annexe 3) de notre édition de référence sous le titre « La décadence de la féodalité et l'essor de la bourgeoisie », mais sans indication de date. Il faut se reporter au volume de l'*Anti-Dühring* dans lequel l'écrit se trouve reproduit pour apprendre sous la plume d'E. Bottigelli que sa rédaction date de 1884. (Engels, *Anti-Dühring*, Editions sociales, Paris 1977, pp. 435-442)

4. **1889**, soit un passage de la lettre du 15 septembre 1889 d'Engels à Kautsky. G. Vogler épingle la phrase où Engels, félicitant Kautsky pour son étude sur les mineurs de Thuringe en rapport avec la Guerre des Paysans, mentionne, pour la période 1470-1530 de l'histoire allemande, « la première révolution bourgeoise sous l'apparence¹ religieuse de la soi-disant Réforme² ».

5. **1892**, soit la préface du 20 avril 1892 à la première édition anglaise de *Socialisme utopique et socialisme scientifique*. G. Vogler y relève l'observation selon laquelle :

« La longue lutte de la bourgeoisie contre le féodalisme atteignit son point culminant dans trois grandes batailles décisives. La première fut ce qu'on appelle la Réforme protestante en Allemagne. (...) Le deuxième grand soulèvement de la bourgeoisie trouva dans le calvinisme une doctrine toute prête. Ce soulèvement eut lieu en Angleterre³. (...) La Révolution française fut le troisième soulèvement de la bourgeoisie; mais elle fut le premier qui rejeta totalement l'accoutrement religieux et livra toutes ses batailles sur le terrain ouvertement politique; elle fut aussi le premier qui poussa la lutte jusqu'à l'anéantissement de l'un des combattants, l'aristocratie, et jusqu'au complet triomphe de l'autre, la bourgeoisie⁴. »

6. **1893**, enfin, soit un passage de la lettre d'Engels du 14 juillet 1893 à Franz Mehring. G. Vogler y prélève une très brève évocation de « l'échec de la révolution bourgeoise allemande du 16^e siècle⁵. ».

*

Il convient, pensons-nous, d'ajouter un document important que Günter Vogler ne mentionne pas : il s'agit de la lettre d'Engels à Karl Kautsky du 21 mai 1895.

Commentant les pages de l'ouvrage que ce dernier venait de publier (*Les précurseurs du socialisme*)⁶, Engels pointe les lacunes dans l'analyse du « rôle des éléments déclassés, presque analogues à des parias, se situant tout à fait en dehors de la classification féodale, qui devaient nécessairement apparaître à chaque fondation de ville et constituaient la couche la plus basse, la plus privée de droits de toute la population urbaine au moyen âge, sans lien avec la communauté agraire, ni avec la hiérarchie féodale ou les corporations⁷. ».

Puis il poursuit :

« C'est difficile à étudier, mais c'est la *base principale*, car peu à peu, avec le relâchement des liens féodaux, ces groupes constituent le *préprolétariat*, celui qui a fait en 1789 la révolution dans les faubourgs de Paris, qui absorbe tous les individus rejetés par la société féodale et corporatiste. Tu parles de prolétaires, l'expression est boiteuse, et tu y inclus les tisserands, dont tu dépeins très justement l'importance, - mais c'est seulement à *partir du moment* où il existe des tisserands déclassés, en marge des corporations et seulement *pour autant* qu'il en existe, que tu peux les intégrer à ton « prolétariat⁸. ».

Sur ce point, il y a encore beaucoup à reprendre. »

¹ Ou le déguisement (die Verkleidung, écrit Engels).

² MEW, vol. 37, p. 274.

³ « En 1648 et les années suivantes » précise la note, p. 28, de notre édition de référence aux Editions sociales, Paris 1960, en ligne sur le site de Jean-Marie Tremblay dans la collection des « Classiques de sciences sociales ».

⁴ Op.cit., pp. 27-31.

⁵ MEW, vol. 39, p. 99.

⁶ Pour l'anecdote, mais elle est significative, la lettre commence par d'amers reproches exprimés par Engels d'avoir été écarté de l'élaboration de cette étude : « De toutes les personnes plus ou moins désignées pour ce travail, ce fut précisément moi la seule que vous n'avez pas invitée à collaborer. C'est dire que vous deviez avoir des raisons de poids pour m'exclure. Je ne m'en plains pas, mais pas du tout. C'était votre droit d'agir ainsi. Je constate seulement le fait. ». (Marx Engels, *Correspondance*, Editions du Progrès, Moscou, 1971, p. 529)

⁷ On observera la manière de réserve dans cet énoncé à l'égard de couches sociales par ailleurs stigmatisées souvent par Engels sous la catégorie péjorative de *lumpenproletariat*.

⁸ Dans le corps du texte de 1850, Engels recourt rarement et avec précaution au vocable « prolétariat » pour désigner les éléments plébéiens du 16^e siècle. On en rencontre à peine trois occurrences, pp. 36, 52, et 89 de notre édition de référence, associées à l'idée d'une forme embryonnaire (ainsi p. 36 : « On voit que l'opposition plébéienne des villes, à cette époque, se composait d'éléments très mélangés. Elle groupait les éléments déclassés de la vieille société féodale et corporative et les éléments prolétariens non développés encore, à peine embryonnaires, de la société bourgeoise moderne en train de naître »), sauf peut-être dans cette observation, p. 89, où il se risque à écrire, c'est nous qui soulignons : « De

avant de conclure :

Tu n'as pas complètement saisi la situation du marché mondial – pour autant qu'on puisse parler de marché mondial, la situation économique internationale de l'Allemagne à la fin du XVe siècle. C'est elle *seule* qui explique pourquoi le mouvement bourgeois-plébéien sous sa forme religieuse, qui a échoué en Angleterre, aux Pays-Bas, en Bohême, a pu avoir, en Allemagne, au XVIe siècle, un *certain* succès : il a triomphé sous son *déguisement religieux*, tandis que la victoire du contenu bourgeois était réservée (au siècle suivant) et aux pays se situant dans la nouvelle orientation du marché mondial qui avait entre-temps vu le jour : donc à la Hollande et à l'Angleterre. C'est une longue histoire que j'espère exposer *in extenso* dans ma *Guerre des paysans* – si seulement je pouvais m'y mettre tout de suite !... »¹

*

On le constate : à l'exception de l'introduction très circonstanciée de 1892², ces compléments n'apportent guère d'éléments, sinon pour témoigner de nuances, qui ne soient déjà contenus dans l'analyse de 1850.

La mise en place, d'abord sous la plume d'Alfred Meusel³ en 1952, puis de Max Steinmetz en 1960⁴, de la théorie de la *frühbürgerliche Revolution* et les débats qu'elle a suscités appartiennent à une tout autre période, dans le contexte du développement du marxisme-léninisme en République Démocratique Allemande.

même que Münzer, représentant la classe placée complètement en dehors de la société officielle antérieure, les premiers éléments du prolétariat, fut amené à pressentir le communisme, de même Wendel Hipler, représentant pour ainsi dire la moyenne de tous les éléments progressifs de la nation, en arriva à pressentir la société bourgeoise moderne ».

¹ Marx Engels, *Correspondance*, op.cit., p. 531. A cette date, il se trouve à quelque deux mois de sa mort, survenue le 5 août 1895.

² A laquelle il convient d'ajouter, parmi les œuvres tardives d'Engels, son *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande* de 1888, en particulier le dernier chapitre (« le matérialisme dialectique ») aux pages 78-84 de l'édition de 1966 des « Classiques du marxisme » aux Editions sociales.

³ Lequel publie en 1952 son ouvrage *Thomas Müntzer und seine Zeit* (Aufbau-Verlag, Berlin, 1952). C'est en 1952 que paraît aussi la traduction allemande de l'ouvrage de M.M. Smirin (*Die Volksreformation Thomas Müntzers und der grosse Bauernkrieg*)

⁴ Lequel publie à cette date ses 34 thèses en vue de la conférence du 20 au 24 janvier 1960 à Wernigerode (Cf. le recueil de Rainer Wohlfeil, op.cit., pp. 42-54).

3.1. Fr. Engels, Contribution à l'histoire de la Ligue des communistes (3)

Pour rappel, ces pages d'Engels ont paru comme préface à la réimpression, en **1885**, du livre de Karl Marx, *Enthüllungen über den Kommunisten-Prozess zu Köln* (Révélation sur le procès des communistes de Cologne¹) puis dans le journal « Der Sozialdemokrat », n° 46-48, des 12 et 26 novembre 1885.

La première partie du texte a fait l'objet d'une lecture commentée dans notre fascicule 14 consacré au *Manifeste*. Elle couvrait la période de constitution de la *Ligue de décembre 1847 jusqu'en février 1848*.

La deuxième partie a fait l'objet d'une lecture commentée dans notre fascicule 17 consacré aux événements révolutionnaires de 1848-1849 en Allemagne et en Autriche-Hongrie. Elle couvrait la période de **mars 1848 à juin 1849**.

La présente séquence correspond à la dernière partie du texte d'Engels. Elle couvre l'ultime période de **l'automne 1849 à octobre 1852** lorsque commencent les débats publics du procès de Cologne².

*

A l'automne 1849, la plupart des membres des anciens comités centraux et des congrès se retrouvèrent à Londres. Il ne manquait plus que Schapper qui était détenu à Wiesbaden³, mais qui nous rejoignit également au printemps 1850 après son acquittement, et Moll qui, après avoir, dans une série de voyages des plus dangereux, rempli des missions et fait de l'agitation, - dans les derniers temps il avait recruté, dans les rangs de l'armée prussienne, des canonniers montés pour l'artillerie du Palatinat, - entra, à Besançon, dans la compagnie ouvrière du corps de Willich et fut tué d'une balle dans la tête au combat de la Murg⁴, devant le pont de Rotenfels.

Par contre, Willich entra en action. Willich était un de ces communistes sentimentaux, si nombreux, depuis 1845, dans l'Allemagne occidentale, et pour cela même en opposition instinctive et secrète avec notre tendance critique. Mais il était davantage encore : c'était un prophète dans toute la force du terme, convaincu qu'il avait la mission personnelle d'être le libérateur prédestiné du prolétariat allemand, et à ce titre il aspirait à la dictature politique non moins qu'à la dictature militaire. A

¹ Ecrit par Marx de la fin octobre au début décembre 1852, l'ouvrage avait paru sans nom d'auteur en 1853 à Basel et à Boston.

² Nous citons dans la traduction de *Karl Marx et Friedrich Engels, Œuvres choisies* en trois volumes, Les Éditions du Progrès, Moscou, 1976, vol. 3, pp. 179-197. Cette version est disponible sur www.marxists.org, section française (où elle prend le titre de « Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes »).

³ **Karl Schapper** avait quitté Cologne le 25 mai 49, ayant perdu son emploi par la disparition même de la *Nouvelle Gazette Rhénane*. Il s'était installé dans le Nassau, à Wiesbaden, pour y poursuivre son activité militante, prenant part notamment le 10 juin 49, à Idstein, à un vaste rassemblement du mouvement ouvrier et démocratique du duché de Hesse. Il ne tardera pas à être arrêté le 13 juin 49 et condamné à huit mois d'emprisonnement, une peine d'autant plus éprouvante que son épouse Susanne sera bientôt victime du choléra qui sévissait à Cologne, laissant seuls leurs trois enfants, dont un nourrisson qui mourra bientôt à son tour. K. Schapper trouvera un soutien auprès de ses camarades et notamment de Ferdinand Freiligrath qui accueillera sa petite fille de huit ans. Il ne sera acquitté par le jury d'assises et libéré que le 15 février 1850. En avril 1850, il reçoit la visite de Heinrich Bauer qui est en mission en Allemagne après le vote de la circulaire du 20 mars 50 par l'Autorité centrale londonienne de la Ligue. Il prendra alors la décision de rejoindre Londres où il arrive avec sa famille au début de juillet 1850. (Source : la notice de Sofia Lewiowa, pp. 76-119 du volume collectif *Marx und Engels und die ersten proletarischen Revolutionäre*, Dietz Verlag Berlin, 1965)

⁴ Pour la précision du détail, signalons que le texte de *La Campagne pour la Constitution du Reich* paru aux éditions Sociales dans l'ouvrage intitulé *La Révolution démocratique bourgeoise en Allemagne*, Paris 1951, fait écrire à Engels, p. 190 : « Moll reçut une balle dans le ventre (...) et mourut ensuite de sa blessure ».

côté du communisme de l'Eglise primitive prêché par Weitling s'instituait de la sorte une espèce d'Islam communiste. La propagande en faveur de cette religion nouvelle resta cependant, dans les débuts, limitée à la caserne de réfugiés commandée par Willich.

Le portrait d'**August Willich** que l'on vient de lire évoque une personnalité d'un caractère très marqué comme en témoignent bon nombre d'anecdotes le concernant.

Ainsi ce que Jenny Marx relate dans sa courte biographie de 1865 sur les matinales irruptions du personnage au sein du cercle familial : « Avant (Engels), écrit-elle, évoquant leur installation à Londres, était arrivé Willich, qui s'était aussitôt installé chez nous comme frère et compagnon communiste. Il faisait irruption de grand matin dans notre chambre à coucher, véritable Don Quichotte avec son tricot de laine gris et son foulard rouge autour de la taille en guise de ceinture, s'esclaffant comme un vrai Prussien, pour entamer de longs débats théoriques sur le communisme « naturel ». Très vite Karl coupa court à ces tentatives¹. ».

Ainsi, sur un registre plus grave, **sa provocation en duel de Marx lui-même**, un défi que ce dernier aura l'intelligence d'écarter mais que Konrad Schramm, par contre, n'hésitera pas à relever, la querelle conduisant les deux hommes à se mesurer par les armes à Anvers un beau matin de septembre 1850². L'affaire est racontée par Wilhelm Liebknecht dans ses « Souvenirs sur Karl Marx » où l'on peut lire : « Le conflit avec la secte Willich s'envenima, et un beau soir Willich provoqua Marx en duel. Marx répondit comme il convenait à cette sortie d'officier prussien ; mais le jeune Konrad Schramm, qui était une tête chaude, insulta Willich et celui-ci exigea réparation. Le duel devait avoir lieu au pistolet en Belgique, au bord de la mer. Schramm n'avait jusque-là jamais tenu en main un pistolet, alors que Willich logeait une balle dans l'as de cœur à vingt pas³. ».

La Ligue fut donc réorganisée.

Un propos pour le moins elliptique.

Mais à vrai dire, on dispose de très peu de détails sur les négociations qui ont abouti à la réorganisation de la *Ligue* en cette période. Le fait principal réside dans la constitution d'une nouvelle direction centrale composée de 10 membres⁴. Ce petit nombre de dirigeants, bien compréhensible dans le cadre d'une organisation clandestine, n'en est pas moins une cause de fragilité en raison de l'importance qu'est susceptible de prendre la complexion psychologique personnelle des membres, compte tenu tout particulièrement de l'intensité de leur vécu et des drames ressentis, comme dans le cas de Karl Schapper.

Nous publiâmes l'Adresse de mars 1850, et Heinrich Bauer fut envoyé en Allemagne en qualité d'émissaire. Cette adresse, rédigée par Marx et par moi, présente encore aujourd'hui de l'intérêt, parce que la démocratie petite-bourgeoise reste toujours le parti qui, au prochain bouleversement européen dont l'échéance ne saurait tarder à cette heure (les échéances des révolutions européennes s'espacent de 15 à 18 ans; par exemple 1815, 1830, 1848-1852, 1870) occupera tout d'abord, sans réserve aucune, le pouvoir, pour ne pas laisser tomber la société aux mains des ouvriers communistes. Sur plus d'un point, ce que nous disions alors vaut donc encore aujourd'hui. La mission de Heinrich Bauer fut couronnée d'un succès complet. Le joyeux petit cordonnier

¹ Jenny Marx, « Brève esquisse d'une vie mouvementée », *Souvenirs sur Marx et Engels*, Édition du Progrès, Moscou, 1982, p. 240.

² En vérité le duel, prévu pour le 9 septembre 1850 à Ostende (la loi anglaise interdisant cette pratique) aura lieu aux abords d'Anvers le 11 septembre 1850 (à peine quelques jours donc avant la réunion décisive de l'Autorité centrale de la Ligue à Londres le 15 septembre 1850). (Source : BDK2, p. 685)

³ Wilhelm Liebknecht, « Souvenirs sur Karl Marx », in *Souvenirs sur Marx et Engels*, Édition du Progrès, Moscou, 1982, pp. 120-121. Pour l'anecdote, K. Schramm sera un moment donné pour mort, mais en vérité, il n'a été que superficiellement blessé : « il en a été quitte, poursuit Liebknecht, pour une légère contusion qui lui a fait perdre connaissance. Revenu à lui, il s'était trouvé seul au bord de la mer avec son second et un médecin. Willich et Barthélemy avaient quitté Ostende sur un vapeur en partance. Schramm prit le bateau suivant ». Notons que le blanquiste français Emmanuel Barthélemy avait accompagné Willich au titre de témoin.

⁴ C'est en tous cas le nombre des membres qui sont convoqués à la réunion du 15 septembre 1850 (où ils se trouvent 9 en raison de l'absence de Salomon Fränkel). (BDK2, pp. 266-268)

était un diplomate né. Il fit rentrer dans l'organisation active les anciens membres de la Ligue, dont les uns avaient l'air de sommeiller, et dont les autres opéraient à leur propre compte ; et notamment les chefs actuels de l'Association fraternelle des travailleurs. Bien plus qu'avant 1848, la Ligue se mit à jouer le rôle prépondérant dans les groupements ouvriers et paysans et dans les sociétés de gymnastique ; si bien que l'adresse trimestrielle suivante aux communes, en juin 1850, put déjà constater que l'étudiant Schurz, de Bonn (plus tard ex-ministre américain), qui parcourait l'Allemagne au profit de la démocratie petite-bourgeoise, « avait déjà trouvé entre les mains de la Ligue toutes les forces utilisables ». La Ligue était incontestablement la seule organisation révolutionnaire qui eût de l'importance en Allemagne.

Il faut observer qu'Engels ne dit absolument rien de l'épisode, bien sûr éphémère, de la création de la *Société universelle des communistes révolutionnaires*. Entre la mi-avril, quand furent signés les statuts de ladite société et la lettre du 9 octobre 1850 de Marx et Engels à Emmanuel Barthélemy, Adam et Jules Vidil, qui atteste la dissolution de l'association, on ne connaît à vrai dire rien des activités de ce groupe¹. Cet épisode n'en est pas moins révélateur de la brève séquence « gauchiste » de la Ligue au printemps de cette année 1850.

A quoi cette organisation devait-elle servir ? Cela dépendait surtout des chances que présentait un nouvel essor de la révolution. Or, dans le courant de l'année 1850, cela devenait de plus en plus improbable, voire de plus en plus impossible. La crise industrielle de 1847, qui avait préparé la révolution de 1848, était passée; une nouvelle période de prospérité industrielle inouïe s'était ouverte; et quiconque avait des yeux pour voir, et s'en servait, s'apercevait forcément que la bourrasque révolutionnaire de 1848 s'apaisait peu à peu.

« Etant donné cette prospérité générale dans laquelle les forces productives de la société bourgeoise se développent aussi abondamment que le permettent les conditions bourgeoises, on ne saurait parler de véritable révolution. Une telle révolution n'est possible que dans les périodes où ces deux facteurs, les forces productives modernes et les formes de production bourgeoises entrent en conflit les uns avec les autres. Les différentes querelles auxquelles s'adonnent aujourd'hui les représentants des diverses fractions du parti de l'ordre continental et où elles se compromettent réciproquement, bien loin de fournir l'occasion de nouvelles révolutions, ne sont, au contraire, possibles que parce que la base des rapports est momentanément si sûre, et, ce que sa réaction ne sait pas, si bourgeoise. Toutes les tentatives de réaction pour arrêter le développement bourgeois s'y briseront aussi fortement que toute l'indignation morale et toutes les proclamations enthousiastes des démocrates. »

Voilà ce que nous écrivions, Marx et moi, sous la rubrique « Revue de mai à octobre 1850 », dans la *Neue Rheinische Zeitung*, fascicules V et VI, Hambourg, 1850, p. 153².

Engels évoque alors de manière quelque peu abrupte **deux séries d'évènements** : d'une part les **manœuvres des milieux de l'immigration politique** de tous pays à Londres et en particulier l'affaire de l'emprunt révolutionnaire et d'autre part, s'agissant précisément de la Ligue, l'épisode de **la rupture au sein de la direction centrale** avec toutes ses conséquences politiques et relationnelles.

Mais cette froide appréciation de la situation était considérée par beaucoup de gens comme une hérésie à une époque où Ledru-Rollin, Louis

¹ Pour le détail, nous renvoyons à la note que nous consacrons dans le présent fascicule à la circulaire de mars 1850 et à la création quasi contemporaine de cette société universelle.

² Le passage se trouve à la page 510 du dixième volume des MECW. Engels ne cite pas la dernière phrase (soulignée par l'italique) du paragraphe concerné : « *Une nouvelle révolution n'est possible qu'en conséquence d'une nouvelle crise. Mais l'une est aussi certaine que l'autre* ». Le développement a été repris par Engels pour composer le chapitre intitulé « L'abolition du suffrage universel en 1850 » de l'ouvrage de Marx « Les Luttes de classes en France ».

Blanc, Mazzini, Kossuth, et, parmi les lumières allemandes de second ordre, Ruge, Kinkel, Goegg et tutti quanti, constituaient en masses à Londres de futurs gouvernements provisoires, non seulement pour leurs patries respectives, mais encore pour toute l'Europe, et où il ne restait plus qu'à réunir, au moyen d'un emprunt révolutionnaire émis en Amérique, l'argent nécessaire pour réaliser en un clin d'œil la révolution européenne, ainsi que les différentes républiques qui devaient en être la conséquence naturelle. Qu'un homme tel que Willich se soit laissé duper; que Schapper lui-même, en raison de ses vieilles aspirations révolutionnaires, ait donné dans le panneau; que la plupart des ouvriers de Londres, en majorité des réfugiés, les ait suivis dans le camp des démocrates bourgeois, faiseurs de révolution, qui pourrait s'en étonner ? Bref, la réserve que nous préconisions n'était pas du goût de ces gens; il fallait essayer de déclencher des révolutions; nous nous y refusâmes de la façon la plus absolue. La scission se produisit comme on le verra dans les *Révélations*.

Le texte d'Engels est écrit, rappelons-le, en introduction à une réédition d'une introduction au texte des *Révélations sur le procès des communistes à Cologne*, ce qui explique qu'il fait l'économie de bien des développements¹.

Puis il y eut l'arrestation d'abord de Nothjung, puis de Haupt, à Hambourg. Ce dernier trahit, révéla les noms des membres du Comité central de Cologne et devait servir de témoin principal dans le procès. Mais les membres de sa famille ne voulurent pas subir pareille honte; ils l'expédièrent à Rio de Janeiro où il s'établit plus tard comme commerçant et fut, en reconnaissance de ses services, nommé consul général, de Prusse d'abord, d'Allemagne ensuite. En ce moment il est de retour en Europe.

Pour faciliter l'intelligence de ce qui va suivre, je donne ci-après la liste des accusés de Cologne :

1. P. G. Roeser, ouvrier cigarier ;
2. Heinrich Bürgers, mort comme député progressiste au Landtag ;
3. Peter Nothjung, tailleur, mort il y a quelques années comme photographe à Breslau ;
4. W. J. Reiff ;
5. Dr Hermann Becker, aujourd'hui premier bourgmestre à Cologne et membre de la Chambre des seigneurs ;
6. Dr Roland Daniels, médecin, mort quelques années après le procès, de phtisie contractée en prison ;
7. Karl Otto, chimiste ;
8. Dr Abraham Jacoby, actuellement médecin à New York ;
9. Dr J.-J. Klein, pour le moment médecin et conseiller municipal à Cologne ;
10. Ferdinand Freiligrath, mais qui déjà résidait à Londres ;
11. J.-L. Ehrhard, commis ;
12. Friedrich Lessner, tailleur, actuellement à Londres.

Après que les débats publics eurent duré du 4 octobre au 12 novembre 1852, furent condamnés pour tentative de haute trahison: Roeser, Bürgers et Nothjung à 6 ans, Reiff, Otto, Becker à 5, Lessner à 3 ans de forteresse. Daniels, Klein, Jacoby et Ehrhard furent acquittés.

Avec le procès de Cologne se termine cette première période du mouvement ouvrier communiste allemand. Immédiatement après la condamnation, nous procédâmes à la dissolution de notre Ligue, et quelques mois plus tard la fédération séparatiste Willich-Schapper mourait de sa belle mort.

¹ Nous-mêmes reviendrons sur ce procès dans un prochain fascicule.

*
* *

Entre l'époque d'alors et celle d'aujourd'hui, une génération a passé. En ce temps-là, l'Allemagne était un pays d'artisanat et d'industrie à domicile fondée sur le travail manuel ; aujourd'hui, c'est un grand pays industriel encore en état de continuelle transformation. En ce temps-là, il fallait réunir un par un les ouvriers capables de comprendre leur situation d'ouvriers et l'antagonisme historique et économique qui les oppose au capital, parce que cet antagonisme lui-même était encore en voie de formation. Aujourd'hui, il faut placer tout le prolétariat allemand sous des lois d'exception¹ pour ralentir, ne fût-ce que légèrement, l'évolution qui lui donnera la pleine conscience de sa situation de classe opprimée. En ce temps-là, les rares personnes, qui avaient, à force de travail, pénétré jusqu'à la compréhension du rôle historique du prolétariat, devaient se grouper en secret et se réunir en cachette dans de petites communes de 3 à 20 hommes; aujourd'hui, le prolétariat allemand n'a plus besoin d'organisation officielle ni publique ni secrète ; la liaison simple et naturelle de compagnons appartenant à la même classe sociale et professant les mêmes idées suffit, sans statuts, ni comités directeurs, ni résolutions ou autres formes tangibles, à ébranler tout l'Empire allemand. Bismarck est l'arbitre en Europe, de l'autre côté de nos frontières ; mais à l'intérieur des frontières grandit, plus menaçante chaque jour, la personnalité athlétique du prolétariat allemand, le géant que Marx prévoyait dès 1844, qui se trouve déjà à l'étroit dans le cadre de l'empire fait à la mesure du philistin bourgeois, et qui, dans un avenir prochain, lorsque sa stature puissante et ses larges épaules se seront encore développées, n'aura qu'à se lever de son siège pour faire sauter tout l'édifice de la constitution impériale. Bien plus. Le mouvement international du prolétariat américain et européen est à cette heure devenu tellement puissant que non seulement sa forme première et étroite - la Ligue secrète, - mais encore sa seconde forme, infiniment plus vaste - l'Association publique internationale des travailleurs - lui est devenue une entrave, et que le simple sentiment de solidarité, fondé sur l'intelligence d'une même situation de classe, suffit à créer et à maintenir, parmi les travailleurs de tout pays et de toute langue, un seul et même grand parti du prolétariat. Les théories que la Ligue a représentées de 1847 à 1852 et que les bourgeois, dans leur haute sagesse, pouvaient, avec des haussements d'épaules, décrier comme des chimères écloses dans la folle cervelle de quelques extrémistes, ou comme la doctrine secrète de quelques sectaires disséminés un peu partout, ces théories ont à l'heure qu'il est d'innombrables adeptes dans tous les pays civilisés du monde, parmi les parias des mines de Sibérie comme chez les chercheurs d'or de Californie. Et le fondateur de cette doctrine, l'homme le plus haï, le plus calomnié de son temps, Karl Marx, était, au moment de sa mort, le conseiller toujours recherché et toujours disponible du prolétariat des deux mondes.

Londres, le 8 octobre 1885

Une dernière observation.

Il semble bien que l'entraîn d'une conclusion centrée sur les perspectives d'avenir ait conduit Engels un peu au-delà de sa pensée. Que le mouvement ouvrier de 1885 n'ait plus besoin d'organisation **secrète**, c'était l'évidence, qu'il n'ait plus besoin d'**organisation** publique, comme si « la conscience de classe » suffisait par elle-même, constitue par contre, comme dissimulée derrière l'image de la « personnalité athlétique du prolétariat allemand », une affirmation très, très problématique.

En l'interdisant par ses lois d'exception, le pouvoir prussien lui-même prenait en effet la mesure exacte du rôle déterminant d'une organisation politique **structurée**. Et l'avenir démontrera que la question théorique et pratique **du parti** demeurera dans le mouvement ouvrier une question tout à fait **centrale**.

¹ En octobre 1878, Bismarck fait voter par le Reichstag une loi d'exception qui prononce l'interdiction pure et simple des activités des organisations sociales-démocrates dans l'Empire. Cette législation sera prolongée à quatre reprises jusqu'en septembre 1890.

3.2. Adresse du Comité central à la Ligue des communistes (mars 1850)

Sources documentaires :

- *Der Bund der Kommunisten, Dokumente und Materialien* Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED/KPdsSU, vol. 1 (1836-1849), vol. 2 (1849-1851), vol. 3 (1851-1852), Dietz Verlag Berlin, 1982. (BDK suivi du numéro de volume dans nos références)
- *Marx, Engels, Correspondance*, Editions sociales, Paris 1971 et 1972, en particulier les volumes 2 (1849-1851) et 3 (janvier 1852-juin 1853. (C suivi du numéro de volume dans nos références)

Pour les données biographiques :

- *Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung, Biographisches Lexikon*, Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED, Dietz Verlag Berlin, 1970
- *Marx und Engels und die ersten proletarischen Revolutionäre*, ouvrage collectif, Dietz Verlag, Berlin 1965
- *Männer der Revolution von 1848*, 2 volumes, Akademie-Verlag Berlin 1988.

*

1. Protagonistes

Cette adresse de **mars 1850**¹ est la première manifestation de l'Autorité centrale de la Ligue, telle que reconstituée à Londres.

Reconstituer la Ligue, c'était pour le moins rassembler des militants de confiance susceptibles de former une direction politique pour l'ensemble de l'organisation. Ainsi **le groupe** qui sera partie prenante de la réunion du 15 septembre 1850² se compose de **10 personnes** si l'on tient compte de l'absence de Salomon Fränkel: il s'agit de Heinrich Bauer, Georg Eccarius, Friedrich Engels, Karl Marx, Karl Pfänder, Karl Schapper, Konrad Schramm, Albert Lehmann et August Willich. Cette liste précise se trouve dressée par Marx dans un document manuscrit daté du début juillet/mi-septembre (BDK2, p. 232). K. Schramm et A. Willich sont les deux « nouveaux » si l'on tient compte de l'ancienneté des autres membres.

Parmi ces militants, il en est quatre qui n'avaient pas quitté Londres en 48-49 : il s'agit de **Georg Eccarius**³, d'**Heinrich Bauer**⁴, d'**Albert Lehmann**⁵ et (peut-être) de **Salomon Fränkel**⁶.

Les autres ont rejoint l'Angleterre à des dates différentes : **K. Marx** le 26 août 49, **Konrad Schramm** et **Karl Pfänder**⁷ en septembre 49, **August Willich** au début d'octobre 49, **F. Engels** vers le 10 novembre 49, **Karl Schapper**, enfin, le dernier¹, en juillet 1850.

¹ Le document lui-même n'est pas daté. Le contexte de sa diffusion en Allemagne laisse penser que le manuscrit original a dû être rédigé vers le 20 mars 1850 (BDK2, p. 617).

² Laquelle, anticipons, aboutira à la rupture de la Ligue en deux groupes hostiles.

³ Émigré à Londres dès 1846 dans le cadre de son apprentissage de compagnon tailleur, Georg **Eccarius** est resté dans la capitale tout au long des événements de 48/49 sur le continent. A l'automne 1848, il fait partie de l'Autorité centrale londonienne qui, sous la direction de Joseph Moll, s'oppose à la stratégie d'ouverture de Marx à la tête de la *Nouvelle Gazette Rhénane* et entreprend de reconstruire la Ligue en Allemagne en tant qu'organisation clandestine.

⁴ Emigré à Paris dès 1836, **Heinrich Bauer** s'installera à Londres en 1842 après avoir été expulsé de France pour activité politique illicite. En 1848, il reviendra à Paris pour y rejoindre Marx qui vient de recevoir les pleins pouvoirs de l'autorité centrale de La Ligue. Mais fin mars, il rejoint la capitale anglaise et milite au sein de l'*Arbeiterbildungsverein* ainsi qu'à la direction de la Ligue avec Eccarius et Moll.

⁵ Tailleur de son métier, **Albert Lehmann** est établi à Londres dès la fin de 1841 venant de Paris où il militait déjà au sein de la *Ligue des Justes*. En 1846, il compte parmi les membres du bureau londonien du *Comité de Correspondance communiste* établi par Marx à Bruxelles et signe en janvier 1847 l'ordre de mission confié à Joseph Moll de négocier avec Marx et Engels à Bruxelles, les invitant à devenir membres de la Ligue des Justes. Il prend place au sein de l'Autorité centrale reconstruite en 1849. Il émigrera en mars 1852 vers les Etats-Unis.

⁶ Les données relatives à **Salomon Fränkel** sont rares. On ne trouve aucune mention le concernant dans les trois ouvrages biographiques cités en référence. S. Fränkel rejoindra la fraction Schapper/Willich (BDK2, p. 722).

⁷ **Karl Pfänder** est installé à Londres depuis le début des années 1840. Il est l'un des protagonistes de la transformation de la *Ligue des Justes* en *Ligue des communistes*. En 1848, il rejoint l'Allemagne,

2. Contexte

Les activités de la Ligue se sont d'abord déployées au sein de la société (publique²) de l'*Arbeiterbildungsverein* dans le cadre d'un comité d'aide aux réfugiés.

A cette date, Marx partage l'espoir de nombreux exilés dans **la reprise prochaine du mouvement révolutionnaire**.

Il appuie sa conviction sur des données **politiques et économiques**.

Des données **politiques** : il s'agit notamment de la victoire électorale à Paris, à l'occasion des élections partielles du 10 mars 1850³, de trois candidats de la gauche républicaine : Paul de Flotte (un condamné de juin 1848 qui venait d'être amnistié), François Vidal (un collaborateur de Louis Blanc à la Commission du Luxembourg) et Hippolyte Carnot. En province, le scrutin avait permis l'élection d'une vingtaine de candidats socialistes-démocrates et cette victoire avait été clairement ressentie par la Montagne comme le signe d'un inéluctable succès électoral à l'horizon de 1852. La droite s'était du reste alarmée et se rapprochant du gouvernement de Bonaparte, elle n'avait pas tardé à s'attaquer au suffrage universel⁴.

Des données **économiques** : Marx s'attend au déclenchement d'une importante crise économique. Le 19 décembre 1849, il annonce à Joseph Weydemeyer l'éclatement prochain d'un « incendie universel » : « un autre événement⁵ qui n'est pas encore visible sur le continent, écrit-il, est l'approche d'une énorme crise industrielle agricole et commerciale. Si le continent reporte sa révolution après le déclenchement de cette crise, l'Angleterre devra peut-être, même si cela ne lui plait pas, être d'emblée l'alliée du continent révolutionnaire. Si la révolution éclatait plus tôt – à moins que ce soit motivé par une intervention russe – ce serait à mon avis, un malheur ; en effet maintenant que le commerce va toujours en *ascendant*, les masses ouvrières et tout le petit commerce etc. en France, Allemagne etc. sont peut-être révolutionnaires en paroles, mais sûrement pas en réalité⁶ ». Le 15 janvier 1850, il écrit à Edouard Müller-Telling : « En France, la danse va recommencer au printemps. » (C2, p.6).

Les **écrits d'Engels** de cette période font apparaître la même analyse. C'est le cas notamment dans les conclusions de l'article important qu'il rédige en février 1850 sur *la loi anglaise des dix heures* et qui paraîtra successivement dans la *Democratic Review* de George Jullian Harney en mars 1850 et dans la quatrième livraison de la *Neue Rheinische Zeitung Politisch-ökonomische Revue* d'avril 1850. C'est encore tout particulièrement le cas pour la série des articles mensuels qu'il fait paraître de janvier au mois d'août 1850 dans la même revue de Harney sous le titre général de « **Lettres de France** ». La seule lecture des titres suffit à illustrer l'optimisme qui s'y exprime. L'article de février 1850 s'intitule « Preuves éclatantes des glorieux progrès du républicanisme rouge ». Celui de mars 1850 : « Signes du temps. La révolution annoncée ». En avril 1850, Engels annonce « Les élections. Glorieuse victoire des rouges. Provocation à la révolution⁷ ».

*

Marx n'abandonnera cette conviction que **plus tard dans l'année**, à l'époque de la rupture de septembre 1850. On dispose sur le sujet de l'analyse parue dans la rubrique « Revue » (de mai/octobre 1850) de la dernière livraison de la *Neue Rheinische Zeitung Politisch-ökonomische Revue*. La mention « de mai à octobre 1850 » est ici trompeuse car le manuscrit n'a pu être achevé que vers le 1^{er} novembre, le numéro (double) paraissant le **29 novembre 1850** à Hambourg⁸. Marx établit dans ce texte le constat suivant qui témoigne de sa lucidité. Une claire leçon de matérialisme historique :

d'abord à Heilbronn, sa ville natale, avant de s'engager dans les combats de Bade où il participe en juin 1849 à la bataille de Waghäusel. Brièvement emprisonné, il rejoint Londres en septembre 1849.

¹ Après un long emprisonnement

² Ce que n'était pas, faut-il le préciser, la Ligue.

³ Contemporaine donc de la rédaction de cette Adresse.

⁴ Pour les commentaires de Marx sur ce scrutin dans *Les luttes de classes en France*, nous renvoyons au chapitre 2 de notre fascicule 15 (1/2), p. 76.

⁵ Juste avant, Marx vient d'évoquer le regain d'activité « avec une énergie redoublée » du mouvement chartiste de sorte écrit-il, que « l'agitation prendra extérieurement de plus en plus un caractère de tempête révolutionnaire ».

⁶ C2, p. 38.

⁷ Pour le détail, nous renvoyons au chapitre 3.8 de notre fascicule 15 où se trouve commenté l'ensemble de ces « Lettres de France ». La série de ces articles s'accompagne sur la même période d'une autre séquence intitulée « **Lettres d'Allemagne** » avec des intitulés tout aussi annonciateurs d'une prochaine révolution. Nous renvoyons au chapitre consacré à ces « Lettres d'Allemagne » dans le présent fascicule.

⁸ Martin Hundt, « Zur Geschichte der *Neuen Rheinischen Zeitung* », Marx-Engels-Jahrbuch 1, Dietz Verlag, Berlin 1978, p. 275.

« Etant donné la prospérité générale qui prévaut maintenant, et qui permet aux forces productives de la société bourgeoise de se développer autant que cela est possible dans le cadre de la société bourgeoise, il ne saurait être question d'une véritable révolution. Une telle révolution n'est possible que dans les périodes où *ces deux facteurs*, les forces productives modernes et *les formes de production bourgeoises* entrent en conflit. Les multiples chamailleries auxquelles se livrent actuellement sur le continent les représentants des diverses fractions du parti de l'ordre ne fournissent nullement l'occasion de nouvelles révolutions, et elles ne sont possibles que parce que la situation est en ce moment fondamentalement très stable, et chose que la réaction ne sait pas, très bourgeoise. Toutes les tentatives de la réaction pour empêcher cette évolution bourgeoise se briseront sur cette réalité, tout comme les manifestations d'indignation morale et les proclamations enflammées des démocrates. *Une nouvelle révolution n'est possible qu'à la suite d'une nouvelle crise. Mais elle est aussi sûre que celle-ci*. »

*

3. Deux thèses

Le texte avance **deux thèses principales**.

1. Le **prolétariat** comme tel doit **s'organiser politiquement** au sein d'un parti qui soit le défenseur de ses intérêts de classe en ce qu'ils sont distincts de ceux de la petite-bourgeoise et qu'ils sont porteurs d'une ambition politique d'une tout autre dimension, vers une société véritablement délivrée de toute exploitation.

2. Le **prolétariat organisé** doit exercer sur la petite-bourgeoise éventuellement révolutionnaire une pression qui sache assurer, au-delà des premiers acquis, la poursuite et la consolidation de son programme politique et social. Cette exigence se trouve exprimée par le mot d'ordre de **révolution permanente**. Nous reviendrons en fin de parcours sur l'emploi, à cette date, de cette expression.

L'Adresse, notons-le, car le fait est remarquable, **ne mobilise pas la notion de dictature du prolétariat**.

*

Le texte débute par une très remarquable **autocritique par Marx**² de la stratégie qu'il a défendue à la direction de la *Nouvelle Gazette rhénane* en plaçant en veilleuse l'activité de la *Ligue*. Sa position alors consistait à centrer les efforts sur la diffusion du journal de préférence aux activités d'une association clandestine que les circonstances nouvelles, et notamment la levée de la censure, ne justifiait plus à ses yeux. Cette orientation avait soulevé une réelle opposition au sein même de la *Ligue* et notamment de la section londonienne qui avait dépêché Joseph Moll sur le continent pour y reconstruire les sections de la Ligue comme société secrète.

C'est manifestement cette ligne politique qui se trouve ici **dénoncée comme une erreur**.

*

Le Comité central de la Ligue³

Frères,

Au cours des deux années révolutionnaires 1848-49, la Ligue s'est doublement affirmée ; une fois par le fait que ses membres ont en tous lieux énergiquement pris part au mouvement; que

¹ Nous citons à partir de la traduction de Jean Mortier in Franz Mehring, *Karl Marx, Histoire de sa vie*, Editions Sociales 1983, pp. 240-241. Le passage sera repris par Engels pour constituer le chapitre intitulé « L'abolition du suffrage universel en 1850 » dans son édition des *Luttes de classe en France*. Le texte anglais trouve page 510 du volume 10 des MECW.

² La rédaction commune du document par Marx et par Engels est attestée par la lettre que Marx adresse à ce dernier le 13 juillet 1851 lui annonçant la parution dans la *Kölnische Zeitung* (nous sommes à cette date dans le contexte des arrestations en Allemagne) de « l'Adresse que nous avons rédigée tous les deux et qui n'était au fond rien d'autre qu'un plan de guerre contre la démocratie » (C2, p. 245)

³ Nous citons à partir de la traduction disponible sur le site www.marxists.org, section française.

dans la presse, sur les barricades et les champs de bataille ils ont été au premier rang du prolétariat, la seule classe vraiment révolutionnaire.

La Ligue s'est encore affirmée en ce sens que sa conception du mouvement, telle qu'elle était exposée dans les circulaires des congrès et du Comité central de 1847, ainsi que dans le *Manifeste communiste*, est apparue comme la seule vraie ; que les espoirs formulés dans ces documents se sont entièrement vérifiés, et le point de vue sur la situation actuelle que la Ligue ne propageait auparavant qu'en secret, est maintenant dans la bouche de tous les hommes et est prêché sur la place publique.

En même temps, l'ancienne et solide organisation de la Ligue s'est sensiblement affaiblie. Un grand nombre de membres, directement engagés dans le mouvement révolutionnaire, ont cru que le temps des sociétés secrètes était passé et que l'action publique pouvait seule suffire. Certains cercles et communes ont laissé leurs relations avec le Comité central se relâcher et s'assoupir peu à peu. Tandis que le parti démocratique, le parti de la petite bourgeoisie, s'organisait de plus en plus en Allemagne, le parti ouvrier perdait son seul appui solide ; c'est tout au plus s'il conservait, dans quelques localités, son organisation pour des buts locaux ; et c'est ainsi que, dans le mouvement général, il est tombé complètement sous la domination et la direction des démocrates petits-bourgeois. Il faut mettre fin à un tel état de choses; l'indépendance des ouvriers doit être rétablie.

Le Comité central¹ a compris cette nécessité et c'est pourquoi, dès l'hiver 1848-49, il a envoyé en Allemagne un émissaire, Joseph Moll, afin d'y réorganiser la Ligue. La mission de Moll resta cependant sans effet durable, soit que les ouvriers allemands n'eussent pas encore acquis à l'époque assez d'expérience, soit que l'activité de Moll fût interrompue par l'insurrection de mai dernier. Moll prit lui-même le fusil, entra dans l'armée de Bade-Palatinat et tomba le 29 juillet au combat de la Murg. En lui, la Ligue perdait un de ses membres les plus anciens, les plus actifs et les plus sûrs, qui avait pris une part active à tous les congrès et Comités centraux et avait antérieurement déjà accompli avec grand succès une série de voyages-missions.

Après la défaite des partis révolutionnaires d'Allemagne et de France en juillet 1849, presque tous les membres du Comité central se sont retrouvés à Londres², ont complété leurs rangs par de nouvelles forces révolutionnaires et poursuivi avec une nouvelle ardeur la réorganisation de la Ligue.

La réorganisation ne peut s'opérer que par un émissaire, et le Comité central estime éminemment important que l'émissaire parte précisément à cette heure où une nouvelle révolution est imminente, où le parti ouvrier doit se présenter avec le plus d'organisation, le plus d'unité et le plus d'indépendance possible, s'il ne veut pas à nouveau, comme en 1848, être pris à la remorque et exploité par la bourgeoisie.

¹ En vérité, l'Autorité centrale de la Ligue se trouvait sous la responsabilité de Marx depuis le déclenchement des journées révolutionnaires en France. Transférée de Londres, elle lui avait été confiée lors de la réunion à son domicile bruxellois le 3 mars 48. C'est muni « d'un pouvoir discrétionnaire pour la direction centrale momentanée de toutes les affaires de la Ligue » (Cf. notre fascicule 16, ch. 2.4, p. 6) que Marx reconstitue un nouveau Comité central à Paris le 11 mars 1848. La mission de J. Moll est donc une initiative du seul district londonien qui, vers la fin de 1848, s'était constitué comme Autorité centrale avec pour membres Bauer, Eccarius, Fränkel et Lehmann. Pour le détail sur cette question, nous renvoyons au chapitre 2.6 de notre fascicule 18 « Mise en sommeil ou dissolution de la Ligue en juin 1848 ? Un état de la question ».

² Le comité central constitué à Paris était composé à égalité de trois membres de l'ancienne *Ligue des Justes* (K. Schapper, Joseph Moll et Heinrich Bauer) et de trois membres de l'ancien Comité de correspondance bruxellois (K. Marx, Fr Engels, W. Wolff) auxquels il faut ajouter Karl Wallau (dont la présence s'explique par une intense activité aux côtés de Marx pendant toute la période bruxelloise).

C'est **Heinrich Bauer** qui accomplira la mission de se rendre en Allemagne dès la fin de mois de mars et jusqu'au début de mai 1850 afin de relancer les sections de la Ligue sur cette base politique nouvelle. Une tournée qu'il a pleinement réussie sur les traces, d'une certaine manière, de la précédente mission de Joseph Moll de la fin 48 au printemps 49¹. La police prussienne mettra la main sur trois copies en mai 1851, le texte se trouvant publié par la presse bourgeoise allemande en juin 1851² avant de constituer l'une des pièces du procès de Cologne de 1852.

Frères ! Nous vous avons déjà dit, en 1848, que les bourgeois libéraux allemands allaient accéder au pouvoir et tourneraient aussitôt leur puissance nouvellement acquise contre les ouvriers. Vous avez vu comment la chose s'est faite. Ce furent, en effet, les bourgeois qui, après le mouvement de mars 1848, s'emparèrent immédiatement du pouvoir d'État et s'en servirent aussitôt pour refouler tout de suite les ouvriers, leurs alliés de la veille au combat, dans leur ancienne situation d'opprimés. Si la bourgeoisie n'a pu atteindre ce but sans faire alliance avec le parti féodal écarté en mars et sans même, en fin de compte, abandonner à nouveau le pouvoir à ce parti féodal absolutiste, elle s'est du moins assurée des conditions qui, par suite des embarras financiers du gouvernement, mettraient enfin tout le pouvoir entre ses mains et lui garantiraient tous ses intérêts, si le mouvement révolutionnaire se trouvait à même, dès à présent, de s'engager dans une évolution dite pacifique. La bourgeoisie n'aurait même pas besoin, pour asseoir sa domination, de se rendre odieuse par des mesures de violence dirigées contre le peuple, toutes ces mesures de violence ayant déjà été exécutées par la contre-révolution féodale. Mais l'évolution ne suivra pas cette voie pacifique. La révolution qui doit la précipiter est, au contraire, imminente, qu'elle soit provoquée par le soulèvement autonome du prolétariat français, ou par l'invasion de la Babel moderne révolutionnaire par la Sainte-Alliance.

Le texte poursuit par **une seconde autocritique**, laquelle vise cette fois l'espoir³ partagé par Marx et par Engels que la bourgeoisie allemande accomplisse en mars 1848 sa « mission » historique de briser les structures économiques et politiques des forces féodales. Or si la grande bourgeoisie a bien pris la direction politique des événements, les premiers ministères mis en place à Berlin sous la responsabilité de Ludolf Camphausen et de David Hansemann n'ont abouti qu'à une politique de compromis avec le pouvoir royal et avec les classes de l'ancien Régime.

Observons toutefois que la correction proposée **reproduit le même schéma politique d'accompagnement/dépassement** qui s'était appliqué à l'égard de la bourgeoisie libérale. La différence n'est que dans le partenaire, à présent désigné sous le nom de « petits bourgeois démocrates » ou de « parti démocratique ».

Et le rôle que les bourgeois libéraux allemands ont, en 1848, joué vis-à-vis du peuple ce rôle si perfide, sera, dans la révolution prochaine, assumé par les petits bourgeois démocrates, qui occupent actuellement dans l'opposition la même place que les bourgeois libéraux avant 1848. Ce parti, le parti démocratique, bien plus dangereux pour les ouvriers que l'ancien parti libéral, se compose de trois éléments :

I. Les fractions les plus avancées de la grande bourgeoisie qui se proposent comme but le renversement immédiat et définitif du féodalisme et de l'absolutisme. Cette tendance a pour représentants les conciliateurs⁴ de Berlin qui préconisaient autrefois

¹ BDK2 fournit, pp. 317-621, le détail des sections visitées par Bauer.

² Marx à Engels, le 13 juillet 51. (C2, p. 245). A noter que ces copies sont les seules que l'on ait gardées de ce document.

³ Et davantage qu'un espoir : cette conviction participe de la construction par Marx et Engels, dans *l'Idéologie allemande* d'abord, puis dans le *Manifeste*, de la catégorie de *mode de production* avec ce qu'elle implique de successivité dans les logiques dominantes, la révolution bourgeoise devant précéder la révolution prolétarienne. Cette thèse ne cessera de faire débat dans le mouvement communiste.

⁴ Le terme désigne les partisans de la politique de conciliation (Vereinbarung) avec le pouvoir royal menée par L. Camphausen et D. Hansemann. Cette politique est le plus souvent qualifiée en français par le terme d'*ententisme* (c'est le vocable choisi par Lucienne Netter, la traductrice des articles de *La Nouvelle Gazette Rhénane* dans l'anthologie des Éditions sociales)

le refus de l'impôt.

II. Les petits bourgeois constitutionnels qui ont surtout poursuivi, pendant le dernier mouvement, l'établissement d'un Etat fédéral plus ou moins démocratique, tel que le voulaient leurs représentants, la gauche de l'Assemblée de Francfort et, plus tard, le Parlement de Stuttgart, et aussi eux-mêmes dans leur campagne pour la Constitution d'empire.

III. Les petits bourgeois républicains dont l'idéal est une république fédérative allemande dans le genre de la Suisse, et qui se donnent aujourd'hui le nom de rouges et de sociaux-démocrates, parce qu'ils se bercent de la douce illusion de supprimer l'oppression du petit capital par le gros capital, du petit bourgeois par le grand bourgeois. Les représentants de cette fraction furent membres des congrès et comités démocratiques, dirigeants des associations démocratiques, rédacteurs des journaux démocratiques.

La description qui vient d'être faite des forces politiques en présence est plutôt imprécise sous l'angle à la fois des partis concernés et des personnalités qui les animaient.

La formulation visant « les conciliateurs de Berlin qui préconisaient autrefois le refus de l'impôt » procède, par exemple, à un abrupt raccourci. Il faut signaler, en effet, que c'est Marx lui-même qui prend l'initiative de lancer dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* du 12 novembre 48 le mot d'ordre du refus des impôts en réponse à la proclamation de l'état de siège à Berlin. Or les députés de Berlin qui votent cette résolution le 15 novembre 48 ne sont alors plus qu'une minorité déstructurée sans plus aucune prise sur les décisions du pouvoir et plutôt loin des « fractions avancées » de la grande bourgeoisie qui ont accompagné, il est vrai, la politique ententiste des premiers gouvernements libéraux¹.

De même, les leaders de la petite bourgeoisie *institutionnelle* et *républicaine* au parlement de Francfort, puis de Stuttgart² auraient pu être nommément cités, du moins les plus notoires d'entre eux, comme Arnold Ruge et Lorenz Brentano pour les premiers, comme Friedrich Hecker et Gustav Struve pour les seconds.

Le texte évite ces précisions qui auraient sans doute introduit de la lourdeur, le principal étant d'établir fermement **une ligne de fracture** entre, d'une part, le prolétariat et, d'autre part, la petite bourgeoisie dans la variété de ses expressions politiques que résume la catégorie générale de « **parti démocratique** » entendu au sens d'un programme centré sur la **seule** démocratisation des instances représentatives de l'Appareil d'Etat à l'exclusion de mesures radicales dans les sphères de l'économie et des rapports sociaux.

Maintenant, après leur défaite, toutes ces fractions s'intitulent républicaines ou rouges, tout comme en France les petits bourgeois républicains se donnent aujourd'hui le nom de socialistes. Là où, comme au Wurtemberg, en Bavière, etc., la possibilité s'offre encore à eux de poursuivre leurs buts dans la voie constitutionnelle, ils profitent de l'occasion pour s'en tenir à leur ancienne phraséologie et démontrer dans les faits qu'ils n'ont pas le moins du monde changé. Il va de soi d'ailleurs que le changement de nom de ce parti ne modifie nullement son attitude à l'égard des ouvriers, mais prouve simplement qu'il est actuellement obligé de faire front contre la bourgeoisie alliée à l'absolutisme et de prendre appui sur le prolétariat.

Le parti petit-bourgeois démocratique est très puissant en Allemagne, il n'embrasse pas seulement la grande majorité des habitants bourgeois des villes, les petits commerçants industriels et les maîtres-artisans ; il compte parmi ses adhérents les paysans et le prolétariat rural, tant que ce dernier n'a pas encore trouvé d'appui dans le prolétariat autonome des villes.

¹ Pour le détail, nous renvoyons aux chapitres 2.1. (« Stratégies ») et 2.5 (« La campagne contre le paiement des impôts ») de notre précédent fascicule 18.

² Pour rappel : réduit à une centaine de députés, le parlement de Francfort s'était transporté à Stuttgart le 30 mai 49 et y avait élu un Conseil de régence de 5 membres sous la conduite de Lorenz Brentano avant d'être disloqué, le 18 juin 1849, par les troupes du Wurtemberg.

L'attitude du parti ouvrier révolutionnaire vis-à-vis de la démocratie petite-bourgeoise est la suivante : il marche avec elle contre la fraction dont il poursuit la chute ; il la combat sur tous les points dont elle veut se servir pour s'établir elle-même solidement.

On le constate à nouveau clairement : la stratégie d'accompagnement/dépassement n'a pas changé, sauf de « partenaire », lequel, à vrai dire, représente, paysannerie et prolétariat rural compris, la plus **large part du champ social à l'époque.**

Le texte enchaîne alors sur une sorte **d'inventaire** des mesures constitutives d'une politique de type **réformiste**¹. Le terme précis sera bientôt explicitement requis dans les conclusions de l'Adresse pour établir la frontière entre les « propositions démocrates (...) simplement réformistes » et les exigences d'une politique prolétarienne orientée non pas vers un accommodement avec l'« organisation sociale existante » mais vers son basculement dans un autre mode de production.

Les petits bourgeois démocratiques, bien loin de vouloir bouleverser toute la société au profit des prolétaires révolutionnaires, tendent à modifier l'ordre social de façon à leur rendre la société existante aussi supportable et aussi commode que possible. Ils réclament donc avant tout que l'on réduise les dépenses publiques en limitant la bureaucratie et en reportant les principales impositions sur les grands propriétaires fonciers et les bourgeois. Ils réclament ensuite que la pression exercée par le grand capital sur le petit soit abolie par la création d'établissements de crédit publics et des lois contre l'usure, ce qui leur permettrait, à eux et aux paysans, d'obtenir, à des conditions favorables des avances de l'Etat, au lieu de les obtenir des capitalistes. Ils réclament enfin que, par la suppression complète du système féodal, le régime de propriété bourgeois soit partout introduit à la campagne. Pour réaliser tout cela, il leur faut un mode de gouvernement démocratique, soit constitutionnel ou républicain, qui leur assure la majorité, à eux-mêmes et à leurs alliés, les paysans, et une autonomie administrative, qui mettrait entre leurs mains le contrôle direct de la propriété communale et une série de fonctions actuellement exercées par les bureaucrates. Quant à la domination et à l'accroissement rapide du capital, on aura soin de faire obstacle, soit en limitant le droit de succession, soit en remettant à l'Etat autant de travaux que possible.

Pour ce qui est des ouvriers, il est avant tout bien établi qu'ils resteront, comme avant, des salariés ; mais ce que les petits bourgeois démocratiques souhaitent aux ouvriers, c'est un meilleur salaire et une existence plus assurée ; ils espèrent y arriver soit au moyen de l'occupation des ouvriers par l'Etat, soit par des actes de bienfaisance ; bref, ils espèrent corrompre les ouvriers par des aumônes plus ou moins déguisées et briser leur force révolutionnaire en leur rendant leur situation momentanément supportable.

Les revendications résumées ici ne sont pas défendues en même temps par toutes les fractions de la démocratie petite-bourgeoise, et rares sont ceux pour qui elles apparaissent, dans leur ensemble, comme des buts bien définis.

Plus des individus ou des fractions vont loin, et plus ils feront leur une grande partie de ces revendications ; et les rares personnes qui voient, dans ce qui précède, leur propre programme, se figureront avoir ainsi établi le maximum de ce qu'on peut réclamer de la révolution.

Ces revendications toutefois ne sauraient en aucune manière suffire au parti du prolétariat. Tandis que les petits bourgeois démocratiques veulent terminer la révolution au plus vite et après avoir tout au plus réalisé les revendications ci-dessus, il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution

¹ Le texte allemand requiert le verbe « reformieren »

permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été écartées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir d'Etat et que non seulement dans un pays, mais dans tous les pays régnants du monde l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour faire cesser dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer dans leurs mains au moins les forces productives décisives. Il ne peut s'agir pour nous de transformer la propriété privée, mais seulement de l'anéantir; ni de masquer les antagonismes de classes, mais d'abolir les classes; ni d'améliorer la société existante, mais d'en fonder une nouvelle.

Ces précisions une fois établies en généralité, l'Adresse entre alors dans le détail des positions que devront adopter les organisations ouvrières, d'abord dans la situation actuelle puis dans l'action, et, **au-delà**, dans la réalisation **nécessairement continuée** du processus révolutionnaire¹.

Que la démocratie petite-bourgeoise, au fur et à mesure du développement incessant de la révolution, exerce pour un temps une influence prépondérante en Allemagne, ceci ne laisse subsister aucun doute.

Il s'agit donc de savoir quelle sera, à son égard, la position du prolétariat et spécialement de la Ligue :

1. pendant que durera la situation actuelle où les démocrates petits-bourgeois sont également opprimés ;
2. dans la prochaine lutte révolutionnaire qui leur donnera la prépondérance ;
3. après cette lutte, aussi longtemps que durera cette prépondérance des démocrates petits-bourgeois sur les classes déchues et sur le prolétariat.

Le parallélisme entre les trois précédentes rubriques et les trois suivantes est néanmoins loin d'être assuré. En effet, la première phase du processus va être examinée en incorporant **à la fois** le déclenchement révolutionnaire proprement dit (les « conflits sanglants » étant assumés par les ouvriers en raison de leur courage) et la **stratégie de tension** à mettre en place par le parti ouvrier dans le cadre **d'un véritable double pouvoir** exercé par une variété de « gouvernements ouvriers révolutionnaires », clubs, comités et autonomies administratives locales, capables de pratiquer un véritable contrôle ouvrier². Le modèle qui inspire cette ligne politique réside dans la politique de pression populaire exercée par les clubs jacobins et par la Commune de Paris sur les instances élues de la révolution bourgeoise française dans la seconde phase, en août 1792, du processus révolutionnaire³ et, avec moins d'efficacité, dans l'activité des clubs républicains au début de la révolution parisienne de 1848.

1. En ce moment où les petits bourgeois démocratiques sont partout opprimés, ils prêchent en général au prolétariat l'union et la réconciliation; ils lui tendent la main et s'efforcent de mettre sur pied un grand parti d'opposition, qui embrasserait toutes les nuances du parti démocratique; en d'autres termes, ils s'efforcent de prendre les ouvriers au piège d'une organisation de parti où prédomine la phraséologie social-démocrate générale, qui sert de paravent à leurs intérêts particuliers et où, pour ne pas troubler la bonne entente, les revendications particulières du prolétariat ne doivent pas être formulées. Une telle union tournerait au seul avantage des petits bourgeois démocratiques et absolument tout au désavantage du prolétariat. Le prolétariat

¹ On comprend aisément que le rapport des forces dans l'Allemagne de cette époque rendait tout à fait illusoire la mise en pratique de ce programme d'action. Cette inadéquation explique que le texte de cette Adresse n'a pas tardé à prendre la dimension d'un exposé de principes pour l'avenir.

² David Riazanov assure que Lénine connaissait quasiment par cœur le texte de cette Adresse qu'il citait souvent. (D. Riazanov, *Marx et Engels*, Edition Les bons caractères, Pantin 2004, 5^e conférence, p. 117)

³ La référence à la révolution de 1789 est une constante de la pensée de Marx. En début du discours qu'il prononce à Bruxelles le 22.02.48 à l'occasion du 2^e anniversaire de l'insurrection de Cracovie, il déclare : « Le jacobin de 1793 est devenu le communiste d'aujourd'hui ». (MECW, vol. 6, p. 545)

perdrait toute sa position indépendante, conquise au prix de tant de peines, et retomberait au rang de simple appendice de la démocratie bourgeoise officielle. Cette union doit donc être repoussée de la façon la plus catégorique. Au lieu de se ravalier une fois encore¹ à servir de claque aux démocrates bourgeois, les ouvriers, et surtout la Ligue, doivent travailler à constituer, à côté des démocrates officiels, une organisation distincte, secrète et publique² du parti ouvrier, et faire de chaque communauté le centre et le noyau de groupements ouvriers où la position et les intérêts du prolétariat seraient discutés indépendamment des influences bourgeoises. Combien peu les démocrates bourgeois prennent au sérieux une alliance où les prolétaires auraient la même puissance et les mêmes droits qu'eux-mêmes, c'est ce que montrent par exemple les démocrates de Breslau qui, dans leur organe, la *Neue Oder-Zeitung*, attaquent furieusement les ouvriers qu'ils appellent socialistes, groupés en organisations distinctes³. S'il s'agit de livrer combat à un adversaire commun, point n'est besoin d'union particulière. Dès qu'il faut combattre directement un tel adversaire, les intérêts des deux partis coïncident momentanément; et dans l'avenir, comme jusqu'à ce jour, cette alliance prévue simplement pour l'heure s'établira d'elle-même. Il va de soi que, dans les conflits sanglants imminents, ce sont surtout les ouvriers qui devront remporter, comme autrefois, la victoire par leur courage, leur résolution et leur esprit de sacrifice. Comme par le passé, dans cette lutte, les petits bourgeois se montreront en masse, et aussi longtemps que possible, hésitants, indécis et inactifs. Mais, dès que la victoire sera remportée, ils l'accapareront, inviteront les ouvriers à garder le calme, à rentrer chez eux et à se remettre à leur travail; ils éviteront les prétendus excès et frustreront le prolétariat des fruits de la victoire. Il n'est pas au pouvoir des ouvriers d'empêcher les démocrates petits-bourgeois d'agir ainsi; mais il est en leur pouvoir de rendre difficile cette montée des démocrates en face du prolétariat en armes, et de leur dicter des conditions telles que la domination des démocrates bourgeois renferme, dès son origine, le germe de sa déchéance et que son éviction ultérieure par la domination du prolétariat s'en trouve singulièrement facilitée. Il importe surtout que les ouvriers, pendant le conflit et immédiatement après le combat, réagissent autant que faire se peut contre l'apaisement préconisé par les bourgeois et forcent les démocrates à mettre à exécution leurs présentes phrases terroristes. Leurs efforts doivent tendre à ce que l'effervescence révolutionnaire directe ne soit pas une nouvelle fois réprimée aussitôt après la victoire. Il faut, au contraire, qu'ils la maintiennent le plus longtemps possible. Bien loin de s'opposer aux prétendus excès, aux exemples de vengeance populaire contre des individus haïs ou des édifices publics auxquels ne se rattachent que des souvenirs odieux, il faut non seulement tolérer ces exemples, mais encore en assumer soi-même la direction. Pendant et après la lutte, les ouvriers doivent en toute occasion formuler leurs propres revendications à côté de celles des démocrates bourgeois. Ils doivent exiger des garanties pour les ouvriers, dès que les bourgeois démocratiques se disposent à prendre le gouvernement en main. Il faut au besoin qu'ils obtiennent ces garanties de haute lutte et s'arrangent en somme pour obliger les nouveaux gouvernants à toutes les concessions et promesses possibles; c'est le plus sûr moyen de les com-

¹ « Une fois encore » : loin d'être un détail, cette incise prend la valeur d'une **nouvelle autocritique rétrospective**. Elle rappelle en effet aux membres de la Ligue, et particulièrement à ceux de Cologne, les débats houleux entre Marx et Gottschalk sur la question des élections aussi bien en mai 1848 qu'en janvier et février 1849, le premier soutenant des candidatures d'union dans le cadre d'un front démocratique, notamment celle de Franz Raveaux, et le second réclamant avec force que soient retenues des candidatures exclusivement ouvrières.

² « Secrète **et** publique » : cette **double structure** doit être signalée. Non seulement elle caractérise, en effet, le rapport « classique » entre les organisations culturelles, publiques, de la Ligue et la direction secrète de cette dernière, mais elle s'applique cette fois *au parti lui-même*, divisé entre deux instances l'une secrète et l'autre publique.

³ Cette mention très circonstancielle fait exception dans un texte où se trouvent préférées les références générales. Elle est de surcroît erronée comme le signale la note technique de BDK2, p. 621.

promettre. Il faut qu'ils s'efforcent, par tous les moyens et autant que faire se peut, de contenir la jubilation suscitée par le nouvel état de choses et l'état d'ivresse, conséquence de toute victoire remportée dans une bataille de rue, en jugeant avec calme et sang-froid la situation et en affectant à l'égard du nouveau gouvernement une méfiance non déguisée. Il faut qu'à côté des nouveaux gouvernements officiels ils établissent aussitôt leurs propres gouvernements ouvriers révolutionnaires, soit sous forme d'autonomies administratives locales ou de conseils municipaux, soit sous forme de clubs ou comités ouvriers, de façon que les gouvernements démocratiques bourgeois non seulement s'aliènent aussitôt l'appui des ouvriers, mais se voient, dès le début, surveillés et menacés par des autorités qui ont derrière elles toute la masse des ouvriers. En un mot, sitôt la victoire acquise, la méfiance du prolétariat ne doit plus se tourner contre le parti réactionnaire vaincu, mais contre ses anciens alliés, contre le parti qui veut exploiter seul la victoire commune.

Aussitôt la victoire acquise, il est impératif, on vient de le lire, de se garder de toute jubilation et d'exercer « avec calme et sang froid » une vigilance active (« une méfiance non déguisée ») au sein de structures capables d'imposer un contrôle populaire sur les nouvelles instances élues.

Mais l'Adresse va plus loin **en exigeant une politique d'armement généralisé de la classe ouvrière**, non seulement dans le cadre d'unités militaires spéciales mais aussi sur les lieux de travail « là où les ouvriers sont occupés au compte de l'Etat ».

2. Mais, pour pouvoir affronter de façon énergique et menaçante ce parti dont la trahison envers les ouvriers commencera dès la première heure de la victoire, il faut que les ouvriers soient armés et bien organisés. Il importe de faire immédiatement le nécessaire pour que tout le prolétariat soit pourvu de fusils, de carabines, de canons et de munitions et il faut s'opposer au rétablissement de l'ancienne garde nationale dirigée contre les ouvriers. Là où ce rétablissement ne peut être empêché, les ouvriers doivent essayer de s'organiser eux-mêmes en garde prolétarienne, avec des chefs de leur choix, leur propre état-major et sous les ordres non pas des autorités publiques, mais des conseils municipaux révolutionnaires formés par les ouvriers. Là où les ouvriers sont occupés au compte de l'Etat, il faut qu'ils soient armés et organisés en un corps spécial avec des chefs élus ou en un détachement de la garde prolétarienne. Il ne faut, sous aucun prétexte, se dessaisir des armes et munitions, et toute tentative de désarmement doit être repoussée, au besoin, par la force. Annihiler l'influence des démocrates bourgeois sur les ouvriers, procéder immédiatement à l'organisation propre des ouvriers et à leur armement et opposer à la domination, pour le moment inéluctable, de la démocratie bourgeoise les conditions les plus dures et les plus compromettantes : tels sont les points principaux que le prolétariat et par suite la Ligue ne doivent pas perdre de vue pendant et après l'insurrection imminente.

La stabilisation de l'évènement révolutionnaire ne peut que donner lieu à un ressaisissement des dirigeants de la petite bourgeoisie contre leurs alliés de la classe ouvrière. La direction de la *Ligue* prendra alors l'initiative de réunir un congrès fédérateur de toutes les forces prolétariennes. Le mot d'ordre sera de **réclamer partout**, dans l'organisation politique, bien sûr, mais aussi dans les fonctions économiques nouvelles de l'appareil d'Etat, **une politique de centralisation**.

3. Dès que les nouveaux gouvernements se seront quelque peu consolidés, ils engageront immédiatement leur lutte contre les ouvriers. Pour pouvoir alors affronter avec force les petits bourgeois démocratiques, il faut avant tout que les ouvriers soient organisés et centralisés dans leurs propres clubs. Après la chute des gouvernements existants, le Comité central se rendra, dès que possible, en Allemagne, convoquera sans retard un congrès

auquel il soumettra les propositions indispensables concernant la centralisation des clubs ouvriers sous une direction établie au siège du mouvement. La rapide organisation, au moins d'une fédération provinciale de clubs ouvriers, est un des points les plus importants pour renforcer et développer le parti ouvrier. La subversion des gouvernements existants aura pour conséquence immédiate l'élection d'une représentation nationale.

Ici le prolétariat doit veiller:

I. A ce qu'un nombre important d'ouvriers ne soient sous aucun prétexte écartés du vote par suite d'intrigues des autorités locales ou des commissaires du gouvernement.

II. A ce que partout, à côté des candidats démocratiques bourgeois, soient proposés des candidats ouvriers, choisis autant que possible parmi les membres de la *Ligue*, et dont il faudra, pour assurer leur élection, utiliser tous les moyens possibles, Même là où il n'y a pas la moindre chance de succès, les ouvriers doivent présenter leurs propres candidats, afin de sauvegarder leur indépendance, de dénombrier leurs forces et de faire connaître publiquement leur position révolutionnaire et les points de vue de leur parti. Ils ne doivent pas en l'occurrence se laisser séduire par la phraséologie des démocrates prétendant, par exemple, que l'on risque de la sorte de diviser le parti démocratique et d'offrir à la réaction la possibilité de la victoire. Toutes ces phrases ne poursuivent finalement qu'un but : mystifier le prolétariat¹. Les progrès que le parti prolétarien doit réaliser par une telle attitude indépendante sont infiniment plus importants que le préjudice qu'apporterait la présence de quelques réactionnaires dans la représentation populaire. Si, dès le début, la démocratie prend une attitude décidée et terroriste² à l'égard de la réaction, l'influence de celle-ci aux élections sera d'avance réduite à néant.

Demeure toutefois la question difficile mais centrale de **l'alliance avec la petite paysannerie et le prolétariat rural**. L'exemple français montre que l'effondrement du régime féodal peut donner lieu à l'émergence d'une petite paysannerie propriétaire devenue conservatrice et en tous cas étrangère au monde ouvrier. La réponse politique résidera dans la constitution, au sein d'une « République une et indivisible », d'un **appareil productif d'Etat fortement centralisé** capable de donner à la « propriété commune » une base solide.

Le premier point sur lequel les démocrates bourgeois entreront en conflit avec les ouvriers portera sur l'abolition du régime féodal. Comme dans la première Révolution française, les petits bourgeois remettront aux paysans les terres féodales à titre de libre propriété ; en d'autres termes, ils voudront laisser subsister le prolétariat rural et former une classe paysanne petite-bourgeoise, qui devra parcourir le même cycle d'appauvrissement et d'endettement croissant, où le paysan français se trouve encore à l'heure actuelle.

Dans l'intérêt du prolétariat rural et dans leur propre intérêt, les ouvriers doivent contrecarrer ce plan. Ils doivent exiger que la propriété féodale confisquée reste propriété de l'Etat et soit transformée en colonies ouvrières que le prolétariat rural groupé en associations exploite avec tous les avantages de la grande culture. Par là, dans le cadre des rapports déséquilibrés de la propriété bourgeoise, le principe de la propriété commune va acquérir aussitôt une base solide. De même que les démocrates font alliance avec les cultivateurs, de même les ouvriers doivent faire alliance avec le prolétariat rural.

¹ **Le revirement est total**, on le constate à nouveau, avec la stratégie électorale suivie par *Ligue* sous la direction de Marx dans la période coloniale de la fin 1848 et du début 1849. On se trouve désormais dans un scénario d'affrontement classe contre classe.

² Le terme emporte avec lui, en 1848, toutes les consonances révolutionnaires associées au régime de la Terreur sous la direction de Robespierre en 1793.

Ensuite, les démocrates chercheront directement soit à instaurer la république fédérative, soit, s'ils ne peuvent éviter la république une et indivisible, à paralyser au moins le gouvernement central en donnant aux communes et aux provinces le maximum d'indépendance et d'autonomie. A l'opposé de ce plan, les ouvriers doivent non seulement poursuivre l'établissement de la république allemande une et indivisible, mais encore essayer de réaliser, dans cette république, la centralisation la plus absolue de la puissance entre les mains de l'Etat. Ils ne doivent pas se laisser induire en erreur par tout ce que les démocrates leur racontent de la liberté des communes, de l'autonomie administrative, etc. Dans un pays comme l'Allemagne, où il reste encore à faire disparaître de si nombreux vestiges du moyen âge et à briser tant de particularisme local et provincial, on ne saurait en aucune circonstance tolérer que chaque village, chaque ville, chaque province oppose un nouvel obstacle à l'activité révolutionnaire, dont toute la puissance ne peut émaner que du centre. On ne saurait tolérer que se renouvelle l'état de choses actuel qui fait que les Allemands sont obligés, pour un seul et même progrès, de livrer une bataille particulière dans chaque ville, dans chaque province. On ne saurait tolérer surtout qu'une forme de propriété, qui se situe encore derrière la propriété privée moderne avec laquelle, de toute nécessité, elle finit par se confondre, c'est-à-dire la propriété communale avec ses querelles inévitables entre communes riches et communes pauvres, ainsi que le droit du citoyen de l'Etat coexistant avec le droit du citoyen de la commune avec ses chicanes, se perpétue au préjudice des ouvriers, par une réglementation communale soi-disant libre. Comme en France en 1793, la réalisation de la centralisation la plus rigoureuse est aujourd'hui, en Allemagne, la tâche du parti vraiment révolutionnaire¹.

Nous avons vu comment les démocrates accèderont au pouvoir lors du prochain mouvement et comment ils seront contraints de proposer des mesures plus ou moins socialistes. La question est de savoir quelles mesures y seront opposées par les ouvriers.

Il va de soi qu'au début du mouvement les ouvriers ne peuvent encore proposer des mesures directement communistes. Mais ils peuvent :

1. Forcer les démocrates à intervenir, sur autant de points que possible, dans l'organisation sociale existante, à en troubler la marche régulière, à se compromettre eux-mêmes mais aussi à concentrer entre les mains de l'Etat le plus possible de forces productives, de moyens de transport, d'usines, de chemins de fer, etc.

2. Ils doivent pousser à l'extrême les propositions des démocrates qui, en tout cas, ne se montreront pas révolutionnaires, mais simplement réformistes, et transformer ces propositions en attaques directes contre la propriété privée. Si, par exemple, les petits bourgeois proposent de racheter les chemins de fer et les usines, les ouvriers doivent exiger que ces chemins de fer et ces usines soient simplement et sans indemnité confisqués par l'Etat en tant que propriété de réactionnaires. Si les démocrates proposent l'impôt proportionnel, les ouvriers réclament l'impôt progressif. Si les démocrates proposent eux-mêmes un impôt progressif modéré, les ouvriers exigent un impôt dont les échelons montent assez vite pour que le gros capital s'en trouve compromis. Si les démocrates réclament la régularisation de la dette publique, les ouvriers réclament la faillite de l'Etat. Les revendications des ouvriers devront donc se régler partout sur les concessions et les mesures des démocrates.

Si les ouvriers allemands ne peuvent s'emparer du pouvoir et faire triompher leurs intérêts de classe sans accomplir en entier

¹ Se place ici la note d'Engels qui se trouve reproduite à la fin du présent chapitre.

une évolution révolutionnaire assez longue, ils ont cette fois du moins la certitude que le premier acte de ce drame révolutionnaire imminent coïncide avec la victoire directe de leur propre classe en France et s'en trouve accéléré.

Mais ils contribueront eux-mêmes à leur victoire définitive bien plus par le fait qu'ils prendront conscience de leurs intérêts de classe, se poseront dès que possible en parti indépendant et ne se laisseront pas un instant détourner par les phrases hypocrites des petits bourgeois démocratiques de l'organisation autonome du parti du prolétariat. Leur cri de guerre doit être : La révolution en permanence !

Londres, mars 1850.

*

On prendra le soin de revenir pour terminer sur **deux brèves observations**.

1. Centralisation

La première concerne le mot d'ordre de centralisation, une centralité non seulement administrative par « l'établissement de la république allemande une et indivisible », mais aussi économique par « la centralisation la plus absolue de la puissance entre les mains de l'Etat ». Le modèle évoqué à l'appui de cette directive est clairement, on l'a lu, celui de la politique jacobine en France en 1793.

Or il se trouve que dans son édition du texte en **1885**, Engels a estimé utile d'ajouter sur le sujet une note qui nuance quelque peu la perspective et qui insiste sur le principe d'une **complémentarité** (dialectique, disons) entre deux modalités de l'exercice du pouvoir, à la fois sous une direction d'Etat centralisée et dans le respect de structures d'auto-administration locales.

Voici cette note :

Il faut rappeler aujourd'hui que ce passage repose sur un malentendu. A ce moment-là il était admis - grâce aux falsificateurs bonapartistes et libéraux de l'histoire - que la machine administrative centralisée française avait été introduite par la grande Révolution et utilisée notamment par la Convention comme une arme indispensable et décisive pour vaincre la réaction royaliste et fédéraliste et l'ennemi extérieur. Mais c'est actuellement un fait connu que pendant toute la révolution, jusqu'au 18 Brumaire, l'administration générale des départements, arrondissements et communes se composait d'autorités élues par les administrés eux-mêmes qui, dans le cadre des lois générales de l'Etat, jouissaient d'une liberté complète ; que cette auto-administration provinciale et locale, semblable à ce qui existe aux Etats-Unis d'Amérique, devint précisément le plus puissant levier de la révolution, et cela à un point tel que Napoléon, immédiatement après son coup d'Etat du 18 Brumaire, s'empressa de la remplacer par le régime préfectoral encore en vigueur de nos jours, et qui fut dès le début un instrument de réaction. Mais tout aussi peu que l'auto-administration provinciale et locale est en contradiction avec la centralisation politique nationale, tout aussi peu elle est liée nécessairement à cet égoïsme borné cantonal ou communal qui nous choque tellement en Suisse et qu'en 1849 tous les républicains fédératifs de l'Allemagne du Sud voulaient établir comme règle en Allemagne.

2. Révolution permanente

Il faut s'efforcer de recevoir cette notion **au sens qui était le sien en 1848** sous la plume de Marx et d'Engels et d'écarter pour cela toute considération associée à la formule quasi lexicalisée qui sera reprise et argumentée plus tard par Léon Trotsky.

Nous avons vu que la principale référence de Marx et d'Engels dans le choix de l'expression (selon ses deux variantes : *révolution permanente* ou *révolution en permanence*) émane de la politique jacobine de 1793. Elle intègre la mise en place de structures de pouvoir populaire capables de mobilisation (une stratégie de **double pouvoir**, donc) et elle généralise l'idée d'une révolution comme un **processus**. Et c'est en cela qu'elle est particulièrement étrangère aux conceptions de Blanqui et des blanquistes d'une prise de pouvoir immédiate suivie de l'instauration sans phase d'un régime nouveau¹.

¹ Sur ce point nous renvoyons aux travaux de Hal Draper, en particulier aux chapitres 8 et 9 du deuxième volume (« The Politics of social classes ») de la série « Karl Marx's Theory of Revolution », Monthly Review Press, New York London 1978, pp. 200-249.

3.3. Note sur la *Société universelle des Communistes révolutionnaires*

Sources :

- Hal Draper, *Karl Marx's Theory of Revolution*, vol. 3 The « Dictatorship of the Proletariat », chapitre 12 de la partie IV « The SUCR episode » pp. 184-214, Monthly Review Press, New York.
- Norman Plotkin, « La proscription et les origines de l'Internationale II – Les alliances des Blanquistes dans la proscription », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 22 | 2001, en ligne sur <http://rh19.revues.org/257>.

Sources documentaires :

- *Der Bund der Kommunisten, Dokumente und Materialien* Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED/KPdSU, vol. 1 (1836-1849), vol. 2 (1849-1851), vol. 3 (1851-1852), Dietz Verlag Berlin, 1982.
- *Marx, Engels, Correspondance*, en particulier les volumes 2 (1849-1851) et 3 (janvier 1852-juin 1853), Editions sociales, Paris 1971 et 1972.

*

Vers la **mi-avril 1850**, Marx, Engels et Willich participent à la fondation, à Londres, d'une « **Société universelle des communistes révolutionnaires** », une association qu'ils constituent avec deux représentants des exilés français de tendance blanquiste, Louis Adam et Jules Vidil, et avec le dirigeant chartiste George Julian Harney.

Les statuts de la société sont ainsi rédigés¹ :

Art. 1.- Le but de l'association est la déchéance de toutes les classes privilégiées, de soumettre ces classes à la dictature des prolétaires² en maintenant la révolution en permanence jusqu'à la réalisation du communisme, qui doit être la dernière forme de constitution de la famille humaine.

Art.2.- Pour contribuer à la réalisation de ce but l'association formera des liens de solidarité entre toutes les fractions du parti communiste révolutionnaire en faisant disparaître conformément au principe de la fraternité républicaine les divisions de nationalité.

Art.3.- Le comité fondateur de l'association est constitué en comité central, il établira partout où besoin sera pour l'accomplissement de l'œuvre, des comités qui correspondront avec le comité central.

Art.4.- Le nombre des membres de l'association est illimité, mais aucun membre ne pourra être admis, s'il n'a pas réuni l'unanimité des suffrages. Dans aucun cas l'élection ne pourra avoir lieu au scrutin secret.

Art 5.- Tous les membres de l'association s'engagent par serment à maintenir dans ces termes absolus l'article premier du présent règlement. Une modification pouvant avoir pour conséquence l'affaiblissement des intentions exprimées dans l'article premier délie les membres de l'association de leur engagement³.

Art. 6.- Toutes les décisions de la société sont prises à la majorité de deux tiers des votants⁴.

Adam, J. Vidil, Ch. Marx, Auguste Willich, F. Engels, G. Julian Harney

*

¹ Et ils le sont en français. Il existe 7 copies de ce manuscrit, vraisemblablement de la main de Willich. Nous citons à partir de BDK2, pp. 161-162.

² Il faut observer que l'expression ne reproduit pas la formule marxienne de « dictature du prolétariat »

³ Curieux article 5 qui rend « inviolables » des formulations tenues pour sacrées.

⁴ Ce qui, en l'état, assurait la majorité au groupe de Marx.

1. Partenaires

Qui sont les partenaires de Marx et d'Engels dans cette association ? Qui sont-ils personnellement et quelle est leur identité politique ?

Voici quelques éléments de réponse.

*

George Julian Harney est un ami de longue date, fondateur, en septembre **1845**, de la société des *Fraternal Democrats*¹ qui regroupait la gauche du chartisme, les militants de la *Ligue des Justes* et des émigrants révolutionnaires d'autres nations, des Français, des Polonais, présents à Londres. Le 29 novembre 47, Marx et Engels qui se trouvaient à Londres pour assister au deuxième congrès de la *Ligue des Communistes* avaient pris la parole lors d'une « Fête des nations » organisée par Harney et leurs relations n'avaient cessé depuis lors de se renforcer d'abord au sein du *Comité de correspondance communiste* bruxellois puis avec l'Autorité centrale de la *Ligue* à Londres.

La dimension **internationaliste** de la société qui se met ici en place peut laisser penser que Harney siégeait dans cette réunion comme leader des *Fraternal Democrats* plutôt que comme responsable de la gauche chartiste, laquelle, du reste, n'était pas structurée comme telle².

Les rapports de Marx et d'Engels avec G.J. Harney vont singulièrement **se dégrader** après la rupture de septembre 1850 au sein de la *Ligue*. Marx, en effet, lui reprochera amèrement d'adopter une attitude de neutralité entre les deux fractions et même de faire preuve de complaisance à l'égard de ses adversaires en leur ouvrant les colonnes de son journal³. Un moment de crispation surviendra lors des incidents du 24 février 1851 au cours du *banquet des Egaux* dont l'organisation dépendait en partie de Harney⁴. Marx sera ulcéré par son comportement à cette occasion. Le 26.02.1851, il écrit à Engels: « Il s'est (...) rangé derrière ces gens immondes qui sont nos ennemis directs, personnels et, aux yeux de l'Allemagne, il a pris parti pour eux et contre nous en jetant dans le plateau de la balance tout le poids qu'il peut avoir⁵. ».

Irrités contre Harney, Marx et Engels se rapprocheront d'Ernest Jones dès sa sortie de prison en juillet 1850⁶.

Mais en cette période d'avril 1850, les relations sont cordiales.

*

Adam et Jules Vidil appartiennent tous deux à la **mouvance blanquiste** au sein de l'émigration française à Londres.

Adam, Louis de son prénom, dit aussi Adam le Cambreur⁷, est un militant républicain de longue date, comme en témoignent ses périodes de détention en janvier et juin 1832 pour complot au sein de la *Société des Amis du Peuple*. Proche de Blanqui, il devient gérant du journal *Le libérateur*, un numéro unique paru le 2 février 1834 et pour lequel il sera à nouveau condamné le 29 avril à six mois de prison, non sans avoir d'abord participé à l'émeute d'avril 1834 à l'appui de la révolte des canuts. En juin 1848, il figure sur une liste qui comprenait entre autre Caussidière, Pierre Leroux, Proudhon, Raspail, et Cabet. Il obtient 59.650 voix, sans être toutefois élu⁸. Après juin 1848, il émigre à Londres où il anime avec

¹ Elle s'était constituée à la suite d'un congrès « des démocrates de tous les pays » organisé à Londres le 22 septembre 1845 pour fêter l'anniversaire de la première république française de 1792.

² Sur l'action politique de Harney et sur le mouvement chartiste en général, nous renvoyons à notre fascicule 11.

³ Marx à Engels, le 11 février 51, parlant de Harney : « Il ne lui suffit plus de pousser en avant Ruge dans son *Friend of the People*, il faut encore qu'il fasse indirectement le jeu de Schapper/Willich (...) Je suis fatigué de cet encens officiel qu'Harney ne se lasse pas de prodiguer aux *petits grands hommes*. » (C2, p. 138). Le manifeste « To the Peoples » du *Comité Central Démocratique Européen* avait été publié par le *Red Republican* du 7 septembre 1850.

⁴ Pour rappel, il s'agit des violences infligées à Wilhelm Pieper et à Konrad Schramm qui se sont trouvés molestés par les partisans de la fraction Willich/Schapper. Pour le détail de cet incident nous renvoyons au chapitre 3.6. du présent fascicule.

⁵ C2, p. 59. Réponse immédiate d'Engels : « Cette saloperie dépasse les bornes et il faut le lui faire sentir. S'il s'associe avec les autres, tant pis pour lui, qu'il aille au diable. » (C2, p. 160)

⁶ Il avait été arrêté en juin 1848 (quelque temps après l'échec de la manifestation chartiste du 10 avril 48) et condamné à deux ans de prison pour discours séditieux.

⁷ Le cambreur était un cordonnier chargé de cintrer le cuir des chaussures.

⁸ Le journal « Le Robespierre » publie la profession de foi de la liste dans son édition du 4 juin 1848 (en ligne sur le site de www.archives.nantes.fr)

Jules Vidil et Emmanuel Barthélemy la cellule blanquiste au sein de la *Société fraternelle des démocrates-socialistes français* de Church Street¹.

Jules Vidil est un ancien officier, lui aussi réfugié à Londres après l'échec du soulèvement parisien de juin 1848. Les informations le concernant sont plutôt rares. La notice du Maitron signale qu'il est venu secrètement en mission à Paris en novembre 1851 et qu'il y a été arrêté.² ».

*

Deux types de questions se posent à leur sujet, l'une sur leur personnalité, on vient de fournir quelques indications, et l'autre sur leur représentativité politique comme blanquistes, on va s'y appliquer.

*

Notons par précaution qu'il ne s'agit pas de s'interroger ici sur le problème en soi des rapports entre Marx et Blanqui, ou même, de manière plus générale encore, sur les relations entre marxisme et blanquisme³.

La question que l'on se pose est plus circonstancielle et ne vise que l'identité politique de ce groupe de militants blanquistes à l'œuvre à Londres vers 1850 au sein de la *Société des Proscrits Démocrates Socialistes*.

Or, l'étude de **Norman Plotkin** montre que l'on ne peut parler d'un véritable parti blanquiste, en raison à la fois du **petit nombre** des militants qui se revendiquent de lui et de leurs **divisions**.

Leur petit nombre ? On rencontre dans leurs rangs toujours les mêmes noms, à savoir ceux de Flotte, Vidil, Adam, Carnot, Barthélemy, Pardigon, Cottier, Goûté, Watrison, Menard⁴.

Leurs divisions ? Norman Plotkin cite plusieurs courriers échangés avec Blanqui lui-même qui témoignent de plus d'une nuance dans l'analyse politique de la situation, Flotte allant même jusqu'à récuser l'idée de société secrète. Par ailleurs, 19 juillet 1850, Vidil évoque, sans autre précision, dans sa lettre à Blanqui l'existence d'un « petit parti placé entre nous et la Montagne. Ce parti est communiste, mais toujours bourgeois (...) Madier de Monjeau jeune, Langlois, Pardigon, voilà de quoi se compose ce parti ».

Il ne reste pas moins que **Blanqui semble avoir été tenu au courant**, comme peut-être dans cette lettre de Barthélemy du 4 juillet 1850 qui l'informe, mais, notons-le bien, sans nommer la *Société universelle des communistes révolutionnaires*⁵, d'une activité avec « les communistes allemands » : « Nous avons commencé conjointement avec les communistes allemands la rédaction d'un manuel révolutionnaire contenant par ordre de numéros toutes les mesures que le peuple devra prendre immédiatement après la révolution (...) Notre intention est de faire de ce manuel un petit livre que nous répandrons parmi les ouvriers (...) Nous ferons aussi imprimer ce manuel en forme de proclamation pour l'afficher dans les rues de Paris. Faites-nous savoir si nous pouvons vous faire passer notre manuscrit sans in-

¹ Le Maitron, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier et du mouvement social*. La notice a été revue et actualisée par Michel Cordillot et Jean Risacher.

² Le Maitron, p. 502.

³ C'est, par contre, l'objet même de l'ouvrage de Hal Draper qui traite très précisément du concept marxiste de « dictature du prolétariat » qu'il distingue nettement des conceptions blanquistes sur le sujet. H. Draper réserve de sévères critiques envers tous ceux (Samuel Bernstein, notamment) qui, selon lui, ont affabulé et entretenu un véritable « mythe » sur le prétendu blanquisme de Marx. Le principal de sa polémique porte ici sur les affirmations du biographe de Marx, Boris Nicolaïevski à propos de cette alliance avec les blanquistes, des affirmations qu'il récuse rudement comme de pures affabulations et qu'il qualifie comme l'un « des plus affligeants commentaires de la littérature sur le marxisme » (« The SUCR Episode », op.cit., p. 202). Commentant l'accord avec les blanquistes, Nicolaïevsky écrit : « Que Marx ait accepté cette conception de la révolution qu'il avait brutalement combattue jusqu'alors et qu'il devait combattre par la suite, cela montre mieux que tout le reste à quel point l'effondrement de ses immenses espoirs avait alors troublé sa clairvoyance ». (Boris Nicolaïevsky et Otto Maenschen-Helfen, *La vie de Karl Marx*, Editions de la Table Ronde, 1977, p. 242)

⁴ Barthélemy dans sa lettre à Blanqui du 4 juillet 1850, parlant du « peu de foi de la plupart des proscrits de l'immigration », écrit : « Les idées de la Société centrale sont peu estimées ici ; nous n'avons jamais été plus de 6 ou 7 amis de son ancien président » (Plotkin, article cité). Pour rappel, la « Société centrale » était le nom du parti de Blanqui en France en 1848.

⁵ Hal Draper tire argument de ce silence pour insister sur l'inconsistance du projet. En effet, comment des blanquistes comme tels auraient-ils pu ne pas mentionner plus clairement l'existence d'une organisation qui leur donnait une telle importance ? (« The SUCR Episode », op.cit.. p. 205)

convénient pour que vous puissiez y mettre la dernière main. En le lisant vous verrez quelles sont nos intentions et je ne doute pas pour mon compte que vous les approuviez¹ ».

On n'a gardé aucune trace de ce manuel.

*

2. Rapprochement

Si l'on s'interroge sur les circonstances qui ont conduit à cette rencontre, on ne dispose que d'informations très sommaires, et notamment, dans les faits et gestes des protagonistes, de **trois indications** « **festives** ».

Le **31 décembre 1849**, Marx et Engels, accompagnés de Willich et de Konrad Schramm participent à une fête de nouvel an organisée par les *Fraternal Democrats*².

Le **25 février 1850**, un banquet est organisé par la *Société des Proscrits Démocrates Socialistes* en l'honneur du second anniversaire de la révolution de février 1848 en France et des insurgés de juin³. Marx et Engels y participent en compagnie de Ferdinand Wolff, et tous trois y prennent la parole⁴. (MECW vol. 10, p. 706)

Le **5 avril 1850**, les *Fraternal Democrats* organisent un souper pour célébrer, sous la présidence de Harney, l'anniversaire de Robespierre. On y entend une intervention de Bronterre O'Brien, mais aussi des interventions d'Engels (« Aux prolétaires anglais ») et de Konrad Schramm⁵. Marx est présent, mais n'intervient pas. Hal Draper insiste sur le fait que le discours de Schramm⁶ était précisément centré sur la notion de dictature du prolétariat (avec, précise-t-il, une référence à Blanqui⁷).

Ce sont là, à l'évidence, des signes de proximité.

Mais il semble bien que sous l'angle politique, l'élément moteur du rapprochement avec les blanquistes ait été **August Willich**. C'est la thèse soutenue par Hal Draper qui avance **trois arguments** :

- Il existe entre Vidil, Barthélemy et Willich des affinités de caractère et de convictions politiques très fortes : une approche anti-intellectualiste de l'action militante, un volontarisme que soutient un réel penchant pour la violence⁸, et la conviction typiquement « blanquiste » que la révolution se fera par le soulèvement d'une minorité armée. Il n'existe pas, note H. Draper, de semblables correspondances dans le chef de Karl Schapper, ce qui expliquerait la présence de Willich plutôt que la sienne lors de la signature du document.
- Selon une hypothèse plus lourde, Hal Draper attribue par ailleurs à Willich une stratégie secrète consistant à « subordonner » l'action de la *Ligue* elle-même aux décisions d'une structure supranationale faitière et de vouloir ainsi contrebalancer la prépondérance de Marx au sein de l'Autorité centrale de la *Ligue*.

¹ Plotkin, article cité.

² Source : le chapitre consacré à Konrad Schramm par N. Rumjanzewa dans l'ouvrage collectif dirigé par E. Kandel et S. Lewiowa *Marx und Engels und die ersten proletarischen Revolutionäre*, Dietz Verlag, Berlin 1965, p. 411. Engels évoque cette soirée dans la lettre qu'il adresse le 23 novembre 1853 à Marx, et que ce dernier reproduira en son entier dans son pamphlet intitulé *Le Chevalier de la noble conscience*. Engels évoque une vive discussion entre Willich et lui à cette occasion de la saint Sylvestre sur un sujet relatif au *Comité des Réfugiés* dont ils faisaient partie à cette date. Engels relate dans la même lettre l'altercation survenue lors d'une réunion de l'Autorité centrale de la *Ligue* entre Willich et Schramm, une dispute qui sera la cause de leur duel : « un duel entre un vieux lieutenant prussien rompu au maniement du pistolet et un commerçant qui n'avait peut-être jamais eu un pistolet en main » (C4, p. 59).

³ Il s'agit, date pour date, de la même manifestation qui l'année suivante, en 1851, sera organisée sous le nom de « Banquet des Egaux » avec la participation de Louis Blanc.

⁴ Les toasts prononcés par Engels (en français) et par F. Wolff seront rapportés dans la presse anglaise et allemande. (MECW, vol. 10, p. 607 et 706, note 430)

⁵ MECW, vol. 10, p. 611 et 706, note 431.

⁶ Lequel était à l'époque très proche de Marx, le gérant même de la *Neue Rheinische Zeitung Revue*,

⁷ H. Draper en tire argument dans sa démonstration pour situer l'accord de la SUCR vers cette date du 5 avril 1850. Le rapport de cette réunion en l'honneur de Robespierre se trouve aux pages 159-160 de BDK2.

⁸ Barthélemy a été le témoin de Willich dans son duel avec Konrad Schramm à Anvers. Il sera lui-même engagé dans un duel, le 19 octobre 1852, contre Frédéric Cournet, qu'il tuera en la circonstance. Reconnu coupable du meurtre d'un anglais en 1854, il sera condamné à mort et pendu en public le 22 janvier 1855. Pour rappel, Barthélemy avait déjà été condamné au bagne en France, en 1839, pour le meurtre d'un sergent de ville.

- Enfin, du point de vue rédactionnel, H. Draper tend à attribuer à Willich (ou à ses alliés français) les expressions « dictature *des prolétaires* » (et non du *prolétariat*) et « famille humaine » qui n'appartiennent manifestement pas au vocabulaire de Marx.

*

3. Eloignement

Les **signes de rupture** ne vont toutefois pas tarder à se manifester.

Le **6 mai 1850**, Marx et Engels adressent à **François Pardigon** une lettre qui ressemble fort à une mise en demeure.

En cause, les relations de la *Société des Proscrits Démocrates Socialistes* avec la société qui avait établi son siège au **22, Greek Street** à Soho sous le nom d'*Association démocratique*. Il s'agissait en vérité d'une dissidence du *Londoner Deutscher Arbeiterbildungsverein* qui avait été sanctionnée par l'exclusion, en novembre 1849, de plusieurs militants comme Wilhelm Backhaus et Ludwig Bauer. Etablie dans les locaux du brasseur Hugo Hillmann, cette société n'avait pas tardé à être dominée par Karl Heinzen et par Gustav Struve.

Mon cher Pardigon,

Nous apprenons à l'instant même qu'on a l'intention de [proposer] soumettre, de la part de votre société, votre programme à la société allemande de Greek Street et de lui demander si elle y donne son adhésion, oui ou non.

Nous n'y croyons pas, après notre entretien de samedi; mais si vous ou votre société nous dénonciez un individu ou un tas d'individus quelconques comme de simples mauvais sujets, nous les mettrions tout simplement à la porte, sans demander s'ils [adhérait] voulaient bien adhérer à notre programme¹.

Nous vous avons dénoncé les meneurs de cette société comme des charlatans ou des escrocs. Des escrocs et des charlatans signent tout. Ils auraient bien signé notre manifeste, si nous avions voulu accepter leurs propositions réitérées d'union et de concorde.

Vous concevez que si une pareille proposition était adoptée par votre société, notre honneur nous commanderait de rompre immédiatement toute liaison avec [elle] les membres de Rathbone Place².

Salut et fraternité

On ne connaît pas de réaction à cette lettre de Pardigon ou d'un autre membre de la *Société des Proscrits Démocrates Socialistes*.

*

Rupture

L'acte de rupture ne prendra pas la forme solennelle d'un rapport qui l'enregistre. Il résulte dans les faits de la situation intervenue après la scission, le 15 septembre 1850 au sein de l'Autorité Centrale de la Ligue.

Bien qu'ils aient été informés de l'évènement par la circulaire diffusée dès le 1^{er} octobre 1850 par la fraction Schapper/Willich, et s'adressant du reste à Willich séparément, les trois cosignataires blanquistes de l'accord d'avril 1850 vont adresser à Marx et à Engels, **le 7 octobre 1850**, une convocation à se réunir pour traiter « des affaires de l'association que nous avons formée ».

¹ « à votre programme ». Le texte de l'accord d'avril 1850 n'est donc pas concerné ici.

² Qui était l'adresse (Rathbone Place) du local de la *Société des Proscrits Démocrates Socialistes* à Londres.

Voici cette lettre, rédigée en français¹ :

Aux citoyens Marx et Engels,

Citoyens,

Nous avons l'honneur de vous informer que nous devons avoir dans le courant de cette semaine une réunion pour traiter des affaires de l'association que nous avons formée. Nous avons prévenu déjà le Citoyen Willich². Nous attendons que vous nous fassiez connaître le lieu et le jour que vous aurez choisis, ces deux points étant sans importance pour nous. Nous avons l'honneur de vous saluer.

Signé Barthélemy, Adam, Vidil.

La réponse prendra la forme, dès **le 9 octobre 1850**, de l'invitation ironique que voici, rédigée en anglais³ :

Messieurs⁴,

Nous avons l'honneur de vous faire savoir que nous considérons l'Association dont vous parlez comme dissoute depuis longtemps *de facto*. La seule chose qui resterait encore à faire serait la destruction de l'accord de fondation. Peut-être Messieurs Adam ou Vidil⁵ auraient-ils l'obligeance de se présenter dimanche prochain le 13 octobre à midi chez M. Engels, Macclesfield street, N° 6, Soho, pour assister à l'incinération de l'accord de fondation.

Agrérez, Messieurs, les salutations de vos respectueux serviteurs.

Marx, Engels, Harney⁶

*

Il est utile de se tourner en conclusion vers l'analyse de l'évènement par Hal Draper. La thèse, en effet, que ce dernier soutient est que cette fameuse *Société universelle des communistes révolutionnaires* n'a jamais eu d'existence que **formelle** et même que le texte de l'accord, tel que rédigé, ne devait être qu'un brouillon en vue d'éventuelles négociations ultérieures plus précises. Sauf les quelques lettres de la correspondance que l'on vient de mentionner, ce texte n'est en vérité jamais mentionné dans les archives connues de l'époque.

Enfin il faut signaler la parution dans le quatrième numéro daté d'avril 1850⁷ de la *Neue Rheinische Zeitung Politisch-ökonomische Revue* de l'article de Marx consacré à une recension des ouvrages d'Auguste Chenu et de Lucien de la Hodde⁸. Ce texte est clairement une critique frontale de la stratégie des sociétés secrètes sous le règne de Louis-Philippe. Le propos de Marx ne s'adresse pas moins, fût-ce indirectement, à ceux qui demeurent attachés à cet aspect essentiel de la politique blanquiste.

¹ Nous citons à partir de BDK2, pp. 291-292.

² Observons qu'il n'est pas fait mention dans cette convocation de George Harney.

³ Nous citons à partir de C2, p. 83.

⁴ Une appellation qui n'est pas « confraternelle » comme le serait, selon le vocabulaire républicain, le terme « Citoyens ».

⁵ Barthélemy qui avait signé en premier la lettre du 7 octobre n'est pas mentionné car il n'était pas un des signataires de l'accord.

⁶ Dont la signature, cette fois, apparaît, comme de droit. A cette date, avant le banquet des Egaux de février 1851, ses relations avec Marx et Engels sont encore cordiales.

⁷ L'article est contemporain de l'accord, même si ce numéro a paru plus tard en raison notamment des problèmes de santé de Marx en janvier 1850 et des difficultés financières de la revue.

⁸ Pour rappel, il s'agit de deux notoires indicateurs de police sous la monarchie de juillet avec cette circonstance très particulière que Lucien de la Hodde était parvenu à s'emparer de la direction elle-même de la société des *Nouvelles saisons*, la principale organisation secrète républicaine reconstituée après l'échec de la tentative insurrectionnelle de Blanqui et Barbès en mai 1839. Pour une présentation commentée de ce texte de Marx, nous renvoyons au chapitre 2.3 de notre fascicule 16.

3.4. L'Adresse de juin 1850

Sources :

- Dieter Dowe, *Aktion und Organisation, Arbeiterbewegung, sozialistische und kommunistische Bewegung in der preußischen Rheinprovinz 1820-18521*, Schriftenreihe des Forschungsinstituts der Friedrich-Ebert-Stiftung, Band 78, Hanovre, 1970, en particulier le chapitre 4 de la partie 3.

- *Der Bund der Kommunisten, Dokumente und Materialien* Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED/KPdSU, vol.1 (1836-1849), vol.2 (1849-1851), vol.3 (1851-1852), Dietz Verlag Berlin, 1982, en particulier le rapport d'Ernest Dronke, le 3 juillet 1850, à l'Autorité centrale¹

*

Les statuts de la *Ligue* imposaient que fût distribuée tous les trois mois par l'Autorité centrale une circulaire d'information sur l'état de l'organisation². L'Adresse de juin 1850 répond à cette exigence.

Par lui-même, le texte n'offre pas un intérêt majeur³.

Après des généralités sur les efforts accomplis pour réorganiser la *Ligue*, la circulaire se livre à une description des structures existantes en Belgique⁴, en Suisse, en Allemagne, en France et en Angleterre, une description rapide et très allusive en raison des risques que présentait, en Allemagne surtout, une surveillance policière accrue :

« Le Comité central avait l'intention de présenter dans cette circulaire un rapport spécial sur la situation de la Ligue en Allemagne. Toutefois ce rapport ne saurait être fourni en ce moment, étant donné que la police prussienne mène justement une enquête sur une vaste organisation dans les rangs du parti révolutionnaire. La présente circulaire, qui atteindra l'Allemagne par une voie sûre, mais qui, lors de sa diffusion à l'intérieur de l'Allemagne, risque de tomber çà et là dans les mains de la police⁵, doit donc être rédigée de façon que son contenu n'offre pas d'armes pouvant se retourner contre la *Ligue*⁶. »

La « voie sûre » ici évoquée fait référence à la mission accomplie par **Carl Wilhelm Klein**, lequel s'était chargé de transmettre le document à la *commune* de Cologne, dès le 16 juin 1850, lors de son retour à Solingen, sa ville natale⁷.

*

¹ De même que ses lettres à Engels des 3 et 18 juillet 1850, ainsi que la lettre de Wilhelm Wolff à Engels du 9 mai 1850 (BDK2, pp. 185-187)

² Il s'agit précisément de l'article 8 des statuts dont le texte complet se trouve aux pages 634-636 du volume 10 des MECW.

³ Est-il de la plume de Marx ? La question reste débattue entre les historiens. Comparé à l'Adresse de mars, ce texte est manifestement plutôt terne sous l'angle à la fois du style et de l'analyse. Le document a été publié par Engels en annexe de sa réédition, en 1885, des *Révélations sur le procès des communistes à Cologne*. On dispose de deux traductions françaises, celle de Jules Molitor en annexe de l'édition de 1939 du volume *Karl Marx devant les jurés de Cologne*, aux éditions Alfred Costes et celle de Maximilien Rubel aux pages 560-567 de *Karl Marx, Œuvres*, volume 4, aux éditions Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, Paris 1994.

⁴ Le rapport se résume à ce constat : « En général, la Ligue a perdu beaucoup de sa force depuis la révolution de février et l'expulsion de la plupart des membres du Club ouvrier allemand de Bruxelles. Les conditions policières actuelles ne lui ont pas permis de recouvrer son ascendant. Néanmoins, une *Gemeinde* (commune) a pu survivre sans interruption à Bruxelles et elle existe encore à ce jour et agit au mieux de ses forces ». Nous citons à partir de la traduction disponible aux pages 560-567 de l'édition des *Karl Marx Œuvres*, aux éditions Gallimard, Coll. de la Pléiade, vol. 4.

⁵ Le document ne tardera pas à tomber dans le domaine public. La presse allemande de juillet 1850 en publie de larges extraits (MECW, vol. 10, p. 681).

⁶ *Karl Marx Œuvres*, op.cit., p. 563-564.

⁷ D. Dowe, op.cit., p. 257.

On retiendra ici la situation très particulière que présente, **en Suisse**, le mouvement révolutionnaire après l'échec, en 1849, de l'insurrection dans le Bade et le Palatinat.

Même si de façon très imprécise, les principaux apports de cette Adresse concernent, en effet, une certaine activité politique dans ce pays où, lit-on :

« plusieurs réfugiés plus ou moins connus issus des mouvements divers ont constitué, au début de cette année, une association qui avait pour objectif de participer le cas échéant au renversement des gouvernements et de tenir en réserve des hommes prêts à assumer la direction du mouvement et même à se charger du gouvernement. Cette association n'avait pas le caractère prononcé d'un parti – ses composantes disparates ne le permettaient pas. Ses membres se recrutaient parmi toutes les fractions du mouvement, des communistes les plus résolus et même des anciens membres de la Ligue aux plus timorés des démocrates petits-bourgeois et ex-membres du gouvernement du Palatinat.

Pour les arrivistes et autres ambitieux de moindre envergure de Bade et du Palatinat, alors si nombreux en Suisse, cette association offrait une occasion rêvée pour faire carrière. ».

De quoi s'agit-il ?

Il se trouve qu'une société secrète s'est constituée à Zurich au début de l'année 1850 sous le nom de **Centralisation révolutionnaire**, à l'initiative d'un groupe plutôt hétérogène composé de combattants exilés en Suisse après l'insurrection dans le Bade et le Palatinat, et parmi eux nombre de responsables politiques et de parlementaires.

Elle a pour leaders des personnalités comme Samuel Tzschirner¹, qui en est le président et Johan Philipp Becker². On y compte aussi, à divers degrés d'engagement, des militants et des militaires de la démocratie radicale comme Gustav Techow³ et Franz Siegel⁴ mais aussi des membres de la Ligue elle-même, comme Karl d'Estér, Karl von Bruhn⁵ et Wilhelm Wolff (dit Lupus).

Il y règne à vrai dire une grande confusion dans les analyses politiques de la situation de sorte que Marx et Engels s'opposeront à toute offre de collaboration entre cette association et la *Ligue* telle que reconstruite à Londres.

Des tractations n'ont pas moins eu lieu en vue d'une collaboration entre les deux structures. Marx les évoque dans le chapitre IV (« La lettre de Techow ») de son pamphlet de 1860 **Herr Vogt**.

Il écrit:

La société concurrente qui existait en Suisse, dont Techow parle ici et dont il se posait en quelque sorte comme le représentant auprès de nous, c'était la « Centralisation révolutionnaire » que nous avons déjà mentionnée. Le

¹ **Samuel Tzschirner** a joué un rôle de premier plan dans l'insurrection de Dresde au sein du triumvirat qui se met en place dès le 3 mai 1849. Après l'échec du soulèvement, il participe aux côtés de Gustav Struve aux combats pour la Constitution du Reich dans le Bade et le Palatinat. Tzschirner émigrera en 1850 aux Etats-Unis (Source : la notice de Jacques Droz dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international*, Allemagne, Les éditions ouvrières, Paris 1990, pp. 478-479)

² **Johan Philipp Becker** s'était vu confier par Lorenz Brentano l'organisation du premier contingent de la milice populaire du Palatinat. (Engels, *La campagne pour la Constitution du Reich*, Éditions sociales, Paris 1951, p. 145). Parlant de lui bien plus tard, en 1886, Engels affirmera : « Avec Becker nous avons perdu le seul général révolutionnaire allemand que nous ayons connu. ». Le propos est extrait d'un article intitulé « Johann Philipp Becker » paru le 17 décembre 1886 dans le « Der Sozialdemokrat » à l'occasion de sa mort (Marx Engels Werke, vol. 21, p. 319). On se gardera de le confondre avec Hermann Heinrich Becker qui sera l'un des condamnés du procès de Cologne en 1852.

³ De **Gustav Adolf Techow**, Engels affirme qu'il a été, lors de la campagne dans le Bade, « le seul officier capable parmi les autres officiers de Kaiserlautern » (*La campagne pour la Constitution du Reich*, op.cit., p. 159). Il constituera à Londres en 1851, avec Franz Sigel, un groupe d'influence militaire autour de Willich dans la perspective d'actions armées sur le territoire prussien (Engels à Marx le 23 mai 1851, C2, p. 222). Sa proximité avec Willich explique qu'il en a été le témoin, en septembre 1850, lors de son duel à Anvers contre Conrad Schramm (BDK2, p. 685)

⁴ **Franz Sigel** avait reçu le commandement en chef des troupes révolutionnaires du Bade comme ministre de la guerre dans le gouvernement de Lorenz Brentano.

⁵ Lequel **Karl von Bruhn**, lit-on dans cette Adresse de juin, sera exclu de la *Ligue* en raison de son comportement manœuvrier. Il se rangera du côté de Willich/Schapper lors de la scission de septembre 1850. En mai 1863, il rejoint Lassalle au sein de l'ADAV (l'Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein).

Comité central de cette société avait son siège à Londres. Le président en était un avocat, ancien vice-président d'un des parlements minuscules de 1848 et membre d'un des gouvernements provisoires allemands de 1849. En juillet 1850, Dronke arriva à Zürich et, en sa qualité de membre de la « Ligue » de Londres, il fut chargé par M. l'avocat de me « communiquer » une espèce de contrat notarié.

Il est dit textuellement dans ce contrat:

« Entre la Ligue communiste et la Centralisation révolutionnaire, considérant la nécessité d'unir tous les éléments réellement révolutionnaires, vu que tous les membres du Comité central révolutionnaire reconnaissent que la prochaine révolution aura un caractère prolétarien, et bien qu'ils ne soient pas tous à même de se rallier sans réserves au programme établi à Londres (Manifeste de 1848), il a été convenu ce qui suit:

1. Les deux parties sont d'accord pour continuer à travailler parallèlement, la Centralisation révolutionnaire, en s'efforçant de préparer la prochaine révolution par l'union de tous les éléments révolutionnaires, la Société de Londres, en s'efforçant de préparer le règne du prolétariat par l'organisation des éléments surtout prolétariens;

2. La Centralisation révolutionnaire recommande à ses agents et à ses émissaires, toutes les fois qu'ils organiseront des sections en Allemagne, d'attirer l'attention des membres, qui leur paraîtraient susceptibles d'entrer dans la Ligue communiste, sur l'existence d'une organisation établie de préférence dans l'intérêt prolétarien;

3 et 4. La direction, pour la Suisse, sera confiée exclusivement, dans le Comité central révolutionnaire, à de vrais adhérents au *Manifeste* de Londres, et l'on se rendra réciproquement compte. »

Ce document encore en ma possession prouve qu'il ne s'agit pas de deux sociétés secrètes travaillant sur « le même terrain » (le prolétariat), mais de faire l'alliance de deux sociétés travaillant sur des terrains différents et ayant des tendances différentes. Il prouve encore ceci : la Centralisation révolutionnaire se déclarait prête, tout en poursuivant ses propres buts, à former une succursale de la Ligue des communistes.

La proposition fut repoussée, son acceptation étant inconciliable avec le caractère fondamental de la Ligue¹. ».

Le commentaire de Marx fait explicitement référence à la mission confiée à **Ersnt Dronke** de se rendre en Suisse pour y diffuser l'Adresse de juin et s'informer sur l'état de la *Ligue* dans ce pays. Le rapport qu'il adresse à l'Autorité centrale de Londres est daté du 3 juillet 1850. Il contient entre autres informations la proposition du président de la *Centralisation révolutionnaire*, l'avocat Samuel **Tzschirner** que mentionne ici Marx sans le nommer, en insistant sur la ferme volonté de Tzschirner de préserver l'autonomie de son organisation².

*

La *Centralisation révolutionnaire* se désintègrera d'elle-même vers la fin de 1850 en raison de l'expulsion de Suisse de bon nombre d'exilés politiques.

¹ Marx, *Herr Vogt*, traduction par J. Molitor, éditions Alfred Costes, Paris 1927, pp. 134-136.

² BDK2, p. 224. Le rapport complet occupe les pages 221-227.

3.5. La rupture au sein de la Ligue

La réunion du 15 septembre 1850 du Conseil central de la Ligue

Nous citons à partir de l'ouvrage de Roger Dangeville, *Karl Marx et Friedrich Engels, Le parti de classe*, tome 2 (*Activité, organisation*), pp. 10-16¹.

Sources documentaires :

- *Der Bund der Kommunisten, Dokumente und Materialien*, Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED/KPdSU, vol. 1 (1836-1849), vol. 2 (1849-1851), vol. 3 (1851-1852), Dietz Verlag Berlin, 1982. (BDK dans nos références, suivi du numéro de volume)
- *Marx, Engels, Correspondance*, Editions sociales, Paris 1971 et 1972, en particulier les volumes 2 (1849-1851) et 3 (janvier 1852-juin 1853) (C dans nos références, suivi du numéro de volume)

*

Entre le **18 septembre 1849**, date de la création du *Comité de soutien des réfugiés politiques allemands* qui marque la première manifestation organisationnelle de la présence de Marx à Londres et le **15 septembre 1850** où se produit la rupture au sein de la *Ligue*, il ne se sera passé qu'une seule et courte année. Et même, si l'on tient compte que Willich est admis le 3 décembre 49 à la direction du *Comité de soutien* (alors renommé *Comité social-démocrate de soutien aux émigrés allemands*) et que Karl Schapper² n'arrive à Londres qu'**en juillet 1850**, il n'aura pas fallu trois mois pour que la rupture advienne.

On dispose de très peu de données sur le **processus** lui-même de la rupture.

Deux faits sont toutefois à signaler : l'un, même si conflictuel, est plutôt anecdotique ; l'autre témoigne d'une violence révélatrice de l'intensité des désaccords.

*

L'anecdote est relatée par Engels dans sa lettre à Marx du 23 novembre 1853³ où il évoque certain incident survenu lors de la **fête de la Saint Sylvestre de décembre 1849** organisée par les *Fraternal Democrats*, une fête à laquelle Marx et lui participent en compagnie de Willich et de Schramm⁴. Engels raconte comment Willich a voulu à cette occasion « lui administrer un triomphal sermon moral⁵ ». Il ne fournit pas le détail de l'échange (il parle de « balivernes »), mais l'incident lui-même suffit à prendre la mesure des tensions qui existaient, à cette date déjà, au sein de l'Autorité centrale de la *Ligue*.

*

L'évènement plus brutal consiste dans le **duel entre August Willich et Konrad Schramm** à la suite d'une altercation survenue lors d'une réunion de l'Autorité centrale de la Ligue⁶, avec cette circonstance

¹ En ligne sur le site de Jean-Marie Tremblay « Les classiques des sciences sociales ». Le texte anglais se trouve aux pages 625-629 des MECW, volume 10.

² Arrêté le 13 juin 1849 à Wiesbaden, il avait été acquitté le 15 février 1850. En avril 1850, il reçoit la visite de Heinrich Bauer qui est en mission en Allemagne après le vote de la circulaire du 30 mars 1850 par l'Autorité centrale londonienne de la *Ligue*. Il prend alors la décision de rejoindre Londres où il arrive avec sa famille au début de juillet 1850.

³ Cette lettre (C4, pp. 55-60) a été écrite en vue de figurer dans le pamphlet de Marx contre Willich, *Le Chevalier de la noble conscience*, ce qui explique qu'elle paraît s'adresser non pas à Marx dans un rapport d'interlocution mais à une tierce personne.

⁴ Source : le chapitre consacré à Konrad Schramm par N. Rumjanzewa dans l'ouvrage collectif dirigé par E. Kandel et S. Lewiowa *Marx und Engels und die ersten proletarischen Revolutionäre*, Dietz Verlag, Berlin 1965, p. 411. Le pamphlet intitulé *Le Chevalier de la noble conscience* se trouve aux pages 657-660 de *Karl Marx, Œuvres*, Editions Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, vol. 4.

⁵ *Le Chevalier de la noble conscience*, op.cit., p. 660.

⁶ BDK2 situe cette réunion à la date du 30 août (p. 685). Le procès verbal de la réunion a été emporté par K. Schramm à Paris et confisqué par la police lors de son arrestation. (Marx à Engels, le 13 octobre 1851, C2 p. 341). Karl Schapper revient sur l'incident dans sa lettre à Marx du 27 août 1860 où il rappelle la dispute entre Schramm et Willich : « Je me souviens encore très bien, écrit-il, que tu as tout fait

particulière que le défi avait d'abord été lancé par Willich **à l'adresse de Marx** qui avait eu l'intelligence d'esquiver avant que le jeune Konrad Schramm ne le relevât pour lui-même.

On possède plusieurs **témoignages** sur cet affrontement qui eut lieu le **11 septembre 1850** (on se trouve à quatre jours de la réunion du 15 septembre) sur le territoire d'**Anvers**.

Et d'abord celui, précis et presque technique, du témoin que Konrad Schramm s'était choisi en la personne de Heinrich Ludwig Miskowsky, un officier polonais qui avait servi en Hongrie sous les ordres de Kossuth¹. Marx publiera son récit dans son pamphlet de novembre 1853 contre Willich intitulé *Le Chevalier de la noble conscience*².

Un autre témoignage se trouve dans les *Souvenirs sur Karl Marx et Engels* de **Wilhelm Liebknecht** qui écrit :

Le conflit avec la secte de Willich s'envenima, et un beau soir Willich provoqua Marx en duel. Marx répondit comme il convenait à cette sortie d'officier prussien ; mais le jeune Konrad Schramm, qui était une tête chaude, insulta Willich, et celui-ci exigea satisfaction. Le duel devait avoir lieu au pistolet en Belgique, au bord de la mer. Schramm n'avait jusque-là jamais tenu en main un pistolet, alors que Willich logeait une balle dans l'as de cœur à vingt pas. Il avait pris pour second Barthélemy. Nous étions pleins d'appréhension pour notre téméraire chevalier.

Le jour du duel s'était écoulé ; nous comptons les minutes. Le lendemain soir la porte s'ouvre; madame Marx et Lenchen étaient seules à la maison. Barthélemy entre. « Quelles nouvelles? » demandent-elles avec angoisse. Il répond en s'inclinant, d'une voix sépulcrale: « Schramm a une balle dans la tête ! » Après quoi il s'incline de nouveau, fait demi-tour et s'en va. On peut se figurer le saisissement de madame Marx qui faillit se trouver mal... Une heure plus tard, elle nous faisait part de la triste nouvelle. Nous pensions naturellement que c'en était fait de Schramm.

Le lendemain, tandis que nous parlions de lui avec tristesse, la porte s'ouvre et le pseudo-mort entre, la tête bandée, mais riant gaiement. Il nous raconte qu'il en a été quitte pour une légère contusion qui lui a fait perdre connaissance. Revenu à lui, il s'était trouvé seul au bord de la mer avec son second et un médecin³. Willich et Barthélemy avaient quitté Ostende sur un vapeur en partance. Schramm prit le bateau suivant⁴...

Pour leur part, Marx et Engels souligneront à leur tour la flagrante inégalité de compétence militaire entre les deux protagonistes.

Le récit de l'incident entre Willich et Schramm et l'évocation du duel, cette fois présentés **du point de vue de Willich**, se trouvent au début de la circulaire du 1^{er} octobre 1850 de la fraction Schapper/Willich⁵. Le texte ne mentionne à l'évidence pas le défi que Willich aurait d'abord lancé à Marx, l'initiative de la violence, notamment des insultes, étant attribuée à Schramm.

*

Sous un angle plus strictement politique, nous retiendrons les deux **repères suivants** :

1. Marx fait état dans le texte de son pamphlet *Le Chevalier de la noble conscience* d'une citation de Willich⁶ déclarant ceci :

pour rétablir la calme et pour régler l'affaire à l'amiable et que tu paraissais aussi surpris que moi-même et les autres présents par cette soudaine explosion ». (BDK2, p. 258)

¹ Willich pour sa part était accompagné d'Emmanuel Barthélemy et de Gustav Adolph Techow comme témoins (BDK 2, p. 685, et *Herr Vogt*, tome 1, Éditions Alfred Costes, p. 114)

² Marx ajoute que Barthélemy était engagé pour lui-même à cette date et au même lieu dans un duel contre un certain Français nommé Songeon.

³ Miskowsky est évidemment plus précis : « Après que Schramm eut raté le coup qu'il tira sur Willich à un demi-pas de sa position initiale, Willich tira de sa place sur Schramm et sa balle blessa légèrement Schramm à la tête. Je restai auprès de Schramm *parce que nous n'avions pas de docteur* (Herr Willich avait arrangé le duel), nettoyai et pansai sa blessure sans me soucier des sept personnes qui faisaient la fenaison tout à côté et qui pouvaient devenir dangereuses pour moi. » (*Le Chevalier de la noble conscience*, op.cit., pp. 662-663).

⁴ *Souvenirs sur Marx et Engels*, Éditions du Progrès, Moscou, 1982. Le texte de Liebknecht se trouve aux pages 120-121

⁵ Aux pages 720-721 de BDK2.

⁶ Pour rappel, le texte du *Chevalier de la noble conscience* est une riposte aux commentaires de Willich dans la presse germano-américaine après la parution de la brochure de Marx intitulée *Révélation sur le procès des communistes*.

« Le premier conflit entre Marx, Engels et moi-même surgit lorsque les hommes de la révolution vivant à Londres qui ont eu une sphère d'influence plus ou moins grande nous ont adressé une invitation à une réunion. Je pensais accepter ; je demandais que notre position de parti et notre organisation fussent respectées, mais que l'éclat des dissensions internes parmi les émigrés ne fût pas propagé à l'extérieur. On vota contre moi, l'invitation fut déclinée, et c'est de ce jour que datent les odieux désaccords dans l'émigration londonienne, dont les conséquences sont toujours présentes aujourd'hui, bien qu'ils aient probablement perdu désormais toute signification pour l'opinion publique¹. »

Le propos, on le constate, est imprécis. L'invitation évoquée n'est pas datée et ses auteurs ne sont pas nommément identifiés. De surcroît, Marx lui oppose une erreur de chronologie en situant cette invitation à la date du 14 juillet 1851, et donc bien après la rupture de septembre 1850, sur une proposition, précise-t-il, du citoyen Joseph Fickler qui envisageait de constituer un comité pluraliste de l'immigration allemande. Marx fait ici référence au projet de Joseph Fickler qui à son arrivée en Angleterre avait pris une initiative qui donnerait laborieusement naissance, le 27 juillet 51, à un certain « Comité de l'émigration allemand² ».

Or, quelles que soient les dates, et prenons acte de la correction apportée par Marx, il apparaît bien que les premiers désaccords (*le premier conflit*, affirme Willich) ont surgi sur la question d'une alliance avec d'autres associations de l'immigration à Londres³.

Le motif de ce désaccord majeur est confirmé par la déclaration quasi officielle que Karl Schapper fera parvenir à Marx quelque dix années plus tard, le 11 mai 1860, pour corriger, dit-il, les commentaires insensés tenus sur la scission de septembre 1850. Il précise dans ce texte que lorsqu'il est arrivé à Londres en juillet 1850, il a trouvé une situation déjà conflictuelle entre Marx et Willich, non pour des raisons personnelles, mais sur la question des alliances avec les différentes fractions de l'immigration londonienne, Marx plaçant Willich devant la nécessité, s'il poursuivait sur la voie de cette politique d'alliance, de quitter le parti. Willich, ajoute-il, avait tenu cette injonction comme un véritable attentat contre sa liberté personnelle. Il conclut : « Ces différences de points de vue, et elles seules ont été la cause des tensions entre nous et de la scission qui s'est produite⁴. ».

2. Dans son évocation de l'histoire de la Ligue dans *Herr Vogt*, Marx écrit :

« Les raisons de principe qui ont amené la scission (...) sont indiquées dans les *Révélations*, où se trouve reproduit un extrait du procès-verbal de la séance que le Comité Central tint le 15 septembre 1850.

L'occasion pratique directe ce furent les tentatives de Willich d'impliquer la Ligue dans les enfantillages révolutionnaires de l'immigration démocratique allemande⁵. ».

*

D'un point de vue strictement relationnel, les rapports entre Marx et Willich n'ont jamais été chaleureux. De surcroît la personnalité de Willich, son mode de vie au plus près des artisans réunis au sein de l'*Arbeiterbildungsverein*, sa dégaine militaire, son exaltation dans des propos de taverne lui ont assuré une popularité sans commune mesure avec le respect un peu distant que Marx suscitait. Willich était porteur à la fois d'une approche sentimentale sommairement égalitaire du communisme à venir⁶ et d'une conception volontariste de l'action politique, proche en cela des idéaux du « socialisme vrai » et de l'ancienne *Ligue des Justes*. On va du reste voir se développer au sein du cercle londonien de la *Ligue* les manifestations de l'ancienne opposition qui s'était manifestée en 1847 au sein de la *Ligue des Justes* entre une base populaire et le camp des « docteurs ». Et nul doute que l'alliance avec les blanquistes ait renforcé cette conception activiste au détriment des leçons de lucidité dont Marx était porteur.

¹ Marx, *Le chevalier de la noble conscience*, op.cit., p. 655.

² Les commentaires de Marx sur l'entreprise de Fickler et les négociations qui se sont succédé se trouvent dans ses lettres à Engels des 4 juillet (C2, pp. 245-250) et à Herman Ebner de la deuxième quinzaine d'août 1851 (C2, pp. 289-297).

³ On peut imaginer que la présence de Gustav Struve au sein du *Comité Central Démocratique Européen* (aux côtés donc de Ruge, Mazzini et Ledru-Rollin) ait pu éveiller la sympathie de Willich pour le double insurgé de Bade (en avril et en septembre 1848).

⁴ Déclaration de Karl Schapper à Karl Marx, le 11 mai 1860 (BDK3, p. 360)

⁵ *Herr Vogt*, Edition Costes, tome 1, p. 108.

⁶ Plus proche du *Catéchisme rouge* de Moses Hess que du *Manifeste*. Dans sa *Contribution à l'histoire de la Ligue des Communistes*, Engels parle, à propos de Willich, de l'institution d'une « espèce d'islam communiste ».

*

Voici à présent le compte rendu de cette réunion¹.

Présents : Marx, Engels, Schramm, Pfänder, Bauer, Eccarius, Schapper, Willich, Lehmann.

Excusé : Fränkel.

Cette réunion étant extraordinaire, on ne dispose pas encore du procès-verbal de la dernière réunion ; il ne peut donc être lu.

MARX : La réunion de vendredi n'a pas pu se tenir parce qu'elle était en concurrence avec la commission de l'Association². Willich ayant convoqué une réunion de district, ce dont je n'examine pas ici la validité, la réunion doit avoir lieu aujourd'hui.

Ce préalable n'est pas sans importance. Une assemblée convoquée au sein de l'*Arbeiterbildungsverein* n'aurait pas manqué de donner une large majorité aux thèses de Willich. Marx prend donc les devants en réunissant l'instance politique de l'Autorité centrale de la *Ligue*, distincte de l'autre société.

Je présente donc la proposition suivante qui se subdivise en trois points:

1. Le Conseil central est transféré de Londres à Cologne et passe au conseil de district de cette localité, sitôt que la réunion d'aujourd'hui du Conseil central sera terminée. Cette décision sera communiquée aux membres de la Ligue à Paris, en Belgique et en Suisse. Le nouveau Conseil central la communiquera lui-même aux membres d'Allemagne.

Motifs : afin de ne pas troubler l'unité du pouvoir central, je me suis opposé au projet de Schapper qui veut installer à Cologne un conseil de district pour l'ensemble de l'Allemagne. Dans notre projet, cette question ne se pose plus. Mais une série de nouvelles questions se posent. La minorité du Conseil central est en rébellion ouverte contre la majorité, comme cela s'est manifesté aussi bien lors du vote de blâme de la dernière réunion que lors de la réunion générale convoquée aujourd'hui par le district, aussi bien à l'Association qu'au Comité des réfugiés. C'est pourquoi la présence du Conseil central est devenue impossible à Londres. L'unité du Conseil central ne peut plus être sauvegardée, il devrait se scinder et former deux Ligues ; comme l'intérêt du parti prévaudrait, je propose cette issue au conflit.

Cette mesure de transfert fait penser anticipativement à la décision que Marx prendra au congrès de La Haye en septembre 1872 de transférer à New York le Conseil général de la 1^{er} Internationale afin de régler un conflit sans issue avec la tendance anarchiste de l'organisation.

2. Les statuts de la Ligue ayant été en vigueur jusqu'ici sont abolis. Il incombera au nouveau Conseil central de faire de nouveaux statuts.

Motifs : les statuts du Congrès de 1847 ont été modifiés par le Conseil central de 1848. À présent, les conditions de l'époque sont de nouveau changées. Les derniers statuts de Londres ont affaibli la portée des articles des statuts formulant les principes. Ça et là, on applique les deux statuts ; à certains endroits, on n'en applique aucun, et l'on agit suivant ses propres moyens ; bref, c'est l'anarchie dans la Ligue. En outre, les derniers statuts sont publiés et ainsi ne peuvent plus servir. Je propose donc, en substance, qu'à l'absence de statuts on substitue de

¹ Un texte qui, notons-le au passage, n'est connu que depuis 1956, publié par Boris Nicolaïevsky dans son article « Toward a History of « The Communist League » », *International Review of Social History* 1, 1956, pp. 234-252.

² Il est fait référence ici à l'*Association allemande pour la formation des travailleurs (l'Arbeiterbildungsverein)*, par ailleurs nommée Société de la Great Windmill Street, qui était l'adresse de son local.

véritables statuts.

3. On formera deux districts à Londres qui n'auront absolument aucune relation entre eux, sinon celle qu'ils sont tous deux dans la Ligue et correspondent avec le même Conseil central.

Motifs : précisément pour sauvegarder l'unité de la Ligue, il est nécessaire de former deux districts ici. Aux antagonismes entre personnes ont fini par s'ajouter des antagonismes de principes au sein de l'Association. Précisément, lors du dernier débat sur la question « de la position du prolétariat allemand dans la prochaine révolution », des membres de la minorité du Conseil central ont exprimé des points de vue qui sont en contradiction directe avec l'avant-dernière circulaire¹, voire avec le *Manifeste*. Ils ont substitué à la conception internationale du *Manifeste* une conception nationale et allemande, en flattant le sentiment national de l'artisan allemand. À la place de la conception matérialiste du *Manifeste*, ils ont une conception idéaliste : au lieu de la situation réelle, c'est la *volonté* qui devient la force motrice de la révolution. Tandis que nous disons aux ouvriers : il vous faut traverser quinze, vingt, cinquante ans de guerres civiles pour changer les conditions existantes et vous rendre aptes à la domination sociale, ils disent au contraire : nous devons immédiatement arriver au pouvoir, ou bien nous pouvons aller nous coucher ! À la manière dont les démocrates utilisent le mot « peuple », ils utilisent le mot « prolétariat », comme une simple phrase. Pour réaliser cette phrase, il faudrait proclamer prolétaires tous les petits-bourgeois, c'est-à-dire représenter la petite bourgeoisie, et non le prolétariat. À la place du développement historique réel, il faudrait mettre la phrase « révolution ».

On trouve dans cette critique du *volontarisme idéaliste* le **centre de l'argumentation de Marx**, *idéaliste* au sens philosophique d'un aveuglement sur les conditions matérielles économiques et politiques dans lesquelles se déroule la lutte des classes.

Ces débats ont enfin prouvé quelles étaient les divergences de principes qui constituaient l'arrière-fond des chamailleries personnelles, et maintenant le moment est venu d'intervenir. Précisément ces antagonismes sont devenus les mots d'ordre de lutte des deux fractions, et les défenseurs du *Manifeste* sont traités de réactionnaires par certains membres de la Ligue ; l'on a ainsi cherché à les rendre impopulaires, mais cela leur est parfaitement indifférent, étant donné qu'ils ne recherchent aucune popularité. En conséquence, la majorité aurait le droit de dissoudre le district de Londres et d'exclure la minorité comme étant en contradiction avec les principes de la Ligue. Cependant, je ne fais pas cette proposition, parce qu'elle susciterait d'inutiles chamailleries et que ces gens sont encore des communistes de par leur conviction, bien que les conceptions qu'ils expriment en ce moment soient anticommunistes et peuvent, à la rigueur, être appelées *social-démocrates*.

On comprendra cependant que ce serait pure perte de temps que de rester encore ensemble. Schapper a souvent parlé de nous séparer, bien - je prends au sérieux sa parole de séparation. Je crois avoir trouvé la voie grâce à laquelle nous nous séparons sans faire éclater le parti.

Je déclare qu'à mon sens je souhaite tout au plus que douze personnes² passent dans notre district, le moins possible, et j'abandonne volontiers toute la volée à la minorité. Si cette proposition est adoptée, il est manifeste que nous ne pourrions pas rester dans l'Association; la majorité et moi-même, nous quitterons l'Association de la *Great Wind-*

¹ L'avant-dernière circulaire ? Il s'agit de la circulaire de mars 1850 qui sera suivie par une autre, la dernière, en juin 1850.

² Le nombre est précis. Ils seront 12 à signer, le 17 septembre 1850, leur démission de l'association de la Great Windmill Street : Heinrich Bauer, Karl Pfänder, Georg Eccarius, Sebastian Seiler, Karl Marx, Konrad Schramm, Friedrich Engels, Ferdinand Wolff, Wilhelm Liebknecht, August Hain, Wilhelm Haupt et Gottfried Klose. (BDK 2, p. 271). La liste fournie en C2, p. 83, est fautive : elle donne « Hein » comme le prénom de Wilhelm Haupt.

mill Street. Enfin, il ne s'agit pas d'établir des relations d'hostilité entre les deux fractions, mais au contraire de résorber les tensions, donc toutes les relations. Nous demeurons ensemble dans la Ligue et le parti, mais non dans des relations uniquement malfaisantes.

SCHAPPER : De même que le prolétariat se sépare en France de la Montagne et de *La Presse*, les gens qui représentent ici en principe le parti se séparent de ceux qui organisent le prolétariat. Je suis pour le transfert du Conseil central, de même que pour le changement des statuts. Les camarades de Cologne connaissent la situation en Allemagne. Mais je crois que la nouvelle révolution suscitera des gens qui se dirigeront eux-mêmes, mieux que tous les gens qui ont eu un nom en 1848.

En ce qui concerne les questions de principes, Eccarius a posé la question qui a suscité cette discussion. J'ai exprimé le point de vue critiqué ici, parce qu'en général je suis enthousiaste pour la cause. Il s'agit de savoir si, au commencement, nous coupons les têtes ou nous aurons la tête coupée. En France, les ouvriers arriveront au pouvoir, et à leur suite nous y arriverons en Allemagne. Si ce n'était pas le cas, j'irais bel et bien me coucher et me consacrerai à mon gagne-pain de tout autre manière. Si c'est notre tour, nous pouvons prendre des mesures telles que nous assurerons le règne du prolétariat. Je suis fanatiquement attaché à cette opinion. Or, le Conseil central a voulu le contraire. Mais si vous ne voulez plus rien avoir à faire avec nous, bien, - nous nous séparons alors. Je serai certainement guillotiné dans la prochaine révolution, mais j'irai en Allemagne. Mais si vous voulez former deux districts, bien - mais lors c'en est fait de la Ligue, nous nous retrouverons en Allemagne, et nous pourrions peut-être de nouveau marcher ensemble. Je suis un ami personnel de Marx, mais si vous voulez que nous nous séparions, bien - alors nous irons seuls, et vous irez seuls. Nous aurons alors créé deux Ligues. L'une pour ceux qui agissent avec la plume, l'autre pour ceux qui agissent autrement¹. Je ne suis pas d'avis que les bourgeois arriveront au pouvoir en Allemagne, et sur ce point je suis fanatiquement enthousiaste ; si je ne l'étais pas, je ne donnerais pas un centime pour toute l'histoire. Mais à deux districts ici à Londres, deux associations, deux comités de réfugiés, nous préférons deux Ligues, et une séparation complète.

La réponse de Schapper, on s'en aperçoit, est plutôt embarrassée. Son raisonnement dans la première phrase est bancal à la fois dans sa comparaison avec la France et dans la mesure où le débat ne portait pas sur l'organisation comme telle du prolétariat. On comprend bien qu'il distingue entre ceux qui se contentent d'être des porte-paroles (Marx, Engels et leurs partisans) et ceux qui l'organisent pour l'action (Willich et lui avec leurs partisans), mais le reproche n'est pas clairement énoncé².

Il est vrai que Schapper est un « ami personnel de Marx ». Et de longue date. Il a été de ceux qui l'ont soutenu dans les débats de 1847/1848 qui ont conduit à la transformation de la *Ligue des Justes* imprégnée des idéaux de Weitling en une *Ligue des Communistes* avec le *Manifeste* pour programme. Par ailleurs, son expérience récente en Allemagne l'invite à ne pas trop partager les visées insurrectionnelles de Willich dans le pays. Mais il demeure idéologiquement trop attaché au scénario d'une rupture immédiate avec les pouvoirs dominants pour s'accommoder de la patience que Marx recommande³.

Ironisant sur les amateurs de certitudes, Marx poursuit:

MARX : Schapper a mal compris ma proposition. Sitôt qu'elle sera adoptée, nous nous séparerons, les deux districts se sépareront, et les

¹ Cette opposition entre intellectuels raisonneurs et militants actifs sera l'un de leitmotifs des critiques adressées à Marx par les partisans de la fraction Schapper/Willich. Elle témoigne des dispositions idéologiques d'un milieu d'artisans en situation d'exil (ceux-là qu'Engels, avec une pointe de dédain, nomme souvent les *Straubingers*) attachés à la dimension quasi religieuse de leur engagement et porteurs d'un ressentiment anti-intellectualiste envers ceux qui paraissent leur donner des leçons.

² De manière très significative, cette comparaison avec la France (et c'est clairement l'échec du 13 juin 1849 qui est visé) se trouve redite au début de la circulaire du 1^{er} octobre 1850, la première de la fraction Schapper/Willich, avec la même attaque contre les « journalistes et demi-savants », lesquels usurpent des fonctions de direction qu'ils sont incapables d'assumer. (BDK2, pp. 718-719)

³ Evoquant la réplique de Schapper dans son pamphlet de 1864 *Le chevalier de la noble conscience*, Marx parlera, c'est nous qui soulignons, des « remontrances *bien intentionnées* de Schapper ». (K. Marx, *Œuvres*, Coll. de la Pléiade, vol. 4, p. 665)

personnes ne seront plus en relation entre elles. Mais ils resteront dans la même Ligue et sous le même Conseil central. Vous pouvez même garder la grande masse des membres de la Ligue¹. En ce qui concerne les sacrifices personnels, j'en ai fait autant que n'importe qui, mais pour la classe, non pour des personnes.

En ce qui concerne l'enthousiasme, il n'en faut pas beaucoup pour adhérer à un parti dont on pense qu'il arrivera au pouvoir. J'ai toujours tenu tête à l'opinion momentanée du prolétariat. Nous nous dévouons à un parti qui, pour son plus grand bien précisément, ne peut pas encore arriver au pouvoir. S'il arrivait au pouvoir, le prolétariat ne prendrait pas des mesures directement prolétariennes, mais petites-bourgeoises. Notre parti ne pourra arriver au pouvoir que lorsque les conditions lui permettront d'appliquer ses idées. Louis Blanc fournit le meilleur exemple de ce que l'on arrive à faire, lorsqu'on arrive trop tôt au pouvoir². Au demeurant, en France, ce n'est pas le seul prolétariat, mais avec lui la paysannerie et la petite bourgeoisie qui arriveront au pouvoir, et le prolétariat devra appliquer leurs mesures, et non les siennes. La Commune de Paris³ démontre que l'on n'a pas besoin d'être au gouvernement pour faire quelque chose.

Au reste, pourquoi nul autre parmi les membres de la minorité qui ont unanimement ratifié la circulaire - notamment Willich - ne prend-il la parole ? Nous ne pouvons pas scinder la Ligue, et nous ne le voulons pas : il suffit de diviser le district de Londres en deux.

ECCARIUS : J'ai effectivement posé la question avec la claire intention de mettre les choses sur le tapis. En ce qui concerne la conception de Schapper, j'ai exposé dans l'Association pourquoi je la tiens pour une illusion et pourquoi je ne pense pas que notre parti viendra au pouvoir dès la prochaine révolution. Notre parti sera alors plus important dans les clubs qu'au gouvernement.

Le citoyen Lehmann quitte la salle, sans dire un mot, de même le citoyen Willich⁴.

Art. 1 : adopté par tous. Schapper ne participe pas au vote.

Art. 2 : adopté par tous. Schapper de même.

Art. 3 : adopté par tous. Schapper de même.

Schapper élève une protestation contre tous. Nous sommes maintenant tout à fait séparés. J'ai des amis et connaissances à Cologne qui me suivront plus que vous.

MARX : Nous avons réglé cette affaire conformément aux statuts, et les décisions du Conseil central sont valables.

Après lecture du procès-verbal, Marx et Schapper déclarent qu'ils n'ont pas écrit à Cologne à propos de cette affaire.

On demande à Schapper s'il a une objection à élever contre le procès-verbal. Il déclare n'avoir rien à objecter, étant donné qu'il tient toute objection pour inutile.

Eccarius demande que le procès-verbal soit signé de tous. Adopté. Schapper déclare qu'il ne le signerait pas.

¹ Marx est lucide sur le rapport de force au sein du cercle londonien de la *Ligue*.

² Une manière, notons-le, de dédouaner Louis Blanc sous l'angle de ses responsabilités personnelles.

³ Que l'on évite toute méprise avec « la Commune de Paris » de 1870. Il s'agit ici de l'activité de la commune insurrectionnelle de Paris au cours des années 1792-1794.

⁴ Dans *Le Chevalier de la noble conscience*, Marx décrira le départ de Willich en ces termes (l'identification avec Jésus est une marque d'ironie habituelle en raison du métier de charpentier de Willich): « Il est frappant que la noble conscience, pourtant friande des menues scènes dramatiques dans lesquelles Herr Willich joue un grand rôle rhétorique, laisse cette fois inexploitée la catastrophe elle-même, la scène de la scission. Grande fut la tentation, mais malheureusement le sobre procès-verbal est là, il prouve que le Christ triomphant était assis des heures durant, muet et embarrassé face aux accusations des mécréants, puis qu'il décampa soudain, planta là l'ami Schapper pour ne recouvrer la parole que dans le « cercle » des « croyants » ». (K. Marx, *Œuvres*, Bibliothèque de la Pléiade, vol. 4, p. 665)

Ainsi fait à Londres, le 15 septembre 1850.

Lu, ratifié et signé :

K. MARX, président du Conseil central
F. ENGELS, secrétaire
K. SCHRAMM
J.G.ECCARIUS
H. BAUER
K. PFÄENDER

*

La suite ?

Nous renvoyons au prochain chapitre avec pour principaux repères **deux circulaires** : la circulaire du **1^{er} octobre 1850** que diffuse la nouvelle direction de la fraction Schapper/Willich de la *Ligue* annonçant l'exclusion de Marx et de ses partisans et celle du **5 octobre 1850** de l'Autorité centrale de Cologne de la *Ligue* qui annule cette décision¹.

¹ BDK2, pp. 290-291. Cette décision du 5 octobre 1850 d'exclure les membres de la Ligue dissidente de Willich/Schapper sera confirmée par la circulaire du **1^{er} décembre 1850** de la même Autorité centrale de Cologne (BDK2, pp. 323-331). Rédigée par Heinrich Bürgers, cette circulaire tombera dans les mains de la police et se verra publiée dans la presse, ce qui fait dire à Engels, dans sa lettre à Marx du 27 juin 1851: « ce qui est réjouissant dans l'histoire, c'est que les grands de la Great Windmill Street se trouvent à présent, à la face du monde entier, flanqués à la porte de leur parti ». (C2, p. 235)

3.6. La fraction Willich/Schapper de la *Ligue des Communistes*

Sources :

- Christine Lattek, *Revolutionary Refugees. German socialism in Britain. 1840-1860*, Routledge, London and New York, 2006.
- Marx, Engels, *Les Grands Hommes de l'Exil*, Editions Agone, Coll. Contre-feux, Marseille 2015¹.

Sources documentaires :

- *Der Bund der Kommunisten, Dokumente und Materialien* Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED/KPdSU, vol. 1 (1836-1849), vol. 2 (1849-1851), vol. 3 (1851-1852), Dietz Verlag Berlin, 1982. (BDK dans nos références, suivi du numéro de volume)
- *Marx, Engels, Correspondance*, Editions sociales, Paris 1971 et 1972, en particulier les volumes 2 (1849-1851) et 3 (janvier 1852-juin 1853). (C dans nos références, suivi du numéro de volume)

*

L'historiographie soviétique a singulièrement négligé de suivre de près les activités de la Ligue à Londres après la rupture de septembre 1850, estimant que le transfert de l'Autorité centrale à Cologne avait aussitôt entraîné la mise en sommeil de l'organisation dans la capitale anglaise².

Or il n'en est rien.

En effet, la composante mise en minorité lors de la réunion plutôt restreinte du 15 septembre ne va pas tarder à revendiquer sa pleine légitimité et à déclarer publiquement sa volonté de représenter les communistes au sein du mouvement ouvrier aussi bien en Angleterre, principalement à Londres, que sur le continent.

La dite fraction Willich/Schapper³ va ainsi déployer au cours de ces deux années 1851 et 1852 une intense **activité**⁴ qui contraste avec l'**isolement** de Marx et d'Engels durant cette période.

On se propose dans cette note de prendre la mesure de ce déchirement, au plan politique, bien sûr, mais aussi personnel, compte tenu de l'intensité des enjeux pour chacun des protagonistes de cette période après l'échec du mouvement révolutionnaire de 1848-1849.

*

¹ La première traduction française de l'ouvrage, par Lucie Roignant avec une préface de Sylvie April.

² Témoin de cette littérature historique et politique, l'ouvrage publié en 1973 à Moscou aux Editions du Progrès sous le titre *Karl Marx, sa vie son œuvre*. Le texte ne consacre qu'un paragraphe (p. 244) au processus même qui conduit à la rupture et à peine une page (p. 246) à la continuation de la *Ligue* à Londres sous la direction de Willich et de Schapper. L'affaire est finalement expédiée en deux phases : « Après la scission de la Ligue des Communistes, le groupe Willich-Schapper se transforma en une secte étroite coupée du mouvement prolétarien. Les éléments fractionnels participaient de plus en plus aux aventures des milieux émigrés petits-bourgeois et le Sonderbund (il existe jusqu'au début de 1853) se transforma en simple appendice de l'immigration petite-bourgeoise ». (p. 246). Franz Mehring lui-même (*Karl Marx, Histoire de sa vie*, Éditions sociales, Paris 1983, en particulier le chapitre VII « L'exil londonien », rubrique 3 « La scission de la Ligue des communistes ») est d'une particulière discrétion non pas sur le fait de la rupture qu'il commente avec précision mais sur les activités poursuivies par la fraction Willich/Schapper.

³ C'est sous ce nom qu'elle est désignée dans les documents policiers qui constitueront les pièces du procès de Cologne, en opposition avec « le parti de Marx ». Marx et Engels en parlent quelquefois par ironie comme du *Sonderbund*, ou ligue séparatiste, en référence à la ligue des cantons catholiques conservateurs suisses qui s'étaient déclarés en rupture, en 1845-47, avec le pouvoir central de la Confédération. Nous parlerons ici soit de la « fraction Willich/Schapper » (que Marx nomme aussi « la petite Ligue » - C3, p. 185) soit de la « Ligue londonienne » (ainsi distinguée de la *Ligue* de Cologne).

⁴ Quelle que soit la justesse, c'est une autre question, de la ligne politique suivie.

1. Une assemblée générale et une circulaire.

La minorité du 15 septembre ne va pas tarder à convoquer une assemblée générale pour élire une nouvelle direction.

Il s'agit pour elle de profiter sans délai de la réelle popularité de Willich au sein de l'émigration allemande composée d'artisans déclassés plus sensibles au pathos révolutionnaire et aux perspectives d'action qu'à la réflexion théorique.

Se met ainsi en place une opposition comparable à celle qui avait marqué les derniers mois de la *Ligue des Justes* en 1846/47 entre, d'une part, les partisans de Weitling et, d'autre part, ceux qui, à Bruxelles, au sein du *Comité de Correspondance*, leur apparaissaient comme de prétentieux intellectuels donneurs de leçons. C'est du reste, à cette époque, Karl Schapper lui-même qui s'était fait l'interprète de ces critiques dans la communication du 17 juillet 1846 qu'il adressa au *Comité de Correspondance*: « Vous avez raison de combattre les tendances philosophiques et sentimentales du communisme, *écrivait-il*, dès qu'elles sont ou deviennent partiales ou qu'elles se veulent exclusives mais vous devez aussi éviter de devenir unilatéraux (...) Ne condamnez pas les sentiments quand ils émanent d'un amour fraternel (...) Ne lancez pas immédiatement l'anathème et efforcez-vous de corriger la situation (...), tout le monde n'est pas aussi grands économistes que vous et n'exigez donc pas que tous comprennent le communisme comme vous (...) La raison pour laquelle on trouve, ici et là, parmi les travailleurs une certaine amertume à l'égard des savants réside – pardonnez le mot – dans l'arrogance de ceux-ci qui, très fréquemment, lorsqu'ils trouvent des erreurs, plutôt que d'expliquer et de corriger, ne veulent que les réduire d'un trait de plume assassin¹ ».

Cette assemblée générale va procéder à la désignation d'une **nouvelle direction** composée de quatre « anciens », à savoir, **August Willich, Karl Schapper, Salomon Fränkel** et **Albert Lehmann** et de trois nouveaux en la personne d'**August Schärttner, d'Oswald Dietz** et d'**August Gebert**.

Les premières décisions consisteront à prononcer l'exclusion de Marx et Engels ainsi que de huit de leurs partisans (Heinrich Bauer, Georg Eccarius, Carl Pfänder, Sebastian Seiler, Wilhelm Liebknecht, Friedrich Pieper, Karl Schramm et Friedrich Wolff²).

Une semaine après sa mise en place, la nouvelle Autorité émet, le **1^{er} octobre 1850, une circulaire**³ qui après avoir fourni une analyse, de son point de vue, du processus de la rupture, annonce les expulsions de Marx et de ses partisans ainsi que la convocation d'un congrès pour le 20 octobre 1850⁴.

Cette circulaire, notons le, se verra aussitôt annulée par l'Autorité centrale de Cologne qui publiera dès le **5 octobre 50** une déclaration en ce sens⁵ confirmée par l'adresse du 1^{er} décembre⁶.

2. Un manifeste

La volonté d'occuper l'espace politique au sein de l'immigration londonienne va conduire la direction Willich/Schapper à nouer des liens avec les divers groupes de la gauche révolutionnaire, tout particulièrement avec les blanquistes français⁷.

¹ L'ensemble de ce texte se trouve aux pages 376-382 de BDK1. Il est signé par Karl Schapper, Joseph Moll et Heinrich Bauer au nom de la section londonienne du *Comité de correspondance communiste*. On est à cette époque dans le contexte de la circulaire du 11 mai 46 contre Hermann Kriege. Et le 30 mars 46, c'est Weitling qui avait fait les frais, à Bruxelles, de l'emportement de Marx contre lui. Pour le détail, nous renvoyons au chapitre 1 (« De la *Ligue des Bannis* à la *Ligue des Communistes* ») de notre fascicule 14 consacré au *Manifeste*.

² Une liste qui donne la mesure du groupe resté fidèle à Marx et Engels. Ce sont les mêmes qui, avec August Hain, Hermann Haupt et J. G. Klose, donneront leur démission dès le 17 septembre 1850 de l'*Arbeiterbildungsverein* de Great Windmill Street. (BDK2, p. 271)

³ Le texte complet de la circulaire se trouve aux pages 718-723 de BDK2. De manière significative, il revient longuement sur le conflit violent qui avait conduit Karl Schramm et August Willich à partir se battre en duel à Anvers.

⁴ Ce congrès ne sera réuni en vérité qu'en juillet 1851 (BDK2, p. 663). Pour sa part, l'autorité centrale « légitime » de Cologne, telle que transférée par la majorité du 19 septembre, répliquera en émettant une circulaire datée du 5 octobre 1850 par laquelle, sous la signature de son président P.G. Röser, elle annule formellement les décisions prises par la fraction Willich-Schapper et charge Eccarius de réorganiser la section de Londres de la *Ligue* (BDK2, pp. 290-291). Cette décision sera confirmée par l'adresse du 1^{er} décembre (BDK2, p. 323).

⁵ BDK2, p. 290.

⁶ BDK2, p. 323 et C2, p. 234, note 1.

⁷ Les mêmes qui composaient la « Société universelle des communistes révolutionnaires » récemment dissoute par Marx en octobre 1850.

Cette alliance va conduire à la publication, le **16 novembre 1850**, d'un **manifeste** commun intitulé « **Aux démocrates de toutes les nations** ».

Voici le document¹ :

Citoyens !

Proscrits réfugiés en Angleterre et mieux placés par cela même pour juger des mouvements politiques du Continent, nous avons pu suivre et surveiller activement toutes les combinaisons des Puissances coalisées se préparant à une nouvelle invasion de la France où les Cosaques du Nord sont attendus par leurs complices pour éteindre dans son foyer même le volcan de la Révolution universelle. Les Rois et les aristocrates de l'Europe ont compris qu'il était temps d'élever des digues pour arrêter la marée populaire² qui menace d'engloutir leurs trônes ébranlés. - Des troupes nombreuses levées en Russie, en Autriche, en Prusse, en Bavière, dans le Hanovre, dans le Wurtemberg, en Saxe et enfin dans tous les Etats de l'Allemagne, sont déjà réunies. En Italie 130.000 hommes menacent la frontière suisse. Le Vorarlberg est occupé par 80.000 hommes. Le Haut-Rhin est couvert par 80.000 hommes Wurtembourgeois, Badois et Prussiens. Le Main gardé par 80.000 Bavaois et Autrichiens. Tandis que 370.000 hommes occupent les points que nous venons d'indiquer, la Prusse a mobilisé 200.000 soldats qu'elle tient disponibles pour être lancés sur les frontières de la Belgique et de la France: la Hollande et la Belgique, contraintes par les coalitions, soutiendront le mouvement d'invasion avec une armée forte de 150.000 hommes. En Bohême 150.000 hommes se tiennent prêts et n'attendent qu'un ordre pour se réunir à l'armée du Main qui serait alors forte de 230.000 hommes. Autour de Vienne sont concentrés 80.000 hommes. 300.000 Russes campent en Pologne, et 80.000 dans les environs de Saint-Petersbourg: ces armées réunies composent une force d'un million trois cent mille combattants qui n'attendent que le signal de l'attaque. Derrière ces troupes se tiennent aussi prêts 180.000 Autrichiens, 200.000 Prussiens, 100.000 hommes fournis par les principautés de l'Allemagne, et 220.000 Russes. Ces armées forment ensemble, comme troupes de réserve, 700.000 hommes ; sans compter les hordes innombrables de Barbares que l'Attila moscovite ferait surgir du fond de l'Asie, pour les lancer comme autrefois sur la civilisation européenne.

Des journaux allemands et nos renseignements particuliers nous font connaître les secrètes intentions des puissances dont les plénipotentiaires se sont réunis à Varsovie le 25 octobre dernier. Il a été décidé, dans la conférence qu'une guerre feinte entre la Prusse et l'Autriche³ servirait de prétexte au mouvement des soldats que la volonté du Czar transforme en instruments aveugles et en sicaires féroces contre les défenseurs de la liberté. En présence de ces faits, il n'est plus possible de douter: on organise en ce moment le massacre déjà commencé de tous les Républicains. Les journaux de juin 1848 avec leurs exécutions sanglantes et les proscriptions qui les ont suivies - la Hongrie dévastée et asservie par l'Autriche, l'Italie livrée au Pape et aux Jésuites, après l'égorgeement de la République Romaine par les soldats du Gouvernement de la France - n'ont pas assouvi la rage de nos ennemis: ils rêvent l'asservissement de tous les peuples qui combattent pour le triomphe de la liberté commune. Si la démocratie n'y prend garde, la Pologne, la Hongrie, l'Allemagne, l'Italie et la France se-

¹ Le texte a paru en français. Nous citons à partir de la copie que Marx retranscrit à l'intention d'Engels dans sa lettre du 2.12.50, y ajoutant entre les lignes (nous ne les avons pas reproduits) une kyrielle de commentaires ironiques. (C2, pp. 91-95). Un extrait de cette déclaration a paru dans « Le journal du Loiret » du 19 novembre 1850 avec un commentaire d'Edmond Pagnerre. La déclaration se trouve datée du 10 novembre 1850. (Le fac-similé du journal est disponible sur site de la bibliothèque numérique d'Orléans à l'adresse <http://aurelia.orleans.fr>)

² « le marasme populaire », note Marx.

³ Voilà bien le centre du raisonnement : le conflit entre la Prusse et l'Autriche sur la question de la Hesse ne serait en somme qu'une manœuvre feinte pour lancer les troupes de la réaction, les hordes russes en tête, contre les démocrates européens.

ront bientôt encore vouées aux fureurs de la soldatesque sauvage de Nicolas qui, pour exciter les Barbares au combat, leur promet la dévastation et le pillage de l'Europe.

Devant ce danger qui nous menace, debout! Debout ... Républicains français, allemands, italiens, polonais, et hongrois, sortons de cet engourdissement qui énerve nos forces et prépare une victoire facile à nos oppresseurs. Debout! ... Aux jours de repos et de honte du présent, faisons succéder les jours de fatigue et de gloire que nous prépare la guerre sainte de la liberté! En examinant ces dangers que nous vous signalons, vous comprendrez, comme nous, qu'il y aurait folie d'attendre plus longtemps l'attaque de l'ennemi commun ; nous devons tout préparer et aller au devant du péril qui nous environne. Citoyens Démocrates Socialistes, notre salut n'est qu'en nous-mêmes: nous ne devons compter que sur nos propres efforts ; et, éclairés des exemples du passé, nous devons nous prémunir contre les trahisons de l'avenir. Evitons, évitons surtout le piège qui nous est tendu par les serpents de la diplomatie. Les émules de Metternich et de Talleyrand méditent en ce moment d'éteindre le flambeau de la Révolution, en suscitant à la France, par l'invasion qu'ils préparent, une guerre nationale dans laquelle les peuples s'égorgeraient au profit des ennemis de leur affranchissement. Non, Citoyens! plus de guerre nationale! Les barrières que les despotes avaient élevées entre les nations qu'ils s'étaient partagées, sont désormais tombées pour nous, et les peuples confondus n'ont plus qu'un drapeau, sur lequel nous avons écrit avec le sang fécond de nos martyrs: République Universelle Démocratique et Sociale¹.

*

Pour leurs Sociétés: « Les membres du Comité de la Société des Proscrits Démocrates Socialistes Français à Londres » : Adam (cambreur), Barthélemy (Emmanuel), Caperon (Paulin), Fanon, Gouté, Thierry, Vidil (Jules) ; les délégués de la commission permanente de la Section de la démocratie polonaise à Londres: Sawaskiewicz, Warskiroski ; les membres du Comité démocrate socialiste des réfugiés allemands et de la Société ouvrière allemande: Dietz (Oswald), Gebert (A), Mayer² (Adolphe), Schärttner (A), Schapper (Charles), Willich (August) ; les délégués de la Société démocratique hongroise à Londres: Molikov, Simonyi.

Londres, le 16 novembre 1850.

Outre sa rhétorique révolutionnaire (un appel explicite à la « guerre sainte de la liberté »), ce texte offre une remarquable illustration de la ligne politique défendue par Willich en vue d'une prochaine insurrection révolutionnaire sur le continent. Le décompte des forces militaires établi comme tel, sans aucune analyse des relations conflictuelles entre les puissances mentionnées, participe dans son chef d'une véritable idée fixe qui va se traduire par la diffusion, au cours de décembre 1850, d'une série de lettres où il expose ses plans militaires.

Le **contexte** des événements politiques en ce mois de **novembre 1850** en Allemagne lui donne, il est vrai, un semblant d'actualité.

Pour rappel, après l'échec du parlement de Francfort, le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV avait conclu en mai 1849 dans l'esprit de « la petite Allemagne » une « union restreinte », l'union d'Erfurt, dite aussi « des trois rois », avec le Hanovre et la Saxe, une initiative qui avait rencontré aussitôt l'opposition du nouveau chancelier d'Autriche Felix von Schwarzenberg³. Le **24 octobre 1850**, la Prusse intervient dans la question de l'Electorat de Hesse-Cassel où le Grand Duc avait été chassé par un soulèvement populaire⁴, ce qui entraîne aussitôt une mobilisation militaire de l'Autriche alliée pour la circonstance à la

¹ Commentaire de Marx dans sa lettre à Engels du 2 décembre 1850 : « Lorsque j'ai lu le *Manifeste aux Allemands* de Ledru-Rollin, Mazzini, Ruge¹, où on les invitait à entonner le chants des bardes (...), je croyais impossible qu'on pût écrire quelque chose de plus stupide. Mais non ! (C2, pp 94-95)

² Orthographié aussi bien Majer.

³ et qui aboutira au retrait rapide du Hanovre en décembre 49.

⁴ L'Electeur de Hesse-Cassel avait appelé à son secours la Confédération germanique qui avait décidé d'envoyer une force armée bavaroise pour réprimer le mouvement. Déniant à la Confédération germani-

Bavière¹ et au Wurtemberg (avec, de surcroît, l'appui de la Russie²). Le ministre prussien Manteuffel ne tardera pas à céder devant la menace d'une guerre en signant le **29 novembre 1850** le traité d'Olmütz connu sous le nom de **reculade d'Olmütz** : la Prusse cède devant les exigences autrichiennes qui imposent de rétablir la Configuration germanique dans ses anciennes structures.

C'est ainsi dans la perspective d'une insurrection révolutionnaire associée au déclenchement inévitable et très prochain, selon lui, d'un conflit européen que Willich tente de soulever l'enthousiasme de ses partisans³. Cette mobilisation ne va pas sans un élan nationaliste du point de vue prussien, avec des accents austrophobes et russophobes, ce qui justifie l'insistance sur le caractère expressément internationaliste de l'appel lancé dans ce manifeste du 16 novembre.

Willich espérait que le soulèvement révolutionnaire s'appuierait en premier sur les milices de la landwehr selon un schéma quasi blanquiste de prise de pouvoir immédiate et c'est en ce sens qu'il multipliait ses interventions auprès de ses partisans à Londres comme sur le continent, en Allemagne bien sûr en particulier. Auprès de ses partisans et de ceux qui le sont moins, comme Hermann Becker qui était l'un de ses correspondants à Cologne et qui commente durement dans ses lettres à Marx les instructions reçues de Willich. Ainsi dans cette lettre du 27 janvier 1851 : « Willich, *écrit-il*, m'envoie les lettres les plus drôles. Je ne réponds pas mais cela ne l'empêche pas de me soumettre ses nouveaux plans révolutionnaires. Il m'a désigné pour révolutionner la place de Cologne !!! Cela nous a valu récemment une partie de fou-rire à nous en tenir les côtes. Avec ses idioties, il va porter la guigne à x personnes, car une seule de ses lettres pourrait nourrir 100 juges pendant trois ans⁴ ».

3. Développement

Au plan organisationnel, la fraction Willich/Schapper va s'efforcer, avec un certain succès, de se doter d'un réseau de militants en France, en Suisse, en Belgique et bien sûr en Allemagne. En Amérique même.

En France, ils peuvent compter sur la sympathie des anciens du corps franc de Besançon. A La Chaux-de-Fonds, en Suisse, ils rencontrent la complicité de Moses Hess. Globalement, ce sont toutefois des recrues proches des vues anciennes de Weitling et de Cabet qui accrochent. Le spectre idéologique des adhérents est très flou, composé d'anti-intellectualisme, de ferveur moralisante et d'aspiration à l'action directe.

L'effort va principalement porter vers l'Allemagne et Marx devra bien concéder l'importance du travail accompli par des émissaires comme Haude et Alexander Schimmelpfennig⁵. Mais cette influence restera contenue par la direction colonaise de la Ligue, du moins jusqu'aux premières arrestations de mai 1851.

L'implantation de la fraction Willich/Schapper à Londres lui assure un indéniable **leadership** au point de disposer de trois sections tenant chacune leur assemblée générale mensuelle. *L'Arbeiterbildungsverein* et

que le droit d'intervenir au sein d'un membre de l'Union restreinte et dans un État sur lequel elle possédait un droit de passage militaire, la Prusse avait anticipé cette intervention en occupant la Hesse.

¹ Dans les débats au sein du parlement de Francfort entre les partisans de la « grande » ou de la petite Allemagne, (et dans ce cas, de l'exclusion de l'Autriche donc), la Bavière catholique avait toujours apporté son soutien aux Habsbourg.

² Une entrevue au plus haut niveau entre François-Joseph (accompagné de Schwarzenberg) et le tsar Nicolas Ier avait eu lieu le lendemain 25 octobre 1850 à Varsovie.

³ Marx rappelle ces espoirs dans la rétrospective qu'il trace dans son *Herr Vogt* : « Willich s'imaginait, par exemple que le différend entre la Prusse et l'Autriche à l'occasion de la question de la Hesse électorale et de celle de la Confédération conduirait à de graves conflits et fournirait au parti révolutionnaire le moyen d'une intervention effective. ». (*Herr Vogt*, t. 1, p. 108, Édition Costes)

⁴ Marx à Engels, le 28 octobre 1852 (C2, p. 253) et BDK2, pp 368. Marx reviendra à plusieurs reprises dans sa correspondance avec Engels sur cette affaire des lettres envoyées par Willich à Becker qu'il entrevoyait de rendre publiques (Marx à Engels, le 10.02.51 : « Dans quelques jours, je vais recevoir par Becker les lettres de Willich, et je ferai ensuite éclater la bombe » (C2, p. 137)). Jenny Marx elle-même commente la correspondance de Willich à Becker dans sa lettre à Engels du 19 décembre 1850 : « Willich, *écrit-elle*, est allé jusqu'à envoyer à Becker le Rouge 3 décrets à faire parvenir à la Territoriale de Cologne par lesquels, d'ici, il leur ordonne de se révolter, de nommer dans chaque compagnie un gouvernement provisoire, de déposer, et, au besoin de faire fusiller, toutes les autorités civiles et militaires. (...) Si Willich n'est pas mûr pour l'asile de fous, qui le sera ! » (C2, p. 103). Marx revient en détail sur cette affaire des projets délirants de Willich en Prusse dans son pamphlet de 1854 contre Willich en citant longuement une lettre de Wilhelm Karl Steffen qui avait été témoin à décharge de Becker au procès de Cologne. (*Le Chevalier de la noble conscience*, K. Marx, *Œuvres*, coll. de la Pléiade, pp. 672-674)

⁵ Une personnalité proche de celle de Willich. Ce militaire prussien émigrera en 1854 aux États-Unis et servira comme général dans l'armée nordiste. Marx à Engels, le 15.04.51 : « Schimmelpfennig a fait une tournée en Allemagne et il a vigoureusement intrigué contre nous partout où il est passé dans l'intérêt des Willich-Schapper, Ruge-Kinkel, Becker-Sigel » (C2, p 192)

le *Comité social-démocrate des réfugiés* qui sont restés sous leur autorité fonctionnent comme des points de ralliement pour tous les exilés allemands, qu'ils soient à la recherche d'une aide matérielle ou qu'ils souhaitent se réunir entre eux. L'organisation aura même les moyens de se doter un temps d'un local de séjour où pouvoir accueillir des réfugiés, un hébergement que les adversaires, et singulièrement Marx, on le devine, ne tarderont pas à associer à une « caserne » en raison de la discipline quasi militaires que Willich, qui s'y était lui-même installé, faisait régner¹. De manière plus festive, les exilés allemands de Londres prendront l'habitude de se réunir dans deux auberges tenues par des partisans de la fraction, l'une en l'hôtel « Zum Deutschen Hause » que gérait August Schärttner lui-même, l'autre à la « Golden Star Tavern » que gérait un certain Karl Göringer. Il va sans dire que ces deux cafés étaient sous constante surveillance de la police et des mouchards².

Bref, au printemps de 1851, le groupe Willich/Schapper est **clairement en position dominante** par rapport à Marx, Engels et leurs partisans dans ses relations avec, d'une part, le mouvement chartiste et, d'autre part, les blanquistes français³.

Avec les **chartistes**, Karl Schapper n'aura, en effet, aucune peine à renouer d'anciennes relations. Il est vrai qu'il compte parmi les fondateurs des *Fraternal Democrats*. Il est vrai aussi que **George Julian Harney** est un ami très proche. Harney évitera du reste de prendre une position trop tranchée entre les deux ailes adverses de la Ligue. Cette neutralité ne tardera pas à lui attirer les foudres de Marx et d'Engels qui vont progressivement se brouiller avec lui⁴ et se tourner vers **Ernest Jones**, provoquant ainsi, au sein du mouvement chartiste, une véritable rupture qui s'accroîtra bientôt au cours de l'année 1852 entre une ligne de classe soutenue par Jones et une stratégie de larges alliances préconisée par Harney.

4. Isolement

A l'inverse, l'isolement de Marx à Londres et d'Engels à Manchester est manifeste. La liste des exclus par la circulaire du 1^{er} octobre 1850 donne la mesure du cercle de leurs partisans⁵. Un cercle étroit.

Lorsque Marx demandera en octobre 1852, dans le cadre du procès de Cologne, au gérant de l'établissement de Londres où il réunissait ses partisans, d'apporter son témoignage, ce dernier fera mention d'une réunion par semaine, « depuis mars », régulièrement tous les mercredis, d'un groupe de 16 à 18 personnes⁶.

Mais surtout, c'est un sujet qu'ils abordent sans détour dans leur correspondance privée. Voici **trois extraits significatifs** :

- le 11.02.1851, Marx à Engels : « cet isolement authentique, public, dans lequel nous vivons, toi et moi, me plaît beaucoup. Il répond tout à fait à nos positions et à nos principes. Tout ce système de concessions réciproques et de demi-mesures qu'on tolère au nom des convenances, le devoir d'assumer aux yeux du public sa part de ridicule dans le parti en compagnie de tous ces ânes, tout cela a maintenant pris fin » (C2, p. 138)

¹ L'établissement devra toutefois bientôt fermer ses portes, faute de ressources : Marx à Engels, le 13 juillet 1851 : « le père Willich a décampé de la caserne – la décision de licencier les troupes était prise, paraît-il - et il s'est violemment chamaillé avec la majeure partie de ses gardes du corps » (C2, p. 246).

² Engels à Joseph Weydemeyer, le 7 août 1851, parlant des partisans de Willich : « Nous laissons naturellement toute la bande faire ce que bon lui chante - toute leur activité se limite à lancer des rodomontades, à forger des plans extravagants et à nous injurier - et nous nous en moquons. Nous n'avons pas besoin de les surveiller, la police prussienne le fait pour nous. Il ne se dit pas un mot à l'auberge de Schärttner, où ils siègent, qui ne soit rapporté. » (C2, p. 271)

³ Lorsqu'en juillet 1852, August Gebert entreprendra de dresser un bilan de l'organisation, il pourra recenser 5 cercles : 1. trois sections à Londres, 2. quatre groupes à Paris et cinquante et un autres dans les départements français, 3. six groupes à Berlin et neuf autres dans le reste de la Prusse, 4. dix groupes à Hambourg et 5. trente-cinq groupes en Allemagne du Sud, soit estime-t-il, un ensemble de 1800 membres en France, et de 2900 en Allemagne. (Christine Lattek, op.cit., p. 103)

⁴ La colère de Marx contre Harney s'exprime tout particulièrement dans sa lettre à Engels du 23 février 1851 en raison notamment de l'aide apportée par ce dernier à l'organisation du *Banquet des Egaux* : « Il ne s'est nullement borné, écrit-il, à participer au meeting de ces gens là. Non, il a fait de leur banquet du 24 février, de ce qui sans lui aurait complètement foiré, un événement londonien ». (C2, p. 148-149). Marx insiste le 26 février 1851, écrivant à Engels : « (Harney) s'est rangé derrière ces gens immondes qui sont nos ennemis personnels et, aux yeux de l'Allemagne, il a pris parti pour eux (...) Ils nous a reniés (...) » (C2, p. 159)

⁵ Ils sont 12 à signer leur démission le 17 septembre de l'Arbeiterbildungsverein : H. Bauer, Ch. Pfänder, JG Eccarius, S. Seiler, K. Marx, C Schramm, F Engels, F Wolff, W Liebknecht, Hain, Haupt, et G. Klose. (BDK 2, page 271). Le « parti de Marx », à cette date.

⁶ Marx à Engels, le 28 octobre 1852. C2, p. 251. Le témoin parle de la « Société du Dr Marx ». « Ce type ne connaît que moi », précise Marx.

- le lendemain¹, 12.02.51, Engels lui répond : « On voit de plus en plus que l'émigration est une institution dont il faut se désolidariser complètement, en se bornant à n'être qu'un écrivain indépendant qui se moque bien du soi-disant parti révolutionnaire, sous peine de devenir à coup sûr un fou, un âne ou un vulgaire chenapan. C'est une véritable école de ragots et de bassesses dans laquelle le dernier des ânes se mue en sauveur de la patrie. » (C2, p. 139)

- puis longuement, le 13.02.51, le même Engels, avec cette pointe de superbe qui le caractérise souvent: « Nous avons à nouveau enfin l'occasion - pour la première fois depuis longtemps - de montrer que nous n'avons besoin ni de popularité ni du soutien d'un parti quelconque dans un pays quelconque et que notre position est totalement indépendante de ces petits et mesquins calculs. Dorénavant nous n'avons de responsabilité que vis-à-vis de nous-mêmes, et quand viendra le moment où ces messieurs auront besoin de nous, nous serons alors en mesure de dicter nos conditions. (...) Du reste, nous n'avons, au fond, à nous plaindre que les *petits grands hommes*² nous redoutent. N'avons-nous pas agi depuis tant d'années comme si tous les Durand et tous les Dupont constituaient notre part à une époque où nous n'avions pas de parti, et où les gens que nous comptons tout au moins officiellement au nombre des nôtres, comme y adhérant, *sous réserve de les appeler des bêtes incorrigibles entre nous*, ne comprenaient même pas le b.a.ba de notre doctrine. Comment des gens comme nous, qui fuient comme la peste les positions officielles, peuvent-ils avoir leur place dans un « parti » ? Que nous importe « un parti », à nous qui crachons sur la popularité, à nous qui commençons à ne plus savoir où nous en sommes dès que nous nous mettons à devenir populaires. Que nous importe un « parti » c'est-à-dire une bande d'ânes qui ne jurent que par nous parce qu'ils nous considèrent comme leurs égaux ? A vrai dire, ce ne sera pas une grande perte si nous ne passons plus pour être l'expression juste et adéquate de ces chiens bornés avec lesquels on nous a confondus ces dernières années. (...) Nous pouvons objectivement être toujours plus révolutionnaires que ces faiseurs de phrases, parce que nous avons appris quelque chose et eux non, parce que nous savons ce que nous voulons et eux non ; (...) que restera-t-il de tous ces ragots et racontars que toute la populace de l'émigration colporte sur ton compte le jour où tu y répondras par ton *Economie* ? ». (C2, p. 143)³

Par ton *Economie* ? Marx s'est inscrit dès le 12 juin 1850 comme lecteur à la librairie principale du British Museum. Le 27 janvier 1851, Wilhelm Pieper qui tient son secrétariat, écrit dans un post-scriptum à l'adresse d'Engels : « Marx vit dans une retraite complète, ses seuls amis sont John Stuart et Loyd, et quand on vient chez lui, on n'est pas accueilli par des civilités mais par des catégories économiques » (C2, p.120). Le 27 juin 51, Marx écrira à Joseph Weydemeyer : « Je suis la plupart du temps de 9 heures du matin jusqu'à 7 heures du soir au British Museum » (C2, p. 238).

Oui, l'isolement politique de Marx l'a remis au travail.

5. Le Banquet des Egaux

Une des manifestations publiques par laquelle la ligue de Willich/Schapper va apparaître à son avantage sera l'organisation, le 24 Février 1851, du **Banquet des Egaux** en l'honneur du troisième anniversaire de la révolution de février en France⁴.

L'évènement lui-même résulte d'une manœuvre politique très représentative des relations de concurrence (et d'hostilité) au sein de l'immigration londonienne⁵.

Il se trouve, en effet, que cette commémoration était également envisagée par le « Comité central démocratique européen » de Ledru-Rollin, Mazzini et Ruge. Les blanquistes et singulièrement, dans cette

¹ Ce qui témoigne, notons-le au passage, de l'efficacité de la poste anglaise.

² L'italique signale chaque fois une expression écrite en français.

³ La presse conservatrice allemande ne manque pas de son côté de souligner l'isolement de Marx et d'Engels. L'*Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg écrit par exemple dans son édition du 9 août 1851 : « A présent, Marx et ses adeptes se trouvent complètement isolés de l'émigration. Ils se sont séparés de leur propre création, l'Association ouvrière, qui les renie. On rend justice à son talent d'écrivain, mais son caractère vaniteux et autoritaire empêche toute communication durable avec lui. De ses anciens amis, seul Engels lui est resté fidèle. Tous deux jouent les Castor et Pollux dans la littérature communiste. » (cité par M. Rubel, *K. Marx Œuvres*, vol. 4, coll. de la Pléiade, p. 1339).

⁴ Le 24 ou le 25 février : les indications divergent souvent. Dans sa lettre du 24 février à Engels, Marx parle de « ce soir ». Notons qu'un banquet de ce type avait eu lieu l'année précédente à l'initiative des blanquistes de Londres avec la participation de Marx, Ferdinand Wolf et Engels qui avait prononcé en français un toast en l'honneur des insurgés de juin. (MECW, tome 10, p. 607)

⁵ L'affaire est racontée par Marx dans sa lettre à Engels du 23 février 51. (C2, pp. 145-146)

affaire, Emmanuel Barthélemy, s'activeront pour prendre l'initiative, signant pour l'occasion **une alliance avec Louis Blanc**¹.

Présidé par August Willich lui-même, le banquet sera **un succès**.

Il donnera lieu à la lecture de quelque 25 déclarations, dites des **toasts**, et certaines plutôt longues², devant un public que le compte rendu publié par l'éditeur Joubert évalue à **750 participants**³.

Il avait été précédé par la diffusion dans la presse du manifeste suivant :

Notre foi politique et sociale est :

Que tous les hommes sont frères, et tous les peuples solidaires ;
Que là où l'Egalité n'existe pas, la Liberté est un mensonge ;
Que de son côté, l'Égalité a besoin, pour durer, d'être soutenue par l'esprit de Fraternité ;
Que chacun doit à la société tout ce qu'il peut, et que celui-là fait ce qu'il doit qui fait ce qu'il peut ;
Que la société, en retour, doit à chacun tout ce qu'il lui faut, soit comme développement de ses facultés, soit comme satisfaction de ses besoins ;
Que l'éducation doit être commune, obligatoire et, par le fait même de l'ordre social, gratuite ;
Qu'elle doit avoir pour objet principal la constatation des aptitudes diverses, chacune ne devant exercer dans la société que les fonctions les plus conformes à ses aptitudes naturelles ;
Que tous ont un droit égal à l'éducation, un droit égal au bonheur, et que, pour tous, le travail est un devoir égal ;
Que c'est là ce qui constitue le principe de l'Egalité ;
Que l'Association en est la forme nécessaire ;
Que le but final de l'Association est d'arriver à la satisfaction des besoins intellectuels, moraux et matériels de tous par l'emploi harmonique de leurs facultés diverses et le concours fraternel de leurs efforts, ce que résume la formule : *De chacun selon ses facultés, et à chacun selon ses besoins* ;
Que ce grand et noble résultat ne peut être scientifiquement atteint que par la mise en commun de toutes les forces pour la production, et de tous les produits pour la consommation ;
Que c'est là que les institutions doivent tendre avec mesure, selon les inspirations de la conscience publique, progressivement, mais invariablement ;
Que tel doit être le but de tout pouvoir démocratique, c'est-à-dire issu du suffrage universel, temporaire, responsable et révocable, ce qui revient à la formule : *Etat serviteur* ;
Que, par conséquent, la Révolution qui a commencé par abattre l'aristocratie des titres et des possessions féodales, et qui doit finir par abattre l'aristocratie de la fortune et celle de l'intelligence, ne sera véritablement accomplie que le jour où il n'y aura plus ni accapare-

¹ Marx à Hermann Becker, le 8.02.51 : « Willich, Schapper de concert avec Barthélemy, etc. ont finalement réussi, par d'énormes vantardises sur leur influence en Allemagne et par d'énormes calomnies portées contre nous, à faire marcher Louis Blanc à tel point qu'il s'est commis avec cette « lie » pour mettre sur pied un banquet pour février ; ensemble ils ont fait paraître un programme des festivités ainsi qu'une sorte de manifeste. Le petit est tombé dans le piège par vanité, pour montrer à Ledru-Rollin que lui aussi a une suite germano-franco-polono-hongroise. » (C2, p. 135). « Le petit » : Marx désigne ici Louis Blanc dont il se moque très souvent de la petite taille. De « la blanche Louise » au « gnome », du « nabot » au « Napoléon du socialisme », Marx dispose d'un vaste registre de sobriquets pour dire son mépris du personnage de Louis Blanc. On lira en particulier les propos qu'il tient à son égard dans sa lettre à Engels du 23 février 51. (C2, pp. 145-149)

² En particulier le discours de Louis Blanc intitulé « A la liberté par l'Egalité » qui occupe six pleines pages dans le compte rendu.

³ « Qu'on se figure, dans une pièce immense, splendide, ornée de tableaux et toute ruisselante de la lumière des lustres, sept rangées de tables chargées de sept cent cinquante couverts ; et là, noblement confondus au nom de l'Egalité, des riches, des pauvres, des hommes obscurs, des hommes célèbres, des ouvriers, des gens de lettres, des militaires, des auteurs, des journalistes, des travailleurs de toutes les professions, des réfugiés de tous les pays. Ah ! celui qui à la vue d'un pareil spectacle n'a éprouvé aucun tressaillement de cœur, celui-là n'a rien senti et ne sentira jamais rien de sa vie. » : le recueil des discours prononcés lors du banquet a été publié à Paris dès le lendemain 25 février 1851 par l'éditeur Charles Joubert (qui donne le 24 février pour la date du banquet). Le texte est disponible sur Gallica.

ment des instruments de travail, ou *capitalisme*, ni avantages ou distinctions quelconques dérivant du fait héréditaire, ni enfin privilèges matériels, quels qu'ils soient, conférés à la capacité, l'oppression par l'intelligence étant tout aussi injuste et plus criminelle encore que l'oppression par la force¹.

En accord avec les consonances typiquement **babouvistes** de l'appellation elle-même du banquet, le vocabulaire de ce manifeste, le recours entre autre à la catégorie d'Association, reproduit manifestement les revendications du mouvement républicain français **des années 1840**, avec de surcroît des accents qui ne manquent pas d'étonner, comme en début, cette reprise très significative du vocabulaire « ancien » de la « Ligue des Justes » (« Tous les hommes sont frères² ») et la curieuse dénonciation, dans le paragraphe terminal, de « l'oppression par l'intelligence ».

On ne peut s'empêcher de penser aux critiques adressées par K. Schapper et A. Willich contre les prétendues menées intellectualistes de Marx et d'Engels. Le texte s'est du reste vu accompagner dans le compte rendu « Joubert » par une déclaration commune signée par E. Barthélemy, P. Landolphe, J. Vidil et Louis Blanc à l'adresse du journal français *La République* qui lui avait opposé une réponse en forme de réfutation. Or le débat porte précisément sur les questions relatives aux *capacités* (au sens saint-simonien) et à ladite « aristocratie de l'intelligence » avec, de la part des quatre auteurs, des précisions qui corrigent le caractère quelque peu abrupt des affirmations du manifeste sur le sujet³.

Parmi les toasts prononcés, il nous faut réserver une attention particulière **au discours d'August Willich**⁴ en ce qu'il donne la mesure de la **stratégie foncièrement militaire** qu'il déploie à cette époque.

Voici ce texte :

Au moyen extrême !

Frères prolétaires, je porte un toast au moyen extrême, le seul par lequel le peuple puisse conquérir ses droits, le seul devant qui se courbent les privilégiés, les oppresseurs, les tyrans. Les citadelles, les casernes de nos ennemis sont remplies de bouches à feu. La devise qu'ils portent, c'est : *Ultima ratio regum* ; la dernière raison des rois.

Oui, le canon, c'est le droit des rois ; le canon se trouve placé derrière leur église d'Etat, derrière leurs institutions de justice ; derrière leur système d'exploitation des prolétaires par les classes privilégiées qui les paient ; le canon se trouve même derrière leur science et leurs arts.

Où l'esprit religieux luttait pour l'affranchissement de l'humanité, là montaient vers le ciel les flammes des autodafés, là était célébrée l'orgie des massacres, jusqu'à ce que la religion fût redevenue la chaîne de l'esclavage.

Où le droit éternel de la nature humaine trouvait ses défenseurs, là s'élevait la potence, et les canons lançaient le droit des rois jusqu'à ce que la justice fût redevenue un masque hypocrite.

¹ Ce manifeste serait-il de la main de Louis Blanc ? C'est ce que Marx semble affirmer dans sa lettre à Engels du 23 février 51 (C2, page 146), en pointant au passage le rejet par le texte de « l'aristocratie de l'esprit ». Il reviendra sur ce détail dans son évocation du texte dans *Les grands hommes de l'exil* (op.cit. p. 102), ce qui montre que cette pointe d'anti-intellectualisme l'a touché personnellement.

² La devise avait été remplacée par cette autre « Prolétaires de tous les pays unissez-vous » lors du premier congrès, en juin 1847, de la *Ligue des Communistes* qui succédait précisément à la *Ligue des Justes*.

³ Dans une optique marquée par un égalitarisme strict selon un système social où, précise cette mise au point, « la capacité servira de base à la distribution des fonctions et non à la répartition des produits » et où, au nom d'une espèce de saint-simonisme amendé par Babeuf, « sans exciter l'envie qui s'attache à l'existence de tout privilège matériel, les plus sages prendront place au conseil, les plus habiles dirigeront les travaux, les plus capables rempliront les fonctions qui exigent le plus de capacité, et cela par la volonté, d'après le choix et dans l'intérêt de leurs égaux. » (brochure Joubert, p. 5).

⁴ Pour sa part, Karl Schapper avait centré son intervention sur l'accueil chaleureux réservé aux exilés par le peuple anglais (« dans la sympathie des démocrates anglais, nous reconnaissons les véritables sentiments d'une brave et généreuse nation »), sans oublier toutefois un appel à la mobilisation, « lorsque la dernière et sainte guerre commencera, la guerre des opprimés contre les oppresseurs », espérant que « lorsque viendra l'heure, peu éloignée peut-être, de pousser leur cri de guerre (...) puisse alors le peuple anglais être assez fort et assez uni pour forcer son gouvernement, non pas à contempler paisiblement la lutte, mais à courir aux armes et à prendre parti pour la cause de la justice et de l'humanité. » (Brochure Joubert, page 25).

Où la science voulait vaincre les préjugés, source des privilèges, là se montrait la force brutale.
Où le peuple exténué criait « du pain ! », réclamant sa part des dons de la nature, sa part du travail de ses mains, là les canons lui envoyaient, au lieu de pain, de la mitraille.
Frères prolétaires, la force brutale ! Voilà ce que l'humanité a trouvé devant elle, sur toutes les routes de son affranchissement.
Toutes les institutions sont comme autant de nuages étendus sur l'inégalité, sur l'injustice, et si ces nuages viennent à s'entrouvrir quelque part, ce qu'on aperçoit au travers, ce sont de longues files de soldats, des rangées de législateurs en métal.
Aux yeux des rois, la force ne peut être vaincue que par la force, et c'est avec mépris qu'ils regardent les efforts du Peuple, tant qu'il n'a pas le glaive en main.
Frères prolétaires, en face de la ligue européenne des rois, tout ce que vous voudrez et pourrez faire pour l'amélioration de la position des travailleurs, vous ne devez le considérer que comme conduisant au moyen extrême: l'organisation de la grande armée révolutionnaire des prolétaires. C'est seulement quand les rois et leurs suppôts seront écrasés par nos armes, qu'ils seront à notre merci, sous notre *glaive*, et que la puissance du canon sera pour toujours assurée au Peuple, c'est alors seulement qu'il y aura *possibilité* de commencer la création du nouveau monde, annoncé par nos penseurs, tant désiré par les opprimés.

On est manifestement dans un univers de pensée qui tranche avec la déclaration de Louis Blanc qui est une dissertation générale¹ et, compte tenu des circonstances, de style très littéraire², sur la catégorie de liberté en opposition avec les pratiques du libéralisme capitaliste.

6. Deux incidents

Le Banquet des Egaux donnera lieu à **deux incidents**.

Le premier est plutôt d'ordre anecdotique, même s'il est très révélateur de la violence des relations entre les groupes militants rivaux. Il est lié, en effet, à la présence dans la salle du banquet de deux partisans de Marx, Konrad Schramm³ et Wilhelm Pieper, lesquels ont été aussitôt perçus comme des provocateurs et **violemment expulsés**.

Marx évoque la scène dans sa lettre à Engels du 24 février 1851 :

Il est maintenant une heure du matin. Il y a environ une heure, Pieper a fait irruption ici, sans chapeau, les cheveux ébouriffés, les vêtements déchirés. Voici ce qui s'est passé.

C'est ce soir que se tenait le meeting ou banquet dans la City. Willich présidait. Jones, comme il l'avait promis, n'y était pas allé: Notre Dear⁴ portait un petit ruban rouge. L'assistance: environ 700 personnes, quelque 150 Français, 250 Allemands, 200 Chartistes, le reste: des Polonais, des Hongrois. Blanc donna la lecture des messages que ses béni-oui-oui de Paris lui avaient fait parvenir. Willich en lut un en provenance de La-Chaux-de-Fonds. Ils n'en avaient aucun en provenance d'Allemagne. En outre, on donna lecture d'une adresse des Polonais de Paris.

On dit que les discours furent exécrables, et que malgré toute la fraternité, tout suait l'ennui, les visages comme les langues.

¹ Même si justement centrée sur la dénonciation de la violence sociale en régime capitaliste.

² Par ses allusions notamment à Morelly, l'auteur, en 1755, du *Code de la nature ou le véritable esprit des lois de tout temps négligé et méconnu* qui a été l'une des références majeures de Babeuf et du babouvisme. Nous reportons sur le sujet au chapitre 11.4 de notre fascicule 12 consacré à « François-Noël Gracchus Babeuf et au communisme de l'an IV ».

³ Konrad Schramm, celui-là même que Willich avait provoqué en duel et laissé pour mort à Anvers. On devine bien le caractère provocateur de l'arrivée de Schramm dans la salle du banquet. Konrad Schramm est aussi le même qui avait écrit à Willich en se faisant passer pour Hermann Becker pour lui proposer la dictature militaire à Cologne et médire au passage sur le compte de Schapper : « Willich, écrit Marx, cet ignorant, ce triple imbécile, est tombé dans le piège. Il a bombardé Becker de lettres, il tient un émissaire prêt à partir, il traite Schapper de *haut en bas*, intrigue, ignore ou injurie de toutes les manières ce brave homme » (Marx à Engels, le 10.02.51, C2, p. 137). Ambiance...

⁴ C'est ainsi que Marx et Engels désignaient entre eux George Harney.

Schramm et Pieper avaient acheté des cartes d'entrée pour voir ce spectacle bouffon. Ils furent malmenés dès le début. Schramm alla trouver l'un des responsables du service d'ordre, le brave et chevaleresque Landolphe, et le pria d'obtenir au moins qu'on les laisse en paix en échange de leur argent. Mais le Brave répliqua que le lieu n'était pas propice à discussion.

Peu à peu tout cela parut trop long aux gens de la Great Windmill Street¹. Ils crièrent « Mouchards! Mouchard ! » (...) et c'est alors que Schramm et Pieper furent jetés dehors à coups de poing, leurs chapeaux déchirés ; une fois dans la cour à l'entrée de la salle, on leur flanqua des coups de pied ; ils furent jetés à terre, piétinés, giflés, etc. Barthélemy arrive en renfort et dit en parlant de Schramm: *c'est un infâme, il faut l'écraser !* A quoi Schramm réplique: *vous êtes un forçat libéré² !*

Près de 200 de ces individus prirent part à la bagarre, des Allemands, des Français, ces messieurs les fraternals³ ne firent pas preuve de moins de bravoure contre deux hommes sans défense.

Post festum, le Dear fait son apparition, et au lieu d'intervenir énergiquement comme il convenait, il se met à bredouiller, disant qu'il connaît ces gens-là, et le voilà qui se lance dans de longs développements. Beau moyen naturellement en pareille circonstance.

Nos deux hommes se sont défendus comme des lions⁴.

On trouve une autre version de l'incident dans la circulaire de mai 1851 adressée à l'ensemble de ses sections, ou *cercles*, par la fraction Willich/Schapper en vue de dresser un état des lieux du parti notamment à l'égard de ce qu'elle nomme le premier parmi trois sortes d'ennemis à combattre⁵, « la clique Marx Engels »⁶. Le chapitre consacré au cercle de Londres ne manque pas de rapporter les troubles qui ont marqué le déroulement du Banquet des Égaux. La version est bien sûr différente du récit de Marx. Elle raconte comment Schramm et Peiper ont multiplié les provocations dès leur entrée dans la salle, bousculant les tables et s'installant devant la tribune pour y prendre ostensiblement des notes. L'incident lui-même a éclaté lors de l'exécution de la *Marseillaise*, Schramm refusant avec dédain de se découvrir. Il n'a pas fallu longtemps pour que les deux amis se trouvent violemment expulsés⁷.

La brochure publiée par Charles Joubert mentionne elle aussi l'incident en évoquant l'affaire de la *Marseillaise* mais en veillant à minimiser l'épisode :

« Il est à remarquer que, dans une fête qui a duré plusieurs heures, et malgré le nombre considérable des convives, rien n'est venu troubler le caractère vraiment auguste de la manifestation. Seulement, un individu ayant refusé de se découvrir au chant sacré de la Marseillaise, et ce refus ayant excité dans les voisins du provocateur l'indignation la plus vive, un des membres du banquet est monté à la tribune et a dit: Au nom du respect dû à la Liberté, je demande qu'on ne force point celui qui veut rester couvert à se découvrir. S'il est quelqu'un ici qui ne comprenne pas ce qu'il y a de noble et de touchant à saluer les noms de Liberté et de Patrie, le meilleur moyen de l'en punir, c'est de le plaindre. Et les applaudissements dont ces paroles ont été couvertes sont venus témoigner du sentiment élevé qui régnait dans l'assemblée. Ainsi un ordre admirable et un religieux enthousiasme, tel a été le double caractère de cette grande solennité (...)»⁸.

*

¹ Autrement l'*Arbeiterbildungsverein* de Londres qui s'était rangé du côté de Willich/Schapper et dont Marx et Engels avaient démissionné le 19 septembre 1850, aussitôt après la rupture du 15 septembre.

² Une allusion au passé violent de Barthélemy qui avait été condamné au bagne dans sa jeunesse pour le meurtre d'un policier.

³ Autrement dit, les Fraternal Democrats défenseurs par sympathie pour Schapper des organisateurs du banquet. Cela leur vaudra d'être taxés par Marx de « fraternal murderers. » (C2, p. 158).

⁴ C2, pp. 151-152 Marx revient sur l'incident dans sa lettre à Hermann Becker du 28.02.1851. Il insiste pour que son récit soit diffusé « dans toute l'Allemagne ». (C2, pp. 163-165).

⁵ La deuxième catégorie étant représentée par les « idéologues phraseurs » du type de Ledru-Rollin et Mazzini, la troisième par les espions toujours à l'affût pour nuire.

⁶ Le chapitre de ce rapport relatif au cercle de Londres se trouve aux pages 462-473 de BKD3.

⁷ BKD3, p. 468.

⁸ Brochure Joubert, pp. 47-48.

Le second incident est plus politique. Il concerne le fameux **toast de Blanqui** intitulé « **Avis au peuple** », un texte fameux en raison du scandale qui a surgi autour de lui.

L'affaire trouve son origine dans l'initiative prise par E. Barthélemy de solliciter Blanqui pour que, du fond de sa prison de Belle-Isle-en-Mer, il adresse un message aux participants du banquet. Blanqui avait répondu en envoyant un texte dont le début ainsi libellé :

Quel écueil menace la révolution de demain ? L'écueil où s'est brisée celle d'hier : la déplorable popularité de bourgeois déguisés en tribuns.
Ledru-Rollin, Louis Blanc, Crémieux, Marie, Lamartine, Garnier-Pagès, Dupont (de l'Eure), Flocon, Albert ; Arago, Marrast !
Liste funèbre ! Noms sinistres écrits en caractères sanglants sur tous les pavés de l'Europe démocratique.

ne pouvait que plonger dans l'embarras les organisateurs du banquet, lesquels ont bien sûr décidé de ne pas lire cette déclaration à la tribune et même de n'en pas faire état, en dépit de la parfaite concordance des thèses de Blanqui dans ce texte (« Les armes et l'organisation, voilà l'élément décisif du progrès, le moyen sérieux d'en finir avec la misère. Qui a du fer, a du pain ») avec les positions politiques de Willich et Schapper.

L'existence de ce document n'a toutefois pas tardé à être connue¹ et le texte est devenu bien vite un argument de polémique dans les mains de ceux qui, comme Marx et Engels, ne pouvaient manquer l'occasion de s'en servir contre les organisateurs du banquet et tout particulièrement contre la fraction Willich-Schapper, et tout premièrement en diffusant sa traduction en Allemagne sous forme de tract. Le texte était précédé de cet avertissement:

« Quelques misérables imposteurs qui trompent le peuple, le soi-disant Comité central des sociaux-démocrates européens - en fait un comité de la populace centrale européenne sous la présidence de Herr Willich, Herr Schapper, etc. -, ont célébré à Londres l'anniversaire de la révolution de Février. *Louis Blanc* le représentant verbeux du socialisme sentimental avait rejoint cette clique de prétendants subalternes, *en intrigant* contre un autre traître de la cause du peuple, *Ledru-Rollin*. A leur banquet ils donnèrent lecture de diverses adresses qu'ils prétendaient avoir reçues. En dépit de tous leurs efforts, ils n'avaient pas réussi à obtenir d'Allemagne ne fût-ce qu'une seule des adresses qu'ils demandaient. Voilà un signe prometteur de la maturité du prolétariat allemand ! Ils ont écrit aussi à *Blanqui*, ce noble martyr du communisme révolutionnaire, pour solliciter une adresse de sa part. Il leur a répondu par le toast suivant (...)»²

La presse française et anglaise se fera largement l'écho de la dispute surgie au sein même des organisateurs pour savoir si Barthélemy les avait informés ou non de l'existence du message de Blanqui, ou si, parfaitement avertis, ils avaient voté entre eux pour décider ce qu'il fallait en faire et finalement l'écarte³.

Blanqui publiera en avril 1851 un commentaire intitulé « A propos des clameurs contre l'Avis au peuple⁴ » par lequel il confirme sa condamnation de toute la direction politique du gouvernement provisoire de février 1848.

Pour leur part, Willich et Schapper tenteront d'atténuer les effets de cette querelle mais ils reconnaîtront dans **la circulaire de mai 1851** qu'ils adressent à leurs membres qu'en paraissant les désolidariser de Blanqui, cette affaire aura terni leur réputation d'être les véritables représentants du prolétariat combattif. Le rapport associe la dureté du texte de Blanqui à l'âpreté de ses conflits (au sein même de leur prison commune) avec Barbès, l'ami de Louis Blanc, et précise que si ce dernier n'a pas développé en 1848 toute l'énergie souhaitée, il ne peut être accusé d'avoir trahi le peuple (« er ist kein Volksverräter »). Ce sont les amis « officieux » de Blanqui qui ont décidé de publier le toast dans la presse réac-

¹ Il sera publié dans la presse française à l'initiative des Amis de l'Egalité (qui en avaient d'abord fait un tract) dans le journal réactionnaire *La Patrie* du 27 février et dans le *Journal des Débats politiques et littéraires* du 28 février 51 (en ligne sur Gallica)

² Nous citons dans la traduction de M. Rubel, Karl Marx, *Œuvres*, coll. La Pléiade, vol. 4, p. 1089. Engels à Dronke, le 9 juillet 51 : « Nous avons traduit le texte du toast en allemand et l'avons diffusé à 30.000 exemplaires en Allemagne et en Angleterre » (C2, p. 242). Engels accompagnera sa lettre du 5 mars 1851 au rédacteur en chef du Times d'une traduction anglaise du toast (C2, p. 168).

³ Il semble bien que l'on ait procédé au vote parmi les organisateurs, une majorité de 7 contre 6 voix décidant d'écarte le texte. Marx mentionne ce vote dans sa lettre du 17 mars à Engels en s'appuyant sur une déclaration en ce sens de Vidil au journal *La Patrie* (qui avait publié le texte du toast dès le 27 février 1851). Marx donnera dans *Les grands hommes de l'exil* (op.cit., pp. 103-105) le détail des palinodies auxquelles se sont livrés les organisateurs du banquet dans leurs explications sur cette affaire dans la presse. Il y revient dans son pamphlet de 1854 contre Willich *Le Chevalier de la noble conscience* (K. Marx, *Œuvres*, Bibliothèque de la Pléiade, pp. 674-675).

⁴ Blanqui, *Textes choisis*, Éditions Sociales, Coll. Les Classiques du Peuple, Paris, 1975, pp. 124-127.

tionnaire. Les principes énoncés par Blanqui sont du reste, précise le rapport, ceux que nous défendons depuis toujours, mais la publication de ce texte a été « une faute politique ». Marx et Engels n'ont fait qu'utiliser cette affaire pour multiplier de nouvelles intrigues en nous présentant comme des partisans de Louis Blanc et de la petite-bourgeoise modérée, ce qui est une infamie.¹

7. Divergences et fractures

Aussitôt après l'évènement, Willich va donner à la stratégie de la *Ligue* londonienne **une orientation des plus déroutantes** puisqu'il ne s'agira pas moins de se rapprocher non seulement des associations démocratiques rivales de l'immigration mais de sa composante la plus **inconsistante** liée au **personnage de Gottfried Kinkel**. Et cela d'autant plus qu'à la différence de la plupart des exilés condamnés à survivre misérablement dans les quartiers pauvres de Londres, Kinkel s'est installé confortablement en famille à Londres dans la vie mondaine qu'assure au poète son extraordinaire renommée de militant politique².

Que Willich ait salué chaleureusement l'arrivée à Londres, en décembre 1850³, de Kinkel n'a rien de surprenant : il accueillait l'un des combattants qui l'avaient rejoint au cours de la campagne militaire de 1849 dans le Bade. Que Willich en vienne bientôt à soutenir avec lui les projets chimériques de la levée d'un impôt révolutionnaire témoigne par contre d'une incohérence manifeste dans ses positions et d'une absence de lucidité.

En vérité, cette évolution accompagne l'influence prise sur Willich par un militant comme **Alexander Schimmelpfennig**⁴, proche de lui dans sa personnalité, qui avait entrepris au début de 1851 de diffuser en Allemagne dans le milieu des officiers une propagande (un tract intitulé « An die deutsche Soldaten ») qui s'adressait, non pas à leurs ambitions politiques et sociales, mais à leur bravoure et au sens de l'honneur que seule, leur affirmait-on, une armée populaire républicaine était capable de magnifier. Avec notamment Gustav Adolf **Techow**⁵ et Franz **Sigel**⁶, va se constituer ainsi autour de Willich **un groupe d'influence « militaire »**, sinon militariste, centré sur les perspectives d'une action armée sur le territoire prussien. Engels écrit à Marx à ce sujet, le 23 mai 1851 : « Que nos grands guerriers Willich, Schimmelpfennig, et Sigel s'entendent de mieux en mieux, voilà qui est fort bien. Cette soldatesque possède un *esprit de corps* incroyablement sordide. Ils se haïssent à mort, s'envient mutuellement tels des écoliers la moindre distinction, mais ils se retrouvent unis contre les pékins. (...) ils considèrent toute la société de la Great Windmill Street comme un bataillon prêt à marcher comme un seul homme et en rangs serrés. C'est l'unique bataillon qui leur reste depuis qu'ils ont été dispersés en Suisse et expédiés ailleurs. Rien d'étonnant à ce qu'ils se cramponnent tous à ce noble corps. C'est une très bonne chose que notre attention soit dès maintenant attirée sur cet esprit de corps d'officiers qui date de la caserne, du mess d'antan, et qu'on s'aperçoive dès maintenant que, parmi les éléments émigrés du corps des officiers, il règne le même esprit de clique que dans la magnifique armée. Le moment venu, nous monterons à ces Messieurs ce que signifie le « civil » » (C2, p. 222).

Cette évolution va conduire Willich à nouer dès février 1851 des alliances avec les autres associations démocratiques de l'émigration londonienne, même si le rapprochement se fait, compte tenu de l'anticommunisme viscéral exprimé par Kinkel et par d'autres, sur la base d'un projet purement financier **centré sur la collecte d'un impôt révolutionnaire** (Willich étant devenu la « caution révolutionnaire » de ce projet d'emprunt).

¹ BDK3, en particulier les pages 468-470.

² Sur le personnage de Kinkel, nous renvoyons à la note qui sera réservée dans le présent fascicule aux « Grands hommes de l'exil ». Il suffit de noter ici que Kinkel arrive à Londres précédé d'une notoriété que lui a valu l'exceptionnelle mobilisation populaire pendant son emprisonnement en Allemagne et surtout le caractère spectaculaire de son évasion.

³ Trois mois à peine après la rupture de septembre 1850.

⁴ Alexander Schimmelpfennig von der Oye, de son nom complet, était comme Willich un ancien officier prussien. Il avait pris part aux combats dans le Bade. En 1853, il émigrera aux Etats Unis et s'engagera dans la guerre civile dans les rangs de l'Union.

⁵ L'un des deux témoins de Willich, on s'en souvient, dans son duel contre Schramm. Dans sa lettre du 23.09.51 à Engels, Marx commente très longuement dans le détail un article publié le 7 août 51 par Techow dans un journal new-yorkais sous le titre de « Esquisse de la guerre future ». Il souligne la clarté de la thèse soutenue par Techow (et par Willich) selon laquelle le déclenchement d'une guerre européenne contre la Russie est le préalable indispensable à la création d'une situation révolutionnaire : « Voilà, écrit-il, la solution qui se rapproche des idées de Willich. La guerre mondiale, c'est-à-dire dans l'esprit des lieutenants prussiens révolutionnaires, la domination, tout au moins provisoire, des militaires sur les civils » (C2, pp. 330-334). Piqué au vif dans le domaine militaire qui est le sien, Engels répondra dans sa lettre du 26.09.1851 : « Cette histoire de guerre de Techow est, sur le plan militaire aussi, incroyablement superficielle et, par endroits, simplement inexacte. » (C2 p. 337)

⁶ Marx à Engels, le 21.05.51: « Le généralisme Sigel est ici ; il est entré à la Windmill Street » (C2, p. 219)

La nouvelle stratégie ne va cependant pas se mettre en place sans rencontrer d'opposition au sein de la *Ligue* de Willich/Schapper. Elle s'exprimera notamment au cours du **congrès réuni en juillet 1851**, le premier qui se trouve convoqué après la fracture de septembre 1850¹.

Les arrestations de Paris, en septembre 1851, dans le cadre du prétendu « complot franco-allemand » vont toutefois accélérer un **processus de désintégration** de la Ligue.

Ce processus se manifeste de **deux manières**.

Il se manifeste, d'une part, à travers les **accusations** adressées au sein même de l'*Arbeiterbildungsverein* à l'encontre de Willich, Dietz et Schapper sur l'usage de certaines ressources financières et, dans le chef tout particulièrement de Willich, sur sa gestion de la « caserne ». Dans sa longue lettre du 25.08.51 à Engels, Marx relate le détail de ces conflits et pointe le rôle particulier d'un nouveau militant dénommé Johann Ulmer² qui va intervenir avec fermeté pour demander des comptes sur l'emploi de certains dons venus d'Allemagne, et notamment du Wurtemberg. L'âpreté des échanges conduira à la **démission**, le 26 août 1851, de Willich et de Schapper et à la **dissolution** du *Comité des réfugiés* auprès de l'*Arbeiterbildungsverein*³.

Il se manifeste, d'autre part, dans la volonté de **dissidence** manifestée au sein de l'*Arbeiterbildungsverein* par des militants restés proches de Marx (et particulièrement par les trois protagonistes évoqués, J. Ulmer, E. Rumpf et W. Liebknecht) qui, après la démission de Willich et de Schapper, vont prendre l'initiative de fonder en **janvier 1852** une nouvelle organisation sous le nom de **Neuer Londoner-Arbeiter-Verein**. Ils seront rejoints dans cette entreprise par **Ludwig Stechan** (un transfuge de la fraction Willich/Schapper⁴) qui prendra la présidence de l'organisation. Marx l'annonce à Joseph Weydemeyer dans sa lettre du 23 janvier 1852 : « Tu peux aussi annoncer qu'une *nouvelle association ouvrière* s'est constituée à Londres sous la présidence de *Stechan* et qu'elle prendra ses distances vis-à-vis de l'« Émigration », de l'« Agitation » aussi bien que de la Great Windmill, et qui sera sérieuse dans l'orientation qu'elle se donnera. Tu comprends (...) que cette association ne fait qu'un avec nous, bien que nous n'y envoyions que nos jeunes troupes, je veux dire nos « lettrés » et non nos ouvriers. Il y vont tous ». S'agissant de Stechan, il ajoute : « Stechan a quelque chose du sérieux d'un ouvrier de corporation et en même temps il est un peu flottant comme le sont les artisans, mais il est éduicable et exerce une grande influence en Allemagne du Nord⁵. ».

D'autres militants se rapprocheront de **Karl Heinzen** pour fonder la **Société démocratique**.

L'apparition de ces organisations rivales sont à coup sûr un symptôme de déclin de la fraction Willich/Schapper dans un contexte de surcroît délétère lié à la question de l'emprunt révolutionnaire.

¹ Le congrès donnera lieu à la mise en débat de deux documents, l'un à usage interne intitulé « Mesures à prendre avant, durant, et après la révolution », le second destiné à l'action de propagande, intitulé « Revendications du peuple en vue de la Révolution ». Ces deux textes tomberont dans les mains de la police française lors des perquisitions opérées dans le cadre du complot « franco-allemand » et se retrouveront dans la presse allemande et française, notamment dans le *Journal des Débats*. Engels évoque cette publication dans sa lettre à Marx du 23.09.1851. Commentant les « vieilles idées fixes de cette culotte de peau maboule » (il parle ici de Willich), il écrit : « la mauvaise traduction de la police française a gâché complètement cet impayable document (...) elle vous prive complètement du plaisir de voir comment ce tordu a réussi, en 12 mois de travail personnel, à transformer en de pompeuses absurdités les idées que nous lui avions laborieusement enfoncées dans le crâne. » (C2, p. 327). La question des alliances ne semble pas avoir été débattue lors de ce congrès qui devra surtout enregistrer plusieurs tensions notamment avec le cercle de Paris (dont le représentant J.G. Reininger était de tendance plutôt...cabétiste) et avec le cercle de Suisse (le groupe de La Chaux-de-Fonds déclarant son indépendance).

² « Nous sommes représentés dans l'association générale des démocrates par un ouvrier nommé Ulmer qui a fui Cologne et a rejoint notre Ligue » (C2, p. 305). Marx ne manquera pas de jeter de l'huile sur le feu en informant le même J. Ulmer (ainsi que E. Rumpf et W. Liebknecht, tous deux membres, eux aussi, à la fois du *Comité social-démocrate des réfugiés* tenu par la fraction Willich/Schapper et de la section de la *Ligue* sous la direction de Marx) de l'existence de ces sommes parvenues du Wurtemberg. (C2, p. 308). Les mêmes débats se dérouleront ailleurs avec la même violence autour de sommes importantes reçues des Etats-Unis par Kinkel. Marx relate certaine « mémorable séance » du 22 août 1851 où les échanges au cours d'une assemblée provoquèrent « de si violents remous qu'on en vint à se menacer du poing et à pousser d'effroyables cris et clameurs jusqu'à ce que, vers deux heures du matin, le tenancier en éteignant les lampes plongeât les amateurs de conciliation dans une impénétrable obscurité. » (C2, p. 307)

³ Marx à Engels, le 31.08.1851 (C2, p. 311).

⁴ Qu'il avait quitté en désaccord avec l'emprunt Kinkel.

⁵ C3, p. 22

8. Déclin

Le coup d'Etat du 2 décembre 1851 en France va affecter rudement les espoirs entretenus par l'immigration londonienne tout entière dans la reprise du mouvement révolutionnaire sur le continent.

Le choc une fois encaissé, les projets de Willich en direction de l'Allemagne ne vont toutefois rien perdre de leur intensité ni de leurs ambitions. Les rapports de la police prussienne de cette époque font apparaître qu'Oswald Dietz et lui n'ont cessé dans leurs interventions d'annoncer le déclenchement très prochain d'actions insurrectionnelles en Allemagne, en Suisse, en Belgique même. La perspective sans cesse réaffirmée de lever une armée de libération nationale explique du reste la complicité continuellement entretenue par Willich avec les parties prenantes du fameux emprunt révolutionnaire, surtout après le retour de Kinkel des Etats-Unis en mars 1852¹.

Mais **le fait majeur** en ce début d'année 1852, au sein de l'immigration allemande et de la *Ligue*, c'est le progressif **retrait**, à la fois voulu et subi, **de Karl Schapper** lui-même.

Cet éloignement trouve sa raison principale dans le **désaccord de Schapper devant la stratégie d'alliance avec Kinkel**.

Mais il résulte aussi d'une accumulation d'autres revers et d'autres désagréments.

Il lui a fallu d'abord subir, même si ce fut collectivement, les critiques émises au sein du *Comité social-démocrate des réfugiés* sur l'affectation de certaines sommes. L'attaque avait été notamment lancée par des militants nouvellement arrivés en Angleterre comme E. Rumpf et J. Ulmer qui avaient mené grand tapage le 24 août 1851 contre la direction. On trouve une évocation de cette séance houleuse dans la longue lettre que Marx adresse à Engels le 25.08.51. L'anecdote est significative :

« Hier, donc, lors de la séance de la Great Windmill Street², *prasideo Schapperi*³, scandale. Les réfugiés demandent à voir les lettres, les comptes, etc. Willich (...) leur déclare sèchement que lui-même et ses amis n'étaient responsables que devant l'association ouvrière. Un réfugié s'approche un peu trop près de lui, il le prie de s'écarter de crainte qu'il ne lui donne des poux. Le réfugié le traite de « tête sans cervelle ». Schapper (...) est sommé de dire d'où lui vient sa panse d'hippopotame⁴. Willich appelle le tenancier pour qu'il mette un réfugié à la porte. Ce dernier se déclare prêt à partir à condition qu'on appelle un policeman, et dit que tous ces messieurs sont des coquins. On en reste là. Willich et Schapper déclarent que, dans ces conditions, ils vont démissionner⁵. ».

Schapper avait dû ensuite faire face à une réputation de « jouisseur » que lui avait valu le fait d'avoir séduit en la personne de Klara Hoppe la fiancée du camarade Friedrich Lessner, laquelle deviendra sa femme. Le moralisme de caserne entretenu par Willich avait contribué à diffuser l'opprobre.

Enfin, il avait subi la rumeur infamante d'être un mouchard, une accusation extravagante dans son cas mais qui s'expliquait dans le climat d'espionite après les arrestations de septembre 1851 à Paris.

Les désaccords politiques ajoutés à ces manifestations d'inimitié vont ainsi conduire peu à peu Karl Schapper **à se rapprocher de Marx avec lequel il reprend contact en juillet 1852**⁶. Il quittera Willich et son organisation en octobre 1853⁷.

¹ La collecte de Kinkel aura été moins fructueuse qu'il ne l'avait espéré. La question va se poser de savoir comment utiliser les sommes récoltées. Un comité spécial des garants de l'emprunt sera mis en place qui finalement décidera, en janvier 1853, après d'interminables débats, de déposer l'argent dans une banque de Londres.

² Pour rappel, il s'agit du local de l'*Arbeiterbildungsverein* qui abrite les structures politiques de la fraction Willich/Schapper.

³ Autrement dit : présidée par Schapper.

⁴ La corpulence de Schapper lui avait valu le surnom d'*hippopotamus*.

⁵ C2, p. 308

⁶ Marx rapporte dans sa lettre du 3.07.52 à Engels l'information suivante : « Par le truchement d'Imandt, Schapper m'a fait des confessions pleines de repentir et a voulu savoir ce que j'en pensais. Réponse : qu'il rompe d'abord *ouvertement* avec Willich, quant au reste on verra. C'était là la *conditio sine qua* » (C3, p. 146) »

⁷ Marx l'annonce à Adolf Cluss dans sa lettre du 5 octobre 1853 (MECW, vol. 39, p. 378). Schapper n'apparaîtra pas dans la galerie des portraits à charge que composera le pamphlet *Les grands hommes de l'exil*.

9. Démantèlement

D'autres militants importants (Oswald Dietz lui-même, qui part pour l'Amérique) vont quitter la Ligue londonienne au cours de cette année 1852. Willich ne va pouvoir résister que très difficilement à un mouvement d'émigration massive des exilés londoniens vers les Etats-Unis, des départs qui vont considérablement affaiblir son pouvoir d'influence¹.

Mais le coup le plus rude sera porté par **les activités d'espionnage de la police prussienne**.

Piqué au vif par l'évasion spéculaire de Kinkel de la prison de Spandau, le 7 novembre 1850, le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV avait en effet adressé, le 11 novembre 1850, à son premier ministre Manteuffel un pli confidentiel² l'invitant à charger le policier Stieber de mener une enquête qui fasse apparaître et qui démantèle avec éclat un complot contre l'Etat. Wilhelm Stieber s'était aussitôt mis à l'œuvre muni de moyens financiers considérables et n'avait pas tardé à mobiliser à Londres un réseau de mouchards et d'indicateurs capable de lui fournir *de toutes les manières* des pièces compromettantes.

Cette mission ne tardera pas à produire des **effets désastreux** pour la *Ligue* de Willich avec, d'une part, en juillet/août 1851, le vol, par un certain Marx Reuter³, des archives de la fraction Willich/Schapper que détenait chez lui Oswald Dietz, le secrétaire de son comité central, et d'autre part, l'arrestation, en septembre 1851, des militants de Paris bientôt inculpés dans ce qui deviendra dans la presse le « complot franco-allemand ».

Nous réservons le détail de cette affaire pour un prochain fascicule consacré au procès de Cologne. Il suffit de noter ici brièvement que Willich n'est pas sans reproche dans le cours de ces événements, en raison du **double jeu** très naïf qu'il a cru pouvoir jouer avec des personnages comme Charles Fleury et Wilhelm Hirsch⁴ qui comptaient parmi les indicateurs de police les plus actifs⁵.

Les révélations du procès de Cologne en octobre/novembre 1852 vont placer Willich dans une position délicate et vont précipiter la fin de son activité politique à Londres.

En début 1853, il se décide à partir pour les Etats-Unis où il débarque **le 19 février 1853**, accueilli par plusieurs centaines de militants qui l'honorent dans un banquet de bienvenue. Willich fera une carrière glorieuse comme général de l'armée nordiste au cours de la guerre de Sécession.

¹ Christine Lattek rapporte l'anecdote d'une réunion de février 1853 où Willich se fait jeter proprement dehors par son public de travailleurs qu'il tentait de dissuader d'envoyer au gouvernement anglais une pétition réclamant le transit gratuit vers les Etats-Unis (op.cit., pp. 130-131).

² « Très cher Manteuffel, je viens de lire (...) le récit de l'évasion de Kinkel. Cela m'a inspiré une idée que je n'oserais pas ranger parmi les plus sincères. A savoir celle-ci : Stieber n'est-il pas cette personnalité précieuse capable de dévoiler la trame de la conspiration et d'offrir au public prussien le spectacle d'un complot découvert et (avant tout) puni? – spectacle qu'il réclame à si juste titre depuis longtemps. Hâtez-vous donc de nommer Stieber et demandez-lui de fabriquer *son chef d'œuvre*. Je pense que l'idée est riche de conséquences et j'attache une grosse importance à sa réalisation immédiate ». (Source : Marx, *Œuvres*, vol. IV, Coll. de la Pléiade, p. 1436). Le roi ajoutait l'ordre de détruire le message après l'avoir lu. La négligence de Manteuffel, ou son sens de l'Etat, explique que l'on a retrouvé le message dans les archives de son ministère.

³ En collaboration avec l'agent policier Charles Fleury, alias Carl Krause.

⁴ En avril 1853, Wilhelm Hirsch fera paraître aux Etats-Unis un « mémoire justificatif » intitulé « Les victimes du mouchardage » qui lui vaudra la réplique de Marx sous la forme d'un article intitulé « Les confessions de Hirsch » daté du 9 avril 1853. Le texte se trouve aux pages 575-579 du volume IV des *Œuvres* de Karl Marx, par M. Rubel dans la bibliothèque de la Pléiade. L'intérêt du document réside dans les explications fournies par Marx sur ses relations avec l'indicateur de police Bangya dans la perspective de la publication du manuscrit des « Grands hommes de l'Exil ». Il est vrai que Marx lui-même s'est trouvé lui aussi approché par des mouchards qu'il n'a pu démasquer : ledit Bangya, mais aussi des personnages comme Edgar Bauer (le frère de Bruno Bauer et correspondant attitré du directeur de la police danoise, un certain Cosmus Bræstrup) et Hermann Haupt, y compris le journaliste Hermann Ebner à qui il adresse en août et en décembre 1851 deux longues lettres sur le détail des faits et gestes de l'immigration allemande à Londres, lequel Ebner s'empressera de les transmettre à la police autrichienne pour laquelle il travaillait. (C2, pp. 289-297 et 367-372)

⁵ Marx fait référence à ces relations douteuses dans sa lettre à Adolf Cluss du 14.12.1852. Parlant de Willich, il écrit : « Ici pour tous les réfugiés la preuve n'est plus à faire que cet individu est un mouchard et une canaille. (...) Hirsch a déclaré devant une association de travailleurs (...) que Willich était son complice. Et ce roublard de Hirsch (!!!) de dire que lui-même espionne dans l'intérêt de la démocratie alors que Willich le fait au profit de la police ». (C3, p. 305). Interpellé sur ce sujet, Willich saura se défendre mais on peut comprendre que son crédit en a été affecté. Sur les relations douteuses de Willich avec Fleury et Hirsch, nous renvoyons aussi à la lettre de Marx à Engels du 10.11.1852 (C3, pp 278-280).

10. Polémiques

Les polémiques ne cesseront pour autant pas.

Avant de s'engager dans le conflit américain, Willich va en effet poursuivre ses activités politiques au sein de l'émigration allemande.

En novembre 1853, il fait paraître dans la *New-Yorker Criminal-Zeitung*, un journal new-yorkais d'expression allemande, un article sous le titre de « Docteur Marx et ses révélations » : il s'agit d'une réponse aux *Révélations sur le procès des communistes à Cologne* de Marx.

Ce dernier trouvera dans ce texte la matière pour répliquer une dernière fois à travers le pamphlet qu'il intitule *Le chevalier de la noble conscience* et qui paraîtra en 1854 comme brochure grâce aux bons soins de Joseph Weydemeyer.

4. Les Grands Hommes de l'Exil

En premier, il convient de saluer la récente parution, pour la première fois en français, de l'ouvrage de Marx et d'Engels connu sous le titre *Les grands hommes de l'exil*. Le livre a paru aux éditions Agone, coll. Contre-feux, Marseille, 2015, dans une traduction de Lucie Roignant, une édition établie et préfacée par Sylvie April.

Par ailleurs, le texte se trouve :

- en allemand, aux pages 233-335 du tome 8 des MEW.
- en anglais, aux pages 227-325 du tome 11 des MECW.

*

Autre source documentaire : la correspondance entre Marx et Engels, en particulier les volumes 2 et 3 de la collection publiée aux Editions sociales

*

4.1. Histoire d'un manuscrit.

1. Le projet de rédiger une galerie de portraits satiriques sur les personnalités de l'immigration londonienne apparaît sous la plume d'Engels au début de l'année 1851. Le **5 février 1851**, il informe Marx qu'il se trouve prêt à faire parvenir à George Julian Harney, à paraître dans son *Friend of the People*, « une série d'articles sur la *Continental Democracy* », visant par ce terme la direction du *Comité central de la démocratie européenne* de Mazzini, Ledru-Rollin, Kossuth et Ruge : « Ce sera pour moi l'occasion, écrit-il, de démolir tous ces représentants officiels de la démocratie et de les rendre suspects aux yeux du prolétariat anglais (...) »¹. Le projet n'aboutira pas, toute l'attention en cette période étant bientôt mobilisée par les incidents autour du Banquet des Egaux, le 24 février 1851.

*

2. Il semble bien que vers la fin de cette année 1851, Engels ait commencé à rédiger un pamphlet qui avait pour cible le personnage de Karl Schapper à qui sa corpulence avait valu le surnom d'Hippopotamus². Marx s'en informe dans sa lettre du **24 novembre 1851**³ et y revient le **1^{er} décembre 1851**, évoquant une publication aux Etats-Unis à l'initiative de Joseph Weydemeyer : « Pour ma part, je trouverais bon (...), écrit-il, que tu lui envoies d'abord, pour qu'il les publie sous forme de feuilleton, des fragments du K. Schapper dont j'attends impatiemment les premières confessions⁴. ». Engels renoncera à cet projet de publication en raison, cette fois, de l'actualité du coup d'Etat en France : « j'ai tout laissé tomber depuis que l'histoire se met à écrire des romans comiques : concurrence trop dangereuse. Toutefois, je vais rajouter quelques scènes comiques et reprendre l'ensemble, mais ce n'est pas du tout le genre de ce qu'il faut pour là-bas⁵. ».

*

3. Le début de l'année 1852 sera tout entier consacré à la rédaction du *18 brumaire de Louis Bonaparte*⁶. Et le 14 avril, Marx et Jenny subiront le deuil de leur petite fille Franziska née un an auparavant. La

¹ C2, pp. 130-131.

² Sous la plume même de Jenny Marx qui écrit à Engels le 2 décembre 1850 : « Chez le dictateur Hippopotamus est arrivé, dit-on, un petit Hippopotamus dont l'origine est douteuse. ». (C2, p. 97)

³ C2, p. 362.

⁴ C2, p. 368. Notons que si Karl Schapper apparaît comme avoir été la première cible du projet, il ne sera pas repris dans la série des portraits des *Grands hommes de l'exil* en raison de sa réconciliation avec Marx et Engels au cours de l'année 1852.

⁵ Engels à Marx, le 16.12.1851 (C2, p. 388).

⁶ Le 25 mars 1852, Marx indique à Weydemeyer ses derniers souhaits sur la fabrication de la brochure promise : « (...) Je te prie de conserver dans mon essai (...) les chapitres I, II, III, IV, V, VI, VII comme ils t'ont été envoyés. Ces chiffres constituent des points de repère pour le lecteur. Ils tiennent lieu de titres. (...) L'ensemble doit naturellement paraître maintenant en une seule fois. ». (C3, p. 85).

première mention relative aux portraits des « grands hommes » apparaît ainsi dans la lettre de Marx à Engels du **30 avril 1852**¹ :

A propos. J'avais donné à Bangya, pour qu'il les transmette à Szemere², quelques croquis des grands hommes allemands vivant à Londres. Par je ne sais quel hasard, cette lettre a été lue à un libraire allemand, sans que mon nom fût cité. Lequel libraire aimerait avoir des « portraits » de ces messieurs et semble être prêt, d'après Bangya, à verser 25 livres sterling pour quelques placards. Sans nom d'auteur, bien sûr, ou signés d'un pseudonyme. Eh bien, *qu'en penses-tu?* A vrai dire nous devrions écrire ensemble ces petits tableaux humoristiques. J'ai quelques scrupules. Si tu penses que je dois entrer dans cette combine, je te demande de rassembler mes lettres ainsi que toute la documentation dont tu disposes par ailleurs et où se trouveraient des traits qui peuvent nous servir à peindre ces crapules. De toute façon il faudrait que tu m'envoies quelques gloses au sujet de Willich « en pleine action³ » et « en Suisse ».

Il faut noter le rôle central dans cette annonce du nommé **Janos Bangya** qui se révélera un espion au service de la police autrichienne. Marx s'expliquera plus tard sur la confiance qu'il a placée dans le personnage⁴, la même confiance qu'il avait du reste accordée, et sans retenue, au journaliste **Hermann Ebner** à qui il avait adressé, **en août 1851**, un long rapport sur l'immigration londonienne⁵ et qui n'était pas moins, lui aussi, un agent de la police autrichienne. Ce qui semble avoir joué dans l'immédiat aux yeux de Marx, à cette date, c'est assurément la perspective d'une rentrée de 25 livres sterling, une somme importante, il est vrai. Echaudé par les mésaventures financières de la *Neue Rheinische Zeitung Revue*, Marx insistera du reste pour que le paiement lui soit remis dès la livraison du manuscrit.

*

4. La réponse d'Engels ne s'est pas fait attendre. Le **1^{er} mai 1852**, il écrit :

En ce qui concerne les croquis biographiques des grands hommes dont tu parles, c'est bizarre, mais depuis quelque temps la même idée me trottait dans la tête: constituer de la même façon une collection par ordre alphabétique de ces biographies, qu'on pourrait tenir à jour pour le grand jour du « Allons-y », où on les catapulterait brusquement dans le monde. Pour ce qui est des offres du libraire, 25 livres, ça n'est pas rien, mais je crains qu'en dépit de l'anonymat et des pseudonymes chacun voie *de quel côté ces flèches viennent*, et que la responsabilité n'en retombe sur nous deux. Ces choses-là, imprimées en Allemagne sous l'actuel régime, pourraient paraître servir la réaction, et les préfaces idéologiquement les plus justes du monde ne sauraient l'empêcher. C'est toujours le risque inévitable que l'on court. Si on limitait l'histoire à quelques-uns des ânes en question, une douzaine par exemple: Kinkel, Hecker, Struve, Willich, Vogt et compères, ça pourrait encore aller, peu importerait alors que nos propres noms n'y figurent pas; on pourrait penser que tout l'ouvrage émane directement de la réaction. En tout cas, il faudrait si possible que nous fassions cela ensemble; vois ce qui à ton avis est préférable, et *nous verrons*. 25 livres valent bien un peu de scandale⁶.

*

5. Pressé par Bangya, Marx entreprend d'écrire les premiers brouillons avec l'aide d'Ersnt Dronke. A Engels, le **6 mai 1852** :

A propos. Bangya vient tout juste de m'écrire. Le libraire de Berlin a fait une proposition définitive : 25 livres pour 5 à 6 placards de portraits, 24 exemplaires d'auteur. Bangya m'enverra l'argent dès que je lui aurai fait parvenir le manuscrit. Mais le libraire est pressé. Voici mon plan : en attendant, je fais le brouillon avec Dronke, ce qui fe-

¹ C2, p. 114.

² Bertalan Szemere a été ministre de l'Intérieur sous le gouvernement de Batthyány en 1848 puis en 1849, premier ministre aux côtés de Lajos Kossuth. Après la défaite de Vilagos, il s'était réfugié en Turquie puis à Paris.

³ Autrement dit au cours des combats dans le Bade et le Palatinat.

⁴ Bangya apparaît pour la première fois le 4 février 1852 dans la correspondance de Marx. (C3, p. 42)

⁵ C2, pp. 289-297. Sur la personnalité de Janos Bangya et ses relations avec Marx, nous renvoyons à l'étude de Roman Rosdolsky, *Karl Marx und der Polizeispitzel Bangya*, International Review for Social History, Vol. 2 (1937), n° 1, p. 235 (en ligne sur search.socialhistory.org).

⁶ C3, p. 114.

ra disparaître plus ou moins mon style. Dans 15 jours il sera peut-être possible de rendre cette affaire ready avec toi¹.

*

6. Les deux amis vont se mettre à l'œuvre pendant le séjour de Marx à Manchester, entre la fin de mai et la fin de juin 1852². Le **11 juin 1852**, Engels écrit à Joseph Weydemeyer :

(...) nous travaillons actuellement ici à quelque chose de très intéressant, et de très amusant qui va être imprimé incessamment et dont nous t'enverrons un exemplaire si-tôt que nous aurons reçu les premiers (...) car cette fois, il s'agit d'un ouvrage qui, infailliblement, aura du succès³.

*

7. En juillet 1852, le manuscrit est recopié et livré. Marx a effectivement reçu la somme de 25 livres diminuée de 7 livres que Bangya a gardées pour lui. Marx à Engels, le **3 juillet 1852** :

A Londres nous avons recopié immédiatement le manuscrit. Il était fin prêt lundi à midi. Je dictais alternativement à ma femme et à Dronke. Je reçus l'argent mercredi à midi. Sur cette somme, Bangya retint les 7 livres que tu sais.

En vérité, le manuscrit a été livré par Bangya à la police autrichienne. Marx et Engels devront bientôt prendre la mesure de la supercherie dont ils ont été les victimes.

*

8. C'est Engels qui le premier fera preuve de lucidité. Le **10 octobre 52**, il écrit à Marx :

Je suis excédé de voir que la brochure traîne éternellement en longueur. Tous les mois on nous l'annonce et on ne la voit jamais. On invente toutes sortes de prétextes qui ne sont plus les bons la fois suivante. Enfin on nous dit qu'elle paraîtra à coup sûr à la saint Michel. *La Trinité se passe, Malbrough ne revient pas*. Au contraire, on nous dit que l'homme en question est mort et que Bangya ignore ce qu'est devenu le manuscrit. C'en est trop. Il ne faut plus qu'on continue à nous emmener comme ça en bateau. Cette histoire devient de jour en jour plus suspecte. Je ne tiens pas, et tu n'y tiens pas non plus à ce que notre travail commun tombe entre de mauvaises mains. Nous l'avons écrit pour le public et non pour le plaisir personnel de la police berlinoise ou de toute autre police, et s'il n'y a rien à attendre de Bangya, j'entreprendrai des démarches de mon propre chef. Charles, notre commis, que tu connais, se rend sur le continent la semaine prochaine en passant par Hambourg et Berlin. Je l'ai chargé de s'informer en détail sur cette affaire à Berlin et, si la semaine qu'il passera là-bas ne suffit pas, de mettre notre agent local sur l'affaire. Mais je parie qu'ainsi nous saurons ce qu'il y a sous les boniments qu'on nous raconte. Qu'est-ce que c'est que cette histoire de libraire Eisermann ou Eisenmann impossible à dégoter dans le catalogue des libraires ! (...) S'il y a du louche dans cette affaire, il faut absolument que nous fassions une déclaration publique, pour qu'on ne nous joue pas un mauvais tour comme on l'a fait à Blanqui avec la pièce Taschereau⁴, déclaration qui devra paraître dans tous les jour-

¹ C3, p. 120.

² Un point de précision : on dispose d'une lettre commune adressée de Manchester à J. Weydemeyer et datée du 28 mai 52 (C3, p. 133) ; Marx écrit de Manchester à Jenny le 11 juin 52 (C3, p. 135) ; la correspondance entre Marx et Engels reprend le 30 juin 1852 (C3, p. 143).

³ C3, p. 141. De son côté, Adolf Cluss adresse à J. Weydemeyer, le 13 juillet 1852, le commentaire suivant : « Marx regrette d'être obligé d'interrompre ses études pour faire un travail de balayeur de chiottes, mais je pense que pour préserver plus ou moins la prochaine révolution de cette bande d'escrocs, c'est une bonne chose. Le sujet est traité, d'après Marx, de façon fort drôle (...) » (C3, p. 143).

⁴ La référence à « la pièce Taschereau » semble ici quelque peu excessive. **Pour rappel**, il s'agit de la publication à Paris, le 31 mars 1848, par Jules Taschereau, d'un document prétendument issu des archives secrètes et reproduisant la confession faite à la police de Louis-Philippe, en octobre 1839, par un responsable de la *Société des Saisons* qu'avaient dirigée Blanqui et Barbès. Le texte anonyme avait aussitôt été attribué à Blanqui lui-même qui avait éprouvé les pires difficultés à se défendre contre une accusation si infâmante. Ses relations avec Barbès (lequel avait d'emblée accredité la trahison de Blanqui) étaient devenues très conflictuelles et sa position politique au sein du mouvement révolutionnaire

naux allemands les plus lus. Quant aux cachotteries de Bangya, elles sont pour le moins déplacées et, pour ma part, j'en ai assez de toutes ces tergiversations et je ferai désormais moi-même ce que je jugerai bon de faire¹.

A cette date d'**octobre 1852**, on se trouve **au centre du procès de la Ligue à Cologne** qui s'est déroulé du 4 octobre au 12 novembre 1852. L'affaire Bangya intervient donc dans un contexte très particulier où les manœuvres, à Londres, des espions et mouchards au service de la police prussienne entraînent des conséquences autrement dangereuses pour les accusés de Cologne. **Toute l'attention de Marx est principalement mobilisée par ce procès**. Dès octobre 1852, il a entrepris de rédiger la brochure connue sous le titre de *Révélations sur le procès des communistes*. Le 27 octobre 1852, il annonce à Engels que le manuscrit est achevé².

*

9. Engels revient sur le sujet dans sa lettre du **31 octobre 52**³ :

« J'ai reçu hier un long mémoire de Dronke sur Bangya. Je dois te dire qu'après la manière scandaleuse dont il nous a menti au sujet de notre manuscrit, après la lettre de Duncker que Weerth t'a envoyée mardi⁴, s'il est vrai qu'il a adressé à Kothes⁵ ton avant-dernière lettre, je n'ai pratiquement plus l'ombre d'un doute: c'est un espion prussien. Qu'il fréquente les Hongrois ne prouve pas le contraire si chez nous il se réclame des Hongrois, chez les Hongrois il se réclame de nous. Cette affaire doit absolument être tirée au clair au plus vite, et si M. Bangya ne donne pas *dans les vingt-quatre heures* des renseignements satisfaisants sur l'endroit où se trouve le manuscrit, sur l'ancienne adresse du soi-disant Eisermann, sa rue et son n°, et sur ses moyens d'existence extrêmement suspects, je suis tout à fait d'avis que les avocats de Cologne aillent demander directement à M. Stieber⁶ ce qu'il sait d'un certain colonel Bangya. Après les révélations intervenues jusque-là, M. Stieber n'osera plus faire de fausse déposition, puisqu'il ne peut pas savoir ce qui va arriver; on devrait en même temps mettre Schneider⁷ au courant de l'histoire du manuscrit, afin qu'il raconte l'affaire à l'audience, ce qui nous évitera jusqu'à nouvel ordre de faire publiquement une autre déclaration⁸ ».

Si le détail de la lettre adressée par Bangya à Kothes s'avérera une erreur, l'enquête rondement menée par Engels fait apparaître que les dénommés Eisermann et Collmann constituent la même personne, et que de surcroît, tous deux sont, à l'évidence, des personnages fictifs mis en scène par Bangya.

Engels à Marx, le **5 novembre 1852** :

« (...) l'histoire Collmann est aussi douteuse. Cette lettre de Collmann est exactement de la même main que les précédentes de Eisermann ; je te la renverrai demain, mais je suis d'avis de la conserver. *Il y a là un faux*.
(...) C'est très curieux toutes les lettres arrivent au petit bonheur. Elles ne portent jamais de cachet de la poste, elles sont toutes dans leurs façons si négligées, si détachées que l'histoire semble extrêmement suspecte. (...) Tout cela n'a pas l'air dans le style des affaires. (...) Bref, même si Bangya est dans cette affaire aussi honnête qu'un

s'en était trouvée très affaiblie. Or le contenu du pamphlet des *grands hommes* ne représentait par lui-même aucun véritable danger d'exploitation politique par la police. Marx conclut du reste son article d'avril 1853 sur « les confessions de Hirsch » en le faisant remarquer : « Après ces explications, que je fournis naturellement non à Hirsch mais à mes compatriotes en Amérique, ne reste-t-il pas « la question ouverte » suivante : quel intérêt la police prussienne eut-elle de supprimer un pamphlet contre Kinkel, Willich et les autres « grands hommes de l'exil » ? ». (« Les confessions de Hirsch », Karl Marx, *Œuvres*, Bibliothèque de la Pléiade, vol. 4, p. 579).

¹ C3, pp. 233-234.

² C3, p. 248. Le texte sera imprimé en Suisse en décembre 52 et diffusé dès janvier 1853.

³ Sans que, pour sa part, Marx n'ait entretemps manifesté d'inquiétude particulière à l'égard de Bangya. Au contraire, le 20 octobre 1852, il prend la liberté d'annoncer à Engels la visite à Manchester d'un certain colonel Pleyel que, dit-il, « Bangya recommande chaudement »... (C3, p. 242).

⁴ Le 21 octobre 1852, Franz Duncker, lui-même éditeur, avait écrit à Georg Weerth qu'il n'existait aucun éditeur du nom de Eisermann.

⁵ D. Kothes était un négociant de Cologne, témoin à décharge lors du procès contre la Ligue.

⁶ Wilhelm Stieber lui-même, autrement dit le chef de la police prussienne et principal accusateur du procès de Cologne dans lequel il s'était distingué par de fausses déclarations.

⁷ Karl Schneider II était l'un des avocats des accusés de Cologne.

⁸ C3, pp. 266-267.

menteur slave peut l'être, son ami de Berlin me semble être quant à lui un fieffé coquin¹. Cependant l'affaire doit être maintenant tirée au clair, car M. Collmann se pose ici directement en détenteur du manuscrit et éditeur. S'il n'existe aucun libraire de ce nom, l'affaire est close² ».

*

10. De son côté, Marx reste indécis. « S'il y avait fourberie intentionnelle de la part de Bangya », écrit-il à Engels le **10 novembre 52**, « il nous aurait fourni lui-même les preuves permettant de le confondre. Voilà au moins une chose claire³ ». Et de commenter aussitôt deux circonstances où Bangya a été soupçonné à tort.

Ce n'est que le **3 décembre 1852** qu'il prend l'initiative de poser à Bangya les questions susceptibles d'enfin éclaircir toute l'affaire. Se réclamant des observations d'Engels, il écrit :

Je m'adresse à vous personnellement : après que le nom de Collmann se soit avéré n'être qu'une mystification, tout comme auparavant celui d'Eisermann, l'éditeur chimérique de la *Gazette constitutionnelle*, de quelle façon peut-on expliquer *rationnellement* toutes ces contradictions, ces invraisemblances, et ces mystères dans une affaire aussi simple que l'édition d'une brochure ?

Puis il ajoute, avec, faut-il l'observer, feinte ou ressentie, une amicale réserve :

Je dois vous avouer qu'en dépit de toute ma bonne volonté, plus j'examine cette histoire sous toutes ses coutures, plus je ne peux m'empêcher de la trouver diablement *peu claire* et que sans l'amitié personnelle que j'ai pour vous, je ferais mienne purement et simplement la conclusion de la lettre d'Engels : « *Après tout, il paraît pourtant qu'on a voulu nous jouer⁴.* ».

Cette lettre restera sans réponse.

*

11. Le **28 décembre 1852**, Marx adresse en toute confiance au journaliste hongrois **Gustav Zerffi** (dont il ignore la qualité d'être, lui aussi, un agent secret de la police autrichienne) une lettre très circonstanciée⁵ où il décrit ses relations avec Bangya. L'intérêt de ce document est d'illustrer le goût que manifeste Marx, en raison, sans doute, de son isolement à Londres, pour l'enchevêtrement des intrigues politiques et les risques qu'il n'a cessé de prendre d'en être lui-même la victime.

*

12. Le **23 février 1853**, Marx écrit à Engels :

Ad vocem Bangya. Il séjourne actuellement à Paris. J'ai désormais entre les mains les preuves que le noble sire est l'agent du gouvernement autrichien⁶.

*

L'affaire Bangya aura donc duré près d'un an, du 30 avril 1852 au 23 février 1853, disons.

On peut s'interroger sur l'ingénuité, c'est le moins, dont Marx ne s'est pas départi au cours de ces événements. Car outre sa relation d'estime avec Janos Bangya, ses deux autres correspondants en confian-

¹ Une manière de réserver l'innocence de Bangya ? Marx semble encore pencher pour cette solution.

² C3, pp. 273-274.

³ C3, p. 276.

⁴ C3, pp. 296-297. Cette dernière phrase est rédigée par Marx en français. Une manière de prendre quelque distance avec l'accusation ?

⁵ C3, pp. 307-310.

⁶ C3, p. 323. Engels reviendra encore une fois sur l'affaire dans sa lettre à Joseph Weydemeyer du 12 avril 1853 : « Quant à Bangya, il est complètement à notre merci. Le bonhomme s'est tellement enfoncé qu'il est complètement fichu. Pour écarter les motifs de suspicion sans cesse renaissants à son égard, il s'est trouvé contraint de livrer peu à peu à Marx tout son trésor de documents sur Kossuth, Szemere, etc. (...) A présent, nous et nous seuls (sauf peut-être pour une partie Szemere) sommes en possession de toutes les données sur le comportement de Bangya. ». (C3, p. 348)

ce, Hermann Ebner et Gustav Zerffi, sont eux-mêmes des agents secrets recrutés par les renseignements autrichiens.

Il semble que son comportement en ces circonstances réponde à deux registres de motivation : en premier sans doute, le besoin de bénéficier d'un revenu que réclamait dans l'urgence la situation de grande pauvreté où il se trouvait, en cette période, avec sa famille mais aussi son isolement politique au sein de l'immigration londonienne bruisante de ragots : on peut admettre qu'il trouvait dans le crédit longuement accordé aux apports de ses interlocuteurs des repères qui le rassuraient¹.

*

Que deviendra le manuscrit ?

Marx et Engels détenaient bien sûr les pages qui précèdent la copie au net. Engels semble avoir envisagé une publication en Amérique², mais d'autres circonstances, et singulièrement, dès le 4 octobre 1852, le procès des membres de la *Ligue* à Cologne, vont les mobiliser sur des sujets autrement plus graves.

Longtemps ce manuscrit a été considéré comme perdu. Il sera retrouvé dans les archives que Bernstein³ cède en **1924** au Parti Social-Démocrate allemand devenu le dépositaire, à cette époque, des écrits de Marx et d'Engels. Il sera édité pour la première fois en **1930** dans une traduction russe et repris, en **1960** seulement, par les éditions allemandes des *Marx Engels Werke*.

*

Marx reviendra à deux reprises sur sa mésaventure et sur le personnage de Bangya.

Il y revient dans l'article intitulé « **Les confessions de Hirsch** » qu'il publie le 5 mai 1853 dans le journal germanophone de New York, la *Belletristisches Journal und New Yorker Criminal-Zeitung* en réponse à la publication par Wilhelm Hirsch⁴, sous le titre de « Les victimes du mouchardage. Mémoire justificatif », d'une série d'articles où il évoquait de manière malveillante les relations de Marx avec Bangya.

Marx précise :

Espion ou non, Bangya ne pouvait jamais devenir dangereux ni pour moi ni pour mes compagnons du parti, car je ne lui ai *jamais* parlé de *mes* affaires du parti, et Bangya lui-même – comme il me le rappelle dans une de ses pièces justificatives – a toujours évité de soulever ces affaires. Par conséquent, espion ou non, il ne pouvait rien trahir, car il ne savait rien. Les actes de Cologne l'ont confirmé. Ils ont confirmé qu'à part les aveux faits en Allemagne même et les documents saisis en Allemagne même, la police n'a rien su du parti auquel j'appartiens⁵, et qu'elle était donc contrainte de servir les plus niais des contes de bonne femme⁶.

¹ Non compté le plaisir un peu enfantin qu'il prenait à certains racontars, comme à propos de la pétomanie de la comtesse Eugénie de Montijo : « le cher ange Montijo souffre (...) d'une affection extrêmement incongrue. Elle est atteinte de *pétomanie* qu'elle est incapable de réprimer même en société. Jadis elle la combattait par l'équitation. Maintenant que son Bonaparte le lui a interdit, elle « donne de l'air ». ». (Marx à Engels, le 22 mars 1853, C3, p. 342)

² Il en parle dans sa lettre à Marx du 10 avril 1853. (C3, p. 346)

³ Bernstein s'était gardé de publier le texte, allant même jusqu'à censurer toute référence au sujet dans sa publication, en 1913, de la correspondance de Marx et d'Engels. Nous suivons ici les indications de l'édition MECW, vol. 11, p. 657.

⁴ Marx évoque le personnage de Hirsch dans ses *Révélations sur le procès des communistes*. Hirsch s'était présenté à « la Société Marx » en décembre 1881 en qualité de communiste réfugié mais il avait très vite été repéré comme un espion au service de la police prussienne et tout particulièrement de Stieber pour qui il avait rédigé de fausses pièces destinées à servir l'accusation lors du procès de 1852 : « ce petit jeune homme crapuleux, écrit Marx, qui ne regardait pas à raconter à la police prussienne, contre argent, tous les mensonges qu'elle désirait ». (*Révélations sur le procès des communistes*, in *Marx, L'Allemagne en 1848*, Bibliothèque internationale des sciences sociologiques, Paris 1901, p. 340.

⁵ Marx, on le voit, assume pour lui-même l'expression « le parti (de) Marx » inventée par Stieber dans les pièces de son enquête en vue du procès de Cologne (en opposition au « parti Willich Schapper »). Après la disparition de la *Ligue*, le terme ne correspond à aucune structure organisationnelle.

⁶ « Les Confessions de Hirsch », Karl Marx, *Œuvres*, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, vol. 4, pp. 576-577.

Et s'agissant de sa bonne foi, il ajoute :

Or, pourquoi n'ai-je pas été troublé par les soupçons que l'émigration avait distillés contre Bangya ? (...) Parce que je savais que Bangya s'était distingué comme officier de la révolution dans la guerre hongroise ; parce qu'il correspondait avec Szemere, que j'estime, et qu'il entretenait des rapports amicaux avec le général Perczel ; parce que j'ai vu de mes propres yeux un diplôme où Kossuth le nomme chef de la police *in partibus*, contresigné par le comte Szirmay, le confident de Kossuth, qui habitait dans la même maison que Bangya. Cette position chez Kossuth expliquait aussi ses relations inévitables avec des policiers. Si je ne me trompe, Bangya est encore en ce moment l'agent de Kossuth à Paris. Les dirigeants hongrois devaient connaître leur homme. Comparé à eux, que risquais-je ? Rien que l'interception d'un manuscrit dont je conservais l'original¹.

*

Il y revient une deuxième fois dans un développement de son pamphlet de 1860 intitulé **Herr Vogt**.

Voici la citation complète de ce qui prend la forme d'une longue note de bas de page au centre du chapitre X intitulé « Patron et compère ou canaille et compagnie »² :

J'ai fait moi-même à Londres, en 1850, la connaissance de Banya et de son ami d'alors, l'actuel général Türr. Les soupçons que m'avaient inspirés ses manigances avec tous les partis possibles, orléanistes, bonapartistes, etc., et ses relations avec les policiers de toute nationalité, il les fit tomber simplement en exhibant une lettre-patente établie de la main même de Kossuth et par laquelle, précédemment directeur provisoire de la police à Komorn sous Klapka³, il était nommé préfet de police *in partibus*. Chef secret de la police au service de la révolution, il devait naturellement se ménager des accointances avec la police au service des gouvernements. Au cours de l'été 1852, je découvris qu'il avait détourné et fait parvenir à un gouvernement allemand un manuscrit que je lui avais confié pour un libraire de Berlin. A propos de cet incident et de bien d'autres bizarreries qui m'avaient frappé dans cet homme, j'écrivis à un Hongrois de Paris; en outre, l'intervention d'un tiers fort bien renseigné me dévoila complètement le mystère Banya ; aussi, dans les premiers jours de l'année 1853, j'envoyai, signée de mon nom, une dénonciation publique à la *Gazette des Tribunaux* (Criminalzeitung] de New York⁴. Dans une lettre de justification, qui se trouve encore en ma possession, Banya faisait remarquer que, moins que tout autre, j'avais le droit de le traiter d'espion, puisqu'il avait toujours évité (et c'est vrai) de discuter avec moi les affaires de mon propre parti⁵. Bien qu'à ce moment Kossuth et ses partisans ne l'aient pas laissé tomber, mes révélations dans la *Gazette des Tribunaux* lui rendirent plus difficiles ses opérations à Londres. Aussi Banya mit-il d'autant plus d'empressement à saisir l'occasion que lui offraient les troubles orientaux de faire valoir ses talents sur un autre théâtre. Peu après la conclusion de la paix de Paris⁶, (1856), j'appris par des journaux an-

¹ Karl Marx, *Œuvres*, vol. 4, Bibliothèque de la Pléiade, pp. 546 et 578.

² Nous citons à partir de l'édition Alfred Costes, dans la traduction de J. Molitor, Paris 1927, pp. 152-154). On observera que cette édition orthographie le nom de Bangya en omettant le « g » central.

³ Précisément le général György Klapka qui avait résisté à Komárom avant la reddition finale de l'armée hongroise à Vilagos le 13 août 1849.

⁴ Il s'agit de l'article intitulé « Les confessions de Hirsch » qui a paru le 5 mai 1853 dans le journal germanophone new-yorkais *Belletristisches Journal und New Yorker Zeitung*.

⁵ On trouve dans le quatrième volume de Karl Marx, *Œuvres*, Bibliothèque de la Pléiade, p. 1431, une traduction de l'extrait de cette lettre que résume parfaitement ici la paraphrase de Marx.

⁶ Il s'agit du traité de Paris du 30 mars 1856 qui mettait fin à la guerre de Crimée.

glais qu'un certain Mehemet Bey, colonel au service de la Turquie, jadis connu comme chrétien sous le nom de Johann Banya, avait, avec un certain nombre de réfugiés polonais, quitté Constantinople pour la Circassie, où il figurait comme chef d'état-major général de Sefer Pacha¹ et en quelque sorte comme le « Simon Bolivar » des Tcherkesses. Dans la *London Free Press*, dont de nombreux exemplaires sont envoyés à Constantinople, je signalai le passé du Libérateur. Le 20 janvier 1858, ainsi que nous le rapportons dans le texte, un tribunal de guerre de la légion polonaise, commandée à Aderbi par le colonel Th. Lapinski, prononça la peine de mort contre Banya, pour avoir projeté de trahir la Circassie. Mais Banya étant colonel turc, Sefer Pacha estima que l'exécution de ce jugement n'était pas compatible avec les égards dus à la Sublime Porte, il embarqua donc le condamné pour Trébizonde, d'où Banya ne tarda pas à gagner Constantinople après avoir été remis en liberté. Cependant les émigrés hongrois de Constantinople avaient pris avec passion fait et cause pour Banya contre les Polonais. Protégé par l'ambassade russe contre le Divan (qui, par-dessus le marché, était obligé de le nourrir avec son harem), assuré contre les Polonais par le préjugé de ses compatriotes, Banya publia très froidement sa propre apologie dans le *Journal de Constantinople*. Mais bientôt l'arrivée d'une députation circassienne mit fin à la plaisanterie. Les émigrés hongrois laissèrent officiellement tomber leur protégé, bien que de mauvaise grâce. Tous les papiers du tribunal militaire d'Aderbi, y compris les aveux de Banya, ainsi que les autres documents échangés plus tard à Constantinople, furent envoyés, par les émigrés politiques de Constantinople, à Londres où un extrait en fut publié dans la *Free Press* (6 mai 1858). J'ai publié ces documents avec plus de détails dans le numéro du 16 juin 1858 de la *New York Tribune*.

On y apprend :

1. qu'en décembre 1853, Bangya, délégué par Kossuth, s'est mis au service de la Turquie dans le conflit qui s'est déclaré avec la Russie. Converti à l'islam, il est entré sous le nom de Mehemed Bey² dans l'armée turque avec le grade de colonel.
2. que Kossuth, avec qui il est resté en étroite relation, lui a donné pour mission spéciale d'empêcher la participation de la Circassie³ dans le conflit contre la Russie.
3. qu'en début 1857, Bangya reçoit de Sefer Pacha la responsabilité du commandement suprême des forces armées en Circassie.
4. que le 20 janvier 1858, un tribunal militaire siégeant à Aderbi en Circassie a condamné unanimement à mort un certain Mehemet Bey, « anciennement Johann Banya d'Hlorfalva » pour avoir trahi le pays en ayant entretenu une correspondance secrète avec l'ennemi, en l'occurrence avec le général russe Philipson.
4. enfin que Sefer Pacha lui a néanmoins garanti sa protection. Rentré à Constantinople, Bangya publiera un mémoire pour proclamer son innocence en se présentant lui-même comme la victime d'une intrigue.

*

Janos Bangya mourra à Constantinople le 16 février 1868 à l'âge de cinquante ans.

¹ Sefer Pacha est le nom adopté par le général d'origine polonaise, le comte Kocielsky, converti à l'islam. Il était le chef d'état-major d'Omar Pacha, le gouverneur militaire de Constantinople et futur ministre de la guerre en 1869.

² Diversement orthographié selon les documents. Marx écrit, par exemple, « Mohammed Bey » dans sa correspondance au *New York Daily Tribune* du 18 juin 1858.

³ La Circassie était une région du Caucase que les Russes estimaient leur appartenir après le traité d'Andrinople du 14 septembre 1829 qui mettait un terme à leur conflit avec l'Empire Ottoman et qui leur assurait une large hégémonie sur cette région de l'Oural entre la mer Noire et la mer Caspienne. Or les populations circassiennes, de rudes montagnards de confession musulmane, ont longtemps résisté à cette domination, imposant aux Russes, entre 1830 et 1860, un état de guerre quasi permanent, avec pour conséquence une violente répression qui prendra la forme, entre 1864 et 1867, d'un véritable nettoyage ethnique. La diaspora circassienne a compté plusieurs centaines de milliers d'exilés.

*

On a lu que dans cette note, Marx cite comme importantes deux de ses interventions dans la presse anglaise et américaine.

Sans entrer dans le détail de ces publications, notons qu'il s'agit des deux articles parus,

- le premier, le **1^{er} avril 1857**, sous le titre très expressif de « **Un traître en Circassie** », dans le N° 34 de *The Free Press*¹. Marx reproduit l'annonce faite par le journal hongrois *Pester Lloyd*² de la désignation enthousiaste de Janos Bangya (alias Mehemed Bey) au poste de commandant en chef des forces circassiennes en lutte pour leur indépendance. Sans autre commentaire (à vrai dire, le titre en est un à lui tout seul), il rappelle le rôle d'espion joué par Bangya au début des années 1850 au service « de la police prussienne et du gouvernement français ».
- Le second, le **18 juin 1858**, sous le titre « **Un étrange point d'histoire** », dans le *New York Daily Tribune*. Il s'agit d'un dossier très circonstancié constitué des pièces relatives à la condamnation de Bangya. Les lecteurs, écrit Marx, jugeront par eux-mêmes³.

Les textes sont disponibles respectivement aux pages 236-237 et 539-545 du volume 15 des *Marx Engels Collected Works*.

¹ *The Free Press* était un journal londonien publié par David Urquhart.

² Qui était un important journal historique hongrois de langue allemande.

³ Marx reviendra sur cette sombre affaire dans un article intitulé « Encore un étrange chapitre d'histoire moderne » paru dans le *New York Daily Tribune* du 23 septembre 1858 (pp. 21-27 du volume 16 des *Marx Engels Collected Works*)

4. Les Grands Hommes de l'Exil

4.2. Portraits à charge et noms d'oiseaux

On commencera ce chapitre par une précaution.

Elle consiste à réserver à l'édition chez Agone des *Grands Hommes de l'Exil* l'exclusivité d'un accès à ces pages et donc à s'abstenir d'en citer ici quelque extrait d'importance.

*

Il n'est pour autant pas impossible de fournir des exemples proches, très proches, des évocations et portraits qui composent l'essentiel de cet ouvrage. Marx et Engels se sont en effet servis de larges fragments de leur propre correspondance et d'autres courriers adressés à des tiers. C'est le cas tout particulièrement de deux lettres de Marx à Hermann Ebner, en août et en décembre 1851. « L'ensemble de cette démocratie éprise de conciliation, *lui écrit-il*, se divise **en trois cliques** : le clique Ruge, la clique Kinkel et l'indescriptible clique Willich¹ ».

Les citations qui suivent proviennent de ce corpus.

*

4.2.1. L'indescriptible clique Willich

Parmi les principales cibles du pamphlet se trouve bien sûr le personnage d'**August Willich** pour la double raison de sa dissidence² au sein de la *Ligue* et des alliances qu'il a nouées avec les organisations « institutionnelles » de l'immigration londonienne, tout particulièrement dans le cadre de l'impôt révolutionnaire dont Kinkel s'était fait le champion.

L'évoquant, Marx écrit le **27 juin 1851** à Weydemeyer :

Je sais maintenant de source sûre que, pour les arrestations de nos amis, la trahison et la dénonciation ont joué³. Je suis moralement convaincu que ces Messieurs Willich et Schapper et leur infâme bande de vauriens jouent directement⁴ un rôle dans cette ignoble affaire. Tu comprends quelle importance revêt pour ces « grands hommes » *in partibus*, l'élimination en Allemagne des personnes qu'ils considèrent comme un obstacle à leur accession au trône. Ces ânes ne comprennent pas qu'on les tient pour des ânes, et qu'on les juge tout au plus dignes de mépris.

¹ Lettre datée de la 2^e moitié du mois d'août 1851 (C2, p. 289). Ou encore, dans la lettre de Marx à Weydemeyer du 2 août 1851, cette indication de même registre « J'apprends à l'instant que nos grands hommes, Ruge et sa clique, Kinkel et sa clique, Schapper Willich et leur clique, ainsi que les intermédiaires ces grandeurs, Fickler, Goegg et leur clique se rassemblent pour former un seul tas » (C2, p. 267).

² Karl Schapper échappera à la vindicte publique de Marx et d'Engels dès lors qu'il s'est rapproché d'eux en prenant ses distances avec Willich.

³ Marx évoque ici les premières arrestations qui conduiront au procès de Cologne du 4 octobre au 12 novembre 1852. Après l'interpellation de Peter Nothjung en gare de Leipzig, le 10 mai 1851, les arrestations n'ont pas tardé : Heinrich Becker, Heinrich Bürgers et Peter Röser dès le 23 mai, Roland Daniels le 16 juin 1851.

⁴ Directement, non. Mais indirectement, cela paraît une évidence, en raison notamment des relations douteuses de Willich avec les deux mouchards qu'étaient Charles Fleury et Wilhelm Hirsch Cf. Marx à Cluss, le 14.12.1852 (C3, p. 305) et Marx à Engels le 10.11.52 (C3, pp. 278-280).

Willich, en dépit de sa tartufferie de sous-officier amateur de brouet spartiate, son masque de brave homme, de noble cœur, est *un chevalier d'industrie*, tout ce qu'il y a de commun, retiens-le bien, *tout ce qu'il y a de commun*, un pilier d'estaminet, et - je ne me porte pas garant de cette dernière appréciation, bien qu'elle m'ait été communiquée par un respectable philistin - c'est un *tricheur*. Ce type passe toute sa journée au bistrot, mais naturellement au bistrot démocratique, où il consomme gratis, et en guise de paiement, il amène des invités et les distrait par de grandes phrases stéréotypées sur la révolution de l'avenir, où il se complaît ; discours auxquels ce chevalier lui-même ne croit plus, tant il les a répétés, dans tant de circonstances contradictoires et toujours avec le même succès. Ce type est un *parasite* de la pire espèce - tout cela naturellement sous des prétextes patriotiques.

Tout le communisme de cet individu se ramène à ceci: il est décidé à vivre comme ça lui chante, toujours aux frais du public, en communion avec d'autres chevaliers errants. Toute l'activité de cet homme consiste à répandre dans les cafés, ragots et mensonges sur nous et à se vanter d'avoir en Allemagne des relations, qu'il ne possède pas mais auxquelles le polichinelle central¹ A. Ruge, la girouette Heinzen et l'homme de lettres théologien, bellâtre et cabotin qu'est Kinkel ajoutent foi, et dont on fait également parade devant les Français².

*

De son côté, Engels écrit à Joseph Weydemeyer, le **7 août 1851** :

Je n'ai plus guère de nouvelles de la caserne³, je sais seulement que Willich s'est brouillé avec la bande et qu'il n'est plus encaserné⁴. Le noyau de l'armée de l'avenir est désagrégé, comme me l'écrit Marx, et Willich est sans Besançon⁵. *Quelle horreur* Ce Willich est du reste non seulement un fou, mais un type d'une perfidie infâme et pleine de malignité, et dont la méchanceté, au service d'une vanité et d'une auto-idolâtrie qui s'étale au-delà de toute mesure et de toute vraisemblance, ne connaît absolument pas de limites. Je n'ai jamais vu un individu si foncièrement menteur. Je puis t'assurer que je n'ai littéralement jamais entendu un mot vrai sortir de sa bouche. Tu ne peux vraiment pas t'imaginer ce que l'idée fixe qu'il est: l'homme dont le génie militaire, politique et social, peut permettre à la révolution de vaincre et de s'accomplir, a fait de cet être, Naturellement, cette folie ne s'est développée que graduellement. Je le tiens pour capable de toutes les vilénies sans exception, par ailleurs, je ne crois pas non plus que, cette fois-ci, il ait commis une trahison directe. L'histoire de Hambourg s'explique autrement; le seul agent que Willich et Schapper y aient, Bruhn, n'est pas le traître. On dit que c'est Haupt qui aurait vendu la mèche, mais je ne peux le croire.

Nous laissons naturellement toute la bande faire ce que bon lui chante - toute leur activité se limite à lancer des rodomontades, à forger des plans extravagants et à nous injurier - et nous nous en moquons. Nous n'avons pas besoin de les surveiller, la police prussienne le fait

¹ Cet adjectif en rapport avec l'appartenance de Ruge au *Comité central de la démocratie européenne*

² C2, pp. 236-237.

³ Marx et Engels nommaient par ironie « la caserne » le local d'hébergement qu'avait ouvert l'*Arbeiterbildungsverein* pour y accueillir les réfugiés. Willich lui-même y séjournait, faisant régner, il semble, une austère discipline militaire.

⁴ Marx à Engels, le 13 juillet 1851 : « Parlons maintenant des tempêtes locales qui, comme de coutume, font rage dans une goutte d'eau. (...) le père Willich a décampé de la caserne - la décision de licencier les troupes était prise, paraît-il - et il s'est violemment chamaillé avec la majeure partie de ses gardes du corps » (C2, p. 246).

⁵ Engels fait référence à la ville de Besançon où Willich avait réorganisé une troupe de 320 volontaires après la défaite de la première insurrection républicaine de F. Hecker en avril 48. Cette brigade constituera le noyau du corps francs qu'il commandera lors de l'insurrection dans le Bade et le Palatinat au printemps 49.

pour nous. On ne se dit pas un mot à l'auberge de Schärttner, où ils siègent, qui ne soit rapporté¹.

*

Engels à Marx, le **23 septembre 1851** :

Les extraits du document Willich parus dans la *Kölnische Zeitung* sont beaucoup plus beaux que ceux publiés par les journaux français puisque le texte original allemand y est reproduit et que les puissants développements du grand homme universel ressortent ici dans toute leur pureté². Par ex. le passage où il est dit que « la Ligue » et le « quatrième état » (surtout ne pas confondre avec l'article falsifié émanant de la fabrique Marx et Engels et mis sur le marché sous l'étiquette « prolétariat ») « doivent mener » lors de la prochaine révolution « les développements historiques du problème économique à leur terme final » !!!

La mauvaise traduction de la police française a gâché complètement cet impayable document. Les vieilles idées fixes de cette culotte de peau maboule, cette niaiserie antédiluvienne: la révolution sociale réalisée à partir de la commune, les astucieux petits plans qui, dès novembre dernier, devaient mettre le monde sens dessus dessous avec l'appui de la milice rhénane: tout cela ne transparait que faiblement dans le texte français. Mais le plus fâcheux est que cette piètre traduction vous prive presque complètement du plaisir de voir comment ce tordu a réussi, en 12 mois de travail personnel, à transformer en de pompeuses absurdités, les idées que nous lui avons laborieusement enfoncées dans le crâne. Dans la traduction, on sent partout la filiation, mais c'est justement la part de divagations originales, qui s'y est greffée, la déformation caricaturale qui n'apparaît pas clairement. Et ne sommes-nous pas frustrés du plaisir de lire enfin, dans sa langue originale, du pur Willich, un document que ce noble cœur avait certainement longuement mâché et remâché ! Ce qui ressort c'est uniquement l'indigence de pensée la plus effroyable et la tentative de la masquer par une accumulation imposante de bons conseils révolutionnaires, du genre de ceux que Messieurs Willich et Barthélemy mijotent au coin du feu, les soirs où il fait mauvais dehors. Pour les mesures financières aussi, impossible de faire mieux: 1° On émet des billets, n'importe combien, 2° on confisque et 3° on réquisitionne. Puis viennent les mesures sociales qui ne sont pas plus compliquées. 1° On organise *tellement quellement*, 2° on bouffe tant qu'on peut jusqu'à ce que 3° il n'y ait plus rien à bouffer - et c'est une chance, car on arrive au point 4 où on recommence à zéro, puisque la tabula rasa la plus radicale consiste à bouffer tout ce qu'il y a sur les tables, et alors le temps est venu que s'accomplisse la parole du prophète Willich: « Il nous faut marcher sur l'Allemagne et y pénétrer comme dans un pays sauvage, que nous avons à coloniser et à défricher. » Notre gaillard n'a jamais eu d'autre idée en tête que de conquérir de l'extérieur le Canaan communiste et d'en exterminer les autochtones avec « 5.000 hommes » élus et choisis « au sein du peuple du Seigneur ». Moïse et Josué en une seule et même personne, malheureusement les enfants d'Israël se sont déjà dispersés dans l'exil égyptien³.

*

Engels à Weydemeyer, le **11 juin 1852**

Il est arrivé un grand malheur à notre cher brave Willich. La baronne Brüningk recevait à dîner une fois par semaine les sous-lieutenants

¹ C2, p. 270.

² Il s'agit d'une circulaire de la fraction, Willich/Schapper publiée sous le titre « Mesures à prendre avant, pendant et après la révolution ». Le texte avait été intercepté par la police française et des extraits en avaient été reproduits par la *Kölnische Zeitung* du 19 septembre 1851.

³ C2, pp. 326-327.

prussiens de Londres et d'autres grands hommes du même acabit et c'était l'occasion pour elle de jouer quelque peu la coquette avec ces chevaliers galants. Notre paragon de vertu, Willich, à qui ce jeu semble avoir fait monter violemment le sang à la tête, se trouve un jour en tête à tête avec la jeune dame, lorsque, dans un accès de rut soudain et furieux, il se précipite sur elle, sans la moindre préparation, un peu à la façon d'un animal. Madame n'avait pas envisagé la chose ainsi et fit jeter à la porte sans façon notre chevalier, champion de la chasteté.

(...)

et le stoïcien aux mœurs pures, qui d'habitude éprouvait beaucoup plus de sympathie pour de jeunes et blonds compagnons tailleurs que pour de jolies femmes, peut se féliciter de ne pas se retrouver « à Cassel au violon » pour cette explosion involontaire et impétueusement naturelle de son moi physique, si longtemps tenu en lisière. La chose a été dûment constatée et fait le tour de toute la ville de Londres à la grande joie de tous. Du reste, il y a de fortes chances qu'à assez brève échéance, vous ayez ce noble personnage à New York. Ici, notre homme, « qui jouit de la considération de tous les partis, même de celle de ses ennemis » sent chaque jour le sol moins sûr sous ses pas. Il n'est plus lié avec Kinkel et Schapper ses deux béquilles à droite et à gauche, que malgré lui (et dans le cas de Kinkel pour des considérations pécuniaires) car il déteste ces deux personnages et ils le lui rendent bien. Quant aux exilés de moindre notoriété, ils lui ont flanqué des raclées à plusieurs reprises et, depuis lors, il ne les fréquente plus. Cette dernière histoire va lui ôter la possibilité d'être reçu dans des maisons où il y a des femmes - et de plus, son auréole de vertu s'est bien évanouie. En revanche, il entend parler du regroupement à New York des hommes du corps franc de Willich et il a là-bas le noble Weitling - dès que les fonds ne lui parviendront plus avec la même abondance de la caisse de l'Emprunt, il s'esquivera. Il a même déjà envoyé, en guise d'apôtre, le précédent Heise de Cassel - ce type fait partie de son entourage *personnel*. En outre, il dépêche à présent un deuxième homme pour préparer sa venue, ce pauvre vieux Mirbach¹ qui est tombé entre ses mains uniquement à cause de son extrême détresse et qui, étant donné sa complète ignorance de tout ce qui s'est passé dans les milieux de l'émigration et sa confusion en matière théorique, a été bien sûr séduit par les nobles manières du personnage. Ce Mirbach est au fond un très brave type; un zéro en politique, mais pour le reste honnête et, dans le domaine militaire, je le préfère dix fois à tous les grands hommes de Londres.

C'est en Amérique que ce Willich serait bien à sa place: la vieille bande de New York, qui doit, à l'heure actuelle, avoir sombré dans la sauvagerie, devenant un ramassis de rowdies et loafers [voyous et chenapans] en aurait très vite assez de lui et le rosserait comme plâtre - déjà ici ses rapports avec ces salauds avaient ces derniers temps, toute la vulgarité de ceux existant entre les membres d'une bande de voyous qui se chamaillent pour le partage du butin - et son ami Weitling, expert en escroquerie, lui préparerait également un bel avenir².

*

Une dernière observation : de manière remarquable, le personnage de Willich ne fait pas l'objet d'une attention véritablement personnalisée dans le texte lui-même des « Grands Hommes de l'exil » sinon à travers un savoureux portrait ironique dressé en l'honneur du « chef de partisans » à la tête d' « un corps franc ». La référence au cas particulier de Willich est assurément limpide mais l'évocation vise résolument un rôle type³.

¹ Otto von Mirbach était un officier prussien actif lors du soulèvement d'Elberfeld en mai 1849.

² C3, p. 141.

³ Le passage se trouve aux pages 130-137 de l'édition Agone. Voici sa conclusion : « Don Quichotte et Sancho Panza en un seul homme, aussi amouraché de sa besace que de ses idées fixes, n'admirant dans la chevalerie errante pas moins les repas à l'air libre que la gloire, homme des guerres miniatures et des intrigues les plus minimes, dissimulant sa ruse sous le masque de l'homme de caractère. Willich trouvera

*

4.2.2. La clique Ruge

Arnold Ruge est une vieille connaissance de Marx. C'est en sa compagnie qu'en octobre 1843, il forme le projet¹ d'éditer à Paris une revue intitulée les *Annales franco-allemandes*. Or l'échec de l'entreprise éditoriale s'accompagnera d'une brouille personnelle entre les deux hommes que la direction du *Vorwärts* va de surcroît mettre en opposition sur des questions politiques². A. Ruge quittera Paris animé par une vraie rancune à l'égard de Marx et du communisme en général³.

En avril 1848, il fonde le journal berlinois *Die Reform* où il soutient une position « jeune-hégélienne » classique selon laquelle l'émancipation ne peut être d'abord qu'intellectuelle visant la libération des esprits. Elu au parlement de Frankfort comme député de Breslau, il siègera à la gauche de l'assemblée tout en demeurant constant dans ses positions antisocialistes. Après la défaite de la révolution en Allemagne et en Autriche, il se réfugie à Londres⁴ où il se trouve introduit par Gustav Struve au sein du *Comité Central de la démocratie européenne* fondé⁵, en juin 1850, à l'initiative de Mazzini avec lequel il ne va pas tarder de prendre ses distances. Espérant conquérir le leadership de l'émigration allemande, il fonde en mars 1851 le *Comité central pour les affaires allemandes* puis en juillet 1851, le *Comité d'agitation*. Retiré à Brighton, il va peu à peu perdre contact avec l'action politique.

*

On tient d'Alexandre Herzen un portrait plutôt sombre de Ruge à qui il avait rendu un jour visite peu après son arrivée à Londres en août 1852 : « Je trouvai à Brighton, écrit-il, un vieil homme grincheux, aigri et médisant. Abandonné de ses anciens amis, oublié en Allemagne, sans influence sur les affaires et brouillé avec les émigrés, il était absorbé par les ragots et les diffamations. Deux ou trois correspondants de journaux totalement dépourvus de talent, étaient en constant liaison avec lui : chroniqueurs tirant à la ligne, mesquins maraudeurs de la publicité, de ceux qu'on ne voit jamais pendant une bataille et toujours après, hannetons du monde politique et littéraire qui, chaque soir, fuient avec zèle et délices dans les déchets de la journée⁶ ».

*

Dans sa lettre à Hermann Ebner d'août 1851, Marx commente l'admission de Ruge au sein du Comité central démocratique européen en ces termes :

son véritable avenir dans les prairies du Roi Grande del Norte » (*Les Grands Hommes de l'Exil*, Editions Agone, op.cit., p. 136).

¹ C'est en vérité Ruge qui assurera l'essentiel des démarches et qui devant l'échec d'une collecte de fonds dans les milieux libéraux allemands, prélèvera sur sa fortune personnelle (ou plus précisément sur la fortune de son épouse, Louise Düffer) le principal de l'investissement financier.

² Nous renvoyons sur le détail de cette controverse au chapitre 2 (« La rupture avec Ruge ») de notre deuxième fascicule.

³ Dans un article du 6 mai 1848 publié dans le journal *Die Reform*, Ruge écrira, s'adressant aux communistes : « La liberté est action, moralité, conscience du devoir ; elle ne se laisse pas commander par décret, elle s'exprime tout au plus dans des lois (...) Le communisme n'est encore qu'un projet ; il est la réalisation du Ciel sur la terre par la suppression de l'égoïsme et par le renoncement à soi-même dans la communauté des biens. C'est un christianisme économique, dont les nouveaux Papes auront plus de peine à s'imposer que ceux de la Rome spirituelle (...) Pour nous, nous disons qu'il n'y a pas de norme universelles qui puisse d'un seul coup transformer l'humanité. Traitez moi d'hérétique, mes amis, Marx, Hess, Engels, Püttmann et Grün ! Je vois en vous des supports de la tyrannie. Vous tous, tant que vous êtes, vous vous représentez un Etat paradisiaque, qui est théoriquement fondé, mais auquel ne conduit aucune route, aucun pont, aucune transition », ajoutant : « Le peuple se décompose en individus, mais non en classes . ». (Cité par Jacques Droz, *Les Révolutions allemandes de 1848*, p. 349)

⁴ Après un passage par Paris où il s'était présenté avec Karl Blind comme plénipotentiaire du gouvernement de Bade. Marx lui-même, notons-le, était venu à Paris en juin 1849 muni d'un mandat signé par d'Ester au nom du Comité central issu du 2^e congrès de Berlin des associations démocratiques et c'est avec le même Karl Blind qu'il fera le voyage vers l'Angleterre le 24 août 1849.

⁵ Cette sorte de cooptation lui vaudra le sobriquet que Marx lui attribuera régulièrement d'être la « cinquième roue du char » de cette association.

⁶ Alexandre Herzen, *Passé et Méditations*, Editions de l'Age d'Homme, tome quatrième, Lausanne 1981, p. 150.

Comme il parle un très mauvais français¹, personne ne pouvait l'empêcher de se présenter aux étrangers comme l'homme le plus important d'Allemagne, et Mazzini le jugea aussitôt et avec beaucoup de justesse comme un homme sans conséquence, qu'il pourrait sans autres difficultés utiliser pour faire contresigner ses manifestes par un Allemand. C'est ainsi que A. Ruge devint la cinquième roue du gouvernement provisoire de l'Europe, et, comme Ledru-Rollin le dit un jour: *l'homme de Mazzini*. Il se voyait surpassé dans ce qui était son propre idéal. Cependant, il s'agissait aussi de se donner vis-à-vis de Mazzini et de Ledru-Rollin un semblant de pouvoir et de prouver que l'on pouvait mettre dans le plateau de la balance autre chose qu'un nom équivoque. A. Ruge prit la décision d'accomplir trois hauts-faits. Il créa, de concert avec Messieurs Haug, Ronge, Struve et Kinkel, un soi-disant Comité central allemand. Il fonda un journal au titre modeste, *Der Kosmos*, et contracta enfin un emprunt de 10 millions gagés sur le peuple allemand, auquel il garantissait en retour la conquête de sa liberté. Les 10 millions n'apparurent pas, mais *Der Kosmos* disparut, quant au Comité central, il se décomposa en ses éléments d'origine. *Der Kosmos* n'avait paru que 3 fois². (pp 290-291)

Pour rappel, A. Ruge n'a pas tardé à créer dès le 13 mars 1851, au sein même du *Comité Central de la Démocratie Européenne*, et au risque d'y introduire des éléments de division, une section dite *Comité central allemand* (ou *Comité pour les affaires allemandes*) au nom de laquelle il lancera un manifeste « Aux Allemands », un appel où se trouve émis pour la première fois l'appel à souscrire à un emprunt révolutionnaire. Il se mettait ainsi en concurrence directe avec G. Kinkel qui reprendra l'initiative de l'emprunt à son nom, s'associant dans cette perspective à August Willich.

Vous me demanderez comment il se fait qu'un A. Ruge, un homme qui, dans la pratique, a toujours été inutilisable, qui, sur le plan de la théorie était depuis longtemps mort et enterré et qui ne se distingue que par la confusion classique de son style, comment il se fait qu'il puisse encore jouer un rôle. Je remarquerai tout d'abord que ce rôle est un simple bobard journalistique qu'il cherche à répandre, avec le zèle acharné qui lui est propre et par les moyens les plus mesquins, et il tente de se persuader lui-même et de persuader autrui que ce bobard est vrai. Mais en ce qui concerne sa position au sein de la soi-disant émigration locale, elle lui revient de droit; ne serait-ce qu'en tant que caniveau où confluent toutes les contradictions, les inconséquences et l'étroitesse d'esprit de la démocratie réunie. C'est à bon droit qu'il occupe son poste de Confucius, de représentant classique de l'obscurité de leurs idées communes et de leur confusion³.

Son poste de Confucius ?

L'édition de la correspondance Marx Engels aux Editions sociales à partir de laquelle nous citons l'orthographe « Confucius » comme il convient de le faire en français en se référant au philosophe chinois et comme l'orthographe (*Konfuzius*) le texte original allemand⁴. Or la reprise de l'énoncé dans la version des *Grands Hommes de l'Exil* choisira plutôt la graphie *Konfusius*⁵ (que le texte français traduit subtilement par Confusius⁶) pour jouer sur l'homonymie avec le vocable allemand *konfus* qui est l'équivalent du mot français *confus*.

Il faut noter que la subtilité de tels jeux cèdera plus d'une fois sous la plume de Marx et d'Engels devant la franche insulte. Ainsi ce que réserve la suite immédiate de ce développement où revient l'image du *caniveau* : « (...) Arnold incarne la *raison* ou plutôt la *déraison* du philistinisme allemand *petit-*

¹ Pour l'anecdote, A. Herzen souligne de son côté que son « accent berlinois en anglais (...) écorchait désagréablement les oreilles » de ses auditeurs (op.cit., p. 151).

² C2, pp. 290-291. Il semble en vérité qu'il y eut 6 numéros (source : C2, p. 203, note 2).

³ C2, p. 293.

⁴ *Marx Engels Werke*, Band 27, p. 574 de l'édition Dietz Verlag, Berlin 1963, soit textuellement : « Als der klassische Repräsentant ihrer allgemeinen Ideeunklarheit und Konfusion, als ihr Konfuzius behauptet er mit Recht seinen Posten ».

⁵ *Marx Engels Werke*, Band 8, p. 281 de l'édition Dietz Verlag, Berlin, 1960, soit textuellement : « (...) zog er sich nach Ostende zurück, wo er die gehörige Muße fand, sich zu der Rolle des weltweiten Konfusius der deutschen Emigration vorzubereiten ».

⁶ « Il se retira à Ostende où il trouva tout le loisir de se préparer au rôle de sagace Confusius de l'émigration allemande » (édition Agone, p. 71).

bourgeois. A l'inverse d'Arnold Winkelried¹ qui a ouvert un chemin à la liberté, Ruge est le *caniveau* « de la liberté » en personne. Il est planté dans la révolution allemande comme ces panneaux aux coins de certaines rues : « veuillez vider vos eaux sales ici² ».

Outre ces outrances³, le principal des commentaires consacrés à Ruge dans le texte des *Grands Hommes de l'Exil* vise à déconsidérer ses écrits en les traitant comme des travaux de seconde main commandés par le jeu des circonstances.

*

Autour de Ruge, et ciblés pour être les membres de sa clique, ce sont Karl Heinzen, Amand Goegg, Gustav Struve, Ernst Haug, Johannes Ronge, Franz Sigel, Joseph Fickler, entre autres, qui vont se faire épingleur, tous membres à ses côtés du *Comité pour les affaires allemandes*, puis, après la rupture avec G. Kinkel, du *Comité d'agitation*.

Un florilège ? Voici, au plus bref :

Karl Heinzen. Engels à Marx : « Si le grand Ruge se révèle être un vrai guignol, le grand Heinzen n'est pas moins brillant que lui avec sa muflerie, qui se manifeste en permanence. La manière dont ce type cherche (...) à imposer au public ses vieilles idioties sur le communisme (...) est d'une impudence inqualifiable⁴. »

Amand Goegg. Marx à Weydemeyer : « J'apprends à l'instant que nos grands hommes, Ruge et sa clique, Kinkel et sa clique, Schapper, Willich et leur clique, ainsi que les intermédiaires de ces grandeurs, Fickler, Goegg et leur clique se rassemblent pour former un tas. Tu connais l'histoire du paysan qui vendait la douzaine de boisseaux au-dessous du prix de revient. Mais, disait-il, on se rattrapera sur la quantité. Et ces lavettes disent aussi : on se rattrapera sur la quantité. Du reste, le ciment qui lie cette pâte, c'est la haine contre la *Neue Rheinische Zeitung*, spécialement contre moi. A douze, ils se sentent des hommes⁵ ».

Gustav Struve. Le voici à travers le portrait d'un phrénologue végétarien⁶ : « Son teint de maroquin, ses yeux globuleux au regard stupide et surnois, sa calvitie luisante et sa physionomie slavo-kalmouke trahissent au premier coup d'œil un homme sortant de l'ordinaire, et cette impression se trouve renforcée par une voix de gorge étouffée, l'onction sensible du discours l'importance et la solennité des manières (...) Considérant son propre crâne comme l'étalon du crâne humain, il se lança dans la phrénologie et, à compter de cette période, ne se fia plus qu'à ceux dont il avait au préalable tâté et examiné la tête. Il cessa également de manger de la viande et prêchait l'évangile végétarien le plus strict (...)⁷ ».

*

Les autres proches de Ruge jouent un rôle plutôt secondaire dans la galerie des personnages de l'immigration. Ils ne sont, selon les termes de Marx dans sa lettre à Weydemeyer, que « les intermédiaires des grands hommes⁸ » et ils échappent comme tels à la vindicte personnelle de Marx et d'Engels. Ce sont notamment :

¹ Un héros de légende suisse.

² *Les Grands Hommes de l'Exil*, éditions Agone, p. 71.

³ Comme le rappel que « des connaissances parisiennes avaient coutume de qualifier ses traits poméranos-slaves de *figure de fouine* » (*Les grands hommes de l'exil*, édition Agone, p. 58) Ou encore cette tirade : « Un caniveau où vient converger de la façon la plus étonnante toutes les contradictions de la philosophie, de la démocratie et de l'économie verbeuse ; un sujet enfin, largement affublé de tous les vices, méchancetés et petitessees possibles, de la surnoise et de la bêtise, de l'avarice et de la gaucherie, de la servilité et de l'arrogance, de la fausseté et de la bonhomie du serf émancipé et du paysan, à la fois philistin et idéologue, athée et croyant verbeux, ignorant absolu et philosophe absolu réunis dans la même personne – tel est notre Arnold Ruge, comme Hegel l'avait prédit dès l'an 1806. » (*Les Grands Hommes de l'Exil*, op.cit., p. 63). Cette violence verbale doit bien sûr être rapportée aux attaques haineuses contre Marx et Engels diffusées dans la presse par Ruge, notamment dans un article du 17 janvier 1851 paru dans un journal de Brême (C2, p. 115 et C2, p. 204)

⁴ Engels à Marx, C2, p. 280.

⁵ Marx à Engels, C2, p. 267.

⁶ Ce sont deux aspects que l'on retient souvent de Struve indépendamment de son engagement politique. Son action à Londres sera de courte durée. Il émigra en 1851 aux USA où il prendra une part active dans les engagements militaires de la guerre de Sécession.

⁷ *Les Grands Hommes de l'Exil*, édition Agone, pp. 51-52. Le bref chapitre 7 intitulé « Gustav et la colonie de la renonciation » s'amuse à relater l'échec d'une colonie végétarienne établie par Struve dans le Yorkshire.

⁸ C2, p. 267.

Ersnt Haug : On ne trouve que peu de mentions remarquables au sujet de cet ancien officier autrichien, sinon pour signaler son emploi de rédacteur à la tête de l'hebdomadaire *Der Kosmos*. Marx et Engels laissent entendre qu'à Londres, il a tiré quelque profit de notoriété de son homonymie avec le général Ludwig von Hauck, un héros de la campagne de Hongrie¹.

Johannes Ronge : De même, les mentions relatives à ce prélat, fondateur du mouvement des *catholiques allemands* ne sont d'aucun intérêt, sinon anecdotique.

Franz Sigel : Ils sont en vérité deux frères², et tous deux officiers, qui se trouvent à Londres. Après avoir participé à l'insurrection de Hecker et Struve en avril 1848, **Franz Sigel**, l'ainé, (1824-1902), a été ministre de la Guerre du Grand Duché Bade sous le gouvernement de Brentano. Le texte des *Grands Hommes de l'Exil*, sous la plume vraisemblablement d'Engels, lui réserve des propos ironiques sur ses talents dans l'art...de la retraite³. Franz Sigel s'exilera aux Etats-Unis en 1851 et prendra un commandement dans l'armée de l'Union lors de la guerre de Sécession. Après son séjour à Londres, son frère **Albert** (1827-1884) partira à son tour pour les États-Unis et combattra lui aussi, au grade de colonel, dans l'armée du Nord lors de la guerre civile.

Joseph Fickler présente quant à lui une particularité très remarquable : il sera le seul des leaders républicains du pays de Bade proches de Ruge, de Struve et de Hecker à se rallier à la cause sudiste lorsqu'il émigrera aux Etats-Unis.

4.2.3. La clique Kinkel

Le personnage de **Gottfried Kinkel** est assurément **la figure centrale** du pamphlet de Marx et d'Engels.

Sa **notoriété**, comparée à l'isolement de Marx, le **confort mondain** de son installation à Londres, comparé au dénuement de Marx et de sa famille, son **inconsistance politique**, comparée à l'intensité de l'engagement de Marx, tout concourait à en faire un adversaire *absolu* au sens où, au fond, rien ne les reliait vraiment sinon l'étroit contexte de l'immigration allemande à Londres.

L'évocation de Kinkel occupe continûment les cinquante premières pages, soit largement le premier tiers de l'ouvrage, sa présence revenant dans la plupart des épisodes. Nous ne retiendrons que les quelques passages suivants, extraits de la correspondance de Marx et d'Engels.

Narcissisme, opportunisme, dissimulation et vanité, voici un premier portrait:

A la lecture de ce qui précède⁴, vous avez vu Kinkel tantôt s'avancer sur le devant de la scène, tantôt se retirer, tantôt s'engager dans une entreprise, tantôt la désavouer, selon le côté d'où il croit que souffle le vent populaire. Dans un article pour ce *Kosmos* dont la vie fut si brève, il admirait avant tout un miroir monstre qui est exposé au Palais de Cristal⁵. Tout l'homme est là: le miroir est l'élément de son existence. Il est avant tout et essentiellement comédien. En sa qualité de martyr *par excellence* de la révolution allemande, il a reçu à Londres les honneurs en lieu et place des autres victimes. Mais tandis qu'il se fait officiellement payer et fêter par une bourgeoisie composée de libéraux et d'esthètes, il entretient, à l'insu de cette dernière, des relations prohibées avec la fraction extrême (représentée par Willich), des émigrés en mal de conciliation; il pense ainsi s'assurer la jouissance du présent bourgeois, tout en faisant valoir ses droits sur le futur révolutionnaire. Tandis qu'il mène ici une vie, qui, comparée à sa précédente situation à Bonn, peut être qualifiée de brillante, il écrit en même temps à St-Louis, qu'il habite et vit de la manière qui convient au représentant de la pauvreté. Il sacrifie ainsi simultanément à l'indispensable étiquette requise par la bourgeoisie et fait simultanément au prolétariat la révérence qui s'impose. Chez cet

¹ *Les Grands Hommes de l'Exil*, op.cit., p. 111.

² Le plus souvent évoqués dans la correspondance entre Marx et Engels par leur seul patronyme.

³ *Les Grands Hommes de l'Exil*, op.cit., pp. 123-124.

⁴ Marx vient d'évoquer le personnage d'Arnold Ruge et ses relations avec Kinkel.

⁵ Le Crystal palace est ce bâtiment de verre et de fonte qui avait été érigé à Hyde Park pour abriter la grande exposition industrielle internationale de 1851 à Londres.

homme, l'imagination toutefois l'emporte de loin sur le bon sens: il n'a pu s'empêcher de tomber dans quelques-unes des inconvenances et prétentions du parvenu, ce qui fait s'écarter de lui maint émigré imbu de son honorabilité. En ce moment, on dit qu'il projette une tournée en Angleterre, afin de faire dans différentes villes, des conférences devant les commerçants allemands, d'y recevoir leurs hommages et de transplanter dans ce pays nordique qu'est l'Angleterre, le privilège de la double récolte, qui d'habitude est l'apanage des seuls climats méridionaux. Kinkel se trompe lui-même quand il se prend pour un ambitieux. C'est l'homme des désirs de vanité, et le destin ne pourrait pas jouer à ce beau parleur, si insignifiant par ailleurs, de plus mauvais tour que de le faire toucher au but de ses désirs: lui donner une fonction responsable. Il ferait irrémédiablement et complètement fiasco¹.

*

Marx à Engels, le 22 mars 1851, sur l'alliance de Kinkel avec G. Struve et A. Ruge :

Ce sot de Kinkel s'entend à dissiper les illusions des bourgeois. Il n'a rien trouvé de mieux, cette espèce d'âne, pour se faire démasquer, que de se jeter dans les bras de Struve et de Ruge, ces deux clowns madrés. Du moins, en leur compagnie, il ne pourra plus se donner des airs de lion².

*

Que faire de l'argent collecté aux Etats-Unis au titre de l'impôt révolutionnaire ? Marx à Hermann Ebner, le 2 décembre 1851 :

Monsieur Kinkel a déclaré expressément qu'il n'utiliserait pas l'argent collecté en Amérique pour aider les réfugiés. Il s'y est même engagé. Vous comprendrez que ce n'est qu'une feinte, pour n'être pas obligé de donner leur part de ces livres sterling aux réfugiés de *basse condition*, et pouvoir les dévorer *tout seul*. C'est ce qui se produit déjà, et avec l'accroissement du trésor, cela se fera encore plus, de la façon suivante:

1. Les 7 heptarques et leurs 7 ministères³ doivent être rétribués, donc toutes les créatures de Kinkel, de Willich, etc. et ces messieurs eux-mêmes s'assurent ainsi, sous prétexte d'agir pour la révolution, la part du lion des sommes collectées. C'est le cas de monsieur Willich qui maintenant p. ex., vit ici de mendicité publique depuis 2 ans.

2. Ces messieurs éditent une correspondance lithographiée qu'ils envoient gratis aux journaux. Meyen, Oppenheim, l'étudiant Schurz⁴, etc., ces lamentables hommes empochent une autre partie des fonds au titre de droit" d'auteur.

3. Quelques autres de ces grands hommes, tels Schimmelpfennig, Schurz, etc. sont rétribués une seconde fois au titre « d'émissaires ».

Vous voyez ainsi que tout ce plan tend à deux buts: exclure la masse des réfugiés extrêmement misérables (ouvriers, etc.) de l'usage de ces fonds, et procurer d'autre part à monsieur Kinkel et à ses créatu-

¹ Marx à Hermann Ebner, vers le 15 août 1851, C2 p. 294.

² C2, p. 179

³ Marx attribue à Kinkel le projet de composer un Comité révolutionnaire de 7 membres, « chacun recevant un ministère particulier » avec, par exemple, Willich comme ministre des réquisitions, « un secteur qu'i connaît à fond » (C2, p. 372).

⁴ Carl Schurz, ici désigné comme « l'étudiant », s'est engagé dans le mouvement démocratique dans la mouvance de G. Kinkel dont il a, en effet, suivi les cours à l'université de Bonn. En 1849, il participera aux combats des troupes révolutionnaires dans le pays de Bade. C'est surtout lui qui organisera en novembre 1850 l'évasion spectaculaire de Kinkel de la prison de Spandau à Berlin. Emigré aux Etats-Unis en septembre 1852, il combattra dès 1862 dans l'armée de l'Union. En 1869, il sera élu sénateur républicain du Missouri.

res, de bonnes sinécures qui soient en même temps politiquement avantageuses, tout cela sous le prétexte de n'utiliser l'argent qu'à des fins révolutionnaires¹. Il conviendrait certainement de porter à la connaissance du grand public, cette spéculation financière, imaginée par l'étudiant Schurz².

*

Enfin, parce que exemplaire, mentionnons ce minime incident rapporté par Marx dans sa lettre à Engels du 6 août 1852. Marx commente la lettre de protestation qu'il vient d'adresser à Kinkel³ lui reprochant d'avoir tenu en Amérique des propos insultants⁴ à son égard. Il a reçu de Kinkel une fin de non-recevoir au motif que lui-même, Marx ou Engels, était l'auteur d'un article déshonorant à son adresse dans la *Neue Rheinische Zeitung Revue*⁵. Commentaire de Marx : « Quel refus glacial de tout ce qui pourrait ressembler à un duel ou quelle réparation analogue⁶ ». Sic...

*

* *

Un bilan de lecture au terme de ce dossier ?

Il faut bien constater que l'on n'a rien appris qu'un amateur d'anecdotes historiques puisse vouloir connaître.

Et cependant si l'ouvrage compte peu, sinon rien, parmi les travaux de Marx et d'Engels, il faut se garder de succomber à une forme d'*idéalisme de l'œuvre*, laquelle devrait se constituer dans la pure sphère de l'esprit. Lorsque Marx écrit à Engels, le 14 août 1851, qu'il en a « plein les mains de l'Économie politique⁷ », il se trouve en effet engagé **à la fois** dans les querelles de l'immigration et dans les problématiques théoriques de l'économie politique.

La même situation se reproduira lorsque va éclater la polémique avec Vogt. En cette circonstance, et contre l'avis, cette fois, d'Engels, Marx va de nouveau se laisser entraîner dans une longue controverse sans véritable enjeu politique.

Mais, dira-t-on, la passion ne se partage pas.

¹ Ce reproche sera repris par Jenny dans sa lettre du 9 janvier 1852 à Weydemeyer. Parlant de « nos malheureux amis de Cologne », autrement dit des inculpés du procès contre la Ligue, elle écrit : « (...) le parti de Kinkel et avec lui tous les publicistes de salon, tous les clabaudes et la complaisante *Correspondance lithographique* passent volontairement sous silence leur existence et leurs souffrances, ce qui est particulièrement infâme, quand on pense que Kinkel doit justement l'essentiel de sa popularité à Becker, Bürgers et leur journal d'alors. ». (C3, p. 10) De même Marx à Weydemeyer, le 13 février 1852, à propos du silence de la presse démocrate sur les accusés de Cologne : « C'est ainsi que ces chiens remercient la *Neue Rheinische Zeitung* qui a toujours protégé la racaille démocratique quand elle était aux prises avec le gouvernement (...) C'est ainsi que M. Kinkel remercie la *Westdeutsche Zeitung* où Becker l'a formé et où Burgers l'a mis à l'abri *Les canailles ! Il faut les attaquer à mort !* (C3, pp. 45-46)

² C2, p. 373.

³ Qu'il prénomme pour l'occasion *Johann*, ironisant ainsi sur le rôle dominant (prétendait-on) à ses côtés de son épouse Johanna.

⁴ Kinkel aurait déclaré à Cincinnati : « Marx et Engels ne sont pas des révolutionnaires mais bien des canailles, qui, à Londres, se sont fait jeter à la porte des tavernes par les ouvriers ». Le propos avait été rapporté à Marx par Adolf Cluss (C3, pp. 132-164)

⁵ Il s'agit de l'article paru sous le titre « Gottfried Kinkel » dans le numéro 4 d'avril 1850 de la *Neue Rheinische Zeitung Revue*. Marx critiquait l'attitude de Kinkel lors de son procès devant le tribunal militaire de Rastatt.

⁶ Pour l'ensemble de cet échange: C3, pp. 161-164 et 173-174.

⁷ C2, p. 288.

5.1. Note sur l'immigration politique à Londres vers 1850

Sources :

- Christine Lattek, *Revolutionary Refugees. German socialism in Britain 1840-1860*. Routledge, 2006¹.
- Rosemary Ashton, *Lille Germany, Exile and Asylum in Victorian England*, Editions Faber and Faber, London 1986.
- Sabine Freitag (sous la direction de), *Exiles from European Revolutions. Refugees in Mid-Victorian England*, Berghahn Books, New York Oxford, 2003.

*

- Sylvie Aprile, *Le siècle des exilés, Bannis et proscrits de 1789 à la Commune*, CNRS Editions, Paris 2010.
- Alvin R. Calman, *Ledru-Rollin après 1848 et les proscrits français en Angleterre*, F. Rieder & Cie Editeurs, Paris 1921².

*

- Anne-Claire Ignace, « Giuseppe Mazzini et les démocrates français : débats et reclassements au lendemain du « printemps des peuples » », *Revue d'Histoire du XIXe siècle*, 36, 2008 (en ligne sur le site de la Société d'histoire de la révolution de 1848).
- Frétygné Jean-Yves, « Mazzini et les socialistes français : signification et enjeux de la polémique de l'année 1852 », *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques*, 2009/2 N° 30, p. 327-357.
- Frétygné Jean-Yves, *Giuseppe Mazzini, Père de l'unité italienne*, Librairie Arthème Fayard, Paris 2006.

*

- Jerzy Wojciech Borejsza, « Portrait du révolutionnaire polonais », in *Acta Poloniae Historica*, tome 30, 1974, pp. 119-162 (en ligne sur le site de la revue à l'adresse www.rcin.org.pl).
- Peter Brock, « The Polish Revolutionary Commune in London », *The Slavonic and East European Review*, Vol. 35, No. 84 (Déc., 1956), pp. 116-128.
- Krzysztof Marchlewicz, « Continuities and Innovations. Polish Emigration after 1849 », in *Exiles from European Revolution*, op.cit., pp. 103-120.

*

- Fabrice Bensimon, « L'Internationale des travailleurs », *Romantisme* 2014/1 (n° 163), p. 53-62.
- Rémi Gossez, « La proscription et les origines de l'Internationale. 1. Le « Comité international permanent », 1848-*Revue des révolutions contemporaines*, N° 189, décembre 1951, pp. 97-115, (en ligne à l'adresse rh19.revue.org).
- Arthur Lehning, *De Buonarroti à Bakounine - Études sur le Socialisme International*. Éditions Champ Libre - Paris 1977 - Chapitre VI: L'Association Internationale (1855-1859), pp. 153-204.

*

Et parmi les mémoires et témoignages :

- Jean-Baptiste Boichot, *Souvenirs d'un prisonnier d'Etat sous le second Empire*, Ed C. Muquardt, Leipzig, 1867, pp. 8-10 (de l'édition numérisée par Google).
- Alexandre Herzen, *Passé et Méditations*, tomes troisième et quatrième, Editions l'Age d'Homme, Lausanne, 1979 et 1981.
- Gustave Lefrançais, *Souvenirs d'un révolutionnaire. De juin 1848 à la Commune*, Editions La Fabrique, Paris 2013.
- George Sand, *Correspondance*, tomes IX et X, Editions Garnier Frères, Paris 1972³

¹ Assurément l'ouvrage de référence sur le sujet

² Techniquement, une étude parmi les plus documentées. Elle est accessible sur le site internet de Hathitrust Digital Library (www.hathitrust.org), mais uniquement à partir des USA et sous réserve d'une autorisation.

³ Correspondance intéressante en particulier pour tout ce qui concerne les relations conflictuelles entre Mazzini et Louis Blanc qui étaient des amis de George Sand, laquelle choisira de prendre le parti du socialisme et de rompre avec Mazzini malgré sa longue amitié avec lui. Sur le détail de ces échanges, nous renvoyons à la note 6.2. (« Mazzini contre le socialisme français ») du présent fascicule.

*

L'objet de cette note est de dresser un panorama de l'immigration politique¹ à Londres dans les premières années de la décennie 1850.

L'Angleterre et l'Amérique du Nord ont été les deux principales destinations de celles et ceux qui se sont vus contraints de fuir après la défaite des révolutions de 1848-1849 sur le continent.

Le choix de Londres², de préférence à la Suisse et à la Belgique plus proches et plus accueillantes sous l'angle linguistique, s'explique par la sécurité qu'offrait la politique libérale du pouvoir anglais. Plus exposés aux pressions exercées par la France, les gouvernements belge et suisse ont en effet multiplié les tracasseries policières envers les exilés établis sur leur territoire ou le leur ont interdit l'accès³.

On s'intéressera ici à l'immigration londonienne dans ses principales composantes, française, allemande, italienne, mais aussi hongroise et polonaise.

*

Outre la distinction par nationalité, il convient de discerner parmi **quatre catégories** d'immigrés :

- celle, d'une part, des **exilés les plus notoires** parce qu'ils ont occupé au cours des événements des positions en vue à la tête des organisations politiques et souvent dans l'appareil d'État. Ils vont s'efforcer de prendre la direction des structures de l'immigration en y apportant du même coup, compte tenu de leurs divergences politiques et des inimitiés personnelles qui les animent, un réel facteur de division ;
- celle, d'autre part, **des militants de terrain** qui emportent avec eux une expérience de lutte souvent douloureuse. Ce sont souvent de fortes personnalités enclines à l'intransigeance et à l'activisme ;
- celle, encore, la plus nombreuse, des **victimes de la répression**, des artisans pour la plupart, qui vivront très mal l'épreuve de leur déclassé social et qui seront les premiers à prendre la décision de partir pour les États-Unis ;
- celle, enfin, des **espions et autres agents provocateurs** qui vont se mêler à cette société pour rapporter à leurs gouvernements respectifs.

Ce dernier aspect est loin d'être négligeable : il y a une véritable symbiose entre militants et mouchards⁴ et l'action de la police secrète a sans cesse visé à empester les relations entre les groupes rivaux.

*

Les premières organisations vont tenter de répondre à l'urgence de venir en aide aux exilés et à leurs familles. Elles vont prendre la forme de **comités de soutien** qui se mettent en place à partir de structures existantes comme *l'Association londonienne pour la formation des travailleurs allemands* (l'Arbeiterbildungsverein) présente à Londres depuis février 1840. Dès le 18 septembre 49, son assemblée générale décide de la création d'un *Comité de soutien des réfugiés politiques allemands*. Marx en est le président; il est assisté par Karl Blind, Anton Fuster, Heinrich Bauer et Karl Pfänder.

¹ Ainsi nommée sans tenir compte des nuances sémantiques entre *l'immigré* et *le réfugié* qui sont des dénominations plutôt générales et *l'exilé* et *le proscrit* dont le statut résulte, en France du moins, d'une expresse condamnation judiciaire. Après l'abolition en 1848 de la peine de mort en matière politique, la proscription fait partie avec la déportation de l'arsenal répressif français.

² Et des îles anglo-normandes, Jersey et Guernesey.

³ Témoin l'expulsion de Belgique de Victor Hugo après la publication de *Napoléon le Petit* en août 1852.

⁴ Dans le journal qu'elle tient à Jersey puis à Guernesey, Adèle Hugo note au début d'avril 1854 : « Victor Hugo définit ainsi la proscription : La Proscription est un composé de mouchards et de héros, c'est un excellent consommé dans lequel M. Bonaparte a fait ses ordures ». (*Le journal d'Adèle Hugo*, Editions Lettres Modernes, Minard. Paris 1984, t. 3 (1854), p. 160). On se référera, entre autres, à l'article de Sylvie Aprile, « L'Espion, frère du proscrit. Regards croisés sur la surveillance politique des exilés sous le second Empire », *Cultures & Conflits*, 53, 2004, pp. 9-23 (en ligne sur le site *Conflits.revues.org*). Marx lui-même offre un exemple typique de la situation en s'étant confié sans réserve, à son insu bien sûr, à trois espions : à l'officier hongrois Janos Bangya puis à deux journalistes, l'Allemand Hermann Ebner et le Hongrois Gustav Zerffi, tous deux stipendiés par la police autrichienne.

Toutefois les clivages politiques ne vont pas tarder à produire leurs effets. Avec l'arrivée de Gustav Struve, de Karl Heinzen, de Rudolf Schramm, tous unis par leur anticommunisme, on assiste par exemple à la création, dès novembre 1849, d'une société concurrente dite *Association démocratique* établie à Soho, 22, Greek street¹. Marx n'hésitera pas à riposter en réorganisant aussitôt le comité de l'*Arbeiterbildungsverein* sur une base réservée aux militants de la *Ligue* avec l'arrivée d'Engels et de Willich².

Ainsi donc se manifestent très vite les **antagonismes politiques** qui vont marquer les relations entre les camps, entre d'une part, ceux qui se réclament du communisme et d'objectifs de transformations sociales et d'autre part, ceux qui se revendiquent en premier de l'unité nationale et de la démocratie entendue sous l'angle institutionnel.

*

Au plan politique, la première et principale organisation à la fois publique (à l'exception, donc, des sociétés secrètes) et internationale (à l'exception, donc, des clubs nationaux) a été le **Comité central démocratique européen**³.

Fondé en juin 1850 à l'initiative de l'Italien Giuseppe **Mazzini**, sa direction regroupait le Français Alexandre **Ledru-Rollin**⁴, l'Allemand Arnold **Ruge** et le Polonais Albert **Darasz**⁵, auxquels se sont joints par la suite le Hongrois **Lajos Kossuth**⁶ et le Roumain Dumitru **Bratianu**. Le comité disposait d'un organe officiel avec le journal de Ledru-Rollin⁷ « Le Proscrit, *Journal de la république universelle* » qui était édité en France à Saint-Amand, sous la direction de Charles Delescluze⁸.

Notons que **l'écartement de Louis Blanc est manifeste**. Ce dernier le fait observer dans la lettre qu'il adresse à Barbès le 3 septembre 1850 : « Tu as appris sans doute que L. (Ledru Rollin) en accord avec Mazzini, qui n'est pas plus socialiste que lui, avait formé de sa propre autorité, en dehors de tout mandat électoral, un prétendu Comité central européen... Tout ceci a été entouré du plus profond mystère. Non seulement Landolphe, moi, et tous les socialistes de l'émigration, nous n'avons pas été appelés à donner notre avis, mais on a été jusqu'à garder à notre égard un secret calculé. Si bien que nous n'avons su la chose que comme tout le monde, quand elle était faite, quoique nous voyions, Landolphe et moi, Mazzini presque tous les jours et que nous dinions à la même table que M.B. (Martin Bernard, son ami et le mien⁹). La raison de cet écartement se trouve dans le refus de Giuseppe Mazzini de s'associer à quelque responsable politique identifié au socialisme. Il s'en explique très clairement dans la correspondance qu'il échange à l'époque avec George Sand¹⁰.

Pour l'essentiel, la société s'est manifestée à travers une activité de propagande et notamment par la diffusion de multiples **manifestes**.

¹ Et le plus souvent désignée par cette adresse dans les polémiques au sein l'émigration.

² Pour le détail, nous renvoyons au chapitre spécial que nous consacrons aux diverses organisations de l'émigration à Londres.

³ Appelé aussi *Comité central de la démocratie européenne*, ou encore *Comité démocratique européen central*. L'appellation anglaise est *European Central Democratic Committee*.

⁴ Ledru-Rollin et non pas Louis Blanc pour deux raisons : 1. la « journée » du 13 juin 49 » dont l'échec condamne Ledru-Rollin à l'exil avait pour principal objet la condamnation de la politique de la droite républicaine et de Louis Bonaparte dans l'affaire romaine et 2. l'antisocialisme viscéral de Mazzini.

⁵ Que Marx nomme « les quatre évangélistes », ajoutant : « Bien que l'on ne puisse dire quel concile démocratique a nommé ces quatre évangélistes à leur charge, on ne saurait nier que leur manifeste renferme la profession de foi de la grande masse des émigrés et résume sous une forme adéquate les acquis intellectuels que cette masse doit aux récentes révolutions » (*Karl Marx, Œuvres*, Gallimard, Bibl. de la Pléiade, vol. 4, p. 413). Après la mort d'Albert Darasz le 19 septembre 1852, le poste sera occupé par Stanislaw Worcell.

⁶ Lequel avait d'abord refusé de signer le manifeste auquel le *Comité central démocratique européen* lui avait demandé de souscrire dans sa lettre du 7 août 1850. Kossuth se trouvait alors réfugié en Turquie. Pour un aperçu de la correspondance (en français) souvent tendue entre Kossuth et Mazzini, voir le répertoire publié par Eva Nyulászai-Straub (*Le relazioni Italiane dell'emigrazione di Kossuth, 1849-1866*) en ligne sur le site de Hungaricana (library.hungaricana.hu).

⁷ La convention de base du mensuel assurait les pleins pouvoirs à Ledru-Rollin (Alvin R Calmann, p. 76).

⁸ Ce mensuel ne publiera que deux numéros, en juillet et en août 1850, avant d'être poursuivi et lourdement condamné par la justice française. Il reparaitra sous le titre de « La voix du Proscrit, *organe de la République universelle* », avec, cette fois, la périodicité d'un hebdomadaire qui résistera du 27 octobre 1850 au 3 septembre 1851, date à laquelle les autorités française imposeront derechef sa disparition.

⁹ Cité par Alvin R. Calman, op.cit., p. 95.

¹⁰ Laquelle lui reprochera fermement cette erreur. Ce sont trois lettres en particulier qu'il faut découvrir : celles des 5 juillet 1849, 15 octobre 1850 et 23 mai 1852 (respectivement pp. 146-155, 207-213, 321-349 de notre édition de référence). La lettre du 5 juillet 1849 trace de Ledru-Rollin un portrait d'une remarquable, même si fraternelle, cruauté.

Le premier de ces textes, « **Aux Peuples d'Europe** », paraît le 22 juillet 1850¹.

Le document fera l'objet **d'un commentaire de Marx** dans la rubrique « Revue » de mai à octobre 1850 de la dernière livraison, en novembre 1851, de la *Neue Rheinische Zeitung-Revue*. Ce texte mérite l'attention, car au-delà de l'anecdote, il donne à lire une remarquable réplique matérialiste aux déterminants moraux et religieux du combat politique tels que les évoque ce manifeste inspiré des convictions de Mazzini².

Nous ne retiendrons ici que ces deux extraits de l'analyse de Marx :

« Ce non-sens pompeux³ aboutit donc en fin de compte à la plus vulgaire opinion du bétail : l'échec de la révolution serait dû à l'ambition et à la jalousie des divers chefs et à la discordance de vues des divers éducateurs du peuple.

Les luttes des diverses classes et fractions de classes les unes contre les autres, dont le déroulement à travers leurs diverses phases de développement constitue en fait la révolution, ne sont, aux yeux de nos évangélistes, que la conséquence malheureuse de l'existence de systèmes divergents, alors qu'en réalité, c'est tout le contraire: l'existence de systèmes variés est la conséquence de l'existence des luttes de classes. Cela seul montre que les auteurs du manifeste nient l'existence des luttes de classes. Sous prétexte de combattre les doctrinaires, ils écartent tout contenu déterminé, toute conception spécifique de parti, et interdisent aux diverses classes de formuler leurs intérêts et revendications vis-à-vis des autres classes. Ils les invitent même à oublier leurs intérêts opposés et à se réconcilier sous la bannière d'un vague programme, aussi plat qu'impudent, qui dissimule seulement, sous l'apparence de la conciliation des intérêts de tous les partis, la domination des intérêts d'un seul parti – le parti bourgeois. »

(...)

« Un état social où Dieu occupe le sommet et le peuple - ou, comme il est dit plus loin, l'humanité - la base, voilà la quintessence de cet évangile. En d'autres termes ils croient en la société existante, dans laquelle, on sait, Dieu constitue le sommet et la populace la base. »⁴

Le comité sera resté bloqué dans une position constitutionnaliste abstraite, se contentant de multiplier les déclarations purement rhétoriques en vue de l'union des peuples⁵. Ses activités déclineront à partir de mars 1852 et cesseront au début de l'année 1853 en raison de difficultés financières et surtout de dissensions internes liées aux attaques répétées de Mazzini contre les socialistes français⁶.

Le seul fait marquant sera l'ultime publication **en septembre 1855**, dans le contexte de la chute de Sébastopol, d'un nouveau manifeste de la plume de Mazzini⁷ « **Au parti républicain** » appelant à l'union de tous les démocrates et à l'émancipation des peuples opprimés.

¹ Le texte (*Address to the People of Europe*) se trouve publié dans le second numéro du 6 août 1850 du journal *Le Proscrit* et par le *Red Republican* du 7 septembre 1850 ainsi que par le journal de William James Linton *The English Republic* qui était le principal soutien de Mazzini à Londres.

² Et même, selon Christine Lattek (op.cit., p. 76), rédigé par le seul Mazzini, sans consultation des autres membres.

³ Marx commente ici un développement du manifeste où il est fait appel à « l'intuition collective du peuple ». Contre toute doctrine émanant de la raison, la solution finale doit, lit-on, surgir de la force immanente de « la vie » : « La vie, c'est le peuple ému, c'est l'instinct des multitudes élevé à une puissance exceptionnelle par le contact, par le sentiment prophétique de grandes choses à faire, par l'association spontanée, soudaine, électrique de la place publique ; c'est l'action surexcitant toutes les facultés d'espérance, de dévouement, d'enthousiasme et d'amour qui sommeillent aujourd'hui, et révélant l'homme dans l'unité de sa nature, dans la plénitude de ses forces réalisatrices ». Le texte du manifeste se termine par une sortie de litanie (*une édifiante patenôte*, écrit Marx) sur le thème du « nous croyons », où l'on peut lire : « Nous croyons à la sainteté du travail, à son inviolabilité, à la propriété qui en découle comme son signe et son fruit (...) Nous croyons, pour nous résumer, à un état social ayant Dieu et sa loi au sommet, le peuple...à sa base ». Du Mazzini tout pur, à l'évidence.

⁴ Nous citons à partir de *Karl Marx, Œuvres*, t. 4, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, pp. 413-414 et 416.

⁵ Une activité de propagande qui sera entravée par la disparition de *La voix du Proscrit* en septembre 1851.

⁶ Mais un Mazzini singulièrement affaibli après l'échec calamiteux de l'insurrection de Milan le 6 février 1853.

⁷ Il est également signé par Ledru Rollin et Kossuth. Louis Blanc lui répondra sous la forme d'une forme d'une brochure (*Observations sur une récente brochure de Kossuth, Ledru-Rollin et Mazzini*) dans laquelle il insiste sur la complémentarité des réformes sociales et politiques.

*

Mais à cette date, l'initiative d'une nouvelle organisation internationaliste viendra des chartistes, à travers la création d'abord, entre 1854 et 1856, du **Comité international**, puis, entre 1856 et 1859, de **l'Association internationale** qui constituent deux étapes importantes vers la fondation, en 1864, de la Première Internationale.

Le **Comité international** ? Le projet se met en place à l'automne 1854 à l'initiative d'Ernest Jones à l'occasion de la libération en France d'Armand Barbès que l'on souhaite accueillir et dans la perspective d'une protestation contre la venue en Angleterre de Napoléon III¹. Les organisateurs décident alors de fonder une organisation internationale et d'organiser le 27 février 1855 un grand meeting unitaire à Saint Martin's Hall. C'est en **mars 1855** que sera formellement constitué le *Comité international* avec pour membres des délégués anglais, français, allemands, polonais et pour président Ernest Jones. Outre les traditionnelles commémorations des événements révolutionnaires en Pologne, en France et en Allemagne, et le rappel, chaque fois, des objectifs de la république sociale, le Comité a su mettre en débat le projet de fonder des comités nationaux aussi nombreux que possible. On se trouve manifestement dans la perspective d'une internationale ouvrière.

L'Association internationale ? Elle se trouve fondée le 10 août **1856** lors d'un meeting convoqué par le *Comité international* en vue d'une association groupant **quatre sociétés** : la *Commune révolutionnaire* de Félix Pyat et Alfred Talandier, la société des communistes allemands², les chartistes anglais et la société polonaise fondée par Zeno Swietoslowski *Lud Polski – Gromada Rewolucyjna*³, avec pour programme « le triomphe de la république universelle, démocratique et sociale » et pour objectif la création de sections à l'échelle internationale⁴. *L'Association internationale* se dotera dès juin 57 d'un *Bulletin* officiel et publiera en décembre 1858 un important manifeste (*To the Republicans, Democrats and Socialists of Europe*) dirigé contre les thèses de Mazzini en rappelant la complémentarité organique des objectifs politiques et sociaux⁵. Peu de temps après, à la suite d'une scission en son sein, la société déclina pour disparaître en janvier 1859⁶.

2. Les exilés français

Les réfugiés vont arriver dans la capitale anglaise à mesure des événements dans leur pays respectif. Ainsi peut-on distinguer **quatre vagues successives** parmi les exilés et proscrits républicains **français** :

- la première, après la journée du **15 mai 1848** : les incarcérations immédiates des principaux protagonistes (celles de Barbès, de Blanqui, de Raspail et d'Albert) seront confirmées par la Haute Cour de justice de Bourges qui prononcera en mars 1849 de lourdes peines.

¹ Ce comité s'est d'ailleurs appelé au début « Comité d'accueil et de protestation ». Invité par Jones à assister « en qualité d'auditeur » à une réunion du comité, Marx en fera un compte rendu terriblement méprisant (« une farce ») à Engels dans sa lettre du 2 février 1855 (C4, pp. 205-206). Il est vrai que le Comité finira par être dominé à partir de janvier 1859 par les éléments anarchistes qui décideront de le « révolutionner » lui-même en supprimant son comité permanent. (R. Gossez, article cité, p.11)

² Entendons : le *Communistischer Arbeiterbildungsverein* qui avait retrouvé une réelle vigueur militante avec l'arrivée à Londres d'Andréas Scherzer (l'un des dirigeants de la fraction Willich/Schapper à Paris) qui, au printemps 1855, venait d'être libéré après sa condamnation en février 1852 dans le cadre du « complot franco-allemand ».

³ Le peuple polonais – Commune révolutionnaire ». Le terme « gromada » désigne une ancienne unité de base du découpage administratif en Pologne. Il peut se traduire par *assemblée, rassemblement, commune*.

⁴ Avec notamment des sections à New York et dans plusieurs villes des Etats-Unis (A. Lehning, op.cit., pp. 197-199)

⁵ Le texte déclare notamment : « Les classes ouvrières ne comprennent que trop bien qu'il ne suffit pas qu'une nation ait adopté une forme de gouvernement républicain pour que le peuple soit libre. La bourgeoisie ne veut utiliser la démocratie qu'à ses propres fins. Pour le prolétariat, l'union avec la bourgeoisie signifierait qu'il renonce à ses droits sociaux. L'unité du prolétariat socialiste est urgente, et le plus tôt elle se réalisera sera le mieux. Alors viendra l'action qui provoquera non seulement une révolution politique, mais aussi une révolution sociale. Depuis la fondation de l'Association internationale notre mot d'ordre a toujours été : Unité des peuples. Seule une union des prolétaires de tous les pays garantira aux classes ouvrières les fruits de leur travail et les protégera contre toute forme d'exploitation ». (Arthur Lehning, op.cit., p. 201)

⁶ Une scission due non seulement aux désaccords sur les positions de Mazzini mais aussi aux divergences sur la question de l'égalité des sexes après une intervention controversée de la féministe française Jeanne Déroin en faveur des droits des femmes, une revendication que nombreux parmi lesdits révolutionnaires du temps n'étaient pas prêts à accepter. Pour le détail, nous renvoyons à l'étude d'Arthur Lehning (pp. 196-204).

- la deuxième, après l'insurrection **de juin 48** : ceux qui ont échappé aux mesures de transportation ne tarderont pas à prendre la route soit de la Belgique, soit de l'Angleterre. En août 1849, le rapport Bauchart sur les journées de juin et sur l'émeute du 15 mai met en cause Louis Blanc et Marc Caussidière qui décident tous deux de fuir à Londres¹.
- la troisième vague survient après la manifestation du **13 juin 1849**. Pris au piège de la souricière du Conservatoire des Arts et Métiers, sept députés sont arrêtés sur place, mais les autres réussissent à prendre la fuite. C'est le cas notamment de Ledru-Rollin, de Victor Considérant et de Sébastien Commissaire. Le procès aura lieu en octobre 49 devant la Haute cour de Versailles. Ils sont 37 contumaces².
- la quatrième, enfin, massivement, après le coup d'Etat du **2 décembre 1851**, avec une sensible radicalisation politique.

*

Les divisions politiques de l'émigration française à Londres vont bien sûr reproduire les divisions politiques qui ont surgi en France. Par lui-même³, l'exil n'est pas fédérateur.

Nous serons attentifs à **quatre composantes** de la scène politique londonienne : 1. aux militants qui ont soutenu l'action d'**Alexandre Ledru-Rollin** dans le cadre du *Comité central de la Démocratie européenne* et qui l'ont rejoint au sein de la société « La Révolution », 2. aux initiatives de **Louis Blanc**, avec notamment la création, en 1852, de l'« *Action socialiste* », 3. au groupe des **blanquistes** et à leurs liens avec la fraction Willich/Schapper de la Ligue, 4. à l'action enfin de **Felix Pyat** à la tête de « *La commune révolutionnaire* ».

*

Son exil à Londres après l'échec de la manifestation du 13 juin 1849 et le prestige de victime, sinon de martyr, qui en a résulté n'ont pas effacé dans le souvenir de la gauche républicaine le rôle très ambigu d'**Alexandre Ledru-Rollin** en avril⁴ et en mai 1848 ni son complet effacement lors des journées de juin. Il ne réunit pas moins autour de lui un groupe de républicains, dont Martin Bernard, Charles Delescluze, Charles Ribeyrolles, Frédéric Cournet, François Pardigon, avec lesquels il fonde la société *La Révolution* dont le programme, s'il radicalise l'ambition républicaine sous l'angle institutionnel, s'accommode de conceptions sociales des plus modérées⁵. Les *rollinistes* vont en effet clairement s'identifier au **camp de l'antisocialisme**. La société *La révolution*⁵ n'aura guère d'autres activités que de propagande.

Gustave Lefrançais leur réserve le commentaire suivant : « Ledru-Rollin est le chef du premier⁶, - composé de la plupart des ex-députés et de tous ceux qui, en province, exerçaient une influence électorale sérieuse en faveur de ces messieurs. Soit convictions, soit intérêts, ils s'affirment nettement comme républicains, mais aussi comme antisocialistes. La République c'est eux, comme autrefois l'Etat c'était Louis XIV; - et en dehors d'eux, il n'y a plus que des imbéciles ou des traîtres. Ils font grand étalage des situations sacrifiées à leurs convictions et n'admettent pas qu'en exil leur autorité soit méconnue⁷ ».

¹ Louis Blanc quitte la France dans la nuit du 26 août 1848 après que l'Assemblée nationale s'est prononcée pour son inculpation devant la Haute Cour de Bourges. Coïncidence significative : c'est au moment où Louis Blanc et Marc Caussidière partent pour Londres que Bonaparte quitte l'Angleterre pour se faire réélire en septembre.

² Parmi les accusés présents au procès, 11 seront acquittés, 3 seront condamnés à 5 ans de prison et 17 seront condamnés à la déportation.

³ Autrement dit sous tous ses aspects : sociologique, culturel, psychologique, entre autres. Notre approche ne commande pas que l'on tienne compte de près de toutes ces dimensions, cependant si importantes, compte tenu, de surcroît, de la singularité des trajectoires individuelles. On ne peut dans ces domaines que se reporter aux travaux de Sylvie Aprile.

⁴ Il lui est tout particulièrement reproché d'avoir sévèrement réprimé la manifestation ouvrière pacifique du 16 avril 1848 porteuse d'une pétition en faveur de la République sociale et de l'organisation du travail.

⁵ A laquelle appartenait, signalons-le pour l'anecdote, le citoyen Huber, l'ancien président du Club des Club à Paris et principal agitateur (principal provocateur, plutôt) de la journée du 15 mai. Nous renvoyons à la note 3.3. (*Note sur le 15 mai*) que consacre à ce personnage controversé notre fascicule 15.

⁶ Lefrançais parle ici du premier des deux groupes qui se disputent la direction politique de l'immigration française à Londres, le second groupe étant celui des « pyatistes ».

⁷ Gustave Lefrançais, op.cit., p. 181.

*

Louis Blanc fonde, en **mai 1852**¹, avec **Etienne Cabet** et **Pierre Leroux**, une société qui prend le nom d'**Union Socialiste** avec pour but « : 1° d'exciter à la fraternité des Peuples, et de constater le progrès social en Europe ; 2° de défendre la France, et de publier les faits intéressants qui la concernent; 3° d'exposer le Socialisme Français ; 4° de faire connaître le Socialisme chez les différents pays, et plus particulièrement en Angleterre ; 5° d'aider les proscrits à trouver du travail². ». Le 10 mai 1852, ils lancent un manifeste et annoncent la prochaine parution d'un journal « L'Europe libre » et d'une revue trimestrielle sous le titre d'*Union socialiste*.

Cette association n'aura qu'une durée très éphémère, cessant toute activité après à peine plus d'un an. Elle aura toutefois joué son rôle dans **la défense du socialisme contre les attaques de Mazzini**.

Ce sera le cas notamment en réponse au texte très hostile à l'égard des socialistes français que Giuseppe Mazzini, s'exprimant au nom du *Comité national italien*³, publie le 16 mars 1852 dans le journal bruxellois *La Nation* sous le titre de « Devoirs de la démocratie⁴ ». Le réquisitoire de Mazzini est d'une grande violence : les Français sont disqualifiés dans leur rôle historique de peuple révolutionnaire ; les socialistes français sont accusés d'avoir divisé le camp des démocrates et d'être responsables du coup d'Etat de Louis Bonaparte ; le socialisme est dénoncé comme une école de perversion morale⁵.

La riposte de Louis Blanc prendra la forme d'une brochure intitulée « **Des socialistes français à Mazzini** » que signent avec lui Alphonse Bianchi, Etienne Cabet, Pierre-François Landolphe, Jules et Pierre Leroux, Jules Mallarmet, Martin Nadaud et Louis Vassbenter⁶.

La polémique fera l'objet d'un **commentaire de Marx** dans sa lettre à Engels du 30 mars 1852 : « Monsieur Mazzini (...) a jugé que le temps était venu de déverser son venin, et en français, contre le socialisme et la France. Il l'a fait dans *La Nation* de Bruxelles (...) Il y met sur le dos des socialistes le 2 décembre, la prise de Rome, bref toute la contre-révolution, et dans son style pompeux de dominicain lance l'anathème contre les hérétiques, les sectes, le matérialisme, le scepticisme, la Babel welche, et ce même avec la détermination qu'il met à Londres à lécher le cul des bourgeois libéraux anglais. Selon lui, la France a perdu l'initiative révolutionnaire. Le *peuple roi* n'existe plus. Ce serait maintenant le tour des autres peuples. Bref une véritable bulle d'excommunication (...). Les Français ont trouvé cela un peu fort de café. Le petit Louis Blanc, qui a vu là une occasion de se réhabiliter et de se pousser en avant, a battu le rappel de Cabet, Pierre Leroux, Alphonse Bianchi, Martin Nadaud et Vassbenter (*proudhonien*). Ils ont attaqué Monsieur Mazzini dans le *Morning advertiser* de la façon la plus grossière. La partie théorique de leur réplique était presque aussi faible que l'attaque de Mazzini ». Et il ajoute : « Ledru-Rollin de son côté s'est cru contraint, pour ne pas perdre toute influence, de démissionner du Comité central européen⁷. »

La controverse entre Louis Blanc et Mazzini reprendra vigueur en 1855 à l'occasion d'un appel « Aux démocrates européens » lancé par Mazzini, Ledru-Rollin et Kossuth, réunis pour l'occasion.

¹ On notera la date plutôt tardive si l'on prend pour référence la présence de Louis Blanc à Londres dès le mois d'août 1848. Le fait témoigne du relatif isolement de Louis Blanc qui, depuis son arrivée à Londres, s'est livré pour l'essentiel à des travaux d'historien (il poursuit notamment son histoire de la révolution française) et de journaliste (il fonde le 12 juillet 1849 un mensuel *Le Nouveau Monde* qu'il rédige seul. Le journal paraîtra jusqu'au 1^{er} mars 1851 (la collection presque complète a été numérisée par Google)).

² Nous citons d'après la note de Leonardo La Puma sur le site des « Amis de Pierre Leroux » (www.amisdepierrelroux.fr). On y trouve un article de Th. Thoré (« Les Aigles et les Dieux ») paru dans le premier numéro d'*Union socialiste*.

³ De sorte que Ledru-Rollin ne se trouve pas formellement impliqué par le propos. Le Français sera toutefois contraint de prendre ses distances avec Mazzini sur la question du rôle de la France en Europe.

⁴ Le texte du pamphlet lui-même est daté du 31 janvier 1852.

⁵ Marx évoque le texte dans sa lettre à Engels du 3 mars 1852 : « Il y a quelques jours m'est tombé entre les mains un manifeste du sieur Mazzini écrit en italien. Il reste quand même le bourgeois *sacré* qui vitupère les bourgeois français « profanes ». *Il materialismo* et *il egoismo* ont ruiné la France. Les travailleurs ont hérité des bourgeois ces deux vices. (...) Tandis qu'(il) tance la France corrompue, il lèche les bottes des Freetraders anglais qui intègrent « le dévouement » et « la foi ». *L'imbécile !* » (C3, pp. 74-75)

⁶ La brochure est disponible sur Gallica. Elle reproduit le texte même du pamphlet de Mazzini. Comme porté par cette réplique collective, Louis Blanc a envisagé la mise en place d'un « réseau d'action » réunissant la gauche républicaine et s'est même adressé pour en faire partie à Marx lui-même : « Il m'a fait inviter à une rencontre », écrit Marx à Engels, le 5 avril 1852, ajoutant « Naturellement, je ne l'ai même pas honoré d'une réponse, mais je me suis contenté de marquer à l'intermédiaire l'étonnement que me causait cette insistance » (C3, p. 92-93). Il faut aussi signaler la réplique de Proudhon qui, de la prison de Sainte-Pélagie, adresse à Mazzini en mars 1852 une ferme dénonciation de son antisocialisme. (Proudhon, *Correspondance*, Lacroix et C^e Editeurs, Paris 1875, pp. 262-265 de l'édition numérisée par Gallica)

⁷ C3, pp. 89-90.

*

Les **blanquistes français** à Londres, Emmanuel Barthélemy, Lacambre, Jean-Baptiste Rougée, Louis Adam et Jules Vidil entre autres, fondent dès l'été 1850, la *Société des proscrits démocrates socialistes français*.

C'est avec ce groupe que la direction de la Ligue représentée par Marx, Engels et Willich, a signé, vers la mi-avril 1850, la convention constituant la *Société universelle des communistes révolutionnaires*.

On ne peut manquer ici d'attirer l'attention sur la forte personnalité, violente et tourmentée, dans ce groupe, d'**Emmanuel Barthélemy**. Meurtrier à 16 ans d'un policier qui l'avait humilié, ce jeune ouvrier parisien subit alors une condamnation aux travaux forcés avant d'être libéré par l'amnistie décrétée en 1847. Combattant des barricades de juin 48, il est emprisonné à la Conciergerie d'où il s'échappe pour se réfugier à Londres. Il sera le témoin de Willich dans le cadre du duel de ce dernier à Anvers contre Konrad Schramm. Lui-même se trouve engagé peu de temps après dans un duel d'honneur avec Frédéric Cournet, par ailleurs l'un des partisans de Ledru-Rollin. L'affrontement au pistolet se termine par la mort de Cournet et par la condamnation de Barthélemy à une peine de deux mois de prison. La violence de l'individu ne tardera pas à se manifester à nouveau : le 8 décembre 1854, il tue, dans le cadre d'une affaire strictement privée, un commerçant de Londres et le policier amené à intervenir, ce qui lui vaudra, cette fois, d'être condamné à mort et pendu¹.

*

Enfin il faut mentionner le groupe de **La Commune révolutionnaire**² que fondent en 1852 les partisans de **Félix Pyat**, Alfred Talandier, Marc Caussidière³ et Jean-Baptiste Boichot entre autres, auxquels vont s'associer, sur une base politique proche de l'anarchisme, des blanquistes comme Emmanuel Barthélemy, Jean-Baptiste Rougée et Louis Lacambre. Leur programme paraîtra le 15 août 1852 sous la forme d'une brochure intitulée *Lettre au peuple français, 22 septembre, anniversaire de la première République*.

Gustave Lefrançais leur réserve le commentaire suivant : « Ce groupe représente l'élément le plus désintéressé et le plus ardent du parti révolutionnaire, - toutes réserves faites à l'égard de quelques individualités plus bruyantes que réellement actives. Mais s'ils inspirent plus de sympathie que leurs rivaux, les Rollinistes, on peut leur reprocher le ton déclamatoire de leur littérature, qui n'a malheureusement ni la netteté ni la simplicité de celle de Blanqui, dont la plupart d'entre eux se réclament pourtant⁴. »

Selon le témoignage de Jean-Baptiste **Boichot** dans ses *Souvenirs d'un prisonnier d'Etat*, la société visait en priorité à créer les conditions d'une insurrection en France : « (...) *la Commune révolutionnaire* (...) avait pour but d'établir la propagande des nouvelles idées, et de préparer l'action révolutionnaire. Son comité directeur (...) se mit en rapport avec les démocrates de tous les pays, correspondit avec la France, essaya de relier les éléments épars de la Révolution et d'imprimer une direction au parti socialiste révolutionnaire (...) L'intention du comité de la Commune révolutionnaire était surtout d'organiser un noyau de forces capables de donner, dans des circonstances favorables, le signal d'une insurrection contre le régime inauguré dans la nuit du 2 décembre. En 1854 lors de la campagne de Crimée, l'heure d'agir sembla venue : les nouvelles de la guerre, l'antagonisme qui régnait entre les gouvernements d'Europe, et les progrès de l'opinion révolutionnaire engagèrent le Comité à tenter un soulèvement populaire⁵ ». C'est à cette fin que J-B. Boichot sera envoyé en mission à Paris où il va découvrir une réalité

¹ On trouve une longue évocation du personnage dans les mémoires d'Alexandre Herzen qui affirme l'avoir bien connu à Londres (op.cit., en particulier les chapitres IV et V ainsi que la note 13, pp. 480-481). Barthélemy et Cournet sont tous deux nommément évoqués par Victor Hugo au tout début du tome 5 (*Jean Valjean*) des *Misérables* (fin du chapitre 1 du livre premier *La guerre entre quatre murs*). Le récit de leur duel se trouve non moins au chapitre II (« Les deux derniers duels de Cournet ») de l'ouvrage de Charles Hugo *Les hommes de l'exil*, Ed. A. Lemerre, Paris 1875, pp. 30-39 de l'édition numérisée par www.archiv.org.

² Par référence, à cette date, à la commune du 10 août 1792. La société s'inscrit ouvertement dans la tradition jacobine, se réclamant « de l'audace de Danton, de l'énergie de Saint-Just, du désintéressement de Robespierre, et avec l'héroïque terreur de la Révolution ». (F. Pyat, *Lettre aux proscrits*, Londres 1855)

³ Il revient à Marc Caussidière d'avoir créé à Londres, aussitôt après juin 1848, une société nommée « La commune révolutionnaire » (Rémi Gossez, art.cit., p. 2)

⁴ Op.cit., p. 181

⁵ Jean-Baptiste Boichot, *Souvenirs d'un prisonnier d'Etat sous le second Empire*, op.cit., pp. 8-10.

militante loin de répondre aux espoirs des exilés et où, sans aucun doute dénoncé, il sera aussitôt arrêté et incarcéré à la prison de Mazas¹.

La *Commune révolutionnaire* fera scandale en Angleterre en septembre 1855 lorsque Félix Pyat publiera une lettre ouverte provocatrice à l'adresse de la reine Victoria lui reprochant sa visite en France : « Vous avez tout sacrifié, écrit-il, dignité de reine, scrupules de femme, orgueil d'aristocrate, sentiment d'Anglaise, le rang, la race, le sexe, tout, jusqu'à la pudeur, pour l'amour de cet allié² ». Il en résultera l'expulsion sur ordre de Palmerston de nombreux militants français de Jersey³, une mesure en vérité exceptionnelle, mais qui soulèvera une forte indignation dans la communauté des réfugiés.

*

Les relations entre ces quatre groupes politiques ont été le plus souvent conflictuelles, orageuses même. Ce ne sont toutefois pas les tentatives de conciliation qui ont manqué.

Ainsi une certaine réunion convoquée le 13 juin 1852 à l'initiative, semble-t-il, de la *Communauté révolutionnaire*. Y assistent Ledru-Rollin, Louis Blanc, Félix Pyat et les frères Leroux, soit les dirigeants les plus représentatifs de la communauté des exilés français à Londres. On tient un récit de cette rencontre de la plume de Gustave Lefrançais qui en décrit de près l'ambiance : « Ledru y fut cassant, provoquant même ; Louis Blanc solennel, doctrinal et vide ; Pierre Leroux aussi nuageux que possible ; Pyat, très amusant parfois par ses épigrammes, mais, comme toujours, romantique et tourmenté, lui aussi, de la maladie l'antithèse⁴ ».

Et pour l'anecdote, mais elle est significative, cette autre manifestation d'hostilité lors des funérailles de Goujon le 24 juin 1852, lorsque soudain, devant l'assistance de Ledru-Rollin, Louis Blanc, Caussidière et d'autres, réunis pour l'occasion, le militant anarchiste Joseph Déjacque a entrepris, les visant expressément, de déclamer un poème vengeur qui dénonçait les « mitrailleurs de prolétaires » contre qui « le glaive à deux tranchants de la force brutale » s'est justement retourné⁵.

Enfin signalons la création en 1859, l'année de l'amnistie, de l'*Union républicaine*. Cette nouvelle structure associant Louis Blanc, Ledru Rollin, Victor Hugo et Pyat n'aura qu'une existence très éphémère.

3. Les exilés allemands

Les Allemands constituent avec les Français une des plus importantes colonies à Londres⁶.

La plupart ne sont pas socialistes ou communistes, mais démocrates, républicains, monarchistes constitutionnels, libéraux, nationalistes. Ce sont eux qui occupent le devant de la scène. Parmi les proches de Marx, seuls Freiligrath et Willich sont véritablement connus et comptent parmi les invités de la baronne

¹ Jugé le 24 août 1854, J.P. Boichot sera condamné à la déportation à vie, F. Pyat, Rougée, Vallière à Londres, Colfavru, Alavoine et Bianchi à Jersey subissant la même peine par contumace (op.cit., pp. 90-94). Il sera toutefois libéré à l'occasion de l'amnistie de 1859, prenant alors le parti de s'établir en Belgique.

² Le texte de cette lettre (signée par Pyat, Rougé et Jourdain) a été numérisé par google. Le ton est certes plutôt irrévérencieux à l'égard de la reine Victoria, mais la charge principale est (lourdement) dirigée vers Napoleon III. La lettre ouverte de Pyat avait été reproduite par l'hebdomadaire *L'Homme* dans son édition du 10 octobre 1855.

³ Trois proscrits d'abord (Charles Ribeyrolles, Luigi Pianciani et Alexandre Thomas) le 17 octobre, puis 35 autres, le 27 octobre, dont Victor Hugo. L'évènement a été dénoncé par Julian Harney comme le « Coup d'Etat de Jersey ». C'est sous ce titre que son évocation occupe le chapitre XIV de l'ouvrage de Charles Hugo, *Les hommes de l'exil* (op.cit., pp. 174-304)

⁴ Gustave Lefrançais, op.cit., p. 191, avec un rappel de la fameuse journée du 15 avril 1848 à Paris. On trouve un écho de cette querelle dans le pamphlet édité peu de temps après par Cœurderoy sous le titre de *La barrière du combat, ou Dernier grand assaut qui vient de se livrer entre les citoyens Mazzini, Ledru-Rollin, Louis Blanc, Étienne Cabet, Pierre Leroux, Martin Nadaud, Malarmet, A. Bianchi (de Lille) et autres hercules du nord*, Bruxelles, 1852.

⁵ Gustave Lefrançais, op.cit., p.189.

⁶ Il est malaisé d'établir une estimation précise. Christine Lattek retient le nombre de 30.000 pour la décennie des années 1850 (op.cit. p.9), avec bien sûr un afflux particulier après l'échec des révolutions de 1848-1849. A peine toutefois 5 à 10 pourcents de cette communauté auront une activité politique. Pour sa part, Alvin R. Calmann fournit les données suivantes selon les statistiques du gouvernement anglais à la date de mars 1853 : Français 1.000, Italiens 110, Hongrois et Polonais 2.510, Allemands 700, Belges 60, soit au total 4.380 exilés (op.cit., p. 135).

de Bruiningk¹. Les personnalités les plus en vue sont précisément les ennemis, personnels et politiques, de Marx et d'Engels : des gens comme Arnold Ruge et comme Gottfried Kinkel que les chartistes eux-mêmes sont loin de négliger, ces leaders étant bien sûr conscients pour eux-mêmes du rôle joué par les communistes dans les événements révolutionnaires et de leur importance dans les débats politiques de la période.

A la différence des révolutions italienne et hongroise qui ont produit leur leader incontesté, Mazzini et Kossuth, ce qui domine au sein de l'immigration allemande, c'est une intense concurrence entre les camps. Les controverses vont se multiplier comme à Francfort entre Prussiens et tenants des Etats du Sud, entre partisans de la grande ou de la petite Allemagne, entre internationalistes et nationalistes centrés sur les seules questions allemandes, entre protestants et catholiques. Les questions de stratégie vont ainsi donner lieu à d'incessants débats souvent personnalisés et à de lourdes discordes.

A l'exception des dirigeants de la Ligue, officielle et dissidente, les deux principales personnalités du côté allemand ont été **Arnold Ruge** et **Gottfried Kinkel**.

*

Arnold Ruge ne prendra de l'importance à Londres que lorsqu'il rejoindra la direction du *Comité central démocratique européen* qui s'était constitué en juin 1850 à l'initiative de Mazzini et au sein duquel il siègera au titre d'ancien élu du parlement de Francfort². Dès le début, Ruge s'opposera aux orientations religieuses de Mazzini au sein de l'organisation³, prenant le risque d'y introduire les premières divisions. C'est du reste à son initiative que sera créé, le 13 mars 1851, au sein même du *Comité Central de la Démocratie Européenne*, une section dite *Comité central allemand* (ou *Comité pour les affaires allemandes*) au nom de laquelle il lancera un appel « Aux allemands » où se trouve émis pour la première fois l'appel à souscrire à emprunt révolutionnaire⁴.

Après sa rupture avec Kinkel et la dissolution du *Comité pour les affaires allemandes* Ruge fondera, en juillet 1851, le *Comité d'agitation* qui va devenir le club anticommuniste et antisocialiste de l'immigration allemande à Londres.

En septembre 1850, il se retirera avec sa famille à Brighton, vivant d'un éphémère atelier de daguerréotype et de leçons. Il ne reviendra à Londres qu'épisodiquement⁵.

Intervenant dans les controverses entre Mazzini et Ledru-Rollin sur la question de savoir quelle nation prendra l'initiative de la révolution, Ruge défendra un point de vue très nationaliste et quasi chauvin, convaincu qu'il appartient aux allemands de prendre le leadership de l'émancipation de l'humanité et d'accomplir ainsi le processus de *réalisation* que commande la logique hégélienne de l'Idée. C'est la thèse qu'il défend dans son intervention lors du banquet du 9 novembre 1852 en l'honneur de Robert Blum⁶. C'est la thèse qu'il délivrera tout au long de l'année 1853 à travers une série de conférences à Londres et à Brighton⁷.

Son nationalisme et son anticommunisme le conduiront à adopter une attitude résolument prussienne lors du conflit, en 1866, entre l'Autriche et la Prusse, celle-ci représentant à ses yeux l'incarnation hégélienne de l'Etat protestant. Il deviendra par la suite un admirateur de Bismarck⁸.

¹ Marx en fera très bruyamment des gorges chaudes lorsqu'un jour Willich se jettera sur la baronne. L'anecdote occupe une large part de sa correspondance de l'époque. Cf. le récit de l'épisode par Engels dans sa lettre du 11 juin 1852 à J. Weydemeyer (C3, p. 141).

² Marx en parle régulièrement comme de la « cinquième roue du char » ou du « du carrosse d'Etat de la Démocratie Centrale d'Europe » (Cf. *Révélation sur le procès des communistes à Cologne*, p. 297 de l'édition numérisée par Gallica).

³ Marx ne se privera évidemment pas de brocarder cette alliance entre un hégélien, champion de l'athéisme rationaliste et le messager de Dieu et du pape.

⁴ Le manifeste est signé par Ruge, Haug, Ronge et Kinkel (le nom de ce dernier ayant toutefois été ajouté sans son autorisation, ce qui provoquera son départ).

⁵ Alexandre Herzen a laissé de sa rencontre à cette époque avec Ruge le témoignage suivant : « Je trouvais à Brighton un vieil homme grincheux, aigri et médisant. Abandonné de ses anciens amis, oublié en Allemagne, sans influence sur les affaires et brouillé avec les émigrés, il était absorbé par des ragots et des diffamations. » (*Passé et méditations*, op.cit., p. 150)

⁶ Un meeting auquel Jenny Marx a participé en compagnie de Peter Imandt (Cf. la lettre de Marx à Engels du 10 novembre 1852 (C3, p. 276)).

⁷ Elles seront publiées sous forme de brochures, et notamment en 1854 sous le titre « New Germany » (même si le public anglais ne s'est guère montré réceptif aux dissertations hégéliennes de Ruge sur la mission libératrice de l'idéalisme allemand).

⁸ En retour, Bismarck lui offrira une pension. Ruge préférera toutefois rester en Angleterre où il meurt à Brighton en 1880.

Gottfried Kinkel est assurément la figure la plus célèbre de l'émigration allemande en cette période de 1851-1852.

Il n'est pas abusif de résumer sa carrière publique en distinguant **quatre évènements majeurs**.

Le **premier** consiste dans son mariage, en 1843, avec Johanna Mockel, une catholique divorcée. Sous l'angle professionnel, cette union lui interdit désormais d'exercer au sein de la faculté de théologie protestante, un interdit qu'il va compenser, en couple, par la création, à Bonn, d'un cercle littéraire et par une carrière d'enseignant de littérature et d'histoire de l'art à l'université de Bonn.

Le **deuxième** réside dans son engagement dans le mouvement révolutionnaire, et d'abord sous la forme d'une élection, en février 49, à l'Assemblée nationale prussienne, délégué par l'*Association démocratique* de Bonn qu'il avait créée. En 1849, après avoir participé à une tentative d'assaut d'une armurerie à Siegburg, il s'engage dans le corps franc de Willich et prend part aux combats de l'insurrection de Bade¹. Blessé au cours d'un engagement, il est fait prisonnier par les troupes prussiennes et se voit condamner par la cour martiale de Rastatt à une lourde peine². Commence alors, à l'initiative de son épouse, une intense campagne de protestation contre la sanction qui a été prononcée. Gottfried Kinkel devient à mesure le plus célèbre des martyrs de la révolution. Partout en Allemagne se constituent des comités de soutien en sa faveur. En Angleterre même, il devient le centre d'une campagne de presse. Une fausse note toutefois : elle réside dans son plaidoyer, en août 1849, devant la cour martiale de Rastatt où, même si c'est pour sauver sa peau, il se désolidarise des « excès » de la révolution, et, au nom de son attachement à la nation, déclare sa loyauté à l'égard de la royauté prussienne³.

Le **troisième** évènement se passe dans la nuit du 6 au 7 novembre 1850, lorsque Karl Schurz, son ancien étudiant, parvient à le faire évader de la prison de Spandau, à Berlin⁴. G. Kinkel arrive en Angleterre, précédé par une célébrité sans commune mesure avec les autres protagonistes des révolutions allemandes. Bientôt rejoint par sa famille, il s'installe confortablement à Londres en janvier 1851, sollicité de partout pour multiplier les prises de parole et recevoir les hommages d'un public d'intellectuels et de la classe moyenne anglaise plutôt indifférente en général au sort des exilés⁵. Il n'en est pas moins approché par les principaux dirigeants de l'émigration allemande à Londres, par Ruge⁶, par Willich aussi bien⁷.

Le **quatrième** évènement s'identifie entièrement à l'entreprise de l'emprunt révolutionnaire dont il va prendre la direction et qui va occuper l'essentiel de son activité pendant deux ans⁸. Il va passer quelques six mois aux Etats-Unis, de septembre 1851 à mars 1852, avec pour résultat personnel une grande amertume. En Europe, de surcroît, le coup d'Etat de Bonaparte a brisé tous les espoirs révolutionnaires sur le continent. Kinkel va dès lors s'écarter peu à peu des milieux de l'émigration allemande (il quitte Londres pour Camberwell) et reprendre ses conférences littéraires, avec la même ferveur dans l'accueil de son public et celui de la presse⁹. Son agenda des années 53-54 montre que désormais il se livre pour l'essentiel à une activité d'enseignement¹⁰, espérant toujours trouver un emploi permanent.

¹ Dans sa lettre du 25 juillet 1849 à Jenny Marx, Engels salue clairement l'engagement militaire de Kinkel : « Or de tous ces messieurs les démocrates, personne ne s'est battu sauf moi et Kinkel. Ce dernier s'est enrôlé dans notre détachement comme fantassin et s'est très bien battu ; dans le premier combat auquel il a participé, il a été blessé à la tête et fait prisonnier » (C2, p. 19). Ce témoignage de première main et à une époque non suspecte contredit ce que Marx affirmera de la tenue au combat de Kinkel dans les *Grands hommes de l'exil* où ce qu'il écrit relève d'une pure volonté de dénigrement.

² D'abord condamné à mort, il verra sa peine commuée en un emprisonnement à vie.

³ Cette déclaration sera vivement critiquée par Marx et Engels dans un article du quatrième numéro daté d'avril 1850 de la *Neue Rheinische Zeitung Revue* : « Nous sommes conscients, *écrivent-ils*, que notre critique va soulever de la colère parmi les hypocrites du camp démocratique mais il nous faut dénoncer devant notre parti une attitude qui insulte les victimes de la révolution ».

⁴ Il n'est pas impossible de penser que les autorités prussiennes aient fermé les yeux sur cette évasion, trop heureuses de se défaire d'un prisonnier plutôt encombrant sous l'angle de la propagande en sa faveur. Cette éventualité est évoquée par Christine Lattek (op.cit., p. 83).

⁵ Son mode de vie, son carriérisme et son indifférence pour la question sociale vont toutefois lui attirer l'hostilité d'un groupe de démocrates allemands habitués du salon de la baronne de Bruiningk.

⁶ Lequel, rappelons-le, prendra la liberté d'ajouter sans l'autorisation de Kinkel la signature de ce dernier au manifeste « Aux allemands » du *Comité pour les affaires allemandes*.

⁷ Dès le 21 février 1852, selon Rosemary Ashton, op.cit., p. 202.

⁸ Pour le détail, nous renvoyons à la note spéciale que nous réservons à cet épisode dans le présent fascicule.

⁹ Marx fournira dans sa lettre à Cluss du 17 avril 1853 un jugement haineux sur ces conférences de Kinkel, notamment dans un amphithéâtre de l'Université de Londres : « Il paraît que c'était vraiment à vous donner le vomi tellement c'était lamentable », écrit-il. (C3, p. 359)

¹⁰ Notamment dans des établissements pour jeunes filles, ce qui exaspérera la jalousie morbide de son épouse Johann.

La **dernière partie** de la carrière publique de Kinkel est vouée à l'enseignement et au journalisme. En 1859, après la mort de son épouse¹, il fonde à Londres un journal sous le titre « Hermann » dans lequel il soutiendra une ligne d'unification nationale sous hégémonie prussienne. Après avoir créé en 1864 l'*Association allemande pour les sciences et les arts*, (*Verein für Wissenschaft und Kunst*), il prend la décision de partir pour Zurich où il a décoché un emploi d'enseignant. Il quitte l'Angleterre en pleine gloire. Il mourra en 1882 sans être retourné en Allemagne.

4. Les exilés italiens

Comme toutes les autres, la communauté des exilés politiques italiens s'est constituée à Londres au fil des évènements politiques dans la péninsule.

Les premières arrivées datent de l'échec des insurrections de mars et de juin 1820 à Naples et en Sicile et de mars 1821 dans le Piémont.

Giuseppe Mazzini appartient à la seconde génération. Il arrive à Londres en 1837. Il a 32 ans et cumule déjà une longue expérience d'agitateur politique². Malgré des relations plutôt difficiles avec ses prédécesseurs, il ne tardera pas à s'imposer comme **la personnalité dominante du mouvement démocratique italien à Londres**.

En Angleterre, on se trouve alors dans le contexte du déploiement du mouvement chartiste avec la création, le 16 juin 1836, de la *London Working Men's Association* et bientôt le lancement, le 28 février 1837, de la première pétition³. Prenant la mesure de la question ouvrière, Mazzini entreprendra très vite de combattre l'influence des doctrines socialistes ou communistes qu'il estime pernicieuses. En mars 1840, il fonde l'*Unione operaia italiana* (l'*Union ouvrière italienne*), une organisation de secours mutuels concurrente du *Deutscher Arbeiterbildungsverein*; en février 1847, il créera la *People's International League* expressément destinée à s'opposer aux Fraternals Democrats⁴.

En mars 1844, l'affaire de la surveillance policière de sa correspondance privée lui assure soudain une notoriété exceptionnelle à Londres⁵. Avec le soutien de Thomas Carlyle (dont il était devenu l'intime depuis 1839) et de William James Linton (son meilleur soutien dans la presse⁶), Mazzini accède désormais aux salons de la bonne société anglaise. Le moment est devenu propice, estime-t-il, pour publier, en 1846, son ouvrage majeur, un recueil d'articles qu'il intitule « **Pensées sur la démocratie en Europe** » et dans lequel il livre l'essentiel de ses conceptions politiques: une condamnation de l'utilitarisme de Bentham et du matérialisme ; une condamnation non moins sévère du socialisme en toutes ses variantes⁷, avec, en regard, l'affirmation d'une visée éthique et religieuse de la démocratie.

De mars 1848 à mai 1850, Mazzini se trouve engagé dans les évènements révolutionnaires italiens, à **Milan** d'abord (entre le soulèvement révolutionnaire de la ville en mars 48 et la victoire, à Custoza, de la contre-offensive autrichienne en juillet 48), à **Rome** ensuite (dans son rôle de triumvir à la tête de la république romaine de mars à juillet 1849).

Il est de retour à Londres le 27 mai 1850 et ne tarde pas à fonder quasi conjointement le *Comité central démocratique européen* et le *Comité national italien* au nom duquel il lance un emprunt national destiné à soutenir la lutte pour l'indépendance italienne.

¹ Une mort qui semble bien avoir été un suicide, la santé mentale de Johanna s'étant trouvée ruinée par la jalousie malade qu'elle éprouvait envers son époux.

² Il est impossible d'évoquer ici, ne fût-ce que brièvement, les principaux faits et gestes de Mazzini depuis son engagement politique en 1827 dans le carbonarisme. On se reportera aux biographies qui lui sont consacrées et notamment à l'étude de Jean-Yves Frétygné.

³ C'est ici l'occasion de rappeler les pages de notre fascicule 11 consacré aux relations de Marx et d'Engels avec le chartisme.

⁴ La fondation de structures politiques assurant son leadership est un réflexe typiquement mazzinien : la *Jeune Italie* en juillet 1831, la *Jeune Europe* en avril 1834, l'*Union ouvrière italienne* en mars 1847, la *Ligue internationale des Peuples* en février 1847, l'*Association nationale italienne* en mars 48, le *Comité national italien* en février 1850, le *Comité central de la démocratie européenne* en juin 1850, la *Friends of Italy Society* en mai 1851, le *Parti d'action* en mars 1853.

⁵ La manœuvre sera dénoncée à la Chambre des Communes par le député radical Thomas Duncombe et occupera les débats pendant toute une année. La cause sera de surcroît soutenue par une vaste campagne de presse.

⁶ James Linton publiera de 1851 à 1853 une revue typiquement mazzinienne qu'il intitule *The English Republic* avec pour devise *God and the People*.

⁷ Ce qu'il en connaît à cette époque lui vient principalement de Saint-Simon, Fourier, Cabet et Leroux.

Sous l'angle idéologique, son évolution politique le pousse alors à radicaliser son opposition au socialisme, au socialisme français en particulier en la personne de Louis Blanc et de Joseph Proudhon. Dans son pamphlet de 1852 intitulé « Devoirs de la démocratie », il accuse expressément le socialisme d'être la cause du coup d'Etat de Louis Bonaparte¹.

Cette polémique marque toutefois la fin de l'hégémonie du mazzinisme qui subit aussi les attaques des républicains fédéralistes italiens. L'arrivée au pouvoir de Cavour en novembre 1852 et surtout l'échec calamiteux et humiliant de l'insurrection milanaise du 6 février 1853² vont accélérer les défections dans le camp mazzinien.

Commentant cette insurrection manquée de Milan, Marx écrit dans son article du 8 mars 1853 dans le *New York Daily Tribune* : « L'insurrection de Milan est significative en tant que symptôme de la crise révolutionnaire imminente sur tout le continent européen ; comme acte héroïque d'un petit nombre de prolétaires qui, armés seulement de couteaux, et alors que les fils de Mammon dansaient, chantaient et festoyaient au milieu du sang et des larmes de leur nation humiliée et crucifiée, osèrent donner l'assaut à la citadelle d'une garnison et affronter une armée de 40.000 hommes des meilleures troupes de l'Europe. Mais comme conclusion de l'éternelle conspiration de Mazzini, de ses proclamations emphatiques et de ses capucinades prétentieuses contre le peuple français, c'est vraiment un pauvre résultat. Espérons que dorénavant ce sera la fin des « révolutions improvisées » comme disent les Français. (...) Depuis les terribles expériences de 1848 et 1849, il faut quelque chose de plus que des appels sur le papier émanant de chefs lointains pour provoquer des révolutions nationales³. ».

5. Les exilés hongrois

Le personnage central de la communauté hongroise à Londres est assurément **Lajos Kossuth**, même si l'ultime phase de la révolution hongroise lui a échappé politiquement : démissionnaire devant Arthur Görgey le 11 août 1849 et contraint de se réfugier en Turquie⁴, il ne sera en mesure de rejoindre Londres qu'en **octobre 1851** à bord de la frégate *Mississippi* que le gouvernement américain a mis à sa disposition pour l'emporter, ainsi que sa famille, aux Etats-Unis.

Précédé d'une exceptionnelle réputation, il s'arrête d'abord à Londres où il ne tarde pas à mettre ses talents d'orateur et sa parfaite connaissance de l'anglais⁵ pour multiplier les prises de parole en faveur de l'indépendance hongroise et de la souveraineté nationale des peuples.

Dès novembre 1851, Kossuth poursuit son voyage vers les Etats Unis : il y prononcera quelque six cents (!) discours au cours des six mois de son périple¹.

¹ Ainsi que dans sa lettre à George Sand du 10 octobre 1851 : « Le résultat des stupides et violentes prédications du socialisme, écrit-il, ont effrayé la bourgeoisie : à force de prêcher les intérêts matériels à l'ouvrier et au paysan, on l'a rendu égoïste et violent. Louis Blanc, Proudhon, Cabet et dix autres sots qui se croient les sauveurs du monde ont farci la tête du peuple de palais enchantés, de pays de cocagne, et si le peuple ne voit pas la possibilité de réalisation immédiate de tous ces songes, il n'entreprend rien ». (cité par Frétygné, op.cit., p. 283). Redisons-le : cette polémique conduira G. Sand à rompre sa relation amicale avec Mazzini.

² Mazzini avait fait le déplacement vers la Suisse pour assister à la victoire des insurgés. Or, le 6 février 1853, au lieu des 5.000 combattants attendus dans l'action, il ne s'en est trouvé que quelques dizaines. L'échec est complet et il va enclencher une féroce répression de la part des Autrichiens. Ce coup manqué fait l'objet de commentaires très lucides d'Engels dans sa lettre à Marx du 11 février 1853, des commentaires sympathiques, malgré tout, à l'égard de Mazzini et par contre méprisants à l'égard de Kossuth : « un lâche et un misérable » (C3, pp. 319-321).

³ « The Attack on Francis Joseph – The Milan Riot – British Politics – Disraeli Speech – Napoleon's Will », MECW, vol. 11, p. 514. Nous citons d'après la traduction de M. Rubel (*Marx, Œuvres*, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, vol. 4, p. 1485).

⁴ Cette démission et cette fuite en Turquie (précisément en Bulgarie, sous autorité ottomane à l'époque) constituent un événement des plus controversés de l'historiographie hongroise. Non seulement, en effet, Kossuth sauvait sa vie en évitant les pelotons d'exécution autrichiens, mais en accusant aussitôt Görgey d'être un traître (« le judas de la Hongrie ») pour avoir rendu les armes devant l'armée russe, il s'arrogeait pour lui seul la gloire de poursuivre le combat. Le véritable culte dont il fera l'objet aura pour versant obscur l'opprobre qui sanctionnera Arthur Görgey durant toute sa vie. Il faudra attendre les travaux récents de l'historien hongrois Domokos Kosáry pour rendre justice aux compétences militaires de Görgey et à sa loyauté. (Cf. sur ce point le chapitre XXII de l'ouvrage de Paul Lendvai, *Les Hongrois, Mille ans d'histoire*, Les Editions noir sur blanc, Lausanne 2006, pp. 292-311). On lira à ce propos l'appréciation positive que formule Engels sur l'action de Görgey dans sa lettre à Weydemeyer du 12 avril 1853 : « En Hongrie, *Monsieur Görgey* reste malgré tout l'homme supérieur, l'homme à qui l'envie qu'il inspirait valut l'inimitié de tous. » (C3, p. 356).

⁵ Un anglais littéraire quasi shakespearien qui faisait le bonheur des britanniques.

Il est de retour en juillet 52 à Londres où il rejoint une communauté hongroise² divisée comme toutes les sont, divisée *socialement*, entre les cercles aristocratiques³ et les émigrés de condition modeste, et divisée *politiquement* entre ses partisans et ceux qui vont s'opposer à lui. C'est le cas tout particulièrement du général Mór Perczel, et surtout de l'ancien premier ministre du gouvernement révolutionnaire hongrois en 1849, **Bertalan Szemere**, alors réfugié à Paris.

Les rapport de Marx avec ce dernier seront d'abord très **indirects**, et de surcroit, même si à son insu, par l'intermédiaire des deux espions autrichiens, Bangya et Gustav Zerffi qui s'emploieront à brouiller les informations concernant Kossuth. Marx s'occupe à cette époque de « toiler » la traduction allemande d'une brochure de Szemere sur Kossuth, Görgey et Batthyány, brochure que lui avait transmise Bangya et qu'il destinait à Weydemeyer⁴.

Ce n'est que bien plus tard, en 1859⁵, que Marx prendra contact **directement** avec Szemere alors qu'au même moment Kossuth était en pourparlers secrets avec Louis Bonaparte en vue de tirer profit de la campagne d'Italie.

Marx interviendra du reste à plusieurs reprises dans la presse, et tout particulièrement dans le *New York Daily Tribune*, sur cette alliance contre nature entre Kossuth et Bonaparte. Dès le 25 septembre 1852, il publie un article (« Movements of Mazzini and Kossuth League with Louis Napoléon Palmeston⁶ ») sur ces relations. Mais surtout en septembre 1859, dans le *New York Daily Tribune* toujours (« Kossuth and Louis Napoleon⁷ »), il commentera leur alliance en termes très sévères, dénonçant l'incohérence de Kossuth et son opportunisme sans principe.

Nous reviendrons sur ces écrits dans un prochain fascicule.

6. Les exilés polonais

L'immigration polonaise est l'une des plus anciennes au rythme des insurrections qui ont soulevé les démocrates et militants nationalistes du pays depuis la troisième partition de 1795 et successivement en 1830, 1846, 1848 et 1863. La cause polonaise est de toutes les mobilisations celle qui touchera le plus intensément l'opinion démocratique européenne⁸ avec pour contrepartie l'engagement de nombreux soldats et officiers polonais dans les armées de libération nationale en Allemagne, en Hongrie, en Italie.

¹ Kossuth aura le privilège de s'exprimer devant les deux Chambres réunies du Congrès américain, plaidant en faveur d'une confédération d'Etats danubiens. Au prétexte que sa démission d'août 49 lui avait été extorquée, c'est avec le titre de chef d'Etat qu'il se déplace désormais.

² Ils sont 182 exilés hongrois à Londres à cette date, selon les sources citées par Tibor Frank, *Exiles from European Revolutions*, op.cit., p. 128.

³ La révolution hongroise a été conduite par une petite aristocratie particulièrement nombreuse dans le pays et le plus souvent désargentée.

⁴ Marx à Engels, le 5 avril 1852, C3, p. 93.

⁵ Szemere lui avait rendu visite à Londres au début de septembre 1859. La première lettre de la correspondance de Marx (telle que publiée par les Editions sociales) vers Szemere date du 26 septembre 1859. (C5, p. 384). La correspondance entre Marx et Szemere au cours de l'année 1860 ne présente guère d'intérêt. Elle se résume assez bien dans le jugement d'Engels après que Szemere lui eut rendu visite à Manchester : « Szemere est personnellement un type très gentil avec la bonhomie des Autrichiens, et il se peut qu'en Hongrie, en période révolutionnaire, il soit également énergique, résolu et perspicace mais en dehors de son pays, on peut dire que ses connaissances et ses idées ne vont pas très loin. » (Engels à Marx, le 18.12.1860 (C6, p. 246)). A quoi Marx répond, le 18 décembre 1860 : « Pour ce qui est de ton opinion sur Szemere, je tiens à te dire *tout à fait entre nous* que je la partage entièrement. » (C6, p. 247).

⁶ Pp. 354-356 du volume 11 de MECW. Notons que cet article a prudemment paru sans nom d'auteur. Il fera l'objet de commentaires dans la presse américaine et conduira Marx à publier dans le même *New York Daily Tribune*, le 01.12.1852, une mise au point ironique : « Ma lettre (...) ne se voulait pas une attaque contre Kossuth : c'était plutôt un *avertissement*. En politique, pour atteindre un but déterminé, on a le droit de s'allier avec le diable en personne – il faut simplement avoir la certitude que l'on roulera le diable et non l'inverse. ». (C3, pp. 281-282)

⁷ Pp. 497-503 du volume 16 des MECW.

⁸ L'importante manifestation du 15 mai 1848 à Paris (importante dans ses conséquences sur le processus révolutionnaire) avait pour thème mobilisateur de réclamer l'intervention de la France après la répression par les armées prussiennes du soulèvement de Poznan en mai 1848.

Une manifestation de cette solidarité en Angleterre a été la création, en février 1832, de la *London Literary Association of the Friends of Poland* qui va agir au cours des deux décennies 1830 et 1840 comme la plus active association philanthropique d'aide aux émigrés polonais¹.

Sans entrer dans le détail, on peut considérer que l'immigration polonaise à Londres se trouve divisée entre **quatre courants politiques** :

- **à droite**, la force principale est représentée par les partisans du prince Adam Jerzy Czartoryski, l'un des leaders du soulèvement de novembre 1830. Bien que la direction de ce parti conservateur se trouve à Paris², la plupart de ses appuis résident en Angleterre groupés autour de la *London Literary Association of the Friends of Poland*. Leurs objectifs: une Pologne dans ses frontières antérieures à la première partition de 1771 et une monarchie constitutionnelle sur le modèle anglais.

- **au centre**, se trouvent l'*Union de l'émigration polonaise* et le *Comité général de l'émigration polonaise à Londres*, avec un programme proche du parti de Czartoryski, mais avec un partage entre républicains et monarchistes.

- la **gauche modérée** s'est réunie au sein de la *Société démocratique polonaise* fondée à Paris en 1832 et sans doute la plus importante organisation à Londres entre 1850 et 1862, avec de nombreuses sections en Suisse, en Belgique, en Italie. Elle défend un programme républicain réformiste favorable à la libre entreprise. Parmi ses principaux militants : Albert Darasz, Stanislaw Worcell et Ludwik Bulewski, qui représenteront l'émigration polonaise au sein du *Comité Central Démocratique Européen*.

- la **gauche radicale**, enfin, a d'abord eu pour organe la société *Lud Polski* (Le peuple polonais), une dissidence en 1835 de la *Société démocratique*, avec un programme non pas d'unité nationale mais de fédération slave et pour modèle économique une complète nationalisation des moyens de production. Ce groupe se désintègrera en 1846 après l'échec du soulèvement de Cracovie.

Après 1848, il y aura un reclassement à droite autour de Czartoryski, mais avec des forces en déclin³, et à gauche autour de la *Société démocratique polonaise* renforcée par l'arrivée à Londres de combattants venus d'Allemagne et de Hongrie.

En mars 49, Zeno Swietoslowski s'installe à Jersey où il entre en contact avec les Français, Italiens et Hongrois de l'île⁴, avec pour résultat la création du *Comité révolutionnaire des Démocrates Socialistes Réfugiés à Jersey* qui sera démantelée en 1855 par l'expulsion de l'île de trente neuf exilés, dont Victor Hugo.

A partir de cette date, Londres redevient le principal centre du mouvement socialiste polonais, avec, à la direction de la *Commune révolutionnaire polonaise de Londres*, à côté de Zeno Swietoslowski, des militants comme Ludwik Oborski, Jan Krynski, Konrad Dabrowski et Henryk Abicht.

¹ Une aide qui, après 1848, compte tenu de l'engagement révolutionnaire de nombreux exilés polonais, prendra la forme de subsides au départ vers les Etats-Unis et l'Australie.

² Après l'échec de l'insurrection de novembre 1831, une grande partie de ce que l'historiographie polonaise appelle « la grande Emigration » s'est concentrée en France. Le groupe politique dirigé par Czartoryski était d'ailleurs souvent désigné comme « l'Hôtel Lambert » du nom de sa résidence à Paris sur l'île Saint-Louis.

³ En raison principalement du cours des événements internationaux, et notamment la guerre de Crimée, dont les partisans de Czartoryski espéraient qu'ils affaibliraient la Russie et permettraient une renaissance de la Pologne.

⁴ C'est sur les presses de son imprimerie que sera édité, du 30 novembre 1853 au 28 décembre 1855 (à Jersey, puis à Londres) *L'Homme*, le journal de Ribeyrolles, avec pour devise : « Vive la République Universelle, Démocratique et Sociale ». Expulsé de Jersey, Zenon Swietoslowski parviendra à rétablir son « Imprimerie Universelle » à Londres.

5.2. Organisations de l'immigration à Londres vers 1850

Cette note s'efforce d'établir autant qu'il se peut un point de précision sur les organisations culturelles et politiques de l'immigration londonienne au début des années 1850.

*

Pour rappel,

- l'abréviation **BDK2** correspond au deuxième tome de l'ensemble intitulé *Der Bund der Kommunisten*, Dietz Verlag Berlin, 1984, en trois volumes.
- **MECW** renvoie aux *Marx Engels Collected Works*.
- La lettre **C** suivie d'un numéro d'ordre désigne le volume de la correspondance entre Marx et Engels aux Editions sociales.

*

1. Arbeiterbildungsverein

D'abord sous le nom de *Deutscher Arbeiterbildungsverein* (DABV) puis sous l'appellation de *Communistische Arbeiterbildungsverein* (CABV), l'Association londonienne pour la formation des travailleurs allemands constitue l'une des plus anciennes associations ouvrières établies à Londres au numéro 20 de Great Windmill Street¹. Cette association culturelle avait, en effet, été fondée en **février 1840**, notamment par Karl Schapper et Joseph Moll alors membres de la *Ligue des Justes*².

Elle deviendra à partir de 1848 l'interface culturelle (publique) de la *Ligue des Communistes* (une société secrète pour sa part). Elle s'est maintenue à Londres au cours des événements révolutionnaires de 1848-1849 sur le continent grâce aux efforts de Heinrich Bauer, Karl Pfänder et Johan Georg Eccarius.

Dès septembre 49, le club va connaître un nouvel essor au point de se développer sur trois sections³. Une assemblée générale des membres est convoquée une fois par mois avec à l'ordre du jour des débats qui témoignent d'une réelle radicalisation politique. Les membres de la *Ligue* ne tarderont pas à y installer leur direction centrale⁴.

La majorité de ses membres rejoindront la fraction Willich/Schapper lors de la rupture du 15 septembre 1850. L'association sera souvent désignée dans les écrits de Marx par l'adresse de son local, Great Windmill Street. Marx, Engels et dix de leurs partisans en démissionneront dès le 17 septembre 1850⁵.

Après la crise d'août 1851 et la démission de Karl Schapper et d'August Willich, après le départ de ce dernier, au début de 1853, pour les Etats Unis, l'*Arbeiterbildungsverein* va connaître une période de

¹ Le même local, au premier étage de la taverne *The Red Lion*, hébergeait la « Société démocratique française », une association babouviste française établie à Londres après l'insurrection de la Société des Saisons en mai 1839. Pour rappel, c'est à cette adresse que s'est tenu, du 29 novembre au 8 décembre 1847, le deuxième congrès fondateur de la *Ligue des Communistes*. C'est encore dans cette rue que les chartistes installeront, fin 1844, les locaux du journal *The Northern Star* quand il sera déplacé de Leeds à Londres.

² Il faut signaler la création par Mazzini à cette date, en mars 1840, de l'*Union ouvrière italienne* (Unione Operaia Italiana) qu'il met en place sur une base interclassiste pour expressément concurrencer l'influence de l'action communiste. L'organisation est soutenue par un organe de presse, l'*Apostolato popolare* qui paraîtra sur 12 numéros entre novembre 40 et septembre 43 (Jean-Yves Frégné, p. 128).

³ Un rapport de police daté de mai 1850 estime à 180 le nombre des membres (Christine Lattek, op.cit., p. 46).

⁴ Selon le témoignage de Liebknecht, Marx y donnera pendant plus de six mois « un cours d'économie politique » : « Dans la salle archicomble de l'Association d'éducation ouvrière communiste, qui avait encore son siège à Great Windmill Street, dans la salle où une année et demi auparavant avait été adopté le *Manifeste communiste*, Marx déployait un remarquable talent de popularisateur » (Souvenirs sur Marx et Engels, Éditions du Progrès, Moscou, 1982, p. 105).

⁵ Pour un historique général de l'association, nous renvoyons à l'étude de Keith Scholey *The Communist Club*, Past Tense Publications, oct. 2006 (en ligne sur le site <http://past-tense.org.uk/>).

déclin¹. On assiste alors au retour de nombreux militants proches de Cabet et de Weitling. Cette crise touche du reste les autres sociétés : ni le *Club d'agitation* ni le *Comité de l'émigration allemande* ne tiendront le coup au-delà de 1853.

L'impulsion d'un renouveau d'activité viendra de la création par Ernest Jones, à l'automne 1854, du *Comité international*, puis de la transformation, en août 1856, de ce comité en *Association internationale*. Cette situation nouvelle va en effet favoriser une véritable renaissance de l'*Arbeiterbildungsverein* avec surtout l'apport militant d'Andreas Scherzer, un adepte de Weitling, qui revient à Londres au printemps 1855 après avoir purgé sa peine de prison à Paris² dans le cadre du prétendu complot germano-français de février 1852. C'est lui qui va rendre à l'*Arbeiterbildungsverein* toute sa place au sein des organisations politiques londoniennes de l'époque³, et particulièrement de l'*Association internationale*.

A partir de 1858, trois principaux groupes de militants vont animer l'association : des « marxistes » comme Wilhelm Liebknecht, Friedrich Lessner et Carl Pfänder, des « utopistes » comme Andreas Scherzer proche de Weitling, des indépendants comme Bernhard Becker⁴ et Edgard Bauer⁵, lequel, proche de Kinkel, deviendra le secrétaire de l'*Association internationale*, et le principal rédacteur de son manifeste de juin 185, l'« *Adress of the International Association to the Democratic Party* »⁶.

2. Ausschuss zur Unterstützung deutscher politische Flüchtlinge

Nommé aussi *Der Ausschuss zur Unterstützung bedürftiger Demokraten*⁷ (Comité de soutien aux démocrates dans le besoin), le *Comité de soutien aux réfugiés politiques allemands* a été créé au sein de l'*Association londonienne pour la formation des travailleurs allemands* lors de son assemblée générale du **18 septembre 1849**. Marx est élu à sa direction en compagnie de Karl Blind, d'Anton Füster, de Heinrich Bauer et de Karl Pfänder⁸. L'annonce et l'appel aux dons sont lancés dès le 20 septembre 1849⁹ et ne tarderont pas à être reproduits par les journaux. Le comité s'engage à publier ses comptes mensuellement. Il est en outre expressément précisé qu'aucun membre du Comité ne pourra jouir d'une assistance personnelle¹⁰. La récolte des fonds ne rencontre toutefois pas un grand succès.

3. Demokratischer Verein

Cette société, l'*Association démocratique*, se constitue en **novembre 1849** et s'installe au **22, Greek Street** à Soho. Le comité ne tardera pas à être dominé par Gustav Struve, Karl Heinzen, Ludwig Bauer¹¹

¹ Et pas seulement l'*Arbeiterbildungsverein*. Dans sa lettre à A. Cluss du 17 avril 1853, parlant des ressources *militantes* de ses partisans, Marx écrit : « Notre parti est malheureusement très pauvre » (C3, p. 358).

² Où il avait dirigé la section parisienne de la *Ligue* dissidente de Schapper et Willich.

³ Marx va retrouver avec lui le type de militants weitlingiens ouvriéristes très critiques à l'égard des intellectuels prétentieux du *Comité de correspondance* bruxellois et contre lesquels il avait dû âprement polémiquer lors des Congrès de la *Ligue* en juin et novembre 1847. Relatant à Engels sa présence lors d'un banquet en l'honneur du journal chartiste *The People's Paper*, il écrit : « au meeting du 25 février, placé sous la présidence de Pyat, ce pauvre type de Scherzer, cet old boy allemand, monta à la tribune et dans un style vraiment effrayant de Straubinger, se mit à dénoncer les « savants » allemands, ces « travailleurs intellectuels » qui les avaient laissés tomber (eux, les pauvres types), ce qui les mettait vis-à-vis des autres nations, dans une situation piteuse ». (Lettre du 16 avril 1856, C4, pp. 298-299).

⁴ A ne pas confondre avec Hermann Becker, l'un de condamnés du procès de Cologne. Bernhard Becker sera le successeur de Ferdinand Lassalle à la tête de l'ADAV (*Allgemeine Deutsche Arbeiterverband*) en novembre 1864.

⁵ Un exemple typique de l'interface du militant et du mouchard : entre novembre 1852 et mai 1861, Edgard Bauer a été un agent rétribué de la police danoise. Jenny Marx écrit à son propos, dans sa lettre à Engels du 11 août 1857 : « Un soir, il y a quelques jours, nous avons eu chez nous le clown Edgard Bauer (...) une vraie merluche qui se veut spirituelle (...) les efforts qu'il faisait étaient si laborieux que, pour un peu, j'en serais tombée en pâmoison ; quant à Karl, cela lui a donné envie de vomir, non pas au figuré, mais pour de bon ». (C5, p. 14)

⁶ Avant d'être dénoncé comme espion et exclu de l'*Association internationale*.

⁷ MEW, vol. 7, p. 546

⁸ BDK2, p. 34.

⁹ BDK2, p. 35.

¹⁰ MECW, vol. 10, pp. 596-597. Une indication significative quand on connaît l'état de détresse matérielle de Marx et de sa famille dans les premiers mois de l'exil londonien. Cette clause donnera toutefois lieu à une manière d'exception pour Marx qui, un certain jour de juin 53, recevra un prêt remboursable de 20 livres, ce qui fournira à Willich un prétexte pour le diffamer. (Lettres à Engels et à Adolph Cluss du 14 juin 1853, C3, pp. 390 et 395, note 3).

¹¹ La présence de Ludwig Bauer (l'ancien député à l'assemblée nationale de Prusse en 1848) au sein de cette organisation entrainera la lettre de rupture que Marx lui adresse personnellement le 30 novembre

et Rudolf Schramm, **unis par leur anticommunisme**. Engels annonce l'évènement à Jakob Schabelitz dans sa lettre du 22.12.49 : « Struve et Heinzen, *écrit-il*, intriguent contre l'Association ouvrière et contre nous auprès de Dieu et des hommes ; mais sans succès. Ils forment avec quelques-uns des brailards modérés exclus de notre société, un club fermé où Heinzen donne libre cours à sa hargne contre les doctrines pernicieuses du communisme¹. ».

Ils sont bientôt rejoints par Ruge. L'association perdra toutefois beaucoup de ses membres après la querelle entre Karl Heinzen et Gustav Struve sur la publication anticipée par ce dernier du programme révolutionnaire de Heinzen que celui-ci voulait réserver à une discussion « en interne ».

Un signe de l'hostilité de Marx et d'Engels à l'égard de cette association se trouve dans la lettre qu'ils adressent à François Pardigon le 6 mai 1850 lui signifiant qu'une éventuelle collaboration des blanquistes français avec les gens de Greek Street serait aussitôt considérée par eux comme un acte de rupture².

4. Das Sozial-demokratische Unterstützungskomitee für deutsche Flüchtlinge

Contrainte de se distinguer de l'Association démocratique, l'assemblée générale du Comité de soutien aux démocrates dans le besoin décidera, lors de sa réunion du **18 novembre 49**, de prendre le nom de **Comité social-démocrate de soutien aux émigrés allemands** composé des seuls membres de la Ligue³ à savoir : Karl Marx (qui en est le président), August Willich Friedrich Engels, Heinrich Bauer, Karl Pfänder. Le comité s'appellera aussi « **Das Sozial-demokratische Flüchtlingskomitee**⁴ ».

Aussitôt après la rupture du 15 septembre 1850 au sein de la Ligue, Marx et ses partisans en démissionneront dès le **17 septembre 1850** en sorte que ce comité passera sous la direction de la fraction Willich/Schapper. Ils sont douze à signer cette démission : Heinrich Bauer, Karl Pfänder, JG Eccarius, Sebastian Seiler, Karl Marx, Konrad Schramm, Friedrich Engels, Ferdinand Wolff, Wilhelm Liebknecht, August Hain, Hermann Haupt, Gottfried Klose, une liste intéressante car elle donne l'exacte mesure du « parti de Marx » à Londres à cette date⁵.

De vifs débats en août 1851 sur la question du partage des ressources⁶ entraîneront la démission de Willich et Schapper le 26 août 1851 et bientôt la dissolution du comité.

5. La Société Démocratique Polonaise (Towarzystwo Demokratyczne Polskie)

La société a été fondée en France dès le 17 mars 1832⁷ en rupture avec la composante aristocratique de la Grande Emigration⁸ polonaise emmenée par le prince Adam Czartoryski. Elle ne tardera pas à subir, dès février 1834, des pressions policières qui aboutiront entre mai et novembre 1849 à l'expulsion de France de ses militants les plus en vue⁹, de sorte qu'on peut dater son installation à Londres de **l'automne 1849**. Elle sera partie prenante de la fondation en juin 1850 du Comité Central Démocratique Européen, où André Darasz siégea en son nom.

6. le Comité national italien

Il se constitue à Londres en **février 1850** après la chute de la république romaine à l'initiative de Mazzini et de ses partisans.

Signalons que Mazzini n'avait pas manqué lors de son premier séjour à Londres en 1837 de fonder des associations destinées à combattre l'influence des doctrines socialistes ou communistes : en mars 1840,

1849 : « Après les rapports d'hostilité qui se sont instaurés entre les deux sociétés auxquelles nous appartenons respectivement, il nous faut cesser toute relation (...) » (C2, p. 3).

¹ C2, p. 41.

² C2, p. 59. On est à cette époque au terme de l'alliance de la Ligue avec les blanquistes français dans cadre de la *Société universelle des communistes révolutionnaires*.

³ A. Willich et Fr. Engels font leur entrée le 3 décembre 1849, K. Blind et A. Fuster ayant remis leur mandat. (BDK2, p. 51)

⁴ *Comité des réfugiés sociaux-démocrates* : c'est au titre de secrétaire de ce comité qu'Engels s'adresse à Theodor Schuster (lettre du 13 mai 1850, C2, p. 60). Pour sa part, Marx signe la lettre qu'il adresse le 24 mai 1850 à la rédaction du « Times » au nom du « Comité démocratique et socialiste pour les réfugiés politiques allemands. » (C2, p. 65).

⁵ BDK2, p. 271.

⁶ Marx les évoque dans ses lettres à Engels du 25 et du 31 août 1851 (C2, p. 308 et 310).

⁷ Sous le nom de Towarzystwo Demokratyczne Polskie, selon l'acte de fondation et les statuts numérisés (en version bilingue) par Google. L'appellation « centralisation démocratique polonaise » désigne l'instance directrice de la société, son comité central en quelque sorte.

⁸ Ainsi l'on nomme l'émigration qui survient après l'échec de l'insurrection de novembre 1830.

⁹ Ils sont 45 à subir un ordre d'expulsion de France.

avec l'*Unione operaia italiana* (l'*Union ouvrière italienne*), une organisation de secours mutuels concurrente du *Deutscher Arbeiterbildungsverein*, puis en février 1847, avec la *People's International League* expressément destinée à s'opposer aux Fraternal Democrats.

Le *Comité national italien* se scindera en septembre 1851 en opposition avec la ligne de Mazzini. Marx l'annonce à Engels dans sa lettre du 13 septembre 1851 : « Le comité italien s'est scindé, lui aussi. Une minorité importante s'est retirée. », ajoutant : « Les principales raisons seraient : D'abord Dio. Ils ne veulent pas de dieu. Ensuite, et c'est plus grave, ils reprochent à Maître Mazzini de travailler dans l'intérêt autrichien en prêchant l'insurrection, c'est-à-dire en la précipitant. Enfin, ils insistent sur un appel direct aux intérêts matériels des paysans italiens, ce qui ne peut se faire sans attaquer de l'autre côté les intérêts matériels des bourgeois et de la noblesse libérale qui forment la grande phalange mazzinienne¹ ».

7. Comité Central démocratique Européen

En **juin 1850** on voit la création du *Comité central démocratique européen* (nommé aussi Comité central de la démocratie européenne²) avec Giuseppe Mazzini (qui en a pris l'initiative), Alexandre Ledru-Rollin³, Albert Darasz, et Arnold Ruge. Ils seront rejoints plus tard par le Hongrois Lajos Kossuth et le Roumain Dumitru Bratianu. Le journal « Le Proscrit, Journal de la république universelle » (devenu par la suite « La Voix du proscrit, Organe de la république universelle») publié à Saint-Amand dans le Nord était l'organe officiel de l'Association sous la direction de Charles Delescluze. La publication, le 22 juillet 1850, du premier manifeste « **Aux peuples d'Europe** » du Comité fera l'objet des commentaires critiques de Marx dans la livraison de novembre 1851 de la *Neue Rheinische Zeitung-Revue*. Ce comité cessera ses activités en mars 1852 en raison de dissensions internes provoquées notamment par les critiques insistantes de Giuseppe Mazzini à l'adresse du socialisme en général et des socialistes français en particulier⁴.

8. Société fraternelle des démocrates socialistes français proscrits

Créé le **1^{er} septembre 1850**, avec son siège au 8, Church Street, Soho Square, la « Société fraternelle des démocrates socialistes français proscrits » était une organisation **exclusivement philanthropique** destinée à fournir une aide matérielle aux réfugiés français, ce qui explique qu'elle ait pu rallier des personnalités politiquement opposées comme Ledru-Rollin, Landolphe, Pardigon, Caussidière et Louis Blanc. Les fonds étaient collectés en France par l'ancien ministre des finances du gouvernement provisoire français de 1848, le banquier Michel Goudchaux.

Dès octobre 1852, la société est secouée par une querelle dont Pyat pendra l'initiative sur le mode de distribution des fonds parvenus de France. La crise durera jusqu'en janvier 1854⁵, aggravée par l'arrestation à Paris, le 4 octobre 53, de M. Goudchaux accusé d'être le « caissier de la conspiration⁶ ».

Une première crise avait surgi en février 1851 lorsqu'à l'occasion de la célébration de la révolution de février 48, Louis Blanc avait pris de vitesse la *Société fraternelle* dont il était membre pour nouer une alliance avec les blanquistes et le groupe Willich-Schapper et organiser avec eux ledit *Banquet des Egaux*⁷.

9. Société des Proscrits Démocrates Socialistes

Cette société établie à Rathbone Place était dominée par les blanquistes qui entendaient se distinguer de Ledru-Rollin et de Louis Blanc. Les signataires en son nom de la déclaration « Aux démocrates de toutes

¹ C2, p. 323

² L'appellation anglaise est the *European Central Democratic Committee* (ECDC). La lettre (en français) adressée de Londres à Kossuth le 7 août 1850 par le Comité pour l'inviter à en faire partie mentionne bien l'appellation *Comité central démocratique européen*.

³ Bien qu'il soit tenu pour arrogant par les Anglais en raison de la publication, en 1850, de son étude intitulée *De la décadence de l'Angleterre*.

⁴ Nous renvoyons sur ce point à la lettre de Marx à Engels du 30 mars 1852. (C3, p. 88-91)

⁵ Pour le détail, nous renvoyons à l'étude d'Alvin R. Calman, *Ledru-Rollin après 1848 et les proscrits français en Angleterre*, F. Rieder & Cie Editeurs, Paris 1921, en particulier aux pages 140-148.

⁶ Une arrestation provoquée, il semble, par le mouchardage d'un certain exilé de Jersey du nom de Julien Damascène Hubert dont Victor Hugo raconte, dans *Choses Vues*, le procès que lui ont intenté sur place les républicains de l'île. (Victor Hugo, *Choses Vues*, année 1853 « L'espion Hubert », éd. G Charpentier, Paris 1888, pp. 291-330)

⁷ Marx livre un récit des événements dans sa lettre à Hermann Becker du 28 février 1851 (C2, pp. 163-165).

les nations¹ » du **16 novembre 1850** sont Emmanuel Barthélémy, Paulin Caperon, Fanon, Edouard Gouté, Thierry, Louis Adam (dit le cambreur) et Jules Vidil, ces deux derniers qui, en avril 1850, avaient signé avec Marx, Engels, Willich et Harney l'acte de fondation de l'éphémère *Société Universelle des Communistes Révolutionnaires*.

10. Comité pour les affaires allemandes

Le **13 mars 1851** se constitue de concert avec Arnold Ruge, Gustav Struve, Ersnt Haug, Johannes Ronge et Gottfried Kinkel un *Comité pour les affaires allemandes* aussi nommé *Comité central démocratique allemand*² dont le manifeste « Aux allemands » déclare d'entrée : « Frères et amis de notre patrie ! Nous les signataires, constituons pour le moment présent et jusqu'à ce que vous en décidiez autrement le comité pour les affaires allemandes (...) Le comité central de la démocratie européenne nous a envoyé Arnold Ruge, la révolution badoise nous a envoyé Gustav Struve, la révolution viennoise Ernst Haug, le mouvement religieux Johannes Ronge, la prison Gottfried Kinkel : nous avons prié les ouvriers sociaux-démocrates de nous envoyer un représentant dans nos rangs³. ».

Ce comité se dotera d'une publication intitulée « Der Kosmos » qui ne connaîtra que trois parutions⁴. Lui-même n'aura qu'une existence éphémère, se trouvant dissous dès mai 1851.

11. Comité d'agitation

Créée le **20 juillet 1851**⁵, cette société (la *German Agitation Union of London*) résulte du conflit qui est intervenu entre A. Ruge et G. Kinkel au sein du *Comité pour les affaires allemandes*. Ainsi que l'observe Marx dans sa lettre à Engels du 25 août 51, elle apparaît comme une véritable dissidence d'Allemands du sud en opposition avec les Prussiens du Nord : « On décida donc de créer, écrit-il, un *Club d'agitation*, qui ne devait pas discuter mais « essentiellement travailler », d'où ne sortiraient pas des « words » mais des « works⁶ » (...). Composition : Fickler, Tausenau, Franck, Goegg, Sigel, Hertle, J. Ronge, Haug, Ruge. Mais, si l'on regarde de plus près, il s'avère que ce club se compose pour l'essentiel 1. des braves bourgeois allemands du Sud-Ouest : Fickler, Goegg, Sigel, Hertle ; 2. des Allemands du Sud-Est : Tausenau, Haug et Franck, que par conséquent ce club, essentiellement composé d'Allemands du Sud, s'est constitué en opposition aux « Prussiens » et que Ruge n'est que le cordon ombilical qui assure le lien avec le *Comité Central Européen*. Du reste, ils appellent maintenant les autres associations « les Prussiens »⁷ ».

12. Comité de l'émigration allemande

Il se crée le **27 juillet 1851**⁸ au cours de longues tractations pour la création d'un comité unificateur de l'immigration allemande, ce que Marx par ironie appelle la *Confrérie des Emigrés* ou plus sérieusement le *Comité des réfugiés de la « démocratie réunie*⁹ ». Marx parlera souvent de la concurrence entre ces deux comités, le *Comité d'Agitation* et le *Comité de l'Emigration*, comme d'une batrachomyomachie¹⁰, du nom de la célèbre épopée comique « La bataille des grenouilles et des rats » qui parodiait l'Iliade.

¹ Marx en reproduit le texte (avec ses commentaires) dans sa lettre à Engels du 2 décembre 1850 (C2, pp. 91-93).

² Ou encore *Comité central allemand* comme le nomme Marx dans sa lettre à Hermann Ebner d'août 1851. (C2, p 290)

³ K. Marx et Fr. Engels, *Les grands hommes de l'exil*. Nous citons à partir de la traduction de Lucie Roi-gnant aux éditions Agone, Marseille 2015, p. 107.

⁴ Commentaire de Marx dans sa lettre à Weydemeyer du 27 juin 1851 : « Sous le titre tapageur *Der Kosmos* (...) paraît un torchon hebdomadaire, comme la langue allemande – et ce n'est pas peu dire – n'en a peut-être jamais produit encore, d'une nullité aussi plate qu'impudente. Il n'existe même pas de feuille diocésaine de la démocratie petite-allemande qui ait jamais laissé échapper des pets aussi malodorants ». (C2, p. 238).

⁵ Nous retenons cette chronologie à partir des indications de Marx dans son pamphlet contre Willich « Le chevalier de la noble conscience », (*Karl Marx, Œuvres*, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, vol. 4, p. 656).

⁶ Autrement dit « non pas des paroles mais des actes ». Le texte des *Grands hommes de l'exil* annonce la création de ce comité en ces termes plutôt crus : « On constitua donc un nouveau cloaque de l'émigration qui affubla sa malodorante existence du nom d' « Association de l'agitation » ». (Éditions Agone, p. 143)

⁷ C2, p. 305. La lettre se poursuit par une description certes anecdotique mais caractéristique de la violence des débats qui ont très souvent surgi entre les composantes de l'immigration allemande à Londres.

⁸ Selon Marx (« Le chevalier de la noble conscience », op.cit., p. 656).

⁹ Marx à Engels, le 31 août 1851 (C2, p. 311).

¹⁰ Marx, *Herr Vogt*, Éditions Alfred Costes, Paris 1928, volume 3, annexe 6, pp. 104-105 et « Le chevalier de la noble conscience », op.cit., p. 656.

Ni le Comité d'Agitation ni le Comité de l'Emigration n'iront au-delà de 1852-1853¹.

13. Neuer Londoner Arbeiterverein.

Il se trouve créé le **18 janvier 1852** à l'initiative notamment de Johann Ulmer² et de Wilhelm Liebknecht après la démission de Willich et Schapper du Comité des réfugiés de l'*Arbeiterbildungsverein*. Marx annonce la nouvelle dans sa lettre à Weydemeyer du 23 janvier 1852³ en insistant sur le rôle d'un ancien menuisier de Hanovre du nom de Stechan. Cette tentative de mettre en place une organisation qui supplante l'*Arbeiterbildungsverein* n'aboutira pas, Stechan retombant bientôt sous l'emprise de Willich/Schapper.

14. L'union socialiste

Cette association est fondée en **mai 1852** par Louis Blanc, Pierre Leroux et Cabet. Un manifeste paraîtra le 10 mai 1852, annonçant la prochaine parution d'une revue et d'un journal⁴, mais, outre ce pur effet d'annonce, l'organisation ne semble avoir développé aucune activité politique particulière.

15. Le Volksverein

Cette association très éphémère a été créée à Londres le **11 août 1852** à l'initiative, d'une part, d'Armand Goegg au nom de « La ligue révolutionnaire » américaine et d'autre part, Gottfried Kinkel et August Willich au nom des administrateurs de l'emprunt révolutionnaire. En jeu : l'utilisation des sommes récoltées dans le cadre de cet emprunt. La résistance d'Oskar Reichenbach à la tête des garants de cet emprunt empêchera tout transfert.

16. La commune révolutionnaire

La création de cette société peut être datée de la parution de son premier manifeste, le **15 août 1852**, sous le titre « Lettre au peuple français, 22 septembre, anniversaire de la première République ». Elle comprend à ses débuts Félix Pyat, qui en sera la figure dominante, Marx Caussidière⁵, et Jean-Baptiste Boichot. Ils seront rejoints par bon nombre d'anciens militants du *Comité révolutionnaire social* établi en Suisse. Et parmi les autres membres importants, favorables à l'action immédiate : Louis Avril⁶, Jean Colfavru, Alexandre Besson, Jean-Baptiste Rougée, Gustave Jourdan, Alfred Talandier, qui pour la plupart seront actifs au sein de la première Internationale en 1864. La société et ses filiales en France assureront la publication de nombreux tracts, brochures et libelles⁷, notamment à l'automne 1855 contre la visite de Napoléon III en Angleterre, une visite que Pyat, Rougée et Jourdan dénonceront tout particulièrement dans leur *Lettre ouverte à la reine Victoria*⁸. En 1856, la société rejoindra l'*Association internationale* qui s'est constituée le 10 août avec les communistes allemands, les chartistes anglais et les militants de la gauche radicale polonaise regroupés autour de Zeno Swietoslowski.

¹ Christine Lattek, op.cit., chapitre 7, p. 138.

² Marx salue son arrivée à Londres dans sa lettre à Engels du 25 août 1851 : « Avant de continuer ce récit, il me faut dire qu'à l'insu des autres, nous sommes représentés dans l'association générale des démocrates par un ouvrier nommé Ulmer, qui a fui Cologne et a rejoint notre Ligue, un homme extrêmement calme et discret chez nous dont nous n'aurions jamais cru qu'il tiendrait un jour l'ensemble des démocrates en échec » (C2, p. 306). Marx parle ici du Comité de l'*Emigration allemande*.

³ C3, p. 22.

⁴ « Notre but est d'allumer sur la terre d'exil un flambeau que puissent apercevoir de loin, du milieu des ténèbres où on les plonge, nos frères de France ; c'est de fournir un organe à toutes les idées vraies, un écho à toutes les plaintes légitimes, un refuge à l'intelligence qu'opprime la force ». (Source : Jules Prudhommeaux, *Icarie et son fondateur Étienne Cabet*, Slatkine - Megariotis Reprints, Genève 1977, p. 271, note 4.)

⁵ Sylvie Aprile observe qu'une « Commune révolutionnaire » avait été fondée par Marc Caussidière à Londres au lendemain de juin 1848 : « En deviennent progressivement membres ceux qu'on nomme « la queue de 93 » : Boichot, Rougée, Avril, Alavoine, Besson, Bianchi, Talandier ». (Sylvie Aprile, *Le siècle des exilés*, CNRS Editions, Paris 2010, p. 313)

⁶ Prénommé aussi Joseph dans la biographie que lui consacre le Maitron. Il est toutefois l'auteur sous le nom de Louis Avril des *Mémoires d'un enfant du peuple*, parus à Genève en 1852 (un ouvrage numérisé par Google).

⁷ Citons entre autres, pour la seule année 1853, la lettre *Au peuple américain*, le 24 février, *Au peuple russe* (le 1^{er} mai), *A la jeunesse des écoles*, le 24 juillet. La bibliographie des écrits personnels, littéraires et politiques de Félix Pyat est particulièrement abondante, des œuvres marquées par un pathos quarante-huitard très typé.

⁸ Une initiative qui entraînera l'expulsion de Jersey de quelque 38 exilés français, dont Victor Hugo.

17. La Commune révolutionnaire polonaise de Londres (Lud Polski – Gromada Rewolucyjna Londyn)

Cette société semble s'être établie à Londres en **1854** à partir d'une certaine *Société de l'Émigration Polonaise*¹ mais elle ne sera véritablement active qu'avec l'arrivée, après septembre 1855, de militants comme Zenon Swietoslowski², lequel avait fondé à Jersey, en mars 1849, avec certains Français, Italiens et Hongrois de l'île, un *Comité révolutionnaire des Démocrates Socialistes*. A Londres, la *Commune révolutionnaire* sera partie prenante de la fondation en **août 1856** de l'*Association internationale*, l'un des organismes précurseurs de la future AIT de 1864. Parmi les autres militants, il faut aussi distinguer le rôle de Ludwik Oborski, de Konrad Dabrowski et de Jan Krynski qui participeront plus tard à la création de la *Première internationale*. La *Commune* connaîtra, semble-t-il, son déclin en 1861 avec le départ de Londres d'Henryk Abicht et de Zeno Swietoslowski et surtout après l'échec de l'insurrection de Varsovie de janvier 1863.

¹ Selon Arthur Lehning (De Buonarroti à Bakounine - Études sur le Socialisme International. Éditions Champ Libre - 1977- Chapitre VI: L'Association Internationale (1855-1859), pp. 153-204) qui signale l'absence de source sur le sujet. Nous suivons par ailleurs les indications de Peter Brock dans son étude « The Polish Revolutionary Commune in London », (The Slavonic and East European Review, vol. 35, n° 84, Dec.1956, pp. 116-128.)

² Chassé de Jersey après la répression qu'avait provoquée la publication par Félix Pyat, en septembre 1855, de sa lettre ouverte à la reine Victoria.

5.3. Crise et révolution

Marx et Engels sont persuadés dès leur arrivée à Londres, à l'été et à l'automne 1849, du déclenchement prochain d'une **crise économique généralisée** susceptible de relancer le processus révolutionnaire sur le continent et même de bouleverser les rapports de forces en Angleterre.

Il s'agit d'une **hypothèse forte** qui va guider leur action politique et orienter leurs écrits au cours de cette période. L'Adresse de la *Ligue* de mars 1850 reflète pleinement cette conviction.

Elle s'exprime non moins dans la correspondance privée de Marx.

Ainsi dans cette lettre du **19 décembre 1849** à Joseph Weydemeyer où Marx n'hésite pas à écrire : « un autre *événement*¹ qui n'est pas encore visible sur le continent est l'approche d'une énorme crise industrielle agricole et commerciale. Si le continent reporte sa révolution après le déclenchement de cette crise, l'Angleterre devra peut-être, même si cela ne lui plait pas, être d'emblée l'alliée du continent révolutionnaire. Si la révolution éclatait plus tôt – à moins que ce soit motivé par une intervention russe – ce serait, à mon avis, un malheur ; en effet maintenant que le commerce va toujours en *ascendant*, les masses ouvrières et tout le petit commerce etc. en France, Allemagne etc. sont peut-être révolutionnaires en paroles, mais sûrement pas en réalité² ».

Cette perspective s'appuie sur une interprétation résolument optimiste des évolutions politiques en France. Le **15 janvier 1850**, il écrit à Edouard Müller-Telling : « En France, la danse va recommencer au printemps³ ».

Cette brève note se propose d'examiner d'un peu près les écrits de Marx relatifs à cette attente. En effet, leur examen est susceptible de faire apparaître **les accents d'incertitude** qui accompagnent l'exposé de cette prévision. On peut observer qu'il s'agit en tous les cas d'un véritable **pari** et qu'il y a dans cette hypothèse hautement soutenue une dimension **idéologique**, au sens technique d'une **illusion** commandée par les nécessités de l'action.

*

Nous choisirons **trois textes** témoins extraits de la rubrique « Revue » de la *Neue Rheinische Zeitung. Politisch-ökonomische Revue*.

*

Le premier de ces textes se trouve dans la deuxième livraison de mars 1850. Il fait partie d'un panorama de la situation politique et économique **entre janvier et février 1850** dans les principales puissances du continent et en Amérique.

Découvrons le commentaire réservé à l'Angleterre :

Pendant que, ces deux dernières années, le continent s'est occupé de révolutions, de contre-révolutions et des torrents de rhétorique qui en sont inséparables, l'Angleterre industrielle a fait trafic d'un produit entièrement différent: dans la prospérité. Là, la crise commerciale qui avait éclaté en temps voulu en automne de 1845 avait subi deux interruptions - au début de 1846 par les décisions du Parlement relatives au libre-échange, puis au début de 1848 par la révolution de Février. Quantités de marchandises qui engorgeaient les marchés d'outre-mer avaient, dans l'intervalle, trouvé progressivement des débouchés. La révolution de Février éliminait alors, précisément sur ces marchés, la concurrence de l'industrie continentale, tandis que l'industrie anglaise ne perdait pas beaucoup plus par suite des perturbations du marché continental que ce qu'elle aurait perdu sans cela du fait de l'évolution ultérieure de la crise. Ainsi, la révolution de Février,

¹ Juste avant, Marx vient d'évoquer le regain d'activité « avec une énergie redoublée » du mouvement chartiste de sorte, écrit-il, que « l'agitation prendra extérieurement de plus en plus un caractère de tempête révolutionnaire ».

² C2, p. 38.

³ C2, p. 6.

qui paralysa momentanément presque entièrement l'industrie continentale, aida les Anglais à traverser une année de crise de façon assez supportable, contribua pour une large part à l'écoulement des stocks accumulés sur les marchés d'outre-mer et rendit possible un nouvel essor industriel pendant l'été de 1849. Cette reprise, d'ailleurs sensible pour une grande partie de l'industrie continentale est devenue telle dans les trois derniers mois que les manufacturiers affirment n'avoir jamais connu auparavant une saison aussi favorable - affirmation répétée à chaque veille de crise. Les usines croulent sous les commandes et travaillent à un rythme accéléré ; tous les moyens sont bons pour esquiver le bill de dix heures et gagner un surplus d'heures de travail ; de nouvelles fabriques se construisent en grand nombre dans toutes les parties des régions industrielles, les fabriques anciennes s'agrandissent. L'argent liquide cherche à se placer sur le marché, le capital oisif brûle d'exploiter la conjoncture favorable à un profit général ; l'escompte baisse, la spéculation se lance dans la production ou dans le commerce des matières premières, et presque tous les articles connaissent une augmentation absolue, tous une augmentation relative des prix. Bref, la « prospérité » dans toute sa fleur comble de bonheur l'Angleterre, et l'on se demande seulement combien de temps cette ivresse durera. Pas très longtemps, dans tous les cas. Déjà, plusieurs des plus grands marchés, notamment les Indes orientales, sont presque saturés ; dès maintenant, les exportations favorisent moins les grands marchés réels que les entrepôts du marché mondial, d'où les marchandises peuvent être acheminées vers les marchés les plus favorables. Vu les colossales forces productives que l'industrie anglaise a ajoutées aux anciennes dans les années 1846 et 1847, et surtout en 1849, et qu'elle ajoute quotidiennement, les marchés encore disponibles - surtout les marchés sud-américains et australiens seront bientôt à leur tour engorgés ; et aux premières informations sur cet encombrement, la « panique » éclatera simultanément dans la spéculation et la production - peut-être dès la fin du printemps, en juillet ou août au plus tard. Mais comme cette crise doit coïncider avec de grandes collisions sur le continent, ses résultats seront très différents de ceux de toutes les crises précédentes. Alors que jusqu'ici chacune d'elles a donné le signal d'un nouveau progrès, d'un nouveau triomphe de la bourgeoisie industrielle sur la propriété terrienne et la bourgeoisie financière, la présente crise marquera le début de la moderne révolution anglaise, révolution dans laquelle Cobden remplira le rôle de Necker¹.

Ce que l'on découvre, c'est le constat par Marx, s'agissant de l'Angleterre, et dans les premiers mois de l'année 1850, d'une pleine période de **prospérité**, d'une situation qui est donc loin de conforter les prévisions catastrophistes de décembre 1849. L'hypothèse de crise est assurément maintenue mais dans le cas classique, pourrait-on dire, d'une surchauffe de l'appareil productif et d'un encombrement des marchés en raison de la surproduction. Rien qui donne à cette perspective le caractère d'un événement imminent et d'une dimension telle que tout l'appareil productif et commercial se trouverait soudain paralysé².

Marx est manifestement partagé ici entre son honnêteté intellectuelle d'observateur des mouvements économiques et l'engagement dans le réel d'un militant soucieux de ne rien fonder sur le pur volontarisme.

*

Le deuxième extrait sur ce thème se trouve dans la quatrième livraison de mai 1850 de la revue, précisément dans la rubrique consacrée aux événements **de mars et d'avril 1850**. Il est daté du **18 avril 1850**.

¹ K. Marx, *Œuvres*, vol. 4, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, pp. 377-378.

² Notons que ce scénario de la crise de surproduction est le même qui sous-tend l'argumentation d'Engels dans ses deux articles sur le Bill de 10 heures, le 11 mars 1850, dans la revue chartiste *The Democratic Review* de George Jullian Harney et le 20 mai 1850, dans la quatrième livraison de la *Neue Rheinische Zeitung. Politisch-ökonomische Revue*.

Nous retrouvons le commentaire sur la situation anglaise.

Il se développe en vérité **en deux parties**.

La première est une évocation toute en prudence de la crise commerciale qui reste annoncée. La nouveauté réside dans la conjonction de deux crises : *industrielle* et *agricole*. Mais à bien lire, les données mentionnées s'accordent davantage à une situation de fléchissement plutôt qu'au surgissement d'une véritable récession généralisée. La gravité de la situation est systématiquement reportée aux évolutions futures et, du point de vue politique, comme un horizon révolutionnaire, aux prochaines « convulsions » sur le continent.

(...) ce ne sont pas les dangers venus de Paris qui menacent pour le moment plus particulièrement l'« ordre » en Angleterre, mais c'est plutôt une conséquence nouvelle et tout à fait directe de cet ordre, fruit de l'arbre anglais de la liberté évoqué plus haut: une *crise commerciale*.

Nous avons déjà signalé dans notre revue de janvier (deuxième numéro) l'imminence de la crise. Plusieurs circonstances l'ont hâtée. Avant la dernière crise de 1845, le capital en excédent a trouvé une issue dans la spéculation sur les chemins de fer. Cependant la surproduction et la sur-spéculation dans ce secteur ont atteint un niveau tel que les affaires n'y ont pas repris même pendant la prospérité de 1848-1849 et que même les actions des entreprises les plus solides de cette espèce se négocient à un cours extraordinairement faible. Le bas prix des grains et les perspectives pour la récolte de 1850 n'offraient pas non plus une chance à l'investissement de capitaux, et les divers fonds d'Etat étaient assujettis à un trop grand risque pour pouvoir se prêter à une vaste spéculation. Ainsi, le surplus de capital de la période de prospérité trouva ses canaux d'écoulement habituels fermés. Il ne lui restait plus qu'à se lancer entièrement dans la production et dans la spéculation portant sur les produits coloniaux et les principales matières premières de l'industrie, coton et laine. Une grande partie du capital, d'ordinaire employée de façon différente, affluant directement à l'industrie, il était naturellement inévitable que la production industrielle s'accrût avec une rapidité inhabituelle, accélérant fortement l'engorgement des marchés et donc l'éclatement de la crise. En ce moment même, on voit déjà se manifester les premiers symptômes de la crise dans les branches les plus importantes de l'industrie et de la spéculation. Depuis quatre semaines, une branche essentielle de l'industrie, celle du coton, est complètement déprimée, et ce sont de nouveau les branches principales qui y souffrent le plus, à savoir la filature et le tissage de vêtements ordinaires. La baisse des prix du fil de coton et des cotonnades ordinaires a déjà laissé loin derrière elle la baisse des prix du coton écri. On limite la production ; presque sans exception, les fabriques ne travaillent qu'un temps réduit. On s'attendait à une reprise momentanée de l'activité industrielle grâce aux commandes de printemps du continent ; mais, tandis que l'on annule en grande partie les commandes déjà passées antérieurement pour le marché intérieur, pour les Indes orientales et la Chine, et pour le Levant, les ordres continentaux, qui pouvaient toujours fournir du travail pour deux mois, ne rentrent presque plus en raison des conditions politiques peu sûres. Dans l'industrie lainière apparaissent çà et là des symptômes annonciateurs de la fin imminente des affaires à présent encore assez « saines ». La production du fer est, elle aussi, éprouvée. Les producteurs considèrent une chute prochaine des prix comme inévitable et cherchent à en arrêter la baisse trop rapide en se coalisant. Voilà pour l'état de l'industrie ; tournons-nous maintenant vers la spéculation. Les prix du coton baissent soit à cause de nouveaux approvisionnements en augmentation, soit à cause du marasme industriel. Il en est de même des produits coloniaux. Les approvisionnements augmentent, la consommation sur le marché intérieur diminue. Rien que dans les deux derniers mois, vingt-cinq cargaisons de thé sont arrivées à Liverpool. La consommation de produits coloniaux, freinée même pendant la prospérité par la détresse dans les régions agricoles, ressent d'autant plus durement la pression qui pèse à présent aussi bien sur les régions industrielles. Déjà une des plus importantes firmes coloniales à Liverpool a succombé à cette récession.

Les effets de la crise commerciale qui fait maintenant irruption seront plus graves que ceux de n'importe quelle crise précédente. Elle coïncide avec la crise agricole qui avait déjà commencé avec la suppression des corn-laws en Angleterre et qui fut encore aggravée par les bonnes récoltes de ce dernier temps. L'Angleterre subit pour la première fois, *simultanément*, une crise *industrielle* et une crise *agricole*. Cette double crise anglaise est accélérée, élargie et rendue plus inflammable par les convulsions concomitantes sur le continent, et les révolutions continentales assumeront un caractère socialiste incomparablement plus prononcé, par suite du contrecoup de la crise anglaise sur le marché mondial. Il est notoire qu'en dehors de l'Allemagne aucun autre pays européen n'est frappé aussi directement, avec une telle ampleur et aussi intensément, par les effets de la crise anglaise. La raison en est simple: l'Allemagne constitue le plus grand marché continental pour l'Angleterre et les principaux articles d'exportation allemands, la laine et le blé, trouvent en Angleterre leur débouché de loin le plus important. L'histoire semble se complaire dans cette épigramme décochée aux Amis de l'ordre, selon laquelle les classes laborieuses se révoltent à cause d'une consommation insuffisante et les classes supérieures font faillite à cause d'une production surabondante.

(...)

Comme le signale la transition ménagée par Marx à cet endroit (« ces notes écrites il y a un mois »), ce qui précède appartient à la rubrique qui devait occuper le troisième numéro de la Revue d'avril 1850 et qui n'a pas paru. Or ce qui est remarquable dans la suite de l'analyse, c'est qu'elle procède au constat d'une embellie, éphémère, sans doute, et, comme pour nuancer, prévisible parce que « régulière au printemps », mais, oui, d'une **embellie**.

Nous n'avons que peu de choses à ajouter à ces notes écrites il y a un mois à propos de l'imminente crise commerciale. Cette fois encore, l'amélioration momentanée des affaires survenant régulièrement au printemps n'a pas manqué de se produire enfin, quoique dans une moindre mesure qu'habituellement. L'industrie française, qui fournit avant tout des étoffes d'été légères, en a largement profité ; mais des commandes accrues sont aussi arrivées à Manchester, Glasgow et le West-Riding. Cette reprise éphémère de l'industrie au printemps survient d'ailleurs chaque année et ne freine guère le développement de la crise¹.

*

Découvrons à présent dans la dernière et copieuse livraison de la *Neue Rheinische Zeitung. Politisch-ökonomische Revue*, la rubrique très circonstanciée, datée du 1^{er} novembre 1850, qui se trouve consacrée à la **période de mai à octobre 1850**.

Or que lisons-nous, s'agissant de l'Angleterre ? Rien de moins que la description d'une **franche prospérité**.

L'évocation de la crise n'appartient désormais plus qu'à **une vue rétrospective** sur les années 1845-1847 qui ont conduit aux bouleversements révolutionnaires sur le continent. Telle est du reste l'assurance de la bourgeoisie anglaise qu'elle s'est permis « avec un stupéfiant sang-froid » d'annoncer dès 1849 l'organisation de l'Exposition universelle de 1851, convoquant « ses vassaux » à venir observer « toute la masse productive de l'industrie moderne » et sa pleine capacité à gérer son hégémonie.

Ce retour à la prospérité se manifesta de plus en plus nettement en Angleterre pendant les trois années 1848, 1849 et 1850.

(...)

La prospérité de l'industrie sera encore renforcée par l'ouverture récente des colonies hollandaises, par l'établissement imminent de nouvelles

¹ K. Marx, *Œuvres*, vol. 4, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, pp. 386-388.

lignes de communication dans le Pacifique, dont nous reparlerons, et par la grande Exposition industrielle de 1851. Cette exposition fut annoncée par la bourgeoisie anglaise avec un stupéfiant sang-froid dès l'année 1849, alors que tout le continent rêvait encore de révolution. À cette occasion, la bourgeoisie anglaise convoque l'ensemble de ses vassaux, de la France à la Chine, en vue d'un grand examen où ils devront rendre compte de la façon dont ils ont employé leur temps; et même le tout-puissant tsar de Russie est bel et bien obligé d'ordonner à ses sujets de se rendre en nombre à ce grand examen. Ce grand congrès mondial de produits et de producteurs a une tout autre importance que les congrès absolutistes de Bregenz¹ et de Varsovie² - lesquels donnent tant de sueurs froides à nos petits-bourgeois démocrates du continent - ou les congrès démocratiques européens que les divers gouvernements provisoires *in partibus*³ projettent sans cesse à nouveau pour le salut du monde. Cette exposition est une preuve frappante de la puissance concentrée avec laquelle la grande industrie moderne abat partout les barrières nationales et efface de plus en plus les particularismes locaux dans la production, les rapports sociaux et le caractère de chacun des peuples. En exhibant, resserrée sur un espace réduit, toute la masse des forces productives de l'industrie moderne, précisément à un moment où les institutions bourgeoises modernes sont minées de toutes parts, elle fait étalage en même temps des matériaux qui ont été produits au sein de ces conditions marquées par le déclin et qui continuent à être produits chaque jour en vue de l'édification d'une nouvelle société. Au moyen de cette exposition, la bourgeoisie mondiale érige son Panthéon dans la Rome moderne pour y exposer, avec un fier contentement, les dieux qu'elle s'est fabriqués pour elle-même. Ce faisant, elle démontre en pratique que l'« impuissance et l'humeur chagrine du citoyen » dont les idéologues allemands font état dans leurs homélies, année après année, n'est que la propre impuissance de ces messieurs à comprendre le mouvement moderne et leur propre humeur chagrine due à cette impuissance. La bourgeoisie organise sa plus grande fête à un moment où l'effondrement de toute sa splendeur est imminent, effondrement qui, plus clairement que jamais, lui prouvera que les forces créées par elle ont échappé à sa maîtrise. Lors d'une future exposition, les bourgeois ne feront peut-être plus figure de propriétaires de ces forces de production mais seulement de leurs cicérones.

La perspective demeure assurément celle d'un « imminent » renversement révolutionnaire, mais pour l'heure, Marx ne peut **qu'établir le constat d'une relance de la production capitaliste et de la consolidation de la bourgeoisie anglaise.**

On sait que la première conséquence politique de cette appréhension des réalités du contexte économique que s'est manifestée dans la douloureuse **rupture de septembre 1850** au sein de la Ligue.

Par ailleurs, le coup d'Etat bonapartiste en décembre 1851, en mettant un terme aux espoirs portés sur les vertus révolutionnaires du peuple français, va considérablement problématiser le schéma « déterministe » qui est à la base du raisonnement de Marx et d'Engels depuis le *Manifeste*. Tous deux découvrent l'intervention complexifiante d'autres facteurs comme les mécanismes idéologiques de la représentation politique à l'œuvre au sein de l'imaginaire social. Leurs analyses vont désormais devoir intégrer le phénomène.

¹ Entre le 10 et le 14 octobre 1850 s'était déroulée à Bregenz, en Autriche, une rencontre entre François-Joseph 1^{er} et les rois de Bavière et du Wurtemberg pour décider d'une action militaire contre la Prusse au cas où celle-ci s'opposerait à l'intervention bavaroise dans l'affaire de Hesse-Cassel. Pour rappel : chassé par ses sujets, le grand-duc de Hesse-Cassel avait sollicité l'intervention de la Confédération germanique qui avait chargé l'armée bavaroise d'intervenir en son nom. En prenant les devants, le 14 octobre 1850, la Prusse avait montré sa volonté de défendre son hégémonie dans le cadre de l'*Union restreinte* dont le grand-duché de Hesse-Cassel faisait partie.

² Suite à l'intervention prussienne, François-Joseph et von Schwarzenberg s'étaient rencontrés à Varsovie du 26 au 28 octobre 1850 avec le tsar Nicolas 1^{er} pour sceller une alliance contre la Prusse.

³ Pour rappel : l'expression « *in partibus infidelium* » (« dans les contrées infidèles ») désigne le statut des évêques catholiques de diocèses situés en pays non chrétiens. Marx désigne par là les divers gouvernements provisoires établis en exil à Londres.

5.4. Le toast de Blanqui

Sources :

- *Le Banquet des Egaux*, Londres, 24 février 1851, édition Charles Joubert¹, passage Dauphine, Paris 1851 (disponible sur Gallica).
- Marx Engels, *Correspondance*, Éditions sociales, Paris 1971, vol. 2.
- Marx Engels, *Les grands hommes de l'exil*, Editions Agone, Marseille 2015.

*

L'organisation à Londres, le **24 février 1851**, du *Banquet des Egaux* en l'honneur du troisième anniversaire de la révolution française de février 48 va donner lieu à **un fameux imbroglio politique** dans lequel se trouve impliqué le message que Blanqui avait adressé pour la circonstance.

Les organisateurs étaient, du côté français, la *Société des Proscrits Démocrates Socialistes* que dominaient les blanquistes et, du côté allemand, la fraction Willich/Schapper dissidente de la *Ligue des Communistes*. Ils s'étaient associés à Louis Blanc qui les avait soutenus dans une manœuvre destinée à prendre de vitesse un banquet concurrent sous la direction de Ledru-Rollin².

Marx commente l'évènement dans sa lettre du 8 février 1851 à Hermann Becker : « Willich, Schapper de concert avec Barthélemy, etc. ont finalement réussi, par d'énormes vantardises sur leur influence en Allemagne et par d'énormes calomnies portées contre nous, à faire marcher Louis Blanc à tel point qu'il s'est commis avec cette « lie » pour mettre sur pied un banquet pour février ; ensemble ils ont fait paraître un programme des festivités ainsi qu'une sorte de manifeste. Le petit³ est tombé dans le piège par vanité, pour montrer à Ledru-Rollin que lui aussi a une suite germano-franco-polono-hongroise⁴. ».

Une sorte de manifeste ?

Le banquet avait en effet été précédé par la publication du texte suivant⁵ :

Notre foi politique et sociale est :

Que tous les hommes sont frères, et tous les peuples solidaires;
Que là où l'Égalité n'existe pas, la Liberté est un mensonge;
Que de son côté, l'Égalité a besoin, pour durer, d'être soutenue par l'esprit de Fraternité;
Que chacun doit à la société tout ce qu'il peut, et que celui-là fait ce qu'il doit qui fait ce qu'il peut;
Que la société, en retour, doit à chacun tout ce qu'il lui faut, soit comme développement de ses facultés, soit comme satisfaction de ses besoins;
Que l'éducation doit être commune, obligatoire et, par le fait même de l'ordre social, gratuite;
Qu'elle doit avoir pour objet principal la constatation des aptitudes diverses, chacune ne devant exercer dans la société que les fonctions les plus conformes à ses aptitudes naturelles;
Que tous ont un droit égal à l'éducation, un droit égal au bonheur, et que, pour tous, le travail est un devoir égal;

¹ Le libraire éditeur Charles-Edouard Joubert se verra condamné en avril 1851 par la Cour d'assises de la Seine à six mois de prison pour avoir édité cet ouvrage. Entre autres motifs d'inculpation : provocation à la guerre civile, excitation à la haine et au mépris des citoyens les uns contre les autres et attaques contre le principe de la propriété et des droits de la famille. Le procès est décrit par *Le Journal des débats politiques et littéraires* dans son édition du 8 avril 1851.

² Il se trouve, en effet, que cette commémoration était également envisagée par le *Comité Central démocratique européen* de Ledru-Rollin, Mazzini et Ruge. Notons qu'un banquet de ce type avait eu lieu l'année précédente à l'initiative des mêmes blanquistes de Londres avec, cette fois, la participation de Marx, Ferdinand Wolff et Engels, lequel avait prononcé en français un toast en l'honneur des insurgés de juin. (MECW, tome 10, p. 607)

³ Autrement dit Louis Blanc que Marx brocarde souvent pour sa petite taille.

⁴ C2, p. 135.

⁵ Nous citons à partir de l'édition Joubert, op.cit., p. 2.

Que c'est là ce qui constitue le principe de l'Egalité;
Que l'Association en est la forme nécessaire;
Que le but final de l'Association est d'arriver à la satisfaction des besoins intellectuels, moraux et matériels de tous par l'emploi harmonique de leurs facultés diverses et le concours fraternel de leurs efforts, ce que résume la formule : *De chacun selon ses facultés, et à chacun selon ses besoins*;
Que ce grand et noble résultat ne peut être scientifiquement atteint que par la mise en commun de toutes les forces pour la production, et de tous les produits pour la consommation;
Que c'est là que les institutions doivent tendre avec mesure, selon les inspirations de la conscience publique, progressivement, mais invariablement;
Que tel doit être le but de tout pouvoir démocratique, c'est-à-dire issu du suffrage universel, temporaire, responsable et révocable, ce qui revient à la formule : *Etat serviteur*;
Que, par conséquent, la Révolution qui a commencé par abattre l'aristocratie des titres et des possessions féodales, et qui doit finir par abattre l'aristocratie de la fortune et celle de l'intelligence, ne sera véritablement accomplie que le jour où il n'y aura plus ni accaparement des instruments de travail, ou *capitalisme*, ni avantages ou distinctions quelconques dérivant du fait héréditaire, ni enfin privilèges matériels, quels qu'ils soient, conférés à la capacité, l'oppression par l'intelligence étant tout aussi injuste et plus criminelle encore que l'oppression par la force¹.

*

Or l'un des organisateurs, en l'occurrence Emmanuel Barthélemy, avait pris l'initiative de solliciter Blanqui pour que ce dernier adressât un message de sa prison de Belle-Isle-en-Mer².

Blanqui avait répondu le **10 février 1851** en diffusant le texte suivant³:

Avis au peuple

Quel écueil menace la révolution de demain ?

L'écueil où s'est brisée celle d'hier : la déplorable popularité de bourgeois déguisés en tribuns.

Ledru-Rollin, Louis Blanc, Crémieux, Lamartine, Garnier-Pagès, Dupont de l'Eure, Flocon, Albert, Arago, Marrast !

Liste funèbre ! Noms sinistres, écrits en caractères sanglants sur tous les pavés de l'Europe démocratique.

C'est le gouvernement provisoire qui a tué la Révolution. C'est sur sa tête que doit retomber la responsabilité de tous les désastres, le sang de tant de milliers de victimes.

La réaction n'a fait que son métier en égorgeant la démocratie.

Le crime est aux traîtres que le peuple confiant avait acceptés pour guides et qui l'ont livré à la réaction.

¹ Ce manifeste serait-il de la main de Louis Blanc ? C'est ce que Marx semble affirmer dans sa lettre à Engels du 23 février 51 (C2, p. 146), en pointant au passage le rejet par le texte de « l'aristocratie de l'esprit ». Il reviendra sur ce détail dans son évocation du texte dans *Les grands hommes de l'exil* (op.cit. p. 102), ce qui montre que cette pointe d'anti-intellectualisme l'a touché personnellement.

² Où il purge la peine de dix ans d'emprisonnement qui lui a été infligée par la Haute Cour de Bourges en mars 1849 pour sa participation à la « journée » du 15 mai 1848.

³ Nous citons à partir du recueil *Blanqui, Textes choisis*, Editions sociales, Coll. Les classiques du peuple, Paris 1971, pp. 122-124.

Misérable gouvernement ! Malgré les cris et les prières, il lance l'impôt des 45 centimes qui soulève les campagnes désespérées, il maintient les états-majors royalistes, la magistrature royaliste, les lois royalistes. Trahison !

Il court sus aux ouvriers de Paris ; le 15 avril, il emprisonne ceux de Limoges, il mitraille ceux de Rouen le 27 ; il déchaîne tous leurs bourreaux, il berne et traque tous les sincères républicains. Trahison ! Trahison !

A lui seul, le fardeau terrible de toutes les calamités qui ont presque anéanti la Révolution.

Oh ! Ce sont là de grands coupables et entre tous les plus coupables, ceux en qui le peuple trompé par des phrases de tribun voyait son épée et son bouclier; ceux qu'il proclamait avec enthousiasme, arbitres de son avenir.

Malheur à nous, si, au jour du prochain triomphe populaire, l'indulgence oublieuse des masses laissait monter au pouvoir un de ces hommes qui ont forfait à leur mandat ! Une seconde fois, c'en serait fait de la Révolution.

Que les travailleurs aient sans cesse devant les yeux cette liste de noms maudits ! Et si un seul apparaissait jamais dans un gouvernement sorti de l'insurrection, qu'ils crient tous, d'une voix : trahison !

Discours, sermons, programmes ne seraient encore que piperies et mensonges ; les mêmes jongleurs ne reviendraient que pour exécuter le même tour, avec la même gibecière ; ils formeraient le premier anneau d'une chaîne nouvelle de réaction plus furieuse !

Sur eux, anathème, s'ils osaient jamais reparaître !

Honte et pitié sur la foule imbécile qui retomberait encore dans leurs filets !

Ce n'est pas assez que les escamoteurs de Février soient à jamais repoussés de l'Hôtel de Ville, il faut se prémunir contre de nouveaux traîtres.

Traîtres seraient les gouvernements qui, élevés sur les pavois prolétaires, ne feraient pas opérer à l'instant même :

- 1° - Le désarmement des gardes bourgeoises.
- 2° - L'armement et l'organisation en milice nationale de tous les ouvriers.

Sans doute, il est bien d'autres mesures indispensables, mais elles sortiraient naturellement de ce premier acte qui est la garantie préalable, l'unique gage de sécurité pour le peuple.

Il ne doit pas rester un fusil aux mains de la bourgeoisie. Hors de là, point de salut.

Les doctrines diverses qui se disputent aujourd'hui les sympathies des masses, pourront un jour réaliser leurs promesses d'amélioration et de bien-être, mais à la condition de ne pas abandonner la proie pour l'ombre.

Les armes et l'organisation, voilà l'élément décisif de progrès, le moyen sérieux d'en finir avec la misère.

Qui a du fer, a du pain.

On se prosterne devant les baïonnettes, on balaye les cohues désarmées. La France hérissée de travailleurs en armes, c'est l'avènement du socialisme.

En présence des prolétaires armés, obstacles, résistances, impossibilités, tout disparaîtra.

Mais, pour les prolétaires qui se laissent amuser par des promenades ridicules dans les rues, par des plantations d'arbres de la liberté, par des phrases sonores d'avocat, il y aura de l'eau bénite d'abord, des injures ensuite, enfin de la mitraille, de la misère toujours.

Que le peuple choisisse !

*

La violence du propos, à l'adresse notamment de Louis Blanc qui comptait parmi les organisateurs du Banquet, explique que ce texte n'a évidemment pu être lu. Il n'est du reste pas repris dans le corpus des discours publiés par l'éditeur Joubert¹.

L'affaire aurait pu en rester là si la presse française n'avait eu connaissance de cette déclaration par les proches de Blanqui (le texte a été diffusé à Paris sous forme de tract par « les Amis de l'Égalité² ») et ne l'avait aussitôt publiée. Le document paraît le 27 février 1851 dans le journal (bonapartiste) *La Patrie* qui souligne bien sûr l'escamotage dont il a fait l'objet, et le lendemain 28 février dans le *Journal des débats politiques et littéraires*³.

Or, cette publication va donner lieu à **un jeu de palinodies** qui aura pour effet de fixer l'attention sur l'évènement.

1. On assiste à une première déclaration de la part de Louis Blanc qui adresse au journal *The Times* une mise au point (elle paraît dans l'édition du 5 mars 1851) affirmant qu'il n'était pas au courant de l'existence de ce texte de Blanqui⁴.

2. Les organisateurs du banquet (c'est-à-dire, outre Louis Blanc, Landolphe, Barthélemy, Karl Schapper, August Willich, Mihaloski et E. Simonyi⁵) s'adressent pour leur part collégalement dans une lettre datée du 1^{er} mars 1851 au journal *La Patrie* (qui la publie dans son édition du 7 mars 1851) pour attester qu'ils étaient tous dans l'ignorance de ce document : « Nous soussignés, membres de la commission du Banquet des Egaux, nous déclarons : 1. Que ce toast n'a été ni lu dans le banquet, ni présenté à la commission, ni même connu de personne, à l'exception de deux convives auxquels il a été envoyé ; 2. Que s'il avait été présenté à la commission, elle l'aurait infailliblement rejeté ».

3. La démarche entraîne la réaction du journal qui ne tarde pas à confirmer son information, s'appuyant sur le témoignage du beau-frère de Blanqui, Gustave Antoine, lequel précise dans une lettre datée du 6 mars 1851 : « 1. Que le toast a été demandé au citoyen Blanqui par le citoyen E. Barthélemy avec promesse de la communiquer à la commission dont il faisait partie ; 2. Que copié de ma main, ce toast a été envoyé en une lettre écrite par moi non pas à deux convives, mais à ce même E. Barthélemy, l'un des signataires de la lettre, 3. Qu'enfin il lui est parvenu avant le banquet⁶ ».

4. L'affaire se trouvant ainsi éventée, Emmanuel Barthélemy prend alors l'initiative d'un nouveau mensonge « pour la cause ». Il consent à reconnaître qu'il a bien reçu le texte de Blanqui mais qu'il a pris sur lui la responsabilité de le cacher à l'ensemble du groupe des organisateurs. Sa lettre est publiée par *La Patrie* dans son numéro du 12 mars 1851.

5. Hélas, son propos était par avance démenti par Jules Vidil lui-même qui avait réagi dès le 10 mars dans une déclaration au même journal *La Patrie*. Protestant de son honnêteté, il exposait la véritable procédure qui avait été suivie en la circonstance, à savoir l'organisation au sein du comité organisateur d'un vote dont le résultat avait été, par 6 voix contre 7, d'écarter le texte de Blanqui.

*

¹ Lequel ajoute toutefois, page 19, une note sur le sujet, affirmant que la pièce avait paru après la tenue du banquet et qu'elle n'avait pas été communiquée aux membres de la commission « quoique certains journaux de la réaction aient mensongèrement insinué le contraire ».

² Cette distribution est confirmée par la presse (et notamment par le *Journal de Toulouse* dans son édition du lundi 10 mars 1851).

³ La collection du journal est disponible sur le site de Gallica.

⁴ Dès sa parution, Engels enverra au *Times* une réplique qui, au delà de l'anecdote, constitue une violente attaque personnelle contre Louis Blanc. Il y joignait une traduction du toast de Blanqui. Sa lettre ne sera pas publiée. (C2, p. 167-169)

⁵ Nous suivons l'orthographe de la publication de ce communiqué dans le *Journal des débats politiques et littéraires* du 6 mars 1851.

⁶ Nous citons à partir de l'édition du 7 mars 1851 du *Journal des débats politiques et littéraires*.

Pour leur part, Marx et Engels vont tout faire pour donner à l'incident une publicité qui participe de leurs règlements de compte avec la fraction Schapper/Willich. L'affaire occupe une large place de leur correspondance tout au long de ce mois de mars 1851¹. Ils prendront surtout l'initiative de diffuser² la traduction du toast de Blanqui sous la forme d'un tract à destination de l'Allemagne (mais aussi de l'Angleterre et des Etats-Unis), le faisant précéder du commentaire suivant :

« Avertissement

Quelques misérables imposteurs qui trompent le peuple, le soi-disant Comité central des sociaux-démocrates européens - en fait un comité de la populace centrale européenne sous la présidence de Herr Willich, Herr Schapper, etc. -, ont célébré à Londres l'anniversaire de la révolution de Février. Louis Blanc, le représentant verbeux du socialisme sentimental avait rejoint cette clique de prétendants subalternes, en intriguant contre un autre traître à la cause du peuple, Ledru-Rollin. A leur banquet ils donnèrent lecture de diverses adresses qu'ils prétendaient avoir reçues. En dépit de tous leurs efforts, ils n'avaient pas réussi à obtenir d'Allemagne ne fût-ce qu'une seule des adresses quémandées. Voilà un signe prometteur de la maturité du prolétariat allemand ! Ils ont écrit aussi à Blanqui, ce noble martyr du communisme révolutionnaire, pour solliciter une adresse de sa main. Il leur a répondu par le toast suivant³ ».

*

Enfin Blanqui fera paraître en **avril 1851** un commentaire intitulé :

A propos des clameurs contre l'Avis au peuple⁴

Oui, les journaux ont raison ; c'est le langage d'avant le 15 mai ; ce sont les redites du club Blanqui, les bribes de ses discours ; et le hurra unanime que soulève cette simple réapparition des idées d'alors montre tout l'espace dont la révolution a reculé. Ce sont ces idées qui avaient ameuté toutes les nuances de la réaction depuis Henri V jusqu'à Louis Blanc ; ce sont ces idées qu'on poursuivait par la calomnie, par la violence, par les cris de mort, qui provoquaient les colères du gouvernement provisoire, ses intrigues de police, ses mandats d'arrêt. Elles ont succombé sous le nombre et, avec elles, la démocratie ; leur défaite a ouvert la brèche au flot de la réaction qui monte encore. Combien de fois, dans les rangs populaires, on s'est écrié : « Blanqui avait raison ! » Que d'hommes convertis par les enseignements de l'expérience ont rapporté leur souvenir sur cette justice de prévision, sur ce don de seconde vue qui l'avait, en quelque sorte, illuminé au milieu de l'aveuglement universel ! On a répété souvent : « Il l'avait bien dit ! » et ce détournement tardif, cette expression de regret et de repentir était une réhabilitation, une amende honorable.

Mais voici que le prophète reprend la parole. Est-ce pour montrer un horizon inconnu, pour révéler un monde nouveau ? Non, c'est pour remâcher les prédications de son club. Tous les journaux les publient. À la veille peut-être des mêmes déceptions, il vient répéter ses avertissements. Aux périls qui menacent de renaître identiques, il oppose son cri d'alarme : « Prolétaires, garde à vous ! » Et aussitôt, du sein des mêmes factions, s'élève le vieux concert d'anathèmes qui vouent sa tête aux furies.

¹ Elle se trouve notamment résumée par Engels dans sa lettre à Ernst Dronke du 9 juillet 1851. (C2, pp. 241-242)

² Comprendons que c'est l'Autorité centrale de Cologne qui prendra en charge la fabrication et la distribution de ce tract, à hauteur de 30.000 exemplaires, si l'on suit l'indication d'Engels dans sa lettre à Ernst Dronke du 9 juillet 1851 (C2, p. 242).

³ Nous citons à partir de la traduction de M. Rubel (Karl Marx, *Œuvres*, Bibliothèque de la Pléiade, vol. 4, p. 1089). Le texte allemand se trouve à la page 394 de BDK2. Marx reviendra sur l'affaire du toast de Blanqui et de ses suites dans les dernières pages du pamphlet qu'il écrit contre Willich en novembre 1853 sous le titre « Le chevalier de la noble conscience ». (Karl Marx, *Œuvres*, Bibliothèque de la Pléiade, vol. 4, pp. 674-676)

⁴ Auguste Blanqui, *Textes choisis*, Editions Sociales, coll. les *Classiques du peuple*, pp. 124-127.

On veut donc recommencer 48 ! Il n'y a donc rien de changé, ni dans les intentions, ni dans les actes !

Il n'y a que des programmes, c'est-à-dire des mensonges de plus, une nouvelle mystification, prélude d'une nouvelle apostasie. Ceux qui rééditent contre la sentinelle populaire leurs imprécations de 48, ceux-là préparent une réédition des premières tromperies, et à l'instant ils retrouvent leurs vieux complices dans les intéressés de toutes couleurs, et leur dupe ordinaire dans ce peuple, toujours bafoué, mais toujours crédule parce qu'il est toujours ignorant et malheureux. La coalition se reforme et se lève comme un seul homme.

« Allons-nous revoir les scènes de Février ? – Non, non », répondent en chœur les fripons et les dupes. La leçon a porté ses fruits : le peuple voit clair ; il a maintenant des formules, des programmes, phares des prochaines tempêtes, feux sauveurs qui le conduisent au port.

Dites plutôt feux follets de perdition qui vont le rejeter sur les brisants.

Parlons-en un peu, de ces recettes, de ces panacées qui s'étalent dans les colonnes de la presse, grande et petite ! Parlons un peu du gouvernement du peuple par le peuple et de toutes ces balivernes, fantaisies de la parade que le pauvre travailleur prend au sérieux et dont les acteurs pouffent de rire dans la coulisse.

À l'indifférence et au dédain qui accueillent ces beaux chefs-d'œuvre chez nos seigneurs et maîtres, si jaloux de leurs privilèges, si ombrageux pour leur domination, comment le prolétaire ne voit-il pas que ces prétendus évangiles ne sont que des prospectus de charlatans ? Des programmes ? A-t-on perdu si vite la mémoire des harangues de MM. Ledru-Rollin et Louis Blanc avant Février ? Est-ce que dans les banquets de Lille, Dijon, Chalons, les journaux n'avaient pas formulé, par la bouche de ces tribuns, le Code magnifique de l'Égalité que devait inaugurer le lendemain de la Révolution ?

Que sont devenus ces solennels engagements ?

On ignore la comédie des programmes ; voici comment elle se joue : En montant à l'Hôtel de Ville, on les jette au coin de la borne ; et le jour où l'on redescend les escaliers sous les coups de pied du royalisme, la botte du royalisme dans les reins, on ramasse dans le ruisseau ces lambeaux souillés ; on les essuie, on les défripe, on les retape, on les rajuste, on les promène à grand orchestre devant la foule ébahie. Qu'importe à la réaction ? Elle connaît trop la valeur de ces chiffons de papier pour en prendre souci. Elle sait d'où ils viennent et où ils retournent à un moment donné. Elle laisse tranquillement les saltimbanques en faire étalage sur les champs de foire pour la mystification des badauds.

Mais qu'un homme sincère, laissant là ce mirage fantastique des programmes, ces brouillards du royaume d'Utopie, sorte du roman pour rentrer dans la réalité, qu'il prononce une parole sérieuse et pratique : « Désarmer la bourgeoisie, armer le peuple, c'est la première nécessité, le seul gage de salut de la révolution. »

Oh ! Alors l'indifférence s'évanouit ; un long hurlement de fureur retentit d'un bout de la France à l'autre. On crie au sacrilège, au parricide, à l'hydrophobe. On ameute, on déchaîne les colères sur cet homme, on le voue aux dieux infernaux pour avoir épelé modestement les premiers mots du sens commun.

Eh quoi ! A-t-on oublié le drame de Juin ? A-t-on oublié Paris fouillé tout entier de la cave au grenier, Paris désarmé, garrotté, bâillonné, frémissant, se tordant sous l'outrage que lui avaient épargné les hordes étrangères, maîtresses de ses murs ! Quoi ! une once de poudre, la poignée d'un sabre, la crosse d'un pistolet trouvées dans la pauvre mansarde d'un ouvrier, envoient ce malheureux pourrir au fond des cachots !

Et, victorieux, vous hésitez ! Vous reculez devant le désarmement d'une caste implacable qui ne procède avec le peuple que par extermination !

Le prestige de sa longue puissance vous en impose, et le souvenir de ses violences assure son inviolabilité. Allez, race d'esclaves, qui n'osez lever les yeux ni la main sur vos tyrans ! Rebelles d'un jour, repentants et prosternés le lendemain, restez accroupis dans votre misère et votre servitude! Ne tentez pas de briser vos chaînes ! Il vous faudrait les ressouder de vos propres mains. Ne faites plus de révolutions pour vous sauver du moins la honte d'en demander pardon à genoux.

5.5. Note sur l'emprunt révolutionnaire allemand

Sources :

- Christine Lattek, *Revolutionary Refugees. German socialism in Britain 1840-1860*. Routledge, 2006, en particulier le chapitre 4 (The « Chronique scandaleuse »).
- Rosemary Ashton, *Lille Germany, Exile and Asylum in Victorian England*, Editions Faber and Faber, London 1986.

*

L'idée de lancer un emprunt révolutionnaire s'inspire directement de **Giuseppe Mazzini** qui, à son retour à Londres, après l'échec de la République romaine en juillet 49, avait pris l'initiative, en septembre 1850, de lancer un grand emprunt national destiné à soutenir le mouvement d'indépendance italien, les sommes recueillies devant donner lieu à un remboursement avec intérêt par le gouvernement de la future République¹.

Il sera bientôt question d'un projet identique parmi les dirigeants de l'émigration allemande, sur une proposition de Ruge. La notoriété de **Gottfried Kinkel** le conduira toutefois à prendre la direction de l'entreprise.

*

La campagne est lancée **au printemps de 1851**.

Elle est précédée par la proclamation, le 13 mars 1851, d'un manifeste « Aux allemands » au nom du *Comité pour les affaires allemandes* récemment constitué, le 1^{er} février 1851, par A. Ruge, G. Struve, E. Haug, J. Ronge et G. Kinkel². Se revendiquant du précédent de Mazzini, et sur le registre d'un discours très général en faveur de la sainte alliance des peuples contre les oppresseurs, l'Adresse lance un appel à souscrire un emprunt destiné à financer la prochaine révolution nationale et démocratique en Allemagne³.

Or Karl Schurz, qui réside alors en France, intervient auprès de Kinkel pour l'avertir des risques d'une alliance avec les seuls Ruge et Struve qui ont perdu, affirme-t-il, leur crédit en Allemagne et pour l'inviter instamment à se rapprocher des communistes, de Willich en particulier⁴. Cette question de la coopération avec la composante communiste ne va pas tarder à faire débat au sein du *Comité pour les affaires allemandes* et à susciter l'hostilité de Ruge qui, choisissant de rompre, va tout entreprendre par la suite pour concurrencer, sinon entraver, l'action de Kinkel⁵, de sorte que ce sont **deux projets d'emprunt** qui vont se mettre en place, le premier et assurément le plus représentatif sous la direction de Gottfried Kinkel, le second sous la direction d'Amand Goegg.

¹ Les critiques du projet par les Français, par Louis Blanc notamment, entrainera une violente polémique de Mazzini contre les socialistes français à travers son pamphlet intitulé « Les devoirs de la démocratie » publié le 16 mars 1852 dans le journal bruxellois *La Nation*. Nous renvoyons sur ce point à l'annexe 6.2. du présent fascicule (Giuseppe Mazzini contre le socialisme et les socialistes français »).

² Marx commente le ralliement de Kinkel à Ruge en termes très durs : « Ce sot de Kinkel (...) n'a rien trouvé de mieux, cette espèce d'âne (...) que de se jeter dans les bras de Struve et de Ruge, ces deux clowns madrés. » (Lettre à Engels du 22 mars 1851, C2, p. 179). Le Comité se dotera d'un journal intitulé *Der Kosmos* qui n'aura qu'une existence éphémère sur trois numéros. Marx à Weydemeyer à propos de cette publication : « un torchon hebdomadaire comme la langue allemande (...) n'en a peut-être jamais produit encore et d'une nullité aussi plate qu'impudente. Il n'existe même pas de feuille diocésaine de la démocratie petite-allemande qui ait jamais laissé échapper des pets aussi malodorants. » (C2, p. 238). Le comité lui-même sera dissous en mai 1851. Marx l'annonce à Engels dans sa lettre du 3 mai 1851 (C2, p. 200)

³ Fait significatif : il semble que Kinkel n'ait pas signé ce premier appel qui relève donc de l'initiative de Ruge. Le fait est mentionné par Marx dans sa lettre d'août 1851 à Hermann Ebner (C2, p. 291)

⁴ Marx évoque le rapprochement de Kinkel avec Willich dans sa lettre à Weydemeyer du 27 juin 1851 : « Tandis que l'Adonis clérical (*Marx parle ici de Kinkel qui avait une formation de théologien protestant*) use ses semelles dans les cercles bourgeois, se laisse nourrir et cajoler par eux etc., il entretient en secret de coupables relations avec Schapper et Willich de façon à rester quand même en contact avec le « parti ouvrier ». Ce type aimerait que personne ne puisse se passer de lui. » (C2, p. 237).

⁵ Kinkel et Ruge vont demeurer de vrais ennemis pendant plusieurs années.

La dissolution du *Comité pour les affaires allemandes* va ainsi donner lieu à la création de **deux nouvelles organisations rivales**.

D'un côté, A. Ruge s'associe avec K. Tausenau, F. Sigel, A. Goegg, J. Fickler, E. Haug et J. Ronge pour fonder, le 20 juillet 1851, le **Comité d'agitation**. Cette structure composée pour l'essentiel d'Allemands des Etats du Sud va se caractériser par un antisocialisme radical¹.

De l'autre côté, Kinkel s'associe avec Willich pour fonder, le 27 juillet 1851, le **Comité de l'émigration allemande** avec pour programme général l'ensemble des revendications du mouvement démocratique radical et pour objectif principal immédiat la réussite de l'emprunt révolutionnaire, lequel se présente, cette fois, comme un projet typiquement allemand².

Le but étant de réunir deux millions de thalers prussiens, on se donne en premier un objectif de 20.000 thalers pour tester la faisabilité de l'entreprise. La destination des fonds demeure toutefois encore très imprécise sauf qu'il est clairement affirmé qu'ils ne pourront en aucun cas servir de soutiens aux exilés dans leur vie quotidienne, cette action relevant des associations spécialement créées dans ce but. La gestion des fonds sera confiée à un *Comité des garants* où siègeront trois élus : Gottfried Kinkel, August Willich et le comte silésien Oscar Reichenbach³.

L'appel aux souscriptions est lancé en mai 1851. Il est reçu dans l'enthousiasme.

Tous les espoirs sont à l'évidence placés dans l'accueil que réservera le public plus nombreux et plus fortuné de l'immigration allemande aux Etats-Unis.

*

C'est bien sûr Kinkel qui sera mis à l'œuvre. Il part en **septembre 1851** pour l'Amérique où il va entreprendre une longue série de meetings, se présentant auprès de son public comme le délégué de l'avant-garde de la lutte contre le despotisme. Il trouvera à ses côtés Wilhelm Weitling qui, d'abord réticent, mettra son journal *Republik der Arbeiter* au service de la cause.

Voici, à titre d'exemple, le texte du tract diffusé en **octobre 1851** à Baltimore⁴.

Aux amis du peuple

La tyrannie honteuse et l'injustice des despotes allemands ont atteint leur point culminant. Toutes les institutions libérales, obtenues par la lutte révolutionnaire de 1848, ont été anéanties par la brutale violence des monarques. Le temps est maintenant venu pour le peuple opprimé, - c'est non seulement un droit, mais un devoir, - de tirer l'épée et de combattre pour les droits les plus sacrés que Dieu a donnés également à tous les hommes. La haine des despotes qui égorgent ou emprisonnent lâchement, cette haine qui élève le bras ou la voix pour une réforme républicaine et pour la liberté des opprimés, est sur le point d'exploser avec violence, et il faut s'attendre que le printemps prochain voie l'aube du combat le plus désespéré que des hommes aient jamais mené contre leurs oppresseurs. L'Italie déclencherà le mouvement jusqu'à ce que la tyrannie soit balayée et que la voix de la liberté retentisse aux quatre coins du Vieux Monde. L'Amérique donne en 1776 le noble exemple; l'Europe est prête à marcher sur les traces de sa jeune et noble sœur des rivages de Colombie. Pour atteindre ce but ardemment désiré, tout particulièrement en Allemagne, les leaders républicains allemands qui se trouvent actuellement à Londres en qualité de réfu-

¹ Marx cite dans sa lettre à Engels du 13 juillet 1851 l'invitation faite par Ruge à Freiligrath de faire partie de cette nouvelle association « qui supprime, écrit Ruge, la propriété privée et qui n'exclue du parti révolutionnaire social-démocrate que ceux qui veulent faire cavalier seul ou qui, par leur caractère et leurs antécédents, se sont eux-mêmes rendus inacceptables ». (C2, p. 247). Marx à Engels, le 25 août 1851 : « Ce club d'agitation a confié à Tausenau le pouvoir exécutif et en a fait son ministre des Affaires étrangères » (C2, p. 305)

² Pour le détail sur les manœuvres et les conflits qui ont accompagné la création de ces deux comités, on se reportera à l'importante lettre du 25 août 1851 de Marx à Engels (C2, pp. 300-309).

³ L'annonce en est faite le 4 septembre 1851 par Schimmelpfennig qui insiste sur la représentativité de chacun : Kinkel pour les républicains sociaux, Reichenbach pour le parti parlementaire et Willich pour les ouvriers et les communistes.

⁴ Nous citons à partir de la lettre du 2 décembre 1851 de Marx à Herman Ebner (C2, p. 370).

giés, se sont associés pour lancer un emprunt allemand. Ils promettent de veiller par tous les moyens à ce que l'emprunt, après l'édification de la République, soit remboursé avec tous les intérêts. Tous les amis de la liberté en Angleterre sont maintenant invités à soutenir avec ardeur cette entreprise. Sans argent, on ne peut rien. Il dépend des partisans de la République que ce projet se réalise.

*

Mais Kinkel devra subir **une double concurrence**.

Une concurrence **directe** dans l'action d'**Aman Goegg** qui arrive aux USA vers la Noël de 1851 avec un projet d'emprunt identique et qui pourra compter sur le soutien de Karl Heinzen, une collaboration que renforce leur anticommunisme virulent¹.

Une concurrence **indirecte** dans l'action parallèle de **Lajos Kossuth** qui accomplit une tournée triomphale aux Etats-Unis à la même époque, de décembre 1851 à juillet 1852.

G. Kinkel et A. Goegg tiendront chacun un spécial congrès sur le territoire américain : Goegg à Philadelphie, le 29 janvier 1852, et Kinkel à Cincinnati, le 3 février 1852. Il est à vrai dire difficile de percevoir les différences entre les deux organisations. Pour Marx et pour Engels, elles sont du reste échangeables et leurs querelles ne sont liées qu'à des inimitiés personnelles. Marx en parle le plus souvent comme de la « grande batrachomyomachie » ou de « la formidable guerre entre les grenouilles et les souris² » par référence à une certaine parodie de l'Iliade.

Toutes deux vont échouer dans leur entreprise à rassembler des sommes significatives³. Et quand Kinkel sera de retour en Europe en mars 1852, le coup d'Etat de Bonaparte en France, le 2 décembre 1851, a déjà mis un terme définitif aux espoirs d'une reprise révolutionnaire sur le continent.

Les garants se réuniront à Londres en avril 1852 pour débattre de l'emploi des fonds récoltés⁴. Aucune décision ne pourra être prise⁵ et il sera finalement convenu de les garder sur un compte bancaire. Il servira plus tard à soutenir l'action en Allemagne d'August Bebel et du futur Parti social démocrate.

¹ Pour sa part, Weydemeyer critiquera les deux projets au motif de leur volontarisme.

² En 1852, dans *Les grands hommes de l'exil* (au chapitre XII) ; en 1854, dans « Le chevalier de la noble conscience » (Karl Marx, *Œuvres*, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, vol. 4, p. 656) ; en 1860, dans l'annexe 6 de son *Herr Vogt*.

³ Selon la police, la somme réunie par Kinkel s'élevait à 1.587 livres sterling avec un engagement pour frais de 584 livres. Ce sont les montants que renseigne Marx dans l'annexe 6 de son *Herr Vogt*. Il y précise : « Le comte Oscar Reichenbach, un des trois régents primitifs et caissier de l'emprunt, publia sous la date : Londres, le 8 octobre 1852, une reddition de ses comptes et déclara en même temps qu'il démissionnait de l'entreprise » (*Herr Vogt*, Editions Alfred Costes, Paris 1928, tome III, pp. 107-108).

⁴ Marx à Weydemeyer, le 30 avril 1852 : « c'est donc hier que Monsieur Kinkel a tenu le Congrès de ses garants. ». (C3, p. 110)

⁵ Reichenbach était d'abord favorable à l'idée de rendre les sommes à leurs donateurs, mais après deux congrès en avril et en août 1852, il sera décidé, le 11 janvier 1853, de maintenir l'argent dans une banque de Londres.

5.6. Fr. Engels, *La loi anglaise des dix heures*

Il existe en vérité **deux articles** d'Engels consacrés à cette question. Ils sont différents de style et de contenu.

Le premier a paru le **11 mars 1850** sous le titre « **The Ten Hours' Question** » dans la revue chartiste *The Democratic Review* de George Julian Harney.

Le second a paru en **avril 1850** sous le titre « **Die englische Zehnstundenbill** » dans la quatrième livraison de la *Neue Rheinische Zeitung. Politisch-ökonomische Revue*. L'analyse a été amplifiée et adaptée aux lecteurs allemands.

Tel est le document que l'on s'apprête à lire et à commenter.

Les dates de rédaction, en février 1850 pour le premier article, en mars 1850 pour le second, montrent que le contexte est celui où Marx et Engels envisageaient le possible déclenchement prochain, au printemps de 1850, d'une crise économique susceptible de relancer le mouvement révolutionnaire.

Ce texte est cependant loin d'être un écrit circonstanciel. Engels met ici en œuvre tout le savoir documentaire réuni lors de la rédaction de son étude de 1845 sur *La situation de la classe laborieuse en Angleterre* et livre une analyse précise des rapports de classe qui ont surdéterminé la législation sur le travail en Angleterre dans la première moitié du 19^e siècle.

*

L'éclairage le plus utile sur la question se trouve dans la lecture du chapitre 10 (*La journée de travail*) de la troisième section du **Capital** (*La production de la plus-value absolue*), l'un de ces chapitres d'investigation historique dont Louis Althusser, dans sa préface de mars 1969 au Livre I du *Capital*¹, recommandait la lecture en priorité avant toute autre avancée dans cet ouvrage difficile.

*

Voici d'abord, pour rappel², un **très bref résumé** de l'enchaînement des principales actions et décisions politiques qui ont marqué la société anglaise dans la première moitié du siècle :

1. Le 21 juin **1824**, le parlement vote l'abrogation de la loi de 1799 (les Combination Acts)³ qui empêchait les ouvriers de se coaliser en vue de défendre leurs intérêts. Les travailleurs obtiennent le **droit de libre association**, sauf les contraintes libérales d'usage, dont le respect de la liberté du travail. C'est le début du déploiement du mouvement syndical anglais.

2. Le 29 septembre **1830**, Richard Oastler publie dans le *Leeds Mercury* un manifeste contre le travail des enfants en usine. R. Oastler est un conservateur philanthrope. Opposé au suffrage universel, il estime que les classes dominantes ont le devoir moral de protéger les plus faibles. Il sera l'un des principaux animateurs du *Mouvement pour la loi des 10 heures* qui se développera à travers le réseau des « Short Time Committes ».

3. Le 7 juin **1832**, la réforme électorale, le **Reform Act**, est votée après une campagne de manifestations massives sur le thème « No Bill, No Taxes ». La réforme a pour résultat de briser le monopole électoral de l'aristocratie foncière et financière et d'intégrer à l'appareil d'Etat la bourgeoisie industrielle et ses alliés des classes moyennes. La classe ouvrière reste exclue des institutions. Elle en éprouve un fort sentiment de trahison compte tenu de l'intensité de son engagement.

¹ Une préface en guise d'avertissement à l'édition du livre I du *Capital* dans la collection de poche Garnier Flammarion, Paris 1969.

² Nous renvoyons pour le détail à la chronologie générale du mouvement chartiste au chapitre 2 de notre fascicule 11. On y trouvera aussi une lecture commentée de l'ouvrage d'Engels sur la *Situation de la classe laborieuse en Angleterre*.

³ The Combination act (« An Act to prevent Unlawful Combination of Workmen ») avait été voté en juin-juillet 1799 à la demande des patrons pour interdire les syndicats ouvriers.

4. Le 29 août **1833**, le parlement anglais procède au vote du **Factory Act**. La loi est la première mesure sociale du parlement réformé. Elle introduit une réglementation du travail des enfants dans l'industrie textile (sauf dans le domaine de la soie) : interdiction du travail de nuit pour les travailleurs de moins de 18 ans, limitation à 12 heures pour les enfants de 14 à 18 ans, à 8 heures pour ceux entre 9 et 13 ans, et interdiction d'employer des enfants de moins de 9 ans. On procède à la mise en place d'un corps de quatre inspecteurs d'entreprise pour faire respecter la loi.

5. En juillet **1834**, la majorité whig vote le **Poor Law Amendment Act**. Cette loi d'assistance publique instaure le système des *workhouses*. Elle est d'emblée ressentie comme une législation de classe destinée à forcer les indigents à accepter n'importe quel travail au prix du marché et à provoquer ainsi la dépression des salaires. Cette décision va favoriser l'émergence du chartisme.

6. Le 16 juin **1836**, se crée la **London Working Men's Association**. L'association tiendra bientôt en février 1837 un meeting qui adopte une Adresse au parlement sur un programme de 6 revendications, dont l'exigence du suffrage universel. C'est le point de départ du chartisme. Ladite « Charte du peuple » sera officiellement publiée le 8 mai 1838.

7. Le 20 mars **1839**, les libéraux libre-échangistes procèdent à la création de l'**Anti-Corn Law League**. Ses animateurs vont s'efforcer d'obtenir le ralliement de l'opinion chartiste en affirmant que la misère du peuple est pour l'essentiel la conséquence de la cherté du pain et que l'abolition des lois sur le blé¹ doit permettre de fournir aux travailleurs un pain à bon marché. Cette thèse sera systématiquement combattue par les dirigeants chartistes. On assistera à une vive concurrence entre les deux mouvements chartiste et libre-échangiste, avec, au service de ce dernier, les moyens d'une très coûteuse campagne d'opinion.

8. Le 15 mai **1846**, le gouvernement de Robert Peel vote l'**abrogation des Corn Laws**. C'est une victoire pour les libéraux libre-échangistes. Leurs promesses sur le moindre coût des subsistances ne vont pas tarder à se révéler un leurre.

9. Le 8 juin **1847**, le **Bill des 10 heures** est proposé à la signature de la reine. La loi impose la journée de dix heures pour les femmes et les adolescents dans l'industrie textile². Elle est l'aboutissement de la campagne du « *Ten Hours Movement* » animée par des tories philanthropes comme Richard Oastler et Lord Ashley de Shaftesbury. Le vote peut être envisagé comme une mesure de rétorsion des propriétaires fonciers contre la récente suppression des lois sur le blé obtenue par la bourgeoisie industrielle.

*

Intensément combattue dès le début de sa mise en œuvre par les patrons d'industrie³, la loi du **8 juin 1847** n'entrera pleinement en application que le **1^{er} mai 1848**, l'opposition patronale reprenant vigueur après l'échec, le 10 avril 48, de la troisième pétition chartiste. Marx décrira dans *Le Capital* la violente campagne politique menée par ces « Messieurs les fabricants » : « ils se déclarèrent en révolte ouverte, non seulement contre la loi des dix heures, mais encore contre toute la législation qui depuis 1833 cherchait à refréner dans une certaine mesure la « libre » exploitation de la force de travail. Ce fut une rébellion esclavagiste (...) en miniature, poursuivie pendant plus de deux ans avec l'effronterie la plus cynique, la persévérance la plus féroce et le terrorisme le plus implacable, à d'autant meilleur compte que le capitaliste révolté ne risquait que la peau de ses ouvriers.⁴ ».

C'est dans ce contexte que le **8 février 1850**, la Cour de l'Échiquier avait acquitté un groupe de fabricants accusés de ne pas respecter la loi, une décision qui avait entraîné **une abrogation de facto de la loi**.

Il faut garder en mémoire cette chronologie car la démonstration d'Engels va s'appuyer sur **une double analyse**, d'abord consacrée à la période comprise entre juin 47 et février 50 au cours de laquelle cette loi des 10 heures a participé, à ses yeux, d'une politique **réactionnaire**, puis relative à la période qui s'ouvre après février 1850 (contemporaine donc de la rédaction de l'article⁵) au cours de laquelle la

¹ Des taxes douanières sur le blé favorables à l'aristocratie foncière qui tirait le principal de sa richesse des revenus de la terre.

² A l'exception notoire de l'industrie de la soie au prétexte que les doigts d'enfants étaient indispensables vu la délicatesse du tissu à traiter. (Marx, *Le Capital*, troisième section, chapitre 10, p. 219 de l'édition Garnier Flammarion : « Pour la finesse des tissus de soie, les enfants furent immolés en masse comme les bêtes à cornes le sont dans le sud de la Russie pour leur peau et leur graisse. ».)

³ Lesquels avaient abusivement appliqué en la circonstance la technique du travail posté (le système des pauses ou des « relais ») qui leur avait déjà permis de contourner la loi, et celle même de 1833 : on mettait à l'ouvrage des équipes différentes de travailleurs censées respecter pour chacune la limite des heures mais dans des conditions qui empêchaient tout contrôle.

⁴ K. Marx, *Le Capital*, troisième section, Chapitre 10, p. 214 de l'édition Garnier Flammarion.

⁵ Engels écrit dans l'actualité, ce qui engage toute la difficulté d'une analyse qui combine à la fois des éléments de théorie et un certain pari sur le cours des événements.

relance de la revendication ouvrière va pouvoir se déployer sur des bases nouvelles et, à ses yeux, possiblement **révolutionnaires**¹.

*

Nous découvrons à présent le texte d'Engels².

Les travailleurs anglais viennent de subir une grande défaite et par un biais auquel ils se seraient le moins attendus. Il y a quelques semaines, la Cour de l'Echiquier, l'une des quatre plus hautes juridictions d'Angleterre a prononcé un jugement par lequel se trouvent pratiquement abolies les principales dispositions de la loi des dix heures adoptée en 1847.

L'histoire de la loi des dix heures offre un exemple frappant de la manière caractéristique dont se sont développés les antagonismes de classe en Angleterre et elle mérite à cet égard qu'on l'examine de plus près.

On sait qu'avec l'arrivée de la grande industrie s'est développée une exploitation tout à fait nouvelle, d'une insolence sans limite, des travailleurs par les propriétaires d'usines. Les nouvelles machines ont rendu inutile le travail des hommes ; leur surveillance ne demande que des femmes et des enfants qui sont mieux appropriés à cette tâche et sont en même temps moins coûteux que les hommes. Ainsi l'exploitation industrielle s'est-elle emparée de toute la famille ouvrière et l'a confinée dans l'usine, femmes et enfants devant travailler jour et nuit sans relâche, jusqu'à l'épuisement physique complet. Avec la demande croissante de cette main-d'œuvre, les enfants pauvres des *workhouses*³ sont devenus un véritable article de commerce ; dès quatre ans, voire trois, ils ont été scandaleusement vendus aux enchères aux fabricants les plus offrants sous la forme de contrats d'apprentissage. Le souvenir de l'exploitation brutale et sans scrupule des enfants et des femmes à cette époque - une exploitation qui n'avait de cesse tant qu'il restait à tirer profit d'un muscle, d'un tendon, d'une goutte de sang - est encore très vivant dans la génération la plus ancienne des ouvriers d'Angleterre, et ils sont nombreux qui portent cette mémoire sous la forme d'un dos voûté ou d'un membre mutilé ; tous en tout cas en portent les traces dans leur santé complètement ruinée. Le sort des esclaves dans les pires plantations américaines était d'or en comparaison avec celui des ouvriers anglais de cette époque.

« Une exploitation tout à fait nouvelle », écrit Engels qui compte parmi les premiers observateurs venus du continent⁴ à avoir perçu le caractère **inédit** du mode de production imposé par la bourgeoisie industrielle, non seulement dans sa brutalité mais dans la logique même de ses pratiques. Ainsi le transfert vers la machine de la compétence professionnelle du travailleur avait-il rendu possible l'engagement d'une main-d'œuvre non qualifiée, femmes et enfants bien sûr, mais en masse toute une population

¹ Dans les faits, cette riposte ouvrière aboutira, le 5 août 1850, au compromis d'un nouveau Factory Act : la loi des 10 heures se trouve alors appliquée (aux femmes et enfants) à raison de 60 heures de travail dans le cadre d'une semaine de six jours. Il s'agit bien, soulignons-le, d'heures de travail effectivement prestées, de 6 à 18 heures, à l'exclusion donc des temps de table. Le système des « relais » était par contre supprimé, en principe du moins.

² Nous traduisons à partir de l'édition disponible à l'adresse www.mlwerke.de, volume 7, pp. 226-232.

³ Les *workhouses* avaient été mises en place par la législation de juillet 1834 sur l'aide aux indigents. Ces établissements étaient régis par une discipline et une contrainte au travail proches des règlements d'un bagne (on parlait d'elles comme des « bastilles des pauvres »). L'objectif expressément exprimé par la loi était de punir l'oisiveté paresseuse et de rendre la vie au sein de l'établissement plus pénible que ne pouvait l'être celle d'un travailleur non assisté. Les familles étaient séparées et les enfants placés en « apprentissage » dans les entreprises.

⁴ Engels séjourne à Manchester dès novembre 1842, envoyé en mission par son père pour y apprendre son métier de patron.

issue de la paysannerie pauvre que l'on avait prolétarisée en dehors de tout encadrement législatif¹. Ce prolétariat surgissait comme une classe nouvelle dans la société anglaise.

Très vite des réglementations ont dû être mises en place par l'Etat pour refréner l'impitoyable frénésie d'exploitation des fabricants qui foulaient aux pieds toutes les conditions d'une société civilisée. Ces premières restrictions légales étaient toutefois très insuffisantes et ont rapidement été contournées. C'est seulement en 1833, un demi-siècle après l'introduction de la grande industrie et alors que le cours du développement industriel avait trouvé son rythme, qu'il a été possible de mettre en place une loi efficace pour juguler au moins les excès les plus criants.

Engels introduit sans tarder un **acteur politique** qui va jouer un rôle central dans son raisonnement. En effet, le conflit qui se noue sur la question du temps de travail met en présence **trois composantes** de la lutte des classes en Angleterre : **les travailleurs** engagés dans le rapport salarial avec le capital industriel, **la bourgeoisie libérale** propriétaire de ce capital (les « patrons d'industrie ») et la composante charitable de **l'aristocratie foncière** émue par la condition ouvrière. Ce sont les représentants de cette dernière qui vont entreprendre à partir de septembre 1830 une campagne en faveur d'une limitation du temps de travail des femmes et des enfants dans les entreprises.

On verra bientôt que cette **dimension triangulaire** de la lutte va déterminer la complexité (*dialectique*, disons) de l'argumentation d'Engels, laquelle commence par décrire et par dénoncer **l'alliance réactive** de toutes les couches sociales, **y compris ouvrière**, touchées par les mutations en cours dans la société anglaise.

Dès le début de ce siècle, un parti s'est formé sous la direction de certains philanthropes pour réclamer la limitation légale du temps de travail dans les usines à dix heures par jour. Ce parti, qui dans les années vingt, sous la direction de Sadler et après sa mort, sous celle de Lord Ashley et de R. Oastler, a poursuivi la campagne jusqu'à la véritable mise en œuvre de la loi des dix heures ; il a peu à peu réuni sous sa bannière, outre les ouvriers eux-mêmes, l'aristocratie et toutes les fractions de la bourgeoisie hostiles aux patrons d'industrie. Cette association des travailleurs avec les éléments les plus hétérogènes et les plus réactionnaires de la société anglaise a rendu inévitable que la campagne en faveur des dix heures se soit menée tout à fait en marge de l'agitation révolutionnaire des ouvriers. Il est vrai que les Chartistes se sont engagés jusqu'au dernier homme pour la loi des dix heures ; ils ont fait masse, ils ont fourni le cœur de tous les meetings ; ils ont mis leur presse à la disposition du comité pour la loi. Mais pas un seul Chartiste ne s'est engagé dans une association officielle avec les partisans aristocrates et bourgeois de la loi ; pas un seul n'a siégé dans le comité de Manchester pour la réduction du temps de travail (Short-Time-Committee). Ce comité était composé exclusivement de travailleurs et de contremaîtres. Mais ces travailleurs étaient complètement brisés, épuisés par le travail ; ils étaient d'honnêtes gens silencieux, pieux et respectables qui ressentaient une sainte horreur devant le socialisme et le chartisme, des gens qui n'avaient que respect pour le Trône et l'Autel, et qui étaient trop abattus pour haïr la bourgeoisie industrielle, des gens tout au plus capables de vénération pour l'aristocratie qui au moins avait daigné s'inquiéter de leur misère. Le torysme ouvrier de ces partisans des dix heures était le reflet de cette première forme d'opposition contre le progrès industriel par des ouvriers qui cherchaient à restaurer l'ancienne situation patriarcale et dont toute l'énergie vitale se réduisait à casser des machines. Les chefs de file bourgeois et aristocratiques du parti des 10 heures étaient tout aussi réactionnaires que ces ouvriers. Ils étaient sans exception des tories sentimentaux, pour la plupart

¹ Pour une vue d'ensemble sur le processus, on ne peut que se reporter aux divers chapitres de la huitième section (la dernière) du Livre I du *Capital* consacrée à *l'accumulation primitive*. Le développement sur le sujet du temps de travail dans l'ouvrage d'Engels *La situation de la classe laborieuse en Angleterre* se trouve au chapitre intitulé « Les différentes branches d'industrie. Les ouvriers d'usine proprement dits ».

des idéologues romantiques qui se complaisaient dans le souvenir de cette forme périmée de petite exploitation patriarcale avec son cortège de religiosité, de domesticité, de vertu, d'étroitesse d'esprit et avec ses situations stables héritées par tradition. Leur esprit étroit a été pris de vertige devant le maelström révolutionnaire de l'industrialisation. Leur sensibilité petite-bourgeoise a été horrifiée par ces nouvelles forces productives tout à coup surgies comme par magie et qui emportaient en peu d'années les classes jusqu'alors les plus vénérables, les plus intouchables, les plus essentielles de l'ancienne société pour les remplacer par de nouvelles classes jusque-là inconnues et dont les intérêts, les sympathies, tout le mode de vie et de penser étaient en contradiction avec les institutions de l'ancienne société anglaise. Ces idéologues au cœur tendre ne manquaient pas de militer au nom de la morale, de l'humanité et de la compassion contre l'impitoyable dureté et la brutale arrogance avec laquelle le processus de mutation de cette société s'imposait, et de lui opposer comme idéal social, la stabilité, le confort paisible et la sagesse de la société patriarcale agonisante.

En des temps où la question des dix heures mobilisait l'attention publique, ces éléments ont été rejoints par tous les groupes sociaux dont l'existence et les intérêts étaient menacés par la révolution industrielle. Les banquiers, les boursicoteurs, les armateurs et les marchands, les aristocrates terriens, les grands propriétaires fonciers de l'Inde occidentale, les petits-bourgeois se sont réunis dans un tel contexte de plus en plus sous la direction des propagandistes de la loi des 10 heures.

Cette loi a offert à ces classes réactionnaires et à ces groupes politiques un splendide terrain où rejoindre le prolétariat dans sa lutte contre la bourgeoisie industrielle. Tandis qu'elle entravait de manière significative le développement rapide de la richesse, de la puissance sociale et politique des patrons d'industrie, elle a donné aux travailleurs un avantage purement matériel, voire exclusivement physique. Elle les protégeait contre une ruine trop rapide de leur santé. Mais elle ne leur donnait rien qui pût les rendre dangereux pour leurs alliés réactionnaires ; elle ne leur donnait aucun pouvoir politique, ni ne modifiait leur position sociale en tant que salariés. Au contraire, la campagne pour les dix heures a contribué à maintenir les ouvriers sous l'influence et en partie même sous la direction de ces propriétaires qui étaient leurs alliés mais dont ils souhaitaient de plus en plus se séparer depuis le « Bill de réforme » et la montée de l'agitation chartiste. Il était tout à fait naturel, en particulier au début de la révolution industrielle, que les ouvriers, en lutte directe contre la bourgeoisie industrielle, fissent alliance avec l'aristocratie et les autres groupes politiques de la bourgeoisie par qui ils n'étaient pas directement exploités et qui étaient également en conflit avec les industriels bourgeois. Mais cette alliance a altéré le mouvement ouvrier en lui insufflant un fort relent réactionnaire, qui ne se dissipe que peu à peu ; elle a en effet renforcé de manière significative l'élément réactionnaire dans le mouvement ouvrier – auprès des travailleurs dont le travail relève encore de la manufacture, comme celui par exemple des tisserands manuels, et se trouve par conséquent lui-même menacé par le progrès industriel.

La loi des 10 heures de **1847** n'aurait-elle été en somme qu'une **victoire réactionnaire** ?

Engels, on le constate, **n'hésite pas à l'affirmer** à l'appui d'une **thèse** qui va orienter toute son argumentation, une thèse selon laquelle l'avenir se joue désormais dans le rapport antagoniste entre la bourgeoisie et le prolétariat industriels. Toute entrave à l'expression conflictuelle de ce rapport de classe devenu fondamental n'est que l'expression passéiste d'une nostalgie pour un mode de production périmé.

L'analyse est menée avec la même fermeté dans l'article d'Engels destiné aux lecteurs anglais. Dénonçant d'un style incisif le rôle joué par les adversaires politiques de la bourgeoisie d'entreprise, la seule, à ses yeux, qui puisse assurer la prospérité du pays, fût-ce au prix d'une exploitation éhontée de la main-

d'œuvre ouvrière¹, il affirme qu'en elle-même la loi des dix heures de 1847, « était décidément un faux pas, une mesure impolitique et même réactionnaire ». Loin de pousser le système dans ses dernières limites, vers un point de rupture où une révolution sociale devient nécessaire, ce projet de loi n'avait d'autre but, en effet, que de ramener la société vers un état de son développement désormais périmé. Est-ce la classe ouvrière, s'interroge-t-il, qui en a été porteur ? *Certainement pas*. Le projet n'était soutenu que par les opposants réactionnaires au libre-échange. Ce n'est bien sûr pas pour autant, précise Engels, qu'il faut accepter « le système horrible de tirer profit de la moelle et du sang des enfants et des femmes », mais la riposte doit être moins compassionnelle que politique et autrement combative. L'important pour la classe ouvrière consiste donc à prendre toute la mesure, face à face, de la dynamique du capitalisme industriel pour mieux préparer son renversement et créer les conditions nouvelles d'une véritable législation sur le temps de travail.

La démonstration d'Engels justifie que le texte se poursuive par une sorte de « défense et illustration » à la fois du rôle « progressiste », du moins expansif, de la grande entreprise et de la logique de crise qui régit nécessairement son développement.

On se trouve ici dans le droit fil des thèses soutenues par Marx dans son discours de janvier 1848 sur le libre-échange². On se trouve non moins dans le droit fil des thèses soutenues dans le *Manifeste*.

(...)³

La grande industrie moderne ne peut exister qu'à la condition de sans cesse s'étendre et de sans cesse conquérir de nouveaux marchés. Elle y est contrainte par l'infinie facilité de production de masse, par l'incessant développement et le progrès des machines, qui imposent un continuel déplacement de capitaux et de main-d'œuvre. Tout arrêt ne peut ici que signifier le début de la faillite. Mais l'extension de l'industrie est conditionnée par l'extension des marchés. Et comme l'industrie à son niveau actuel de développement augmente ses forces productives avec une rapidité disproportionnée par rapport à celle avec laquelle elle peut étendre ses marchés, des crises périodiques surviennent au cours desquelles, en raison de la surabondance de moyens de production et de marchandises, la circulation des produits dans le circuit commercial s'arrête presque complètement jusqu'à ce qu'elle ait trouvé un débouché dans de nouveaux canaux. L'Angleterre est le point focal de ces crises, dont l'effet paralysant se fait inmanquablement ressentir dans les coins les plus lointains, les plus obscurs du marché mondial et conduit partout à la ruine d'une partie importante de la bourgeoisie industrielle et commerciale. Dans de telles crises, qui par ailleurs montrent de façon on ne peut plus tangible à toutes les composantes de la société anglaise quelle est leur dépendance à l'égard des fabricants, il n'existe qu'un moyen de s'en sortir, c'est l'extension des marchés, que ce soit par la conquête de nouveaux ou par l'exploitation plus poussée des anciens. Sauf quelques cas exceptionnels dans lesquels, comme la Chine en 1842, un marché jusqu'alors obstinément fermé est ouvert par la force des armes⁴, il n'y a qu'un seul moyen sur le plan industriel d'ouvrir de nouveaux marchés et de mieux exploiter les anciens, c'est de baisser les prix, c'est-à-dire de réduire les coûts de production. Les coûts de production peuvent être réduits grâce à des modes de production nouveaux et plus perfectionnés, par la réduction du profit ou par la réduction des salaires. Mais l'introduction de modes de production perfectionnés ne peut pas fournir un moyen de sortir de la crise, parce qu'elle augmente la production et donc requiert elle-même de nouveaux marchés. Il ne peut être question de réduire les bénéfices en cas de crise où tout le monde est heureux de vendre, même à perte. Il en va de même pour les salaires qui, comme le bénéfice, sont

¹ « Oui, écrit Engels, dans le cadre du système social actuel, l'Angleterre avec toutes les classes de sa population est entièrement dépendante pour sa prospérité de ses manufactures ; cette prospérité dans le système actuel est entièrement dépendante de la liberté illimitée de l'achat et de la vente et de l'investissement de toutes les ressources du pays vers le plus grand profit. ». (MECW, vol. 10, pp. 272-273)

² Nous renvoyons sur le sujet à notre fascicule 10.

³ Pour l'essentiel, le passage qui se trouve ici écarté décrit à l'adresse du public allemand de la *Neue Rheinische Zeitung-Revue* les diverses formes prises par les débats parlementaires en Angleterre depuis la réforme électorale de 1832 entre l'aristocratie foncière et la bourgeoisie libre-échangiste.

⁴ Référence faite au traité de Nankin du 29 août 1842 qui mettait fin à la première « guerre de l'opium ». Il imposait à l'Empire chinois des conditions très dures, et notamment l'ouverture au commerce anglais de cinq villes, dont Canton et Shanghai, ainsi que la cession de l'île de Hong Kong.

déterminés par des lois qui sont indépendantes de la volonté ou des intentions des fabricants. Et pourtant, le salaire constitue le principal élément du coût de production, et sa réduction constante est le seul moyen d'élargir les marchés et de sortir de la crise. Cependant, pour que le salaire diminue, il faut que les besoins vitaux des travailleurs soient produits à moindre coût. Or, en Angleterre, le coût des besoins vitaux des travailleurs a augmenté à cause des droits de douane sur les céréales, sur les produits coloniaux anglais etc. et à cause de la fiscalité indirecte.

D'où la tenace et farouche agitation générale des industriels pour le libre-échange et en particulier pour l'abrogation des droits de douane sur les céréales. Avec pour résultat, le fait caractéristique que depuis 1842, chaque crise commerciale ou industrielle leur a apporté une nouvelle victoire. Avec la suppression des droits de douane sur les céréales, ce sont les propriétaires fonciers anglais qui ont été sacrifiés, avec la suppression des droits de douane sur le sucre, ce sont les propriétaires fonciers des colonies qui l'ont été, et les armateurs avec l'abrogation des lois sur la navigation¹. A l'heure actuelle, ils mènent campagne pour la limitation des dépenses de l'Etat et pour la diminution de la fiscalité, ainsi que pour l'accession au droit de vote des catégories d'ouvriers qui offrent les meilleures garanties. Ils souhaitent attirer au Parlement de nouveaux alliés pour conquérir au plus vite pour eux-mêmes le pouvoir politique direct, par le seul biais duquel ils peuvent se débarrasser des appendices traditionnels de la machine d'Etat anglaise devenus inutiles et très coûteux, à savoir l'aristocratie, l'Eglise, les sinécures et le système semi-féodal de la jurisprudence. Il est incontestable que la nouvelle crise commerciale qui est maintenant imminente et qui selon toute apparence, coïncidera avec de nouveaux conflits d'envergure sur le continent, entraînera pour le moins cette nouvelle étape dans le développement de l'Angleterre.

Au milieu de ces victoires ininterrompues de la bourgeoisie industrielle, les groupes politiques réactionnaires ont réussi à lui passer aux pieds cette espèce de chaîne que constitue la loi des dix heures. Celle-ci a été adoptée à un moment où l'on ne connaissait ni la crise ni la prospérité, dans l'une de ces périodes intermédiaires durant lesquelles l'industrie arrive encore à pallier suffisamment les conséquences de la surproduction pour être en mesure d'affecter une partie seulement de ses ressources, et durant lesquelles les fabricants eux-mêmes ne peuvent fournir du travail à temps plein. C'est dans une semblable période, où la loi des dix heures limitait la concurrence entre les fabricants eux-mêmes, et seulement dans une telle période, qu'elle était tolérable. Mais cette conjoncture a bientôt cédé la place à un regain de prospérité. Les marchés en manque de marchandises ont réclamé de nouveaux approvisionnements, la spéculation est de nouveau repartie en flèche et a doublé la demande ; les fabricants n'ont pas été en mesure de produire en suffisance. C'est alors que la loi des dix heures est devenue une entrave insupportable pour l'industrie qui avait besoin plus que jamais de l'indépendance la plus complète et de la plus libre disposition de toutes ses ressources. Qu'allaient devenir les industriels au cours de la prochaine crise si on ne leur permettait pas d'exploiter de toutes leurs forces la brève période de prospérité? Il fallait bien faire tomber la loi des dix heures. Si l'on n'était pas encore assez fort pour faire révoquer la loi au Parlement, il fallait trouver un moyen de la contourner.

La loi des dix heures limitait à 10 heures le temps de travail quotidien des jeunes âgés de moins de 18 ans et des ouvrières. Étant donné que ces dernières et les enfants constituent les catégories les plus importantes de travailleurs dans les entreprises, il en résultait que les usines ne pouvaient travailler plus de dix heures par jour. Toutefois comme la prospérité leur imposait de multiplier les heures de travail, les fabricants ont trouvé une issue. Comme par le passé avec les enfants de moins de 14 ans, dont le temps de travail est encore plus limité, ils ont engagé un peu plus de femmes et d'enfants pour assurer l'appoint de travail et la relève. De cette façon, ils pouvaient faire

¹ Ces « lois sur la navigation » dataient de 1651. Elles accordaient aux armateurs et marins britanniques le monopole du commerce avec les colonies. Elles ont été abolies en 1849 au nom du libre-échange.

tourner leurs usines avec les ouvriers adultes durant treize, quatorze, quinze heures, sans qu'une seule personne relevant de la loi ne travaillât plus de dix heures par jour. Cela était contraire non seulement à la lettre, mais encore plus à l'esprit de la loi et aux intentions du législateur ; les inspecteurs des fabriques ont porté plainte, mais les juges de paix étaient divisés et ont prononcé des jugements contradictoires. Plus le niveau de prospérité montait, et plus les industriels protestaient avec force contre la loi des dix heures et contre les interventions des inspecteurs d'usine. Le Ministre de l'Intérieur, Sir G. Grey, a donné ordre aux inspecteurs de tolérer le système de travail posté (relay ou shift system, autrement dit par roulement). Mais beaucoup d'entre eux, se fondant sur la loi, ne se sont pas laissés intimider. Finalement, un cas flagrant est venu devant la Cour de l'Echiquier qui s'est prononcée en faveur des fabricants. Avec cette décision, la loi des dix heures a été abolie de fait, et les fabricants ont retrouvé la pleine maîtrise de leurs usines, pouvant faire travailler deux, trois ou six heures en temps de crise, et de treize à quinze heures en période de prospérité, sans que l'inspecteur d'usine ait le droit d'intervenir.

Tout comme la loi des dix heures a été soutenue principalement par les réactionnaires, et n'est passée que grâce aux classes réactionnaires, nous voyons encore bien ici dans la manière dont elle a été appliquée qu'elle était une mesure tout à fait réactionnaire. Tout le développement social en Angleterre est lié au développement, au progrès de l'industrie. Toutes les institutions qui entravent ce progrès, qui le limitent ou qui souhaitent le réglementer par des critères extérieurs, sont réactionnaires ; elles sont intolérables et doivent lui céder le pas. La force révolutionnaire, qui n'a eu aucun mal à se distancier de toute la société patriarcale de la vieille Angleterre, de l'aristocratie et de la bourgeoisie financière, ne permettra assurément pas qu'on la confine dans l'étroit carcan de la loi des dix heures. Toutes les tentatives de Lord Ashley et de ses comparses pour restaurer la loi défunte par le biais d'une authentique déclaration seront vouées à l'échec ou dans le meilleur des cas, ne parviendront qu'à un résultat éphémère et illusoire.

L'argumentation ne se reproduit cependant pas à l'identique. Car la situation a changé en ce début d'année 1850 et telle revendication qui a pu sembler passéiste peut revêtir dans de nouvelles circonstances un caractère offensif. Entre la revendication de 1847 et celle d'aujourd'hui, il existe, constate Engels, « une énorme différence ». Elle réside, d'une part, dans l'expérience qu'ont vécue les travailleurs et, d'autre part, dans l'ouverture de perspectives politiques nouvelles par **la conquête du suffrage universel**.

Et pourtant, la loi des dix heures est indispensable aux travailleurs. Il s'agit pour eux d'une nécessité physique. Sans cette loi, c'est toute une génération d'ouvriers qui va succomber physiquement. Mais entre la loi des dix heures que réclament aujourd'hui les travailleurs, et la loi des dix heures qui a été préconisée par Sadler, Ashley et Oastler, puis mise en œuvre par la coalition réactionnaire de 1847, il existe une énorme différence. Les ouvriers ont appris de la courte existence de la loi quelle était la valeur d'une alliance avec la réaction ; ils l'ont appris en constatant la facilité avec laquelle cette loi a été supprimée - par la simple injonction d'un tribunal, même pas un acte du Parlement, et en découvrant le comportement ultérieur de leurs anciens alliés réactionnaires. Ils ont appris à quoi leur sert de faire passer quelques mesures partielles contre la bourgeoisie industrielle. Ils ont appris que la bourgeoisie industrielle est la seule classe capable pour le moment de marcher à la tête du mouvement et qu'il serait vain de la contrecarrer dans cette mission de progrès. Il résulte que pour le moment, en dépit de leur hostilité franche et jamais en sommeil envers les industriels, les ouvriers sont désormais plus enclins à soutenir ceux-ci dans leur campagne pour la mise en œuvre complète du libre-échange, pour la réforme financière et pour l'extension du vote qu'à se laisser une fois de plus attirer par des leurres philanthropiques sous la bannière des réactionnaires associés. Ils pressentent que leur heure ne peut arriver que lorsque les industriels auront fait leur temps, et donc ils savent d'instinct qu'ils doivent ac-

célébrer le processus qui donne aux industriels le pouvoir et par là même prépare leur chute. Cependant, ils n'oublient pas pour autant qu'avec les industriels, ils portent au pouvoir leurs propres ennemis, et les plus directs, et que c'est uniquement par la chute de ces derniers, par la conquête du pouvoir politique pour eux-mêmes qu'ils peuvent réaliser leur propre libération. L'annulation de la loi des dix heures leur en a donné de nouveau la preuve de la manière la plus flagrante. Le rétablissement de cette loi n'a de sens aujourd'hui que sous le règne du suffrage universel, et ce suffrage universel, dans une Angleterre où les deux tiers des habitants sont des prolétaires de l'industrie signifie le pouvoir politique exclusif de la classe ouvrière avec tous les changements révolutionnaires des conditions sociales qui en sont inséparables. La loi des dix heures que les travailleurs réclament aujourd'hui est donc tout à fait différente de celle que la Cour de l'Échiquier vient d'annuler. Elle n'est plus une tentative isolée de paralyser le développement industriel ; elle est un maillon dans une longue chaîne de mesures qui vont révolutionner la forme actuelle de la société en son ensemble, et détruire les unes après les autres les contradictions de classe ; elle n'est donc pas une mesure réactionnaire, mais révolutionnaire.

L'hypothèse d'Engels repose, on le constate, sur une soudaine et formidable **accélération** du processus où s'enchaînent les crises (de surproduction) de l'appareil industriel et la montée en puissance d'un mouvement ouvrier prêt à s'emparer du pouvoir politique.

Engels disposait-il, en mars 1850, d'éléments susceptibles de fonder cette hypothèse dans le réel ? En l'état du mouvement ouvrier anglais à cette époque et tout particulièrement du mouvement chartiste en déclin, sinon à l'arrêt, il est permis d'en douter.

La suppression de facto de la loi des 10 heures, d'abord par les fabricants de leur propre chef, puis, par la Cour de l'Échiquier, a surtout contribué à raccourcir la période de prospérité et à accélérer la venue de la crise. Mais ce qui accélère la crise, accélère également le rythme du développement anglais et sa fin prochaine, à savoir le renversement de la bourgeoisie industrielle par le prolétariat industriel. Les moyens à la disposition des industriels pour étendre les marchés et pour écarter les crises sont très limités. La réduction des dépenses de l'État selon Cobden pourrait n'être qu'un simple propos de Whig ou si elle advient, elle sera pareille à une complète révolution, même si elle ne doit aider que pour un moment seulement. Et si elle est appliquée de la manière la plus large et la plus révolutionnaire – pour autant que les industriels anglais puissent être révolutionnaires – comment fera-t-on face à la prochaine crise ? Il est évident que les industriels anglais, dont les moyens de production ont une puissance d'expansion incomparablement supérieure à leurs débouchés, vont arriver rapidement au point où leurs expédients seront épuisés, où la période de prospérité, qui aujourd'hui encore sépare toute crise de la prochaine, disparaîtra complètement sous le poids de l'excessive croissance des forces productives, où les crises ne seront plus séparées que par de courtes périodes d'une activité industrielle terne et semi-comateuse et où l'industrie, le commerce, la société moderne tout entière doivent périr ou d'une surabondance de force vitale inutilisable ou d'un dépérissement total, si cette situation anormale ne portait pas en elle-même son propre remède et si le développement industriel n'avait pas engendré en même temps la classe qui seule peut assumer la direction de la société : le prolétariat. La révolution prolétarienne est dans ce cas inévitable, et sa victoire certaine.

C'est le déroulement normal des événements, tel qu'il résulte nécessairement de l'ensemble des conditions sociales actuelles en Angleterre. On verra bientôt dans quelle mesure cette évolution normale pourra être abrégée par les conflits sur le continent et par l'effervescence révolutionnaire en Angleterre.

Et la loi des dix heures ?

À partir du moment où le marché mondial lui-même est devenu trop étroit pour le plein épanouissement de toutes les ressources de l'industrie moderne et où il exige une révolution sociale pour créer un

nouvel espace où libérer ses forces – à partir de ce moment, la limitation du temps de travail n'est pas plus une mesure réactionnaire qu'elle n'est un obstacle pour l'industrie. Au contraire, elle va de soi. La première conséquence de la révolution prolétarienne en Angleterre sera la centralisation de la grande industrie dans les mains de l'État, c'est-à-dire du prolétariat dominant, et avec la centralisation de l'industrie tomberont tous les rapports de concurrence qui mettent aujourd'hui en conflit la réglementation du temps de travail avec le progrès industriel. Ainsi donc la seule solution à la question des dix heures, comme à toutes les questions issues de l'opposition entre capital et travail salarié, réside dans la révolution prolétarienne.

*

Il est intéressant de comparer cette conclusion avec **les trois derniers paragraphes de l'article destiné au public ouvrier anglais** plus attentif, en principe, à la pertinence de l'analyse, des enjeux et des mots d'ordre.

Voici le dernier des trois ultimes paragraphes¹, sachant que le premier enregistre l'expérience acquise en quelques années par la classe ouvrière « cent fois plus forte, plus éclairée et mieux organisée qu'elle ne l'était au début² » et que le deuxième vise expressément la conquête du pouvoir politique par le suffrage universel³ :

« Troisièmement. L'abrogation dans les faits de la loi de 1847 va pousser les fabricants dans un tel empressement à surproduire que les contrecoups vont se succéder, de sorte que très bientôt tous les moyens d'action et toutes les ressources du système actuel seront épuisés, et qu'une révolution deviendra inévitable, laquelle bouleversera la société beaucoup plus profondément que 1793 et 1848 ne l'ont jamais fait et ne tardera pas à conduire à l'hégémonie politique et sociale des prolétaires. Nous avons déjà vu comment le système social actuel dépend de l'emprise des capitalistes industriels, et comment cette domination dépend de la possibilité qu'ils ont d'accroître sans cesse la production et, en même temps, capable de réduire ses coûts. Mais cette production expansive a une certaine limite: elle ne peut excéder les marchés existants. Si elle le fait, une récession s'ensuit, avec pour conséquences la ruine, la faillite et la misère. Nous avons connu beaucoup de ces récessions, qui heureusement ont été surmontées jusqu'à présent par l'ouverture de nouveaux marchés (la Chine en 1842), ou par une meilleure prospection des anciens, en réduisant les coûts de production (comme par le libre-échange dans le commerce des grains). Mais il y a aussi une limite à cela. Il n'existe pas de nouveaux marchés que l'on puisse ouvrir maintenant; et il ne reste qu'un seul moyen pour réduire les salaires, à savoir une réforme financière radicale et la réduction des impôts par la répudiation de la dette nationale. Et si ces messieurs les barons de l'industrie libre-échangistes n'ont pas le courage d'aller aussi loin, ou un jour si cet expédient temporaire vient lui aussi à faire défaut, alors ils périront de réplétion. Il est évident que, sans aucune chance d'étendre davantage les marchés, dans un système qui est obligé d'accroître la production tous les jours, on va vers la fin de la domination des maîtres d'entreprise. Et que se passera-t-il ensuite? « Ruine et chaos universel », disent les libre-échangistes. La révolution sociale et l'hégémonie prolétarienne, disons-nous. ».

Engels termine par cette exhortation⁴ :

« Ouvriers d'Angleterre! Si vous, vos femmes, et les enfants, devez être à nouveau enfermés dans « ces boîtes infernales » pendant treize heures par jour, ne désespérez pas. C'est une coupe bien amère, mais elle doit être bue. Au plus tôt vous le surmonterez, au mieux ce sera. Vos maîtres si fiers, soyez en assurés, ont creusé leur propre tombe en obtenant ce qu'ils appellent une victoire sur vous. L'abrogation de fait de la loi des dix heures est un événement qui hâtera sensiblement l'heure proche de votre libération. Vos frères, les travailleurs français et allemands, ne se sont jamais satisfaits de projets de loi de dix

¹ Nous traduisons à partir de MECW, vol. 10, p. 275-276.

² Un mouvement ouvrier, écrit Engels, « devenu un corps puissant conscient de sa force, reconnu comme « le quatrième pouvoir » et qui sera bientôt le premier ».

³ Les classes ouvrières ont compris, écrit Engels, « qu'aucun avantage durable ne peut être acquis que par elles-mêmes, par la conquête d'abord du pouvoir politique ».

⁴ D'une manière qui contraste, on le voit, avec la conclusion de l'article destiné au public allemand. Le style n'est plus descriptif comme d'un phénomène *allant de soi* par sa logique même. On est pleinement ici dans le registre de la revendication.

heures¹. Ils voulaient être *entièrement libérés de la tyrannie du capital*. Et vous qui avez, dans le domaine des machines, des compétences, ainsi que numériquement, beaucoup plus de moyens à votre portée de main pour travailler à votre propre salut, et pour produire suffisamment pour vous tous - *vous ne serez sûrement pas satisfaits d'être congédiés avec une petite paie*. Aussi n'exigez plus « la protection du travail », mais battez-vous avec audace dès à présent pour l'hégémonie *politique et sociale de la classe prolétarienne qui vous permettra de protéger vous-mêmes votre travail* ».

*

Un dernier mot.

En **1864**, en d'autres temps donc, Marx formulera sur la loi des 10 heures un jugement rétrospectif qui souligne l'importance de cette conquête. L'évoquant dans le *Manifeste inaugural de l'Association Internationale des Travailleurs*, il écrit :

« Après une lutte de trente années, soutenue avec la plus admirable persévérance, la classe ouvrière anglaise, profitant d'une brouille momentanée entre les maîtres de la terre et les maîtres de l'argent, réussit à enlever le bill de dix heures. Les immenses bienfaits physiques, moraux et intellectuels qui en résultèrent pour les ouvriers des manufactures ont été enregistrés dans les rapports bisannuels des inspecteurs des fabriques et, de tous côtés, on se plaît maintenant à les reconnaître. La plupart des gouvernements continentaux furent obligés d'accepter la loi anglaise dans les manufactures, sous une forme plus ou moins modifiée, et le Parlement anglais est lui-même chaque année forcé d'étendre et d'élargir le cercle de son action. Mais à côté de son utilité pratique, il y a dans la loi certains autres caractères bien faits pour en rehausser le merveilleux succès. Par la bouche de ses savants les plus connus, tels que le docteur Ure, le professeur Senior et autres philosophes de cette trempe, la classe moyenne avait prédit et allait répétant que toute intervention de la loi pour limiter les heures de travail devait sonner le glas de l'industrie anglaise qui, semblable au vampire, ne pouvait vivre que de sang, et du sang des enfants, par-dessus le marché. Jadis, le meurtre d'un enfant était un rite mystérieux de la religion de Moloch, mais on ne le pratiquait qu'en des occasions très solennelles, une fois par an peut-être, et encore Moloch n'avait-il pas de penchant exclusif pour les enfants du pauvre. Ce qui dans cette question de la limitation légale des heures de travail, donnait au conflit un véritable caractère d'acharnement et de fureur, c'est que, sans parler de l'avarice en émoi, il s'agissait là de la grande querelle entre le jeu aveugle de l'offre et de la demande, qui est toute l'économie politique de la classe bourgeoise, et la production sociale contrôlée et régie par la prévoyance sociale, qui constitue l'économie politique de la classe ouvrière. Le bill des dix heures ne fut donc pas seulement un important succès pratique ; ce fut aussi le triomphe d'un principe; pour la première fois, au grand jour, l'économie politique de la bourgeoisie avait été battue par l'économie politique de la classe ouvrière². »

¹ En France, le gouvernement provisoire avait voté dès le 2 mars 48 un décret limitant la journée de travail pour l'ensemble des travailleurs à 10 heures à Paris (à 11 heures en province). Cette disposition à peine appliquée dans les faits avait bientôt été supprimée par l'Assemblée nationale le 9 septembre 48, sous le ministère de Cavaignac, la journée de 12 heures se trouvant partout rétablie.

² Nous citons à partir de la version disponible sur le site www.marxists.org, section française.

5.7. Fr. Engels, Lettres d'Allemagne

En mars 1849, George Julian Harney avait demandé à Engels de contribuer au nouveau journal qu'il projetait de fonder, en juin, sous le titre *The Democratic Review of British and Foreign Politics, History, & Literature*¹.

Engels n'a pu répondre à l'invitation qu'en novembre 1849, lors de son arrivée à Londres.

Il fournira **quatre lettres** qui seront publiées, les trois premières, successivement dans les numéros de **janvier, février et mars 1850**, la dernière ne paraissant qu'en **août**.

Observons que cette série a paru en parallèle avec les *Lettres de France* écrites par Engels pour le même journal entre les mois de janvier et d'août 1850².

*

Nous traduisons à partir des documents disponibles aux pages 7-16 puis 392-395 du volume 10 des *Marx Engels Collected Works*.

*

(1)

Cette première contribution d'Engels fournit l'occasion d'établir un point de précision sur les événements survenus en Allemagne et dans l'empire autrichien entre la fin de l'année 1849 et le début de 1850. L'exposé vient à la suite du panorama général sur les révolutions et contre-révolutions en Allemagne et en Autriche au chapitre 1.1 de notre fascicule 17.

Pour rappel :

- 26.05.49 Profitant de la situation créée par le soulèvement dans le sud-ouest, la Prusse obtient des princes qui ont sollicité son aide (la Saxe et le Hanovre) qu'ils signent, le 26 mai 49, un traité d'alliance en vue d'une **Union restreinte** basée sur un nouveau projet de Constitution. Cette union (que l'on appelait aussi *l'Alliance des trois rois*) vise clairement à établir l'hégémonie de la Prusse. Elle suscitera bientôt l'hostilité ouverte de la Russie et de l'Autriche. Une circulaire du 28 mai 49 portera connaissance aux autres Etats allemands de la signature de ce traité, les invitant à s'y joindre.
- 30.05.49 A Berlin, le suffrage universel est aboli au profit du suffrage censitaire et indirect « des trois classes », chacune d'elles se trouvant définie selon la contribution de ses candidats aux recettes fiscales directes³. C'est sur cette base que seront organisées les élections des 17 et 27 juin 1849⁴.
- 23.07.49 La capitulation de la forteresse de Rastatt marque la fin de la révolution badoise et **met un terme à la révolution allemande de 1848-49**.

¹ La revue paraîtra de juin 1849 à septembre 1850. Les pages sont accessibles sur le site Hathitrust.org de Hathi Trust Digital Library.

² Nous renvoyons sur ce point au chapitre 3.8 de notre fascicule 15.

³ *Almanach de Gotha* pour l'année 1850, Chronique, p. 107.

⁴ Le scrutin assure le triomphe de la droite mais il est marqué par une abstention massive. Elle atteint 89 % en Rhénanie. Chacune de ces classes (4,7 % de la population pour la première, 12,7 % pour la deuxième, 82,6 % pour la troisième) élisait un nombre égal de grands électeurs.

13.08.49 Après une série de défaites, l'armée hongroise dépose les armes à Világos devant les troupes russes du général Theodor von Rüdiger. Dès le 11 août 49, Lajos Kossuth avait abandonné la direction de la lutte, cédant le pouvoir au général Arthur Görgey. **L'empire d'Autriche est rétabli.**

Les événements de la révolution de 1848-1849 laissent ainsi face à face deux puissances, la Prusse et l'empire autrichien, qui ne vont pas tarder à s'affronter, d'abord sur le plan politique avec la victoire diplomatique de l'Autriche à **Olmütz** en novembre 1850, et plus tard, sur le plan guerrier cette fois, avec la victoire militaire de la Prusse à **Sadowa** en juillet 1866.

30.09.49 Les gouvernements autrichien et prussien signent un accord provisoire (valable jusqu'au 1^{er} mai 1850) qui établit un directoire, dit par *intérim*, de quatre membres (deux Autrichiens et deux Prussiens) pour gouverner la Confédération que les Autrichiens, sous la direction de Felix von Schwarzenberg, entendent bien rétablir dans sa forme ancienne (ce qui suppose la démission du vicaire d'Empire). La conséquence de cet accord sera la dissolution à terme de l'alliance des trois rois (Hanovre, Prusse, Saxe) mise en place par *l'Union restreinte*.

*

« L'ordre règne en Allemagne. ». Telle est aujourd'hui la grande devise de nos dirigeants, qu'ils soient princes, aristocrates, bourgeois, ou qu'ils appartiennent à toute autre fraction de ce parti récemment formé que vous pourriez appeler en anglais le parti des *Ordermongers*¹. « L'ordre règne en Allemagne » ; et pourtant il n'y a jamais eu, pas même sous le « Saint Empire romain » de jadis, une confusion en Allemagne pareille à celle que l'on constate à l'heure actuelle sous le règne de « l'Ordre ».

Dans l'ancien système, avant la révolution de 1848, nous savions au moins qui nous gouvernait. La vieille Diète fédérale de Francfort s'est manifestée par les lois contre la liberté de la presse, par des tribunaux d'exception, par des contrôles imposés même sur les simulacres de Constitution qui permettaient à certaines populations allemandes de se bercer d'illusions. Mais aujourd'hui! nous savons à peine nous-mêmes combien de gouvernements nous avons dans ce pays.

Il y a, d'abord, le vicaire d'Empire², institué par l'Assemblée nationale désormais dispersée, et qui, bien que sans aucun pouvoir, se maintient à son poste avec la plus grande obstination.

Il y a, ensuite, le gouvernement par « *intérim* », une chose dont personne ne sait exactement ce qu'elle est mais qui est comme une restauration de l'ancienne Diète, un gouvernement mis en place sous l'influence prédominante de la Prusse et dont le but est de pousser l'ancien Vicaire (qui représente plus ou moins les intérêts autrichiens) à démissionner et à lui céder ses prérogatives³. Et pendant ce temps, ni l'un ni l'autre ne dispose du moindre pouvoir.

Troisièmement, il y a la « Régence d'Empire » élue à Stuttgart par l'Assemblée nationale au cours des derniers jours de son existence⁴, et les

¹ Le suffixe anglais « monger » est porteur d'une nuance péjorative pour désigner une ou des personnes néfastes. Les chartistes parlaient de « profitmongers » et de « moneymongers » pour dénoncer des profiteurs.

² Le 29 juin 1848, l'Assemblée de Francfort avait élu l'Archiduc Jean d'Autriche au poste de Vicaire d'Empire (avant de proposer en mars 1849 la couronne du Reich au roi de Prusse qui la refusera). L'archiduc Jean ne démissionnera de son poste que le 20 décembre 49, soit trois mois après la signature du traité du 30 septembre 49 instituant le gouvernement par *intérim*. La correspondance d'Engels, censément écrite de Cologne, est datée du 18 décembre 48, soit deux jours avant cette démission.

³ L'interprétation d'Engels ne paraît pas correspondre ici aux véritables rapports de forces. Il semble bien, en effet, que l'accord en vue de ce directoire par *intérim* ait été imposé par le pouvoir autrichien afin de rétablir l'ancienne Diète fédérale et de faire opposition aux manœuvres prussiennes en cours dans le cadre de *l'Union restreinte*.

⁴ Ladite *Régence d'Empire* s'était constituée le 7 juin 1849 à Stuttgart autour ce qui restait, à gauche, de l'Assemblée de Francfort. Elle était dirigée par cinq démocrates modérés : Franz Raveaux, Karl Vogt, Ludwig Simon, Friedrich Schuler et August Becher. Elle sera dispersée le 18 juin 1849 par les troupes du

restes de cette assemblée, la « gauche décidée » et l' « extrême gauche », lesquelles deux gauches représentent, avec la « Régence », les démocrates et Shopocrates¹ « modérés et philosophiques » d'Allemagne. Ce gouvernement « impérial » tient ses audiences dans un café à Berne en Suisse, et dispose d'environ autant de puissance que les deux précédents.

Quatrièmement, il y a ce qu'on appelle la *Ligue des trois rois*, ou l'Etat fédéral restreint (ou, comment dire ?, restreint à la fine fleur), créée dans le but de faire du roi de Prusse l'empereur chapeautant tous les petits États de l'Allemagne. Elle est appelée la *Ligue des trois rois* parce que tous les rois, à l'exception du roi de Prusse, s'y opposent et il se nomme lui-même « Etat fédéral restreint », parce que, bien qu'il soit en gestation depuis le 28 mai dernier, il n'y a aucun d'espoir qu'il produise quelque chose de viable.

Il y a, cinquièmement, les *Quatre rois*², de Hanovre³, de Saxe, de Bavière et du Wurtemberg, qui sont déterminés à faire ce qu'ils veulent, et à ne se soumettre à aucune des « impuissances centrales » mentionnées ci-dessus.

Enfin, il y a l'Autriche, qui essaie par tous les moyens de maintenir sa suprématie en Allemagne, et de soutenir par conséquent les quatre rois dans leurs efforts d'indépendance à l'égard de l'emprise prussienne.

En attendant, les *vrais* gouvernements, ceux qui détiennent le pouvoir, sont l'Autriche et la Prusse. Ils gouvernent l'Allemagne par le despotisme militaire et font et défont les lois à leur guise. Entre leurs possessions et dépendances se trouvent, comme un terrain *quasi* neutre, les quatre royaumes, et ce sera sur ce terrain, et plus particulièrement en Saxe, que les prétentions des deux grandes puissances vont se rencontrer. Il n'existe cependant aucune probabilité qu'un grave conflit éclate entre eux. L'Autriche et la Prusse savent trop bien toutes les deux que leurs forces doivent rester unies si elles veulent réprimer l'esprit révolutionnaire qui s'est répandu dans toute l'Allemagne, en Hongrie, et dans les parties de la Pologne qui appartiennent aux pouvoirs en question. En cas de besoin, d'ailleurs, « notre bien-aimé beau-frère⁴ » le tsar orthodoxe de toutes les Russies, interviendrait et interdirait à ses lords lieutenants d'Autriche et la Prusse de se quereller entre eux.

Cette confusion jamais égalée des gouvernements, des prétentions, des revendications, de la loi fédérale allemande, a cependant un énorme avantage. Les républicains allemands étaient, jusqu'à ce jour, divisés en fédéralistes et unitaristes, les premiers ayant leur principale force dans le sud. La confusion qui a suivi chaque tentative de réorganiser l'Allemagne en un Etat fédéral, doit rendre évident que tout plan de cet ordre avortera parce qu'il est impossible, et stupide, et que l'Allemagne est trop civilisée pour être gouvernable sous une autre forme que la *République allemande, Une et Indivisible, Démocratique et Sociale*.

J'aurais aimé dire quelques mots sur l'acquiescement de Waldeck et Jacoby⁵, mais la place me manque pour le faire. Qu'il me suffise de dire que, pour au moins quelques mois à venir, il sera tout à fait impossible pour le gouvernement en Prusse d'obtenir dans les procès politiques un

Wurtemberg, et la plupart des députés émigreront en Suisse. Engels manie manifestement l'ironie en comptant cette instance parmi les pouvoirs qu'il répertorie.

¹ « Le pouvoir de la boutique », autrement dit la petite-bourgeoisie marchande.

² Cette appellation est un autre effet de l'ironie d'Engels qui souligne, sous l'apparence d'une prétendue union politique concurrente, la solidarité de ces Etats du sud (de confession catholique) et du Nord (le Hanovre et la Saxe) de l'Allemagne soucieux de s'affranchir de l'hégémonie prussienne et de soutenir à cet effet une alliance avec l'Autriche.

³ Le Hanovre s'est retiré de l'*Union restreinte* dès le 30 décembre 49 sous la pression de l'Autriche.

⁴ Le tsar Nicolas 1^{er} avait épousé en juillet 1817 la princesse de Prusse Louise Charlotte de Hohenzollern, sœur de Frédéric-Guillaume IV et du futur empereur Guillaume Ier dont il était, oui, le beau-frère.

⁵ En décembre 1849, les jurys de Berlin et de Königsberg avaient acquitté les députés Benedikt Waldeck et Johann Jacoby, deux leaders de l'aile gauche des parlements de Berlin et de Francfort qui avaient été accusés de haute trahison, B. Waldeck pour un imaginaire complot avec tentative d'attentat contre la personne du roi, J. Jacoby pour avoir participé aux sessions de l'ancien parlement de Francfort déplacé à Stuttgart.

verdict de culpabilité, à l'exception, peut-être, de certains coins reculés où les jurés sont aussi fanatisés que les orangistes de l'Ulster¹.

*

(2)

31.01.50 Vote de la Constitution prussienne².

Elle comportait entre autres les articles suivants :

Article 43 : La personne du roi est inviolable.

Article 45 : Au roi appartient seul le pouvoir exécutif. Il nomme et révoque les ministres. Il ordonne la proclamation des lois et donne les ordres nécessaires à leur application.

Article 46 : Le roi détient le commandement supérieur de l'armée.

Article 51 : Le roi convoque les Chambres et clôt leurs sessions. Il peut ou les dissoudre toutes les deux ou n'en dissoudre qu'une. Dans un tel cas, les électeurs doivent être consultés dans un délai maximum de 60 jours après la dissolution et les Chambres réunies dans un délai de maximum de 90 jours après la dissolution³.

20.03.50 Création de l'*Union d'Erfurt*, une assemblée parlementaire éphémère qui siègera du 20 mars au 29 avril 1850 avec à l'ordre du jour la reprise du projet de Francfort d'une nouvelle Constitution. Cette assemblée résulte surtout de l'initiative du conservateur Joseph von Radowitz qui se trouvait depuis mai 1848 à la tête de la politique étrangère de la Prusse, avec pour perspective une unification allemande sous hégémonie prussienne. Elle est soutenue par les députés libéraux prussiens favorables à une monarchie constitutionnelle qui s'étaient réunis en juin 1849 à Gotha sous la direction d'Heinrich von Gagern pour former un parlement.

Curieuses révélations concernant les despotes d'Allemagne. - Projet de guerre contre la France. - La révolution qui s'annonce⁴

Le lendemain où je vous ai envoyé mon dernier papier, des nouvelles sont parvenues ici sur le « règlement de la question » de savoir qui devait régner sur toute l'Allemagne. Le gouvernement par « Intérim », composé de deux délégués autrichiens et deux délégués prussiens, a enfin obtenu que le vieil archiduc Jean se retire des affaires⁵. Ils ont donc pris les rênes d'un pouvoir qui cependant ne sera pas de longue durée. Il expire au mois de mai prochain, et il y a de bonnes raisons de penser qu'avant même ce terme « certains événements fâcheux » balaieront ces quatre dirigeants provisoires de l'Allemagne. Les noms de ces quatre satellites du despotisme militaire sont très significatifs. L'Autriche a envoyé M. Kübeck, ministre des Finances sous Met-

¹ Engels fait référence à l'organisation secrète protestante, la société orangiste, fondée en 1795 pour lutter contre le mouvement de libération nationale irlandais. Cette association était particulièrement active en Ulster parmi une population majoritairement protestante.

² **Pour rappel**, cette Constitution avait d'abord été « octroyée » par le roi le 5 décembre 1848 après la dissolution de l'Assemblée nationale et la convocation de nouvelles élections. En avril 1849, Frédéric-Guillaume IV avait révoqué la deuxième Chambre à peine issue de ces élections de janvier et février 1849. On était alors dans le contexte de son refus de la couronne que lui offrait le parlement de Francfort. Les soulèvements révolutionnaires allaient bientôt se déclencher, à Dresde d'abord en mai 1849, dans le Bade ensuite. Le 15 mai, Frédéric-Guillaume IV ripostait en publiant un manifeste « A mon peuple » dans lequel il annonçait un nouveau projet constitutionnel. Le texte sera en fin de compte soumis aux Chambres issues du scrutin des trois classes établi par la loi électorale du 30 mai 49.

³ Source : François Roth, *L'Allemagne de 1815 à 1918*, Armand Colin, Coll. *Cursus*, Paris 1966, p. 42. Fr. Roth mentionne la date du 11 janvier 1850. Or l'annonce de la *publication officielle* de la Constitution est précisément datée du 31 janvier 1850 par *l'Almanach de Gotha pour l'année 1851*, Chronique, p. 67.

⁴ L'article est daté du 20 janvier 1850.

⁵ Soit, rappelons-le, le 20 décembre 1849.

ternich, et le général Schönhals, le bras droit du boucher Radetzki. La Prusse est représentée par le général Radowitz, membre de l'ordre des Jésuites, favori du roi, et principal inventeur de toutes les intrigues par lesquelles la Prusse a réussi, pour le moment, à mater la révolution allemande, et par M. Bötticher, gouverneur, avant la révolution, de la province de la Prusse orientale, où l'on se souvient volontiers (?) de lui comme empêcheur de réunions publiques et comme organisateur du système d'espionnage. Tous les faits et gestes d'un tel lot de coquins ne doivent pas vous être racontés. Je ne vais citer qu'un seul exemple. Le gouvernement du Wurtemberg, contraint par la révolution, avait pris un accord avec le prince de Thurn et Taxis¹ - qui, vous le savez, a le monopole de la transmission postale des lettres et du transport de passagers dans une grande partie de l'Allemagne, à l'exclusion des gouvernements, - le gouvernement du Wurtemberg, dis-je, avait conclu un contrat avec ce brigand à l'échelle nationale pour se dessaisir, contre une belle somme, de son monopole en faveur dudit gouvernement. Les circonstances une fois devenues plus favorables pour ceux qui vivent du pillage national, le prince Thurn et Taxis a évalué son monopole à un prix supérieur à la somme prévue dans le contrat, et refusé de le céder. Le gouvernement du Wurtemberg, libéré de la pression de l'extérieur, a trouvé ce revirement tout à fait raisonnable; et les deux parties se sont tournées - le prince publiquement, le gouvernement susdit secrètement - vers le pouvoir par intérim, lequel, prenant pour prétexte un article de l'ancienne loi de 1815, a déclaré le contrat nul et illégal. C'est bien ainsi. Il est de loin préférable que M. Thurn et Taxis conserve son privilège quelques mois de plus; quand le peuple en aura fini avec tous ces privilèges, il les lui enlèvera sans rien lui donner, mais au contraire, il lui fera rendre l'argent qu'il lui a volé jusque-là.

Le despotisme militaire en Autriche devient chaque jour plus intolérable. La presse est presque réduite à néant, toutes les libertés publiques sont détruites, le pays entier grouille d'espions - emprisonnements, cours martiales, flagellations partout dans le pays - telle est la signification pratique de ces Constitutions provinciales que les gouvernements publient de temps en temps, et qu'ils ne se gênent pas de casser au moment même de leur publication. Il y a cependant une fin à tout, même aux états de siège et à la loi des armes. Les armées coûtent de l'argent, et l'argent est une chose que même l'empereur le plus puissant ne peut créer à son gré. Les gouvernements autrichiens ont jusqu'à présent réussi à maintenir leurs finances à flot par d'énormes émissions de papier-monnaie. Mais il y a une fin à cela aussi; et, en dépit de ce lieutenant prussien qui, un jour me provoqua en duel parce que je lui avais dit qu'un roi ou un empereur ne pouvait pas fabriquer autant de dollars de papier qu'il le souhaitait - en dépit de ce profond connaisseur en économie politique, l'empereur d'Autriche voit son papier monnaie, quoique inconvertible, perdre vingt à trente pour cent de sa valeur argent, et presque cinquante pour cent de sa valeur or. L'emprunt étranger qu'il envisageait a chuté suite aux manœuvres de M. Cobden. Les capitalistes étrangers n'ont souscrit que pour 500.000 livres et il veut quinze fois cette somme, alors que son pays à bout de souffle ne peut se permettre de lui prêter quoi que ce soit. Le déficit, quinze millions et demi à la fin de septembre dernier, aura atteint à ce jour 20 à 24 millions - la plus grande part des dépenses de guerre hongroises étant payable au dernier trimestre de 1849. Ainsi, il n'y a qu'une seule alternative pour l'Autriche: soit la faillite, soit une guerre étrangère pour que l'armée se paye elle-même, et reconquière un crédit commercial à force de batailles gagnées, de provinces conquises et de contributions de guerre imposées. Ainsi M. Cobden, en s'opposant à des prêts autrichiens et russes au prétexte de la préservation de la paix, a plus que tout autre contribué - pour la Russie on est dans la même situation gênante que pour l'Autriche - à hâter cette campagne des coalisés contre la République française, une campagne qui ne peut, sous aucun prétexte, se faire encore attendre longtemps.

En Prusse, nous assistons à un nouvel acte, à une nouvelle démonstration de « probité royale ». Vous savez que Frédéric-Guillaume IV, l'homme qui n'a jamais manqué à sa parole, a dispersé par la force, en

¹ Connue en français sous le nom de *Tour et Taxis*, cette famille princière allemande avait reçu dès 1520 de l'empereur Charles Quint le privilège d'organiser le service des postes.

novembre 1848¹, la représentation nationale, et a imposé à son peuple une Constitution selon son cœur; qu'il a convenu que cette magnifique pièce de sa fabrication devait être révisée par le premier parlement appelé à se réunir; qu'au sein de ce Parlement, la deuxième Chambre (la Chambre des communes²) s'est vue dissoute avant même d'avoir entrepris cette révision et qu'une autre réforme électorale a été imposée au peuple, par laquelle on a habilement escamoté le suffrage universel, et une majorité de noblesse terrienne, de fonctionnaires du gouvernement, et de bourgeois, a été obtenue³. Cette Chambre, pour laquelle tout démocrate a refusé de voter, si bien qu'elle a été élue par un cinquième ou un sixième de l'ensemble des électeurs⁴ - cette Chambre s'est livrée en collaboration avec l'ancienne première Chambre à une révision de la Constitution, et l'a rendue, bien sûr, encore plus agréable au roi que lui-même ne l'avait fait à l'origine. Ils l'ont à présent presque terminée. Maintenant, pensez-vous, Sa Majesté va se faire un plaisir d'accepter cette Constitution amendée, et de prêter le serment qu'elle prescrit. Pas lui, en vérité. Il a envoyé à son fidèle Parlement un message royal, indiquant qu'il est très heureux de ce que les deux Chambres ont fait de sa Constitution, mais que, avant que sa « conscience royale » ne lui permette de prononcer ledit serment, sa propre Constitution doit être modifiée sur une douzaine de points⁵.

Et quels sont ces points? Eh bien, Sa Majesté est tellement modeste qu'elle ne requiert rien de plus que les bagatelles suivantes :

1. Que la première Chambre, désormais élue par les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, soit une véritable Chambre des Lords où siègent les princes royaux, environ une centaine de pairs héréditaires choisis par Sa Majesté, soixante pairs élus par les grands propriétaires terriens, trente par les rentiers, six par les universités.
2. Que les ministres soient responsables devant le roi et le pays, et non pas devant le parlement.
3. Que toutes les taxes votées au budget soient perçues pour toujours, sans que le parlement n'ait le pouvoir de le refuser.
4. Qu'une « Chambre étoilée⁶ » ou Haute Cour de justice soit créée pour juger les délits politiques – aucune mention n'étant faite de jurys.
5. Qu'une loi spéciale définisse et restreigne les pouvoirs de la deuxième Chambre du parlement, etc.

Alors que pensez-vous de cela? Sa Majesté impose aux bons Prussiens une nouvelle Constitution, destinée à être amendée par le parlement. Son Parlement l'amende en éliminant tout ce qui peut ressembler à un vestige des droits populaires. Et le roi, non content de cela, déclare que sa « conscience royale » lui interdit d'accepter sa propre Constitution, modifiée dans son propre intérêt, sans les autres modifications évoquées ci-dessus. Vraiment, il s'agit là d'un royal cas de conscience! Il y a peu de chances que même ce simulacre de parle-

¹ Précisément le 5 décembre 1848. Le bref historique d'Engels rappelle ici d'abord la Constitution du 25 mai 1849, puis les élections du 17 au 27 juin 49 selon la nouvelle loi électorale des trois classes. Le texte définitif de la Constitution sera voté le 11 janvier 1850.

² Cette parenthèse par référence, en vue du public anglais, à la Chambre basse du système bicaméral britannique.

³ Cette réforme électorale avait introduit, nous l'avons vu, le scrutin plural et indirect dit « des trois classes ».

⁴ Pour rappel, ce scrutin avait été marqué par une très forte abstention, dont 89% en Rhénanie.

⁵ Engels fait ici référence au message du 7 janvier 1850 de Frédéric-Guillaume IV. Parmi les « désirs » du roi, l'on compte ses exigences sur la constitution de la première Chambre, à savoir qu'elle se compose « des princes de la famille royale, des chefs de familles immédiates de l'empire, ainsi que de celles qui devront, après le droit de primogéniture, y siéger avec voix, de 60 membres élus par le roi, qu'il choisira dans le nombre de 200 propriétaires fonciers de chaque province, payant le maximum des impôts directs, enfin de 30 chefs municipaux des villes les plus considérables de la monarchie et de 6 membres des universités ». Ces dispositions seront adoptées pour l'essentiel par la deuxième Chambre prussienne le 26 janvier 1850. (Source : *Almanach de Gotha pour l'année 1851*, Chronique, p. 60 et p. 65.)

⁶ Soit le nom d'une salle du palais royal de Westminster où Henry VII avait établi en 1487 un tribunal spécial pour juger les seigneurs féodaux rebelles. (Source : la note 18 de MECW, vol. 10, p. 646)

ment cède devant une telle impudence. La conséquence en sera sa dissolution, et la fin de tout parlement dans la Prusse d'aujourd'hui.

Engels quitte ici le registre de l'information pour aborder l'hypothèse (sur laquelle il reviendra dans sa prochaine contribution) de l'imminence d'une guerre menée contre la France par les forces de la Sainte Alliance, la Prusse, l'Autriche et la Russie réunies.

Ces préparatifs feront l'objet, mais sur un mode plus prudent, d'un commentaire dans la première « Revue » politique parue dans le numéro 2 de février 1850 de la *Neue Rheinische Zeitung Politisch-ökonomische Revue*. Soulignant l'importance du nouveau budget militaire voté par les chambres prussiennes, l'article commente les propos du ministre de la guerre prussien en vue d'une prochaine mobilisation : « (...) la Prusse, *lit-on*, a proclamé assez bruyamment et distinctement son adhésion renouvelée à la Sainte Alliance. L'identité de l'ennemi contre qui se prépare la nouvelle croisade est bien connue. Le centre de l'anarchie et de la révolte, la Babylone gauloise, doit être anéanti. Il dépendra presque uniquement de l'évolution des affaires à Paris que la France soit attaquée directement ou que cette action soit précédée par des opérations de diversion contre la Suisse et contre la Turquie. En tout cas, le gouvernement prussien dispose maintenant de moyens pour faire passer ses 180.000 soldats à 500.000, dans un délai de deux mois ; 400.000 Russes sont déployés en Pologne, Volhynie et Bessarabie ; l'Autriche a au moins 650.000 hommes de troupes sous les drapeaux. Ne serait-ce que pour nourrir ces colossales armées, la Russie et l'Autriche devront commencer dès cette année une guerre d'invasion¹. ».

Le secret de tout cela est l'anticipation de la grande guerre de coalition mentionnée ci-dessus². Le gentilhomme « consciencieux » sur le trône de Prusse s'attend à voir son pays rebelle envahi en mars ou en avril par un million de barbares asiatiques³ et à marcher, avec « sa propre armée glorieuse⁴ », contre Paris, à la conquête de ce beau pays qui produit le champagne qu'il aime tant. Et la République une fois écartée, le descendant de saint Louis rétabli sur le trône de France, quelle serait alors l'utilité de Constitutions et de parlements sur ses propres terres?

Ces considérations participent surtout de la **double hypothèse** d'une victoire des forces républicaines françaises aux élections générales de 1852 et d'une riposte militaire de la Sainte-Alliance entraînant elle-même la reprise du mouvement révolutionnaire européen.

En attendant l'esprit révolutionnaire renaît rapidement dans toute l'Allemagne. L'ex-libéral le plus convaincu qui, après mars 1848, avait rallié le roi pour lutter contre le peuple se rend compte maintenant que - comme on le dit en Allemagne - même s'il n'a donné au diable que le bout de son petit doigt, ce noble sire lui a depuis saisi la main entière. Les incessants acquittements prononcés par les jurys dans les procès politiques en sont les meilleures preuves. Chaque jour apporte un fait nouveau dans ce sens. Ainsi, il y a quelques jours, les ouvriers de Mülheim - qui, en mai 1849, avaient arraché les voies du chemin de fer afin d'arrêter l'acheminement de troupes vers Elberfeld insurgé - ont été acquittés ici à Cologne. Dans le sud de l'Allemagne, les difficultés financières et l'augmentation des taxes montrent à tous les bourgeois que cet état de choses ne peut pas durer. Dans le Bade les mêmes bourgeois qui ont trahi la dernière insurrection et salué l'arrivée des Prussiens, se sentent punis et affolés par ces mêmes Prussiens et

¹ K. Marx, *Œuvres*, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, tome 4, « Chroniques littéraires et politiques dans la *Neue Rheinische Zeitung Politisch-ökonomische Revue* », pp. 382-384. Compte tenu de la division du travail entre Marx et Engels et de la spécialisation de ce dernier dans les affaires militaires, il est probable que ces lignes sont de la plume d'Engels. L'article s'appuie sur un mémorandum publié dans la presse suisse par l'ancien officier badois Franz Sigel et poursuit par une description détaillée des plans d'invasion de la Suisse par la Prusse et l'Autriche. Il se termine par cette affirmation : « Une chose est sûre : la Sainte-Alliance s'ébranlera encore cette année, soit tout d'abord contre la Suisse ou la Turquie, soit directement contre la France (...) »

² C'est-à-dire dans le titre même de cet article.

³ Autrement dit par les armées russes alliées de la Prusse dans cette éventuelle guerre menée contre la France.

⁴ Par référence au message de nouvel an de Frédéric-Guillaume IV le 1er janvier 1849 (« A mon armée »). Marx avait consacré l'éditorial de l'édition du 9 janvier de la *Nouvelle Gazette Rhénane* à ce discours royal (« Message de nouvel an », pp. 293-298 du second tome de l'anthologie publiée aux Editions sociales, Paris 1968). On était à l'époque dans le contexte de la première intervention des armées prussiennes dans le conflit au Schleswig-Holstein, lequel s'était terminé par l'armistice de Malmö, le 26 août 1848.

par le gouvernement, qui sous leur couvert les conduit à la ruine et au désespoir. Quant aux travailleurs et à la paysannerie, ils sont partout sur le *qui-vive*, attendant le signal d'une insurrection qui, cette fois, ne cessera pas avant que la domination politique et le progrès social des prolétaires puissent être assurés. *Et cette révolution est toute proche.*

(3)

Le roi de Prusse prête serment à la Constitution et jure de "Servir le Seigneur!" - Grande conspiration de la Sainte-Alliance. Prochaine attaque contre la Suisse. - Projet de conquête et de partition de la France!¹

*

Enfin Sa Majesté le roi de Prusse a prêté serment à la soi-disant "Constitution"². Si cela n'avait été pour l'occasion de prononcer un discours, nul doute que cette farce royale n'aurait jamais eu lieu. Mais sa majesté qui aime tant discourir, juste pour l'amour de la parole, a bien dû se farcir le serment, tout comme on l'avait vu auparavant avaler humblement tant de choses désagréables, tel le célèbre « chapeau bas!³ » que lui avait crié le peuple de Berlin le 19 Mars 1848. Le serment est sans conséquence. Qu'est-ce que le serment d'un roi, et en particulier d'un Frédéric-Guillaume IV! L'essentiel tient au discours, et pour un discours précieux, il l'est vraiment. Pensez à la prussienne Majesté déclarant très sérieusement, sans que lui ni personne d'autre dans l'Assemblée n'éclate de rire, qu'il est *un homme d'honneur*, et qu'il est sur le point de donner ce qu'il a de plus cher - sa parole royale! Mais, poursuit-il - après une série d'efforts oratoires les plus fantaisistes - il donne sa parole à une seule condition: qu'il soit possible pour lui de gouverner avec cette Constitution, et de remplir la promesse qu'il a faite il y a trois ans⁴, à savoir, « Moi et ma Maison allons servir le Seigneur! ».

Ce que l' « homme d'honneur » de fraîche date veut dire en affirmant qu'il gouvernera avec la Constitution et servira le Seigneur est déjà en train de devenir assez clair. Les ministres de Sa Majesté se sont manifestés depuis cette farce de prestation de serment; tout d'abord avec deux lois qui font presque entièrement l'impasse sur la liberté de la presse et sur le droit d'association et d'assemblée; ensuite, avec une demande de crédits de dix-huit millions de dollars (deux millions et demi de livres sterling) pour *renforcer l'armée*. La signification de tout cela est évidente. D'abord détruire dans le détail les quelques libertés fictives laissées au peuple par le précieux simulacre de Constitution, puis mettre l'armée sur pied de guerre, et marcher avec la Russie et l'Autriche contre la France. Il n'y a aucun doute quant à l'accord des Chambres bourgeoises sur tout cela, lequel accord donnera au roi la possibilité de gouverner avec la Constitution et de servir le Seigneur avec sa Maison.

¹ L'article est daté du 18 février 1850.

² Cette prestation de serment est intervenue le 6 février 1850. Parlant de cette Constitution, le roi déclare, s'adressant aux deux Chambres : « Vous l'avez rectifiée de vos mains. Vous en avez écarté ce qui était dangereux, vous l'avez améliorée ; par votre excellent travail et par l'adoption de mes dernières propositions, vous m'avez donné un gage que vous n'abandonnerez pas, après la sanction, la tâche que vous vous êtes imposée avant cet acte. Vous devez m'aider, et les diètes qui se réuniront après vous, et la fidélité de mon peuple doivent me venir aussi en aide contre ceux qui, de cette liberté à eux royalement accordée, font une arme de méchanceté qu'ils tournent contre ceux qui en sont les auteurs, contre l'autorité établie par Dieu. En un mot, la condition vitale de cette Constitution c'est qu'avec elle le gouvernement me devient possible. ». (*Almanach de Gotha pour l'année 1851*, Chronique, p. 69).

³ Une allusion à la scène souvent rapportée lorsque le roi et son épouse avaient été contraints, le 19 mars 1848, de venir s'incliner et se découvrir devant les dépouilles des combattants tombés lors des combats à Berlin.

⁴ Soit le 11 avril 1847 lors de la réunion de la première Diète réunie. Frédéric-Guillaume IV avait été contraint de procéder à cette convocation pour des raisons financières. L'assemblée conduite par l'opposition libérale rhénane avait ce jour-là refusé de voter les crédits et s'était vu congédier sur le champ.

Engels revient ici sur les préparatifs de guerre qu'il attribue aux pays de la Sainte-Alliance en vue d'une offensive contre la Suisse et la France. Le propos ne paraît cependant pas davantage argumenté. Aussi peut-on ne retenir qu'un couple de remarques sur le sujet :

1. On ne trouve aucune trace significative de ces prévisions dans la série contemporaine des *Lettres de France*, sinon une brève allusion dans l'article d'avril 1850 en liaison avec la victoire électorale de la gauche républicaine en mars 1850¹. Plutôt que de faits véritablement annonciateurs, l'analyse participe donc de la certitude partagée par Engels et par Marx d'une reprise du mouvement révolutionnaire en France et en Europe, laquelle conviction se trouve au centre de la circulaire de la Ligue de mars 1850.

2. Engels s'est longtemps persuadé de la haute probabilité de ce conflit. On tient en effet de lui un long manuscrit² d'avril 1851 resté inédit sous le titre « Conditions et perspectives d'une guerre de la Sainte-Alliance contre la France révolutionnaire en 1852 ». Le 3 avril 1851, il écrit à Marx : « D'ailleurs, si une révolution éclate en France l'an prochain, il n'y a pas de doute que la Sainte-Alliance viendra au moins jusqu'aux portes de Paris³ ».

Ce crédit pour l'armée prussienne « pour répondre aux éventualités qui pourraient se présenter au cours du printemps », conjointement avec les autres mesures de la Sainte-Alliance, sont là pour nous éclairer sur les complots en train de se tramer. La Prusse, en plus de ces dix-huit millions, est déjà en train de négocier pour un prêt de seize millions - apparemment dans le but de construire le Grand Chemin de fer de l'Est. Vous ne savez que trop bien, depuis l'affaire de l'emprunt russe, quel splendide prétexte la construction de chemins de fer a fourni aux gouvernements de la Sainte-Alliance pour lever de l'argent. La Prusse, donc, va bientôt lever cinq millions de livres sterling, et l'ensemble de ce prêt sera mis à la disposition du ministère de la guerre. La Russie, outre les cinq millions de livres sterling déjà perçus, est sur le point de contracter un autre emprunt de trente-six millions de roubles argent, ou cinq millions de livres sterling. L'Autriche, seule, après le résultat minable de son récent effort pour rassembler des fonds, doit se satisfaire de ce qu'elle peut réunir chez elle. Son déficit, comme je l'ai signalé dans mon dernier article, se chiffre tout bonnement à deux cent millions de florins (vingt millions de livres sterling) en un an!

Ainsi, tandis que la Russie et la Prusse amassent de l'argent pour faire la guerre, l'Autriche doit faire la guerre pour récolter de l'argent!

Il ne fait aucun doute que si ne survient aucun événement fâcheux en France, la « sainte » campagne commencera le mois prochain contre la Suisse, et peut-être contre la Turquie. La Russie maintient en Pologne, et dans ses environs, une armée de 350.000 hommes, prêts à marcher dès qu'ils en auront reçu l'ordre. Elle a déjà pris les dispositions pour commander de grandes réserves de vivres à livrer le mois prochain non pas en Pologne, mais en Prusse, à Dantzig. L'armée prussienne - environ 150.000 hommes aujourd'hui - peut être portée en un mois à 350.000 par le rappel de la réserve et de la première classe de la Landwehr. Les effectifs de l'armée autrichienne - environ 650.000 hommes - n'ont jamais diminué, mais, au contraire, ont été augmentés grâce aux prisonniers hongrois. L'ensemble des forces disponibles pour une guerre à l'étranger, peut être évalué à quelque chose comme un million, mais les deux tiers des Prussiens et les Autrichiens sont infectés par la maladie démocratique, et pourraient fort bien passer de l'autre côté, dès que l'occasion se présenterait.

¹ Un scrutin qui avait vu l'élection à Paris d'Hippolyte Carnot, de François Vidal et de Paul de Flotte. Engels interprétait cette victoire électorale comme le signe d'une reprise imminente du mouvement révolutionnaire en France : *la révolution est devenue inévitable*, écrivait-il au tout début de sa contribution de mai 1850. Cf. notre fascicule 15, pp. 14-25 du chapitre 3.8.

² Il occupe les pages 468-493 du volume 7 des *Marx Engels Werke*, Dietz Verlag, Berlin, 1960. Le texte commence par cette déclaration : « Je tiens pour inévitable que toute révolution victorieuse à Paris en 1852 entraînera aussitôt une guerre de la Sainte-Alliance contre la France. ». On dispose d'une traduction de larges extraits de cet écrit par Roger Dangeville (supposons-le, car elle n'est pas signée) dans le numéro 14 de sa revue « Le Fil du temps » précisément intitulé « La Belgique, Etat constitutionnel modèle », pp. 68-90. Pour l'essentiel, le propos de ce manuscrit d'Engels est de commenter les aspects strictement techniques de la campagne militaire comparée à la guerre de 1792-1794.

³ *Marx Engels Correspondance*, vol. 2, p. 186. Engels poursuit par une analyse de l'enceinte fortifiée de Paris, annonçant à Marx : « Je t'expliquerai cela au point de vue militaire la prochaine fois de manière détaillée ». Nul doute qu'il se réfère ici à cette étude restée inédite.

Le premier prétexte pour attaquer la Suisse est la présence des réfugiés allemands dans ce pays. Ce prétexte cessera bientôt d'exister, quand les lâches persécutions du gouvernement fédéral auront forcé directement ou indirectement tous les réfugiés à quitter la Suisse. Il y a maintenant quelque 600 réfugiés allemands dans ce pays, et même eux devront bientôt le quitter. Mais il y a un autre prétexte - la demande de la Prusse visant à restaurer l'autorité du roi de Prusse dans l'ex-principauté de Neuchâtel¹, qui s'est transformée en république en 1848. Et même si cette demande devait être rencontrée, on soulèvera à nouveau la question du Sonderbund² dans le cadre de la nouvelle Constitution fédérale, qui, en 1848, a remplacé l'ancien traité réactionnaire de 1814, garanti par la Sainte-Alliance. Ainsi donc, il n'y aura aucune chance pour la Suisse d'échapper à la guerre et à l'occupation étrangère.

Mais le but final de la Sainte-Alliance est la conquête et la partition de la France. Le plan visant à en finir avec ce grand centre révolutionnaire est le suivant: la France une fois conquise sera divisée en trois royaumes - Le Sud-Ouest, ou l'Aquitaine (avec pour capitale Bordeaux), sera attribuée à Henri, duc de Bordeaux ; l'Est, ou la Bourgogne (avec pour capitale Lyon), sera attribuée au prince de Joinville; et le Nord, ou la France proprement dite (avec pour capitale Paris), sera attribuée à Louis Napoléon, pour les services importants qu'il a rendus à la Sainte-Alliance. Ainsi, la France, réduite à l'ancien état de division où elle se trouvait il y a quelques siècles, serait tout à fait réduite à l'impuissance. Que dites-vous de ce charmant projet, qui trouve sans doute son origine dans le cerveau « historique » du roi de Prusse?

Mais, soyez en sûrs, le Peuple - sans lequel la Sainte-Alliance a cru pouvoir compter - saura très bientôt mettre un terme à toutes ces intrigues et tous ces projets, et cela dès que les alliés de la Sainte Alliance commenceront à mettre leurs plans à exécution.

Car le peuple est en éveil, aussi bien en France qu'en Allemagne, et, heureusement, il est assez fort pour terrasser tous ses adversaires dès que ces questions feront l'objet d'un débat général, ouvert et décisif. Et alors les ennemis de la démocratie verront avec terreur que les mouvements de 1848 et 49 n'étaient rien en comparaison de la conflagration universelle qui jettera au feu les vieilles institutions de l'Europe, et qui éclairera la marche des nations victorieuses vers un avenir libre, heureux et glorieux.

*

(4)

La guerre dans le Schleswig Holstein³

L'actualité à cette date de juillet 1850 dans le conflit du Schleswig Holstein correspond à la signature à Berlin de l'accord de paix du **2 juillet 1850**.

Pour rappel, la première guerre des duchés avait débuté en mars 1848 par le soulèvement des nationalistes libéraux allemands en réaction contre la décision du roi du Danemark d'annexer le Schleswig. Sollicitée par les insurgés, la Prusse avait fini par engager son armée et cette campagne avait soulevé en Allemagne une intense ferveur nationaliste⁴. L'intervention diplomatique de la Russie et de l'Angle-

¹ La principauté de Neuchâtel avait été incorporée par le traité de Vienne de 1815 à la Confédération helvétique tout en gardant un lien de vassalité avec la Prusse. Le 29 février 1848, une révolution bourgeoise y avait proclamé la République affranchie de tout lien avec la Prusse.

² En 1845, sept cantons suisses catholiques et conservateurs s'étaient ligués au sein d'une coalition appelée le Sonderbund que la Diète fédérale avait condamnée. Le conflit qui s'en était suivi en novembre 1848 avait abouti au renforcement de l'Etat fédéral.

³ L'article est daté du 21 juillet 1850.

⁴ L'engagement politique de Marx et d'Engels à travers leurs articles dans la *Nouvelle gazette Rhénane* n'était pas moindre : « La guerre que nous menons dans le Schleswig Holstein est une véritable guerre révolutionnaire » écrit Engels dans l'édition du 10 septembre 1848 (*La Nouvelle gazette Rhénane*, une anthologie en 3 tomes aux Éditions sociales, t. 2, p.19). Une formule qu'il reprend sans hésitation dans

terre avait toutefois mis au terme au conflit et contraint la Prusse à signer, le 26 août 1848, l'armistice de Malmö, une décision qui avait été ressentie à Francfort comme une trahison et qui avait provoqué, entre le 16 et le 18 septembre 1848, de violents combats de barricades dans la ville¹.

La rupture par le Danemark de la trêve de Malmö en juillet 1849 avait entraîné la reprise du conflit et la signature, le 2 juillet 1850, d'un second traité de paix qui trouvera sa confirmation lors du traité de Londres de 1852².

Engels s'inspire manifestement pour cette évocation des articles qu'il avait publiés en juin, juillet et septembre 1848 dans la *Nouvelle Gazette Rhénane*³.

Il reprend notamment **sa théorie hautement problématique sur les petites nations** qu'il associe sans nuance à des *épaves* (« des épaves de nationalités ») ou à des *bâtardes* (« des nations bâtar-des »), un thème sur lequel il reviendra dans sa contribution de mars 1852 (« Le panslavisme, la guerre du Schleswig Holstein ») intégrée dans *Révolution et contre-révolution en Allemagne*⁴.

Le sujet qui est au cœur de l'attention aujourd'hui en Allemagne est bien sûr l'affaire du Schleswig-Holstein. Comme cette affaire est très peu comprise dans votre pays, ainsi qu'en France, vous me permettez de vous en livrer un aperçu rapide.

Il a été démontré très clairement que les petits États indépendants par lesquels l'Allemagne se trouve entourée sont, sous une forme plus ou moins libérale, les premiers sièges de la réaction. Ainsi la Belgique, l'Etat modèle du Constitutionnalisme, a été le premier à résister au choc de Février, le premier à proclamer la loi martiale et à prononcer des peines de mort contre des patriotes⁵. Ainsi la Suisse s'est mise à l'abri de la tempête révolutionnaire d'une manière peu honorable en se cachant derrière la muraille de Chine de la neutralité aussi longtemps que la révolution prenait de l'ampleur, et en servant d'auxiliaire servile à la Sainte Alliance contre les réfugiés désarmés lorsque la réaction sévissait à nouveau dans toute l'Europe. Il est évident que le mesquin particularisme étroit de ces Etats impuissants doit les porter à chercher le soutien principalement des anciens pouvoirs établis, à savoir les gouvernements réactionnaires, d'autant plus qu'ils sont conscients que chaque révolution européenne met leur propre indépendance nationale en question, une indépendance que seuls les partisans de l'ancien système politique ont intérêt à préserver.

Le Danemark est un autre de ces petits États à partager cette fierté d'une indépendance nationale et ce désir exorbitant de s'agrandir. L'indépendance et la puissance du Danemark, un Etat ne vivant que sur le pillage du commerce universel par les droits du Sund⁶, n'a d'intérêt pour personne sauf pour la Russie et pour une certaine fraction de la classe politique anglaise. Le Danemark est littéralement l'esclave de la Russie par une série de traités conclus au cours du siècle dernier; et par le biais du Danemark, la Russie met la main sur les Dardanelles de la Baltique. L'ancienne école des hommes politiques anglais trouve, elle aussi, un intérêt dans l'agrandissement du Danemark, conformément à

cet article : « cette guerre dans le Schleswig était la seule guerre révolutionnaire que l'Allemagne ait jamais entreprise », écrit-il plus loin.

¹ Nous renvoyons pour le détail aux pages de notre fascicule 17 consacrées aux contributions d'Engels sur ce conflit dans la *Nouvelle Gazette Rhénane*.

² Le maintien des tensions dans la région entraînera le déclenchement de la seconde guerre des duchés de janvier à octobre 1864 avec cette fois une intervention conjointe de la Prusse et de l'Autriche.

³ D'abord en juin et juillet 48, deux articles « Comédie guerrière dans le Schleswig-Holstein », paru le 5 juin 48 (*La Nouvelle gazette Rhénane*, op.cit., t.1, pp. 58-60) et « L'armistice avec le Danemark », paru les 21 et 22 juillet 48 (t.1, pp. 316-323). Puis en septembre, ces deux autres articles : « L'armistice avec le Danemark », paru le 8 septembre 48 (t.2, pp. 7-11) et « L'armistice Prusso-Danois », paru le 10 septembre 48 (t.2, pp. 15-20).

⁴ Nous renvoyons expressément sur ce thème au chapitre 5.2 (Friedrich Engels « les peuples sans histoire ») de notre fascicule 14.

⁵ Le 30 août 1848, la Cour d'assises d'Anvers avait prononcé 17 condamnations à mort, dont celle de Victor Tedesco, dans l'affaire de l'expédition des républicains belges vers le poste frontière de *Risquons-Tout*. Le procès est évoqué par Engels dans un article du 3 septembre 1848 paru dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* (op.cit., t.1, pp. 457-460).

⁶ Le Sund et les Belts constituent les détroits qui assurent la communication entre la Baltique et la mer du Nord. De 1425 à 1857, le Danemark a perçu un péage sur les navires étrangers empruntant ces détroits. Engels en parle comme de « la survivance d'un brigandage féodal » (*Nouvelle Gazette Rhénane*, t.1, p. 322).

sa vieille stratégie de découpage de l'Europe centrale en un ensemble de petits États se querellant les uns avec les autres, et permettant ainsi à l'Angleterre de leur appliquer le principe « diviser pour régner ».

La politique du parti révolutionnaire dans tous les pays a, au contraire, toujours été d'unir solidement les grandes nationalités jusqu'ici scindées en petits États, et de garantir l'indépendance et le pouvoir, non pas à ces petites épaves de nationalités - comme les Danois, les Croates, les Tchèques, les Slovaques, etc., comptant chacun au maximum trois millions de personnes, ou à ces nations bâtardes, comme les Belges et les Suisses - mais bien aux grandes nationalités valides qui sont maintenant opprimées par le système européen dominant. Une confédération européenne des républiques ne pourra être formée que par des grandes nations d'égale puissance comme les nations anglaise, allemande, italienne, hongroise, polonaise, mais jamais par de prétendues nations misérablement impuissantes comme le sont les Danois, les Hollandais, les Belges, les Suisses, etc.

En outre, le parti révolutionnaire permettra-t-il que la plus importante position maritime du nord, l'entrée de la Baltique, reste à jamais à la merci du particularisme danois?

Vont-ils permettre aux Danois de compenser l'intérêt de leur dette nationale en imposant de lourds péages sur tous les échanges maritimes à travers le Sund et les Belts ? Certainement pas.

Le Danemark, par ce droit héréditaire précieux qui traite un peuple comme autant de biens meubles, s'est trouvé uni avec deux pays allemands, le Schleswig et l'Holstein. Ils avaient des Constitutions distinctes, communes aux deux pays, et des droits anciens octroyés par leurs princes, « selon lesquels ces pays devraient rester unis pour toujours et indivisibles ». La loi de succession, en outre, est différente au Danemark de ce qu'elle est dans les deux duchés. En 1815, lors du tristement célèbre congrès de Vienne, où les nations furent fractionnées et vendues aux enchères, le Holstein fut incorporé à la confédération allemande, mais non le Schleswig. A partir de ce jour, le parti national danois a tenté, mais en vain, d'intégrer le Schleswig au Danemark. Enfin 1848 est arrivé. En mars un mouvement populaire s'est développé à Copenhague, et le parti national et libéral est arrivé aux commandes. Ils ont instantanément décrété une Constitution, et l'incorporation du Schleswig au Danemark. La conséquence a été l'insurrection des duchés, et la guerre entre l'Allemagne et le Danemark.

Alors que des soldats allemands à Posen, en Italie et en Hongrie, se battaient contre la révolution, cette guerre dans le Schleswig était la seule guerre révolutionnaire que l'Allemagne ait jamais entreprise. La question était de savoir si les Schleswig devaient être forcés de suivre le sort du Danemark, petit, impuissant et à demi-civilisé, et d'être pour toujours les esclaves de la Russie, ou s'ils devraient être autorisés à se réunifier avec une nation de quarante millions, qui était justement engagée dans la lutte pour sa liberté, pour son unité et pour la reconquête logique de sa puissance. Quant aux princes allemands, et en particulier l'ivrogne royal de Prusse, ils comprenaient trop bien la signification révolutionnaire de cette guerre. La note est bien connue par laquelle l'ambassadeur de Prusse, le major Wildenbruch¹, a proposé au roi de Danemark de faire la guerre juste pour le spectacle, juste assez qu'il serait nécessaire pour permettre aux révolutionnaires danois et allemands engagés comme volontaires des deux côtés de se dévorer les uns les autres. Par conséquent la guerre était, du côté allemand, une ininterrompue série de trahisons, jusque la bataille de Fredericia, où le corps républicain du Schleswig-Holstein, 10.000 hommes, a été surpris et défait par trois fois leur nombre de Danois, tandis que 40.000 Prussiens et d'autres ne se trouvaient que quelques miles au large et les ont laissés dans le pétrin; pour arriver enfin à cette paix perfide concoctée à Berlin, une paix autorisant la Russie de débarquer des troupes dans le Schleswig, et la Prusse à marcher dans le Holstein pour

¹ Cet officier prussien, Louis von Wildenbruch, avait été chargé en avril 1848 par Frédéric-Guillaume IV d'une mission secrète après du gouvernement danois pour le rassurer sur les intentions de la Prusse, l'engagement des armées prussiennes n'ayant pour but principal que de faire diversion contre les troubles soulevés par les républicains et radicaux en Allemagne.

mater la rébellion qu'elle avait elle-même soutenue et encouragée, tout au moins officiellement.

S'il y avait quelque doute sur le côté où se trouvaient les intérêts révolutionnaires ou réactionnaires, il ne peut plus y en avoir aucun maintenant. La Russie envoie sa flotte pour fraterniser avec les Danois et assurer de concert avec eux le blocus des frontières maritimes du Schleswig-Holstein. Tous les « pouvoirs en place » sont disposés contre cette petite tribu allemande de pas plus de 850.000 âmes; et il n'y a que les sympathies des révolutionnaires de tous les pays pour venir en aide à ce petit peuple courageux.

Ils tomberont sans aucun doute; ils peuvent résister un certain temps, et même renverser le perfide gouvernement bourgeois que la Prusse leur a imposé, ils peuvent battre les Danois et les Russes, mais à la fin ils seront écrasés, à moins que l'armée prussienne, qui assurément sera lancée à la conquête de l'Holstein, ne refuse d'obéir.

Engels termine comme très souvent par une abrupte conclusion de style invocatoire.

Et si cela, qui n'est pas du tout impossible, devait arriver, vous verriez les choses prendre en Allemagne une autre tournure. Il y aurait alors une flambée générale, telle que 1848 ne serait rien comparé à elle; car les actes de la Sainte-Alliance n'ont pas manqué de produire leurs effets sur le peuple allemand et si en 48 même la république fédérative était impossible, maintenant rien d'autre ne sera accepté que la *République allemande, une et indivisible, démocratique et – avant six mois - Sociale.*

5.8. Joseph Weydemeyer, *La dictature du prolétariat*

Ce texte de Joseph Weydemeyer a paru le 1^{er} janvier 1852 dans le troisième numéro du mensuel new-yorkais *Die Turn-Zeitung*.

Il constitue un classique de la littérature militante de la *Ligue*, un statut que justifie une grande fermeté dans l'exposé des thèses soutenues par Marx et Engels depuis le *Manifeste*.

J. Weydemeyer compte parmi les proches de Marx. Les relations entre les deux hommes témoignent dès leur rencontre d'une grande confiance. Voici donc, en premier, un bref aperçu de l'activité militante de Weydemeyer et de ses liens avec Marx et Engels avant son départ pour les États-Unis.

*

1845 J. Weydemeyer (1818-1866) appartient à cette génération d'officiers prussiens gagnés par les idéaux socialistes du début des années 1840¹. Au printemps 1845, il abandonne la carrière militaire pour entreprendre une activité de journaliste au sein de la *Trier'schen Zeitung*, une publication radicale de Trèves sous l'influence de Karl Grün et des conceptions humanistes du « socialisme vrai ». Il a 26 ans.

Il ne tarde pas à rejoindre le mensuel *Das Westphälische Dampfboot* d'Otto Lüning dont il a épousé la sœur.

Weydemeyer est un lecteur attentif des écrits de Marx et d'Engels dès la parution, en février 1845, de *La Sainte famille* et tout particulièrement, en mars 1845, de *La situation de la classe laborieuse en Angleterre* dont il publie un large compte rendu dans le second volume de « Dies Buch gehört dem Volk », une publication annuelle d'Otto Lüning.

1846 La rencontre avec Marx à Bruxelles en février 1846 va établir entre les deux hommes une relation d'amitié durable. Weydemeyer compte aussitôt parmi les membres du *Comité de Correspondance communiste* et c'est à ce titre qu'il prendra l'initiative de publier dans le *Westphälische Dampfboot* de juillet 46 la circulaire du 11 mai 1846 contre Kriege.

C'est à Weydemeyer que Marx et Engels vont confier le soin de trouver un éditeur pour le texte de *l'Idéologie allemande* dont ils viennent de terminer la rédaction. La première correspondance connue (ou du moins publiée²) entre eux date du 30 avril 1846 et concerne précisément les démarches entreprises dans ce but par Weydemeyer vers Julius Meyer et Rudolf Rempel dont il espérait un soutien financier³. Marx lui répond le 14 mai 1846, lui annonçant l'envoi des manuscrits (« Le deuxième volume est presque achevé⁴ ») avant de se confier longuement sur les difficultés financières qu'il traverse : « comme tu le vois, c'est la misère générale ».

1847 On dispose de peu d'informations sur l'activité militante de Weydemeyer au cours de cette année

On sait que pour des raisons financières, il a dû accepter un poste de géomètre dans la construction du chemin de fer de Cologne vers Minden, tout en poursuivant sa collaboration

¹ Sa trajectoire est sous cet angle semblable à celle qu'ont suivie Fritz Anneke, August Willich, Hermann Korff et Friedrich von Heust.

² On la trouve aux pages 313-314 du premier volume du recueil *Der Bund der Kommunisten, Dokumente und Materialien*, Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED/KPdSU, Dietz Verlag Berlin, 1982, (désormais BDK suivi du numéro de volume).

³ Il évoque au passage ses vues pour que le *Westphälische Dampfboot* « tombe entièrement en nos mains » ou qu'à défaut soit fondé un nouveau mensuel: l'esprit de parti est ici manifeste. Se trouve en projet également rien de moins que la création d'une maison d'édition.

⁴ Marx Engels *Correspondance*, Editions sociales, tome 1, p. 384. La référence se réduira désormais à l'initiale C suivie du numéro de volume et de page, soit en l'occurrence C1, p. 384. Weydemeyer sera en possession de ces manuscrits dès avril 1846.

au *Westphälische Dampfboot*.

- 1848 Weydemeyer démissionne de son emploi d'ingénieur pour prendre part aux événements révolutionnaires de mars 48. Du 14 au 17 juin 1848, il participe comme délégué de Ham au premier congrès des associations démocratiques allemandes à Francfort¹. En ce même mois de juin, il traduit et publie la première partie du discours de Marx sur le libre échange sous le titre « Les protectionnistes, les libre-échangistes et la classe laborieuse ».
- 1849 Après l'interdiction de la *Neue Rheinische Zeitung*, Marx et sa famille séjournent le 21 mai 1849 chez les Weydemeyer à Francfort³.
- 1850 Lors de la scission de la Ligue en septembre 1850, Weydemeyer se range sans hésitation du côté de Marx et d'Engels. Le 4 juillet 1850, il publie dans son journal une importante mise au point critique de Marx sur l'interprétation qu'Otto Lüning lui-même, rendant compte des quatre premiers numéros parus de la *Neue Rheinische Zeitung-Revue*, avait donnée de certains de ses textes sur l'abolition des classes, Marx précisant ce
- Mais surtout O. Lüning et lui se trouvent chargés par l'éditeur Leske de Darmstadt de prendre la direction d'un nouvel organe de presse *Die Neue Deutsche Zeitung, Organ der Demokratie*, sur une ligne politique proche de la *Neue Rheinische Zeitung* de Marx et d'Engels. Le journal paraîtra comme quotidien à partir du 1^{er} juillet 1848².
- J. Weydemeyer sera l'un des rares militants en vue de la *Ligue* à rester en Allemagne après la défaite des forces révolutionnaires. Il va ainsi devenir l'interlocuteur de Marx pour diverses tâches privées⁴ et publiques, en particulier la diffusion à partir de Francfort de la *Neue Rheinische Zeitung-Revue* et la collecte de soutiens financiers pour l'immigration allemande à Londres, jouant par ailleurs son rôle dans la réorganisation de la *Ligue* en Allemagne. Dès le 13 juillet 1849, Marx qui est à Paris sans le sou sollicite son aide pour une relance de *Misère de la philosophie*, la manœuvre consistant à racheter d'abord les exemplaires disponibles à Bruxelles⁵. Le 1^{er} août 49, même sollicitation pour la publication, cette fois, de sa brochure « sur le salaire⁶ ».
- Le 13 décembre 1850, les autorités de la ville de Francfort prononcent l'interdiction de la *Neue Deutsche Zeitung* et le bannissement de ses responsables. Le dernier numéro paraît le 14 décembre 1850.

¹ Les délégués viennent de 89 associations démocratiques disséminées dans toute l'Allemagne. On compte notamment pour la ville de Cologne, trois associations : l'*Union ouvrière* (dirigée à l'époque par Andreas Gottschalk), l'*Association démocratique* (dirigée par Marx et par l'avocat Schneider) et l'*Association des ouvriers et des employeurs* (dirigée par Hermann Becker). Parmi les principaux membres présents de la *Ligue* : Joseph Weydemeyer (délégué de Hamm), Ferdinand Freiligrath (de Düsseldorf), Joseph Möll, Friedrich Anneke et Heinrich Bürgers (de Cologne), Karl Schapper (de Wiesbaden) et Adolf Cluss (de Mayence). Andreas Gottschalk y prononce un discours très remarqué en faveur de la république.

² La publication (à la fois proche de Marx par son lien avec J. Weydemeyer et proche du socialisme vrai par la présence d'Otto Lüning) se veut l'expression de l'aile gauche du parlement de Francfort et du mouvement de la gauche extra-parlementaire. Le journal saura conquérir une large audience et survivra à la *Nouvelle Gazette Rhénane* jusqu'en décembre 1850.

³ La lettre de Jenny Marx à un an de distance, le 20 mai 1850, rappellera chaleureusement la cordialité de cet accueil. L'épouse de Marx s'autorisera de cette amitié pour dresser un tableau saisissant de leur misère à Londres et pour plaider en faveur d'un soutien plus actif à la *Neue Rheinische Zeitung-Revue* : « La seule chose que mon mari pouvait attendre de ceux à qui il avait maintes fois fourni des idées, de ceux dont il avait exalté le courage ou affirmé les convictions, c'était qu'ils fissent preuve pour sa Revue d'une plus grande énergie en affaires, d'un plus grand intérêt. ». (C2, p. 64).

⁴ Le 29 octobre 1850, il charge Weydemeyer de s'occuper de l'argenterie déposée par Jenny au mont-de-piété de Francfort en mai 49 (C2, p. 84).

⁵ C2, p. 17.

⁶ Autrement dit des pages de *Travail salarié et Capital*.

⁷ C2, pp. 77-79. Rappelons qu'Otto Lüning était le co-directeur de la publication.

qu'il entendait par « la domination et la dictature de la classe ouvrière »⁷.

1851 Ce que l'on sait de ses activités en cette année 1851 provient surtout de sa correspondance avec Marx. On sait qu'il avait l'intention de fonder avec Peter Röser et Heinrich Bürgers un magazine sous le nom de *Neue Zeitschrift*. Mais l'arrestation de Peter Nothjung à Leipzig, le 10 mai 1851, le contraint à entrer dans la clandestinité à Sachsenhausen, près de Francfort.

Le 5 juillet 1851, il annonce à Marx son départ vers la Suisse, à Zurich, où son beau-frère Otto Lüning pourra l'accueillir avec sa famille¹. Toutefois les chances de s'établir sont minces et il ne tarde pas à former le projet de partir pour les Etats-Unis. Il en informe Marx dès le 27 juillet.

Engels à Marx, le 1^{er} août 1851 : « Weydemeyer veut donc partir pour l'Amérique et tâcher de faire passer sous son contrôle l'*Arbeiterzeitung* de New York que possède actuellement Fenner von Fenneberg. S'il peut se maintenir à New York, il nous sera de toutes façons plus utile qu'à Londres où il ne ferait qu'augmenter notre embarras. C'est justement un gars solide comme lui qui nous fait défaut à New York et avec Weydemeyer on est sûr que le cas échéant, il sera là tout de suite si on a besoin de lui². »

Marx à Weydemeyer, le lendemain 2 août 1851 : « Quand tu seras à New York, va voir Dana du *New York Tribune* et salue-le de ma part et de celle de Freiligrath. Peut-être pourra-t-il t'être utile³ »

Engels à Weydemeyer, le 7 août 1851 : « A New York il y a du reste énormément de choses à faire, et un représentant valable de notre parti, qui ait une formation théorique, y fait cruellement défaut⁴ ».

Le 28 septembre 1851, Weydemeyer écrit à Marx du Havre pour lui annoncer l'imminence de son départ pour les États-Unis⁵. Sa famille et lui prendront le bateau le lendemain et débarqueront à New York le **7 novembre 1851**.

*

Marx ne tardera pas à reprendre contact avec lui.

Dès le **16 octobre 51** (Weydemeyer est à cette date encore sur le bateau), il l'informe qu'il a adressé une lettre de recommandation à Charles Dana du *New York Tribune*. Il le charge aussitôt de retrouver un de ses correspondants américains qui s'était engagé à publier en brochure la traduction anglaise du *Manifeste*⁶ et de récupérer le manuscrit pour en assurer la publication : « il va de soi que le bénéfice éventuel te reviendrait⁷. ».

Il reprend la plume le **31 octobre 51** « après avoir mûrement réfléchi avec Lupus, écrit-il, sur ce que nous pouvons faire ensemble ». Et de préciser pas moins de **quatre objectifs** : 1. publier à New York une sorte de « bibliothèque de poche » reprenant sous forme de fascicules des extraits de la *Nouvelle Gazette Rhénane*, 2. éditer une seconde série consacrée à la controverse contre K. Heinzen dans la *Deutsche-Brüsseler-Zeitung* (« déduction faite du prix de revient, nous partagerions le bénéfice »), 3. assurer la diffusion des six numéros de la *Neue Rheinische Zeitung-Revue*, 4. publier une série de pam-

¹ BDK3, pp. 44-46.

² C2, p. 263. Cette franchise de ton (et quelquefois des erreurs d'appréciation, plus tard corrigées) s'explique dans le cadre d'une correspondance privée.

³ C2, p. 266.

⁴ C2, p. 269.

⁵ BDK3, pp. 98-99. Marx l'annonce à Engels dans sa lettre du 13 octobre 1851 : « Weydemeyer a quitté Le Havre le 29 septembre faisant voile vers New York. », ajoutant à propos de Konrad Schramm : « Sur le bateau il a rencontré Reich qui lui aussi voguait vers les Amériques. Reich avait été arrêté avec Schramm et il raconte que la police a trouvé chez Schramm une copie du procès-verbal relatant les discussions qui ont entraîné son duel avec Willich, le compte rendu de la soirée au cours de laquelle il a insulté Willich (...) ». (C2, p. 341).

⁶ Elle avait paru entre le 9 et le 23 novembre 1850 dans le journal chartiste *The Red Republican* avec une préface de G.J. Harney. Le correspondant en question était un prêtre catholique du nom d'Eduard Ignaz Koch qui collaborait à la *New Yorker Staatszeitung*.

⁷ C2, p. 350. Jenny pour sa part ajoute un post-scriptum amical, espérant que Weydemeyer pourra lui donner des nouvelles de son frère Edgard qui est parti pour les Etats-Unis sans plus donner signe de vie.

phlets divers « en commençant par des textes tout prêts qui existent déjà ». Bref, conclut Marx : « Je te propose de te faire libraire¹ ».

*

Les premiers contacts de Weydemeyer avec les réalités américaines sont loin d'être encourageants. Le 1^{er} décembre 1851, il se confie à Marx : « Je ne suis pas venu en Amérique de mon plein gré et je dois avouer que je n'ai rien vu qui puisse éveiller en moi la moindre affection pour ce pays. Je ne pense pas qu'il y ait ailleurs un endroit où l'on rencontre une telle mentalité de boutiquier. Toute autre ambition que de gagner de l'argent est ici considérée comme une absurdité². ».

Par ailleurs, la presse de l'immigration allemande ne lui offrant aucune perspective politique de collaboration³, il doit se résoudre à fonder lui-même une publication : ce sera un hebdomadaire sous le titre **Die Revolution**. Il en fait l'annonce à Marx et Engels dans sa lettre du 13 décembre 1851. J'ai réuni, écrit-il, un comité d'actionnaires et compte bien faire paraître le premier numéro en janvier. Il joint à sa lettre le communiqué de lancement de la publication qui se place explicitement dans la ligne politique de la *Neue Rheinische Zeitung* : « la première tâche du journal, explique-t-il, sera de faire la clarté sur la lutte de classe qui s'intensifie de plus en plus dans l'Ancien monde et qui ne trouvera sa fin que dans l'abolition de toutes les différences de classe ». Il tiendra ses lecteurs au courant « de tous les changements qui surviennent dans les relations industrielles et commerciales entre les différents peuples et entre les classes sociales ainsi que dans leurs relations politiques, des changements qui préparent les explosions révolutionnaires⁴. ». Engels (qui est le premier destinataire du courrier de Weydemeyer) l'annonce à Marx le 16 décembre 1851, l'invitant à fournir sans tarder de la matière pour le journal : « Weydemeyer veut des articles au bas desquels notre nom figure⁵ ». Les noms de Marx et d'Engels, mais aussi celui de Ferdinand Freiligrath, en raison de la grande notoriété du poète au sein de l'émigration allemande.

Marx ne pourra répondre à la sollicitation de Weydemeyer que le 19 décembre 1851. **Mais la réponse est enthousiaste** : il lui annonce l'envoi très prochain, dès le 23 décembre, du manuscrit du *18 Brumaire de Louis Bonaparte* ainsi que de divers autres articles de Ferdinand⁶ et Wilhelm Wolff⁷. D'autres contributions sont en vue et notamment, par Marx, une critique du récent livre de Proudhon *Idée générale de la Révolution au XIXe siècle* paru en juillet 1851 ainsi que des vers de Freiligrath.

Le premier numéro de **Die Revolution** paraîtra en **janvier 1852**.

Hélas, la publication devra bientôt cesser après deux numéros à peine, faute de financement.

Ces deux premiers numéros ne contenaient pour l'essentiel que des articles repris de la *Neue Rheinische Zeitung - Politisch-ökonomische Revue* et notamment, sous le titre « Histoire de la crise commerciale 1845-1847 », de larges extraits de la revue de mai à octobre 1850 du dernier numéro, ainsi que le chapitre « Prolétaires et Communistes » du *Manifeste*.

A vrai dire, Marx tardera à prendre la mesure de l'échec de la revue⁸.

Toute sa correspondance de janvier 1852 et même jusque la mi-février est intensément centrée sur les collaborations susceptibles de soutenir la publication, et en particulier, de sa part, sur l'envoi par épisodes du manuscrit du *18 brumaire*⁹. Même si, dès le 13 février 52, Jenny elle-même commence à

¹ C2, pp. 358-359

² Karl Obermann, *Joseph Weydemeyer, Pioneer of American Socialism*, aux éditions International Publishers, New York, 1947, p. 36.

³ *Die Republik der Arbeiter* est édité par Wilhelm Weitling, *Die Deutsche Schnellpost* est dirigé par Karl Heinzen et *Die Abendzeitung* l'est par Julius Fröbel. Le 25 décembre 1852, Weitling fera paraître dans son journal un article calomnieux sur le procès de Cologne (C3, p. 316).

⁴ BDK3, pp. 123-124.

⁵ C2, p. 388. Il ajoute : « A en juger par cette lettre, Weydemeyer me semble encore un peu jeune au point de vue commercial. Je lui donnerai les indications voulues à ce sujet. Il ignore encore tout du public auquel il a affaire ». Sur l'inexpérience commerciale de Weydemeyer, Engels avait vu juste.

⁶ Ferdinand Wolff, dit le Rouquin. Marx reviendra dans sa lettre du 1^{er} janvier 1852 sur cette annonce : « j'ai trouvé l'article de Wolff le Rouquin inutilisable ; aussi ne l'ai-je pas envoyé. » (C3, p. 3).

⁷ dit Lupus (et à qui sera dédié le premier livre du *Capital*)

⁸ Engels, lui, commencera à s'inquiéter dès la mi-janvier 52. A Jenny Marx, le 14 janvier 52 : « Il ne donne pas le moindre signe de vie » (C3, p. 11). A Marx, le 29 janvier : « Je n'ai reçu aucun exemplaire de Weydemeyer. Pas de lettre non plus. Cela m'étonne. » (C3, p. 34). A Weydemeyer, le 30 janvier : « J'espère que tu n'as pas rencontré de difficultés qui aient empêché la parution ». (C2, p. 37). Puis encore à Marx, le 17 février 1852 : « Comment se fait-il que Weydemeyer ne donne pas de ses nouvelles ? Il doit se passer quelque chose (...) Depuis le 5 janvier, il n'a pas écrit. » (C3, p. 48). A vrai dire, il découvrira bientôt que Weydemeyer n'a pas reçu sa propre correspondance. (C3, p. 50)

⁹ La première livraison est accomplie le 1^{er} janvier 1852, Marx promettant de poursuivre avec régularité. Il ajoute toutefois s'agissant d'une étude à laquelle il tient : « Au cas où, pour des raisons financières, tu

s'inquiéter du silence de Weydemeyer¹, Marx manifeste le 20 février encore un bel optimisme : « je n'ai pas jugé bon de faire connaître à d'autres qu'Engels et Lupus l'interruption de la publication de ton journal. La nouvelle rendrait les gens encore plus indolents ». Et d'espérer pouvoir continuer à lui assurer son soutien : « Je me tiens, le fouet en mains, derrière tous nos amis, et je saurai bien les faire travailler », ajoutant toutefois : « Comme tu ne peux pas payer, il est d'autant plus important de persuader les gens qu'ils font un véritable travail de militants et que leurs lettres n'échouent pas au fond d'un tiroir² ». Le doute finit toutefois par s'installer. Ainsi ajoute-il à cette lettre du 20 février un post-scriptum qui envisage une alternative : « Si cela ne marche pas avec le journal, ne peux-tu faire paraître ma brochure par fascicules ou, si possible, en gardant la division que j'ai suivie dans mes envois ? ». Enfin Jenny, qui officie à cette date comme secrétaire, prendra derechef l'initiative d'écrire à Weydemeyer pour insister sur l'importance des cinq contributions sur le *18 Brumaire* : « Mon mari vous prie, écrit-elle, de lui retourner de préférence tout de suite les 5 articles sur Napoléon, au cas où vous ne les donneriez pas à l'impression. Nous pourrions peut-être réussir à placer ces articles en traduction française, bien que cela soit vraiment dommage de les traduire. Lui préférerait, bien sûr, que vous réussissiez à les imprimer en Amérique; ils trouveraient certainement beaucoup de lecteurs, et on pourrait ainsi les diffuser en Allemagne, car ils permettent de comprendre historiquement l'évènement le plus important du moment³. ».

*

Devant cette application et cette insistance, Weydemeyer ne va pouvoir que faire l'impossible pour donner à ce texte une existence éditoriale⁴, ce qu'il réussira grâce à l'apport financier de plusieurs amis et en particulier, d'un ouvrier allemand récemment émigré en Amérique⁵.

Deux numéros spéciaux paraîtront en mai et en juin 1852 sous le titre *Die Revolution, eine Zeitschrift in zwanglosen Heften*⁶, le premier de ces cahiers contenant l'ouvrage de Marx *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*⁷.

*

Nous découvrons à présent le texte de Weydemeyer⁸.

C'est le prolétariat qui a lutté, dans les pays avancés de l'Europe, pour la victoire de la bourgeoisie sur toutes les autres classes de la société; c'est le prolétariat seul qui été appelé à briser la domination de la bourgeoisie et à proclamer la domination de sa propre classe - de la classe qui n'en connaît pas d'autre au-dessous d'elle. Les protestations désespérées que les chefs de la soi-disant opposition radicale élèvent partout contre cette perspective d'avenir ne pourront pas changer le cours des choses et amener la réconciliation entre des adversaires destinés à se détruire.

Le prolétariat et la bourgeoisie sont tous les deux les enfants de la vapeur, les produits de l'industrie moderne, et ils se sont développés avec elle. Les autres éléments de la société rejoignent chaque jour ces deux camps ennemis. La puissance du *féodalisme* est brisée, bien

devrais surseoir assez longtemps à la réalisation de ton entreprise, ce que je n'espère pas, donne l'article à Dana afin qu'il le traduise en anglais pour son journal ». (C3, p. 3).

¹ Elle lui rappelle dans un post-scriptum de la lettre du 13 février que « mon mari a mis à contribution pour vous à peu près toutes les plumes communistes. » (C3, p. 46).

² C3, pp. 51 et 52

³ C3, p. 69.

⁴ Ce n'est que le 6 février 1852 qu'il informe Marx de l'arrêt de la publication, après deux numéros, de *Die Revolution*, lui annonçant toutefois qu'il a bien l'intention de publier son *18 brumaire* sous forme de brochure. (BDK3, pp. 153-154)

⁵ Lettre de Weydemeyer à Marx du 9 avril 1852 (BDK3, p. 163). Weydemeyer parle sans autre précision d'un tailleur originaire de Francfort. On ne connaîtra donc pas le nom de ce précieux donateur (dont l'apport s'élève à quelque 40 dollars, soit l'ensemble de ses économies).

⁶ Sous forme de cahiers libres.

⁷ Le second contiendra deux épîtres de Freiligrath contre Kinkel. Marx lui avait adressé le premier de ces poèmes dans sa lettre du 16 janvier 1852 (« je crois que ceci te mettra un peu en vedette sur le plan New Yorkais ») avec d'amusantes recommandations sur la manière de flatter le sentiment d'auteur de Freiligrath : « ne lésine pas sur les compliments car les poètes, même les meilleurs, sont *plus ou moins des courtisans et il faut les cajoler pour les faire chanter.* » (C3, pp. 13-14).

⁸ Nous citons à partir de la traduction de M. Rubel : Karl Marx, *Œuvres*, Éditions Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, volume 4, pp. 1091-1095.

que les séquelles des privilèges médiévaux ne soient pas encore éliminées partout. Le hobereau lui-même, si fier qu'il soit, doit oublier le mode de vie de ses ancêtres et gagner son existence à la manière *bourgeoise*. Les *petits-bourgeois* se trouvent partout au bord de la faillite; les lois des jurandes, que l'on cultive encore avec tant de soin en Allemagne, et qui ont même été restaurées par le roi romantique des Prussiens se sont révélées inefficaces contre la toute-puissance du grand capital. Chaque crise commerciale jette des milliers de petits possédants dans les rangs du prolétariat; une seule machine nouvelle est capable de provoquer la ruine d'entières branches d'industrie. Mais, avec la petite bourgeoisie, disparaît la classe qui constituait jusqu'ici la transition entre la bourgeoisie et le prolétariat, et qui simulait les antagonismes sans toutefois les apaiser.

Nous savons de vieille expérience que nulle classe de la société, lors même qu'elle sentirait le sol vaciller sous ses pieds, n'abandonne l'espoir d'une future restauration, aussi longtemps que son déclin n'est pas un fait accompli. Et il y a toujours eu pléthore d'imbéciles qui ont su ériger en système ces espérances bornées. Ils sont prêts à sacrifier tout un développement à leurs chimères philanthropiques, si le monde voulait se plier à leurs caprices, ne fût-ce qu'un seul jour.

Il n'est plus de secteur professionnel qui soit à l'abri des empiètements de la grande industrie. Là où la machine ne peut pénétrer, la division du travail de plus en plus poussée est bien suffisante pour faire de l'homme une machine, et remplacer le travail de l'homme par le travail moins coûteux des femmes et des enfants.

L'industrie moderne concentre le capital dans des mains de moins en moins nombreuses, car, contrairement à l'artisanat médiéval, elle ne peut fonctionner que si elle dispose de grands moyens. Il est naturel que seuls les inconvénients de cette évolution aient touché jusqu'ici la grande masse des déshérités et des ouvriers indépendants ravalés au rang de machines. C'est pourquoi l'opposition la plus brutale à cette évolution s'est manifestée tout d'abord par la destruction des machines; et ce furent les ouvriers de fabriques qui, les premiers, eurent recours à ce moyen, afin d'améliorer leur situation. Ce n'est qu'après avoir éprouvé la stérilité de ces efforts et de beaucoup d'autres, qui n'étaient qu'une résistance isolée, que leur opposition est devenue plus intelligente. Chaque nouvelle tentative n'a fait que rendre plus sensibles leur dépendance de l'industrie et l'impossibilité de s'en émanciper, alors qu'ils sont les premières victimes des crises industrielles. Mais chaque nouvelle tentative a resserré le lien qui unit les diverses fractions du prolétariat. Les travailleurs ont fini par comprendre la solidarité de leurs intérêts; en un mot, ils ont pris conscience d'être une classe, qui ne pourra vaincre qu'avec l'industrie et non contre elle.

Peu à peu sont venus se joindre à eux des ouvriers qui, tout en travaillant encore dans la production petite-bourgeoise, ont refusé de s'y attacher avec l'opiniâtreté bornée des maîtres privilégiés. Eux aussi, ils étaient d'abord ennemis de l'évolution. Leur idéal était le rétablissement de l'artisanat, la dissolution de la grande industrie, la transformation de la société en une grande compagnie de gens de métier. Ils s'associèrent de préférence à ceux qui, comme W. Weitling, savaient fonder en un système ces espérances réactionnaires; ou encore ils se laissaient entraîner et exploiter par ceux qui se plaisaient à flatter leurs idées naïves. Toutefois il a suffi de quelques secousses violentes pour détruire ce monde de rêve et bientôt les faux meneurs se virent abandonnés, dans l'ancien monde, de la masse des ouvriers.

L'industrie moderne ne fait pas que concentrer le capital entre des mains de moins en moins nombreuses; elle rassemble également les masses en quelques endroits; elle provoque de la sorte une augmentation croissante de la population, tout en rendant de moins en moins nécessaires les forces humaines, par l'extension incessante du travail mécanique. Chaque jour on voit s'accroître la population dite « superflue », autrement dit la masse des gens pour qui la société actuelle n'a pas d'emploi et donc pas de moyens d'existence. De ce fait, l'état

de guerre où se trouve la société contemporaine devient permanent, jusqu'au jour où aura lieu le bouleversement de toutes les conditions existantes et où il sera mis fin à l'exploitation des masses dans l'intérêt d'une petite minorité.

« jusqu'à nos jours, toute société reposait (...) sur l'opposition de classes oppressives et de classes opprimées. Mais pour pouvoir opprimer une classe, il faut lui assurer des conditions dans lesquelles elle puisse au moins subvenir à son existence servile. C'est dans le servage que le serf est parvenu à devenir membre de la commune, de même que le petit-bourgeois s'est élevé au rang de bourgeois sous le joug de l'absolutisme féodal. L'ouvrier moderne, au contraire, loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend toujours plus bas, au-dessous même des conditions de sa propre classe. Le travailleur devient un pauper et le paupérisme se développe plus vite encore que la population et la richesse. De toute évidence, la bourgeoisie est incapable de demeurer plus longtemps la classe dirigeante de la société et d'imposer à celle-ci comme loi régulatrice les conditions de vie de sa classe. Elle ne peut régner, car elle a été incapable d'assurer l'existence de son esclave à l'intérieur même de son esclavage, parce qu'elle est contrainte de le laisser choir si bas qu'elle doit le nourrir au lieu d'être nourri par lui. La société ne peut plus vivre sous la bourgeoisie, ce qui revient à dire que la vie de la bourgeoisie n'est plus compatible avec la société¹. »

Il faut éliminer le règne de la bourgeoisie, mais nullement pour retourner au Moyen Âge, réduire en fragments le capital, briser les machines, mais pour faire servir à l'entière société les conquêtes de l'industrie. Les concentrations incessantes de capital et des instruments de production dans les mains individuelles ne peut atteindre son but final que par la concentration entre les mains de l'État. L'industrie moderne a atteint le développement dont elle était capable dans les limites que la propriété privée lui a opposées partout; la violence sans cesse croissante des crises commerciales montre que les forces productives sont près de renverser ces barrières, tout comme l'industrie naissante a brisé les formes de production médiévales. De même que la propriété privée ne peut être remplacée que par la propriété sociale, la propriété d'État, de même la production privée ne peut être remplacée que par la production d'État. La « violation de la propriété » qui a lieu lors de cette transformation est la même que nous voyons se produire quotidiennement par le grand capital contre le petit capital, à cette différence près que dans ce cas elle se produit dans l'intérêt d'individus, tandis que dans le premier cas elle a lieu dans l'intérêt de la société tout entière.

Il est évident qu'on ne saurait parler ici de transitions pacifiques, graduelles. C'est un combat pour l'existence, dans lequel la bourgeoisie met tout en jeu, afin de tout sauver, et dans lequel le prolétariat est sans cesse entraîné de nouveau à cause des privations et de l'intolérable pression, jusqu'au jour où il réussira à abattre les barrières qui lui interdisent de jouir des richesses de cette terre. Le rôle de la petite bourgeoisie est celui du philistin timoré mais quelquefois poussé au désespoir: la même pression le pousse tantôt du côté du prolétariat, tantôt la moindre concession à son égoïsme sordide en fait un traître envers ceux qui viennent d'être ses compagnons de lutte. Si elle réussissait à s'emparer pour un temps du pouvoir, la petite bourgeoisie serait vite forcée, dans son désarroi total, de se rattacher à l'un ou à l'autre des partis « extrêmes » et de se soumettre à sa direction, étant donné que ses tendances sont contradictoires avec l'évolution réelle.

La domination du prolétariat n'a rien de commun avec la domination brutale des Vandales, bien au contraire; le prolétariat est la seule classe capable d'assumer tout l'héritage de la bourgeoisie, car c'est du développement progressif de ce dernier que dépend sa propre prospérité. Il est la dernière classe qui exerce un pouvoir, car une fois abolis tous les privilèges de classe, toutes les autres classes se fon-

¹ Cette citation est extraite du *Manifeste*. Elle reproduit l'antépénultième paragraphe du chapitre 1 « Bourgeois et prolétaires ».

dront dans le prolétariat : dès à présent celui-ci absorbe dans son sein tous les éléments de culture des autres classes qui se sont élevées à la compréhension théorique du mouvement historique. Avec la domination du prolétariat prendra fin toute domination politique en général, car son fondement est la lutte de classes.

« *L'ancienne société (bourgeoise), avec ses classes et ses conflits de classes, fait place à une association où le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous*¹. »

Pour qu'une révolution s'achève par une victoire, elle exige à sa direction un pouvoir concentré, une dictature². Pour fonder la suprématie de la bourgeoisie anglaise il fallait la dictature de Cromwell; c'est seulement la terreur de la Commune de Paris et du Comité de salut public qui a réussi à briser la résistance des seigneurs féodaux sur le sol français. Sans la dictature du prolétariat concentré dans les grandes villes, il ne sera pas mis un terme à la réaction *bourgeoise*.

*

Ce texte n'appelle pas de commentaire particulier en raison de sa grande clarté, sinon pour souligner une certaine raideur (pédagogique ?) des enchaînements.

Il ne constituait pas moins une nouveauté pour des lecteurs qui n'avaient jamais eu accès au *Manifeste*, ni aux écrits théoriques de Marx et d'Engels³.

*

Voici pour terminer quelques indications sur la suite de la carrière politique de Weydemeyer aux Etats-Unis.

*

Sources :

1. Karl Obermann, *Joseph Weydemeyer, Pioneer of American Socialism*, aux éditions International Publishers, New York, 1947.
2. *Biographisches Lexicon, Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, Dietz Verlag, Berlin, 1970.
3. W. Pospelowa, *Joseph Weydemeyer*, in *Marx und Engels und die ersten proletarische Revolutionäre*, Dietz Verlag, Berlin, 1995, pp. 261-297.
4. Michel Cordillot, « Aux origines du socialisme dans le Sud des États-Unis : les immigrés allemands dans les États esclavagistes, 1848-1865 », in *Le Mouvement social*, avril juin 1987, n° 139, pp. 51-76.
5. *Der Bund der Kommunisten, Dokumente und Materialien* Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED/KPdsU, vol. 1 (1836-1849), vol. 2 (1849-1851), vol. 3 (1851-1852), Dietz Verlag Berlin, 1982⁴.

*

L'immigration allemande en Amérique a connu, avant les années 1850, **deux principaux leaders**⁵.

Le premier de ces rôles a été joué par **Hermann Kriege**, lequel avait fondé dès son arrivée à New York en 1845, une association inspirée de la *Ligue des Justes*, *Die Deutsche Jung-Amerika Gemeinde*, avant

¹ Une citation du *Manifeste*. Elle reproduit le dernier paragraphe du chapitre 2 « Prolétaires et communistes ».

² Pour rappel, l'expression, est absente du *Manifeste*.

³ *L'idéologie allemande*, que Weydemeyer a pu lire de près est livrée depuis 1845 à « la critique rongeuse des souris ». Notons à ce propos que la nouvelle traduction (une édition bilingue) des 1^{er} et 2^e chapitres de *L'idéologie allemande* sous la responsabilité du GEME (de la *Grande Edition Marx Engels*) aux Editions sociales (Paris, 2014) porte le nom de Joseph Weydemeyer aux côtés de Marx et d'Engels. La contribution « Bruno Bauer et son apologiste » lui est expressément attribuée « en collaboration avec Karl Marx » (op.cit., pp. 383-395).

⁴ Désignés par les initiales BDK suivies du numéro de volume.

⁵ Source : Robert Ersnt, *Immigrant Life in New York City : 1825-1863*, Syracuse University Press, 1994, en particulier le chapitre X « The German Workers Organize »

de rejoindre la mouvance agrarienne¹ de la *National Reform Association* de George Henry Evans en créant, en octobre 1845, la *German Social Reform Association*. Il dispose à partir de janvier 1846 d'un organe de presse, le *Volkstribun*. Le mouvement n'aura toutefois qu'une existence éphémère.

Le deuxième leadership a été assuré par **Wilhelm Weitling**. Dès son arrivée à New York en 1845², il fonde, lui aussi, une société secrète sur le modèle de la *Ligue des Justes*, *Die Befreiungsbund*, et sur les principes moraux, quasi religieux, qui sont les siens. Mais il milite surtout et avec un certain succès au début, dans les milieux d'artisans en faveur de l'action coopérative dans le cadre de banques d'échanges susceptibles à ses yeux de révolutionner les rapports sociaux sous le régime de l'égalité. On est dans la lignée de Robert Owen, de Cabet et de Proudhon. Revenu aux USA en 1849 après les révolutions européennes, Weitling crée une *Union ouvrière* (*Die Deutsche Arbeiterbund*) soutenue dès janvier 1850 par le mensuel, puis l'hebdomadaire *Die Republik der Arbeiter*. L'orientation principale demeure celle d'un mouvement coopératif. Weitling ne se trouve pas moins au cours des années 1850 et 1851 la personnalité dominante du mouvement ouvrier allemand en Amérique, capable de créer, avec la *Zentral-Kommission der vereinigten Gewerbe*, la première organisation centrale des syndicats. Son influence commencera toutefois à décliner à partir de 1852 à mesure que la communauté allemande s'ouvrira en direction des autres travailleurs et se donnera des objectifs de lutte politiques³. Sur le plan personnel, la ruine de la colonie socialiste fondée dans l'Iowa sous le nom de *Communia* finira par le discréditer.

*

L'arrivée de **Weydemeyer** dans ce contexte marque une étape importante dans le mouvement ouvrier américain avec, cette fois, une direction politique qui s'inspire des principes du *Manifeste*.

Dès le début 1852, Weydemeyer collabore au mensuel *New York Turn-Zeitung*⁴ qui publie dans son troisième numéro de janvier son texte sur la dictature du prolétariat.

Il poursuit sans tarder sa collaboration en critiquant les positions politiques (« A Petty-Bourgeois Democratic Program) du *Comité central de la démocratie européenne* de Londres.

1852 Au début de mars, après 4 mois de présence sur le sol américain, ses ressources se sont épuisées et sa famille s'étant agrandie, il réussit à trouver un emploi de géomètre.

Il ne va pas moins devenir le principal agent littéraire des écrits de Marx et d'Engels sur le continent américain. Il prend en charge par exemple la publication en feuilleton, dans les numéros de janvier 52 à février 53 de la *New York Turn-Zeitung* du texte d'Engels sur la *Guerre des paysans* (qui avait paru dans les numéros 5 et 6 de la *Neue Rheinische Zeitung-Revue*)

En février 1852, il entreprend une polémique contre Karl Heinzen⁵ : « Ton article contre Heinzen *lui écrit Marx*, est très bon, à la fois grossier et subtil, et ce mélange s'impose pour une polémique digne de ce nom⁶ ».

A partir du N° 6 de la *Turn-Zeitung* il entreprend une série de trois articles sur le thème de « L'Agitation révolutionnaire dans

Parallèlement, Weydemeyer intervient dans le domaine économique en insistant sur la priorité des relations entre le capital et le travail et

¹ Commandée par l'idée centrale que les ressources du pays fournissent la solution de tout problème social en permettant de doter chaque américain d'une parcelle de terre.

² Il est à cette époque précédé de la réputation d'être le véritable inspirateur doctrinal de la *Ligue des Justes*.

³ En septembre 1851, il n'existait plus que 4 coopératives allemandes à New York (Robert Ernst, op.cit. p. 117). Weitling ne cessera de s'opposer à travers son journal *Republik der Arbeiter* aux initiatives de J. Weydemeyer en vue de la constitution d'un parti ouvrier de masse, cela au nom d'un rejet de l'activité politique pour elle-même que « la révolution sociale » devait, selon lui, précéder.

⁴ Le mouvement des sociétés de gymnastique (*le Turnbewegung*) est un phénomène typiquement allemand. Fondé par Ludwig Jahn comme une stricte association de sociétés sportives, il est vite devenu, dans le contexte répressif de la Restauration après 1815, à côté des associations étudiantes (les *Burschenschaften*), l'un des acteurs collectifs les plus actifs dans la propagation des idéaux démocratiques. Pas une ville d'Allemagne qui ne possédât son association sportive. Et toutes ont joué un rôle déterminant dans les insurrections de mars 1848. La *Turn-Zeitung* (*La Gazette des gymnases*) était un mensuel récemment fondé le 15 décembre 1851, proche de l'émigration ouvrière allemande.

⁵ L'article a paru le 29 janvier 1852 dans le *New-Yorker Demokrat*.

⁶ Lettre du 5 mars 1852 (C3, p. 76).

l'Exil », des textes destinés à démystifier les appels révolutionnaires de type volontariste tels que régulièrement diffusés par les partisans de Willich et Kinkel. Il s'agit de montrer qu'une révolution est un processus qui ne résulte pas de purs effets de discours dont il dénonce l'immaturation politique. Cette disqualification de la rhétorique révolutionnaire fournit une analyse qui va marquer les lecteurs et va contribuer à reconstruire le mouvement ouvrier de l'exil sur d'autres bases.

D'octobre à novembre 1852, il suit de près le procès de la *Ligue* à Cologne. Il en tire les leçons dans un article de la *Turn-Zeitung* du 15 janvier 1853, insistant sur le caractère désormais périmé des sociétés secrètes et sur la dimension nécessairement collective de l'action révolutionnaire

sur le rôle progressiste d'une industrialisation contrôlée par le mouvement ouvrier. C'est assurément un discours nouveau. C'est notamment sous cet angle qu'il va aborder la question de l'esclavagisme dans les Etats du Sud.

Le 1^{er} décembre 1852, il publie dans la *Turn-Zeitung* un article bilan (« The Bankruptcy of the national Loan ») sur l'échec de l'emprunt révolutionnaire, confirmant ainsi ses analyses antérieures sur le sujet.

1853 Au cours de l'été 1852, Weydemeyer avait fondé avec cinq de ses amis une ébauche d'organisation politique appelée le *Proletarierbund*¹. C'est sur son initiative que se trouve créée à New York, le 21 mars 1853, lors d'un meeting réunissant plusieurs des structures syndicales de l'émigration allemande, l'*Association ouvrière américaine* (*The American Workers' League*). La plateforme adoptée lors de ce meeting fondateur reste toutefois hésitante entre les formes syndicales d'organisation et de lutte (sur une base professionnelle et principalement centrées sur l'immigration ouvrière allemande) et celles d'un véritable parti politique ouvert aux travailleurs de toutes origines sur une ligne de classe.

Weydemeyer fera partie du Comité central de l'organisation qui se met en place dès avril 1853 et assumera la co-direction, en 1853 et 1854, de son organe de presse *Die Reform*², œuvrant pour l'union entre les diverses communautés ouvrières.

Les premiers contacts seront pris avec la *Workingmen's National Association* fondée au début de l'année 1853 par les sidérurgistes des chantiers naval de la Marine à Washington DC et leur dirigeant Sam Briggs³. Soutenue par son hebdomadaire, le *Workingmen's National Advocate*, cette association s'orientera dès le début vers l'action politique mais l'échec cinglant de Sam Briggs aux élections de Washington de juin 1853 et la disparition rapide de l'*Advocate* entraîneront un rapide déclin qui emporte le projet de fonder un parti de masse sur un programme anticapitaliste capable de transcender les divisions communautaires, le mouvement ouvrier se repliant vers la revendication syndicale.

¹ Il en informe Engels dans sa lettre du 17 juin 1852.

² Cet hebdomadaire de langue allemande paraît à partir du 5 mars 1853 à l'initiative de l'ancien éditeur d'un journal de Kassel, *Die Hornisse* (*Le Frelon*), Gottlieb Theodor Kellner qui avait émigré aux Etats-Unis après la défaite de la révolution de 48-49. Le journal deviendra un quotidien en octobre 1853. Marx accuse réception des premiers numéros dans sa lettre à Adolf Cluss du 17 avril 1853 (C3, p. 357).

³ Des contacts facilités par la présence comme technicien aux chantiers navals d'Adolf Cluss. (Source : Michel Cordillot, *Des hommes libres dans une société esclavagiste. Les ouvriers du sud des États-Unis, 1830-1861*, Annales littéraires de l'Université de Besançon, 407, Les Belles Lettres, Paris 1990, pp. 126-127).

- Entre les mois d'avril et d'août 1853, Weydemeyer publie dans *Die Reforme* une série d'articles sous le titre *d'Esquisses économiques* (« National-ökonomische Skizzen ») où il se livre à une critique serrée des thèses proudhoniennes soutenues par les partisans de Weitling.
- Des tensions ne tarderont cependant pas à surgir au sein du journal entre les deux co-directeurs, Gottlieb Kellner souhaitant donner une ligne plus libérale à la publication¹, une évolution qui s'accroîtra dès le début de l'année 1854 et qui entraînera la disparition du quotidien le 26 avril de cette année.
- 1854 Weydemeyer va engager toutes les forces de l'*American Workers' League* dans le débat soulevé par le vote, en mai 1854, de la loi qui créait les deux nouveaux Etats du Kansas et du Nebraska² et qui, surtout, autorisait d'y introduire l'esclavage. Cette loi controversée sera l'un des facteurs qui conduiront à la guerre civile américaine.
- Il est clair, argumente-t-il, que la solution sociale aux Etats Unis passe nécessairement par la question de l'esclavage. Ses efforts pour engager le mouvement ouvrier allemand dans le camp anti-esclavagiste n'obtiendront toutefois pas les résultats escomptés.
- 1855 Weydemeyer sera amené à quitter l'*American Worker's League* lorsque devant l'influence grandissante des partisans du mouvement connu sous le nom de « Know Nothing³ », il se trouvera confronté à la volonté des travailleurs de la *Ligue* de créer une milice secrète pour riposter aux attaques qui les visaient.
- 1856 Au début de l'année 1856, des difficultés financières contraignent Weydemeyer à quitter New York et à s'installer à Milwaukee⁴ dans le Wisconsin.
- Il entre aussitôt en contact avec l'éditeur du journal germanophone *Die Illinois Staats-Zeitungs*, George Schneider, qui a engagé la lutte à la fois contre le mouvement nataliste et contre les effets de la loi sur le Kansas et Nebraska. Outre celles concernant les questions économiques, ses contributions visent à donner une base politique de masse au mouvement anti-esclavagiste.
- 1857 En janvier 1857, il se trouve invité à intervenir dans le cadre des activités de la *Mercantile Library* de New York, une institution d'éducation populaire fondée en 1820. Il y prononce une conférence sur la situation dans le Sud, insistant sur les paramètres économiques de la question de l'esclavage.
- A l'automne 1847, les USA connaissent une sévère crise économique. La situation de détresse des émigrés allemands va conduire à la création, le 25 octobre 1857, du *Club communiste de New York* avec à sa tête Friedrich Kamm, Albert Komp, Friedrich Sorge et Fritz Jacobi. En dépit de ses dimensions plutôt modestes, ce club jouera un rôle de lien entre les mouvements ouvriers américain et européen. Kamm prendra du reste contact avec Marx dès le 19 décembre 1857, lui annonçant la création du Club et sollicitant de sa part des conseils ainsi que diverses études théoriques⁵.

La situation de crise conduit par ailleurs à la création à New York, le 2 décembre 1857, d'une nouvelle association générale des travailleurs : la *General Worker's League*.

¹ Marx réserve au personnage de Kellner des propos très durs (« ce philistin puant de suffisance », « ce nullard mielleux », écrit-il) dans sa lettre à Adolf Cluss du 14 juin 1853 (C3, p. 396), recommandant toutefois à ses deux amis Cluss et Weydemeyer de transiger pour garder le contact avec le journal.

² Lesquels ne formaient auparavant qu'un seul Etat.

³ L'appellation dérive de la réponse (*I Know Nothing*, autrement dit *Je ne sais rien*) qu'opposaient à toute question les membres de cette ligue organisée à ses débuts sous la forme d'une société secrète. Il s'agit d'un mouvement nativiste surgi au sein des classes moyennes protestantes de souche anglaise dont le programme exigeait le strict contrôle sinon l'interdiction de l'immigration catholique d'origine principalement irlandaise et allemande. Le mouvement était apparu à New York dès 1844 et avait donné lieu en 1852 à la création de l'*American party* avec d'emblée d'importants succès électoraux.

⁴ Milwaukee dans le Wisconsin a été à cette époque la ville américaine qui a concentré le plus grand nombre d'exilés politiques allemands. Un tiers de la population était d'origine allemande. (Marianne Walle: « Le pain amer de l'exil. L'émigration des Allemands révolutionnaires (1848-1850) vers les Etats-Unis. », In: Themenportal Europäische Geschichte (2007) (en ligne sur www.europa.clio-online.de).

⁵ C5, p. 153.

L'imprécision du programme adopté entraînera toutefois dès 1858 un éclatement des tendances, les militants communistes insistant pour leur part sur l'importance de la lutte anti-esclavagiste pour le mouvement ouvrier.

- 1858 Joseph Weydemeyer et ses amis du *Club communiste* vont être particulièrement attentifs aux efforts de l'*Association internationale* londonienne en vue de multiplier les sections à l'étranger. Albert Komp deviendra ainsi en juin 1858 secrétaire du comité central américain de l'Association internationale. Cette *Association internationale*, comme une ébauche de la première Internationale, s'était créée à Londres le 10 août 1856 à l'initiative de quatre composantes de l'immigration politique : la *Commune révolutionnaire* de Félix Pyat et d'Alfred Talandier, les chartistes anglais emmenés par Ernest Jones¹, la société polonaise « Le peuple polonais - Commune révolutionnaire » dirigée notamment par Zeno Swietoslawki et le *Communistische Arbeiterbildungsverein* sous la direction, à cette époque, de la fraction Willich/Schapper. L'association avait publié en décembre 1858 un important manifeste *To the Republicans, Democrats and Socialists of Europe*.
- 1859 Les contacts de Weydemeyer avec Marx n'ont entretemps jamais été rompus². Ils prennent un cours particulier au début de l'année 1859 avec la publication par Marx de sa *Contribution à la critique de l'économie politique*. Weydemeyer est l'un des premiers à qui Marx annonce la nouvelle dans une longue lettre du 1^{er} février 1859 où il décrit et commente le plan de son « économie politique³ ». Les communistes américains ne tarderont pas à soutenir la diffusion de l'ouvrage. Marx le signale à Ferdinand Lassalle dans sa lettre du 6 novembre 1859 : « En Amérique on a rendu compte en long et en large du premier fascicule dans toute la presse d'expression allemande, de New York à la Nouvelle-Orléans », écrit-il, ajoutant toutefois : « je ne crains qu'une chose : son caractère trop théorique pour le public ouvrier de là-bas⁴. ».
- 1860 Au début de l'année 1860, la *Société des Travailleurs de Chicago (The Chicago Worker's Society)*, qui était une section de la *General Worker's League* de New York s'adresse à Weydemeyer pour lui proposer de prendre la direction du journal qu'elle entend fonder. Weydemeyer n'hésite pas et s'installe aussitôt à Chicago. Le journal paraîtra sous le titre *Stimme des Volkes* (La voix du peuple). Marx annonce la nouvelle à Lassalle en ces termes : « Mon vieil ami J. Weydemeyer a abandonné son emploi d'aide-arpenneur rural à la demande de l'Union ouvrière américaine (association publique, ayant des ramifications à travers tous les Etats-Unis) qui a transféré son siège de la banlieue de New York à Chicago (Illinois). Weydemeyer va se charger de la rédaction d'un quotidien fondé grâce à des actions ouvrières. Chicago devient de plus en plus le centre du nord-ouest de l'Amérique où l'influence allemande est prédominante. Weydemeyer m'a demandé de recruter des correspondants pour ce journal, ce que je fais ici, à Paris et en Suisse. (...) Pas question d'être rétribué. Par contre, pour le parti, travail très important. Weydemeyer, un de nos meilleurs militants⁵ ».
- Le *Stimme des Volkes* n'aura cependant qu'une existence éphémère. Dès juillet, il Marx à Engels, le 27 août 1860 : « Le journal de Monsieur Weydemeyer est une fois de plus

¹ Avec lequel Marx avait rompu à cette époque en raison des relations avec la fraction Willich/Schapper. Weydemeyer ne l'apprendra que dans la lettre que lui adresse Marx le 1^{er} février 1859

² Même si Marx tarde pendant toute une année à répondre, le 1^{er} février 1859, à la lettre que lui avait adressée Weydemeyer le 28 février...1858. (C5, p. 254)

³ Avec ce commentaire à l'adresse de Proudhon : « (...) je démolis (...) de fond en comble le socialisme de Proudhon, actuellement à la mode en France, qui veut laisser subsister la production privée mais organiser l'échange des produits privés, qui veut bien la marchandise mais pas l'argent. Le communisme doit se débarrasser avant tout de ce « faux frère », ajoutant : « J'espère remporter une victoire scientifique pour notre parti » (C5, p. 259).

⁴ C5, p. 410. Le 18 mai 59, Marx écrit à Engels : « J'ai reçu une lettre de Weydemeyer et Komp. Je te l'enverrai sous peu. Grâce à eux environ 100 copies de mon *Economie* ont déjà été commandées à Duncker pour les United States ». (C5, p. 336). Franz Duncker était l'éditeur berlinois de l'ouvrage.

⁵ Lettre du 9 avril 1960, C6, p. 135. Marx s'adresse le même jour à Georg Lommel à Genève et à Johann Philipp Becker à Paris (C6, pp. 136-137 et pp. 138-140).

devient hebdomadaire et doit cesser sa parution en août 1860.

à bout de souffle, c'est-à-dire que lui a démissionné de son poste de rédacteur et veut partir pour New York comme arpenteur. Par contre, son collègue veut rendre le journal rentable en le vendant à un parti politique. Weydemeyer se rend enfin compte qu'il est trop honnête pour le journalisme américain¹. »

De retour à New York où il trouve un emploi de géomètre à Central Park, Weydemeyer reprend contact avec le *Communist Club* et s'engage dans la campagne électorale d'Abraham Lincoln qui sera élu le 6 novembre 1860.

1861 La guerre de Sécession éclate le 12 avril 1861. Quelques mois après le début des combats, J. Weydemeyer se rend dans le Missouri² où il met son expérience d'officier d'artillerie prussien et de géomètre au service du général John Charles Frémont qui le charge d'œuvrer à la fortification de la ville de Saint-Louis. C'est le début de sa carrière militaire américaine.

La révocation, le 2 novembre 1861, du général Frémont par Lincoln³ et la démobilisation des gradés qu'il avait nommés n'empêchent pas qu'en raison de ses mérites (et d'une vive protestation des troupes germano-américaines nombreuses dans le Missouri), Weydemeyer soit promu, le 28 novembre, au grade de lieutenant colonel à la tête d'un régiment d'artillerie composé de volontaires. Il se trouve chargé d'engager la lutte contre la guérilla menée par le colonel confédéré David Coleman.

1862 Fin 1862, Weydemeyer doit être hospitalisé, après quoi il se trouve affecté à la garnison de Saint-Louis.

1863 Ses occupations militaires n'écartent pas Weydemeyer du combat politique, en particulier sur la question de l'affranchissement des esclaves qui avait provoqué la rupture entre l'administration de Lincoln et le général Frémont, trop pressé, selon cette dernière, de proclamer l'abolition dans le Missouri.

Le 11 septembre 1863, il est démobilisé et retrouve ses activités de journaliste au sein du journal *Die Neue Zeit* de Saint-Louis dont il deviendra en 1865 le rédacteur en chef.

1864 En septembre 1864, Weydemeyer reprend du service dans l'armée de l'Union au titre de colonel du régiment d'infanterie chargé de la défense de Saint-Louis.

1865 Il est définitivement démobilisé en juillet 1865.

Entre autres activités politiques, il s'active à la diffusion de *l'Adresse inaugurale* de la première Internationale que Marx n'a pas manqué de lui faire parvenir dès novembre 1864⁴.

1866 Il meurt à Saint-Louis le 20 août 1866 emporté par une épidémie de choléra. Il a 48 ans.

¹ C6, p. 202.

² Qui était un Etat esclavagiste resté dans l'Union.

³ En raison d'un conflit politique lié à la politique d'émancipation des esclaves.

⁴ Lettre de Marx à Joseph Weydemeyer du 29 novembre 1864 (C7, p. 308). Marx se félicitera à plusieurs reprises du rôle de Weydemeyer dans cette tâche. Cf. sa lettre à Engels du 1^{er} février 1865 (C8, p. 31).

6.1. Les résidences de Marx et de sa famille à Londres (1849-1883)

Sources :

- Asa Briggs & John Callow, *Marx in London*, Lawrence and Wishart, London 2008¹.
- Marx Engels Image Library London, sur le site de www.marxistes.org.
- Mike Pentelow & Peter Arkell, *Freedom pass London*, Bradt Travel Guides Ltd, UK, 2014.
- Survey of London, vol. 33-34, *The Parish of St Anne Soho*, sur le site www.british-history.ac.uk

Méthode : sauf exception, à l'aide de documents adéquats, il est difficile d'indiquer avec précision les dates des diverses résidences de Marx et de sa famille à partir de leur arrivée à Londres en août et septembre 1849. Nous avons procédé en relevant les adresses mentionnées dans la correspondance de Marx et d'Engels dans le corpus des Editions sociales et des Marx Engels Collected Works. Ce recensement permet de situer des plages temporelles significatives.

1849

Vers le 26.08.49	Installation de Marx avec Karl Blind ² dans une auberge, le Peterson's Coffeehouse , 18, Roberts Street à Grosvenor Square.	Sa lettre du 5 septembre 1849 à Ferdinand Freiligrath mentionne cette adresse ³ .
17.09.1849	Arrivée de Jenny, Lenchen et des enfants. Ils sont accueillis par Georg Weerth ⁴ qui les installe provisoirement dans une pension tenue par un tailleur.	Il s'agit du Deutsches Hotel , 1 Leicester Street, Leicester square.
Octobre 49	Première habitation commune du couple: 4, Anderson Street, Kings Road à Chelsea . Une maison plutôt confortable mais de loyer trop coûteux. Les Marx n'y resteront que six mois avant d' être brutalement expulsés pour défaut de paiement . Le 9 avril 1850 encore, Marx adresse à Joseph Weydemeyer une lettre avec cette adresse pour mention.	C'est là que va naître, le 05.11.49, leur second fils, Heinrich, dit Guido. Il est le quatrième enfant du couple. Engels (qui arrive à Londres vers le 10 novembre 49) logera le premier mois au domicile des Marx, 4, Anderson Street ⁵ . Il s'installera ensuite, vers la mi-décembre, au 6, Macclesfield Street, Soho où il résidera jusque la mi-novembre 1850.

1850

Avril 1850	Expulsée de son logement, la famille se réfugie au <i>Deutsches Hotel</i> jusque la fin du mois de mai 1850.	Dans sa « Brève esquisse d'une vie mouvementée » Jenny parle d'un séjour d'une semaine à l'hôtel allemand : « Au printemps de 1850, nous nous vîmes obligés de quitter notre maison de Chelsea. (...) Pressés de tous côtés et harcelés par nos créanciers,
------------	--	---

¹ Un ouvrage souvent mentionné comme une référence même si les indications qu'il mentionne sont plus d'une fois très approximatives.

² Karl Blind était venu à Paris comme membre d'une délégation du gouvernement révolutionnaire badois. Le gouvernement français avait toutefois refusé de lui accorder une immunité parlementaire et après le 13 juin, il est expulsé de France avec Marx.

³ C2, p. 34.

⁴ Marx est malade; il souffre de symptômes proches du choléra.

⁵ Manfred Kliem, *Engels, Dokumente seines Lebens*, Verlag Philipp Reclam jun. Leipzig, 1977, p. 296.

nous allâmes nous loger pour une semaine dans un hôtel allemand de Leicester; mais notre séjour fut bref¹ ».

Dans sa lettre du 20 mai 1850 à Joseph Weydemeyer, Jenny indique que « nous habitons actuellement au *Deutsches Hotel*² ».

Deuxième expulsion, cette fois de la pension du *Deutsches Hotel* lui-même, les Marx ne pouvant assumer le coût de la pension : « Un matin, écrit Jenny, notre aimable hôte refusa de nous servir le déjeuner, et nous dûmes chercher un autre logis. Un petit secours de ma mère nous mettait souvent à l’abri du besoin le plus pressant. Nous trouvâmes chez un Juif, marchand de dentelles, deux chambres où, avec nos quatre enfants, nous souffrîmes beaucoup tout l’été³. ».

30.05.1850 Le 30 mai 1850, la lettre de Marx à von Bunsen indique l’adresse du **64, Dean Street, Soho Square**. Il s’agit d’un deux pièces, et d’un vrai taudis⁴.

Cette adresse du 64, Dean Street à Soho continuera à être mentionnée dans la correspondance de Marx jusque décembre 1850⁵.

Marx et Jenny y perdront leur fils Guido le 19 novembre 1850. Né le 05.11.49 à Chelsea, il avait 1 an et 14 jours.

1851

décembre 1850 ou janvier 1851 Changement d’adresse dans la même rue au **28, Dean Street**. L’habitation très inconfortable (un deux pièces à peine plus grand que le précédent appartement⁶) est sous-louée pour 22 livres par an par l’un des habitants de l’immeuble, un irlandais professeur de langue du nom de Morgan Kavanagh. Le principal occupant de l’immeuble est un cuisinier d’origine italienne du nom de John Marengo.

La lettre du 27 janvier 1851 de Marx à Engels mentionne bien l’adresse du **28, Dean Street**⁷. Les Marx (et Lenchen) vont résider 6 ans dans cet appartement.

Deux enfants vont y mourir:
1. Franziska, le 14 avril 1852 (née le 28 mai, 1851, elle avait à peine onze mois);
2. Edgard, le 6 avril 1855, à l’âge de 8 ans.

Le recensement du 30 mars 1850 indique que vivent à cette adresse huit personnes (quatre adultes⁸ dont une servante et quatre enfants) dans deux pièces et un cabinet de toilette⁹.

¹ Jenny Marx « Brève esquisse d’une vie mouvementée », in *Souvenirs sur Marx et Engels*, op.cit., p. 241.

² C2, p. 63.

³ Jenny Marx, op.cit., p. 241. Elle ajoute : « Cette année et les deux suivantes furent pour nous des années de gros soucis matériels, d’inquiétudes continuelles et dévorantes, de dures privations de toutes sortes, et même de misère tout court ».

⁴ Jenny à Joseph Weydemeyer, vers le 20 juin 1850 : « Nous logeons tous dans une seule pièce et un tout petit cabinet, 6 personnes au total (...) ». (C2, p. 77). En vérité, ils sont sept, Lenchen comprise. C’est à cette adresse que résidait aussi Heinrich Bauer, le trésorier du comité d’aide aux réfugiés mis en place en septembre 49 par la *Ligue* au sein de l’*Arbeiterbildungsverein*.

⁵ Ainsi la lettre du 2 décembre 1850 de Marx à Hermann Becker (C2, p. 98).

⁶ Sans eau courante à l’étage, la fontaine se trouvant au rez-de-chaussée.

⁷ MECW, pp. 268-269 et C2, p. 119.

⁸ Le décompte comprend la personne de Morgan Kavanagh qui sous-loue l’espace réservé à Marx et sa famille.

⁹ Yvonne Kapp, *Eleanor, Chronique familiale des Marx*, Editions sociales, Paris 1980, p. 20. On trouve dans les mémoires de Wilhelm Liebknecht une évocation de ce quartier qu’il retrouve lors d’un séjour à

Le 16 janvier 1855, Jenny donne naissance à Eleanor. Elle est le sixième enfant du couple.

On dispose sur l'intimité de la famille dans cet appartement du 28, Dean Street, d'un témoignage pittoresque provenant du rapport que rédige un espion prussien chargé à cette époque de réunir sur Marx et sur les activités de la Ligue à Londres les informations destinées à consolider l'accusation contre les inculpés de Cologne. Voici le passage le plus souvent cité par les biographes de Marx :

« Lorsqu'on entre chez Marx, on a devant les yeux un tel nuage de fumée de charbon et de tabac que l'on commence par tâtonner comme dans une caverne, jusqu'à ce que le regard s'y habitue et permette d'apercevoir quelques objets, comme dans un brouillard. Tout est sale, tout est couvert de poussière, il est réellement dangereux de s'asseoir. Cette chaise n'a que trois pieds, les enfants jouent à faire la cuisine sur cette autre chaise qui, par hasard, est encore entière. C'est celle-là précisément qu'on apporte au visiteur, mais on ne nettoie pas la cuisine des enfants, si vous vous asseyez, vous risquez un pantalon. Mais rien de tout cela n'embarrasse le moins du monde Marx ou son épouse. On vous reçoit fort aimablement, on vous apporte gentiment une pipe, du tabac et le rafraîchissement que l'on a sous la main. Une conversation intelligente et agréable finit par compenser les défauts domestiques, par rendre supportable le manque de confort. On se fait à cette compagnie, on trouve ce milieu intéressant, original. Tel est le tableau fidèle de la vie de famille du chef communiste Marx¹. »

1856

22.09.56 Marx annonce à Engels son prochain déménagement le 29 septembre 56 au **9, Grafton Terrace, Maitland Park, Haverstock Hill, Hampstead Road**.². Il s'agit d'une zone d'investissement immobilier avec ce que cela suppose de manque d'équipement urbain. Tout est en chantier. Le quartier ne sera vraiment bâti que deux ans après l'installation des Marx, qui vont y rester sept ans et demi³.

Cette installation dans une demeure cette fois confortable résulte d'un double héritage de Jenny, d'un oncle écossais et de sa mère décédée à Trèves en juillet 1856⁴. Engels n'est pas moins sollicité pour subvenir aux frais immédiats.

Avec un loyer annuel de 363 livres sterling par an⁵, les Marx ne seront pas capables d'assurer l'entretien de cette maison. Heureusement à partir de janvier 1857, Engels sera en mesure de leur verser une subvention mensuelle qui sera bienvenue.

1864

Mars 1864 Installation au **1, Modena Villas, Maitland Park, Haverstock Hill**, dans le Nord Ouest de Londres⁶. Une demeure des plus confortables, mais au loyer coûteux⁷. Cette installation résulte cette fois encore d'un double héritage : celui de la mère de Marx et celui de Wilhelm Wolff (dit Lupus) qui est mort en mai 64⁸.

Londres en 1896 en compagnie de Tussy Marx et d'Aveling (*Souvenirs sur Marx et Engels*, Éditions du Progrès, Moscou 1982, pp. 145-148).

¹ Nous citons à partir de *La vie de Karl Marx*, par Boris Nicolaïevski et Otto Maenschen-Helfen, Editions de La Table Ronde, Paris 1977, pp. 278-279.

² C4, p. 328.

³ Yvonne Kapp, *Eleanor, Chronique familiale des Marx*, op.cit., pp. 26-27.

⁴ Asa Briggs et John Callow évaluent à 270 livres sterling le montant de cette rentrée d'argent (op.cit., p. 58).

⁵ Source : David McLellan, *Karl Marx, A biography*, Papermac, London, 1995, p.241. La somme de 36 livres annuelles renseignée par Asa Briggs et John Callow (op.cit., p. 60) semble manifestement fautive si l'on compare avec le loyer annuel de 22 livres par an réclamé pour l'étroit deux pièces de Dean Street.

⁶ La lettre de Marx du 29 mars 1864 à Lion Philips porte mention de cette adresse (C7, p. 210).

⁷ Marx devra attendre qu'Engels se retire des affaires en 1869 pour être enfin libéré des soucis d'argent. Engels, à vrai dire, lui accordera une rente annuelle de 350 livres prélevée sur les comptes de la firme Ermen & Engels de Manchester...

⁸ Quelque 600 livres sterling de l'héritage maternel auxquels s'ajoutent 800 livres de l'héritage de Wilhelm Wolff (Asa Briggs et John Callow, op.cit., p. 62).

1870

Engels quitte Manchester et s'installe en septembre 1870 à Londres au numéro **122, Regent's Park Road** NW1. Il résidera à cette adresse jusqu'en octobre 1894¹.

1875

En mars 1875, la famille s'établit enfin au **41, Maitland Park Road, Haverstock Hill, Hampstead**². Marx et son épouse Jenny y vivront jusque leur mort, Jenny le 2 décembre 1881 et Marx le 14 mars 1883.

¹ Avant de s'installer non loin en octobre 1894, au 41 de la même rue où il vivra jusque sa mort, le 5 août 1895. Le quartier a été complètement détruit par les bombardements allemands lors de la seconde guerre mondiale.

² MECW, vol. 47, p. 572. Il s'agit de la même rue, renommée *Maitland Park Road* en 1868.

6.2. Giuseppe Mazzini contre le socialisme et les socialistes français

Sources :

- Frétygné Jean-Yves, « Mazzini et les socialistes français : signification et enjeux de la polémique de l'année 1852 », *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques*, 2009/2 N° 30, p. 327-357.
- Frétygné Jean-Yves, *Giuseppe Mazzini, Père de l'unité italienne*, Librairie Arthème Fayard, Paris 2006

Sources documentaires :

- *Des socialistes français à M. Mazzini*, Librairie de J.B. Tarride, éditeur, Bruxelles, 1852¹.
- George Sand, *Correspondance*, Calmann Lévy Editeur, Paris 1883, tome 3 (une édition numérisée par Gallica)
- P-J. Proudhon, *Correspondance*, tome 4, Librairie internationale A. Lacroix et Cie Editeurs, Paris 1975, pp. 262-265 (une édition numérisée par Gallica)

*

Le 16 mars 1852, s'exprimant au nom du *Comité National Italien*², Giuseppe Mazzini publie dans le journal bruxellois *La Nation* un article d'une remarquable violence contre les socialistes français et contre le socialisme lui-même dans ses principes³.

La controverse qui va en résulter présente l'intérêt de fournir une vue instructive sur la consistance des débats au sein de l'immigration politique londonienne et particulièrement de la gauche française au début de la période nouvelle que vient d'inaugurer le coup d'Etat de Louis Napoléon Bonaparte.

Cette note se propose d'en exposer les principaux aspects.

Elle comprend **les quatre pièces suivantes** :

1. D'abord le principal de l'article de Mazzini.
2. Ensuite la réponse collective des socialistes français.
3. Puis une correspondance significative de George Sand à Mazzini.
4. Enfin, la lettre que Proudhon adresse à Mazzini de la prison de Sainte Pélagie.

*

¹ Cette brochure est cosignée par A. Bianchi, Louis Blanc, Cabet, Landolphe, Jules Leroux, Pierre Leroux, Malarmet, Nadaud et L. Vassbenter, « *tous proscrits* ». Elle comporte aux pages 13-20 la reproduction de l'article de Mazzini. Elle donne également à lire, aux pages 8-10, la réponse de Charles Potvin, le directeur gérant de *La Nation*, qui refuse aux précédents signataires de publier leur réponse dans son journal, arguant de son souci de ne pas envenimer une polémique néfaste aux intérêts de la démocratie. Le document été numérisé par Google et se trouve disponible à l'adresse <http://books.google.com>.

² Le texte avait d'abord paru en italien le 31 janvier 1852. Marx l'évoque dans sa correspondance à Engels du 3 mars 1852 : « Il y a quelques jours, m'est tombé entre les mains un manifeste du sieur Mazzini, rédigé *en italien*. Il reste quand même le bourgeois *sacré* qui vitupère des bourgeois français « profanes ». Il transfère l'initiative de Paris à Rome. « Il *materialismo* » et « il *egoismo* » ont ruiné la France. Les travailleurs ont hérité des bourgeois ces deux vices. Depuis 1815, la France a cessé d'être le pays ayant l'initiative. L'Italie et la Hongrie sont maintenant les pays élus ». (Marx Engels *Correspondance*, Éditions sociales Paris 1972, C3, p. 74). Par ailleurs, le journal anglais *The Leader* avait largement rendu compte dans son édition du 11 février 1852 d'un discours tenu par Mazzini devant la *Société des amis de l'Italie*, un discours dans lequel il développait la même accusation à l'adresse de la France et des socialistes français.

³ Contre le communisme aussi bien, les deux notions s'équivalant très souvent dans le discours politique de l'époque.

6.2.1. Giuseppe Mazzini : un acte d'accusation

Giuseppe Mazzini ne surprend personne lorsqu'il publie ce manifeste de janvier/mars 1852.

Ses choix politiques et tout particulièrement son antisocialisme sont bien connus depuis la publication, en 1835, de ses *Pensées sur la démocratie en Europe*. Par ailleurs, l'écartement, à son initiative, de Louis Blanc au profit de Ledru-Rollin au sein du *Comité central démocratique européen* ne laisse aucun doute sur la permanence de son hostilité aux théories sociales qui mettent en cause de quelque manière la propriété privée et qui préconisent l'intervention de l'Etat dans l'ordre économique.

*

Il débute son pamphlet par un vibrant appel à l'**action** :

Quel doit être aujourd'hui le mot d'ordre, le cri de ralliement des partis ?

La réponse est bien simple : elle est toute en un mot : ACTION : action une, européenne, incessante, logique, hardie, de tous, partout!

Or il apparaît aussitôt que la catégorie d'action n'est mobilisée sous sa plume que dans le cadre d'**une pure invocation rhétorique**. L'affirmation du principe ne s'accompagne, en effet, d'aucune perspective dans la réalité politique de cette année 1852 qui prolonge partout en Europe la défaite des forces démocratiques et singulièrement celle de la gauche républicaine française après le coup d'Etat de Louis Bonaparte. Il ne s'agit en l'occurrence que de condamner au nom de l'unité d'action la passivité des « discoureurs » qui « ont perdu la France », le propos visant expressément les « sectes » qui ont égaré le peuple « sur les chemins de traverse du socialisme ». L'heure est venue, écrit-il, de dire la vérité, « de la dire pure et nette ».

Mazzini prend toutefois la précaution d'une sorte de profession de foi préalable :

Je n'accuse pas la grande pensée sociale qui fera la gloire et la mission de l'époque dont nous sommes les précurseurs. Je n'accuse pas les saintes aspirations qui prophétisent l'émancipation des travailleurs, le salut pour tous, *la coupe pour tous*. Je n'accuse pas la tendance à substituer autant que possible l'association libre à la concurrence effrénée des individus, le crédit par l'Etat au crédit essentiellement égoïste des banquiers, l'impôt unique sur le superflu à l'impôt multiple attaquant la vie du consommateur pauvre, l'instruction primaire et l'éducation égales pour tous au monopole et à l'inégalité d'aujourd'hui. Ces choses ont été prêchées, depuis vingt ans, par nous tous; elles sont comprises dans ce vieux mot de République pour lequel moururent nos pères et qui me suffit.

L'intérêt de cette déclaration réside dans les accents qui la nuancent. On observera ainsi le caractère de *sainteté* des aspirations à l'émancipation, elle-même associée à l'idée de *salut* ; on relèvera le prudent possibilisme (« autant que possible ») censé devoir encadrer l'option en faveur de l'« association libre », et surtout la subsumption de ces principes sous la catégorie (le « vieux mot ») de République, comme porteuse par elle-même de tous les idéaux de rénovation. Cette complaisance dans le flou participe à l'évidence de la stratégie discursive de Mazzini qui se revendique d'une **radicalité toute verbale**.

Sa cible ? « Les socialistes, les chefs surtout », à l'adresse desquels il lance cette **série de paragraphes accusateurs** :

Je les accuse d'avoir voulu, au nom de leur chétive individualité, bâcler des solutions positives au problème de la vie humaine

avant que la vie elle-même ait pu se manifester dans sa plénitude d'aspiration et de capacité sous l'action de ces grands courants électriques qu'on appelle révolutions.

Je les accuse d'avoir prétendu faire sortir, à heure fixe, de leurs cerveaux étroits et malades, une organisation qui ne peut sortir que du concours de toutes les facultés humaines en action, et d'avoir substitué leur *moi* solitaire au *moi* collectif, européen; d'avoir parlé au nom de Saint-Simon, de Fourier, de Cabet, de tout autre, là où il s'agissait de tuer les révélateurs au profit de la révélation continue et d'inscrire sur le fronton du temple : DIEU EST DIEU ET L'HUMANITÉ EST SON PROPHÈTE.

Je les accuse d'avoir effacé *l'homme* sous le *sectaire*, la libre intelligence sous la formule, la conception de la vie devant une seule manifestation de la vie; de s'être appelés communistes, communautaires, communionistes, rouges ou bleus, peu importe, au lieu de s'appeler hommes, républicains, démocrates du XIXe siècle; d'avoir inventé les distinctions fatales entre socialistes et républicains, entre socialistes et révolutionnaires.

Je les accuse d'avoir, dans leur vanité, toujours dit : *c'est moi*, là où l'on n'aurait dû dire que : *c'est nous*; d'avoir déployé toutes les ressources de leur esprit à s'entre-dévoré, à s'anéantir l'un par l'autre, à détruire dans le cœur du peuple toute confiance en une direction quelconque; d'avoir enfanté, par une nécessité logique, le génie dissolvant, méphistophélique de Proudhon qui les nie tous, qui nie Dieu, la société, le gouvernement et intronise l'ironie dans le vide.

Je les accuse d'avoir desséché les sources de la foi, animalisé l'homme, poussé l'ouvrier vers l'égoïsme, en concentrant presque exclusivement l'attention de tous vers le problème des intérêts matériels, en donnant pour *but* au travail européen ce qui ne devrait en être que le *moyen*, en prenant comme *principe* l'amélioration physique qui ne peut être qu'une *conséquence* de son amélioration morale.

Je les accuse d'avoir répété avec Bentham et Volney : *la vie est la recherche du bonheur*, au lieu de répéter avec tous ceux qui ont produit de grandes transformations dans le monde : *la vie est une mission, c'est l'accomplissement d'un devoir*.

Je les accuse d'avoir laissé croire qu'on régénère un peuple en l'engraissant, d'avoir fait de la question de l'humanité une question de pot-au-feu de l'humanité, d'avoir dit : *à chacun selon sa capacité, à chacun selon ses besoins*, au lieu de crier sur les toits : *à chacun selon son amour, à chacun selon son dévouement*.

Je les accuse d'avoir par je ne sais quel vague cosmopolitisme qui conclut à l'inaction, par je ne sais quel établissement de communes acéphales affaibli, ruiné, autant qu'il était en eux, le sentiment national; c'est-à-dire d'avoir voulu faire agir le levier en lui enlevant son point d'appui, et l'humanité en supprimant son organisation pour l'action.

Et je les accuse d'avoir fait tout cela sous les feux croisés de l'ennemi, quand tout le monde devait être soldat, quand l'unité, l'organisation étaient une loi suprême, quand les peuples se levaient dans la foi et couraient le risque de mourir dans le désespoir, quand il s'agissait, avant tout, de faire de la révolution un événement européen et non pas une solution de problème économique, quand il fallait faire circuler, comme une croix de feu, de masse en masse, de nation en nation, ce mot que j'ai écrit en commençant : ACTION¹!

¹ Sans entrer dans le détail des événements, signalons que l'activisme de Mazzini conduira à l'échec de l'insurrection de Milan en février 1853.

Ce réquisitoire appelle **quatre commentaires** :

1. Il se caractérise en premier par l'emploi systématique de **généralités** à consonance morale et religieuse : « la vie », « les facultés humaines en action », « Dieu » lui-même et l' « Humanité » dans le rôle de son prophète, « l'homme », bien sûr, selon toutes ses qualités génériques, le « peuple » se soulevant « dans la foi ». Les « révolutions » ? Leur évocation n'appelle que l'image de « grands courants électriques ».
2. Il se caractérise non moins, s'agissant de l'ultime recours, par une constante référence au **divin** comme principe directeur de l'action politique.
3. Il se caractérise encore par un flagrant **anti-intellectualisme**, la réflexion théorique ne pouvant mener, selon Mazzini, qu'à l'immobilisme et aux dérives sectaires.
4. Il se caractérise enfin par un extravagant mépris d'**ascète** pour les revendications matérielles des classes populaires accusées de ne vouloir que « s'engraisser » et de réduire l'avenir de l'humanité à une question de « pot au feu ». Cette critique indique les limites très, très étroites de la critique par Mazzini du matérialisme qu'il entend moins comme une option philosophique qu'au sens d'une idéologie jous-seuse condamnable comme telle.

Et Mazzini de poursuivre :

Pour l'avoir oublié - pour avoir dit : *ce que la France doit à l'Europe, c'est le problème de l'organisation du travail*¹ - pour avoir méconnu la voix de ceux d'entre ses enfants qui appelaient toutes les dissidences à s'organiser sur un terrain commun pour soutenir la bataille - la France est arrivée, par Rome, à la honte du 2 décembre.

Telle est, en effet, selon lui, la conséquence de ces erreurs : la France a perdu le privilège de l'initiative politique en Europe.

L'initiative européenne appartient aujourd'hui au premier peuple, quel qu'il soit, qui se lèvera au nom, non pas d'un intérêt local, mais d'un principe européen. Si la France le fait, que Dieu et l'humanité bénissent la France ! Si elle ne le fait pas, que d'autres le fassent. Dieu ne connaît pas de peuple élu. Père de tous, il est avec tous ceux qui sont prêts à s'immoler pour le bien.

L'alliance des nationalités, là est le siège de l'initiative. Il n'en est pas une qui ne puisse, à l'heure qu'il est, en s'élançant spontanément sur l'arène ou en résistant noblement, soulever les deux tiers de l'Europe.

(...)

Il faut que la démocratie dise à ses frères de France : « Vous ex- piez aujourd'hui une immense faute, celle d'avoir déserté la cause européenne en 1848. Ne l'oubliez pas au jour du réveil. Et, dans l'intervalle, purifiez-vous par l'amour, par le culte des nobles pen- sées, par le retour aux larges inspirations de vos pères. Sortez des cellules où vous ont emprisonnés les faiseurs de formules. Re- faites-vous hommes au grand air, sous la lumière de Dieu. Ren- trez dans nos rangs d'où l'orgueil et la parole des faux prophètes vous ont fait sortir.

« Combattez, non la bourgeoisie, mais l'égoïsme partout où il se trouve, sous la blouse comme sous l'habit, - non l'autorité que nous cherchons tous, mais les fantômes qui singent l'autorité, les cadavres qui disent : *nous sommes la vie*, le privilège héréditaire, censitaire ou autre, qui se substitue au génie et à la vertu.

« Ne dites pas : *soignons le corps et tout ira bien*. C'est l'âme qui crée le corps, l'idée qui forme sa cage, et toutes les fois que vous

¹ A la différence de Saint-Simon, Fourier, Cabet et Proudhon, Louis Blanc n'est pas nommément cité dans le texte, mais cette allusion à *l'organisation du travail* est bien sûr lumineuse.

aurez conquis un principe, vous en verrez sortir une organisation sociale. Soignez l'honneur, soignez le devoir, la mission de la France : chaque devoir rempli vous donnera un des droits que vous réclamez aujourd'hui et que l'on vous conteste. »

(...)

Il faut que tout homme de cœur vienne se rallier autour du drapeau planté sur ce terrain commun que nous avons tant de fois indiqué que j'indique encore : *Dieu, Peuple, Amour, Association, Liberté, Vérité, Egalité, Vertu, Bien de tous.*

(...)

*

Les commentaires de Marx sur ce texte ne manquent pas.

Le 30 mars 1852, il décrit à l'adresse d'Engels les « scissions intervenues dans la chapelle démocratique » :

« (...) Monsieur Mazzini, depuis deux ans pape de l'Eglise démocratique *in partibus*, a jugé que le temps était venu de déverser son venin, et en français, contre le socialisme et la France. Il l'a fait dans *La Nation* de Bruxelles qu'il s'est achetée en accord avec Ledru-Rollin pour 10.000 francs pris sur l'argent italien. Il y met sur le dos des socialistes le 2 décembre, la prise de Rome, bref toute la contre-révolution, et dans son style pompeux de dominicain lance l'anathème contre les hérétiques, les sectes, le matérialisme, le scepticisme, la Babel welche, et ce même avec la détermination qu'il met à Londres à lécher le cul des bourgeois libéraux anglais. Selon lui, la France a perdu l'initiative révolutionnaire. Le peuple roi n'existe plus. Ce serait maintenant le tour des autres peuples, etc. Bref une véritable bulle d'excommunication qui a eu l'honneur des colonnes de *La Patrie* et du *Constitutionnel*¹. Les Français ont trouvé cela un peu fort de café. Le petit Louis Blanc, qui a vu là une occasion à la fois de se réhabiliter et de se pousser en avant, a battu le rappel de Cabet, Pierre Leroux, Bianchi et Vasbenter (proudhonien). Ils ont attaqué Monsieur Mazzini dans le *Morning advertiser* de la façon la plus grossière. La partie théorique de leur réplique était presque aussi faible que l'attaque de Mazzini. La partie personnelle, pour laquelle Massol² a fourni à Leroux de la documentation, a anéanti l'arrogant *theopompos* »³.

*

6.2.2. Les socialistes français : un droit de réponse

Le refus de Charles Potvin, le directeur gérant de *La Nation*, de publier un droit de réponse dans les colonnes de son journal explique que la riposte au pamphlet de Mazzini ait pris la forme d'une brochure sobrement intitulée « Des socialistes français à M. Mazzini ». Elle est, rappelons-le, cosignée par A. Bianchi, Louis Blanc, Cabet, Landolphe, Jules Leroux, Pierre Leroux, Malarmet, Nadaud et L. Vasbenter, « *tous proscrits*⁴ ».

Les signataires commencent naturellement par souligner l'indélicate provocation de Mazzini qu'ils dénoncent comme une trahison dans le contexte du coup d'Etat du 2 décembre :

¹ Il s'agit de deux journaux bonapartistes.

² Le journaliste Marie-Alexandre Massol était un ami de Proudhon. Marx entretiendra avec lui une relation courtoise et d'estime. A Engels, le 8 octobre 1852 : « Massol est parmi les Français d'un *certain âge* (plus de la quarantaine) l'un des plus spirituels. Autrefois saint-simonien, puis proudhonien, etc. » (C3, p. 232).

³ C3, p. 89.

⁴ Ce texte semble bien être, du moins en première rédaction, de la plume de Louis Blanc qui le publiera sous son nom en 1873-1874 dans le recueil en cinq volumes de ses écrits politiques intitulé *Questions d'aujourd'hui et de demain*, pp. 262-289 du volume 5 dans l'édition E. Dentu de 1884 disponible sur Gallica.

Attaquer violemment les socialistes, le lendemain d'une bataille perdue quand jusqu'au jour de la bataille on s'était appuyé sur les socialistes; épuiser contre eux, les opprimés, la haine due à leurs oppresseurs; souffler, dans le sein du parti, le feu de discorde qu'un commun désastre semblait devoir éteindre, et cela par des récriminations sans justice, sans utilité possible, sans prétexte, sans excuse ; attiser ainsi la guerre civile entre proscrits, dans la proscription, et mêler une voix qui s'était donnée comme celle d'un des nôtres à cet odieux concert d'anathèmes par où s'exhale contre nous la fureur de tous les ennemis du peuple : voilà ce qu'est en train d'accomplir M. Mazzini.

La réplique épouse ensuite le dispositif rhétorique de Mazzini (l'enchaînement, on s'en souvient, des « je les accuse ») en lui opposant une suite de paragraphes qu'inaugure hautement la formule : « nous accusons M. Mazzini de... ».

Or cette partie « théorique », si l'on reprend ici le vocabulaire de Marx, se montre, il est vrai, plutôt faible.

Consistant à revendiquer la droiture de ceux qui « expient leur sincérité généreuse, les uns dans les cachots, les autres dans l'exil, presque tous dans la misère, tous dans la douleur », et cela au nom du « progrès qu'ils servent, de la *souveraineté* du peuple qu'ils proclament, de la *liberté* qu'ils adorent », l'argumentation va se maintenir, en effet, pour l'essentiel, outre les évidences¹ et de très lointaines références historiques², **au même niveau de généralité où Mazzini avait placé le débat.**

Voici **trois exemples** relatifs à la question si controversée des « revendications matérielles » :

Nous accusons M. Mazzini de signaler le problème des intérêts matériels comme le seul objet de la préoccupation des Socialistes, lorsqu'il est certain et prouvé par tous leurs écrits que leur principal but est d'élargir les horizons de la pensée, d'élever le niveau de la dignité humaine, de rendre accessibles à tous les sources de l'intelligence, lorsqu'il est certain et prouvé par tous leurs écrits que s'ils veulent, d'une ardeur puissante et indomptable, la suppression de la misère, c'est surtout parce que la misère retient l'homme dans l'ignorance, le pousse au vice, l'encourage à l'envie et à la haine, lui interdit les plus nobles joies de l'amour, et tend à dégrader ou à flétrir son âme immortelle.

Nous accusons M. Mazzini de prêter aux Socialistes cette définition de la vie : la vie est la recherche du bonheur, en laissant entendre que pour eux il n'est question que d'un bonheur individuel et égoïste, tandis que la définition par eux adoptée est celle-ci : la vie est l'accomplissement d'un devoir, devoir déterminé par le but qu'ils donnent à la politique : l'amélioration morale, intellectuelle et physique de la classe la plus pauvre et la plus nombreuse et cette formule est, par parenthèse, de ce Saint-Simon au nom duquel M. Mazzini trouve mauvais qu'on parle³.

¹ Ainsi ce paragraphe sur la revendication mazzinienne de l'identité « républicaine » : « Nous accusons M. Mazzini, non pas certes de se déclarer républicain, mais de déclarer que le mot *Républicain* lui suffit, quand nous voyons qu'il *suffit* au général Cavaignac qui, en juin, mitraillait le *peuple*. ».

² Ainsi ce paragraphe pour déplorer l'emploi par Mazzini du terme « sectaire » : « Nous accusons M. Mazzini d'avoir appliqué aux socialistes, dans un sens funeste, le mot *Sectaire*, injure qui de tout temps fut lancée par les défenseurs des vieux abus aux apôtres ou martyrs des vérités nouvelles, injure dont les païens se servirent contre les Chrétiens, les Catholiques contre les Protestants; homicide injure qui précéda et prépara l'assassinat de Jean Huss, le massacre des Taborites, l'extermination des Albigeois. ».

³ Cette expression compte en effet parmi les principes que répèteront à l'envi les disciples de Saint-Simon, lequel écrit au tout début du *Nouveau Christianisme* : « Or, d'après ce principe que Dieu a donné aux hommes pour règle de leur conduite, ils doivent organiser leur société de la manière qui puisse être le plus avantageuse au plus grand nombre, ils doivent se proposer pour but dans tous leurs travaux, dans toutes leurs actions, d'améliorer le plus promptement et le plus complètement possible l'existence morale et physique de la classe la plus nombreuse. » (Claude-Henri de Saint-Simon, *Le Nouveau Chris-*

Nous accusons M. Mazzini de chercher à faire croire que « régénérer le peuple en l'engraissant » est l'ignoble doctrine des Socialistes, et d'en donner pour preuve ces mots : à *chacun selon ses besoins*. Ignore-t-il que dans le langage de ceux d'entre eux¹ qui ont proclamé cette formule, les mots qu'il cite et qui expriment le *droit* ont toujours été précédés de ceux-ci, qui expriment le *devoir*: *de chacun selon ses facultés* ? Pourquoi tronque-t-il la formule dont il s'empare, quand la tronquer c'est la calomnier. Sait-il ce que cela signifie : *de chacun selon ses facultés* ? Cela signifie que celui qui *peut* le plus *doit* le plus; que le plus fort est tenu d'employer sa force au profit du faible; que le plus intelligent manque à sa mission, mission écrite comme en un livre vivant dans son organisation même, s'il n'admet pas à jouir du bénéfice de son intelligence ses frères, pauvres d'esprit ? Est-ce là une doctrine basement matérialiste ? Est-ce là, d'aventure, la théorie de l'égoïsme ?

Trois paragraphes qui appellent **trois commentaires**:

1. On observe d'abord la **posture fondamentalement morale** des positions politiques qui sont ici affichées. Le bien-être ? Il n'est que la condition « d'élargir les horizons de la pensée », « d'élever le niveau de la dignité humaine », et « de rendre accessibles à tous les sources de l'intelligence », la misère n'aboutissant qu'à « flétrir l'âme universelle » de l'homme.

2. Au **devoir** revendiqué par Mazzini, les socialistes français opposent le **devoir** qu'ils revendiquent pour « la politique » (comme par elle-même une instance autonome) de s'assigner pour but « l'amélioration morale, intellectuelle et physique de la classe la plus pauvre et la plus nombreuse ».

3. L'argumentation se fixe enfin sur le versant le plus **anodin** d'un principe **fort** : des deux segments de la célèbre formule, *De chacun selon ses capacités*, à *chacun selon ses besoins*, le premier n'implique, en effet, aucune audace politique au contraire du second qui ouvre des perspectives véritablement révolutionnaires dans l'ordre des rapports sociaux². La condescendance du propos témoigne à l'évidence ici d'un recul de la pensée devant une ambition que les signataires ne pouvaient sans doute assumer ensemble.

*

La dernière partie du texte va s'appliquer de manière plus incisive à dénoncer, **s'agissant de l'action**, le caractère aventureux des entreprises insurrectionnelles de Mazzini et l'ampleur de ses échecs : « Et maintenant, en échange de la leçon qu'il fait à la démocratie française, nous lui donnerons quelques conseils ». Et le texte de reproduire les reproches adressés à Mazzini par ceux-là mêmes qui, en Italie, disent à son sujet:

tianisme, Edition Bossange Frères, Paris 1825, p. 3, en ligne sur Gallica). On notera la connotation religieuse du propos telle qu'on la retrouve dans les écrits de Louis Blanc.

¹ Mazzini visait-il tout particulièrement Louis Blanc en brocardant ce principe égalitaire ? Il est exact que Louis Blanc s'est plus d'une fois hautement revendiqué de lui au nom du socialisme. C'est le cas notamment dans un texte de 1851 intitulé « Plus de Girondins » et dans un autre écrit explicitement consacré par son titre à « La formule du socialisme », laquelle, écrit L. Blanc, « résume scientifiquement la doctrine de fraternité que le Christ, il y a deux mille ans, vint apporter au monde. Elle n'est que l'application de l'Évangile à l'économie sociale. Elle forme le point culminant du Socialisme. Elle renferme, osons le dire, tout l'avenir de l'humanité ». Ce texte est repris dans *Questions d'aujourd'hui et de demain*, tome 5, pp. 196-212 de l'édition E. Dentu de 1884 disponible sur Gallica. La formule se trouve au centre du manifeste qui avait été diffusé dans la presse en guise d'annonce du *Banquet des Égaux* de février 1851.

² Dans ses *Gloses marginales au programme du parti ouvrier allemand*, aussi bien connu sous le titre de *Critique du programme de Gotha*, Marx écrira en mai 1875 : « Dans une phase supérieure de la société communiste, quand aura disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! ». (Marx Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Éditions sociales, Paris 1972, coll. « Classiques du marxisme », p. 32.)

Que M. Mazzini n'a jamais agi que par de secrètes correspondances qui créaient le péril... à distance;

Que son seul acte a été l'expédition de Savoie, son affaire de Boulogne à lui, aventure tentée, il est vrai, dans un but honorable, mais mal conçue, mal concertée, et militairement conduite par un général depuis longtemps désigné comme un traître;

Qu'arrivé à Rome après le pape mis en fuite, après la République proclamée, après la Révolution accomplie, il n'a fait que prendre place dans le triomphe, entre l'œuvre de la Constitution et les travaux de la défense, entre Saliceti, qui tenait la plume de Rome républicaine, et Garibaldi, qui en tenait l'épée;

Qu'il a manqué, selon l'expression de Ricciardi, de capacités révolutionnaires; qu'il a été, - cet aveugle ennemi de l'idée - idéologue par inconséquence et hors de propos;

Que, plagiaire maladroît de l'idée d'unité empruntée à la France, il n'a consulté, en voulant l'appliquer coûte que coûte à l'Italie, ni l'état intellectuel du pays, ni les circonstances locales, ni la situation, ni l'heure;

Qu'en compliquant la question d'indépendance, il l'a compromise;

Qu'il a fait un mal immense à son pays en sacrifiant à son UTOPIE la nécessité de ne pas détacher de la cause commune le Piémont qui avait tout, organisation, argent et soldats;

Qu'enfin il discourait pendant qu'on mourait à Novare.

Le propos, on le constate, est virulent.

Le rappel en particulier de l'échec de l'expédition de Savoie en février 1834 disqualifie tout particulièrement le rôle dirigeant que revendique Mazzini dans la conduite de la révolution nationale italienne.

Pour rappel, il s'agit de la calamiteuse tentative d'insurrection populaire que lance Mazzini au début de l'année 1834 après que d'autres soulèvements déjà trop improvisés de la *Giovine Italia* avaient été sévèrement réprimés au cours de l'année précédente. Espérant susciter un conflit entre la France et l'Autriche et créer ainsi les conditions d'un soulèvement national, Mazzini organise en février 1834 à partir de Genève une expédition militaire contre la Maison de Savoie. Pour son malheur¹, le général Girolamo Ramoniro qui lui avait été recommandé s'est révélé un personnage à la fois fantasque² et incompetent. Un traître ? Il sera jugé comme tel et exécuté en mai 1849 dans le cadre de la guerre entre l'Autriche et le Royaume de Sardaigne, sa responsabilité ayant été incriminée dans la défaite de Novare en mars 1849.

*

Le coup est porté. La suite peut alors se faire un temps plus conciliante et reconnaître en Mazzini : « un des représentants, un des artisans de l'indépendance italienne. Le rôle est assez beau : qu'il s'y renferme ».

¹ Car il semble bien que cet officier lui a été imposé par les bailleurs de fonds de la *Giovine Italia*. Pour le détail nous renvoyons au chapitre XII (« L'expédition mort-née ») de l'ouvrage de Jean-Yves Frétigné, *Giuseppe Mazzini, Père de l'unité italienne*, Fayard, Paris 2006. Frétigné parle d'« une débâcle personnelle de Mazzini » en ces circonstances. S'agissant du rapport de Mazzini à l'action, J-Y. Frétigné cite par ailleurs cette lettre du 4 janvier 1841 du patriote napolitain Giuseppe Ricciardi à Mazzini, lui disant : « Je vous aime beaucoup d'affection et vous honore hautement pour vos vertus et pour votre noble engagement, mais je dois vous le dire comme je le pense, je vous crois plus homme d'études d'excellentes choses, qu'en mesure de diriger une association dont l'objectif final est l'action. Vous êtes un homme de la théorie et non un homme de la pratique, un homme de bureau et non un homme d'action. » (op.cit., p. 120).

² Tout indique que le personnage, précédé qu'il était d'une réputation d'illustre combattant aux côtés des patriotes de Pologne en 1831, avait dépensé en frais de casino et de réceptions mondaines les sommes importantes qui lui avaient été confiées pour le recrutement et l'armement de la troupe qu'il devait mener au combat.

Mais que surtout il cesse de donner des leçons aux Français :

De quel droit prétendrait-il asservir la France aux conditions que l'histoire impose à l'Italie ? Nous n'avons pas, nous, les Autrichiens au centre de nos villes. Ce qu'il nous faut chasser, ce n'est pas l'étranger, c'est le mensonge; ce qui, pour nous, est à conquérir, ce n'est pas l'indépendance au profit de notre pays, c'est la réalisation de la justice au profit de tous les pays de la terre. Par quel excès de vanité nationale M. Mazzini voudrait-il emprisonner, dans la mission qui concerne spécialement l'Italie, celle qui intéresse le monde entier ? Car la démocratie française a reçu du XVIIe siècle et de la révolution un héritage auquel il lui est commandé de travailler, sous peine de rendre stériles les flots de sang héroïque dont il fut arrosé par nos pères. Et c'est ce travail sacré que M. Mazzini oserait nous interdire ! L'action, s'écrie-t-il ? Mais s'efforcer d'éclairer les hommes, ce n'est donc pas agir ?

La conclusion du texte se livre alors à une violente attaque contre la personne même de Mazzini accusé d'**usurpation** au regard d'autres militants italiens nommément cités :

Qui est-il, d'ailleurs, pour le prendre sur ce ton ? Que pèserait sa renommée sans cette France envers laquelle il n'eut jamais cependant, à ce qu'il paraît, que des sentiments de haine jalouse ? Il n'y a qu'un mot qui puisse convenablement qualifier la conduite d'un homme qui se sert contre un pays comme la France de la réputation que ce pays lui a faite, ce mot, c'est *ingratitude*. Car c'est la France, il ne faut pas s'y tromper, que M. Mazzini frappe, à travers le socialisme. Folles fureurs ! Il n'a été quelque chose que par la France; sans la France, il ne sera rien. Hors de l'Italie, on lui croit une grande influence en Italie. C'est peut-être une erreur. Parmi les Italiens dont la dernière révolution a mis en lumière le mérite ou le courage, où sont ceux qui suivent Mazzini ? Est-ce Montanelli ? Est-ce Petruccelli ? Est-ce Sirtori ? Est-ce Cattabeni ? Est-ce Sterbini ? Est-ce Cernuschi ? A quoi se réduit l'influence de M. Mazzini dans le Piémont ? Demandez-le à Gioberti. Et en Sicile ? Demandez-le à Granatelli. Et à Naples ? Demandez-le à Saliceti. Et à Venise ? Demandez-le à Manin. M. Mazzini, qui ne personnifie à l'étranger la Démocratie italienne que grâce à une usurpation dont les citoyens les plus éminents de l'Italie ont eu jusqu'à ce jour la générosité de s'indigner en silence, est mal venu à se donner comme la personnification de la Démocratie européenne. Qu'il rentre en lui-même. Qu'il mesure son ambition à ses forces. Nous ne le nions pas; qu'il soit assez juste pour ne pas nier à son tour des républicains dont il ne saurait décrier la mission sans annuler la sienne.

La Démocratie européenne n'a nul besoin d'un César, surtout depuis que le 2 décembre est venu montrer au monde de combien de crimes se compose le succès des Césars heureux.

*

6.2.3. George Sand : pour le socialisme

George Sand a entretenu avec Guisepppe Mazzini une longue correspondance, amicale, affectueuse même. Cette fraternité n'a pas empêché l'écrivaine de marquer fermement son désaccord avec les opinions de son interlocuteur sur le socialisme et sur les socialistes français, Louis Blanc en particulier.

Nous retiendrons de leurs échanges **deux lettres particulièrement significatives**.

La première date du **5 juillet 1849**.

George Sand y formule **un portrait peu flatteur de Ledru-Rollin**, critiquant aussi bien la décision de Mazzini d'écarter Louis Blanc de la direction du *Comité Central Démocratique Européen* au profit de l'ancien ministre de l'intérieur du gouvernement provisoire de février 1848. Or il se trouve que George Sand a pu connaître de près le personnage de Ledru-Rollin dans l'exercice de ses fonctions ministérielles. Elle a, en effet, été la collaboratrice du *Bulletin de la République*, une publication que le gouvernement provisoire avait décidé de diffuser pour raffermir une ardeur républicaine qui, en février, s'était surtout manifestée à Paris et dans quelques grandes villes de France¹.

J'avais à dessein omis, dans ma dernière lettre, de répondre à ce que vous me disiez de Louis Blanc, parce que je ne voulais pas en venir à vous parler de Ledru-Rollin.

Je trouvais inutile de confier au papier des jugements qui, par le temps de police qui court, peuvent toujours tomber dans les mains de nos ennemis. Mais, puisque vous y revenez, je vous dois de m'expliquer.

(...)

Vous voyez les choses, en grand; vous faites bon marché des individus; admettez l'homme, pourvu qu'il représente une idée; vous le prenez comme un symbole et vous l'ajoutez, à votre faisceau sans trop vous demander si c'est une arme éprouvée. Eh bien, pour moi, Ledru-Rollin est une arme faible et dangereuse, destinée à se briser dans les mains du peuple. Soyons juste et faisons la part de l'homme. Je commence par vous dire que j'ai de la sympathie, de l'amitié même pour cet homme-là. Je suis, sans aucune prévention personnelle à son égard, et, tout au contraire, mon goût me ferait préférer sa société à celle de la plupart des hommes politiques que je connais. Il est aimable, expansif, confiant, brave de sa personne, sensible, chaleureux, désintéressé en fait d'argent. Mais je crois ne pas me tromper, je me crois bien sûr de mon fait quand je vous déclare, après cela, que ce n'est point un homme d'action; que l'amour-propre politique est excessif en lui; qu'il est vain; qu'il aime le pouvoir et la popularité autant que Lamartine; qu'il est femme dans la mauvaise acception du mot, c'est-à-dire plein de personnalité, de dépits amoureux et de coquetteries politiques; qu'il est faible, qu'il n'est pas brave au moral comme au physique; qu'il a un entourage misérable et qu'il subit des influences mauvaises; qu'il aime la flatterie; qu'il est d'une légèreté impardonnable; enfin, qu'en dépit de ses précieuses qualités, cet homme, entraîné par ses incurables défauts, trahira la véritable cause populaire. Oui, souvenez-vous de ce que je vous dis, il la trahira, à moins que des circonstances ne se présentent qui lui fassent trouver un profit d'amour-propre et de pouvoir à la servir. Il la trahira, sans le vouloir, sans le savoir peut-être, sans comprendre ce qu'il fait. Ses aversions sont vives, sinon tenaces. Il verra dans les grands événements de petites considérations qui l'empêcheront de faire le bien et qui satisferont sa passion, son caprice du moment. Il transigera pour les choses les plus graves, par des motifs dont personne ne pourra soupçonner la frivolité.

C'est l'homme capable de tout, et pourtant c'est un très honnête homme, mais c'est un pauvre caractère. Il ira à droite, à gauche;

¹ La publication était rédigée par Elias Regnault, chef de cabinet de Ledru-Rollin, et par Jules Favre. Elle a paru tous les deux jours du 13 mars au 6 mai 1848, notamment sous forme d'affiches. George Sand y a livré neuf contributions (de manière anonyme, car les articles n'étaient pas signés), dont le texte du 15 avril 1848 paru dans le numéro 16 du *Bulletin* et dénoncé comme scandaleux par la droite. L'auteur(e) préconisait, en effet, la reprise du processus révolutionnaire en cas de victoire de la réaction aux prochaines élections : « (...) si elles ne font pas triompher la vérité sociale, si elles sont l'expression des intérêts d'une caste, arrachée à la confiante loyauté du peuple, les élections, qui devaient être le salut de la République, seront sa perte, il n'en faut pas douter. Il n'y aurait alors qu'une voie de salut pour le peuple qui a fait les barricades, ce serait de manifester une seconde fois sa volonté et d'ajourner les décisions d'une fausse représentation nationale. Ce remède extrême, déplorable, la France voudrait-elle forcer Paris à y recourir ? A Dieu ne plaise ! ». (Nous citons à partir du fac-similé numérisé par Gallica, vue 16/25).

il glissera dans vos mains. Il brisera devant vous avec un ennemi; le lendemain matin, vous apprendrez qu'il a passé la nuit à se réconcilier. Rien de plus impressionnable, rien de plus versatile, rien de plus capricieux que lui, vous verrez !

L'appréciation qu'elle formule aussitôt sur le personnage de **Louis Blanc** n'est que plus valorisante :

Et parlons de Louis Blanc maintenant, puisque vous le voulez. Pour moi, c'est lui qui a raison, c'est lui qui est dans le vrai. Vous me parlez de ses défauts personnels. Il a les siens, sans doute, et certainement Ledru-Rollin est plus conciliant, plus engageant, plus entouré, plus *entourable*, plus populaire par conséquent. Mais, dans la vie politique, Louis Blanc est *un homme sûr*. Que m'importe que, dans la vie privée, il ait autant d'orgueil que l'autre a de vanité, si, dans la vie publique, il sait sacrifier orgueil ou vanité à son devoir. Je compte sur lui, je sais où il va, et je sais aussi qu'on ne le fera pas dévier d'une ligne. J'ai trouvé en lui des aspirations, jamais de faiblesse; des souffrances secrètes, aussitôt vaincues par un sentiment profond et tenace du devoir. Il est trop avancé pour son époque, c'est vrai. Il n'est pas immédiatement utile, c'est vrai. Son parti est restreint et faible, c'est vrai; il n'aurait d'action qu'en se joignant à celui de Ledru-Rollin. Mais voilà ce que je ne lui conseillerai jamais; car Ledru-Rollin ne s'unira jamais sincèrement à lui, et travaillera désormais plus qu'autrefois à le paralyser ou à l'anéantir.

Louis Blanc ne peut plus être solidaire des frasques du parti de Ledru-Rollin. Il ne le doit pas. Qu'il reste à l'écart, s'il le faut; son jour viendra plus tard, qu'il se réserve ! Est-ce qu'il n'a pas la vérité pour lui ? Est-ce qu'il ne faudra pas, après bien des luttes inutiles et déplorables, en venir à *accorder à chacun selon ses besoins* ? Si nous n'en venons pas là, à quoi bon nous agiter, et pour quoi, pour qui travaillons-nous ? Vous voudriez qu'il mît sa formule dans sa poche pour un temps, et qu'il employât son talent, son mérite, sa valeur individuelle, son courage, à faire de la politique de transition. Moi aussi, je le lui conseillerais, s'il pouvait se joindre à des hommes *comme vous*; s'il pouvait avoir la certitude de ne pas fermer l'avenir à son idée, en l'accommodant aux nécessités du présent; si chacun de ses pas prudents et patients vers cet avenir n'était pas rétrograde; si enfin il pouvait et devait se fier.

Mais il ne le peut pas. Ledru-Rollin le trahira, non pas sciemment et délibérément, non ! Ledru dit comme nous quand on l'interroge. Il comprend le progrès illimité de l'avenir, il est trop intelligent pour le contester. Sous l'influence d'hommes comme vous¹ et comme Louis Blanc, il y marcherait. Mais la destinée, c'est-à-dire son organisation, l'entraînera où il doit aller, à la trahison de la cause de l'avenir.

Si je me trompe, tant mieux ! Je serai la première, dans dix ans d'ici, si nous sommes encore de ce monde et s'il a bien marché, à lui faire amende honorable. Mais, aujourd'hui, ma conviction est trop forte pour me permettre d'associer mon nom au sien dans une œuvre dont le premier acte est de rejeter, de honnir, de maudire Louis Blanc en lui imputant, comme mal produit, le bien qu'il n'a pu faire et qu'on l'a empêché de faire.

*

La deuxième lettre qui mérite d'être citée² date du **23 mai 1852**. Elle est contemporaine de la publication du pamphlet de Mazzini et se concentre du reste principalement sur sa critique.

¹ Un signe clair de l'estime dans laquelle George Sand tient son interlocuteur.

² Une très longue lettre : elle n'occupe pas moins de 24 pages dans notre édition de référence.

George Sand répond ici à un courrier irrité de Mazzini qui vient de découvrir la réplique collective des socialistes emmenés par Louis Blanc, un texte qu'elle-même déclare n'avoir pas lu, ce qui donne tout son intérêt à son commentaire du moment.

Le ton reste affectueux et généreux dans l'éloge. « Votre âme est sainte », lui écrit-elle; elle l'est « dans ses passions et dans ses instincts comme dans ses principes » et l'on peut comprendre la blessure d'orgueil dont elle se plaint. L'orgueil, en effet, n'est que la « maladie sacrée » des « âmes puissantes et des esprits supérieurs ».

Le ton n'est pas moins ferme :

Eh bien, vous avez été atteint de cette maladie sacrée; vous avez commis le péché d'orgueil le jour où vous avez rompu ouvertement avec le socialisme. Vous ne l'avez pas assez étudié dans ses manifestations diverses, il semble même que vous ne l'avez pas connu. Vous l'avez jugé en aveugle, et, prenant les défauts et les travers de certains hommes pour le résultat des doctrines, vous avez frappé sur les doctrines, sur toutes, quelles qu'elles fussent, avec l'orgueil d'un pape qui s'écrie : *Hors de mon Eglise, point de salut !* Il y avait longtemps que je voyais se développer votre tendance vers un certain cadre d'idées pratiques exclusives.

Une fermeté qui va s'autoriser d'une grande franchise :

Écoutez-moi, mon ami ; ce que je vais vous dire est très différent de ce que vous disent probablement mes amis à Londres et en Belgique. A coup sûr, c'est tout à fait l'exposé de ce que pensent la plupart de mes amis et connaissances politiques en France.

*

Le premier argument de George Sand vient en défense du vote populaire qui a élu Louis Bonaparte. Une erreur assurément, convient-elle, mais une erreur qui n'affirme pas moins l'attachement du peuple français **au suffrage universel** comme **l'une de ses conquêtes majeures en février 1848**¹.

Nous sommes vaincus par le fait, mais nous triomphons par l'idée. « La France est dans la boue », dites-vous ? C'est possible; mais elle ne s'arrête pas dans cette boue, elle marche, elle en sortira. Il n'y a pas de chemin sans boue, comme il n'y en a pas sans rochers et sans précipices. La France a conquis la sanction, la vraie, la seule sanction légitime de tous les pouvoirs, l'élection populaire, la délégation directe. « C'est l'enfance de la liberté », dit-on ? Oui, c'est vrai, la France électorale marche comme l'enfance, mais elle marche, aucune autre nation n'a encore marché aussi longtemps dans cette voie nouvelle, l'élection populaire ! La France va probablement voter l'empire à vie, comme elle vient de voter la dictature pour dix ans; et je parie qu'elle sera enchantée de le faire; c'est si doux, si flatteur pour un ouvrier, pour un paysan, de se dire, dans son ignorance, dans sa naïveté, dans sa bêtise, si vous voulez : « C'est moi maintenant qui fais les empereurs! ».

Le discours de Sand prend assurément des accents cocardiers dans la défense de la nation française comme telle. Et il ne manque pas de condescendance pour le « peuple enfant » *qui fait ses dents* :

¹ Par comparaison, s'agissant du suffrage universel, Proudhon notera dans ses *Carnets* à la date du 3 janvier 1852 : « Une des leçons qui ressortent des derniers événements est la condamnation irrévocable du suffrage universel et du Gouvernement par les masses ignorantes. – Jamais plus honteux démenti n'a été donné à des sectaires. Le peuple se conduit par des sentiments, non par des IDÉES. C'est pour cela qu'il vote en faveur de la gloire impériale et d'Alexandre le Grand; il n'a que faire de ses droits et n'entend rien aux principes. – Le Peuple doit être traité suivant la théorie du progrès, comme un troupeau de mineurs ou de brutes que l'on convertit peu à peu à l'humanité. » (Source : Pierre-Joseph Proudhon, « Carnets. 3 décembre 1851-15 janvier 1852 », Revue Française d'Histoire des Idées Politiques 2001/1 (N° 13), pp. 129-189, avec une présentation par Maurice Agulhon)

Le peuple est ignorant, borné comme science, comme prévision, comme discernement politiques. Il est fin et obstiné dans le sentiment de son droit acquis.

(...)

Depuis trois ans, la majorité du peuple de France n'a pas bronché. Je ne parle pas de Paris, qui forme une nation différente au sein de la nation, je parle de cinq millions de voix au moins, qui se tenaient bien compactes sur tous les points du territoire, et toutes prêtes à maintenir le principe de délégation en faveur d'un seul. Voilà la seule lumière que la masse ait acquise, mais qui lui est bien et irrévocablement acquise. C'est sa première dent. Ce n'est qu'une dent, mais il en poussera d'autres, et le peuple, qui apprend aujourd'hui à faire les empereurs, apprendra fatalement par la même loi à les défaire.

(...)

Toutefois le raisonnement ne manque pas de pertinence dans le contexte où Louis Bonaparte s'est effectivement présenté comme le champion du suffrage universel qu'il avait rétabli, en sa faveur certes, contre la décision de l'Assemblée législative dominée par le parti de l'Ordre de l'abolir par la loi électorale du 31 mai 1850¹:

Quelle que soit la cause, le peuple, depuis trois ans, n'a fait que reculer dans la science de l'exercice de son droit; mais aussi il a avancé dans la conscience de la possession de son droit. Ignorant des faits et des causes, trop peu capable de suivre et de discerner les événements et les hommes, il a jugé tout en gros, en masse. Il a vu une assemblée élue par lui se suicider avec rage, plutôt que de laisser vivre le principe du suffrage universel. Un dictateur s'est présenté les mains pleines de menaces et de promesses, criant à ce peuple incertain et troublé : « Laissez-moi faire, je vais châtier les assassins de votre droit; donnez-moi tous les pouvoirs, je ne veux les tenir que de vous, de vous tous, afin de consacrer que le premier de tous ces pouvoirs, c'est le vôtre ! Et le peuple a tendu les mains en disant : « Soyez dictateur, soyez le maître. Usez et abusez; nous vous récompensons ainsi de votre déférence. »

*

George Sand procède en second à une **défense du socialisme** tel que sa diffusion après les événements révolutionnaires de 1848 avait pu le populariser, si peu, dit-elle :

A présent, écoutez, mon ami, écoutez encore, car ce que je vous dis, ce sont des faits, et la passion les nierait en vain. Ils sont clairs comme le soleil. Cinq à six millions de votants, représentant la volonté de la France en vertu du principe du suffrage universel (je dis cinq à six millions pour laisser un ou deux millions de voix aux éventualités de la corruption et de l'intimidation), cinq à six millions de voix ont décidé du sort de la France.

¹ **Pour rappel** : après la victoire des candidats de la gauche républicaine aux élections partielles du 10 mars 1850, le parti de l'Ordre n'avait pas tardé à déposer un projet de loi limitant le suffrage universel : le ministre de l'Intérieur Pierre Baroche réclame l'urgence dès le 8 mai 1850, la principale modification résidant dans l'exigence pour l'électeur d'une résidence stable sur trois années consécutives et d'une preuve apportée de son inscription au registre des impôts. Malgré une vaste opération de pétitionnement organisée dans tout le pays par la Montagne, la loi avait été votée le 31 mai 1850. Ce retour au vote censitaire excluait près d'un tiers des électeurs. Elle contribuera à fournir à Louis Bonaparte un prétexte pour présenter son coup d'Etat comme une décision somme toute démocratique.

Eh bien, sur ce nombre considérable de citoyens, cinq cent mille, *tout au plus*, connaissent les écrits de Leroux, de Cabet, de Louis Blanc, de Vidal, de Proudhon, de Fourier, et de vingt autres plus ou moins socialistes dans le sens que vous signalez. Sur ces cinq cent mille citoyens, cent mille tout au plus ont lu attentivement et compris quelque peu ces divers systèmes; aucun, j'en suis persuadée, n'a songé à en faire l'application à sa conduite politique. Croire que ce soient les écrits socialistes, la plupart trop obscurs et tous trop savants, même les meilleurs, qui ont influencé le peuple, c'est se fourrer dans l'esprit gratuitement la plus étrange vision qu'il soit possible de donner pour un fait réel.

Après avoir de nouveau égratigné Ledru Rollin¹ et quelque peu loué l'action de Louis Blanc, G. Sand se livre à une très brève évocation des doctrines socialistes de Leroux, de Cabet et de Fourier.

Or, **à cette date de 1852, le fouriérisme**, à supposer qu'il ait jamais été connu et compris au-delà du cercle étroit des adeptes, n'est déjà plus qu'une curiosité et l'exil aux Etats-Unis, en juin 49, de Victor Considerant a laissé le mouvement sociétaire sans succession. Quant à **Cabet**, toute son action, à partir de 1840, date à laquelle paraît le *Voyage en Icarie*, a principalement visé la fondation de la colonie d'Icarie dont les premiers départs, le 3 février 1848 au Havre, précèdent de peu le déclenchement de la révolution de février, Cabet lui-même rejoignant ses disciples en décembre 1848. Le communisme icarien est désormais une affaire américaine².

Nous ne retiendrons des commentaires de George Sand que ces deux évocations de **Proudhon** et de **Blanqui** :

A propos de **Proudhon** :

La doctrine de Proudhon n'existe pas. Ce n'est pas une doctrine : c'est un tissu d'éblouissantes contradictions, de brillants paradoxes qui ne fera jamais école. Proudhon peut avoir des admirateurs, il n'aura jamais d'adeptes. Il a un talent de polémiste incontestable dans la politique; aussi n'a-t-il de pouvoir, d'influence que sur ce terrain-là. Il a rendu des services très actifs à la cause de l'action dans son journal *Le Peuple*; il ne faut donc pas l'accuser d'impuissance et d'indifférence. Il est très militant, très passionné, très incisif, très éloquent, très utile dans le mouvement des émotions et des sentiments politiques; hors de là, c'est un économiste savant, ingénieux, mais impuissant par l'isolement de ses conceptions, et isolé par cela même qu'il n'appuie ses systèmes économiques sur aucun système socialiste. Proudhon est le plus grand ennemi du socialisme³. Pourquoi donc avez-vous compris Proudhon dans vos anathèmes? Je n'y conçois rien du tout.

¹ « Faites donc, *écrit-elle*, si vous persistez dans votre distinction, deux classes de socialistes et nommez-les; car autrement votre écrit est complètement inintelligible dans les dix-neuf vingtièmes de la France, et, si vous me dites que le parti Ledru-Rollin, qui était le seul parti nominal en province, s'est montré plus prudent, plus sage, moins vantard, moins discoureur que tout autre, je vous répondrai, *en connaissance de cause*, que ce parti, éminemment braillard, vantard, intrigant, paresseux, vaniteux, haineux, intolérant, comédien dans la plupart de ses représentants secondaires en province, *a fait positivement tout le mal*. »

² Pour le détail, nous renvoyons aux divers chapitres de notre fascicule 13 consacré au communisme sous la Monarchie de juillet.

³ Une observation qui témoigne du statut atypique de Proudhon au sein de la gauche républicaine. Ses positions de principe contre le suffrage universel qu'il tient pour une mystification et qu'il associe même à la « contre-révolution » (*Carnet* du 26.02.48), son opposition aux ateliers nationaux (et à Louis Blanc qu'il exècre), sa conviction que la révolution ne peut advenir que dans le champ de la production et des échanges, en toute autonomie donc du champ politique, son goût de la polémique et ses querelles publiques (jusqu'au duel avec Félix Pyat !) avec les leaders de la *Montagne* et leurs alliés, avec, notamment Pierre Leroux et Victor Considerant qu'il accuse, dans son journal *Le Peuple*, d'être « le plus grand mystificateur des temps modernes », tout concourait en vérité à isoler le personnage de Proudhon au sein de la classe politique républicaine. On se reportera, à titre d'exemple significatif, à la polémique de Proudhon contre Pierre Leroux et Louis Blanc (« les deux hérauts de la Religion et de l'Etat », « le démagogue et le mystagogue ») au début du recueil de ses articles parus dans la *Voix du peuple* entre novembre 1849 et janvier 1850 (Proudhon, *Œuvres complètes* vol. 19, *Mélanges, Articles de journaux*, Editions de la Librairie internationale, Paris 1870 (en ligne sur Gallica)). Ces débats, signalons-le, n'ont toutefois jamais empêché Proudhon de se revendiquer du *socialisme*, ce qui atteste le caractère de grande généralité du concept à l'époque.

A propos de **Blanqui** :

Quant à Blanqui, je ne connais pas celui-là, et je déclare que je n'ai jamais lu une seule ligne de lui. Je n'ai donc pas le droit d'en parler. Je ne le connais que par quelques partisans de ses principes qui prêchent une république forcenée, des actes de rigueur effroyables, quelque chose de cent fois plus dictatorial, arbitraire et antihumain que ce que nous subissons aujourd'hui. Est-ce là la pensée de Blanqui? Est-ce une fausse interprétation donnée par ses adeptes? Avant de juger Blanqui, je voudrais le lire ou l'entendre; ne le connaissant que par des *on-dit*, je ne me permettrais jamais de le traduire devant l'opinion socialiste ou non socialiste. J'ignore si vous êtes mieux renseigné que moi. Mais, s'il est homme d'action, de combat et de conspiration comme on le dit, qu'il soit ou non socialiste, vous ne devez pas le renier comme combattant, vous qui voulez des combattants avant tout.

6.2.4. Proudhon, *Au citoyen Mazzini*

La réponse personnelle de Proudhon à Mazzini est datée de mars 1852 de la prison de Sainte-Pélagie où il se trouve incarcéré depuis le 7 juin 1849. Condamné le 28 mars 1849 par la Cour d'assises de la Seine à trois ans d'emprisonnement et à une forte amende pour avoir publié des articles jugés insultants à l'adresse de Louis Bonaparte, il s'était d'abord enfui en Belgique mais revenu clandestinement en France en avril, il s'était vu arrêter et aussitôt incarcérer. Il purgera sa peine jusqu'en juin 1852.

Citoyen Mazzini, c'est donc chez vous une idée fixe de fêuler le socialisme ! Ce n'est pas assez de la clameur qui depuis quatre mois¹, en France et par toute l'Europe, appelle l'extermination contre les révolutionnaires du siècle, il faut que vous y joigniez vos instructions pastorales et vos monitoires. Homme d'ordre, homme de gouvernement, homme de piété surtout, ex-dictateur, aspirant pontife, vous tenez à bien constater à la face du monde toute votre horreur pour les misérables qui ont osé tirer la conclusion dernière du mouvement philosophique et social, commencé depuis les croisades. C'est sur les ruines du socialisme que vous posez la première pierre de votre restauration. Et vous choisissez le moment où, de l'aveu de tout le monde, le socialisme est devenu le dernier mot de la Révolution, où l'organe le plus véhément de la résistance pose avec vous le dilemme, *théocratie* ou *anarchie*, où des milliers de citoyens qualifiés, à tort ou à raison, de socialistes, sont arrêtés, déportés à Cayenne et à Lambessa².

Cela est d'un profond politique et surtout d'un grand cœur, citoyen Mazzini; je vous admire, je vous remercie. L'autre jour, par devant un club honnête modéré³, joignant votre anathème à celui de votre concurrent Pie IX, vous m'appeliez publiquement le *Mé-
phistophélès* de la démocratie. Vraiment, je serais indigne de cet honorable sobriquet, si je ne pouvais une fois, en manière de reconnaissance, vous dire que vous et vos pareils, vous en êtes... les pierrots.

¹ Soit le 2 décembre 1851, la date du coup d'Etat de Louis Bonaparte.

² Le village de Lambèse en Algérie a été le site d'un pénitencier destiné à incarcérer les transportés de 1848.

³ Les accusations de Mazzini contenues dans *Devoirs de la démocratie* avaient fait l'objet d'un de ses discours devant la *Société des amis de l'Italie* dont le journal anglais *The Leader* avait largement rendu compte dans son édition du 11 février 1852.

Mais qui respecte aujourd'hui votre superbe faconde ? Vous ne m'attaquez, chétif, que pour déshonorer en ma personne le vaste courant d'idées qui, depuis quatre ans emporte le siècle, et par là la France elle-même¹. Oui, c'est à la France surtout que s'adressent vos mépris et vos sarcasmes, c'est elle que vous accusez partout de lâcheté, que vous notez d'infamie, que vous voulez mettre au pilori du genre humain. Il m'est doux, en répondant à vos provocations, de sentir que j'ai une cause plus noble que la mienne à défendre, que j'ai ma malheureuse patrie à venger des insultes de ses bâtards et des invectives de l'étranger.

Oh! je sais qu'en ce moment ceux qui ne nous connaissent pas, qui ne jugent de nos affaires que d'après leurs institutions et leurs préjugés, je sais que ceux-là nous voient sous d'étranges couleurs. L'Anglais pudibond rougit avec une satisfaction mal déguisée de notre abaissement; l'Américain, insolent comme tout parvenu, nous crache à la figure; l'Allemand abstrait, le Hongrois féodal nous déclarent morts et déchus; le Pape nous bénit; les rois absolutistes battent des mains et disent : *Nous les tenons* ! Et puis, voici le citoyen Mazzini, aliboron² pédagogue, qui frappe le lion muselé de son sabot italique !

Et pas un mot d'indignation, pas un désaveu n'a éclaté au cœur de nos proscrits³ ! Le dépit de la défaite étouffe chez ces hommes de parti le rugissement du patriotisme. Seraient-ils à ce point cosmopolitanisés, indifférents à l'honneur du pays ? Oh! si la honte est pour nous quelque part, elle est là : c'est qu'il y ait des enfants de la France qui rougissent devant ces éternels envieux d'être Français.

Mais au nom de qui ou de quoi, citoyen Mazzini, prenez-vous la parole à cette heure ? Lequel de vos vieux principes pouvez-vous invoquer qui ne vous accuse et ne se tourne contre vous ? A quel souverain, à quelle Eglise, à quel Dieu, vous, démocrate de l'ancienne école, vous chrétien, pensez-vous appeler de la victoire du Pape et de la défaillance des nations ? Vous invitez le socialisme à faire silence, à ne plus compromettre par ses imprudentes théories la cause de la liberté ? C'est à vous, homme d'*action* par excellence, à conduire l'entreprise de l'émancipation ? Pour cela, vous demandez au peuple presque rien, de l'argent, de l'obéissance, de la foi !... juste ce que réclame de son côté notre Saint-Père ! En vérité, on vous croirait payé par la coalition des vieux intérêts pour fermer la Révolution et fournir, par vos manifestations stupides, des prétextes toujours renaissants à la persécution de décembre. Laissez-nous enfin, citoyen Mazzini : votre tâche, par vous si misérablement comprise, est terminée : vous êtes à charge à la Révolution.

Pour moi, que vous eussiez mieux fait de laisser en paix, ma position est telle que jamais écrivain n'en put souhaiter de meilleure pour parler à ses contemporains⁴. L'animadversion que j'ai encourue de tous les partis en me condamnant à ne rien dire, rien faire qui ne soit la pure expression de ma conscience, donne à ma parole une autorité dont la vôtre, mille fois plus grande fussiez-vous, n'approche pas. J'ai été, presque en même temps, mis à l'index par le Pape, dénoncé à la démocratie par M. Mazzini, à l'Académie par M. Montalembert, au Conservatoire par M. Charles Dupin. L'Assemblée constituante m'a répudié, le jury m'a condamné, la magistrature m'a frappé, la bourgeoisie me garde rancune; j'ai trop démerité de Louis-Napoléon Bonaparte pour que je sois en faveur auprès de son gouvernement, et l'an passé, à Paris et à Lyon, j'ai

¹ Un rien de mégalomanie dans la transition sans phase entre le « moi » si chétif et le vaste mouvement qui « emporte le siècle » ainsi que « la France elle-même ».

² Le terme désigne une personne stupide et prétentieuse, souvent associée à l'âne.

³ Manifestement, Proudhon ignore à cette date la réponse de Louis Blanc et de ses amis.

⁴ Les conditions de détention à Sainte Pélagie ont permis à Proudhon d'écrire son ouvrage *Les Confession d'un révolutionnaire pour servir à l'histoire de la révolution de Février* qui a paru en octobre 1849 avec un certain succès de scandale aux yeux de la gauche montagnarde. Il sera suivi, en juillet 1851 par *Idee générale de la révolution au XIX^e siècle*, un écrit de prison également.

eu mon dernier livre brûlé, comme hérétique, par une délégation du prolétariat !

Et c'est moi, citoyen Mazzini, que vous rappelez à la discipline ! Ou je me trompe fort, ou cette universelle contradiction que j'ai eu la chance si rare de soulever, si elle ne démontre que je suis fou, est un grave indice que jusqu'à ce moment je me suis tenu toujours près de la vérité. J'espère de plus en plus lui être fidèle, et puisque vos encycliques, citoyen Mazzini, m'offrent cette bonne fortune de répondre à la fois pour ma défense, pour le salut de la Révolution et pour l'honneur de mon pays, je regarderais comme une lâcheté de me taire davantage.

Je vous salue, citoyen Mazzini, fraternellement.

P.-J. PROUDHON.

*
* *

On terminera cette note par **un point d'érudition** sur l'origine du vocable et de la notion de **socialisme**.

La référence sur cette question demeure l'étude de **Jacques Grandjonc**, *Communisme/Kommunismus/Communisme*, en particulier les pages 89-112 de son chapitre III¹. Sans entrer dans le détail des investigations de J. Grandjonc, retenons que le terme « socialisme » n'entre dans l'usage courant en français (et en anglais) qu'entre 1833 et 1838 en concurrence avec celui de « sociétaire », d'origine babouviste.

En France, c'est **Pierre Leroux** qui revendique de s'être servi le premier du mot : « C'était un néologisme alors, un néologisme nécessaire. Je forgeai ce mot par opposition à individualisme, qui commençait à avoir cours² ». Le terme apparaît dans un texte de la *Revue encyclopédique* d'octobre 1833 dans lequel Pierre Leroux confronte explicitement le libéralisme et le socialisme comme l'opposition entre deux extrêmes à laquelle lui-même tente d'échapper³. J. Grandjonc écrit : « (...) même s'il n'est peut-être pas à proprement parler le créateur du terme « socialisme », le récit (que Pierre Leroux) donne de sa genèse est à tout le moins conforme au processus historique tel qu'on peut le reconstituer, et Leroux est à tout le moins le créateur du sens sous lequel « socialisme » s'est imposé depuis 1833-1834 : théorie de l'association et de la transformation communautaire et humanitaire de la société⁴ ».

¹ Jacques Grandjonc, *Communisme/Kommunismus/Communism. Origine et développement international de la terminologie communautaire prémarxiste des utopistes au néo-babouvistes 1785-1842*, Schriften aus dem Karl-Marx-Haus, vol.1, Nr 39/1, Trier 1989.

² Cité par J. Grandjonc, op.cit., p. 100.

³ Dans ce premier emploi, Leroux mobilise en effet le terme au sens péjoratif que traduit la notion actuelle de *totalitarisme*. Le texte ici mentionné (intitulé « De l'individualisme et du socialisme »), ou du moins un large extrait, se trouve aux pages 144-146 de *l'Anthologie de Pierre Leroux* (avec une présentation de Bruno Viard) aux éditions Le Bord de l'Eau, Paris 2007. On peut y lire ceci : « Tandis que les partisans de l'individualisme se réjouissent ou se consolent sur les ruines de la société, réfugiés qu'ils sont dans leur égoïsme, les partisans du socialisme, marchant bravement à ce qu'ils nomment une époque organique, s'évertuent à trouver comment ils enterreront toute liberté, toute spontanéité sous ce qu'ils nomment l'organisation. (...) Nous sommes ainsi entre Charybde et Scylla ». Un partage dos à dos qui aura une longue postérité.

⁴ Op.cit., pp. 103-104.

Karl Marx et Friedrich Engels

Septembre 1849 - mai 1851 : tranches de vie

Sources :

- *Karl Marx, sa vie, son œuvre*, ouvrage collectif, Les Editions du Progrès, Moscou, 1973.
- *Engels, sa vie et son œuvre*, ouvrage collectif, Les Editions du Progrès, Moscou, 1987.
- Karl Marx, *Chronik seines Lebens in Einzeldaten*, sans indication d'auteur, Makol Verlag, Tausend 1971¹
- Hal Draper, *The Marx-Engels Chronicle*, vol. 1 of the *Marx-Engels Cyclopedia*. Schocken Books – New York 1985.
- Asa Briggs & John Callow, *Marx in London, An Illustrated Guide*², Lawrence and Wishart, London 2008.
- Tristram Hunt, *Engels, Le gentleman révolutionnaire*, Flammarion, Paris 2009.
- Oscar J. Hammen, *The Red'48ers. Karl Marx and Friedrich Engels*, Charles Scribner's sons. New York, 1969.
- Manfred Kliem, *Friedrich Engels, Dokumente seines Lebens*, Verlag Philipp Reclam jun., Leipzig 1977.
- Franz Mehring, *Karl Marx, Histoire de sa vie*, Éditions sociales, Paris 1983.
- Boris Nicolaïeski et Otto Maenchen-Hefen, *La vie de Karl Marx*, Editions de la Table Ronde, Paris 1997.

*

Sources documentaires :

- *Der Bund der Kommunisten, Dokumente und Materialien*, Dietz Verlag Berlin, 1984, 3 volumes³.
- Marx Engels, *Correspondance*, tomes 1 et 2, Editions sociales, Paris 1971⁴.

*

Période prise en compte : entre son arrivée, **en août/septembre 49**, en Angleterre, dans le plus grand dénuement, et le moment où Marx, s'écartant autant que possible des conflits avec les cercles politiques de l'immigration, se remet à l'étude de l'économie et recommence en **mai 1851** à fréquenter assidûment la bibliothèque du British Museum⁵. En mai 51, c'est aussi, avec l'arrestation de Peter Nothjung à Leipzig, le cycle du procès de Cologne qui débute.

Du point de vue de leur vie privée, Marx et sa famille vont subir des années de misère⁶.

*

24.08.49 Marx quitte Paris et prend la route vers Londres en compagnie de Karl Blind et de Sébastien Seiler⁷. Il s'installe avec eux dans une auberge, le Peterson's Coffee House, 18

¹ Avec une introduction datée du 6 mars 1933 par Vladimir Victorovic Adoratskij, du Marx-Engels-Lenin-Institut.

² Cet ouvrage souvent cité n'est pas un modèle de précision dans ses dates et références.

³ BDK, en abrégé, suivi du numéro de volume et du numéro de page.

⁴ Par commodité, les références aux volumes de la correspondance entre Marx et Engels (aux Editions sociales) seront désignées par l'abréviation C, suivie du numéro de volume et du numéro de page.

⁵ Marx à Engels, le 21.05.51 : « Je suis maintenant tous les jours à la bibliothèque, de 10 heures du matin au soir 7 heures ». (C2, p. 220).

⁶ « Cette année et les deux suivantes furent pour nous des années de gros soucis matériels, d'inquiétudes continuelles et dévorantes, de dures privations de toutes sortes, et même de misère tout court. ». (Jenny Marx, *Brève esquisse d'une vie mouvementée*, in *Souvenirs sur Marx et Engels*, Éditions du Progrès, Moscou, 1982, p. 241)

⁷ La veille, 23.08.49, il avait écrit à Engels: « Je suis assigné à résidence dans le département du Morbihan : les marais Pontins de Bretagne. Tu comprendras que je n'accepte pas cette tentative camouflée d'assassinat. Je quitte donc la France. On ne me donne pas de passeport pour la Suisse, il me faut donc aller à Londres; je pars demain. » (C2, p. 30).

Roberts Street à Grosvenor Square¹. Jenny et les enfants ont reçu l'autorisation de rester quelque temps à Paris.

De son côté, Engels réside en Suisse, à Vevey, où il s'occupe de rédiger *La campagne pour la Constitution du Reich*². Le 23 août 1849, Marx lui annonce qu'il a des perspectives positives de fonder un journal allemand à Londres : « Il faut que tu viennes immédiatement à Londres. De plus il y va de ta sécurité. Les Prussiens auraient deux motifs pour te fusiller : 1. A cause du pays de Bade, 2. A cause d'Elberfeld. (...) Je compte positivement sur ta venue : tu ne peux pas rester en Suisse. A Londres nous ferons des affaires³. ».

05.09.49 Marx écrit à Ferdinand Freiligrath. Après avoir évoqué son état de santé (« Je ne peux t'écrire que quelques lignes, car j'ai depuis 4 à 5 jours, une sorte de cholérine⁴ et suis terriblement affaibli. »), il sollicite son aide pour aider Jenny à quitter la France : « Maintenant je me trouve dans une situation difficile. Ma femme est dans les derniers mois de sa grossesse, il faut qu'elle quitte Paris le 15, et je ne sais où trouver la somme nécessaire à son départ et son installation ici⁵. ». Il ajoute : « D'autre part, j'ai toutes les chances de pouvoir mettre sur pied ici une revue mensuelle, mais le temps presse et ce sont les premières semaines qui sont les plus difficiles⁶. ».

15.09.49 Jenny, Lenchen Demuth et les enfants embarquent à Calais pour Londres⁷.

Marx est souffrant, atteint de symptômes proches du choléra⁸ et par prudence, il charge Georg Weerth d'accueillir sa famille et de l'installer provisoirement dans une pension, *l'Hôtel allemand*, 1 Leicester Street, Leicester Square⁹.

18.09.49 *L'Association londonienne pour la formation des travailleurs allemands*¹⁰ constitue lors de son assemblée générale du 18 septembre un « Comité de soutien aux démocrates dans le besoin¹¹ ». Marx est élu à sa direc-

¹ C'est l'adresse référencée par sa lettre à Freiligrath du 5 septembre 49 (C2, p. 34). Pour le détail des résidences de Marx et de sa famille à Londres entre 1849 et 1883, nous renvoyons à l'annexe 6.1 du présent fascicule.

² Lettre à Weydemeyer du 25 août (C2, p. 33).

³ C2, p. 30.

⁴ Autrement dit, selon le TLFi, « une violente diarrhée, signe ou forme atténuée du choléra ».

⁵ Freiligrath pourvoira à l'évidence aux frais du voyage.

⁶ C2, p. 34. C'est dans la même lettre que Marx évoque son différend avec Lassalle sur la manière dont celui-ci a organisé une souscription en sa faveur.

⁷ La traversée durait à cette époque deux jours. On peut donc dater son arrivée du 17 septembre 49 (MECW, vol. 38, p. 607).

⁸ La ville de Londres (comme Paris, du reste) avait été frappée au cours de l'année 1849 par une pandémie de choléra qui avait fait de nombreuses victimes, principalement dans les quartiers populaires particulièrement insalubres.

⁹ L'anecdote est racontée par Jenny elle-même dans la *Brève esquisse d'une vie mouvementée* qu'elle rédige en 1865 : « C'est Georg Weerth qui m'accueillit quand j'arrivai à Londres malade, à bout de forces, avec les trois petits extenués, et m'installa dans un petit boarding house chez un tailleur de Leicester Square » (*Souvenirs sur Marx et Engels*, Editions du Progrès, Moscou 1982, pp. 239-240). Le « Deutsches Hotel », 1 Leicester Street, était un hôtel de transit pour de nombreux réfugiés politiques.

¹⁰ Pour rappel, cette association culturelle (*l'Arbeiterbildungsverein*) avait été fondée à Londres en février 1840 notamment par Karl Schapper et Joseph Moll, alors membres de la *Ligue des Justes*. Le local se trouvait au premier étage d'un pub à l'enseigne du « Red Lion » (Asa Briggs, op.cit., p. 35).

¹¹ « Der Ausschuss zur Unterstützung bedürftiger Demokraten ». (MEW, vol. 7, qui reproduit, p. 546, l'annonce parue le 20 septembre 1849 dans la *Neue Deutsche Zeitung* de Londres).

tion¹ en compagnie de Karl Blind, d'Anton Fuster, de Heinrich Bauer et de Karl Pfander². L'annonce et l'appel aux dons sont lancés dès le 20 septembre 1849 et ne tarderont pas à être reproduits par les journaux allemands. Le comité s'engage à publier ses comptes mensuellement. Il est en outre expressément précisé qu'aucun membre du Comité ne pourra jouir d'une assistance personnelle³.

octobre La famille a trouvé un logement relativement plus confortable, au 4, Anderson Street, Kings Road à Chelsea⁴.

5.10.49 Engels prévient George Julian Harney qu'il s'apprête à quitter Gênes et que « si les vents le permettent⁵ », il sera à Londres vers la mi-novembre 49⁶. Embarqué à Gênes le 6 octobre, il arrivera vers le 10 novembre 49 à Londres où il s'installera Macclesfield Street, une rue voisine du domicile de la famille Marx.

La direction londonienne de la *Ligue* accueille August Willich, un ami de Gottschalk, arrivé de Suisse avec une recommandation d'Engels qui a servi sous ses ordres au cours des derniers combats pour la Constitution du Reich dans le Bade.

05.11.49 Naissance de Heinrich⁷, dit Guido, le quatrième enfant du couple. Son surnom (Föxchen, le petit renard) était inspiré de Guy Fawkes, le chef de la « conspiration des poudres » qui visait à faire sauter le parlement anglais le jour même de sa séance inaugurale, le 5 novembre 1605, en présence du roi Jacques 1er. La commémoration de cet événement donnait lieu à des réjouissances populaires dans la ville⁸.

10.11.49 Vers le 10 ou le 12 novembre Engels arrive à Londres après 38 jours de voyage. Il logera le premier mois au domicile des Marx, 4, Anderson Street si l'on en croit Manfred Kliem⁹. Il s'installe ensuite au 6, Macclesfield Street, à Soho, de décembre 1849 à la mi-novembre 1850.

18.11.49 Marx insiste lors de l'assemblée générale de l'« Association pour la formation des travailleurs allemands » (*Arbeiterbildungsverein*) pour que le bureau de soutien se transforme en « Comité social-démocrate de soutien aux réfugiés allemands » (*das Sozial-demokratisches Unterstützungskomitee für deutsche Flüchtlinge*), cela pour se distinguer d'un autre comité rival, l'*Association démocratique*, fondé par Gustav Struve, Il sera décidé le 3 décembre 49 de prendre le nom de « Comité social-démocrate des émigrés »², composé des seuls membres de la Ligue. Engels et Willich y remplacent Karl Blind et Anton Fuster qui ont quitté Londres³, Engels se trouvant désigné comme secrétaire⁴.

¹ Assiste-t-il en personne à la réunion ou se trouve-t-il encore empêché par sa maladie ? Il n'est pas possible d'en décider. Il a pu être nommé en son absence.

² BDK2, p. 34.

³ *Marx Engels Collected Works*, vol. 10, pp. 596-597. Une indication significative quand on connaît l'état de grande détresse matérielle de Marx et de sa famille dans les premiers mois de l'exil londonien.

⁴ Les Marx ne resteront que quelques mois à cette adresse avant d'être brutalement expulsés en avril 1850 pour défaut de paiement. Ils ne peuvent faire face au coût du loyer.

⁵ Il voyagera en goélette (la *Cornish Diamond*) car les autorités françaises lui ont interdit la traversée du territoire.

⁶ C2, p. 35.

⁷ Qui était le prénom du père de Marx.

⁸ « C'est le 5 novembre, pendant que l'on criait « Guy Fawkes for ever » et que des gamins aux masques baroques se promenaient dans les rues sur des ânes en carton, au milieu de tout ce vacarme, que naquit mon pauvre petit Heinrich. » (Jenny Marx, *Brève esquisse d'une vie mouvementée*, », op.cit., p. 240).

⁹ M. Kliem, *Friedrich Engels, Dokumente seines Lebens*, op.cit., p. 296.

Karl Heinzen et Rudolph Schramm¹.

Marx a-t-il donné « un cours d'économie politique » à cette époque dans les locaux de l'Arbeiterbildungsverein? C'est ce qu'affirme Wilhelm Liebknecht dans ses « Souvenirs sur Karl Marx⁵ ». Il n'est resté aucune trace de ces conférences.

30.11.49 Marx rompt toute relation avec son médecin traitant, Louis Bauer, qui avait rejoint le comité des réfugiés de l'association rivale fondée par G. Struve et K. Heinzen : « Après les rapports d'hostilité qui se sont instaurés entre les deux sociétés auxquelles nous appartenons respectivement, *lui écrit-il*, il nous faut cesser toute relation⁶. ».

Une décision révélatrice de l'intransigeance de Marx mais une décision plutôt délicate pour la famille qui disposait en Louis Bauer d'un médecin traitant à bon compte.

15.12.49 Publication à Londres, sous la signature, au titre de gérant, de Konrad Schramm, de l'annonce de la prochaine parution, en janvier 1850, de la *Neue Rheinische Zeitung Politisch-ökonomische Revue*.

On peut y lire : « (...) la revue offre l'avantage d'appréhender les événements dans leurs grandes lignes et de ne pouvoir en retenir que les faits importants. Elle permet l'analyse approfondie et scientifique des conditions économiques qui constituent la base de tout le mouvement politique. Au vrai, il s'agit d'utiliser ce temps de stagnation apparente pour faire la lumière sur la période de révolution que nous avons traversée, sur le caractère des partis en lutte, sur les conditions sociales qui déterminent l'existence et le combat de ces partis⁷. ».

19.12.49 Marx écrit à Joseph Weydemeyer⁸ pour lui annoncer la parution à Hambourg de la *Neue Rheinische Zeitung-Revue*.

Il manifeste pour l'occasion un optimisme sans retenue sur le prochain déclenchement d'une crise révolutionnaire : « Il ne fait guère de doute pour moi, *écrit-il*, qu'après la parution de 3, peut-être de 2 cahiers mensuels, l'incendie universel éclatera et que je n'aurai plus l'occasion de donner une conclusion provisoire à mes travaux économiques ». Son argument réside dans l'approche « d'une énorme crise industrielle agricole et commerciale » : « Si le continent reporte sa révolution après le déclenchement de cette crise, l'Angleterre devra peut-être, même si cela ne lui plait pas, être d'emblée l'alliée du continent révolutionnaire. Si la révolution éclatait plus tôt - à moins que ce

¹ MECW vol. 38, note 292.

² « Das Sozial-demokratische Flüchtlingskomitee ». BDK2 p. 49 et MECW vol. 10, p 599. Le 24 mai 1850, Marx signe la lettre qu'il adresse à la rédaction du « Times » au nom du « Comité démocratique et socialiste pour les réfugiés politiques allemands » (C2, p. 65).

³ MECW, vol. 10, p. 601, et BDK2, p. 51.

⁴ M. Kliem, op.cit., p. 300.

⁵ In *Souvenirs sur Marx et Engels*, Éditions du Progrès, Moscou 1982, Un témoignage très approximatif. Liebknecht parle en effet de la période 1850-1851. Or la rupture intervenue au sein de la Ligue en septembre 1850 écartera Marx des locaux de l'Arbeiterbildungsverein dont la majorité avait rejoint la fraction Willich/Schapper. Le recensement de *Marx, Chronik seines Lebens* évoque des conférences privées tenues pour quelques amis au domicile même de Marx en février/mars 1850 puis en juillet/août 1850 (op.cit., p. 84 et p. 90).

⁶ C2, p. 36.

⁷ Nous citons dans la traduction de M. Rubel, Karl Marx, *Œuvres*, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, Paris 1994, vol. 4, pp. 1271-1272.

⁸ Joseph Weydemeyer poursuit à cette époque la publication à Francfort du journal *Die Deutsche Zeitung. Organ der Demokratie* qu'il avait fondé en juin 1848 avec son beau-frère Otto Lünig. Il contribuera à assurer la diffusion de la *Neue Rheinische Zeitung-Revue* en Allemagne. En octobre 1851, il sera contraint de s'exiler aux Etats-Unis. (Karl Obermann, *Joseph Weydemeyer, Pioneer of American Socialism*, International Publishers, New York, 1947)

soit motivé par une intervention russe - ce serait, à mon avis, un *malheur* ; en effet maintenant que le commerce va toujours en ascendant, les masses ouvrières et tout le petit commerce etc. en France, Allemagne etc., sont peut-être révolutionnaires en paroles, mais sûrement pas en réalité¹. ».

- 22.12.49 Engels annonce à Jakob Schabelitz la très prochaine parution, en janvier 1850, de la *Neue Rheinische Zeitung-Revue* et lui demande de s'occuper de sa diffusion en Suisse².

Il parle dans la même lettre de « la première série de conférences sur l'économie que Marx fait ici à l'*Association ouvrière*³ ».

Le manuscrit de *La Campagne pour la Constitution du Reich* est terminé et fera partie de la première livraison de la revue.

« Pour le reste, *ajoute-t-il*, ça va très bien. Struve et Heinzen intriguent contre l'Association ouvrière et contre nous auprès de Dieu et des hommes; mais sans succès. Ils forment, avec quelques-uns des braillards modérés exclus de notre société, un club fermé, où Heinzen donne libre cours à sa hargne contre les doctrines pernicieuses du communisme. »

- 31.12.49 Marx, K. Schramm, Engels et A. Willich participent à un réveillon organisé par les *Fraternal Democrats* sous la présidence de G.J. Harney.

1850

- 01.01.50 Marx signifie sèchement à Eduard Telling son refus de participer à une réunion organisée par le groupe de Ludwig Bamberger, Rudolf Schramm⁴ et Gustav Struve en faveur des réfugiés. Son argument : « On n'a invité aucun des ouvriers qui sont depuis des années à la tête des Démocrates allemands à Londres⁵ ».

Marx prend contact avec Peter Röser pour l'inviter à reconstituer une section de la *Ligue* à Cologne et si possible dans d'autres villes rhénanes.

- 08.01.50 Konrad Schramm, qui a reçu la responsabilité d'être le gérant de la *Neue Rheinische Zeitung-Revue*, écrit à Joseph Weydemeyer pour l'informer sur divers aspects de la publication : « Marx est dans le travail jusqu'au cou pour achever le premier numéro de la *Revue*⁶ ».

Il évoque au passage la situation dans l'immigration à Londres : « Struve⁷ et Heinzen, écrit-il, font du scandale à qui mieux mieux, perdent la face et la font perdre aux émigrés allemands, autant que faire se peut. Au reste, ces deux dictateurs se crèpent le chignon (...) ».

- 10.01.50 Marx s'adresse à Ferdinand Freiligrath pour qu'il l'aide à réunir les moyens financiers d'envoyer Konrad Schramm⁸ en Amérique

¹ C2, p. 37-39.

² C2, p. 40.

³ C2, p. 41. Pour rappel, on n'a gardé aucune trace de ces conférences.

⁴ Le frère de Konrad Schramm, militant de la Ligue auprès de Marx.

⁵ C2, p. 45.

⁶ C2, p. 45.

⁷ Gustav Struve se trouvait à la tête de l'*Association démocratique* de Londres avec Karl Heinzen, F.H.K. Bobzin et Louis Bauer. Cette association polémique durément contre l'*Association londonienne pour la formation des travailleurs allemands*.

⁸ Konrad Schramm que, précise-t-il, « son audacieuse évasion de la forteresse de Wesel a rendu à notre parti ». Ce voyage aux Etats-Unis n'aura pas lieu, faute de moyens.

afin d'y collecter des subsides en faveur de la revue: « On ne peut avoir de l'argent qu'en Amérique où maintenant tous les semi révolutionnaires (...) cueillent les pommes d'or ». « Ceci est une affaire, *insiste-t-il*, qui intéresse la Ligue tout entière ». Il lui dit par ailleurs son espoir que la revue se transforme bientôt en une publication bimensuelle, puis hebdomadaire « et si les circonstances s'y prêtent, en un quotidien¹ ».

- | | | |
|----------|---|--|
| 04.02.50 | Marx a été souffrant, « sérieusement malade », écrit-il à Weydemeyer à qui il annonce la parution de la revue « pour la semaine prochaine ». | Il prend en même temps ses distances avec son ancien correspondant viennois Eduard Müller-Telling : « Il ne convient absolument pas pour le poste de correspondant en Angleterre. A Vienne avec sa faconde ² , il pouvait encore s'en tirer, mais ici il faut aller au fond des problèmes ³ ». |
| 12.02.50 | Lettre de Lassalle, lequel épuise peu à peu le délai qui lui a été accordé pour raisons de santé avant de subir sa peine d'emprisonnement à Düsseldorf. Il fait brièvement le point sur le procès Hatzfeld ⁴ . | |
| 25.02.50 | Engels prononce un toast en français lors d'un banquet en l'honneur des insurgés de juin ⁵ . | Le banquet est organisé à l'initiative des blanquistes pour le second anniversaire de la révolution de février. Marx et Ferdinand Wolff sont tous deux présents. |

- | | | |
|----------|--|--|
| 06.03.50 | Parution à Hambourg du premier numéro (daté de janvier 1850) de la <i>Neue Rheinische Zeitung Politisch-ökonomische Revue</i> . | Il contient notamment la première contribution de Marx sur les luttes de classe en France (« I. La défaite de juin 1848 ») et les premières pages d'Engels sur « La Campagne pour la Constitution du Reich ». Au sommaire également, un article de Karl Blind (« Partis autrichiens et prussiens en pays de Bade »). |
| 11.03.50 | Engels fait paraître son article « The Ten Hours' Question » dans la revue chartiste <i>The Democratic Review</i> éditée par George Julian Harney. | Une seconde version paraîtra sous le titre « Die englische Zehnstundenbill » dans la quatrième livraison d'avril 1850 de la <i>Neue Rheinische Zeitung Revue</i> . |
| 12.03.50 | Marx adresse une lettre de rupture à Eduard Müller-Telling qu'un jury d'honneur venait d'exclure, le 3 mars 1850, de <i>l'Association ouvrière</i> . | Il commence par évoquer l'idée même d'un duel (« votre lettre (...) m'aurait fait vous envoyer mes témoins si vous étiez encore homme d'honneur après vos calomnies infâmes contre Engels ») avant de poursuivre sur le registre de la riposte politique : « Je vous attends sur un autre terrain pour vous arracher le masque hypocrite de fanatisme révolutionnaire sous lequel vous avez habilement réussi à cacher jusqu'à maintenant vos intérêts mesquins, votre jalousie, votre vanité inassouvie, et le dépit que vous éprouvez de voir le monde méconnaître l'ampleur de votre génie (...) Vous n'existez |

¹ C2, p. 48.

² Une faconde marquée par de forts accents antisémites. Le 7 février 1851, Engels refusera à Telling une carte d'entrée à un bal de *l'Arbeiterbildungsverein* au motif qu'il ne s'est pas acquitté de sa cotisation et qu'il n'a participé à aucune réunion. (C2, p. 50). Un anecdote, oui, mais significative.

³ C2, p. 49.

⁴ *Correspondance Marx Lassalle*, op.cit., pp. 64-67.

⁵ MECW, t. 10, p. 607.

aux yeux du public que pour avoir collaboré à mon journal¹. ».

Fin mars Les Marx sont incapables de payer le loyer de leur première habitation, 4 Anderson Street, Kings Road à Chelsea. Brutalement expulsés pour défaut de paiement, ils trouvent un refuge provisoire au Deutsches Hotel, 1 Leicester Street.

Dans sa « Brève esquisse d'une vie mouvementée » Jenny parle d'un séjour d'une semaine à l'hôtel allemand : « Au printemps de 1850, nous nous vîmes obligés de quitter notre maison de Chelsea. (...) Pressés de tous côtés et harcelés par nos créanciers, nous allâmes nous loger pour une semaine dans un hôtel allemand de Leicester; mais notre séjour fut bref². ».

Marx et Engels tirent les leçons des événements de 1848 et de la stratégie qu'ils ont défendue d'une alliance avec la bourgeoisie. L'**Adresse de l'Autorité centrale** de la Ligue datée de **mars 1850** insiste sur la nécessité d'une **expression politique autonome du prolétariat**. Une ligne politique radicalement nouvelle qui préconise la mise en place en situation de crise révolutionnaire d'une *stratégie de double pouvoir*³.

05.04.50 Marx, Engels et Konrad Schramm participent à un souper organisé par les *Fraternal Democrats* en l'honneur de l'anniversaire de Robespierre. Engels y prononce un toast « aux prolétaires anglais⁴ ».

Du 5 au 19 avril 1850 va paraître dans la *Deutsche Londoner Zeitung*⁵ l'analyse de Marx sur les journées de juin 48 en France publiée dans le premier numéro de la *Neue Rheinische Zeitung-Revue*.

09.04.50 Marx s'inquiète auprès de Joseph Weydemeyer de ne recevoir aucun retour des ventes de la revue : « Vous autres habitants de la « Petite Allemagne » ne pouvez absolument pas vous faire une idée des conditions de vie ici⁶. ». Il annonce la parution du troisième numéro pour le lendemain 10 avril.

Engels à son tour exige de l'imprimeur Julius Schuberth « le plus tôt possible, le décompte de ce qui a été vendu pour les trois fascicules, et le règlement du solde⁷. »

Création vers la **mi-avril 1850** de la *Société universelle des communistes révolutionnaires*. L'acte fondateur est signé par des représentants de la *Ligue* (Marx, Engels, Willich), des blanquistes français (Louis Adam et Jules Vidil) et de la gauche du mouvement chartiste (George Julian Harney). Cette association n'aura qu'une existence éphémère et même purement formelle. La rupture sera accomplie dès le 9 octobre 1850.

Ernst Dronke est envoyé en Suisse comme émissaire de la *Ligue* avec pour mission de s'informer sur les activités de la société secrète nommée *Centralisation révolutionnaire*. Il prend contact avec Wilhelm Wolff qui se trouve à cette époque à Zurich.

16.04.50

Ferdinand Lassalle décrit les difficultés qu'il éprouve à placer les abonnements pour la *Neue Rheinische Zeitung-Revue* et même pour fournir les abonnés qui ont souscrit à

¹ C2, p. 53. Telling ripostera en diffusant à Cologne un tract (haineusement antisémite) de 32 pages intitulé *Vorgeschmack in die künftige deutsche Diktatur von Marx und Engels (Avant-goût de la future dictature allemande de Marx et d'Engels)*.

² Jenny Marx « Brève esquisse d'une vie mouvementée », in *Souvenirs sur Marx et Engels*, op.cit., p. 241.

³ C'est Heinrich Bauer qui sera chargé de se rendre en Allemagne pour y diffuser l'Adresse au sein de la *Ligue* et renouer, avec un certain succès, les liens qui avaient été rompus par les événements.

⁴ MECW vol. 10, p. 611.

⁵ *Deutsche Londoner Zeitung : Blätter für Politik, Literatur und Kunst*. Le journal qui était le seul organe de langue allemande à Londres a paru du 4 avril 1845 au 14 février 1851.

⁶ C2, p. 54.

⁷ Lettre du 11 avril 1850 (C2, p. 55).

sa demande: « Tant que le journal restera mensuel, en dépit de toutes ses qualités, en Allemagne, il ne marchera pas extraordinairement¹. ».

22.04.50 Engels décrit à Joseph Weydemeyer la concurrence à laquelle se livrent les associations allemandes établies à Londres pour l'aide aux réfugiés² : « Tu comprendras que maintenant que ces ânes de Struve et consorts cherchent, à la veille de la révolution³, à faire de nouveau parler d'eux dans les journaux, en se servant des réfugiés, c'est pour nous une affaire d'honneur de continuer à aider au moins nos réfugiés et de ne pas laisser passer les meilleurs des nouveaux venus sous l'obédience de ces ânes⁴. ».

06.05.50 Marx et Engels adressent à François Pardigon une lettre qui dénonce les relations des blanquistes français avec l'*Association démocratique* de K. Heinzen et G. Struve : « Nous vous avons dénoncé les meneurs de cette société comme des charlatans ou des escrocs ». Le propos évoque clairement une menace de rupture⁵, cela quelques semaines à peine après la signature de l'acte fondateur de la *Société universelle des communistes révolutionnaires*.

08.05.50 Installation de Marx et de sa famille⁶ au **64 Dean Street**, Soho Square, un étroit deux pièces⁷.

C'est vers la mi-mai que Marx fait la connaissance de **Wilhelm Liebknecht**, lequel ne tardera pas à devenir un proche de la famille.

« Je venais de Suisse ou plus exactement, je sortais d'une prison de la « libre Suisse », et j'avais gagné Londres par un itinéraire imposé à travers la France. Je rencontrai Marx et sa famille à la fête de l'été de l'Association ouvrière communiste - aux environs de Londres, à Greenwich ou à Hampton Court, je ne sais plus au juste. Le « père Marx » que je voyais pour la première fois, me fit aussitôt passer un examen sévère, me fixant dans les yeux et examinant ma tête de façon assez minutieuse. Je passai l'examen avec succès; je soutins le regard de cet homme à la tête de lion et à la crinière noire comme du charbon. L'examen se transforma en une conversation gaie et animée, et bientôt nous nous trouvâmes au milieu d'une joyeuse compagnie. Marx n'était pas le moins exubérant et je fis aussitôt la connaissance de Madame Marx, de

¹ *Correspondance Marx Lassalle*, op.cit. p. 69.

² Notamment de la part de l'« Association démocratique » de Londres à la tête de laquelle se trouvaient Karl Heinzen, Gustav Struve, FHK Bobzin et Louis Bauer.

³ Marx et Engels sont persuadés de la très prochaine reprise du mouvement révolutionnaire sur le continent (Cf. la lettre de Marx du 19 décembre 1849 au même J. Weydemeyer).

⁴ C2, p. 57.

⁵ C2, p. 59.

⁶ Ils sont trois adultes (Karl, Jenny et Lenchen) et quatre enfants (Jenny, Laura, Edgar et Heinrich Guido).

⁷ Jenny à Joseph Weydemeyer, vers le 20 juin 1850 : « Nous logeons tous dans une seule pièce et un tout petit cabinet, 6 personnes au total (...) ». (C2, p. 77). En vérité, ils sont sept, Lenchen comprise.

⁸ Le 19 février 1850, un congrès de plusieurs associations ouvrières allemandes s'était réuni en Suisse à l'initiative de W. Liebknecht. Les délégués avaient été arrêtés et Liebknecht s'était vu expulser du pays.

Lenchen, qui depuis sa jeunesse l'aidait avec dévouement dans son ménage, et des enfants.

Dès lors, je fus pour ainsi dire de la famille. J'allais la voir tous les jours. Marx habitait à l'époque Dean Street, rue latérale d'Oxford Street, tandis que j'avais pris mes quartiers à Church Street, dans le voisinage.¹ ».

20.05.50 Jenny Marx adresse à Joseph Weydemeyer une longue lettre dans laquelle elle décrit l'état de détresse où se trouve la famille :

« Je ne vous dépeindrai qu'un seul jour² de cette vie, tel qu'il s'est écoulé, et vous verrez que peu de réfugiés sans doute ont traversé semblables épreuves. Comme les nourrices demandent ici des prix exorbitants, je me décidai, malgré de terribles et constantes douleurs dans la poitrine et le dos, à nourrir mon enfant moi-même³. Mais le pauvre petit ange suça avec mon lait tant de soucis et de peines silencieuses, qu'il était constamment malade, jour et nuit en proie à de violentes douleurs. Depuis qu'il est au monde, il n'a pas dormi une nuit d'affilée, tout au plus 2 à 3 heures⁴. Ces derniers temps, s'ajoutèrent à ses malheurs de violentes convulsions, si bien que l'enfant oscillait constamment entre la mort et une misérable vie. Pendant ses douleurs, il tétait si fort que mes seins s'ulcérèrent et se crevassèrent; souvent le sang coulait dans sa petite bouche tremblante. Voilà comment j'étais quand un jour, tout à coup, notre logeuse à qui nous avions versé au cours de l'hiver plus de 250 reichsthalers, et avec laquelle nous avions convenu par contrat de payer l'argent dû ultérieurement, non pas à elle, mais à son propriétaire, qui auparavant avait fait opérer une saisie chez elle, quand cette femme donc entra chez nous, déclara le contrat nul et non avenue, exigea les 5 livres que nous lui devions et comme nous ne les avions pas sous la main (la lettre de Naut⁵ arriva trop tard), deux prêteurs à gages pénétrèrent dans la maison et saisirent le peu que je possédais, lits, linge, vêtements, tout, jusqu'au berceau de mon pauvre enfant, les plus beaux jouets de mes petites filles, qui étaient là en larmes. Ils menaçaient d'emporter le tout dans les deux heures - il ne me restait plus qu'à coucher à même le sol avec mes enfants transis, ma poitrine douloureuse. Schramm, notre ami, se précipite en ville pour chercher de l'aide, il monte dans un cabriolet, les chevaux s'emballent, il saute de la voiture, et on nous le rapporte tout sanglant à la maison, où je me lamentais en compagnie de mes pauvres enfants tout tremblants.

Le jour suivant, il nous fallut quitter cette demeure, il faisait froid, le temps était pluvieux et le ciel couvert, mon mari nous cherche un logement, personne ne veut de nous, quand il parle de 4 enfants. Enfin, un ami vient à notre secours, nous payons et je vends en toute hâte tous mes lits pour payer pharmacien, boulanger, boucher, laitier, tous mis en émoi par le scandale de la saisie, et qui, d'un seul coup, m'assaillent de leurs notes. On descend les lits vendus devant la porte, on les charge sur une charrette - et qu'arrive-t-il alors ? - C'était bien après le coucher du soleil, ce que la loi anglaise interdit, que le logeur entre chez nous accompagné de constables, prétend qu'il y a peut-être là-dedans des choses à lui, que nous voulons nous enfuir à l'étranger. En moins de 5 minutes, s'assemblent devant notre porte plus de 2 à 300 badauds, toute la racaille de Chelsea. On rentre les lits, ce n'est que le lendemain matin après le lever du soleil qu'on put les remettre à l'acheteur; quand nous fûmes en état, grâce à la vente de tout notre pauvre mobilier, de payer jusqu'au dernier liard, j'emmenageai avec mes petits chéris dans les 2 petites pièces que nous habitons actuellement au Deutsches Hotel, 1 Leicester Street, Leicester Square, où, pour 5 livres et demie par semaine, nous avons trouvé un accueil humain⁶.

¹ « Souvenirs sur Karl Marx », in *Souvenirs sur Marx et Engels*, op.cit., p. 101. Ce passage que nous citons à partir de l'édition soviétique a fait l'objet à cet endroit d'une curieuse censure. En effet, Liebknecht évoque ici « son ami Gustav Struve », écrivant, juste après « l'examen minutieux de sa tête » par Marx : « une opération à laquelle j'étais habitué par mon ami Gustav Struve qui avait fait de moi la victime favorite de ses études de phénologie. » (Karl Liebknecht, *Karl Marx Biographical Memoirs*, traduit en anglais par Ernest Untermann, Ed. Charles H. Kerr & Com, Chicago (1908). L'ouvrage est disponible sur archiv.org. Une mesquinerie manifeste commandée par le souci de masquer la relation amicale à cette date entre Liebknecht et Struve.

² Ce jour n'est pas daté. Il doit s'agir du premier logement où Guido est né, 4, Anderson Street, d'où l'expulsion s'est faite de manière violente obligeant toute la famille à se réfugier à l'hôtel allemand.

³ Jenny parle ici de Heinrich Guido, né le 5 novembre 1849.

⁴ Konrad Schramm à Joseph Weydemeyer, le 8 janvier 1850 : « Le petit communiste qui s'est installé chez Marx (...) tape sur les nerfs de tout le monde avec ses braillements ». (MECW, vol. 18, p. 549-550)

⁵ Stephan Naut a été le coéditeur avec Marx de la *Neue Rheinische Zeitung*. Il était en contact avec l'éditeur de Hambourg Julius Schuberth pour la diffusion à Cologne de la Revue.

⁶ Dans sa *Brève esquisse d'un vie mouvementée*, elle précise : « Notre séjour fut bref. Un matin, notre aimable hôte refusa de nous servir le déjeuner, et nous dûmes chercher un autre logis. Un petit secours de ma mère nous mettait souvent à l'abri du besoin le plus pressant. Nous trouvâmes chez un juif, mar-

Pardonnez-moi, cher ami, de vous avoir ainsi dépeint, en long et en large, un seul jour de notre vie ici; c'est manquer de discrétion, je le sais, mais ce soir mon cœur déborde dans mes mains tremblantes, et il fallait que je le vide devant l'un de nos plus anciens, de nos meilleurs et de nos plus fidèles amis¹. »

- 24.05.50 Marx et Engels écrivent au directeur du *Times* au nom du « Comité démocratique et socialiste pour les réfugiés politiques allemands » pour se désolidariser d'une démarche de Gustav Struve et de Thomas Fothergill qui avaient demandé au maire adjoint de Londres de fournir du travail à une centaine d'émigrés allemands².
- Le même jour, le ministre de l'Intérieur prussien Otto von Manteuffel adresse à l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin, le comte de Westmorland, un rapport émanant de ses services secrets à Londres sur l'activité des sociétés secrètes allemandes dans la capitale. Il apparaît aux dires d'un mouchards infiltré que la société du 20, Great Windmill Street, sous la direction de Marx, Wolff et Engels, n'envisage rien de moins que d'organiser un attentat contre la Reine d'Angleterre³.

8.06.50 Marx presse à nouveau Joseph Weydemeyer de lui transmettre les (éventuelles) rentrées financières de la Revue. Il ne manque pas de se plaindre du peu de soutien manifesté par la *Neue Deutsche Zeitung*: « Votre journal semble se joindre aux autres pour faire la conspiration du silence contre notre Revue⁴ ».

Juin 50 Deuxième circulaire de l'Autorité centrale de la Ligue⁵.

12.06.50 Marx prend son inscription comme membre de la salle de lecture de la bibliothèque principale du British Museum⁶.

14.06.50 Lettre à divers journaux anglais, et notamment au *Sun* et au *Spectator*: elle rend publique une protestation contre la surveillance policière dont Marx et Engels sont l'objet sous la pression du gouvernement prussien. La lettre paraîtra le 15.06.1850 dans le *Spectator* sous le titre de « Mouchards prussiens à Londres » avec les signatures de Marx, d'Engels (au titre de rédacteurs de la *Neue Rheinische Zeitung* de Cologne) et de Willich (au titre de colonel dans l'armée révolutionnaire de Bade)⁷.

On est dans le contexte de l'attentat commis en Prusse le 22 mai contre le roi Frédéric-Guillaume IV par un déséquilibré des

chand de dentelles, deux chambres où, avec nos quatre enfants, nous souffrîmes beaucoup tout l'été ». Elle ajoute : « Cette année et les deux suivantes furent pour nous des années de gros soucis matériels, d'inquiétudes continuelles et dévorantes, de dures privations de toutes sortes, et même de misère tout court » (p. 241). Il s'agit cette fois de l'habitation du 64, Dean Street, Soho Square. Cette adresse continuera à être mentionnée dans la correspondance de Marx jusqu'en décembre 1850.

¹ C2, pp. 62-63.

² C2, pp. 65-66. La lettre est également signée par Karl Pfänder, Heinrich Bauer et August Willich.

³ Cette note confidentielle dresse notamment une description des rapports conflictuels entre l'*Arbeiterbildungsverein* du 20, Great Windmill Street et la « société républicaine socialiste » (il s'agit du *Demokratischer Verein*) dirigée par Gustav Struve et domiciliée au 22, Greek Street à Soho. Le texte se trouve reproduit aux pages 105-110 du volume publié par Robert Payne sous le titre *The Unknown Karl Marx*, University of London Press. London 1972.

⁴ C2, p. 67.

⁵ *Ansprache der Zentralbehörde an den Bund, Juni 1850* (MEW, t. 7, pp. 306-312).

⁶ La tradition lui attribue le siège n° 7 si l'on en croit Asa Briggs et John Callow, op.cit., p. 55.

⁷ C2, pp. 68-69.

milieux ultras¹. Marx évoque à ce sujet une provocation d'agents prussiens pour susciter un complot régicide².

- mi-juin Lettre de Marx au rédacteur en chef du journal *The Globe and Traveller*. Marx proteste³ contre la persécution dont il est personnellement l'objet de la part du gouvernement prussien. Après un rappel de ses successifs exils, il dénonce le fait d'être étroitement surveillé par des individus qui notent ses déplacements. Il dénonce surtout les accusations malveillantes de la *Neue Preussische Zeitung* qui l'associe à l'attentat contre Frédéric-Guillaume IV et donne pour preuve la présence à Londres d'agents provocateurs prussiens venus lui rendre visite ainsi qu'à certains de ses amis pour les impliquer dans un complot régicide.
- 18.06.50 Peter Röser avertit Marx que les communistes de Cologne ne souhaitent pas accueillir Lassalle parmi eux, affirmant qu'il « continue d'avoir des principes aristocratiques et ne manifeste pas l'enthousiasme qu'il devrait avoir pour la cause universelle des travailleurs⁴ ».
- 20.06.50 Vers cette date, Jenny écrit à Joseph Weydemeyer pour insister sur le fait que les rentrées financières associées aux diverses publications doivent absolument être adressées à Marx lui-même sans intermédiaire. Elle ajoute : « Les conditions de vie ici sont tout autres qu'en Allemagne. Nous logeons tous dans une petite pièce et un tout petit cabinet, 6 personnes au total, et payons, plus qu'en Allemagne pour une très grande maison et on loue à la semaine. Vous pouvez penser dans quelle situation on se trouve, quand une rentrée, ne serait-ce que d'un reichsthaler, arrive avec un jour de retard. Ici, pour nous, la question est celle du pain quotidien⁵ ».
- 25.06.50 Lettre polémique adressée par Marx à Otto Lüning, le rédacteur en chef de la *Neue Deutsche Zeitung*. Elle consiste en une importante mise au point sur le concept de dictature du prolétariat. En fait, Otto Lüning avait publié dans son journal, en juin 1850, un compte rendu des quatre numéros parus de la *Neue Rheinische Zeitung-Revue*. Marx lui reproche d'avoir déformé ses conceptions sur la dictature du prolétariat. Et il procède à cet important rappel : « Ce socialisme (c'est-à-dire le communisme) c'est la déclaration de la permanence de la révolution, c'est la dictature de classe du prolétariat, en tant que point de passage nécessaire pour abolir l'ensemble des relations sociales correspondant à ces rapports de production, pour changer radicalement l'ensemble des idées résultant de ces relations sociales⁶. ».
- 27.06.50 Lettre de Marx à Joseph Weydemeyer. Il revient sur la récente lettre de son épouse Jenny qu'il « excuse » pour les pressions Il évoque la possibilité d'être expulsé d'Angleterre en raison des manœuvres de la police allemande, mais aussi, ce qui est plus

¹ La presse gouvernementale prussienne s'était empressée de mettre cet attentat sur le compte des associations émigrées londoniennes (jusqu'à citer nommément Marx) et le pouvoir prussien avait fait pression sur le gouvernement anglais pour une application plus sévère de l'*Alien Act*. Le 30 mai 1850, Marx, Engels et Willich adressent une protestation officielle à l'ambassadeur prussien à Londres, le baron von Bunsen, exigeant au passage de prendre connaissance des allégations de la *Neue Preussische Zeitung*. (C2, pp. 66-67).

² C2, p. 71-74.

³ En vain, car la lettre ne sera pas publiée.

⁴ Marx le rappellera dans sa lettre à Engels du 9 février 1860 : « (...) alors que je voulais l'admettre à la *Ligue*, une motion unanime de l'Autorité centrale de Cologne refusa de l'accepter à cause de sa réputation douteuse. » (C6, p. 46).

⁵ C2, p. 77.

⁶ C2, pp. 78-79.

qu'elle semblait exercer sur son interlocuteur : « Elle allaite, et nous sommes dans une situation si misérable qu'il est pardonnable que l'on perde patience¹. ».

singulier, d'une situation révolutionnaire déclenchée en Angleterre même (!) par la chute du ministère.

30.06.50 Marx s'excuse auprès du président d'une réunion d'exilés français de ne pouvoir participer à une commémoration des journées de juin en raison de problèmes de santé.

Il précise : « Pendant que la révolution de juin était attaquée par tous les aboyeurs de la classe bourgeoise, j'ai publiquement défendu ces terribles journées qui pour moi sont la plus grande manifestation de la lutte que la classe ouvrière soutient contre la classe capitaliste² ».

01.07.50 Arrivée à Londres de **Karl Schapper**.

Arrêté le 13 juin 49 à Wiesbaden, il avait été acquitté le 15 février 1850. En avril 1850, il reçoit la visite de Heinrich Bauer qui est en mission en Allemagne après le vote de la circulaire du 30 mars 50 par l'Autorité centrale londonienne de la *Ligue*. Il prend alors la décision de rejoindre Londres où il arrive avec sa famille au tout début de juillet 1850.

17.07.50 Toujours les ennuis financiers. Marx écrit à Karl Blind pour qu'il obtienne un prêt en sa faveur auprès d'Armand Goegg (l'ancien membre du gouvernement révolutionnaire de Bade).

Marx doit faire face à l'échéance d'une traite qu'il ne peut honorer en raison du fait que son voyage en Hollande auprès de l'oncle Phillips a dû être reporté : « Jusqu'à la conclusion de mon arrangement en Hollande, je suis au sens littéral dépourvu jusqu'au dernier shilling³ ».

02.08.50 Marx à Weydemeyer (qui se trouve alors à Zurich) : « Tu imagines sans mal que ma situation est très sombre. Ma femme succombera, si ça dure longtemps comme ça. Les soucis constants, le plus mesquin des combats pour le pain quotidien, tout cela la ronge. Et par là-dessus les infamies de mes adversaires qui n'ont jamais encore, ne serait-ce qu'essayer de m'attaquer objectivement, mais cherchent à se venger de leur impuissance en lançant des insinuations sur l'homme et en répandant sur moi les infamies les plus indicibles. Willich, Schapper, Ruge et toute une racaille démocratique en font leur profession. A peine quelqu'un arrive-t-il du continent qu'il est happé et travaillé au corps, afin que de son côté, il se charge de ce travail⁴. ».

Août Jenny, qui est enceinte de son cinquième enfant, entreprend de se rendre à Bommel, en Hollande, pour y chercher de l'aide auprès de Lion Philips, l'oncle de Marx.

« En août 1850 je décidai, malgré ma mauvaise santé, de quitter mon enfant malade et de me rendre en Hollande chez l'oncle de Karl dans l'espoir de trouver une aide et une consolation. J'attendais mon cinquième enfant, et je songeais à l'avenir avec désespoir. L'oncle, rendu furieux contre les révolutions et les révolutionnaires en raison des fâcheux effets de la révolution sur ses affaires et celles de ses enfants, était fort mal disposé. Il me refusa tout secours, mais

¹ C2, p. 79.

² C2, p. 80.

³ C2, p. 81-82.

⁴ C2, p. 265-266.

quand nous nous séparâmes, il glissa dans mes mains un cadeau pour mon dernier-né, et je vis qu'il souffrait de ne pouvoir me donner davantage¹. »

Fin août Les désaccords se multiplient entre Willich et Marx au sein du Comité des réfugiés de l'*Arbeiterbildungsverein*.

01.09.50 Un exemple de la violence des relations au sein de la *Ligue* : lors d'une réunion de l'Autorité centrale², une altercation entre Konrad Schramm et August Willich conduit les deux hommes à se battre en duel sur le territoire d'Anvers³. L'affrontement aura lieu le 11 septembre 1850.

15.09.50 **Crise et rupture au sein de la *Ligue***. Dans un rapport de force qui leur est favorable, Marx et Engels font acter les désaccords politiques profonds qui ont désuni la direction londonienne et procèdent au transfert à Cologne de l'Autorité centrale⁴. L'unité de direction de la *Ligue* étant ainsi préservée, on formera à Londres deux districts qui n'auront entre eux plus aucune relation.

On assistera bientôt à des exclusions réciproques. Le **1^{er} octobre 1850**, la fraction Willich/Schapper annonce par circulaire celle de Marx et de ses partisans. La nouvelle Autorité centrale de Cologne émettra le **5 octobre 1850** une Adresse prononçant celle de la fraction Willich/Schapper⁵.

17.09.50 Marx et ses partisans quittent l'*Association londonienne pour la formation des travailleurs allemands* (l'association dite de la *Great Windmill Street*) qui est restée favorable à Willich et Schapper.

La lettre de démission est signée par : Heinrich Bauer, Karl Pfänder, Georg Eccarius, Sebastian Seiler, Karl Marx, Konrad Schramm, Friedrich Engels, Ferdinand Wolff, Wilhelm Liebknecht, August Hain, Hermann Wilhelm Haupt⁶ et Gottfried Klose⁷.

On observera qu'ils ne sont que douze militants⁸, si l'on ajoute Wilhelm Pieper, à constituer, à cette date, le cercle rapproché de Marx.

Sept.50 Heinrich Bauer et Karl Pfänder sont en procès contre l'*Association londoniennes pour la formation des travailleurs* : en cause la remise des comptes après leur démission⁹.

05.10.50 Lettre circulaire par laquelle, sous la signature de son président Peter Röser, la nou-

¹ « Brève esquisse d'une vie mouvementée », in *Souvenirs sur Marx et Engels*, op.cit., pp. 241-242. Par ailleurs, M. Rubel reproduit de larges extraits d'une lettre de Jenny à Marx datée de Bommel et relatant le détail de son entretien avec l'oncle Philips. (Karl Marx, *Œuvres*, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, vol. 4, pp. 1671-1672). Le texte allemand de cette lettre sur trouve pp. 621-623 du troisième volume de la troisième division (*Briefwechsel Januar bis Dezember 1850*) des *Marx Engels Gesamtausgabe*, Dietz Verlag Berlin 1981.

² BDK2 situe cette réunion à la date du 30 août 1850 (op.cit., p. 685).

³ Avec cette circonstance aggravante que Willich avait d'abord provoqué Marx en duel, lequel avait eu l'intelligence d'esquiver le défi avant que le jeune Schramm ne le relevât pour lui-même.

⁴ Peter Röser en accuse réception le 25 septembre 50 : « Notre sentiment écrit-il, est qu'il serait préférable que tu demeures à la direction, toi que nous tenons pour le premier du Parti. Hélas, il n'en va pas ainsi, et nous ferons notre devoir ». (BDK2, p. 284)

⁵ Cette décision du 5 octobre 1850 sera confirmée par la circulaire du 1^{er} décembre 1850 de la même Autorité centrale de Cologne (BDK2, pp. 323-331).

⁶ Lequel Wilhelm Haupt sera envoyé en mission en Allemagne, à Cologne et à Hambourg, dès le 24 septembre 1850. Il lui adressera son premier rapport dès le 01.10.50. (BDK2, p. 287-289)

⁷ C2, p. 83. La liste fournie dans cette page est fautive : « Hein » est noté comme le prénom de Haupt. Source : BDK2, pp. 271 et 689.

⁸ Une compagnie biblique, dira-t-on avec un sourire.

⁹ Pour le détail, on se reportera à la note circonstanciée que fournit la page 87 de C2.

velle Autorité centrale de la *Ligue* annule formellement les décisions prises par la fraction Willich-Schapper et charge Georg Eccarius de réorganiser la section de Londres de la *Ligue*¹.

- 09.10.50 Marx, Engels et Harney signifient à Adam, Barthélemy et Vidil qu'ils considèrent comme dissoute *de facto* l'*Association mondiale des communistes révolutionnaires* fondée vers la mi-avril.
- « La seule chose qui resterait encore à faire serait la destruction de l'accord de fondation. ». La lettre ajoute par ironie : « Peut-être Messieurs Adam ou Vidil auraient-ils l'obligeance de se présenter dimanche prochain le 13 octobre à midi chez M. Engels, Macclesfield Street, N° 6, Soho, pour assister à l'incinération de l'accord de fondation² ».

06.11.50 Du 6 au 30 novembre 1850 va paraître dans le journal de George Harney *The Red Republican* la première traduction anglaise par Helen Macfarlane du *Manifeste du Parti Communiste*³.

- 11.11.50 Le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV adresse à son ministre Manteuffel un message privé qui l'invite à réagir d'urgence après l'évasion spectaculaire de Gottfried Kinkel de la prison de Spandau. L'enquête qui commence aboutira bientôt à l'arrestation des premiers membres de la *Ligue* en Allemagne.
- « Très cher Manteuffel, Je viens de lire ici le récit de l'évasion de Kinkel. Cela m'a inspiré une idée que je n'oserais classer parmi les plus sincères. A savoir celle-ci: Stieber n'est-il pas cette personnalité précieuse capable de dévoiler la trame de la conspiration libératrice et d'offrir au public prussien le spectacle longtemps et justement rêvé d'un complot découvert et (avant tout) puni ? Hâtez-vous, par conséquent, avec l'engagement de Stieber, et demandez-lui de fabriquer son chef-d'œuvre. Je pense que l'idée est riche de conséquences et je tiens énormément à sa réalisation immédiate. (...) Il n'y a pas une minute à perdre. Brûlez cette lettre. Vale⁴ ! ».

Vers la mi-novembre 1850, **Engels s'installe à Manchester** et commence à travailler au service de la firme Ermen & Engels⁵ où son emploi va consister en priorité à veiller aux intérêts de son père.

L'évènement a une **double importance** : pour Marx et sa famille d'abord, car Engels va pouvoir les soutenir par des envois d'argent⁶; pour les historiens, ensuite, car les deux amis vont désormais s'écrire très souvent et laisser nombre d'informations sur leurs activités.

¹ BDK2, pp. 290-291.

² C2, p. 83.

³ La publication nomme Marx et Engels comme les auteurs du texte.

⁴ Nous citons à partir de la traduction de M. Rubel, *Karl Marx, Œuvres*, vol. 4, Bibliothèque de la Pléiade, p. 1436. Le facsimilé du document se trouve à la page 17 de l'étude de Karl Bittel, *Der Kommunistenprozess zu Köln 1852 im Spiegel der Zeitgenössischen Presse*, Rütten & Loening, Berlin 1955. Cette lettre en effet ne sera pas détruite et sera plus tard découverte dans les archives prussiennes.

⁵ La première lettre de Marx à Engels à Manchester est datée du 19 novembre 1850. Elle lui annonce la mort de son fils Heinrich Guido, dit Föxchen. (C2, p. 85). Le 2 décembre 1850, Jenny Marx ajoute à la lettre de Marx un post-scriptum pour le remercier de la sympathie manifestée lors de ce deuil. Elle écrit : « Mon mari et nous tous avons vivement regretté votre absence et souhaité souvent vous avoir près de nous. Je me réjouis pourtant beaucoup que vous soyez parti d'ici et de vous savoir en passe de devenir un grand Cotton-Lord ». (...) Mais bien sûr ce qu'il y a de mieux, c'est que malgré tout (...) vous resterez le vieux Fritz et que (...) « la sainte cause de la liberté » ne vous deviendra pas étrangère. » (C2, p. 96-97).

⁶ Une situation qui n'est pas moins ambiguë sous l'angle sociologique (sinon politique), les revenus d'Engels, de plus en plus confortables au fil des ans, provenant en somme d'une exploitation capitaliste des plus classiques. A vrai dire, les sollicitations financières de Marx (et de Jenny) n'auront pas de cesse, même après les années de misère à Soho. Les premiers salaires d'Engels peuvent être évalués à hauteur de 200 livres sterling par an, une somme comparable à ce que touchait à la même époque Ferdinand Freiligrath dans ses fonctions de « manager » à la Banque Générale Suisse.

Il n'est guère possible de reconstituer les négociations qui ont abouti à cet accord entre Engels et sa famille. La correspondance entre son père et lui sur le sujet est, en effet, singulièrement absente des archives. Les seuls échanges dont on dispose pour cette période sont une lettre d'Elisabeth, la mère d'Engels, datée du 11 avril 1850, et une autre de sa sœur Marie Blank, du 17 août 1850¹. Il apparaît toutefois dans cette dernière correspondance que le père d'Engels avait envisagé de l'envoyer à Calcutta afin de traiter sur place avec l'*East India Company*, une importante société d'exportation de coton. Lui-même aurait alors exprimé sa préférence pour les Etats-Unis².

Elisabeth, sa mère, n'a cessé de s'inquiéter affectueusement de lui au cours de ces années tumultueuses. Si elle se réjouit de le savoir enfin en sécurité à Londres, elle ne manque toutefois pas de s'alarmer en apprenant qu'au lieu de rechercher un emploi qui lui assure un revenu stable, il s'est à nouveau joint à ses « anciens amis » en vue d'une carrière « littéraire » qu'elle tient, comme son mari, pour une entreprise funeste. Dieu, *lui écrit-elle*, nous a donné des enfants et des responsabilités envers eux mais « c'est une singulière exigence de devoir entretenir un fils qui entreprend de diffuser à travers le monde des principes que je tiens pour responsables de la ruine de l'humanité et pour un véritable péché ». « Au cours de ces deux dernières années », *poursuit-elle*, « je n'ai reçu de toi que des demandes d'argent » avant d'ajouter : « tu poursuis un objectif qui ne peut se réaliser, (...) et en plus, nous devons t'entretenir. ».

Sous l'angle de sa vie privée, Engels retrouve sa compagne de longue date³, Mary Burns, avec qui il s'installe très discrètement⁴ dans un quartier populaire.

Les biographes, en particulier les historiens anglo-saxons⁵, vont insister sur la « double vie » très cloisonnée d'Engels, à la fois aux côtés de Mary (et bientôt de sa sœur Lizzy) et, dans ses fonctions professionnelles, au sein de la grande bourgeoisie cotonnière de Manchester.

Nov. Publication d'un manifeste « Aux démocrates de toutes les nations » à l'initiative de la société blanquiste des *Proscrits démocrates Socialistes*, de l'*Association londonienne pour l'éducation des travailleurs* (sous la direction, à cette époque, de la fraction Willich/Schapper) ainsi que de la section de la *démocratie polonaise et hongroise* à Londres⁶.

17.11.50 Publication du manifeste de Ledru Rollin et de Mazzini au nom du *Comité central démocratique européen* dans le journal « La voix du Proscrit ».

19.11.50 Marx annonce à Engels la **mort de son fils Heinrich Guido** : « Deux lignes seulement. Föxchen, notre petit conspirateur des poudres est mort ce matin à dix heures. Subitement à la suite d'une de ces convulsions qu'il avait souvent. Quelques minutes plus tôt, il riait et babillait encore. Rien ne laissait prévoir cette fin. Tu peux imaginer la

Le 23 novembre, il ajoute, parlant de Jenny : « elle avait allaité le petit elle-même et, dans sa situation matérielle extrêmement difficile, elle l'avait fait vivre au prix des plus grands sacrifices. A cela vient s'ajouter l'idée que le pauvre enfant est victime de notre misère matérielle bien qu'il n'ait manqué d'aucun soin en particulier². ».

¹ L'édition des Marx/Engels Gesamtausgabe (Mega) pour la période correspondante (Dritte Abteilung, Band 3, Briefwechsel Januar 1849-Dezember 1850, Dietz Verlag Berlin 1981) donne accès à ces deux documents aux pages 513-514 pour la lettre d'Elisabeth Engels et aux pages 617-618 pour la lettre de Marie Blank.

² Il semble du reste qu'en août 1850, Marx et lui ont sérieusement envisagé d'émigrer vers les Etats-Unis (MEGA, Dritte Abteilung, Band 3, Apparat, p. 1344, en note de la lettre de Marie Blank du 17.08.50). Jenny fait allusion à ce projet de départ dans sa lettre d'août 1850 adressée à Marx de Bommel.

³ Il l'avait rencontrée lors de son premier séjour à Manchester au début de l'année 1843.

⁴ Les registres municipaux signalent la présence d'un certain Frederick Mann Burns comme locataire du 17, Burlington Street puis du 27, Cecil Street. (Tristram Hunt, op.cit., p. 274). Le premier mai 1854, Engels annoncera à Marx que « les bourgeois d'ici ont découvert que Mary et moi faisons vie commune. » (C4, p. 113).

⁵ T. Hunt n'hésite pas à parler de Mister Hyde et Docteur Jekyll (op.cit., p. 273).

⁶ Marx en reproduit le texte à l'intention d'Engels dans sa lettre du 2 décembre. (C2, pp. 91-94)

situation ici. Toi absent, nous nous sentons en ce moment précis très seuls. (...) Si tu t'en sens le cœur, écris quelques lignes à ma femme. Elle est folle de douleur¹. ».

L'enfant était né le 5.11.49. Il a donc un an et 14 jours.

25.11.50 Première mention dans leur correspondance de **l'envoi d'argent** par Engels³.

29.11.50 Parution du dernier numéro de la *Neue Rheinische Zeitung Revue*.

01.12.50 Adresse de l'Autorité centrale de la *Ligue* à Cologne qui exclut la fraction Willich/Schapper pour activité scissionniste. Cette adresse est rédigée à l'initiative de Heinrich Bürgers qui sera l'un des accusés du procès de Cologne en 1852. Le document tombera entre les mains de la police prussienne et sera publié le 22.06.51 dans la presse allemande (le *Dresdner Journal und Anzeiger*)⁴. Cette décision ne fait en vérité que confirmer la précédente circulaire du 5 octobre.

Jenny en fait mention dans sa lettre à Engels du 19 décembre 1850 : « La bulle d'excommunication de Cologne contre Willich et consorts est arrivée hier, ainsi que de nouveaux statuts et circulaires, etc. Les gens de Cologne se sont montrés cette fois exceptionnellement énergiques et actifs et ont adopté une attitude tout à fait résolue vis-à-vis de cette bande de voyous⁵. ».

02.12.50 Marx à Engels : « En partie à cause de mon état de santé, en partie aussi intentionnellement, je ne rencontre plus les autres aux Pulteney stores⁶ que lors des réunions officielles. (...) Je me fais rare (...) Je suis las de leur compagnie et je veux utiliser mon temps de la manière la plus productive possible⁷.

Lettre de Marx à Hermann Becker, à Cologne. Il évoque **trois projets éditoriaux** : 1. faire paraître une revue trimestrielle qui prenne la suite de la *Neue Rheinische Zeitung-Revue*; 2. publier la version allemande de son anti-Proudhon⁸ que vient de traduire Wilhelm Pieper; 3. « diffuser à bas prix, en livraisons successives, de la littérature socialiste sous forme d'une série de petits pamphlets » consacrés au « contenu véritable des luttes modernes⁹ ».

Un premier cahier des *Gesammelte Aufsätze von Karl Marx* paraîtra à Cologne vers la fin du mois d'avril 1851¹⁰, mais la publication de ce recueil d'articles sera interrompue par l'arrestation de Hermann Becker.

10.12.50 L'autorité centrale de Cologne fait parvenir à Marx et à Engels les nouveaux statuts de la *Ligue*. Ils seront adoptés lors de la réunion de la section londonienne du 5 janvier 1851.

19.12 50 Jenny fait parvenir à Engels 6 exemplaires du dernier numéro de la *Revue*.

Elle ajoute ses commentaires sur les délires de Willich dans les commandements qu'il adresse à Hermann Becker à Cologne en vue de soulever les troupes de la garde

¹ C2, p. 85.

² C2, pp. 85-86. Dans la même lettre, Marx se plaint de l'attitude plutôt désinvolte de Konrad Schramm dans ces circonstances. Les relations entre les deux hommes ne vont pas tarder à se détériorer.

³ C2, p. 88.

⁴ MEW, vol. 7, p. 561.

⁵ C2, p. 103.

⁶ Le local où Marx et ses partisans se réunissaient.

⁷ C2, p. 90.

⁸ *Misère de la philosophie*, on s'en souvient, avait été écrit par Marx en français.

⁹ C2, p. 98.

¹⁰ Il contenait les articles (anciens) de Marx parus en 1842-1843 dans la *Rheinische Zeitung*.

civile (la Territoriale) de la ville : il est « mûr pour l'asile de fous¹ ».

Déc/janv Vers la fin de ce mois de décembre (ou peut-être au début de janvier prochain), Marx et sa famille déménagent au **28, Dean Street**, un appartement exigu² où ils vont rester six ans. C'est là que Franziska naîtra en mars 1851, puis Eleanor en janvier 1855.

Deux enfants vont également y mourir : Franziska, le 14 avril 1852³ et Edgard, le 6 avril 1855.

Engels est présent à Londres en cette fin d'année 1850 pour assister avec Marx et Jenny à la fête des « Fraternal Democrats » : il y prend la parole sur les causes de l'échec de la révolution en Europe.

1851

Tout au long de cette année 1851, le cercle londonien des partisans de Marx va tenir sous sa présidence de régulières réunions hebdomadaires. Ce groupe réunit les plus proches : W. Liebknecht, K. Schramm, W. Pieper, F. Wolff, S. Seiler, H. Bauer, Eccarius, K. Pfänder, G. Klose, A. Hain et occasionnellement F. Freiligrath.

La réunion du 5 janvier 1851 adoptera les nouveaux statuts de la *Ligue* tels que rédigés par la nouvelle Autorité centrale de Cologne⁴.

07.01.51 **Première lettre « économique »** de Marx à Engels, à propos de la rente foncière en référence avec la théorie de David Ricardo : « Je t'écris aujourd'hui pour te soumettre une *questiuncula theoretica*, bien entendu *naturae politico-économicae*⁵ ».

Un accident dans la transmission du courrier empêchera Engels de répondre à cette lettre avant le 29 janvier : « ta nouvelle histoire sur la rente foncière est tout à fait juste », lui écrit-il, profitant de l'occasion pour le presser de terminer son « Economie politique⁶ ».

On trouve un témoignage de l'intensité des recherches de Marx à cette date dans le post-scriptum que Wilhelm Pieper joint à la lettre de Marx à Engels du 27 janvier 1851 : « Marx, écrit-il, est absolument outré de ton silence total à propos de sa nouvelle théorie de la rente foncière qu'il t'avait exposée dans une récente lettre. Marx vit dans une retraite complète, ses seuls amis sont John Stuart Mill et Loyd, et quand on vient chez lui, on n'est pas accueilli par des civilités mais par des catégories économiques⁷. ».

07.01.51 Oswald Dietz de la fraction Willich/Schapper publie dans la « Gazette nationale suisse » une déclaration calomnieuse sur le fait que Marx et ses amis se sont emparés des fonds de l'Association londonienne pour la formation des travailleurs⁸.

La majorité de l'*Arbeiterbildungsverein* londonien s'était rangée du côté de la fraction Willich/Schapper et le transfert des comptes de la société vers la nouvelle direction par Heinrich Bauer et Karl Pfänder, les deux trésoriers favorables à Marx, ne s'était pas passé sans heurt, donnant même lieu à un procès en justice⁹.

¹ C2, p. 103.

² A peine deux pièces pour une famille composée de trois adultes et quatre enfants.

³ Marx à Engels : « Je t'écris ces 2 lignes seulement pour t'annoncer que notre petite est morte aujourd'hui à 1 heure 1/4 ». (C3, p. 94)

⁴ Marx à Engels, le 6 janvier 1851 (C2, p. 107).

⁵ Autrement dit : « une petite question de nature politico-économique ». (C2, p. 108).

⁶ Laquelle ne paraîtra qu'en 1859 sous le titre de *Contribution à la critique de l'économie politique*.

⁷ C2, p. 120.

⁸ C2, p. 115.

⁹ Pour le détail, nous renvoyons à la note n° 10 de C2, p. 87 : elle reproduit l'article justificatif publié dans la presse par Karl Pfänder le 21 janvier 1852.

- 11.01.51 Jenny à Engels : « Mon mari est à la bibliothèque où il tue le temps¹ ».
- 17.01.51 Ruge fait paraître à son tour dans la « Chronique quotidienne de Brême » un article calomnieux contre Marx et Engels². Marx et Engels répondront à la provocation par une déclaration commune datée du 27 janvier 1851³.

03.02.51 Nouveaux développements sur la rente : Marx les expose dans sa (longue) lettre à Engels du 3 février 51⁴. La réponse d'Engels lui viendra dans sa lettre du 25 février 51.

05.02.51 Engels annonce une série d'articles polémiques destinés au *Friend of the People* de George Julian Harney et consacrés au groupe de Mazzini et consorts⁵. Il informe Marx que son père l'a confirmé « de manière indéterminée » dans ses fonctions à Liverpool. Ce sera agréable pour moi, écrit-il, « s'il me paie bien mon ennui. Je n'en laisse naturellement rien paraître, je fais le « sacrifice⁶ » pour « l'affaire » et me déclare prêt « à attendre ici jusqu'à nouvel ordre les développements de la situation ». L'été prochain, il viendra ici et j'essaierai alors de me rendre si indispensable qu'il devra donner son accord sur tout⁷. ».

08.02.51 Marx à Hermann Becker : « Willich, Schapper de concert avec Barthélemy ont finalement réussi, par d'énormes vantardises sur leur influence en Allemagne et par d'énormes calomnies portées contre nous, à faire marcher Louis Blanc à tel point qu'il s'est commis avec cette « lie » pour mettre sur pied un banquet pour l'anniversaire de février ». Il s'agit du fameux **banquet dit des Egaux**. L'évènement et tout particulièrement l'affaire du toast de Blanqui vont occuper une large part de la correspondance entre Marx et Engels tout au long de ce mois de février.

Après la rupture de septembre 1850 au sein de la *Ligue* et les querelles qui en ont résulté⁸, la période est marquée par les conflits de Marx et de ses partisans avec les milieux de l'immigration à Londres, aussi bien avec le « Club de l'émigration allemande » de G. Kinkel et A. Willich qu'avec le « Comité d'agitation » d'A. Ruge et A. Goegg.

Engels, à ce propos, dans sa lettre à Marx du 12.02.1851 : « On voit de plus en plus que l'émigration est une institution dont il faut se désolidariser complètement, en se bornant à n'être qu'un écrivain indépendant qui se moque bien du soi-disant parti révolutionnaire, sous peine de devenir à coup sûr un fou, un âne ou un vulgaire chenapan. C'est une véritable école de ragots et de bassesses dans laquelle le dernier des ânes se mue en sauveur de la patrie. ».

Engels encore, le 13.02.51 : « A vrai dire, ce ne sera pas une grande perte si nous ne passons plus pour être l'expression juste et adéquate de ces chiens bornés avec lesquels on nous a confondus ces dernières années. (...) Nous pouvons objectivement être toujours plus révolutionnaires que ces faiseurs de phrases, parce que nous avons appris quelque chose et eux non, parce que nous savons ce que nous voulons et eux non ; (...) que restera-t-il de tous ces ragots et racontars que toute la populace de l'émigration colporte sur ton compte le jour où tu y répondras par ton *Economie* ? ».

11.02.51 Marx informe Engels qu'un meeting s'est tenu en l'honneur du général polonais Jo-

¹ C2, p. 114.

² C2, p. 115.

³ BDK2, p. 366.

⁴ C2, p. 125.

⁵ C2, p. 131.

⁶ Un sacrifice aussi bien pour subvenir aux besoins de Marx et de sa famille.

⁷ C2, p. 134.

⁸ Non comptés les épisodes plutôt burlesques, même si révélateurs, comme cette fausse lettre adressée par Konrad Schramm au nom d'Hermann Becker à August Willich et sensée lui offrir la dictature militaire en Rhénanie, une annonce qui, semble-t-il, avait eu pour conséquence d'enflammer l'imagination de Willich. (Marx à Engels, le 10.02.51 (C2, p. 136)).

seph Bem, avec des discours de Karl Schapper et de Louis Blanc. Il se plaint de l'attitude complaisante de Harney envers leurs adversaires : « Je suis fatigué, écrit-il, de cet encens officiel qu'Harney ne se lasse pas de prodiguer *aux petits grands hommes*¹. ».

On relèvera dans cette même correspondance un commentaire très significatif sur leur **isolement** : « Cet isolement authentique, public, dans lequel nous vivons, toi et moi, me plait beaucoup. Il répond tout à fait à notre position et à nos principes. Tout ce système de concessions réciproques et de demi-mesures qu'on tolère au nom des convenances, le devoir d'assumer aux yeux du public sa part de ridicule dans le parti en compagnie de tous ces ânes, tout cela a maintenant pris fin ». Il ajoute : « Je ne rencontre guère que Pieper ici et je vis dans une retraite complète (...) ta présence me manque d'autant plus (...) ».

Engels répondra sur ce thème le 13 février 51: « Nous avons à nouveau enfin l'occasion – pour la première fois depuis longtemps de montrer que nous n'avons besoin ni de popularité ni du soutien d'un parti quelconque dans un pays quelconque et que notre position est totalement indépendante de ces petits et mesquins calculs. Dorénavant nous n'avons de responsabilité que vis-à-vis de nous-mêmes et quand viendra le moment où ces messieurs auront besoin de nous, nous serons alors en mesure de dicter nos conditions. ». Puis il ajoute, dans le style hautain qui lui appartient quelquefois : « (...) que nous importe un « parti » c'est-à-dire une bande d'ânes qui ne jurent que par nous parce qu'ils nous considèrent comme leurs égaux ? A vrai dire, ce ne sera pas une grande perte si nous ne passons plus pour être « l'expression juste et adéquate » de ces chiens bornés avec lesquels on nous a confondus ces dernières années. (...) Nous pouvons objectivement être toujours plus révolutionnaires que ces faiseurs de phrases, parce que nous avons appris quelque chose et eux non, parce que nous savons ce que nous voulons et eux non (...) Que restera-t-il de tous ces ragots et racontars que toute la populace de l'émigration colporte sur ton compte le jour où tu y répondras par ton *Economie*². ».

23.02.51 Marx se livre à de longs commentaires sur la tenue du *banquet des Egaux* et sur les divers incidents qui ont marqué cette célébration³. Vive irritation de Marx à l'égard de Louis Blanc (*le nabot corse*) et de George Harney⁴.

26.02.51 Engels annonce qu'en accord avec son père, **il s'installe à Manchester définitivement**⁵.

Marx à Engels sur le déroulement du *banquet des Egaux*, toujours : « Harney, écrit-il, s'est lui-même rangé derrière ces gens immondes qui sont nos ennemis directs, personnels, et aux yeux de l'Allemagne il a pris parti pour eux et contre nous en jetant dans le plateau de la balance tout le poids qu'il peut avoir. N'avait-il pas *comme nous, par écrit*⁶, rompu avec Vidil, Barthélemy et Willich ? Comment a-t-il pu renouer avec eux, dans notre dos et contre notre volon-

L'attitude conciliante de Harney acceptant que Konrad Schramm publie dans son journal sa version des incidents lors du *Banquet des Egaux*² poussera Marx à se réconcilier, en apparence du moins³, avec le dirigeant chartiste. « Malgré tout », lui fait observer Engels, « Harney dispose d'un journal⁴ ».

¹ C2, p. 138.

² C2, pp. 143-144.

³ En particulier, dans sa lettre du 24 février (« Il est maintenant une heure du matin ») sur les violences dont Wilhelm Pieper et Konrad Schramm ont été victimes de la part des organisateurs. (C2, pp. 151-152). Il reviendra longuement sur l'évènement dans sa lettre à Hermann Becker du 28.02, demandant à ce dernier d'ébruiter l'affaire à Cologne afin de discréditer Willich.

⁴ Ce ressentiment poussera Marx à se livrer lui-même à des ragots haineux sur l'épouse de ce dernier. (C2, p. 149). Un signe que l'homme est, au fond, affecté par l'isolement dont il se revendique par ailleurs.

⁵ « J'ai dû manœuvrer, *précise-t-il*, pour, d'une part, continuer à me rendre indispensable et, d'autre part, éviter d'être trop accaparé au bureau », ajoutant que la difficulté « c'est d'arriver à devenir officiellement le représentant du paternel vis-à-vis des Ermen sans avoir cependant le moindre poste officiel qui implique un travail et un salaire versé par la firme. » (C2, p. 157). Le 6 juillet 1851, il confirmera son installation en plein accord avec son père qu'il vient d'accueillir à Manchester : « Dans l'ensemble, je peux être satisfait de l'entrevue avec mon paternel. Il a besoin de moi ici au moins pendant 3 ans et je n'ai pris aucun engagement pour l'avenir, même pas pour ces 3 ans, et on ne m'a pas demandé d'en prendre; ni pour ce qui est de mon activité littéraire, ni pour ce qui est de rester ici en cas de révolution. Il ne semble pas songer du tout à cette éventualité, tant le peuple est actuellement sûr ! ». (C2, p. 239).

⁶ Marx fait ici référence à leur lettre commune du 9 octobre 1850 par laquelle ils signifiaient à Adam, Barthélemy et Vidil que ladite *Société universelle des communistes révolutionnaires* était dissoute.

té ? Si on appelle cela agir loyalement, alors je ne comprends plus. Il nous a reniés dans la mesure où après l'incident avec Schramm et Pieper, il n'a pas aussitôt fait publiquement réparation pour se retirer immédiatement après¹. ».

01.03.51 Marx presse Engels de venir à Londres *immédiatement, sans le moindre retard* pour parler des suites de l'affaire du *banquet des Egaux* : « Tu pourrais loger chez moi; j'ai loué deux pièces de plus. Je te le dis une fois pour toutes : il n'y a pas d'autre moyen. Par lettre on embrouille tout, on fait trainer les choses, on ne règle rien⁵ ».

La présence d'Engels à Londres au début de mars 1851 est attestée par la lettre du 5 mars qu'il adresse précisément de Londres au rédacteur en chef du *Times* pour protester contre l'interprétation donnée par Louis Blanc dans l'affaire du toast de Blanqui⁶. Le *Times* refusera de publier cette déclaration. La prochaine correspondance de Marx vers Manchester est datée du 8 mars.

08.03.51 La mère de Marx est restée sourde à ses demandes et s'en remet à l'exécuteur testamentaire, l'oncle Lion Philips à Bommel. Marx à Engels : « Il va sans doute falloir que je tente *le coup du désespoir*⁷ ».

13.03.51 Constitution par Arnold Ruge, Gustav Struve, Ersnt Haug, Johannes Ronge et Gottfried Kinkel d'un *Comité pour les affaires allemandes* et diffusion d'un manifeste « Aux Allemands ».

17.03.51 Marx et Engels s'amusent entre eux du piège tendu par Konrad Schramm à August Willich, lequel a pris au sérieux la proposition qui lui était faite de s'emparer de la dictature militaire en Rhénanie. Cruelle ironie d'Engels à ce propos : « La prose de Willich a largement contribué à égayer mon petit déjeuner. Quel crétin ! (...) la perspective d'exercer une dictature militaire dans la province rhénane, sans presse qui puisse le contester, sapristi, voilà qui ne pouvait manquer de tourner la tête à cette andouille finie !⁸ ».

28.03.51 Naissance de **Franziska**, le cinquième enfant du couple⁹. L'enfant mourra le 14 avril 1852².

Marx à Engels, le 02.04.51 : « Ma femme a

¹ C2, p. 159.

² Le texte paraîtra le 15 mars 1851 dans *The Friend of the People*.

³ Marx et Engels vont progressivement se rapprocher d'Ernest Jones après sa sortie de prison. En juin 1848, Jones avait été condamné à deux années d'emprisonnement pour « discours séditionnel ».

⁴ Le *Friend of the People* publiera, en effet, dans son édition du 15 mars 1851, la déclaration de Konrad Schramm (C2, p. 171). La version allemande du texte fera l'objet d'un tract largement diffusé en Allemagne.

⁵ C2, p. 167.

⁶ Engels (qui signe *Veritas*) en profite pour fournir une traduction anglaise du texte de Blanqui. (C2, p. 171-172)

⁷ C2, p. 70.

⁸ Engels à Marx, le 19 mars 1851 (C2, p. 176).

⁹ Jenny, qui est née en 1814, a 37 ans et est mariée depuis 8 ans.

accouché malheureusement d'une fille, et non d'un garçon. Le plus grave, c'est que cet accouchement l'a beaucoup éprouvée¹ ».

A cette date, Lenchen est enceinte de six mois...

- 31.03.51 Marx a sollicité l'aide financière de sa belle-mère qui déclare avoir tout dépensé pour envoyer son fils Edgard à Mexico.

Il a par ailleurs menacé, mais en vain, sa propre mère de tirer des traites sur son compte et, en cas de non paiement, de se rendre en Prusse pour s'y faire arrêter et mettre en prison pour dette.

Plus important : la lettre de ce 31 mars se termine par une note très, très allusive sur **la grosseur de Lenchen** : « Enfin pour donner à toute cette histoire³ un peu de piquant tragi-comique, un *mystère* vient se mêler à tout cela; je vais te le révéler *en très peu de mots*. Mais on m'interrompt; il faut que j'aïlle soigner ma femme. Donc à la prochaine fois cette autre affaire où tu joues aussi un rôle⁴. »

- 02.04.51 Marx à Engels, toujours à propos du « mystère », et toujours de manière aussi énigmatique: « Je ne dirai pas un mot du *mystère*, puisque *coûte que coûte* il faut que j'aïlle te rendre visite fin avril, quoi qu'il arrive. Il faut que je m'absente d'ici 8 jours⁵ ».

Il ajoute aussitôt, parlant de ses travaux dans le domaine économique⁶: « Le pire est que je suis soudainement arrêté dans mes études en bibliothèque. **Je suis si avancé que, dans cinq semaines, j'en aurai terminé avec toute cette merde d'économie.** Et cela fait, c'est chez moi que je rédigerai *l'Economie politique*, tandis qu'au Muséum je me lancerai dans une autre science. *Ça commence à m'ennuyer. Au fond*, cette science, depuis A. Smith et D. Ricardo, n'a plus fait aucun progrès, malgré toutes les recherches particulières et souvent extrêmement délicates auxquelles on s'est livré. ».

Engels lui répond le 3 avril 1851 : « Je suis heureux d'apprendre que tu as enfin terminé *l'Economie politique* : la chose finissait vraiment par trop trainer en longueur et tant qu'il te reste devant toi un livre que tu juges important et que tu n'as pas lu, tu n'arrives pas à rédiger⁷. ».

- 03.04.51 Engels se livre à l'intention de Marx à une description des procédures comptables entre négociants. Mais il dévie très vite sur l'état de ses recherches dans le domaine militaire.

- 11.04.51 Engels évoque la rédaction d'un traité de stratégie⁸ intitulé *Conditions et perspectives d'une guerre de la Sainte-Alliance contre*

¹ C2, p. 183.

² Marx à Engels, ce jour-là : « Je t'écris ces 2 lignes seulement pour t'annoncer que notre petite est morte aujourd'hui à 1 heure ¼. » (C3, p. 94).

³ Marx vient d'évoquer une kyrielle de tracas : « je suis dans la mouise petite-bourgeoise jusqu'au cou ».

⁴ C2, p. 181.

⁵ C2, p. 182.

⁶ Ils n'aboutiront qu'en 1859 avec la publication de sa *Contribution à la critique de l'économie politique*.

⁷ C2, p. 188.

⁸ « Mon grandiose traité de stratégie », dit-il avec un rien d'ironie, ajoutant : « (...) il est totalement impropre à l'impression et ne peut servir qu'à titre d'information privée : il constitue pour moi une sorte d'exercice ». (C2, p. 189). Le manuscrit restera inachevé.

une France révolutionnaire en 1852¹.

- 15.04.51 Marx se plaint auprès d'Engels de ragots diffusés contre eux, soit dans la presse américaine à l'initiative de Willich et de Weitling, soit en Allemagne par les partisans de Kinkel².
- 17.04.51 Marx fait le voyage à Manchester, sans aucun doute pour s'entretenir *de vive voix*³ avec Engels du « mystère » évoqué au terme de ses lettres du 31 mars et du 2 avril 51. Il y restera jusqu'au 26 avril.
- Fin avril Parait à Cologne à l'initiative d'Hermann Becker⁴ le premier cahier des *Gesammelte Aufsätze von Karl Marx*, un recueil de ses articles dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* de 1842. Marx l'annonce à Engels dans sa lettre du 3 mai 1851 : « Le premier cahier de ce que j'ai pondu vient de me parvenir, mais je n'en ai reçu qu'un exemplaire⁵ ».

01.05.51 Ouverture de **l'exposition universelle de Londres**. Elle va durer jusqu'au 15 octobre 1851.

01.05.51 Mise en scène par Engels d'un courrier censé provenir de Cologne pour accréditer l'idée que l'argent qu'il a fourni à Marx en guise d'aide privée (et prélevé sur les comptes de l'entreprise *Ermen & Engels*) correspond en réalité à une dette contractée par lui envers quelqu'un de Cologne. Engels demande à Marx si Daniels ne peut se charger d'adresser un courrier dans lequel il accuse réception d'un remboursement de 15 livres sterling⁶.

Engels insiste amicalement auprès de Wilhelm Wolff (qui se trouve à Zurich) pour le dissuader d'un projet d'émigration aux Etats-Unis et l'inviter à venir à Londres : « En ce qui concerne tes projets américains, ôte-les toi de la tête. Ils sont superflus, et tu trouveras tout de suite quelque chose à Londres, puisque tu connais l'anglais et des gens ferrés comme toi sur les langues anciennes y sont recherchés, surtout si tu as les diplômes. (...) Fais tes bagages, fais-toi donner un passeport pour Londres, et lève l'ancre. ». Suit une série de conseils techniques pour accomplir le voyage. Il termine :

¹ MEW, t. 7, pp. 468-493.

² C2, pp. 189-190

³ Ce sont les termes mêmes d'Engels dans sa lettre d'invitation du 15 avril 1851 : « Viens après-demain jeudi si l'état de santé de ta femme et tes autres obligations te le permettent. (...) Nous réglerons tout le reste de vive voix ». (C2. pp. 192-193)

⁴ Lequel avait le projet en cette période de fonder un magazine communiste *Die Neue Zeitschrift* avec la collaboration de Bürgers, Weydemeyer, Daniels, et bien sûr celle de Marx.

⁵ C2, p. 200. L'entreprise éditoriale sera bien vite interrompue. Marx à Engels, le 16 mai 1851 : « L'intervention de mon digne beau-frère et ministre a donné un nouveau coup d'arrêt à l'impression de mes travaux (...). Becker a semble-t-il rencontré de nouvelles difficultés à Viviers. » (C2, p. 214).

⁶ « Tu peux écrire – cela m'est égal - que je me suis endetté pour des histoires de femmes ou que je me serais porté garant naguère de cette somme pour la *Ligue* et que je devrais maintenant la rembourser; imagine ce que tu veux – n'importe » (C2, p. 196). Engels reviendra sur sa demande expresse dans sa lettre à Marx du 23 mai 1851 : « *A propos*, de Cologne, rien encore, pas une ligne. As-tu écrit ? Si je ne reçois pas cette lettre *bientôt*, elle ne me sera d'aucune utilité. Je ne vois pas pourquoi Daniels ne me rendrait pas ce service. Ne pourrais-tu pas écrire encore une fois, Daniels pourrait bien me gribouiller quelques lignes et me les envoyer par retour du courrier. Sinon, je pourrais me trouver dans un sacré pétrin. » (C2, p. 225).

« Donne vite de tes nouvelles et arrive vite toi-même¹. ».

- 08.05.51 Engels alerte Marx sur les manipulations suspectes dont leur courrier est l'objet : « Nous allons faire un scandale dont ces salauds se souviendront longtemps. La preuve que ces types font des saloperies, le *Daily News* de ce jour nous la fournit en déclarant tout net que Palmerston a demandé à Vienne et à Berlin des mouchards pour surveiller les émigrés et en faisant pour les lecteurs anglais un portait idoine de Messieurs Stieber et Goldheim² de Berlin³.
- 09.05.51 Engels évoque le projet d'une publication⁴ à Cologne avec la collaboration d'Hermann Bürgers : « Bientôt, nous aurons à nouveau un organe de presse, que nous pourrons le cas échéant utiliser pour repousser toutes les attaques sans donner l'impression que la riposte vient de nous. Par rapport à notre *Revue*, c'est un des avantages de ces cahiers mensuels de Cologne qu'on projette d'éditer⁵ ». Ce projet restera sans suite. Il commente par ailleurs les campagnes d'injures et de calomnies menées par leurs adversaires en Allemagne et en Amérique : « Tu te trouves à présent dans la fière position de quelqu'un qui se voit attaqué par deux mondes à la fois, ce qui n'est jamais arrivé à Napoléon⁶. ».
- 10.05.51 **Peter Nothjung est arrêté en gare de Leipzig.** Les arrestations ne vont pas tarder, dont celles de Hermann Becker, de Peter Röser et de Roland Daniels.
- 12.05.51 Importante lettre de **Ferdinand Lassalle**⁷ : « J'ai appris (...) que ton économie politique voit enfin le jour. Trois épais volumes d'un coup ! J'en suis *on ne peut plus* affamé. D'autant que j'ai repris avec ardeur, depuis un an, l'étude de l'économie que j'avais délaissée pendant plus de trois ans, sous la poussée de l'action. Quant à ta brochure contre Proudhon⁸, elle est tout à fait propre à susciter le plus grand intérêt à l'égard de ton action positive. Car elle témoigne d'une érudition historico-littéraire tout à fait grandiose et de la compréhension la plus pénétrante des catégories économiques. Mais elle se contente – ce qui convient d'ailleurs tout à fait au genre – de réfuter Proudhon, sans développer les problèmes sous leur aspect positif (...). Cependant, c'est précisément pour cette raison que je voudrais voir sur ma table de travail ce monstre en trois volumes du Ricardo devenu socialiste, et du Hegel devenu économiste, car tu dois

¹ C2, p. 197-199.

² Un agent secret de la police politique à Londres.

³ C2, p. 207.

⁴ Un mensuel à paraître sous le titre (neutre) de *Neue Zeitschrift*. Le prospectus d'annonce avait été publié le 19 mars 1851 sous la signature de Hermann Becker et de Heinrich Bürgers.

⁵ C2, p. 210. Vers la fin d'avril 1851 avait paru à Cologne, sous le titre *Gesammelte Aufsätze von Karl Marx*, le premier cahier du *Recueil d'articles de Marx*, des articles parus dans la *Rheinische Zeitung* de 1842. Mais cette publication devra bientôt cesser à la suite de l'arrestation d'Hermann Becker.

⁶ Et devant la tiédeur, à ses yeux, de leurs amis d'Allemagne à les défendre, il ajoute ce commentaire ironique, s'il n'est plutôt orgueilleux, sur le thème de leur isolement : « Les seules personnes qui pourraient constituer un danger pour nous en Allemagne seraient des tueurs à gages, mais depuis que Gottschalk est mort, plus personne n'a le courage en Allemagne d'envoyer à nos trousses des individus de cet acabit, et puis n'avons-nous pas dû, même en 1848 à Cologne, commencer par conquérir notre position, et il est exclu que la bande des démocrates rouges ou même des communistes nous *aime* jamais. ». (C2, pp. 210-211).

⁷ « Avec cette lettre, je désire te redonner signe de vie ». Lassalle vient en effet de purger, du 1^{er} octobre 1850 au 1^{er} avril 1851, la peine de prison à laquelle il avait été condamné en mai 1849 et pour laquelle il avait obtenu, moyennant une importante caution, un délai pour raisons de santé.

⁸ Lassalle parle ici de *Misère de la philosophie* qui avait paru en 1847.

réunir les deux, et tu le feras¹. ».

- mi-mai Arrivée de **Ferdinand Freiligrath** à Londres². Il échappera ainsi aux arrestations qui ont commencé en Allemagne après l'interpellation de Peter Nothjung³. Marx se félicitera bientôt de la fidélité manifestée par Freiligrath à son égard : « A peine était-il arrivé ici que toutes les cliques d'émigrés, les amis philanthropiques de Kinkel (...) ont lancé des grappins sur lui afin de le récupérer pour leur coterie. A toutes ces tentatives, il a répondu brutalement qu'il faisait partie de la *Rheinische Zeitung*, qu'il refusait de tremper dans le brouet cosmopolite et entretenait des relations uniquement avec « le Dr Marx et ses amis les plus intimes⁴ » ».
- 19.05.51 Commentaires d'Engels sur la parution d'un ouvrage de Johann Rodbertus sur la question de la rente.
- 21.05.51 Marx s'est remis à l'étude et passe ses journées à la bibliothèque du British Museum : « Je suis maintenant tous les jours à la bibliothèque, de 10 heures du matin au soir 7 heures⁵ ».
- 28.05.51 Marx annonce à Engels l'arrestation de Peter Nothjung : « Les raisons du silence de Daniels (...) sont fort fâcheuses. Nothjung a été arrêté en gare de Leipzig. J'ignore bien sûr quel genre de papier on a trouvé sur lui. Là-dessus (à moins que ce soit en même temps, je ne sais pas au juste) Becker et Röser ont été arrêtés à Cologne, on a perquisitionné chez eux, ainsi que chez Bürgers⁶. » Il ajoute : « Ces mesures que la police prend contre nos émissaires, nous les devons entièrement à ces lamentables braillements de nos ânes londoniens. ».

L'arrestation de Peter Nothjung marque **le début de la répression policière contre la commune de Cologne de la Ligue des communistes**. Les onze accusés resteront un an et demi en détention préventive en raison des difficultés de la police prussienne à établir l'acte d'accusation⁷. Le procès se déroulera à Cologne du 4.10.52 au 12.11.52.

¹ *Correspondance Marx Lassalle 1848-1864*, traduction et présentation par Sonia Dayan-Herzbrun, PUF, Paris 1977, pp. 72-73.

² Marx à Engels, le 16 mai 1851 : « Freiligrath passera me voir ces jours-ci » (C2, p. 213). Puis le 21 mai : « Freiligrath est ici et te salue bien » (C2, p. 219).

³ Marx à Engels, le 28 mai 1851 : « Instinctivement, Freiligrath est parti juste à temps pour ne pas se faire arrêter » (C2, p. 226).

⁴ C2, p. 226.

⁵ C2, p. 220.

⁶ C2, p. 225-226.

⁷ Marx à Freiligrath, le 26.01.52, à propos des inculpés de Cologne : « Donc, tu commences par faire 9 mois de prison par suite de quelque présomption stupide. Après quoi il s'avère qu'il n'y a pas de fondement légal à ton maintien en prison. Conclusion : tu dois rester en prison jusqu'à ce que le juge d'instruction se voie à même de fournir un « fait positif » comme chef d'accusation et si on n'arrive pas à trouver ce « fait positif », tu peux toujours moisir en prison. » (C3, p. 31).

Marx, à mesure

Table générale

Paul Annenkov, <i>Dix années mémorables</i> (Extrait)	Vol. 3
F-N (G) Babeuf, Aperçu biographique et contexte politique	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Controverse avec Antonelle	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Dernière lettre à sa femme et à ses enfants (27.05.1797)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Discours préliminaire au <i>Cadastre universel</i>	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Jacques-Michel Coupé (10.09.1791)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Anaxagore Chaumette (07.05.1793)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Charles Germain (28.07.1795)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettres à Félix Le Peletier (14.07.1796)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Dernière lettre à sa famille	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Manifeste des Plébéiens	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Plaidoirie de Vendôme	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Prénoms et prisons	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, <i>Le Tribun du Peuple</i>	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Sur la loi agraire	Vol. 12
Philippe Buonarroti, La société des Egaux	Vol. 12
Philippe Buonarroti, Doctrine de Babeuf	Vol. 12
Philippe Buonarroti, Réponse à MV	Vol. 12
Louis Blanc, De quelle manière on pourrait, selon nous, organiser le travail	Vol. 13
Louis Blanc, <i>Catéchisme des socialistes</i>	Vol. 14
Philippe Buchez, Economie politique	Vol. 13
Etienne Cabet, <i>Allons en Icarie</i>	Vol. 13
Etienne Cabet, Comment je suis communiste	Vol. 13
Etienne Cabet, <i>Credo communiste</i>	Vol. 14
Etienne Cabet, Eléments de biographie et contexte politique	Vol. 13
Etienne Cabet, Quarante-huit conditions pour devenir Icarien (1850)	Vol. 13
Etienne Cabet, Publications croisées avec les babouvistes	Vol. 13
Etienne Cabet, Rupture avec Dézamy	Vol. 13
Charbonnerie française, brève histoire	Vol. 13
Chartisme (le), Vue d'ensemble	Vol. 11
Chartisme (le), Chronologie	Vol. 11
Chartisme (le), Protagonistes	Vol. 11
Victor Considerant, <i>Manifeste de la Démocratie au XIXe siècle</i>	Vol. 14
Charles de Bouckère, Rapport de la commission d'enquête sur l'arrestation du Docteur Marx et de sa femme	Vol. 16
Classes et lutte de classes : une notion libérale ?	Vol. 16
Classes et lutte de classes : Marx, Engels, premières élaborations	Vol. 16
Classes et lutte de classes : protagonistes	Vol. 16
Théodore Dézamy, <i>Le code de la Communauté</i> , Chapitre XVIII	Vol. 13
Théodore Dézamy, Eléments de biographie	Vol. 13
F. Engels, Adresse à M. Feargus O'Connor (<i>The Northern Star</i> du 25.07.1846)	Vol. 11
F. Engels, L'armistice prusso-danois (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 10 septembre 1848)	Vol. 14
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes</i>	Vol. 14
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes (2)</i>	Vol. 18
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes (3)</i>	Vol. 19
F. Engels, Discours sur la Pologne (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 29.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, <i>Esquisse d'une critique de l'économie politique</i>	Vol. 2
F. Engels, Feargus O'Connor et le peuple irlandais (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 9.01.1848)	Vol. 11
F. Engels, L'agitation chartiste (<i>La Réforme</i> du 30.12.1847)	Vol. 11
F. Engels, La crise commerciale en Angleterre (<i>La Réforme</i> du 23.10.1847)	Vol. 11
F. Engels, La « Coercion Bill » irlandaise et les chartistes (<i>La Réforme</i> du 8.01.1846)	Vol. 11
F. Engels, <i>La Guerre des paysans en Allemagne</i>	Vol. 19
F. Engels, La Kölnische Zeitung et la révolution de juin. (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 1 ^{er} juillet 1848)	Vol. 15
F. Engels, La lutte des Magyars (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 13 janvier 1849)	Vol. 14
F. Engels, La révolution de juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> des 1 ^{er} et 2 juillet 1848)	Vol. 15
F. Engels, <i>La Situation de la Classe laborieuse en Angleterre</i>	Vol. 11
F. Engels, Le banquet chartiste (<i>La Réforme</i> du 6.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le congrès économique (<i>Deutsche Brüsseler Zeitung</i> du 26.09.1847)	Vol. 10
F. Engels, Le congrès sur le libre-échange à Bruxelles (<i>The Northern Star</i> du 09.10.1847)	Vol. 10
F. Engels, Le mouvement chartiste (<i>La Réforme</i> du 22.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le panslavisme démocratique (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 15 février 1849)	Vol. 14
F. Engels, Le programme agraire des chartistes (<i>La Réforme</i> du 01.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le statu quo en Allemagne (1847)	Vol. 3
F. Engels, Les Démocrates Fraternelles à la cl. ouvrière d'Angleterre et d'Irlande (<i>Northern Star</i> du 8.01.48)	Vol. 11

F. Engels, Lettre à Eduard Berstein du 22 février 1882	Vol. 14
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 05.08.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 27.10.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Joseph Bloch, du 21.09.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Franz Mehring, du 17.07.1893	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Walter Borgius, du 25.01.1891	Vol. 5
F. Engels, <i>Lettres d'Allemagne (The Democratic Review, janvier-août 1850)</i>	Vol. 19
F. Engels, <i>Lettres de France (The Democratic Review, janvier-août 1850)</i>	Vol. 15
F. Engels, Le 23 juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 28 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le 24 juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 28 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le 25 juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 29 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, La campagne pour la Constitution du Reich	Vol. 17
F. Engels, Meeting pour la pétition nationale (<i>La Réforme</i> 19.01.1848)	Vol. 11
F. Engels, <i>La loi anglaise des 10 heures</i>	Vol. 19
F. Engels, Mission à Paris (1846-1847)	Vol. 3
F. Engels, Le panslavisme démocratique (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 15 février 1849)	Vol. 14
F. Engels, Préface à <i>Travail salarié et Capital</i> , avril 1891	Vol. 9
F. Engels, Préface à <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i> (1888)	Vol. 10
F. Engels, <i>Principes du communisme</i> (1847)	Vol. 14
F. Engels, Progrès de la Réforme sociale sur le Continent (1843)	Vol. 13
F. Engels, Révolution et contre-révolution en Allemagne	Vol. 17
F. Engels, sur « les peuples sans histoire »	Vol. 14
Ferdinand Flocon, Lettre d'invitation à Marx	Vol. 16
Charles Fourier : Eléments de biographie	Vol. 1
Charles Fourier : Eléments de doctrine	Vol. 1
Charles Fourier : L'expérience de la phalange de Condé-sur-Vesgre	Vol. 1
Andreas Gottschalk, son action politique en 1848-1849 à Cologne	Vol. 18
Karl Grün : Notice biographique	Vol. 7
Hegel : L'idéalisme hégélien, première approche	Vol. 1
Hegel : Deuxième approche : la philosophie du droit	Vol. 1
Hegel : La philosophie de l'histoire.	Vol. 1
H. Heine : « Les pauvres tisserands »	Vol. 2
Moses Hess, <i>Catéchisme communiste par questions et réponses</i> (1844)	Vol. 14
Moses Hess, <i>L'essence de l'argent</i>	Vol. 2
Moses Hess, <i>Les derniers philosophes</i>	Vol. 7
Moses Hess : une biographie intellectuelle	Vol. 7
Moses Hess, Engels et Marx : chronique d'une rupture	Vol. 7
Jeunes hégéliens	Vol. 1
Victor Hugo, Discours du 15 janvier 1850 sur la liberté de l'enseignement	Vol. 16
Journaux ouvriers et républicains sous la monarchie de Juillet	Vol. 13
Richard Lahautière, Eléments de biographie	Vol. 13
Richard Lahautière, <i>Petit catéchisme de la réforme sociale</i>	Vol. 14
Albert Laponneraye, Eléments de biographie	Vol. 13
Albert Laponneraye, <i>Catéchisme démocratique</i>	Vol. 14
Ferdinand Lassalle, Les premiers emprisonnements (1847-1849)	Vol. 18
Ligue des Communistes, Le projet d'émigration du citoyen cabet	Vol. 13
<i>Ligue des communistes</i> , Mise en sommeil ou dissolution en juin 1848 ?	Vol. 18
<i>Ligue des communistes</i> , La rupture de septembre 1850	Vol. 19
<i>Ligue des communistes</i> , La fraction Willich/Schapper	Vol. 19
<i>Ligue des communistes</i> , Revendications du parti communiste en Allemagne (mars 1848)	Vol. 18
Sylvain Maréchal, <i>Manifeste des Egaux</i>	Vol. 12
K. Marx et F. Engels, Adresse de mars 1850 du Comité central de la Ligue des communistes	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, Adresse de juin 1850 du Comité central de la Ligue des communistes	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, Le chant du coq gaulois	Vol. 18
K. Marx et F. Engels, <i>La circulaire contre Kriege</i>	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, <i>Instruction du Comité de correspondance communiste</i> (juin 1846)	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, <i>La Sainte Famille</i>	Vol. 4
K. Marx et F. Engels, <i>Les Grands Hommes de l'Exil</i>	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (1) L'adieu à Feuerbach	Vol. 5
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, les enjeux	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, la polémique	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (3) Critique du socialisme allemand	Vol. 7
K. Marx et F. Engels, <i>Le manifeste du Parti communiste</i>	Vol. 14
K. Marx et F. Engels, <i>Préfaces au Manifeste</i>	Vol. 14
K. Marx et F. Engels, <i>Le Manifeste</i> , une œuvre de plagiaires ?	Vol. 14
K. Marx, F. Engels et P.-J. Proudhon, Chronique d'une rupture	Vol. 8
K. Marx, F. Engels, Stratégies (la ligne politique de la <i>Neue Rheinische Zeitung</i> en 1848-1849)	Vol. 18
K. Marx et F. Engels, La <i>Neue Rheinische Zeitung Politisch-ökonomische Revue</i>	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, sur la lutte des classes en Angleterre. Récapitulatif	Vol. 11
K. Marx et F. Engels, sur Gracchus Babeuf	Vol. 12
K. Marx et A. Ruge, <i>Une correspondance de 1843</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Le Communisme du Rheinische Beobachter</i> (12.09.1847)	Vol. 3

K. Marx, <i>La Critique moralisante et la Morale critique. Contre Karl Heinzen</i> (1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>Critique de la Philosophie du Droit de Hegel</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Critiques en marge de l'article « Le roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien »</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>De la Question juive</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i>	Vol. 10
K. Marx, <i>Discours sur la Pologne (Deutsche-Brüsseler-Zeitung du 29.11.1847)</i>	Vol. 11
K. Marx, <i>La révolution de juin (Neue Rheinische Zeitung du 29 juin 1848)</i>	Vol. 15
K. Marx, <i>Lettre à Annenkov, du 28.12.1846</i>	Vol. 5
K. Marx, <i>Lettre à Proudhon, du 05.05.1845</i>	Vol. 8
K. Marx, <i>Lettre à Schweitzer, du 19.01.1865</i>	Vol. 8
K. Marx, <i>Lettre au parlement ouvrier (The People's paper du 18.03.1854)</i>	Vol. 11
K. Marx, <i>Le libre-échange et les chartistes (New York Daily Tribune du 25.08.1852)</i>	Vol. 11
K. Marx, <i>Les Luttes de classes en France (1)</i>	Vol. 15
K. Marx, <i>Les Luttes de classes en France (2)</i>	Vol. 16
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens : 1. La préface de Marx</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens : 2. Cahiers de lecture</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens : 3. Premier manuscrit</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens : 4. Troisième manuscrit</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens : 5. Eloge de Feuerbach</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens : 6. Les manuscrits en débat</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie : 1. Une découverte scientifique</i>	Vol. 8
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie : 2. La métaphysique de l'économie politique</i>	Vol. 8
K. Marx, <i>Notice sur deux ouvrages d'Adolphe Chenu et de Lucien De la Hodde</i>	Vol. 16
K. Marx, <i>Plaidoyer du 8 février 1849</i>	Vol. 18
K. Marx, <i>Préface à la Critique de l'Economie politique, janvier 1859</i>	Vol. 5
K. Marx, <i>Thèses sur Feuerbach</i>	Vol. 5
K. Marx, <i>Travail salarié et Capital</i>	Vol. 9
K. Marx, <i>Tories et Whigs (New York Daily Tribune du 21.08.1852)</i>	Vol. 11
K. Marx et F. Lassalle, <i>leurs relations en 1848-1849</i>	Vol. 18
Mazzini contre le socialisme et les socialistes français	Vol. 19
Charles de Montalembert, <i>Discours du 21 juillet 1849 sur la liberté de la presse</i>	Vol. 16
J. Nagels, « Le point de vue de la production dans le marxisme »	Vol. 8
J. Nagels, « David Ricardo : la loi dite des coûts comparatifs »	Vol. 8
Note sur l'aristocratie financière	Vol. 16
Note sur l'emprunt révolutionnaire allemand	Vol. 19
Note sur la <i>Neue Rheinische Zeitung</i>	Vol. 18
Note sur la garde nationale mobile	Vol. 15
Note sur l'immigration politique à Londres vers 1850	Vol. 19
Note sur la journée du 15 mai	Vol. 15
Note sur le lumpenprolétariat	Vol. 16
Note sur les journées de juin	Vol. 15
Note sur la <i>Société universelle des communistes révolutionnaires</i>	Vol. 19
Note sur les ateliers nationaux	Vol. 15
Constantin Pecqueur/ Louis Greppo, <i>Catéchisme social</i>	Vol. 14
Philippe Gigot, <i>le premier marxiste belge</i>	Vol. 16
J-J Pillot, <i>Eléments de biographie</i>	Vol. 13
P-J. Proudhon, <i>La Création de l'Ordre dans l'Humanité, résumé analytique du Ch. III</i>	Vol. 8
P-J. Proudhon, <i>Eléments de biographie</i>	Vol. 8
P-J. Proudhon, <i>Lettre à Marx, du 17.05.1846</i>	Vol. 8
P-J. Proudhon, <i>Philosophie de la Misère, résumé analytique de l'ouvrage</i>	Vol. 8
P-J. Proudhon, <i>Le projet d'Association progressive</i>	Vol. 8
P-J. Proudhon, <i>Réaction au pamphlet de Marx</i>	Vol. 8
Les résidences de Marx à Bruxelles en 1845-1848	Vol. 16
Les résidences de Marx à Londres	Vol. 19
Jacques Roux, <i>Manifeste des Enragés</i>	Vol. 12
Rupture avec Ruge : 1. L'enchaînement de la controverse	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 2. Le soulèvement des tisserands silésiens	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 3. L'article de Ruge : « Le roi de Prusse et la réforme sociale »	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 4. La riposte de Marx	Vol. 2
Rupture avec Weitling	Vol. 3
Saint-Simon	Vol. 1
Saint-simoniens (Les)	Vol. 1
Xavier Sauriac, <i>Réforme sociale ou Catéchisme du prolétaire</i>	Vol. 14
Sociétés secrètes sous la Monarchie de Juillet	Vol. 13
Stirner, <i>L'Unique et sa Propriété, résumé analytique de l'ouvrage</i>	Vol. 6
Stirner, <i>Notice biographique</i>	Vol. 6
W. Tcherkesoff, <i>La paternité intellectuelle du manifeste communiste</i>	Vol. 14
Victor Tedesco, <i>Catéchisme du prolétaire</i>	Vol. 14
Théophile Thoré, <i>Une controverse sur Babeuf et le babouvisme</i>	Vol. 13
Le toast de Blanqui	Vol. 19
Tranches de vie : KM-1819-1843	Vol. 1
Tranches de vie : FE-1820-1843	Vol. 1

Tranches de vie : 1844	Vol. 2
Tranches de vie : 1845-1847	Vol. 14
Tranches de vie : janvier-avril 1848	Vol. 16
Tranches de vie : avril 1848-août 1849	Vol. 18
Tranches de vie : septembre 1849-mai 1851	Vol. 19
Vorwärts, Un journal allemand à Paris	Vol. 2
G. Weerth, Discours au congrès sur le libre-échange à Bruxelles	Vol. 10
Joseph Weydemeyer, <i>La dictature du prolétariat</i>	Vol. 19